

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Eur. 511 d

Mercure

– 1793,5



Digitized by Google

<36631580460013

<36631580460013

Bayer. Staatsbibliothek

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 92.)

SAMEDI 4 Mai 1793, l'an deuxieme de la République.

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Tous les Livres, Cartes, Estampes, Musique, & Arts divers, doivent être adressés au Citoyen la Harpe, rue du Hasard, n°. 2.

Le prix de l'Abonnement est de 36 livres franc de port.

Digitized by Google

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

Mai a 31 jours & la Lune 30. Du premier au 31, les jours croissent, matin & soir, de 38 minutes.

JOURS du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de L.	PHASES de la LUNE.	Tems moyen au Midi vrai. H. M. S.
1 merc.	Jacques & Philippe.	22		11 56 48
2 jeudi	Athanase, évêque.	23		11 56 41
3 vend.	Invention de Ste Croix.	24	☾ D. Q.	11 56 34
4 sam.	Ste Monique, veuve.	25	le 3, à 4	11 56 28
5 5 D.	Convers. de S. Augustin.	26	h. 34 m.	11 56 23
6 lundi	*Les Rogations.*	27	du mat.	11 56 18
7 mardi	Stanislas, évêque.	28		11 56 14
8 merc.	Desiré, évêque.	29		11 56 10
9 jeudi	L'ASCENSION.	30		11 56 7
10 vend.	Gordien.	1	● N. L.	11 56 5
11 sam.	Mamert, évêque.	2	le 10, à 3	11 56 3
12 6 D.	Nérée, martyr.	3	h. 40 m.	11 56 1
13 lundi	Servais, évêque.	4	du mat.	11 56 1
14 mardi	Pacôme.	5		11 56 0
15 merc.	Isidore.	6		11 56 0
16 jeudi	Honoré, évêque.	7		11 56 2
17 vend.	Pascal.	8		11 56 3
18 sam.	*Vigile-Jeûne.*	9	☽ P. Q.	11 56 5
19 D.	LA PENTECOSTE.	10	le 18, à 1	11 56 8
20 *lundi*	Austrégesile.	11	h. 2 m.	11 56 11
21 *mardi*	Hospice.	12	du mat.	11 56 14
22 merc.	*Quatre-temps.*	13		11 56 18
23 jeudi	Didier, évêque.	14		11 56 23
24 vend.	Donatien.	15		11 56 28
25 sam.	Urbain, pape.	16	○ P. L.	11 56 34
26 1 D.	*La Trinité.*	17	le 25, à 4	11 56 40
27 lundi	Jean, pape.	18	h. 1 m.	11 56 46
28 mardi	Germain, év. de Paris.	19	du soir.	11 56 53
29 merc.	Maximin.	20		11 57 1
30 jeudi	FÊTE-DIEU.	21		11 57 9
31 vend.	Sainte Pétronille.	22		11 57 17

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Samedi 4 Mai 1793, l'an IIe. de la République.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 30 Mars jusqu'au 27 Avril 1793.

VERS à M. de Florian..... page 217.
Charade, Enigme, Logogriphe..... *ibid et suiv.*
Etat actuel de l'Empire Ottoman, par Elias Abesci..... 218.

Traduction de la VIe. Elégie du Ier. Livre de Tibulle... 277.
Charade, Enigme, Logogriphe..... 278.
Fables par M. de Florian..... 280.
Conte : Suite des Souvenirs du coin du feu..... 288.

Vers à Julie Candeille..... 34[illegible]
Charade, Enigme, Logogriphe..... *ibi*[illegible]
La Mort d'Abel, Tragédie..... 351.
Annonces..... 359.

Driope, Fable, etc..... 407.
Charade..... 409.
Stratonice, Comédie héroïque..... 410.
Annonces..... 411[illegible]

Bayerische Staatsbibliothek München

Digitized by Google

(N°. 92. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 4 MAI, *l'an deuxieme de la République.*

CHANSON.

AIR : *Du serin qui te fait envie.* A Mde....

I.

O TOI, le fléau de la terre,
Loin d'ici, fougueux conquérant:
Monstre, qui pour une chimere
Fais répandre des flots de sang,
Fuis cet asyle solitaire
Et du repos et du bonheur:
A tous les lauriers j'y préfere
Mes feux, ma Thémire et son cœur.

II.

Vil esclave de la richesse
Dont Plutus reçoit tous les vœux,
Dont le cœur desire sans cesse
Sans jamais être plus heureux,
Crois-tu que ta riche misere
Soit comparable à mon bonheur?
A tous les trésors je préfere
Mes feux, ma Thémire et son cœur.

III.

Toi qui dans la docte poussiere
Ne songes qu'à t'ensevelir;
Que pour une gloire légere
Sur les livres on voit pâlir;
Bel-esprit, lutte contre Homere,
Deviens le plus fameux auteur:
A tous les talens je préfere
Mes feux, ma Thémire et son cœur.

IV.

Sophiste orgueilleux et farouche
Qui frondes les tendres ardeurs,
Distilles le fiel de ta bouche
Sur l'amour et sur ses douceurs;
Mais crains d'entrevoir ma bergere
Si tu veux garder ton erreur;
Qui la voit, l'aime, à tout préfere
Ses feux, ma Thémire et son cœur.

DE WIDRANGES, ℄ s.

LOGOGRIPHE.

JE ne veux pas te faire trop attendre,
Et pour un mot exciter ton humeur!
Je t'offre, Églé, le mois qui fait entendre
Du rossignol le réveil enchanteur;
Un nom bien cher pour tout être sensible;
De tes appas le tyran destructeur.
Cinq pieds, enfin, vont te rendre visible
Ce que tes traits ont laissé dans mon cœur.

Explication des Charade *et* Enigme *du* N°. 91.

Le mot de la Charade est *Verrat*; celui de l'Enigme est *Soulier*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Catherine ou la Belle-Fermiere, comédie en trois actes, en prose, mêlée de chant; représentée sur le théâtre de la République, le 27 novembre 1792. Paroles et musique de Julie Candeille. Prix, 30 sous. - A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-St.-André-des-Arcs, n°. 9.

CET ouvrage se joue depuis quatre mois avec un succès qui ne s'est pas démenti un moment : on pourra sans doute mettre une partie d'un si brillant succès sur le compte des accessoires particuliers à la représentation de cette piece, et qui véritablement ajoutent quelque chose à l'agrément et à l'effet du spectacle ; mais si la musique, le chant, l'organe, le talent de l'exécution sur un instrument le plus séduisant de tous entre les mains d'une belle femme, sont des avantages étrangers en eux-mêmes au mérite dramatique, s'ils n'appartiennent pas à l'ouvrage de Mlle. Candeille, ils appartiennent du moins à l'auteur, et il est aussi glorieux que rare de n'avoir besoin que de soi-même pour joindre à une piece de théâtre tant d'ornemens qui la font valoir, parce qu'ils y sont placés de maniere à faire partie de l'action. On peut dire, avec vérité, que Mlle. Candeille pouvait seule embellir ainsi son ouvrage : elle y offre la réunion de tous les talens. Ils ont enchanté le public sur la scène ; mais à la lecture, tous ces moyens de séduction disparaissent, l'ouvrage est seul, et ne peut plus se soutenir que par le mérite dramatique ; et heureusement encore ce mérite se retrouve ici, très-indépendant de la représentation, et l'on n'est point tenté, en lisant la piece, de se reprocher le plaisir qu'on a eu à la voir.

Il serait superflu d'en faire l'analyse : on en rendit un compte exact dans ce même journal, à l'article des spectacles, au moment de la nouveauté, et il ne s'agit aujourd'hui que de résumer en peu de mots le jugement général qu'on en a porté. On y a trouvé non-seulement beaucoup d'esprit (ce qui n'a surpris personne), mais ce qui est d'une toute autre importance et d'une bien plus grande difficulté, un vrai talent dramatique. La piece est bien conçue dans son ensemble, bien conduite d'un bout à l'autre ; il y a de l'intérêt dans les situations, et de l'art dans les moyens. L'intrigue excite la curiosité dès le premier acte ; elle se noue d'une maniere aussi imprévue qu'attachante, dans le second ; elle intéresse, au troisieme, jusqu'à faire couler quelques-unes de ces douces larmes qui peuvent se mêler un instant avec la gaieté comique ; et le dénouement, qui satisfait tous les spectateurs, est aussi

Digitized by Google

bien ménagé, aussi bien suspendu qu'il est possible. Les événemens ne sont annoncés qu'autant qu'il le faut pour ne pas paraître invraisemblables, et ne le sont pas assez pour ôter le plaisir de la surprise et l'inquiétude des obstacles. Les ressorts généraux, tels qu'un amant déguisé en valet près de la femme qu'il aime, un vieil oncle, un armateur qui revient des Indes enrichir pour une famille pauvre, avaient déja été employés; mais les résultats sont nouveaux, et c'est tout ce qu'on peut exiger. La scène du second acte, où la rencontre inopinée de Fierval et Lussan met à la fois tous les personnages en situation, d'une maniere différente, et les fait connaître tous en un moment au personnage qui vient d'arriver; cette scène, qui excite à la fois tant de craintes, d'embarras, d'alarmes et de soupçons dans tous les acteurs, est vraiment neuve, piquante, ingénieuse et singulierement théâtrale. Tous les caracteres sont bien tracés et bien combinés l'un pour l'autre; aucun n'est chargé ni forcé. La sensibilité de Lussan, la fatuité de Fierval, la naïveté de Fanchette, la bonhommie franche et brusque du vieux d'Orneville, la tendresse délicate et noble de Catherine, tout est nuancé avec autant de vérité que de finesse, et cette finesse même est couverte, comme elle doit l'être, par la simplicité et le naturel du dialogue, qui d'ailleurs offre beaucoup de mots heureux; j'entends par mots heureux, non pas des traits saillans, mais des mots qui ne peuvent être dits que là où ils sont; c'est là ce qui est heureux au théâtre. *La Belle-Fermiere* y restera: elle est supérieurement jouée, et Michau (sans parler ici des autres à qui l'on a déja donné ailleurs les louanges qu'ils méritent) a rappellé aux amateurs le naturel de Préville.

MUSIQUE.

Les partisans de *la Belle-Fermiere* (et ils sont nombreux) aimeront sans doute à retrouver d'agréables souvenirs en chantant les jolis airs, et sur-tout la touchante romance de Catherine. Julie Candeille, auteur des paroles et de la musique, vient de les faire paraître arrangés pour la harpe et le piano, de maniere à faire tomber toutes les ridicules contre-façons qu'on s'était empressé d'en faire. On les trouvera chez elle, rue Saint-Lazare, vis-à-vis la rue de la Rochefoucauld, n°. 53, et aux adresses ordinaires de musique. Prix, 2 liv. 8 sous.

On trouve aussi, aux mêmes adresses, la partition de ces airs et de l'ouverture. Prix, 7 liv. 4 sous.

Digitized by Google

CONTE.

Suite des Souvenirs du coin du feu.

Le lendemain, lorsque le cercle des vieillards fut formé, Madame d'Elmont prit la parole, et en s'adressant à Closiere, j'ai rêvé, lui dit-elle, à la bonne fortune de vos Flamands; savez-vous que je n'aime pas cette résistance invincible à recevoir du jeune Anglais un tribut de reconnaissance? Car enfin, s'il n'avait pas eu la main de sa sœur Ambroisine à leur offrir, il leur eut donc été redevable de la vie, toute la vie, sans pouvoir soulager son cœur du poids de cette dette immense. Du poids! Madame; et pourquoi voulez-vous que c'en soit un pour un cœur aimant et sensible? Le ressentiment des bienfaits est pénible pour les ingrats; mais il s'agit ici du plus reconnaissant des hommes. — C'est pour cela, Monsieur, qu'il devait lui être dur de ne pouvoir pas s'acquitter. — Eh! Madame, quel eût été le monceau d'or ou de diamants que sir Henri eût pu mettre en balance avec l'obligation qu'il avait aux Baklers? Il n'y a que la tendre amitié, que la reconnaissance pure, qui soit d'un prix à compenser la valeur d'un si grand bienfait; et sans cela, ni la main d'Ambroisine, ni sa fortune, ni celle de Henri, n'aurait pu l'acquitter. Je suppose, au contraire, que n'ayant rien au monde à donner à son bienfaiteur, ni aucun service à lui rendre, il l'eût aimé, il l'eût béni, il l'eût recommandé au ciel, comme il faisait sur le champ de bataille; c'eut été là, Madame, lui payer son bienfait; et Bakler pensait dignement de n'en pas vouloir davantage.

Mais, mon voisin, lui dit Madame d'Ervilly, avec ces vœux stériles et ces sentimens purs, ne mettez-vous pas les ingrats bien à leur aise? Oh point du tout, Madame; car je laisse aux bienfaits tous leurs droits au retour des bons offices mutuels. Mais à des bienfaits impayables j'attache envers les hommes, comme envers Dieu lui-même, un genre d'obligation que le cœur seul peut acquitter, et qui l'enveloppe et l'enchaîne des nœuds indissolubles de la reconnaissance. Or, c'est-là surtout ce qui gêne la misérable vanité et le triste orgueil des ingrats: le poids qui leur presse le cœur, c'est cette obligation de chérir, d'honorer, de voir toute leur vie d'un œil reconnaissant l'homme qui leur a fait un bien qu'ils ne peuvent lui rendre. Tant qu'ils se sentent redevables, ils sont mal à leur aise avec lui, devant lui; ils s'indignent de tant devoir à leur égal; ils se demandent de quel droit il a sur eux cet avantage. C'est peu d'atténuer son bienfait, ils le dénaturent pour le rendre méconnaissable. Impatients de lui trouver des torts, ils lui en supposent s'il n'en a point; et s'ils ne peuvent l'oublier, ils finissent par le haïr. — Ah de quel vice monstrueux

Digitized by Google

nous parlez-vous? — D'un vice aujourd'hui plus commun qu'il ne le fut jamais ; mais qui dans tous les tems ne fut que trop dans la nature. Ecoutez les aveux que nous fait Montaigne lui-même, d'ailleurs homme honnête et loyal. *Je me connais bien*, nous dit-il, *mais il m'est mal aisé d'imaginer nulle si pure libéralité de personne envers moi, nulle hospitalité si franche et gratuite, qui ne me semblât disgraciée, tyrannique et teinte de reproche, si la nécessité m'y avait enchevêté..... Elle se paie à l'aventure quelquefois*, dit-il ailleurs en parlant de l'obligation d'un bienfait ; *mais elle ne se dissout jamais : cruel garottage, à qui aime d'affranchir les coudées de sa liberté!* Tel est le supplice de ceux qui ayant sans cesse besoin d'autrui, voudraient cependant ne tenir à autrui par aucun lieu.

Et quel est, reprit Norival, l'homme assez insensé pour se flatter de passer sa vie sans avoir besoin de personne. J'en connais un, dit Madame de Balme ; et je vais vous conter comment il fut puni de son orgueil.

M. Lermand, mon voisin de campagne, avait laissé deux fils, et à chacun des deux un héritage en fonds de terre attenants l'un à l'autre ; mais à l'aîné de plus grands biens. Cet aîné, vain de son opulence, disait à qui voulait l'entendre, qu'il était en état de se passer de tout le monde ; que tout ce qu'il avait, il le tenait de sa naissance, et qu'il trouvait dans sa fortune de quoi ne jamais rien devoir. Il payait rigoureusement les services qu'on lui rendait ; mais avec lui la bienveillance, la bonne volonté, le zele étaient perdus ; il réduisait tout en salaire. On l'appellait Lermand le Fier. Son frere Eugene, moins riche et plus modeste, avait sans cesse dans la bouche la fable *de la colombe et de la fourmi*. Il prenait un plaisir sensible à se voir servi de bon cœur. Je ne suis pas glorieux, disait-il, du peu de bien que je fais aux autres ; mais je suis glorieux de celui qu'on me fait : car l'homme qui m'oblige, me témoigne qu'il m'aime ; et y a-t-il rien de plus honorable et de plus beau que d'être aimé ? Que dans les rigueurs de l'hiver je consente que le vieillard, la bonne mere et ses enfans se chauffent des débris de mes bois ; qu'il y ait chez moi du bouillon et du vin pour les malades de mon village ; qu'au laboureur à qui la grêle a enlevé l'espérance de sa récolte, j'avance le grain des semailles ; que j'en console un autre en lui aidant à remplacer le bœuf qu'il a perdu ; enfin qu'une partie de mon revenu se répande autour de moi : il ne m'en coûte à moi que des privations légeres ; et si, moins à mon aise j'en suis plus économe, plus tempérant, moins délicat dans la recherche des voluptés, des commodités de la vie, c'est un bien que je me suis fait : il n'y a pas de quoi me vanter. Il n'en est pas de même quand je vois mes voisins garder mes bois et mes moissons comme les leurs, se disputer l'occasion de m'être utiles, et m'offrir de quitter leurs travaux pour vaquer aux miens. Alors c'est moi qui suis l'objet de la

Digitized by Google

bienfaisance publique ; et loin d'en être humilié, je me complais dans mes obligations et je me glorifie de ma reconnaissance : c'est la dette du cœur, c'est le devoir d'aimer celui qui nous aime et qui nous oblige ; et rien au monde n'est si doux. Enfin s'il est vrai, disait-il, qu'on s'attache par ses bienfaits, pourquoi m'affligerai-je qu'on tienne à moi par ces liens? Une ame froide, indolente et vaine peut aimer mieux être en pleine franchise ; mais pour une ame active, sensible et bienveillante, je ne puis concevoir qu'un bienfait lui soit importun ; à moins cependant qu'il ne vienne de quelque main qui l'avilisse : encore alors, s'il est reçu, faut-il, en rougissant, l'avouer et le reconnaître, et ne pas ajouter à l'humiliation d'en être redevable, le tort plus honteux d'être ingrat.

Ainsi parlait Eugene. Son frere en l'écoutant lui trouvait l'ame abjecte. Si ce qu'on fait pour moi m'est dû, disait celui-ci, le service, quel qu'il soit, ne m'oblige à rien : s'il ne m'est pas dû, je le paie, et m'en voilà quitte. Aussi avait-il des mercenaires, mais il n'avait pas un ami.

Un jour la digue de l'un de ses étangs se rompit. Il fallait à la hate combler la brêche ; il appela tout le village à son secours. On faisait la moisson ; aucun des moissonneurs ne voulut quitter la faucille. Laissons, disaient-ils, son poisson s'échapper le long des prairies et suivre le courant de l'eau ; la pêche en vaudra mieux pour nous que le salaire qu'il nous promet. Il se plaignit de leur mauvaise volonté ; ils se moquerent de sa plainte, et ils lui demanderent si, pour eux, ses travaux étaient plus pressés que les leurs.

Quelque tems après le feu prit à l'une des fermes d'Eugene. Aussi-tôt ces bons villageois accoururent en foule ; et les uns apportant de l'eau, les autres s'exposant sur les toits au milieu des flammes : ils travaillerent tant et si bien que l'incendie fut étouffé. Mes amis, leur dit-il, ces grains et ces troupeaux que vous avez sauvés, sont à vous, souvenez-vous-en ; et au besoin..... Ils répondirent tous qu'ils savaient quel usage il avait coutume d'en faire, et qu'en courant pour lui le danger de la vie, ils n'avaient fait que leur devoir, puisqu'il l'avait lui-même plus d'une fois sauvée à leurs femmes et à leurs enfans.

Lermand-le-Fier, un jour, se laissa glisser sur la pente d'un précipice : retenu par un frêle arbuste, il y était comme suspendu ; et l'abîme était à ses pieds. Deux de ces villageois, en passant, l'entendirent criant à l'aide ; ils approcherent ; et en le voyant, ah ! c'est vous, Monsieur l'indépendant, lui dirent-ils ! Eh bien ! que nous donnerez-vous pour vous tirer de là ! ma bourse, leur dit-il, vingt louis. — Ce n'est guères ; mais tout fier que vous êtes il faut avoir pitié de vous. Ils lui tendirent une corde, et le hisserent sur le bord. Tenez, dit-il, en les payant, vous avez abusé de ma situation ; mais grace au ciel m'en voilà quitte ; et je vous aurai bien payés. — Bien payés ! vingt louis ! pour lui avoir sauvé la vie ! C'est

Digitized by Google

donc là ce qu'il croit valoir, dit l'un des deux? Il a raison dit l'autre, et c'est encore plus qu'il ne vaut.

L'émotion de la frayeur ayant violemment remué les humeurs dont il était plein, il fut attaqué d'une fievre dont le caractere annonçait de la malignité. Dès qu'elle se fut déclarée, chacun s'éloigna du château; ses domestiques mêmes prirent congé de lui; et à ses reproches d'ingratitude, ils répondirent ce que lui-même il leur disait souvent: *tant tenus, tant payés.* Une vieille femme, autrefois attachée à sa mere, était la seule qui lui restait, lorsqu'Eugene lui ramena quelques-uns de ses gens, qui pour l'amour de lui voulurent bien ne pas abandonner son frere, et le servir à regret.

Un médecin habile vint de loin, par un mauvais tems, et par des chemins détestables, le visiter assiduement, et le traita si bien qu'il le guérit. Monsieur, lui dit Lermand, lorsqu'il n'eût plus besoin de lui, je ne déduirai pas ce que je dois à la nature de ce que je peux vous devoir. Ma garde a compté vos visites; et quoiqu'elles me semblent avoir été un peu fréquentes, je veux bien vous les passer toutes, comme si chacune eut été nécessaire à ma guérison. Il en fit le calcul, et après lui avoir compté la somme, êtes-vous payé, lui dit-il? Oui, je le suis, lui répondit le médecin, comme le serait un sculpteur qui aurait travaillé sur le marbre. Lermand qui ne se piquait pas de sensibilité, sourit de la comparaison. Adieu donc, lui dit-il, j'espere que de long-tems vous n'entendrez parler de moi.

Il se trompait: à peine encore était-il rétabli que son intempérance l'obligea de le rappeller, et une nuit se sentant suffoqué du poids d'un souper de glouton, il fit courir à lui bien vite.

Le premier mouvement du médecin fut de répondre que la nuit était le tems de son repos. Mais un retour d'humanité, lui fit quitter son lit; il se met en campagne, il arrive, et le trouve sur le point d'étouffer. Ah! mon cher ami, Monsieur Gérard, lui dit l'ingrat, venez que je vous doive encore la vie. *Son cher ami!* dit en lui-même le médecin; il est donc bien mal! et il le secourut. L'émétique fit son office. Alors se sentant soulagé: mon cher M. Gérard, vous couchez ici, n'est-ce pas? Non, Monsieur, vous voilà beaucoup mieux; je m'en vais; car je me dois à mes malades. — Vous reviendrez de nain, mon cher Monsieur Gérard? — Oui demain, sans plus, je l'espere. Le lendemain sur le déclin du jour, Lermand, qui, dans son lit, se ressentait, mais sans douleur, de la fatigue de la veille, voit entrer son libérateur. — Ah! Monsieur Gérard, vous voilà? Soyez le bien venu. Je me trouve bien mieux que lorsque vous m'avez quitté. — Je le vois bien, Monsieur. — Mais je suis faible encore; la secousse a été violente. — Oui, mais ce n'est plus rien. — N'ai-je point de la fievre? — Non. — Tatez

Digitized by Google

moi le pouls. — Non, vous dis-je, cela est inutile : vous êtes guéri, j'en réponds ; et j'en ai des signes certains. — Et quels signes, M. Gérard ? — Les voici, dit le médecin : hier, quand vous étiez si malade, vous m'appelliez *mon cher ami M. Gérard*. Lorsque vous fûtes soulagé, vous m'appellâtes *mon cher M. Gérard ; l'ami* fut supprimé aujourd'hui c'est *M. Gérard ;* le *cher* a disparu ; et si demain je revenais, peut-être ne serais-je plus que Gérard. Puis-je encore douter que vous ne soyez hors d'affaire ? Adieu, Monsieur. Soyez plus sobre à l'avenir ; car je vous avertis que je n'interromps plus mon sommeil que pour mes amis.

Eugene à quelque tems delà, s'étant jetté dans l'eau pour sauver un enfant qui allait se noyer sous les glaces, en fut saisi d'un froid mortel. Sa maladie avait tous les symptômes d'une fluxion de poitrine. Le village fut dans l'alarme. Le pere de l'enfant accourut vers le médecin. — Venez, Monsieur ; venez secourir le meilleur des hommes : vous rendrez un pere à une foule de malheureux. Hélas ! c'est en sauvant lui-même la vie à mon enfant, qu'il s'est mis dans l'état qui nous fait trembler pour ses jours. Le bon docteur arrive, et en traversant le village, il ne voit que des pleurs, il n'entend que des plaintes et que des vœux au ciel pour l'homme bienfaisant, dont la vie est si chere à tous. Il se trouve entouré de gens empressés à lui rendre les soins qu'un pere de famille aurait reçus de ses enfans. La mere de celui qu'il avait secouru ne quittait pas le pied de son lit ; l'enfant lui-même était sans cesse à demander à le servir.

Ah ! dit le docteur, en voyant tant d'affection et tant de zèle, on n'a de tels garde-malades que lorsqu'on s'en est fait des amis en pleine santé.

Monsieur, lui dit Eugene, par un hiver si rude, combien vous êtes généreux d'étendre si loin vos secours ! Vous m'êtes donc bien nécessaire, puisque vous quittez tout pour moi ! — Non, Monsieur, je ne quitte rien. Il me faut très-peu de sommeil ; et la vie est pour moi beaucoup plus longue que pour un autre. La nuit je serai près de vous ; le matin je dirai comme on doit vous conduire ; j'irai tout le reste du jour faire ma ronde ; et sur le soir je reviendrai me reposer ici : nous en serons vous et moi plus tranquilles.

Le jeune homme revint de l'état le plus dangereux ; et dans des mouvemens de sensibilité qui redoublaient pour lui le charme de la convalescence, je sais bien, mon ami, disait-il à son médecin, comme on paye une porcelaine, une boëte d'or et d'émail, un tableau, un diamant même ; mais les tendres soins, l'amitié, l'assiduité, les veilles d'un homme tel que vous, à qui l'on doit la vie, comment, sans une ame sensible et sans un cœur reconnaissant nous serait-il possible d'en égaler le prix. Ah ! ne regardez pas ceci, s'écria-t-il un jour, en voulant lui donner un rouleau d'or, ne le re-

Digitized by Google

gardez pas comme une récompense, mais comme un faible gage de tous les sentimens que vous me laissez dans le cœur. Monsieur, lui dit le bon Gérard, distinguons, s'il vous plaît, deux hommes en moi, votre ami, et votre médecin. Vous voulez payer celui-ci; cela est juste, et j'y consens; mais voici ce qui lui revient, ajouta-t-il, en tirant du rouleau quelques louis. — Que faites-vous? — Je donne à votre médecin ce que l'usage lui attribue, mais rien au-delà, s'il vous plaît. Le reste serait pour l'ami; et celui-là ne reçoit rien. — Le jeune homme rougit; et sans insister davantage, non, dit-il, le seul prix d'une amitié si généreuse, est là; et il mit la main sur son cœur.

Gérard s'en alla pénétré de la bonté de ce jeune homme. Quel contraste avec la rudesse et la dureté de son frere! disait-il; et comment deux êtres si divers sont-ils formés du même sang.

Le malheureux Lermand, abandonné de tout le monde, effrayé de sa solitude, puni de son orgueil et de son égoïsme sans pouvoir s'en guérir, se résolut enfin à se donner une compagne; et pour l'avoir plus dépendante et plus soumise, il la prit sans fortune, belle, d'un esprit doux, et d'un caractere flexible, qu'il put façonner à son gré. Mais avec elle, comme avec tout le monde, il crut que sa richesse lui devait tenir lieu de tout. Il l'environna d'opulence, lui prodigua, sans consulter son goût, les superfluités du luxe; et comme il lui avait reconnu beaucoup de bien en l'épousant, il en exigea de l'amour, sans en avoir pour elle, sans même se donner la peine et le soin de lui en inspirer. L'air de bonté, de complaisance, les doux accueils de l'amitié, les douces effusions du cœur, les communications d'une timidité tendre, lui semblaient des adulations indignes d'un époux: « Ces marques de faiblesse lui » auraient fait perdre son ascendant; il n'avait pas prétendu » se donner une maîtresse dans sa femme; il ne s'était pas » marié pour jouer fadement le rôle d'amoureux ». Enfin de tous les animaux c'était le seul qui dans le plaisir même ne voulut point s'apprivoiser.

La jeune femme était sensible; et dans sa noble modestie elle avait aussi sa fierté. Après avoir inutilement essayé de tous les moyens de lui plaire, appellé au secours de la beauté toutes les graces du langage, employé tous les charmes de la plus attrayante familiarité, elle sentit avec amertume à quelle condition il voulait la réduire; et auprès d'un cœur insensible, le sien fut transi et glacé.

Il s'en apperçut, et d'un ton à faire frissonner l'amour, il se plaignit qu'elle ne l'aimait pas. Hélas! je ne demande qu'à vous aimer, lui dit-elle; c'est vous qui vous défendez d'être aimable, et ne voulez pas être aimé. — Et que fallait-il donc, lui dit-il, pour vous plaire? peu de chose, dit-elle, un cœur qui répondit au mien. — J'entends; faire avec vous tous les

Digitized by Google

frais, toutes les avances? et n'en ai-je pas fait assez en partageant ma fortune avec vous? ah! votre fortune! on achete une esclave avec de l'argent; mais le cœur d'une femme honnête et sensible est d'un autre prix; et vous avez méconnu le mien, si vous avez cru le payer. Voila bien, dit-il, le langage des ingrats! le monde en est plein, et je n'y ai trouvé que cela; ainsi, l'indifférence, la froideur, que sais-je? la haine sera le fruit de mes bienfaits! — Non, monsieur, je dois vous chérir, vous honorer et vous complaire; et vous me trouverez fidelle à ces devoirs. Mais ce n'est pas de moi, c'est de vous qu'il dépend qu'envers vous mon obéissance ait tout le charme de l'amour.

Cet éclaircissement au lieu de l'adoucir ne le rendit que plus sévere et plus impérieux; il fit tant qu'à la fin, il acheva de rebuter un cœur qu'il lui eût été facile d'attendrir et de captiver. Le chagrin le saisit; ce chagrin redoubla lorsque dans un ménage simple il vit son frere avec une femme moins belle, mais plus heureuse que la sienne, jouir de toutes les douceurs de l'hymen le plus fortuné. Ce n'était point la folle ivresse de l'amour; c'était la douce égalité d'un sentiment voluptueux, un calme pur, une sécurité mutuelle et inaltérable, et comme une teinte de joie et de sérénité répandus sur leurs beaux jours.

L'heureuse compagne d'Eugene n'avait pas chez elle en abondance, comme sa belle-sœur, les inutilités du luxe; mais elle voyait son époux attentif à lui procurer tous les agrémens de l'aisance; elle voyait sur-tout qu'aucun des soins qu'elle prenait de lui plaire n'était perdu. Il lui savait gré d'un sourire, d'un regard, d'un mot d'amitié. Que ne devait-il pas à cette femme aimable! chaque nouvel enfant qu'elle mettait au monde était un don de son amour, chaque jour de bonheur qu'il passait auprès d'elle lui était compté comme un nouveau bienfait; et lorsqu'elle parlait de ses devoirs, ah! lui disait-il, quel mérite n'avez-vous pas à les remplir avec tant de grace et de charme! la jeune femme de son côté se glorifiait avec délices de tout ce qu'il faisait pour elle. C'était sans cesse à qui des deux serait le plus reconnaissant; et vous concevez quel ménage cette émulation de sensibilité devait faire entre deux époux qui n'avaient pas encore, à eux deux, cinquante ans.

Lermand, témoin de leur bonheur, en fut si envieux qu'il en devint atrabilaire; et n'osant ou ne voulant plus rien devoir à un médecin qui savait le secret de son ingratitude, il se laissa former dans la vésicule du fiel une pierre dont il mourut. Il ne fut pleuré de personne; sa veuve même n'affecta aucune douleur de sa mort. Mais en parlant de lui avec Eugène: hélas! lui disait-elle, il n'a tenu qu'à lui de vivre aussi heureux que vous!

Digitized by Google

C'est véritablement, dit Norival, un vice de complexion bien hideux que l'ingratitude; et de tous les enfans de l'orgueil c'est, je crois, le plus monstrueusement conformé; car enfin, l'homme est, de sa nature, indigent et nécessiteux : nul ne peut se suffire, nul même ne peut s'acquitter incontinent de ce qu'il doit. Quelqu'un a dit, que pour pouvoir *se passer de société il fallait être un dieu ou une bête brute* : or, la société n'est autre chose qu'un cercle de besoins et qu'un échange de secours; et parmi ces secours, il en est dont jamais l'équivalent n'est au pouvoir de celui qui en est redevable. L'homme qui ne veut rien devoir n'a donc qu'à s'isoler, et à vivre en sauvage, en bête fauve dans les bois, où il sera obligé encore à ceux qui le laisseront paître. Il est vrai qu'il a pour excuse l'abus que l'on fait trop souvent des services qu'on a rendus : les bienfaiteurs ne sont pas tous bien délicats; il en est d'exigeans, il en est même d'assez durs pour humilier et pour vexer leurs redevables, et l'on a eu quelque raison de dire que c'est un chapitre qui manque à l'histoire des tyrans.

Une ame noble, sensible et juste, répliqua Mde. d'Elmont, ne craint point cette tyrannie; car sans être absolument libre, elle n'est pourtant pas esclave; et sans manquer à ce qu'elle doit, elle sait en distraire ce qu'elle ne doit pas.

Nous avons tous connu, dit Mde. de Claine, une femme très-bienfaisante, et pour qui la reconnaissance était une importunité. Oui, reprit Mde. d'Elmont, il est une reconnaissance indiscrete et bruyante, qui en publiant les bienfaits reçus en quête de nouveaux. Fatigante de flatterie et dégoûtante de bassesse, c'est le manége d'une ame vile; une belle ame n'en veut pas. Mais lorsque la reconnaissance a tous les caracteres de la sincérité, qu'elle est simple, noble et modeste, sans adulation ni jactance, et tempérée de dignité, je crois que c'est donner au bienfait un nouveau prix que de la permettre, et de vouloir bien l'agréer.

Telle fut par exemple, dit le bon vieillard Tomeri, telle fut la reconnaissance du philosophe *la Violette*, l'un des hommes de notre siecle le plus franchement vertueux.

On fut curieux de savoir quel était ce *la Violette-Philosophe*. C'était, dit-il, un grenadier qui dans la guerre de 1734 en Italie avait volé un chou, et qui pour ce délit allait être pendu.... Je vous raconterai son histoire après le souper.

Par M. MARMONTEL.

(La suite au premier Mercure de Juin.)

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 14 avril 1793.

Les lettres de Stockholm, en date du 29 mars, annoncent que le duc-régent fait tourner ses plaisirs mêmes à l'avantage de la société. Il y a eu ce jour-là un grand concert au profit des enfans-trouvés, dont l'établissement est dû aux francs-maçons. Le régent, grand-maître de cette association, qui reconnaît depuis long-tems pour base une égalité si propre à préparer les hommes à la liberté, a fait initier son neveu, son élève et son maître à la loge qu'il préside. Cette démarche a été vue de très-bon œil dans un pays où la franc-maçonnerie jouit d'une considération méritée, qu'elle n'a pas dans le midi de l'Europe, où l'on ne l'a que trop avilie par l'admission plus qu'indiscrète d'individus que toute réunion de gens honnêtes doit bannir de son sein. Ce prince s'occupe aussi de faire revivre les lois somptuaires que la pauvreté de la Suede rend utiles à ce pays. On se rappelle que son frere Gustave III avait fait adopter, en en donnant l'exemple, un habillement national convenable au climat. Aujourd'hui, on interdit aux hommes l'usage de la soie, excepté pour les bas. On est moins sévere pour les femmes; mais on restreint la couleur des robes qu'elles pourront porter au gris, au blanc et au noir. — On continuera de mettre des impositions très-fortes sur les eaux-de-vie étrangeres et le café qu'on voulait défendre.

La conduite du duc de Sudermanie à l'égard de Zibette lié avec le comte de Stackelberg, ambassadeur de Russie, et intrigant avec lui contre la France, avait annoncé des dispositions amicales de sa part pour cette puissance l'alliée naturelle de la Suede. Cependant on ne sait plus trop que penser; car, outre les régimens déja nommés pour s'embarquer à bord de la flotte, celui de Jonkoping, fort d'onze cents hommes, suivra la même destination. Toutes ces dispositions, jointes à un échange fréquent de couriers entre les cours de Pétersbourg, de Copenhague et la nôtre, annoncent quelque événement prêt à éclore, d'autant plus que la flotte qu'on équipe à Carlscrone doit être augmentée encore. — On sait de plus, par des lettres de Copenhague, en date du 6 avril, que le baron Steding, frere de l'ambassadeur Suédois à Pétersbourg, en est de retour à la suite d'une mission particuliere, et que Catherine II l'a comblé de riches présens. On

Digitized by Google

mande en outre de Pétersbourg, que l'impératrice a admis M. d'Esterhazy comme envoyé du prétendu régent de France, et qu'elle invitera de plus les cours de Copenhague et de Stockholm à recevoir des agens du ci-devant *Monsieur*. Quel que soit d'ailleurs le but des préparatifs de la Suede, ils se font avec activité. Le baron de Klingspor, officier distingué, est parti pour la Finlande en qualité de général en chef. Le major-général Piper a été nommé président du collége de guerre. Le baron de Palmquist est chargé de presser l'expédition de la flotte.

Le prince Frédéric de Hesse, qui a déja fait la premiere campagne contre les Français, est parti de Copenhague pour se trouver aussi à la seconde; il se rendra à l'armée de son oncle le landgrave de Hesse.

M. d'Artois est à Riga. L'impératrice de Russie n'a pas absolument voulu souffrir qu'il gardât l'*incognito*, comme il avait paru le désirer : elle a envoyé au-devant de lui un chambellan avec des équipages pour le conduire à Pétersbourg.

Stanislas que personne ne plaint, et qui dans le malheur n'en a pas su conserver la dignité, est parti le 4 avril pour Grodno, conformément aux ordres irrésistibles de l'impératrice de Russie. C'est-là qu'il verra détruire jusques aux dernieres traces de cette constitution du 3 mai 1791, qu'il n'a pas eu le courage de défendre. La généralité de Grodno a résolu de faire séquestrer tous les biens de ceux qui, dans un délai donné, n'y auront pas renoncé formellement. — On assure même que l'impératrice de Russie voulant venger le comte Potocki, maréchal de la confédération, qui donne aujourd'hui de nouvelles lois, et par conséquent un nouveau joug à la Pologne, puisque c'est elle qui les a dictées, fait demander diplomatiquement à la cour de Vienne l'éloignement du prince Joseph Poniatowski, neveu du roi, pour le punir d'avoir envoyé un cartel à ce même comte Potocki : d'un autre côté M. Bulgakoff, son ambassadeur, ou pour mieux dire son vice-roi à Grodno, enjoint de sa part au faible Stanislas d'envoyer son neveu en voyage ou en exil en Italie.

Le partage est une affaire à-peu-près terminée. On mande de Varsovie qu'il paraîtra très-incessamment une grande déduction bien diplomatique, dans laquelle le cabinet de Berlin prouvera irrésistiblement les droits du roi de Prusse, *autrefois vassal de Pologne*, sur la partie du territoire de la République occupée par les troupes Prussiennes. Ce mémoire sera très-curieux, et on l'attend avec impatience. M. de Hertzberg, connu par sa dextérité dans les affaires, et ses lumieres en statistique, passe pour y avoir mis la main.

Des lettres de Constantinople, du 20 mars, démentent formellement ce qu'avaient annoncé plusieurs papiers publics que M. Fonton, Enfant de Langues, élu par les négocians Français de cette ville pour leur chef provisoire, avait été arrêté et en-

Digitized by Google

fermé aux Sept-Tours par ordre du grand-seigneur. Sa correspondance prouve que, malgré toutes les intrigues des ambassadeurs des puissances coalisées, la Porte-Ottomane est toujours dans des dispositions favorables pour la France. Tout porte à croire qu'en perdant l'espérance d'une diversion qui lui eût été si utile, elle conservera du moins la certitude de la neutralité de la Porte.

On apprend de Constantinople, par des lettres en date du 11 mars, que l'escadre qui doit établir une croisière dans l'Archipel, se trouve composée de 8 vaisseaux de ligne, de 4 frégates et de quelques *chirlanguis*. Les travaux sur les chantiers continuent, et dans peu un vaisseau de 74 canons sera lancé en présence de sa hautesse. — Tandis que le divan s'occupe sérieusement de ce qui concerne la marine, les forces de terre restent immobiles et aucun de ces corps n'a ordre de marcher; ce qui prouve que le grand-seigneur ne renoncera point à son système pacifique vis-à-vis des puissances voisines.

M. Koutusoff, ambassadeur de Russie auprès de la Porte-Ottomane, a dû partir le 27 mars avec une suite de 382 personnes; dans ce nombre ne sont pas encore compris ses domestiques.

Cinquante-trois Français établis à Pétersbourg, ayant refusé de prêter le serment nouvellement prescrit, viennent d'en sortir pour retourner dans leur patrie.

Les dernieres lettres de Varsovie donnent les détails suivans sur le voyage du roi de Pologne à Grodno. Ce prince est en effet parti le 4 à 9 heures du matin, accompagné d'une escorte conduite par le général russe Inguelstrom, qui a dû le laisser à une certaine distance entre les mains d'une nouvelle escorte, et ainsi de station en station : l'ambassadeur de Russie vient à sa rencontre à Bralostock pour le préparer aux événemens qui doivent bientôt se manifester, c'est-à-dire, à l'abnégation et au dépouillement. Il est temps, car c'est le 8 de ce mois que doivent paraître les déclarations des cours de Pétersbourg et de Berlin, touchant les provinces que leurs troupes respectives garderont en Pologne. La diete ne s'assemblera desormais que tous les quatre ou six ans, et ce sera le conseil permanent qui aura l'exercice du pouvoir exécutif durant les interregnes. — On sait aussi que la confédération générale de Lithuanie a enjoint à l'Hetman d'exiger rigoureusement des Français le même serment auquel ils sont astreints en Russie. — Il a été signifié le 4 à la maison de banque Tepper et compagnie, de la part de la commission préposée à l'examen de cette grande faillite, de fournir dans 24 heures pour tout délai, l'état exact de tous ses biens et de toutes ses correspondances.

Les dernieres nouvelles de Pétersbourg annoncent, que M. d'Artois est enfin arrivé le 24 mars dans cette ville; le vice-chancelier, comte d'Osterman, l'ayant complimenté au nom de sa souveraine, le conduisit ensuite dans un hôtel meublé

Digitized by Google

meublé et arrangé par ordre de l'impératrice pour le recevoir. Le lendemain, M. d'Artois fut présenté à S. M., et depuis ce tems-là il a reçu les visites du sénat, des ministres étrangers et des autres seigneurs de distinction.

AUTRICHE. *De Vienne, le 14 avril.*

On continue d'envoyer à l'empereur des dons pour la guerre; quelques magnats de Hongrie qui n'ont point voulu être connus, ont fait passer à la trésorerie impériale 800,000 florins. Le don des états de Bohême monte à 500,000 florins, et celui des états de Moravie à 50,000 ducats. Indépendamment des dons en numéraire, on fait aussi beaucoup de soumissions pour des denrées de toute espece. — En même tems que l'empereur reçoit de la bienveillance de ses sujets des moyens pécuniaires pour pousser avec vigueur la guerre contre la France, et qu'il cherche à s'en ménager de nouveaux par des emprunts, dont on ne saurait se dissimuler le peu de succès jusqu'à présent, ce prince s'efforce d'inspirer de la confiance en donnant toute la sienne à des hommes d'état consommés dans les affaires. On voit avec plaisir ici le vieux prince de Kaunitz-Rittberg reprendre ses fonctions de grand-chancelier de l'état. Cependant, quoique personne ne conteste les lumieres du baron de Thugut, actuellement ministre des affaires étrangeres, beaucoup de politiques désapprouvent ce choix, qui sera vu de mauvais œil par les cours de Berlin et de Pétersbourg. Ils en donnent pour motif la connoissance de ce nouveau ministre d'incorporer la Baviere aux domaines de la maison d'Autriche. Il est d'ailleurs naturel, disent-ils, que l'on craigne le crédit d'un homme qui a déja renversé celui de MM. de Cobentzel et de Spielman.

S'il faut en croire la derniere lettre de Florence, le grand-duc de Toscane renonçant au système de neutralité, a donné à M. la Flotte, ministre de France, qu'un délai de 24 heures pour sortir de ses états. — Le bruit court ici qu'on a découvert que plusieurs maisons de Trieste faisaient passer des grains à Marseille sous pavillon étranger. On a porté les peines les plus rigoureuses contre ceux qui feraient ce commerce.

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 avril.

Voici ce qu'on mande de Ratisbonne, en date du 6, indépendamment de la déclaration formelle de guerre contre la France et la prohibition des assignats dans l'Empire, l'avis de la diete du 22 mars porte encore que les traités de paix subsistant entre l'Empire et la France seront annullés, sauf cependant les droits d'autrui, que l'on surveillera la correspondance, qu'on laissera au commerce un libre cours tant qu'il ne sera pas entravé par la France, que la neutralité envers la France sera interdite à tous les Etats et membres de l'Empire, enfin que les Français qui ne produiront pas une permission

Digitized by Google

des magistrats de continuer leur demeure dans l'Empire, seront transportés sur les frontieres et tenus de quitter le territoire d'Allemagne.

L'empereur a envoyé à son frere Charles la grand-croix de l'ordre militaire de Marie-Thérese. S. M. I. a conféré le grade de général d'artillerie de l'Empire aux généraux de Hohenlohe, Clairfayt et Wenceslas Colloredo. Elle a ordonné aussi de payer à l'armée de la Belgique une gratification d'un mois de paie. — La cour de Vienne, malgré les dons nombreux, a ouvert un emprunt volontaire où l'on recevra de la vaisselle et autres ornemens d'or et d'argent; ces objets seront convertis ensuite en numéraire pour les besoins de l'armée. — Il paraît certain que les cours de Vienne et de Berlin se surveillent réciproquement, et que peut-être le moment n'est pas fort éloigné où elles se brouilleront. La cour de Vienne ne perd pas de vue son ancien projet sur la Baviere; c'est pourquoi elle a laissé faire au roi de Prusse du côté de la Pologne ce qu'il a desiré, comptant que ce prince ne s'opposera pas à l'exécution du susdit projet. Mais on prétend que le roi de Prusse n'entend point du tout se prêter à la réalisation de ce projet; et il a raison, car son ennemi naturel deviendrait pour lui un colosse qui l'écraserait quand il voudrait, et qui dévorerait en même-tems tous les autres princes d'Allemagne.

Frédéric-Guillaume vient de faire publier les lettres patentes de réunion des villes de Dantzig et de Thorn à la Prusse occidentale, pour ce qui concerne les affaires de finance et de justice. Les provinces démembrées de la Grande-Pologne feront un département séparé sous le nom de Prusse méridionale. On trace actuellement la ligne de démarcation depuis Czenstochow jusqu'à Petrikau, sous l'inspection du général Mollendorf. Le lieutenant-général de Schwerin et le général-major de Wolkski président à la même opération dans les autres parties : cela se fait d'accord avec l'Autriche et encore plus avec la Russie, comme l'annoncent les lettres patentes qui veulent persuader à la Pologne que c'est pour son bien.

Les forces des alliés sur le Rhin sont actuellement de 80 et quelques mille hommes, à s'en rapporter à l'état qui se trouve en plusieurs mains, et que quelques gazettes allemandes ont déja même adopté. Voici le calcul de ces forces : 1°. le corps volant de Czékely, 1800 hommes; 2°. le corps de Romberg et Koehler dans le Hundsruck, 5000; 3°. la grande armée Prussienne, y compris le corps de Hohenlohe, 44,000; 4°. le corps Hessois, 5000; 5°. le corps Saxon, 5500; 6°. l'armée de Wurmser avec quelques troupes de l'Empire, ainsi que des Hessois, 18,000; 7°. le corps Autrichien commandé par le général Prussien Kalkreuth, et qui est venu de Treves, 8000. On présume qu'il doit s'y joindre encore 30,000 Autrichiens qui sont en pleine marche.

On écrit de Vienne que la diete de Hongrie se tiendra l'été

Digitized by Google

prochain à Presbourg. On se propose par-là de dédommager cette ville de ce que lui a fait perdre la tenue des deux dernieres dietes à Bude. Peut-être aussi l'empereur veut-il, dans les circonstances actuelles, s'éloigner moins du centre des affaires. Cela dit assez que S. M. I. n'ira point à l'armée, comme on l'a cru pendant quelque tems. D'ailleurs il se fait à Schoenbrunn et Hetzendorff des préparatifs qui annoncent que l'empereur et l'impératrice veulent y passer la belle saison, de même que les jeunes archiduc et archiduchesse la passeront à Luxembourg.

L'électeur de Saxe, obligé de former et d'entretenir son contingent, a fait aux Etats la demande d'une somme de 800,000 rixdallers de plus par an, pendant toute la durée de la guerre. En conséquence, les Etats assemblés ont suspendu le payement des capitaux de la caisse de crédit, et alloué près de 600,000 rixdallers à l'électeur, en le priant de completter la somme du revenu de ses domaines. La noblesse s'étant engagée à en fournir 100,000, les contribuables et sur-tout ceux des villes se trouveront moins grevés. D'ailleurs s'il faut porter plus haut le contingent pour la défense du pays, les Etats sont décidés à négocier un emprunt de 2,000,000.

L'empereur et le roi de Prusse savent bien obliger les puissances secondaires à partager avec eux les frais de la guerre, auxquels ils ne pourraient pas long-tems faire face, puisque des 300,000,000 amassés par le grand Frédéric, il n'en reste plus à son neveu que 24, et que l'empereur est obligé, malgré les dons patriotiques, de faire un emprunt à Milan. Il faut pourtant que la ligue des souverains contre la France se croie bien sûre du succès, ou qu'elle veuille nourrir les espérances en en affectant elle-même plus qu'elle n'en a peut-être, et qu'elle juge que dire qu'on réussira est un moyen de réussir, puisqu'on dit positivement à Vienne que les puissances coalisées ont assuré aux Génois, Vénitiens, Suisses et Hollandais leurs créances en France.

La position des armées autrichiennes et prussiennes, depuis la retraite de celle du général Custines, semble annoncer qu'elles n'ont pas encore les moyens, ou du moins l'intention d'attaquer les frontieres de la France. — Le roi de Prusse a toujours son quartier général à Worms; ses forces sont prolongées le long des montagnes vers Landau jusqu'à Neustadt; il a eu soin de faire occuper les gorges des Basses-Vosges, et les revers depuis Kaiserslauten jusqu'à Deux Ponts. — Les Autrichiens sont à Spire, sous les ordres du général Wurmser. Ils ont élevé deux redoutes sur la route de Landau à Spire. L'armée de Condé a passé le Rhin près de cette ville; elle est forte de 5,000 hommes à pied, et cantonnée aux environs. Le Spire-Bach sépare les Autrichiens des Prussiens. — Comme une partie de l'armée autrichienne, sous les ordres du prince de Hohenlohe à Trêves, s'est mise en mouvement

Digitized by Google

pour couvrir le Hundsruck, il paraît que les armées des cours coalisées sont disposées de façon à couper toute communication avec Mayence, et à barrer les passages aux armées françaises si elles viennent au secours de cette ville.

Il y a eu une grande conférence des généraux des armées combinées à Guémersheim ; on la croit le résultat des plans de campagne médités séparément par les généraux de Kalkreuth et de Wurmser. La Grande-Bretagne est probablement aussi consultée, car le lord Elgin, son ambassadeur, est allé trouver le roi de Prusse le 6 à Hesse-Cassel, et l'on assure qu'il a eu depuis de fréquens entretiens avec ce roi général, auquel on peut contester des lumieres, mais non de la bravoure, car il a eu un cheval tué sous lui à la petite affaire d'Halsem où il commandait. — Ce prince va souvent à Manheim avec le duc de Brunswick. En général, il surveille avec beaucoup d'activité toutes les dispositions militaires ; il jouit d'autant plus des succès qu'il y contribue pour beaucoup. En voici un qui n'a pas pu lui être indifférent dans une guerre si dispendieuse. Avant sa retraite précipitée, le général Custines, comme par un pressentiment de ce qui devait lui arriver, avait fait rassembler, dès le 29 mars, autant de chariots que possible, à l'effet de faire conduire à Landau ce que les Français avaient de plus précieux à Mayence. Tout cela avait été mis dans des caisses ou formé en balots ; trente des voitures qui furent chargées les premieres essayerent de se rendre à leur destination, mais elles tomberent dans les mains des Prussiens, et les autres ne firent aucune tentative de peur de s'exposer au même sort. Indépendamment de cette capture, il a reçu cent chariots venus de Berlin, qui ont passé le 5 à Hanau.

Des lettres de Manheim, en date du 14, s'expriment ainsi : Le 5 de ce mois des Français se sont montrés à Hombourg, et dans la nuit du 7 au 8 ont repris la route de Saarbruck ; Bliescastel a été évacué dans le même tems. Il paraît que ces mouvemens ont eu pour cause l'approche des troupes prussiennes, dont l'avant-garde est arrivée le 10 à Hombourg, tandis que 200 hommes des mêmes troupes entraient à Deux-Ponts. Ces derniers ont également marché vers Hombourg dès le lendemain. Le 14, du grand matin, on a de nouveau apperçu des Français qui avaient l'air de revenir sur leurs pas. Depuis, des lettres de Deux-Ponts même, du 18 avril, portent : Dans la matinée du lundi, sur les 8 heures, on apperçut les avant-postes des Français sur la montagne de Buben-Hasen ; au bout de trois quarts-d'heure on vit une armée d'environ 5,000 hommes, tant cavalerie qu'infanterie, qui se mit en bataille vis-à-vis la ville : ils y entrerent après-midi à la suite d'une fusillade contre 50 hussards Prussiens poursuivis inutilement jusqu'à Kreuzberg, et de quatre coups de canon tirés contre la ville qui ne firent aucun mal. Ils exigerent des vivres et du fourrage. A 6 heures la générale fut battue, et l'armée

Digitized by Google

prit la route de Hombourg, mais elle revint vers 8 heures, et prit ses quartiers. Le lendemain matin à 7 heures, l'armée repartit de nouveau. Une autre division venant par Bliescastel, se joignit à elle, et la marche fut dirigée sur Hombourg et le Carlsberg, pour déloger les Prussiens. On en vint aux mains d'abord après quatre heures, et nous entendîmes une canonade continuelle de cinq quarts-d'heure. L'issue du combat ne parvint point à notre connaissance ce jour-là. On crut cependant que l'avantage était resté du côté des Français; c'était au moins le bruit général. A huit heures vinrent quelques cavaliers au galop, qui crierent dans les rues de mettre de la lumiere aux fenêtres, et une demi-heure après nous vîmes arriver l'artillerie suivie de la cavalerie et d'infanterie en grand nombre : tout se faisait cependant d'une maniere calme et dans le meilleur ordre, et ce retour n'avait point l'air d'être forcé, quoiqu'on ne pût en deviner les motifs. Toutes ces troupes passerent encore la nuit chez nous, et se mirent le lendemain en ordre de bataille sur la montagne de Buben-Hausen, où elles resterent jusqu'à midi; et après s'être de nouveau fait pourvoir de vivres et de fourages, elles retournerent à Bliescastel.

La perte que les Français ont essuyée dans l'action a été très-légere; ils s'emparerent de Hombourg, prirent le Schlossberg et avancerent jusqu'au pied du Carlsberg, sans pousser plus loin une entreprise qui paraissait leur réussir : les Hombourgeois ont eu le malheur de se voir piller. L'armée campe encore de l'autre côté de la Blies à proximité de nous : l'avis inopiné que les Français venus de Bitche à Hornbach avaient tout saccagé, forçaient les jeunes gens à marcher avec eux et qu'ils se portaient sur Deux-Ponts, a répandu aujourd'hui la plus vive inquiétude et causé la fuite précipitée d'un grand nombre d'habitans : cependant nous en avons été quittes pour la peur; on a vérifié que c'était une simple patrouille apperçue par quelques personnes, et qui n'avait ni l'intention ni la force de revenir prendre une troisieme fois possession de Deux-Ponts.

Des lettres de Hartheim, près de Mayence, datées du 11, avaient annoncé que le général Kalkreuth devait s'emparer le lendemain des hauteurs de Hecktsheim, Mariemborn, Drays, etc, qui serrent la place à la portée du canon; s'il faut en croire des nouvelles plus récentes, le feu de l'artillerie a déja commencé. — On ajoute, mais cela ne paraît gueres croyable, que la disette de bois et de viande de boucherie se faisant déja sentir, il a fallu tuer et saler une trentaine de chevaux de cavalerie, ce qui s'est fait dans l'église de St. Alban. Du reste, on convient qu'il y a une garnison bien suffisante pour défendre long-tems la place, puisqu'elle est de 22 mille hommes, commandés par des officiers pleins de bravoure et d'intelligence. Le second ingénieur est M. Meunier de l'académie des sciences. Le quartier-général des Prussiens est à Gunters-

Digitized by Google

blum, et celui des Autrichiens à Spire. — Déja la plupart des comtes de Franconie, de Wetteravie et de Westphalie, ont fourni leur contingent en numéraire, qui a été envoyé ici en dépôt : il paraît qu'il est plus facile d'avoir de l'argent que des hommes, du moins dans certains endroits; car le recrutement volontaire se faisant très-mal dans les environs de Ratisbonne et dans toute la Baviere, on a pris le parti d'enlever nuitamment tous les jeunes gens propres au service. Cette expédition qui a eu lieu le 11, pourrait bien avoir des suites fâcheuses : les ordres sont donnés pour que ces troupes joignent l'armée du général Wurmser; le ministre Impérial à Munich les a enfin extorqués de l'électeur, qui voulait garder la neutralité. — On presse le rétablissement des ponts sur le Rhin, près de Manheim et sur le Necker; il est déja fort avancé. Cette ville servira de dépôt.

Nous apprenons que la premiere colonne des troupes Hessoises, à la solde de l'Angleterre, doit se mettre en marche pour la Hollande le 8 mai prochain : on ne sait pas encore l'époque du départ de la seconde; le tout fera 8000 hommes, dont dix bataillons d'infanterie et onze escadrons de cavalerie. — Les Hollandais auront, à ce qu'on assure, une armée de 45 mille hommes; il s'y trouvera 14 mille Hanovriens et 5000 Anglais. On mande de Xanten que le duc Frédéric de Brunswick est reparti pour Berlin, et que l'on a fondu dans l'armée du prince de Cobourg le corps Prussien qui était sous ses ordres.

Suivant les dernieres lettres de Vienne du 14, il devait partir le lendemain pour l'armée du Rhin un nouveau train considérable d'artillerie et de chariots chargés de munitions; mais peut-être ne l'attendra-t-on pas; car des lettres de Cleves qui attribuent en grande partie la lenteur des opérations d'une campagne qui devrait être plus avancée au défaut d'artillerie suffisante de siége, ajoutent que pour remédier à cet inconvénient on est tombé d'accord que les Hollandais qui en ont beaucoup dans leurs arsenaux la fourniraient aux Autrichiens et aux Prussiens, sur-tout à présent qu'ils en ont moins besoin pour eux-mêmes puisqu'il leur vient des renforts. En effet l'avant-corps des troupes Hanovriennes consistant en 2600 hommes d'infanterie et 2200 de cavalerie a passé le 11 près de Cleves pour se rendre dans le Brabant. — On y envoye, disent les mêmes lettres de Vienne, le conseiller d'état baron d'Egelman avec la commission de retirer les assignats qui peuvent se trouver en circulation dans les Pays-Bas : le gouvernement Autrichien, qui sait tirer parti de tout, compte les acheter à vil prix et les placer ensuite avantageusement : il a donné dans sa capitale un exemple qu'on s'est empressé de suivre; beaucoup de particuliers ont fait porter comme l'empereur leur vaisselle d'argent à la monnaie; il y en a déja 20 mille marcs.

Digitized by Google

Notre ville de Francfort a vu arriver hier (le 20) dans l'après-midi le fameux Dumourier accompagné de quelques officiers ; il a continué sur-le-champ son voyage pour se rendre par Stoutgard dans la Suisse, ou probablement il va travailler à détacher les Cantons de la neutralité ; le négociateur ne réussira peut-être pas mieux que le général. — On assure qu'il a remis au prince Cobourg toute la correspondance des patriotes Brabançons, Liégeois et Hollandais : ce nouveau trait de perfidie est bien digne de lui.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Le prince-évêque de Liége a fait publier, le 18 avril, l'ordre de rapporter sous huitaine, aux dépôts publics, tels que chancelleries et secrétaireries, les archives, registres, livres, actes, procès, liasses, etc., qui en avaient été enlevés lors de l'occupation de cette ville par les Français ; il exige aussi sous quinzaine la radiation des mots *l'an de la République*, *citoyen*, etc., qui seront remplacés par les formules ordinaires.

Le prince de Cobourg est à Quiévrain, d'où il menace Maubeuge, Valenciennes et Condé : les troupes prussiennes de la droite sont devant Lille ; mais elles n'agiront que quand elles auront reçu un renfort d'Anglais et de Hollandais.

Les lettres de Bruxelles, en date du 13, annoncent qu'il y est arrivé le jour même quatre navires hollandais chargés de grosse artillerie pour le service des armées respectives : elles ajoutent que d'après l'inventaire qui vient d'être fait de treize bâtimens abandonnés par les Français dans le canal de Bruges, lors de leur retraite, on a trouvé 66 canons tant de bronze que de fer, 2 obus, 2 mortiers, des boulets, de la poudre, etc. dans huit de ces cutters, les cinq autres étaient chargés de farine et d'avoine.

Deux mille Anglais sont débarqués à Anvers : voici l'extrait d'une lettre particulière de cette ville, qui contient des détails très-curieux sur les conférences commencées le 8 dans un congrès composé des membres suivans ; le prince de Saxe-Cobourg, le comte de Metternich avec ses deux fils, le comte Mercy d'Argenteau, l'ancien ministre ; le baron de Bortenstein et le comte de Starhemberg, envoyé extraordinaire de l'empereur auprès de L. H. P. ; le duc d'Yorck, mylord Auckland, le comte de Keller, M. P. du roi de Prusse à la Haye ; le comte de Llano, M. P. du roi d'Espagne près de LL. HH. PP. ; le ministre du roi des Deux-Siciles, le Stadthouder avec les deux princes ses fils, le comte de Bentinck et M. Vander Spiegel, conseiller pensionnaire de Hollande et de Westfrise.

On a mis en délibération, dès le 9, quel parti prendre :

Digitized by Google

sujet de la France, sur-tout d'après le changement, survenu dans le système, depuis l'aventure de Dumourier et des traîtres qui l'ont suivi.

Les Anglais et les Autrichiens ont voté pour qu'on abandonnât les Français à leur propre sort, depuis qu'ils se tiennent sur la défensive dans le Nord, sauf à les chasser de l'Allemagne, de la Savoie et de Nice; et qu'on devait espérer que les efforts des royalistes et des constitutionnels seraient suffisans pour remettre le régime monarchique sur pied dans ce royaume. Mais l'avis contraire, soutenu par les Prussiens et le stadhouder de Hollande, a prévalu; il a été décidé de suivre le plan d'une campagne offensive, et de faire une attaque par tous les côtés à-la-fois sur la France elle-même.

Le second point qu'on a traité, a été la maniere d'attaquer; celle qu'on a suivie l'année dernière a été trouvée mauvaise, et a été rejettée. On ne s'enfoncera pas dans l'intérieur; mais on attaquera le plus de villes frontieres qu'on pourra à-la-fois; on tâchera d'attirer sur les frontieres, par ces attaques multipliées, toutes les forces des patriotes Français, et de diminuer d'autant la résistance de ceux-ci contre les royalistes du dedans. Les villes frontieres, qu'on espere de conquérir ainsi, présenteront autant de points d'appui, d'où l'on se dirigera suivant les circonstances. Les flottes anglaises, espagnoles, russes et hollandaises formeront par mer une chaine, qui commencera d'Ostende, passera par la Manche, et qui dominera le détroit de Gibraltar et toute la Méditerranée. Ces flottes procureront tout l'appui qu'elles pourront aux insurgens royalistes, qu'on espere y trouver et encourager sur les côtes maritimes de la France.

La conclusion de tout cela, est que les puissances coalisées se flattent de mettre ainsi les républicains de la France aux abois. Dès le 12, le résultat de ces conférences a été envoyé aux cours intéressées.

En conséquence, toutes les troupes Anglaises qui se trouvent dans le Brabant, se sont mises en marche d'Anvers le 12, avec leurs canon et leurs bagages, au nombre de 4000 hommes, par Lokeren pour Gand; et quelques autres troupes Anglaises y ont été embarquées, ayant leur destination pour Ostende. Les vues et les espérances de nos ennemis se tournent sur Dunkerque. Le corps de troupes Hanovriennes, qui était arrivé le 6 dans la province d'Overyssel, aux ordres du général Van den Bussche, y a reçu ordre de marcher sur Emmerik, où il passera le Rhin, et dans ce moment il doit avoir rejoint l'armée combinée.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Lassource.

Séance du mardi, 23 avril.

Le ministre de la justice écrit encore que malgré ses recherches il n'a pu parvenir à découvrir Marat. — Les commissaires Cochon, Léquinio et Bellegarde, ont lu un mémoire relatif à leurs opérations dans les départemens du Nord. On y a vu que Dumourier avait eu soin de mettre toutes les places de cette frontiere hors d'état de défense, et que les munitions avaient été envoyées par ses ordres à l'ennemi. Les commissaires ont fait emplir les magasins, et le mal est actuellement tout-à-fait réparé. La Convention a vu avec satisfaction quels efforts ces commissaires ont fait pour ramener de leur égarement les troupes abusées par Dumourier, à quels dangers ils n'ont pas craint de s'exposer pour sauver l'armée, et par conséquent la République. — La Convention a ordonné l'impression du mémoire et le renvoi au comité de salut public.

Sur la proposition de Robespierre, la Convention avait chargé son comité de législation de lui présenter des modifications à la peine portée contre les distributeurs de faux assignats. Aujourd'hui, Delaunay le jeune, rapporteur de ce comité, a présenté les deux articles suivans qui ont été rejettés :

1°. Toute personne qui, sans être coupable de fabrication, de premiere exposition, ou d'introduction dans la République, de faux assignats, sera convaincue d'avoir fait sciemment usage de faux papiers-monnaie d'une valeur de 25 liv. et au-dessus, sera condamnée à 10 années de fer, et à 4 années si les assignats sont au-dessous de 25 liv.

2°. Quiconque aura été convaincu de récidive sera puni d'une peine double.

3°. Quiconque sera convaincu d'avoir le premier exposé ou introduit de faux assignats sera réputé complice de fabrication, et comme tel puni de la peine de mort prononcée par le code pénal contre les fabricateurs de faux assignats.

4°. La Convention commue la peine de mort prononcée contre les nommés Lanoue et Boursier en 4 années de détention.

Fonfrede a éveillé l'attention de la Convention sur les projets hostiles des Anglais. Delmas l'a rassuré en attestant le zele du ministre de la marine à mettre nos côtes maritimes en état de défense. Mais Barbaroux a ajouté un fait qui a déter-

Digitized by Google

miné la Convention à décréter que la conduite du ministre et de ses adjoints seraient examinées. Dix-sept vaisseaux, revenant des colonies, ont été pris, par deux frégates ennemies, aux environs du détroit de Gibraltar. Cette prise est pour la ville de Marseille une perte de plus de 40 millions. Pourquoi, a dit Barbaroux, nos armemens ont-ils éprouvé tant de retard ?

Les créanciers de Philippe Orléans sont venus demander qu'un commissaire national soit chargé de surveiller les opérations de l'agence nommée par eux pour l'administration de ces biens. — Renvoyée au comité des finances. — On a renvoyé au comité de salut public les procès-verbaux d'arrestation du jeune Orléans qui était à l'armée de Biron. — On a lu une lettre du général Lamorliere, datée de Lille le 21 avril. En voici l'extrait :

« J'ai l'honneur de vous informer que les postes sur la Lys ont eu ce matin une petite affaire qui fait honneur au citoyen Gyrond de l'Yonne ; cet officier, avec un détachement de sa compagnie, a passé promptement la riviere, et a enveloppé brusquement et avec audace un détachement de douze à quinze hussards de Blankenshler ; ils en ont tué sept à huit, en ont fait deux prisonniers avec leurs chevaux et leurs armes ; le reste a pris la fuite.

» La guerre de poste se fait avec courage dans le corps d'armée qui est à mes ordres. Je n'ai qu'à me louer du desir que témoignent mes braves compagnons d'armes, pour combattre et chasser l'ennemi. » *Signé*, LAMORLIERE.

Une lettre du général Dampierre atteste à la Convention que le nombre des hommes de l'armée française qui a suivi Dumourier, n'excède pas 6 à 700 hommes. Aussi-tôt Lassource a demandé que la Convention déclarât que l'armée du Nord a bien mérité de la patrie, et cette proposition a été adoptée.

La Convention avait chargé son président d'écrire une lettre de satisfaction à ses commissaires qui se trouvent bloqués dans Mayence. Lassource a lu la lettre suivante, dont la rédaction a été adoptée.

« La Convention nationale, citoyens collegues, a vu avec satisfaction le zele que vous n'avez cessé de déployer dans la mission importante dont elle vous a chargés. Elle a applaudi aux sentimens qui vous ont dicté la résolution de vous enfermer dans Mayence ; je vous félicite, en son nom, d'avoir été à même de donner aux intéressans Mayençais, nos freres adoptifs, cette marque d'attachement ; aux braves soldats de la République, ce témoignage de confiance, et à votre patrie cette preuve de dévouement. Il est bien heureux pour vous d'avoir montré les premiers que les représentans du peuple français n'ont pas fait en vain le serment de vivre libres ou de mourir, et qu'animés par-tout du même courage ils ne craignent pas plus les efforts de la tyrannie sur les remparts

Digitized by Google

d'une ville assiégée, qu'à la tribune nationale. » *Le président de la Convention nationale*, LASSOURCE.

Le général Berruyer, commandant de la réserve, écrit du quartier général de Chemillé, département de Mayenne et Loire, que la division de son armée, commandée par Ligonier, ayant attaqué les rebelles à Caran et Vesin, a été repoussée et obligée de se retirer à Vihiers. Il attribue cet échec à la lâcheté et à la désertion de quelques corps de volontaires. Il donne des éloges au bataillon de Finistere, qui seul, quoique réduit à 250 hommes, a sauvé l'artillerie. Il se plaint de manquer d'officiers généraux et de différens objets indispensables pour le succès de ses opérations.

Cette lettre est renvoyée au comité de salut public, à la charge de rendre compte des mesures qu'il aura prises.

La séance est levée à 5 heures.

Séance du mercredi, 24 avril.

Les commissaires à Orléans ont écrit que s'ils eussent été présens lorsque Marat a été mis en état d'accusation ils auraient voté contre le décret; il prient l'assemblée de faire insérer leur lettre dans le bulletin. — L'Assemblee est passée à l'ordre du jour sur cette demande. — On a lu une lettre des administrateurs du département des Pyrénées orientales par laquelle ils informent la Convention que les Espagnols sont descendus des montagnes et se sont emparés de Saint-Laurent. La municipalité de cette ville a lâchement pris la fuite, les habitans qu'elle aurait dû exciter contre l'ennemi, se sont joints aux Espagnols et ont fusillés les volontaires qui venaient à leurs secours. Les Espagnols ont mis deux bataillons de garnison dans Saint-Laurent. — Cette lettre a été renvoyée au comité de salut public.

Sergent, au nom du comité d'instruction publique, a annoncé que la nouvelle salle destinée à recevoir la Convention était achevée; il a proposé à la Convention d'y transférer ses séances mercredi prochain; il a proposé aussi de décréter que le palais et jardin de tuileries portassent désormais le nom de palais et jardin national. — Les propositions de Sergent ont été adoptées. — Un secrétaire a donné lecture d'une lettre des administrateurs du département d'Ille et Vilaine, dans laquelle ils se plaignent que nos côtes sont sans aucune espece de défence, qu'il n'y a aucune espece d'approvisionnement. — Bréard a annoncé que le comité de salut public s'occupoit avec activité des moyens de mettre nos côtes dans un état imposant, il fait part que le comité présenterait incessamment de nouveaux moyens de sauver la République en portant des lois sévères contre les traîtres, soit généraux, soit soldats. — La lettre a été renvoyé au comité de salut public.

Sur le rapport de Lacroix, au nom du comité d'aliénation, l'Assemblée a rendu un décret en 18 articles pour pré-

Digitized by Google

venir les malversations qui se commettent dans les ventes du mobilier provenu des émigrés, et des autres effets nationaux. — Sergent a fait adopter un article additionnel, portant que tous les objets d'arts et de sciences, tableaux, statues, estampes, etc. ne pourront être vendus séparément dans les ventes particulieres, mais seront réunis pour former les ventes indiquées par affiches, avec distribution de catalogue. Il a été décrété que nul objet dans ces ventes ne sera donné au-dessous du prix de l'estimation.

Le président du tribunal révolutionnaire a écrit à la Convention qu'un témoin dans l'affaire de Marat, ayant indiqué le citoyen Brissot comme l'auteur d'une note insérée dans le Patriote Français, le tribunal, sur la réquisition de l'accusateur public, avait arrêté que le citoyen Brissot serait invité, par l'organe du président de la Convention, de se rendre sur-le-champ à l'audience.

Thuriot a demandé l'ordre du jour motivé sur ce qu'aucun citoyen ne pouvait s'empêcher de paraître comme témoin lorsqu'il était appellé par un tribunal. Après quelques débats la proposition de Thuriot a été adoptée.

La commune de Brest a écrit que les dettes dont elle était surchargée la mettait dans l'impossibilité d'entretenir dans la ville, et notamment dans le port, la quantité de réverberes nécessaire pour la sûreté de cette place importante qui semblait être l'objet de l'armement des Anglais, elle demande des secours. — Les comités de la marine et des finances ont été chargés de faire un rapport sur cette pétition.

L'ordre du jour était la discussion sur la constitution. — Lanjuinais, au nom de la commission des six a présenté l'analyse de plusieurs plans de constitution adressés à cette commission. Dans les uns, on propose de diminuer le nombre des départemens, dans les autres on regarde comme très-avantageuse la division actuelle de la République. Quelques-uns veulent la suppression des districts. Un citoyen de Bordeaux prétend que le bonheur du peuple est attaché au gouvernement municipal, etc. L'Assemblée a ordonné l'impression du travail de Lanjuinais.

Robespierre a obtenu la parole pour présenter quelques articles additionnels à la déclaration des droits : il voulait que la Convention déclarât que les hommes de tous les pays sont freres, et que les divers peuples de la terre doivent s'entr'aider, comme les citoyens d'un même Etat; que celui qui s'oppose à la volonté d'une nation se déclare l'ennemi de toutes les autres, que ceux qui font la guerre pour arrêter les progrès de la liberté doivent être poursuivris par-tout comme des brigands rebelles, que les rois, les aristocrates, les tyrans de toute espece sont des esclaves révoltés contre la souveraineté du genre humain et contre le législateur universel qui est la nature; Robespierre a proposé aussi quelques autres articles relatifs au droit de propriété,

Digitized by Google

il a défini ainsi ce droit : la propriété est le droit qu'a tout citoyen de jouir et de disposer librement de la portion de biens dont la possession lui est garantie par la loi. Il a avancé en principe que le droit de propriété ne peut s'exercer au détriment de l'exercice des droits d'autrui ; que toute possession qui viole la souveraineté du peuple, qui porte atteinte à la liberté et à l'existence des citoyens, est illicite, est immorale ; que les citoyens dont les revenus n'excèdent pas ce qui leur est nécessaire pour pourvoir à leur subsistance, sont dispensés de contribuer aux dépenses publiques, et que les autres citoyens doivent supporter un impôt progressif, suivant l'étendue de leur fortune, etc. — L'Assemblée a décrété l'impression des divers articles présentés par Robespierre. — St. Just, dans un discours plein d'idées métaphysiques et philosophiques, a combattu diverses bases du plan de constitution présenté par le comité ; il a trouvé vicieux le mode d'élection des représentans du peuple et du conseil exécutif ; partant de ce principe qu'on ne représente réellement que ceux dont on a obtenu les suffrages ; il a dit que les représentans devaient être élus et par un département particulier et par l'universalité des citoyens. St. Just, après avoir présenté ce qu'il a cru trouver de défectueux dans le plan du comité, en a lu un nouveau dont l'Assemblée a ordonné l'impression.

La discussion a été interrompue par la lecture d'une lettre des administrateurs du département de Maine et Loire, dans laquelle ils rendent compte de diverses attaques faites contre les révoltés. L'armée des patriotes est divisée en trois corps ; celui qui est commandé par le général Berruyer a été battu et repoussé avec perte sur Chamillé. Les autres corps de troupe ont remporté divers avantages. Les administrateurs du département de Maine et Loire ajoutent qu'ils ont beaucoup à se plaindre des volontaires ; ils les accusent de se rendre coupables de beaucoup de désordres. — Carra a fait observer qu'il n'était pas étonnant que l'armée commandée par le général Berruyer eut été battue par les rebelles, parce qu'elle était composée en grande partie de paysans et d'enfans, presque tous sans armes ; il a dit que l'on pouvait facilement réparer un pareil échec, en envoyant 5 à 6 mille hommes de troupes réglées. Carra a ajouté que dans l'affaire de Besin, les contre-révolutionnaires avaient perdu beaucoup plus de monde que nous ; que plusieurs de leurs principaux chefs avaient été tués, entr'autres le fameux Gaston. — Challes a reproché aux administrateurs de Maine et Loire d'avoir reçu très-froidement un bataillon d'Eure et Loire, qui s'était rendu à Angers pour marcher contre les révoltés ; il s'est plaint aussi du général Berruyer ; il a dit qu'il affectait un faste de commandant de l'ancien régime, et c'est à lui plutôt qu'à son armée qu'il a attribué l'échec qu'elle a reçu. — Plusieurs membres ont fait sentir combien il était instant de rassembler des forces

Digitized by Google

imposantes à opposer aux rebelles. L'Assemblée a chargé son comité de salut public de lui présenter demain un moyen d'envoyer une force armée capable de soumettre les contre-révolutionnaires.

Il était cinq heures, plusieurs membres demandaient que la séance fût levée ; les membres de l'extrémité gauche s'y sont opposés ; l'Assemblée a été consultée, et a décrété que la seance ne serait pas levée. Le président était instruit qu'une foule considérable de citoyens se portait vers la Convention ; mais il savait aussi que ce n'était point dans des vues hostiles ; il en a instruit l'Assemblée. A l'instant s'est présentée une députation de ces citoyens qui a annoncé que le tribunal extraordinaire avait déchargé Marat de toute accusation. Marat, a dit l'orateur, a toujours été l'ami du peuple, et le peuple sera toujours pour Marat. Si l'on veut sa tête, il faudra que l'on fasse d'abord tomber la mienne. Nous vous demandons ce que sans doute vous ne nous refuserez pas, nous vous demandons à vous présenter l'ami du peuple, et à défiler dans l'Assemblée. Marat est aussi-tôt entré accompagné de quatre cents citoyens ; il était porté en triomphe, et avait la tête ceinte de plusieurs couronnes. Les applaudissemens de l'Assemblée (les membres du côté droit étaient tous sortis) et des citoyens des tribunes ont accueilli Marat. Ce cortege ayant pris séance, et le calme s'étant rétabli, Marat est monté à la tribune ; il a dit que le jugement que venait de rendre à son égard le tribunal révolutionnaire était conforme à la justice, qu'il s'attendait bien que l'on reconnaîtrait les services qu'il a rendus à la cause de la liberté ; il a juré de nouveau de défendre les intérêts du peuple, et de ne vivre que pour lui.

La séance a été levée à 6 heures.

Séance du Jeudi 25 avril.

Les commissaires à l'armée des Alpes écrivent que le décret qui déclare Dumourier traître à la patrie, a été reçu par les soldats avec les cris de vive la Nation ! vive la République ! Les commissaires adressent à la Convention une lettre de Valence à Biron, dans laquelle il se plaint des mauvais traitemens qu'on fait essuyer aux généraux. La Convention a renvoyé cette lettre au tribunal révolutionnaire.

La Convention avait ajourné à aujourd'hui la discussion sur les subsistances. Le comité d'agriculture et de commerce soumet à la discussion non pas son projet sur la taxe des grains, car il annonce qu'il n'a pu se fixer à aucun, mais le projet présenté par les administrateurs du département de Paris, par lequel ils demandaient que le prix du septier de blé fut fixé à 30 liv. ; à compter du premier mai prochain. Plusieurs membres, entr'autres Fabres d'Eglantine, se sont opposés à toute taxe, comme une mesure propre à affamer la République. Mais il croit voir la garantie des subsistances pour la République dans

Digitized by Google

l'établissement de greniers d'abondance, où tous les fermiers seraient tenus d'apporter leurs grains. Lecointre de Versailles a observé combien il serait dangereux de mettre entre les mains de quelques magasiniers les subsistances de la République, et par cette observation la Convention a vu la nécessité d'ajourner cette discussion si intéressante pour le salut de la République, et elle a fixé l'ajournement à samedi. — Le général Custines adresse à la Convention une lettre dont voici l'extrait :

« J'apprends, sans étonnement, que la lettre que j'ai écrite à l'époque de la trahison de Dumourier a été le prétexte de mille calomnies contre moi.

» L'abus qu'en ont fait les agitateurs me force de parler encore de moi. On n'a pas connu mon caractere ; ma vie doit détruire les soupçons ; il n'est qu'un scélérat qui ait pu me noircir.

» Recevez de nouveau le serment que je fais de rester invariablement attaché à la cause de la liberté et à la République.

» Le peuple reconnaîtra un jour qu'on le trompe, il reconnoîtra quels sont les fideles amis de sa gloire et de son indépendance.

» Il n'y a que ceux qui veulent l'établissement des lois qui soient les vrais amis du peuple.

» J'ai déja plus d'une fois mis ma vie en péril pour ma patrie. Dumourier avait mis la France à deux doigts de sa perte.

» La crise est passée ; et ce que j'ai écrit était fondé sur les dangers qui existaient alors.

» J'éprouve avec plaisir que les grands moyens que j'ai proposés alors deviennent inutiles, et même seraient dangereux s'ils étaient exécutés.

» J'ai communiqué les plans que je médite pour préserver en ce moment de toute invasion les départemens qui me sont confiés, et pour assurer par la suite la gloire de nos armes. On m'apprend que je dois être dénoncé. Ce moment sera le plus doux de ma vie : il me mettra à même de prouver à toute la France l'irréprochabilité de ma conduite. J'attends cette accusation avec calme et le sang-froid qui ne doivent jamais quitter un vrai Républicain. »

Les commissaires à Valenciennes écrivent du 22, ce qui suit :

« Nous avons la satisfaction de vous apprendre que nous venons de remporter un nouvel avantage sur nos ennemis. Ils ont attaqué hier près de Maubeuge un de nos avant-postes, contre lequel s'est dirigée une triple colonne avec six pieces de canon. Le général Montchoisy est sorti avec neuf pieces de canon ; le combat a duré depuis 5 heures du matin jusqu'à 3 heures de l'après-midi : nos troupes ont combattu avec tant de valeur que l'ennemi s'est retiré avec la plus grande précipitation, et avec une grande perte d'hommes. Les Autri-

Digitized by Google

chiens n'ont pas trouvé le pont assez large, et beaucoup ont passé la Sambre à la nage.

» On nous mande que les habitans de Maubeuge ont juré de s'ensévelir sous les ruines de la ville plutôt que de se rendre, et de pendre celui qui parlerait de capituler. Les habitans de Givet et de Charlemont sont menacés aussi par les Autrichiens; mais ils s'en moquent et les attendent en vrais républicains; ils imiteront les braves habitans de Lille et de Thionville. L'ennemi est fort paisible ici; nous le sommes de même; notre armée se repose, s'exerce et brûle de combattre.

» Le compte que nous recevons de la situation de nos ennemis est toujours le même; ils consomment leur tems en fausses parades. Nous croyons que leur dessein est d'assiéger Valenciennes, mais ce projet échouera sans doute.

» Si nous ne nous fussions pas occupés d'approvisionner la ville, le service aurait manqué tout-à-fait. Nous avons pris des arrêtés que nous vous invitons à confirmer. »

L'Assemblée a passé à la discussion sur les cours martiales. Plusieurs articles ont été décrétés, et la séance a été ensuite levée.

Séance du vendredi 26 avril.

Un secrétaire a donné lecture d'une lettre du général Ligonier dans laquelle ce général rend compte que le commandant Willemet a tiré des mains de deux cents contre-révolutionnaires un égal nombre de paysans qui avaient été surpris et enveloppés par les révoltés. Willemet a fait cet acte de courage avec 12 cavaliers seulement. — La Convention a donné de justes éloges à la bravoure de ce commandant.

Les commissaires à l'armée du Nord consultaient l'Assemblée pour savoir si des émigrés qui se trouvent dans les prisons de Douai devaient être jugés par un juré militaire. — L'Assemblée a passé à l'ordre du jour motivé sur ce qu'il suffit de faire constater par une simple commission le fait d'émigration.

On a lu une lettre des commissaires dans le département des Pyrénées orientales dans laquelle ils annoncent qu'ils sont arrivés le 20 à Perpignan, aussi-tôt ils ont requis les corps administratifs de s'assembler et leur ont demandé l'état de nos forces, de nos munitions, des approvisionnemens, quels étaient nos moyens de défense, la position des ennemis, leur nombre. Les administrateurs n'ont donné que des notions vagues sur toutes ces demandes; les commissaires font observer qu'il est instant de rassembler des forces imposantes pour arrêter la marche des Espagnols; ils rendent compte que hier 1800 hommes se mirent en marche sous le commandement du général Gauthier, pour aller débusquer l'ennemi qu'on supposait être à Ast; mais les Espagnols à l'approche de cette colonne se déployèrent sur les hauteurs, et par leur position et la supériorité de leur nombre forcèrent nos troupes

Digitized by Google

à faire la retraite en désordre : notre perte est évaluée à deux cents hommes. Cet échec, ajoutent les commissaires, doit être attribué à l'impéritie des généraux qui se sont engagés dans une plaine sans connaître la position des ennemis, ni leur nombre. Ces généraux ont été destitués et renvoyés au quartier général à Toulouse. Les commissaires rendent compte de diverses mesures qu'ils ont prises : ils ont dépêché un courier extraordinaire à Toulouse, pour obtenir des secours ; ils ont mis la ville de Perpignan en état de siége, et y ont placé un commandant temporaire qui réunit la confiance des citoyens et des soldats. Ils ont pris la précaution de faire transporter à Perpignan tous les grains des communes voisines, tant pour assurer les subsistances de cette place, que pour éviter que ces grains ne tombent entre les mains des ennemis. Les volontaires-canonniers ont été mis en état de requisition, etc. — La Convention a approuvé les mesures prises par ses commissaires. — Biroteau s'est plaint que le ministre eût laissé toutes les places du département des Pyrénées orientales dans un dénuement absolu de troupes et de munitions de toute espece. Il a fait observer que le quartier général, placé à Toulouse, était trop éloigné des frontieres ; il a demandé qu'il fût transféré à Bayonne. — Cette motion a été renvoyée à l'examen du comité de salut public.

L'Assemblée a applaudi à un don patriotique de 140 florins fait par le consul de France à Livourne.

Les commisseires de la Convention à Chantilly, en annonçant que la rareté du pain dans cette ville en a troublé la tranquillité, ont demandé que la Convention s'occupât des subsistances.

Mallarmé, au nom du comité des finances, a présenté un projet de décret relatif au service des messageries. — Thales l'a combattu, et la discussion en a été ajournée à demain.

Des députés extraordinaires de la ville de Thionville sont venus annoncer que les décrets rendus contre le traître Dumourier avaient été solemnellement publiés dans cette ville, et que cette publication avait fourni aux citoyens l'occasion de renouveller le serment de se défendre contre l'ennemi de la même maniere que l'année derniere. — L'Assemblée a applaudi au civisme et au courage des habitans de Thionville ; et a admis les pétitionnaires aux honneurs de la séance.

Sur la plainte de plusieurs membres, la Convention a décrété que les erreurs qui s'étaient glissées dans l'impression des signatures apposées à l'adresse des jacobins, dénoncée par Guadet, seront rectifiées.

Un secrétaire a donné lecture d'une lettre des commissaires à Orléans, ils annoncent que le décret contre cette ville a été exécuté. L'information relative à l'insulte faite aux commissaires de la Convention, Saint-André et Lacoste, est terminée ;

Digitized by Google

celle relative à l'assassinat de Léonard Bourdon le sera dans peu, déjà plusieurs coupables sont livrés au tribunal révolutionnaire. La municipalité suspendue est remplacée et les membres en sont partis pour paroître à la barre de la Convention. La garde nationale de service le jour où fut commis l'assassinat a été désarmée et les armes distribuées à 400 bons citoyens. Les commissaires terminent en disant que les citoyens d'Orléans ne desirent rien tant que le rapport du décret qui a déclaré cette ville en état de rébellion. — Ce décret est rapporté.

Cambon, au nom du comité de salut public, a demandé qu'il fût mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme 200 mille livres pour être délivrée à la ville de Dunkerque menacée d'un siége, et que le ministre des affaires étrangeres qui est obligé d'envoyer des couriers extraordinaires dans les pays étrangers fût autorisé à prendre les mesures nécessaires pour se procurer les monnaies qui ont cours dans ces différens pays. — Les deux propositions de Cambon ont été adoptées.

L'ordre du jour était la discussion sur la Constitution. — Salles a demandé par motion d'ordre qu'afin que la discussion fût plus profitable, les orateurs fussent tenus de se renfermer dans la discussion des différentes bases qui doivent entrer dans la Constitution. — Thuriot voulait que la discussion fût générale pendant trois séances, et que chaque membre pût présenter des projets de décret, et qu'ensuite on accordât la priorité à un de ses projets. — Cette proposition, après avoir été tour à tour combattue et appuyée, a été adoptée. — Boissi-Danglas a fait observer qu'il fallait apporter, dans la discussion d'une matiere si importante, le plus de lumieres possible, il a demandé en conséquence que les commissaires qui se trouvent dans les départemens où la paix regne, et où le recruttement est terminé fussent tenus de se rendre dans le sein de la Convention. — Cambon a dit que le comité de salut public avait des vues à présenter sur le rappel des commissaires; il a demandé et obtenu l'ajournement à demain de cette proposition.

Petit, avant de présenter ses vues sur la constitution, a fait observer qu'il serait important de faire suivre la déclaration des droits de l'homme, d'un court exposé de ses devoirs. Il a cru que par-là on empêcherait bien des citoyens de se livrer à une exagération d'idées qui les portent à penser qu'ils ne doivent eux-mêmes rien au gouvernement ou à la société. Il a parlé ensuite du plan présenté par le comité; il a trouvé que le comité avait raisonné pour un ordre de choses qui n'était pas le nôtre, et pour des hommes qui ne sont pas nous; qu'il avait supposé que tous les Français n'avaient rien à faire pour vivre, et qu'ils changeraient à la premiere invitation leurs anciennes habitudes. Ce sont ces idées qui ont induit le comité, à dit Petit, à éta-

Digitized by Google

blir trois degrés d'administration, qui, sous des noms différens de ceux de l'ancienne constitution, dépouillent de plus en plus les hommes des distinctions sociales, à mesure que leurs occupations les rapprochent davantage de la nature.

Robert s'est attaché à prouver que les Français n'auraient rien fait pour la révolution, s'ils laissaient dans l'État deux pouvoirs distincts, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il a fait ce raisonnement à l'appui de son opinion : ou les deux pouvoirs marcheront ensemble, ou ils marcheront en sens contraire. Dans le premier cas l'équilibre est rompu ; il n'y a plus qu'un seul pouvoir, et c'est le pouvoir législatif qui domine le pouvoir exécutif par la terreur, ou bien c'est le pouvoir exécutif qui domine le premir par la séduction. Si les deux pouvoirs marchent en sens contraire, les lois sont sans force, l'anarchie regne, les esprits se divisent et la guerre civile éclate ; ou bien il faut que le peuple se réunisse pour exterminer celui des deux pouvoirs qui tend évidemment à l'oppression.

Robert a ensuite proposé un plan de constitution ; il voulait qu'il y eût une assemblée de représentans sous le nom d'assemblée centrale, à laquelle viendraient aboutir quatre autorités subalternes, la législative, l'exécutrice, la judiciaire et l'administrative.

Anacharsis Cloots, dans un discours d'une extrême étendue, a développé ce principe ; « que la liberté ne connaît de limites que celles qui existent entre la terre et le firmament », il a conclu en proposant les articles suivans :

La Convention nationale des Français voulant mettre un terme aux inconséquences et aux erreurs, aux prétentions injustes et tyranniques des corporations ou des individus qui se divisent et se déclarent souverains, déclare sous les auspices des droits de l'homme ; 1°. il n'y a pas de autre souveraineté que celle du genre humain ; 2°. tout individu ou communauté qui reconnaîtra ce principe lumineux, fécond et immuable, sera reçu de droit dans l'association fraternelle de la République des hommes libres, des germains et des universels ; 3°. à défaut de contiguité ou de communication maritime on attendra la propagation de la vérité pour la réunion des enclaves lointaines.

L'Assemblée a terminé la séance en adoptant un projet d'adresse aux soldats Français pour les prémunir contre les nouveaux moyens qu'on employe pour les séduire. Les ennemis ont le soin de répandre des imprimés sur les frontieres, dans lesquels ils annoncent qu'ils ne sont venus que pour donner la paix aux Français, qui d'ailleurs vont être dans l'impossibilité de soutenir plus long-tems la guerre à cause du mauvais état de leurs finances. Ces insinuations ont d'abord obtenu quelque succès, cette idée de paix avoit amoli les troupes et leur avait desirer la fin de la guerre, mais le civisme des soldats leur a fait ouvrir les yeux et ils ont évité le piege

Digitized by Google

qu'on leur étendait : cependant comme on pourrait encore tenter de les corrompre, le comité de salut public a pensé que la Convention devait envoyer une instruction aux armées.

Séance du samedi 27 avril.

Cette séance a été ouverte par la lecture de plusieurs lettres et adresses, dont l'objet est d'inviter la Convention à ne pas sacrifier à des dénonciations un tems qu'elle devrait employer à faire de bonnes lois. — Un membre du comité des secours a ensuite appellé l'attention de l'Assemblée sur le malheureux sort des Liégeois qui ont mieux aimé quitter leur patrie que de rentrer sous le joug des despotes. 50,000 liv. ont été mises à la disposition du ministre de l'intérieur, pour leur être distribuées à titre de secours. — Sur la proposition d'un membre du comité de surveillance il a été décrété que l'argenterie trouvée à Fontainebleau, dans la maison du citoyen Masson, serait transférée à la monnaie, pour y être convertie en lingots. La Convention accorde 3000 liv. au citoyen qui a fait cette découverte, et qui l'a dénoncée. — Un membre a donné lecture d'une sommation faite par le chef d'escadre commandant les vaisseaux Anglais, en croisière devant le port de Dunkerque, au commandant de cette place. C'est à l'entendre l'envoyé d'une grande puissance qui nous *offre sa protection* jusqu'à *ce que notre Constitution soit solidement établie*. Le commandant de Dunkerque dans sa réponse, a fait entendre à l'envoyé Anglais que la nation Française n'avait pas besoin de protecteur, et qu'elle n'entendait jamais aucune proposition déshonorante pour elle. — La mention honorable de cette réponse à été unanimement décretée. — Des députés extraordinaires du département de Mayenne et Loire ont fait à la Convention le récit des malheurs qui désolent leur département. Le nombre des révoltés est incalculable. Ils occupent plus de 50 lieues de long sur 15 lieues de large. Ces malheureux, conduits par des chefs habiles, combattent avec tout l'acharnement de la superstition. Jusqu'à présent nos troupes en trop petit nombre, après quelques succès momentanés, ont fini par être battues. Les citoyens du département de Mayenne et Loire accusent la lenteur du général Berruyer; les gardes nationales se lassent et les abandonnent; les villes sont épuisées d'hommes, les révoltés peuvent se porter dans le sein de la République, et jusques dans Paris, disent les députés. Ils finissent par demander des troupes de ligne, des munitions, des approvisionnemens et des chefs intelligens. Marat, en attribuant ces revers aux fausses mesures et à la faiblesse des forces envoyées dans ce département, a demandé que le comité de salut public présentât, sous 24 heures, les moyens de faire marcher une force imposante contre ces rebelles. Cette proposition a été adoptée.

Le ministre de la justice a fait part à la Convention de

Digitized by Google

l'incendie qui a eu lieu à son hôtel : rien d'important n'a été brûlé, et le feu a été bientôt éteint par la vigilance et l'activité des pompiers et des citoyens. Le ministre ne soupçonne personne d'être l'auteur de cet incendie. Robert a observé qu'il y avait dans les bureaux du ministre de la justice des commis d'une aristocratie reconnue ; entr'autres le citoyen Leroux renvoyé par Danton, et réintégré par Garat ; il faut, a-t-il dit, que les ministres purgent leurs bureaux de tous les agens suspects. Sur la proposition de Legendre, la Convention a chargé le comité de surveillance de lever une police d'observation, et d'assigner aux pompiers une plus forte paye. — Des députés extraordinaires de la ville de Versailles invitent la Convention à s'occuper des subsistances, et le président annonce que l'ordre du jour appelle Barbaroux à la tribune. Il a prononcé un discours fort étendu et très-détaillé sur les causes premieres et secondaires du renchérissement des subsistances. La dégradation des routes, le remboursement des travaux de l'agriculture, des instrumens aratoires, enfin, les accaparemens sont les causes qu'il a indiquées. Il a proposé pour remede un projet de décret, dont le but est d'assurer au cultivateur la garantie de ses grains, comme on assure les maisons contre l'incendie ; pour prévenir les accaparemens, il a proposé le lotissage, c'est-à-dire, l'obligation à un marchand de blé de céder, au prix de sa facture, la moitié de la quantité qu'il a achetée aux autres marchands du même lieu qui en font entr'eux la répartition. Cette loi était en vigueur chez les Phocéens, et elle se pratique encore à Marseille.

Cambon a fait part à la Convention d'un accident fâcheux arrivé dans le port de l'Orient. Dans la nuit du 22 au 23 le feu s'est manifesté tout-à-coup dans plusieurs endroits de la voilerie qui ont été consumés avant qu'on ait pu y porter des secours : on présume que ce malheur n'est pas accidentel ; mais on n'en a pu découvrir les auteurs. Cambon a proposé de décréter que le ministre de la justice fera informer contre les auteurs et complices de l'incendie qui vient d'avoir lieu dans le port de l'Orient ; que les prévenus seront traduits devant le tribunal révolutionnaire ; qu'une récompense sera accordée à ceux qui dénonceront des complots contre des établissemens publics. Ces propositions ont été adoptées. Cambon a ensuite consolé la Convention en lui annonçant que nos armées se renforcent considérablement, et que toutes nos frontieres, si l'on en excepte celle des Pyrénées, sont dans le meilleur état de défense.

La séance a été levée à 5 heures.

Séance du dimanche 28 avril.

On a lu une lettre des administrateurs du département du Var, par laquelle ils annoncent que le recrutement s'est fait

Digitized by Google

avec calme dans leur département, et qu'en outre du contingent ils ont organisé cinq mille hommes pour se porter partout où le besoin de la République le demandera. — L'Assemblée a décrété la mention honorable du patriotisme des citoyens du département du Var. — Un Anglais, nommé Williams Goddevinn, a fait hommage à la Convention, par les mains du citoyen Chauvelin, d'un ouvrage sur les instructions politiques. L'Assemblée a agréé l'hommage, et en a décrété la mention honorable. — Une lettre des administrateurs des Sables-d'Olonne, datée du 18, a instruit l'Assemblée que les patriotes avaient remporté plusieurs avantages sur les révoltés; ils ont été défaits dans sept occasions où ils ont perdu au moins douze cents hommes et toute l'artillerie. Le général Boulard les poursuit avec vigueur, il se dispose à aller les attaquer à la Motte-Achard et à Baillot où ils se sont retranchés.

Les commissaires de la Convention dans les départemens de la Manche et de l'Orne ont écrit qu'ils avaient pris des mesures sévères pour arrêter les troubles qui commençaient à se manifester dans cette partie de la République; ils ont fait conduire dans les chefs-lieux des départemens tous les prêtres insermentés, les moines, les sœurs-grises et toutes les personnes qu'ils ont jugées être suspectes. Les commissaires fixent ensuite l'attention de la Convention sur la défense de ces départemens maritimes; ils l'invitent à y envoyer les munitions de guerre dont ils sont dépourvus, et demandent une loi qui éloigne de 20 lieues des côtes tous les nobles et les autres gens suspects.

Les corps administratifs ont fait passer divers arrêtés pris pour forcer les laboureurs à porter leur blé aux marchés. Ces arrêtés ont été renvoyés à l'examen du comité d'agriculture.

Drouet, au nom du comité de sûreté générale, après avoir fait part des motifs qui ont déterminé les commissaires de la Convention à retenir en état d'arrestation à Longwi les citoyens Guillemard et Guilleminot, au lieu de les faire transférer à Paris, a demandé l'approbation de la conduite des commissaires. Elle a été décrétée.

Sur diverses observations présentées par le général Santerre, la Convention a accordé une augmentation de paye à ses aides-de-camp.

Lecointre de Versailles, organe du comité de la guerre, a fait payer une somme de 15,000 liv. au maître de poste de Châlons-sur-Marne, qui a tenu chez lui un entrepôt d'armes pour la République.

Les commissaires Ichon et Dartigoyte, envoyés à l'armée des Pyrénées, ont écrit qu'ils avaient fait arrêter et envoyaient à la barre le général Duberger, qu'on leur a dénoncé comme très-suspect, ayant tenu des propos semblables à ceux que tenait le traître Dumouriez. Ichon et Dartigoyte se plaignent ensuite de

Digitized by Google

l'état de dénuement où se trouve l'armée des Pyrénées. Les soldats manquent de tout, cependant leur zele ne se refroidit point; ils montrent la plus grande ardeur pour se battre, ils veulent vaincre ou mourir. — Cette lettre a été l'occasion de plusieurs plaintes contre le conseil exécutif. On a rappellé plusieurs décrets par lesquels il était enjoint au conseil exécutif de rendre compte de l'état des approvisionnemens des armées, de fournir l'état de ceux à qui il a donné des places, leurs noms, leur profession antérieure et la date de leur promotion. — On a demandé que les ministres fussent tenus de rendre ces comptes dans 24 heures. Cette proposition a été décrétée. — Un membre a demandé que le comité de l'examen des comptes fût tenu de faire le rapport sur l'administration de Pache dans le plus bref délai. Cette proposition a été adoptée.

L'Assemblée est passée à la discussion sur les subsistances. Creuzé-Latouche a proposé de maintenir la liberté du commerce intérieur, d'autoriser les corps administratifs à requérir les laboureurs de porter leur blé aux marchés publics, et d'enjoindre aux autorités constituées de veiller au maintien de l'ordre dans les marchés, et d'empêcher toute violence et toute lésion de propriété. Enfin l'opinant a proposé de diminuer la masse des assignats en circulation.

Parmi les mesures présentées par Phelippeaux, on a remarqué celles-ci : les lois sur la circulation seront exécutées comme par le passé, et néanmoins les ventes et achats ne pourront être faits que dans les marchés; sont exceptés les citoyens qui pourront faire leurs provisions chez les fermiers de leurs communes, mais ils ne pourront acheter du blé pour plus de huit jours. Les comités de finances et d'agriculture présenteront un moyen d'atteindre les égoïstes et les accapareurs; ils indiqueront le *maximum* du prix du grain : la taxe se fera au mois d'octobre, et le *maximum* décroîtra progressivement tous les mois. Il sera enjoint aux boulangers de ne faire qu'une seule espece de pain pour tous les citoyens Français. Il sera incessamment établi un équilibre entre le salaire des ouvriers et le prix du pain. En attendant que cet équilibre soit établi, il sera mis une taxe sur le riche pour maintenir le pain à 2 sols la livre. — Marat a obtenu la parole pour faire une motion d'ordre sur la discussion : il a dit que tous ces grands discours, ces belles phrases, ces grandes idées d'œconomistes, n'étaient bonnes qu'à faire perdre du tems et à faire mourir le peuple de faim au milieu de l'abondance. De tems en tems, a-t-il ajouté, il y a disette de pain; c'est un moyen de contre-révolutionnaire; pour y remédier il faut des lois révolutionnaires. Que les sans-culottes, ayant à leur tête des officiers municipaux, se fassent ouvrir les greniers, et l'abondance renaîtra. Marat est descendu de la tribune au milieu des applaudissemens des citoyens des tribunes. Sa motion est restée sans suite.

Les représentans du peuple, députés par la Convention au

Digitized by Google

armées du Nord, ont écrit qu'ils avaient pris des mesures pour ramasser une quantité suffisante de fourrages pour 40,000 chevaux. Ils annoncent que deux d'entr'eux sont partis pour se rendre à Dunkerque. — On a lu la première phrase d'une lettre des commissaires dans le département de Mayenne et Loire; elle était ainsi conçue: il ne vous reste pas un moment à perdre pour sauver la patrie. Berruyer a renoncé à un plan formé avec Beauvilliers, qui vient de perdre 5 pièces de canon et beaucoup d'hommes. — Le président a fait observer qu'à la perte des hommes près, cet échec avait été réparé.

La discussion a été continuée sur les subsistances. Beffroi a prononcé un assez long discours, dans lequel il n'a proposé que des vues déjà présentées. — La séance a été levée à 5 heures.

Séance du lundi 29 avril.

Un membre a dénoncé un arrêté pris par le conseil général du département d'Indre et Loire, qui proscrit de ce département les journaux suivans: *le Courier Français, la Gazette Française, le Journal Français ou Tableau politique et littéraire de Paris, les Annales de la République Française, la Révolution de 1792 ou Journal de la Convention nationale, le Patriote Français, le Journal de Paris, le Courier des Départemens, l'Abréviateur Universel, Nouvelles Politiques nationales et étrangères, le Bulletin national ou Papiers-Nouvelles de tous les pays et de tous les jours, Courier de la Convention nationale et des corps administratifs, par Perlet, le Bulletin des amis de la vérité, le Scrutateur universel, le Courier de l'Europe, le Mercure universel.* La Convention a renvoyé au comité de législation la question de savoir si des administrateurs ont le droit d'empêcher leurs administrés de lire les journaux qui leur plaisent. — Les citoyens du département du Gers présentent à la Convention, par l'organe d'un député extraordinaire, une adresse dans laquelle ils demandent que les peres de famille, qui jusqu'ici ont presque seuls combattu les rebelles, soient remplacés par une armée bien organisée; ils désirent voir s'établir une constitution, qui assure aux riches leurs propriétés et aux pauvres du pain. Un homme avait été traduit par devant le tribunal criminel d'Orléans, pour avoir tenu des propos royalistes. Le tribunal criminel est venu aujourd'hui consulter l'Assemblée sur ce qu'il devait faire de ce citoyen. Un membre a pris de là occasion de demander que le jury du tribunal extraordinaire de Paris, fût renouvellé, puisqu'il doit l'être au bout d'un mois. Buzot a appuyé cette proposition, parce qu'a-t-il dit, il ne faut pas qu'un juge s'accoutume à voter pour la peine de mort, ce qui pourrait bien arriver s'il restait trop long-tems en fonctions; il a demandé que la Convention s'expliquât sur ce qu'elle entend par provoquer le rétablissement de la royauté, et s'il a voulu y comprendre les propos indiscrets tenus en conversation, et précisât bien ce délit. Thuriot a répondu que jusqu'ici le tribunal

Digitized by Google

avait bien rempli son devoir que tous les jugemens qu'il avait rendus, étaient été bien motivés; et que dans un moment où nous sommes environnés de conspirations, il est important de retarder son renouvellement jusqu'au premier juin. Adopté.

La discussion sur la Constitution était commencée lorsqu'un secrétaire a lu une lettre de Mainviel, suppléant de Rebecqui, qui a donné sa démission. Mainviel s'était rendu à Paris pour prendre sa place à la Convention, et à la suite d'une querelle particulière, qui a eu lieu chez Duprat aîné, frere de Duprat, député, il a été incarcéré par un ordre du comité de sûreté générale: Mainviel réclame contre cet acte, comme arbitraire, et attentatoire à l'inviolabilité qu'il réclame en qualité de député. — Bazire est monté à la tribune, pour lire le procès-verbal de cette arrestation. Il a en outre observé que c'était à tort que Mainviel se déclarait inviolable, puisqu'il ne pouvait être regardé comme député, qu'après un rapport du comité de division et d'un examen de ses pouvoirs. Conséquemment il a demandé que Mainviel et les deux autres particuliers qui se trouvaient avec lui fussent traduits pardevant le tribunal révolutionnaire pour avoir voulu assassiner Duprat aîné. Guadet a prétendu qu'un suppléant était député du moment qu'il est appellé par un démissionnaire; que Mainviel a montré ses pouvoirs, et que Rovere, membre du comité de surveillance, le connaît très-bien! Il a demandé qu'il fût mis en liberté avec les deux autres citoyens. Cette discussion a été interrompue par l'admission à la barre de la municipalité d'Orléans, qui s'est justifiée du reproche d'avoir favorisé le malheureux accident de Léonard Bourdon. Ce malheur ne fut pas arrivé, si Bourdon ne se fut mêlé d'une rixe particulière qui éclata à son passage sur une place voisine de la maison commune. Au reste la municipalité a pris pour lui tous les soins qu'il était en son pouvoir de lui donner; ce qui est attesté par une déclaration de Bourdon lui-même. On lui avait reproché d'être mal composée, et elle a observé qu'elle renfermait dans son sein les fondateurs de la société populaire d'Orléans. Elle jure au reste de se soumettre à la décision de la Convention, quelle qu'elle puisse être. — Sur la proposition de Garan-Coulon, la Convention a décrété que les membres de la municipalité d'Orléans seraient mis en liberté et pourraient retourner chez eux. On a repris la discussion sur Mainviel. Boyer-Fonfrede a soutenu qu'à l'instant où Rebecqui avait donné sa démission, Mainviel était député; car il tient ses pouvoirs du peuple uniquement et non de la Convention nationale. — Thuriot a pensé qu'un suppléant ne pouvait pas être regardé comme député. Guadet a distingué un suppléant en expectative, et un suppléant en fonctions par la démission d'un membre. — Il est convenu que le premier ne put pas être considéré comme député, mais il a soutenu que le second était revêtu du caractere de député,

Digitized by Google

et devait par conséquent être inviolable. La discussion est devenu très-vive et tumultueuse ; plusieurs fois ce président a été obligé de se couvrir pour rétablir l'ordre ; enfin après de longs débats la Convention a décrété que Mainviel serait seulement gardé à vue, et qu'il viendrait siéger dans la Convention. Elle n'a rien statué sur les deux autres.

La séance a été levée à sept heures.

PARIS, *le 2 mai 1793.*

Un cri se fait entendre de tous les départemens ; *la constitution, la constitution :* voilà ce qu'on sollicite avec instance, ce que l'on attend impatiemment de la Convention. Les Français sont las, et certes ils doivent l'être de cet état de convulsion et d'anxiété qui prolonge l'anarchie, et encourage les ennemis actifs de la révolution. Tout le monde sent avec raison que le jour où nous aurons un gouvernement sera celui où disparaîtront tous les partis, où les agens des puissances étrangères perdront avec leur or l'espérance de nous détruire par nos dissensions, où le crédit national se fortifiera, et où nous serons assurés d'une paix prochaine et honorable.

On ne doit pas être étonné que tant de partis intéressés redoublent d'efforts pour prévenir ou retarder cette époque du salut public en France, et que leur cri de ralliement soit de *sauver les trônes* par tous les moyens possibles ; mais on peut l'être de ce que la Convention, les sections de Paris, la commune et tous les patriotes ne s'apperçoivent pas de ce piége, et ne sachent pas s'en garantir. Nous avons sous les yeux un exemple bien terrible, c'est celui de la Pologne qui s'abîme, et disparaît sous les mains spoliatrices de trois puissances coalisées, qui se sont étayées d'une partie de la nation pour mieux consommer sa ruine. Il n'est pas douteux que les despotes conjurés contre nous ne veuillent arriver au même but par des routes différentes.

La guerre civile allumée dans les départemens intérieurs, la trahison de Dumourier, l'approche des armées combinées qui cherchent à nous cerner de toutes parts, et plus que tout cela, la guerre d'intrigue et de corruption que les puissances nous font au-dedans, les dissensions fomentées jusques dans le sein de la Convention, les manœuvres employées pour rendre les patriotes suspects les uns aux autres, pour multiplier les défiances, les inquiétudes et les terreurs, pour affaiblir le peu de gouvernement qui nous reste par le trouble et la désorganisation, et étouffer le patriotisme par les mains de ceux qui en prennent le masque : telle est une partie des moyens dont se servent depuis quinze mois nos ennemis, pour nous faire éprouver le sort dont la Pologne est aujourd'hui la victime. Tous les patriotes voient ces choses, ils les sentent,

Digitized by Google

ils en ont la conviction intime, et cependant la masse reste morte et inerte. On cause des dangers de la patrie comme si la patrie nous était étrangère ; on ne s'occupe que de partis quand il s'agit de sauver la République ; et les passions ne viennent pas s'éteindre dans le grand sentiment de l'intérêt public, et nul n'a le courage de faire à la patrie le sacrifice de ses inimitiés, de son opinion et de son amour propre !

Les dernières séances de la Convention ont encore été perdues pour la chose publique ; elles ont été absorbées par des incidens et des querelles particulieres, que l'on regrette de voir se multiplier si fréquemment. N'est-il pas douloureux pour les vrais patriotes et les amis ardens de la liberté, d'entendre sans cesse les représentans du peuple s'accuser réciproquement de complots liberticides et d'assassinats, s'accabler de soupçons et d'outrages, les uns provoquer les assemblées primaires pour les juger ; les autres s'y opposer et prétendre néanmoins que la Convention ne peut sauver la chose publique ; enfin de voir la majorité obligée de menacer les tribunes de transporter ailleurs ses séances pour acquérir son indépendance et sa liberté. Y aurait-il donc des personnes qui ne voulussent ni constitution, ni gouvernemunt ; qui redoutassent de rentrer dans la classe de simple citoyen, et pour lesquels l'idée de l'obéissance à la loi fut un tourment anticipé ?

Comment la ville de Paris ne sent-elle pas qu'il est de son intérêt, de l'intérêt de la République, de faire respecter la représentation nationale que les départemens lui ont confiée comme un dépôt sacré et inviolable ; qu'en souffrant qu'une poignée d'individus évidemment stipendiés troublent chaque jour les délibérations de l'Assemblée, elle pourrait faire croire qu'elle partage leurs procédés ?

Comment ne voit-elle pas qu'étant destinée par sa nature à être le centre de toutes les autorités et de toutes les administrations, si jamais elle venait à les perdre, elle perdrait la plus grande partie de ses ressources ? Comment ne s'est-elle pas tenue en défiance contre un système d'accusation sans preuves qui ne tend qu'à avilir la Convention, ou à la soumettre à la domination de l'esprit de parti ? Comment n'est-elle pas frappée de la nécessité d'avoir promptement une Constitution dont elle doit recueillir les principaux avantages ?

Les subsistances sont devenues le grand ordre du jour et le principal instrument dont se servent les agitateurs pour faire mouvoir le peuple. Il n'est pas de matiere où il soit plus facile de l'égarer sur les véritables principes. On connaît les préjugés et la répugnance que le peuple a toujours manifestée contre la libre circulation des grains, qui peut seule faciliter les approvisionnemens. Aujourd'hui c'est la taxation de leur prix que l'on provoque, ce sont des perquisitions, des recensemens, des contraintes que l'on voudrait faire exercer envers les propriétaires et les cultivateurs.

Digitized by Google

Les inquiétudes n'ont aucun fondement réel; c'est ce que les citoyens Garin et Cousin, administrateurs des subsistances et approvisionnemens, attestent dans une circulaire adressée aux 48 sections de Paris : « La farine de commerce, disent-ils, quoique toujours à des prix élevés, abonde à la halle, et l'administration espere que les mesures qu'elle a adoptées, et qui ont réussi jusqu'à présent, auront toujours le même succès, et ameneront peu-à-peu la baisse du prix de cette denrée; mais nous vous le répétons, ces mesures ne peuvent pas et ne doivent pas être publiques..... L'approvisionnement de Paris est assuré, les boulangers sont garnis, les magasins de la municipalité le sont aussi, et ils le seront en dépit des faux patriotes et des intrigans; car ce sont eux, n'en doutez pas, chers concitoyens, qui vous sonnent l'alarme. »

C'est dans le temps qu'on avait tant de raison d'être rassurés sur les subsistances, et que Ducos faisait entendre à la Convention les véritables principes sur cette matière, que des clameurs scandaleuses élevées dans la tribune qui domine l'extrémité gauche l'ont hué et interrompu, en criant; *à bas*, *à bas*, à un représentant du peuple.

C'est dans le même tems qu'on a fait venir à la barre une députation de quelques citoyennes de Versailles, portant un écriteau sur lequel on lisait : *nous demandons la taxation des grains*. C'est dans le même tems qu'une députation d'une partie du fauxbourg Saint-Antoine, au nombre de huit mille hommes, qui n'avait pas Gonchon pour organe, est venue demander, entr'autres mesures de salut public, la fixation du *maximum* des denrées, et déclarer que si la Convention n'adoptait pas ces mesures, ils étaient en état d'insurrection. Ce brave fauxbourg qui a si bien mérité de la patrie, qui s'est fait remarquer jusqu'à présent par son obéissance aux lois, et qui a toujours su résister aux sollicitations de l'intrigue, n'a pas tardé à rétracter la derniere phrase de sa pétition. Mais tout cela prouve jusqu'à quel point on égare les esprits sur les principes relatifs aux subsistances, et que les ennemis de la chose publique se servent de ce moyen, comme le plus propre à produire les effets qu'ils en attendent. La Convention a montré en cette occasion une fermeté et une énergie qui, si elle se soutient, peut seule sauver la chose publique. Le peuple ne voit donc pas que ce serait faire décréter la famine que de soumettre les marchés relatifs aux subsistances à toutes les entraves et toutes les vexations que l'on propose.

Les progrès que font les rebelles dans le département de la Vendée, etc. exigent des mesures promptes et extraordinaires. On n'en a pris jusqu'à présent que de partielles, et l'on prolonge le mal sans les détruire.

Les mesures proposées par le département de l'Hérault ont été adoptées par les sections de Paris et par la commune. On s'y occupe avec la plus grande activité de faire marcher des forces imposantes. Tous les courages s'électrisent à ce nou-

Digitized by Google

veau danger de la partie qu'il faut enfin faire cesser. Déjà quatre mille hommes sont partis de cette ville. Le commandant général Santerre a déclaré que dans deux jours il aurait à sa disposition 12 mille hommes et 30 pieces de canon. On assure qu'on détache de l'armée de la Moselle et de celle du Var 15 mille hommes de troupes de ligne dont Biron prendra le commandement. C'est par des mesures grandes et vigoureuses que l'on peut dissiper les troubles que l'on laisse trop prolonger.

Des dépêches du général Biron du 22 avril annoncent un nouvel avantage remporté par les troupes de la République contre les Piémontais.

Le feu a pris deux fois à l'hôtel du ministre de la justice. De prompts secours ont arrêté le progrès de l'incendie. Aucun papier important n'a été la proie des flammes. Le feu avait déjà pris précédemment au même hôtel. Il est difficile de de croire que des accidens si souvent réitérés ne soient l'ouvrage de la malveillance.

Cambon a fait un rapport très-satisfaisant sur l'état de nos frontieres et la situation de nos armées. Nous en donnerons le développement dans le prochain n°.

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

François Boucher, natif du Menil-Erde, département du Calvados, se disant dentiste, arboriste, sans domicile fixe, a été condamné à la peine de mort sur la déclaration unanime du jury, qu'il était convaincu d'avoir dit, le 5 de ce mois, avec des intentions contre-révolutionnaires, dans une auberge de la paroisse de S^t. Just, district de Beaugency, que Dumourier avait pleuré trois jours et trois nuits de s'être battu pour des tyrans et des brigands; que ce général viendrait à Paris avec son armée, dont il était presque sûr, pour mettre à la raison la Convention nationale, qui était composée de brigands, et rétablir un roi; qu'il en fallait un sous 15 jours; sans quoi la France serait perdue; que lors de l'arrivée de Dumourier, il irait au-devant de lui avec la cocarde blanche, et que le peuple ferait bien de s'emparer du trésor national.

Desiré-Charles Mangot, cocher de fiacre, âgé de 24 ans, né à Paris, arrêté, rue des Deux-écus, le 2 avril; convaincu d'avoir dit, 1°. dans un café, que la nation était composée de gueux, de voleurs, de scélérats; que les gardes nationales étaient des j...f....; qu'avec sa latte il les mettrait tout à bas, qu'il avait déserté de plusieurs régimens, que si on lui donnait des habits et 10,000 liv. il irait aux frontieres, mais qu'il reviendrait se battre contre la nation; qu'il ne voulait plus servir depuis qu'on avait assassiné son roi, parce que plus de roi plus de soldats; qu'il était chef de parti, et que s'il venait

Digitized by Google

à manquer d'argent, des poulets lui en apporteraient; 2°. d'avoir tenu ces discours avec des intentions contre-révolutionnaires : d'après la déclaration affirmative du jury, il a été condamné, le 27 à 9 heures du soir, à la peine de mort, et a subi son jugement le 28 à midi, sur la place de la Réunion.

Suite du manifeste de Dumourier à la Nation Française.

« Il faut, mes chers compatriotes, qu'un homme vrai et courageux vous arrache le bandeau dont on couvrait tous nos crimes et nos malheurs. Nous avions fait en 1789 des grands efforts pour obtenir la liberté, l'égalité et la souveraineté du peuple. Nos principes ont été consacrés dans la déclaration des droits de l'homme. Il est résulté des travaux de nos législateurs, d'abord la déclaration qui dit, que la France est et restera une monarchie; 2°. une constitution que nous avons jurée en 1789, 90 et 91. Cette constitution devait et pouvait être imparfaite; mais on devait et pouvait croire, qu'avec le tems et l'experience on rectifierait les erreurs, et que la lutte nécessaire entre le pouvoir législatif et exécutif établirait un équilibre sage qui empêcherait l'un des deux pouvoirs de saisir toute l'autorité, et d'arriver au despotisme. Si le despotisme d'un seul est dangereux pour la liberté, combien plus odieux celui de 700 hommes, dont beaucoup sont sans principes, sans mœurs, et ne sont parvenus à cette suprématie que par des cabales ou des crimes!

» L'exagération et la licence ont bientôt trouvé insupportable le joug d'une constitution qui donnait des lois. Les tribunes influençaient l'Assemblée des représentans, et étaient elles-mêmes soufflées par le club dangereux des jacobins de Paris. La lutte entre les deux pouvoirs est devenue un combat à mort. Dès-lors l'équilibre a été détruit. La France s'est trouvée sans roi : la victoire du 10 août a été souillée par les crimes les plus atroces des premiers jours de septembre. Tous les départemens, mais sur-tout la malheureuse ville de Paris, ont été livrés au pillage, aux dénonciations, aux proscriptions, aux massacres. Nul Français, excepté les assassins et leurs complices, n'était sûr de sa vie, ni de ses propriétés; la consternation de l'esclavage était augmentée par les bruyantes orgies des scélérats; des bandes de prétendus fédérés couraient les départemens et les dévastaient : des 700 individus qui composaient ce corps despotique et anarchique, 4 ou 500 gémissaient et décrétaient sous le glaive des satellites des Marat et des Robespierre. C'est ainsi que l'infortuné Louis XVI a péri sans procédure juridique et sans tribunal; c'est ainsi que le décret du 19 novembre provoque toutes les nations, et leur promet notre secours, si elles se désorganisent. C'est ainsi que le décret injuste et impolitique du 15 décembre nous a aliéné les cœurs des Belges, nous a chassés des Pays-Bas, et aurait fait massacrer toute notre armée par ce peuple revolté contre nos

Digitized by Google

vexations et nos crimes, si je n'avais sauvé cette même armée par mes proclamations; c'est ainsi que s'est établi, par un décret, le tribunal féroce qui met la vie des citoyens à la merci d'un petit nombre de juges iniques, sans secours ni sans appel à un autre tribunal; c'est ainsi que depuis un mois tous les décrets sont marqués au coin de l'avarice insatiable, de l'orgueil le plus aveugle, et sur-tout du desir de conserver le pouvoir, en n'appellant aux places les plus importantes de l'Etat, que des hommes audacieux, incapables et criminels, en chassant ou massacrant les hommes éclairés et à grand caractere, en soutenant un fantôme de République, que leurs erreurs en administration et en politique, ainsi que leurs crimes, ont rendu impraticable; ces 700 individus se méprisent, se détestent, se calomnient, se déchirent, et ont déja pensé se poignarder. En ce moment, leur ambition aveugle vient de les porter à se coaliser de nouveau; le crime audacieux s'allie avec la vertu faible, pour conserver un pouvoir aussi injuste que chancelant; leurs comités dévorent tout; celui de la trésorerie nationale absorbe les fonds publics, sans pouvoir en rendre compte.

„ Qu'a fait cette Convention pour soutenir la guerre contre toutes les puissances de l'Europe qu'elle a provoquées? Elle a désorganisé les armées, au lieu de renforcer et recruter ses troupes de ligne et ses anciens bataillons de volontaires nationaux, qui lui auraient formé une armée respectable; au lieu de récompenser ces braves guerriers par de l'avancement et des éloges, elle laisse les bataillons incomplets, nuds, désarmés et mécontens; elle a traité de même son excellente cavalerie; la brave artillerie française est de même épuisée, abandonnée et dénuée de tout, et elle crée des corps nouveaux, composés des satellites du 2 septembre, commandés par des hommes qui n'ont jamais servi, et qui ne sont dangereux qu'aux armées qu'ils surchargent et qu'ils désorganisent. Elle sacrifie tout pour ces satellites de la tyrannie, pour ces lâches coupeurs de têtes. Le choix des officiers, le choix des administrateurs dans toutes les parties est le même; on voit par-tout la tyrannie qui flatte les méchans, parce que les méchans seuls peuvent soutenir la tyrannie, et dans son orgueil et son ignorance, cette Convention ordonne la conquête et la désorganisation de l'univers. Elle dit à un de ses généraux d'aller prendre Rome, à un autre d'aller conquérir l'Espagne, pour pouvoir y envoyer des commissaires spoliateurs, semblables à ces affreux proconsuls Romains, contre lesquels déclamait Cicéron. Elle envoie dans la plus mauvaise saison de l'année, la seule flotte qu'elle ait dans la Méditerranée, se briser contre les rochers de la Sardaigne. Elle fait battre par les tempêtes les flottes de Brest pour aller contre la flotte anglaise, qui n'est pas encore sortie. Pendant ce tems-là, la guerre civile s'étend dans les départemens. Les uns excités par le fanatisme, qui dérive nécessairement de la persécution; les autres par l'indignation de la fin tragique et

Digitized by Google

inutile de Louis XVI; les autres enfin par le principe naturel de résister à l'oppression, prennent les armes par-tout. Par-tout on s'égorge, par-tout on arrête les moyens pécuniaires et de subsistance. Les Anglais fomentent des troubles, et les alimenteront par des secours quand ils voudront. Bientôt il ne restera pas un de nos corsaires en mer; bientôt les départemens méridionaux ne recevront plus les grains de l'Italie et de l'Afrique; déja ceux du Nord et de l'Amérique sont interceptés par les escadres ennemies; la famine se joindra à nos autres fléaux, et la férocité de nos cannibales ne fera que croître avec nos calamités.

« Français, nous avons un point de ralliement pour étouffer le monstre de l'anarchie, c'est la Constitution que nous avons jurée en 1789, 90 et 91; c'est l'œuvre du peuple libre, nous resterons libres et nous retrouverons notre gloire en reprenant cette Constitution. Développons nos vertus, sur-tout celle de la douceur; déja trop de sang a été versé. Si les monstres qui nous ont désorganisés veulent fuir, laissons-leur trouver ailleurs leur punition, s'ils ne la trouvent pas dans leurs ames corrompues; mais s'ils veulent soutenir l'anarchie par de nouveaux crimes, alors l'armée les punira. J'ai trouvé dans la générosité des ennemis que nous avons tant offensés, la sûreté de la paix extérieure. Non-seulement ils traitent avec humanité et honnêteté nos blessés, malades et prisonniers qui tombent entre leurs mains, malgré les calomnies que répandent nos agitateurs pour nous rendre féroce; mais ils s'engagent à suspendre leur marche, ne point passer les frontieres, et à laisser notre brave armée terminer toutes nos dissentions intérieures. Que le flambleau sacré de l'amour de la patrie réveille en nous la vertu et le courage! Au seul nom de la Constitution la guerre civile cessera, on ne pourra plus exister que contre quelques malveillans, qui ne seront plus soutenus pas les puissances étrangeres, qui n'ont de haine que contre nos criminels factieux, et qui ne demandent qu'à rendre leur estime et leur amitié à une nation dont les erreurs et l'anarchie inquiètent et troublent toute l'Europe. La paix sera le fruit de cette résolution, et les troupes de ligne, ainsi que les braves volontaires nationaux, qui depuis un an se sont sacrifiés pour la liberté, et qui abhorrent l'anarchie, iront se reposer au sein de leurs familles, après avoir accompli ce noble ouvrage. Quant à moi, j'ai déja fait le serment, et le réitere devant toute la nation et devant toute l'Europe, qu'aussitôt après avoir opéré le salut de ma patrie par le rétablissement de la constitution, de l'ordre et de la paix, je cesserai toutes fonctions publiques, et irai jouir dans la solitude du bonheur de mes concitoyens. »

Signé le général en chef de l'armée française, DUMOURIER.

Digitized by Google

(N°. 93. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 11 MAI, *l'an deuxieme de la République.*

VERS à M. DUMOUTIER sur la *piece* des *Femmes.*

Par une femme.

LORSQU'UN Zoïle atrabilaire
Sur notre sexe exhale son humeur,
Sans doute, il n'eut jamais l'heureux talent de plaire :
C'est par dépit qu'il se fait détracteur.
Ta muse, Dumoutier, tendre et reconnaissante,
A dû nous peindre avec plus d'équité.
Quelques légers défauts font ombre à la beauté :
Dans tes jolis tableaux toute femme est charmante.
Oui, la vieille, la mere et la fille encor mieux,
Chacune sent au fond de l'ame,
En écoutant tes vers délicieux,
Un secret plaisir d'être femme.

CHARADE.

A L'INDIGENT quand ta main bienfaisante,
Belle Iris, offre mon premier,
Alors sur ta bouche charmante
On voit éclore mon entier.

ÉNIGME.

CELUI qui me porta servit de nourriture;
Jadis je le portai moi-même dans les airs.
A présent sous trois doigts je suis à la torture,
Je sers également aux juges, aux pervers.
Je suis l'unique bien de tous gens de justice.
Le procureur par moi ruine son client.
Je fais souvent du mal, le bien plus rarement.
Lentement par le fer on veut que je périsse,
Et mon lecteur sur moi repose mollement.

Explication du mot du Logogriphe du N°. 92.

Le mot est *Image*, où l'on trouve *mai*, *ami*, *âge*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Maximes et Pensées par Charles Pougens, écrites à Londres en 1787 et imprimées à Paris en 1793, l'an 2e. de la République; à son ami Gorani, citoyen Français. Feuille in-8°., *chez les marchands de nouveautés.*

J'AIME beaucoup Charles Pougens : c'est un homme d'esprit, fort instruit et bon citoyen, mais ce me semble fort peu philosophe. Je lui ai dit que s'il desirait que je rendisse compte de ses *Pensées*, je ne pourrais en parler que pour les combattre. Il l'a voulu, il l'a exigé : cela vaut mieux que sa feuille. Je vais donc le satisfaire et dire la vérité, par estime pour lui, et par respect pour le public.

« Ce prétendu système du monde, ces lois régulieres et » constantes d'après lesquelles la nature se meut et agit, cette » volonté prédéterminée du créateur sont une pure invention » des hommes. Il leur fallait un dieu pour consoler leur » ignorance et leur faiblesse, et ils ont été en même-tems » assez imbéciles pour l'emprisonner et pour circonscrire sa » puissance, en l'assujettissant lui-même aux regles dont ils » ont prétendu qu'il était l'auteur. Enfin de leur dieu tout-» puissant ils n'en ont fait qu'un dieu asservi, un dieu fait » à l'image de l'homme, un homme aggrandi. Jettez autour » de vous quelques milliers de grains de froment, vous for-» merez nécessairement des cercles, des triangles, des qua-» drilateres, des isopérimetres, etc.; doit-on en conclure » que vous avez eu l'intention de disposer ces grains de fro-» ment selon les regles de la géométrie? »

1°. Ces raisonnemens ont été mille fois répétés dans tous les livres des athées, mille fois pulvérisés avec la plus grande facilité. Charles Pougens peut-il l'ignorer? Pourquoi donc les reproduire encore sans les appuyer de meilleures preuves, ou sans detruire les réfutations? Dans les deux systêmes opposés, c'est-à-dire, dans celui de la matiere éternelle et nécessaire (ce qui me paraît improbable) et dans celui de la création, (qui me paraît plus admissible) il est également démontré, pour quiconque a les premieres notions métaphysiques, que les lois du mouvement sont nécessairement immuables, et que les mêmes causes physiques doivent produire constamment les mêmes effets; sans quoi il n'y aurait plus d'ordre dans l'univers, et rien ne subsisterait un quart-d'heure. Ce n'est donc point *asservir* Dieu, ni le *circonscrire*, ni l'*assujettir*, que de penser que les lois sur lesquelles il a établi l'harmonie de l'univers sont éternelles comme lui, d'abord parce que les rapports essentiels des êtres devaient être, de toute éternité, dans

Digitized by Google

sa pensée, ensuite parce qu'il n'y a point de *puissance* à pouvoir l'*impossible*, puisque l'*impossible* signifie (dans le langage philosophique que tout homme instruit doit connaître) ce qui implique en soi contradiction. Il est d'une absurdité ridicule de prétendre que *Dieu est asservi*, parce qu'il ne peut pas changer les lois mathématiques, c'est-à-dire, en d'autres termes, parce qu'il ne peut pas faire qu'une chose soit et ne soit pas. Est-il possible qu'il faille encore rebattre ces vérités plus vieilles que le monde? Il n'y a, sans doute, aucune force d'esprit à les concevoir; mais comment s'imagine-t-on qu'il y en ait à les nier? Où est le mérite de nous dire (en d'autres termes (que les hommes ont été *assez imbécilles* pour croire que deux et deux font quatre?

2°. Que les hommes aient eu besoin de l'idée d'un dieu *pour consoler leur faiblesse et leur ignorance*, cela ne prouverait nullement que cette idée fût fausse. Si quelque idée a dû se présenter naturellement aux hommes, c'est que l'ordre de l'univers était l'ouvrage d'un être tout-puissant, d'un être infini. En quoi cette idée est-elle déraisonnable: il est d'autant moins convenable d'en parler avec mépris, que cette opinion a été celle des hommes les plus éclairés de tous les siecles, et qu'elle semble appartenir également à la raison et à l'instinct. Qu'on la combatte, je le conçois et le pardonne; car elle n'est pas rigoureusement démontrée; mais il faut qu'on nous permette aussi de rire un peu de la grande supériorité de ceux qui marquent un si profond dédain pour *la faiblesse et l'ignorance* de Socrate, de Confucius, de Cicéron, de Marc-Aurele, de Newton, de Voltaire, etc. Quand est-ce donc que l'on concevra un peu plus communément qu'on ne fait aujourd'hui, que la convenance du ton, relative aux choses et aux personnes, est une qualité distinctive des bons esprits; que les matieres philosophiques et politiques commandent la réserve et la sévérité; que le ton affirmatif et jactancieux convient parfaitement à un charlatan de place, qui parle à des *imbécilles* et cherche des dupes; mais que quand on écrit pour les hommes instruits, il faut commencer par respecter son lecteur?

3°. Où l'auteur a-t-il pris qu'*en jettant autour de soi quelques milliers de grains de froment*, on *formera nécessairement des cercles*, *des triangles*, etc. C'est précisément ce qui n'arrivera pas. On aura des figures qui approcheront plus ou moins d'un cercle, d'un triangle, etc.? mais on n'aura pas un cercle parfait, un triangle parfait dans des milliers d'années; et quand, par un hasard extrêmement improbable, on en obtiendrait un, que prouverait un résultat unique et borné, si prodigieusement rare dans des suites de siecles? Rien autre chose, si ce n'est que l'hypothèse des jets fortuits est au nombre des mille et une puérilités débitées gravement par les athées. D'abord il est d'une impossibilité absolue que le hasard produise un grand tout parfaitement régulier, (et l'on sait qu'ici la ré-

Digitized by Google

gularité parfaite est essentielle ; les approximations ne sont rien ; le calcul du mouvement des corps célestes en est la preuve ;) car il s'ensuivrait qu'une cause aveugle, un mouvement fortuit non seulement aurait les mêmes effets qu'une cause intelligente, ce qui répugne ; mais cette cause aveugle aurait produit des êtres intelligens, et Montesquieu a bien raison de dire que cette idée est *le comble de l'absurdité*. Ensuite il faudrait nous expliquer comment cet ordre obtenu une fois fortuitement ne se dérange plus, comment les jets fortuits et éternels ont cessé pour faire place à un mouvement régulier, etc. Que de folies ! somme totale, puisqu'il a plu à Charles Pougens de faire encore une très-inutile sortie sur les théistes, avec des armes si usées et si fragiles ; voici en peu de mots ce que le bon sens enseigne à ceux qui ne mettent dans cette question ni orgueil, ni prévention, ni humeur. L'existence d'une cause premiere quelconque, d'un premier être, est extrêmement probable : elle n'est pas démontrée, parce que la démonstration d'un être infini, tel que Dieu, est au-dessus d'un être fini, tel que l'homme : elle est extrêmement probable ; parce qu'on n'a jamais pu détruire et qu'on ne détruira jamais cette preuve positive, tirée de cet argument si simple mais si fort, que l'existence d'un ouvrage où l'intelligence est manifeste, suppose nécessairement l'existence d'un ouvrier intelligent. Les argumens qu'on oppose, les seuls du moins qui soient raisonnables, sont purement négatifs ; c'est 1°. qu'il ne nous est pas plus possible de concevoir la création opérée par un premier être, que de concevoir comment tout existerait par soi : l'un et l'autre est au-dessus de la compréhension humaine : 2°. c'est que le désordre (au moins apparent) de ce petit globe, le mal physique et le mal moral, sont inexplicables pour nous qui ne connaissons qu'une parcelle infiniment petite du grand tout : 3°. c'est que les succès du crime et les malheurs de la vertu sont inconciliables avec la justice du premier être, à moins d'un ordre de choses à venir, hypothèse très-incertaine pour nous, qui ne connaissons qu'une matiere essentiellement corruptible, et qui n'avons aucune espece de certitude qu'il existe autre chose que des corps, et que ce qu'il nous plait d'appeller ame soit distincte de la matiere.

Voilà les objections qui portent, non pas sur l'existence de Dieu, mais sur les conséquences : ces objections prouvent seulement que les conséquences échappent à nos conceptions bornées, mais ne prouvent nullement qu'il n'existe pas un premier être. Il est très-raisonnable d'y croire, (en avouant son ignorance sur le reste) parce qu'il y a une preuve positive qu'on ne peut renverser, et qui est dans les principes de la raison : il est très-déraisonnable de le nier, parce qu'il est contraire à toute logique de nier l'existence d'un Etre infini, sous prétexte que nous ne pouvons expliquer les facultés

Digitized by Google

et ses opérations nécessairement infinies. Enfin il y a cette différence entre l'opinion des Théistes et celle des Athées, que dans la premiere, telle que je viens de l'exposer, il n'y a rien qui implique contradiction, au lieu que dans l'autre, toutes les hypothèses que l'on veut substituer à une cause premiere sont totalement absurdes.

« L'erreur est la sœur aînée de la vérité, mais c'est du » sein des tenebres mêmes que la lumiere doit s'élancer et se » répandre par torrens sur la terre. Un tems viendra où la » philosophie doit enfin éclairer l'Univers. A peine le crépus- » cule commence-t-il à paraître, et déja nous voyons toutes » ces vaines illusions qui jadis obscurcissaient la raison hu- » maine, s'effacer et s'évanouir. La superstition et le fana- » tisme n'osent plus lever leur tête hideuse : tels seront » les effets tardifs de cette raison appréciatrice qui classe éga- » lement et les hommes et les choses, mais qui nous dé- » sabuse aussi de tout, en nous découvrant tristement la va- » leur, c'est-à-dire, le néant de tout. Lorsque la raison de » l'homme sera parvenue à son apogée, c'est alors qu'il con- » cevra et qu'il appréciera son existence. Des siecles s'écou- » leront sans doute avant qu'il parvienne à cette abnégation » salutaire dont la religion ne peut offrir que le perpétuel men- » songe. J'ignore si le monde doit finir, si le néant a pu » exister ; mais un tems viendra où les hommes sentiront » que sur la terre rien ne peut valoir les frais de la vie, si » ce n'est peut-être les ineffables jouissances d'une sensibilité » profonde. »

Il faut l'avouer : c'est-là ce qu'on appelle un véritable amphigouris : ce qu'on apperçoit à travers les nuages, dans cet amas d'expressions ambitieuses et discordantes, c'est qu'il n'y a pas une idée qui naisse d'une autre ; pas une au contraire qui ne contredise ce qui suit ou ce qui précede, et il en résulte un tout absolument dénué de sens. Si *le crépuscule de la philosophie commence à peine à paraître*, comment *voyons-nous déja s'effacer et s'évanouir toutes les ill sions qui obscurcissaient la raison humaine ?* Et que ferait de plus le grand jour ? si *cette raison appréciatrice qui classe les hommes et les choses* ne sert *qu'à montrer le néant de tout*, comment doit-elle *un jour éclairer l'Univers ?* Et quelle étrange *lumiere* qu'une pareille *philosophie !* Quoi ! la *philosophie* consisterait à regarder la liberté, la vérité, la vertu, toutes les jouissances physiques et morales qui peuvent faire le bonheur de l'homme, comme un *néant !* Ce sont bien là, en effet, les sombres déclamations du fanatisme religieux, mais ce ne furent jamais-là les leçons de la *philosophie ; la raison* qui *apprécie* tout, n'apprend point à se dégoûter de tout, parce que tout est borné, mais à jouir de tout avec la mesure marquée par notre nature. *L'apogée* de cette *raison* ne consistera jamais dans une *abnégation salutaire ;* il faut laisser ces expressions insensées aux mystiques.

Digitized by Google

et aux Piétistes. Il n'y a point non plus d'*apogée* qui *apprenne à concevoir notre existence ;* car nous ne *concevrons* jamais comment *nous existons ;* c'est le secret de la nature, et il est clair que l'auteur n'entend pas plus ses expressions qu'il ne peut entendre ses propres idées. Il n'est besoin d'aucune *apogée* pour savoir que c'est la *sensibilité* qui donne du prix à la vie ; il ne faut pas accumuler les siecles, pour découvrir une vérité que la réflexion et l'expérience ont apprise à tous les hommes, des qu'ils ont commencé à faire usage de leur raison ; et qui n'a pas su dans tous les tems que nos sensations et nos sentimens font toute notre existence ? L'auteur, il est vrai, exige (encore avec un *peut-être*) les *ineffables jouissances d'une sensibilité profonde, pour valoir les frais de la vie.* Mais ce mêlange du style précieux et du style emphatique, heureusement ne change rien à un principe connu, et n'établira pas une nouvelle loi dans la nature. Chacun continuera de *jouir* suivant sa portion quelconque de *sensibilité*, sans s'inquiéter si elle est *ineffable*. Je conseille à mon ami Pougens d'en revenir là tout bonnement, et de ne plus se promener dans les siecles à venir, pour y appercevoir, comme des découvertes, les plus creuses et les plus tristes rêveries.

« La métempsicose est de tous les dogmes religieux celui » qui semble le plus favorable à l'établissement d'une bonne » morale et d'une saine philosophie. »

La métempsicose est une des plus ridicules extravagances qu'ait enfantées l'imagination, et ce n'est jamais sur un *dogme* qui appartient à la folie, qu'on peut *établir* ni *morale*, ni *philosophie*.

« Dans un gouvernement républicain, il est permis d'être » un heros ; mais dans un gouvernement monarchique il n'est » permis que d'être un sage. »

On peut dire tout le contraire avec beaucoup plus de vérité ; c'est dans un gouvernement républicain qu'il peut être dangereux d'être *un héros :* il effraie la liberté. C'est dans un gouvernement absolu qu'il est dangereux d'être *un sage :* il effraie le despotisme. Sous Louis XIV, il y eut une foule de héros : tous furent plus ou moins bien traités. Il n'y eut qu'un sage, Catinat : il fut disgracié. Au reste, dans toutes les propositions de ce genre, il faut éviter les énonciations absolues et générales : elles ne rendent point l'idée plus forte, et la rendent moins vraie ; en rappellant nombre d'exceptions.

« Quels sont les fruits de l'expérience ? la révolte et le dégoût. » Oui, pour les têtes ardentes et les mauvais esprits : pour les bons esprits, le fruit de l'expérience, c'est la mesure en tout.

« C'est la vie qui doit consoler de la mort. » On dirait tout aussi bien, que c'est la mort qui doit consoler de la vie ; et l'un et l'autre a été dit cent fois en vers et en prose, sans rien prouver que l'impression du moment dans celui qui écrivait.

Digitized by Google

« La force de l'esprit et la force du caractere sont deux » qualités absolument distinctes, etc. » Tous les moralistes ont fait cette distinction que personne n'ignore ; mais aucun n'a dit que l'*une n'était jamais que le mensonge de l'autre*, car l'expression n'est pas française, et serait fausse dans toutes les langues.

« La peur n'est bien souvent qu'une usurpatrice qui s'arroge » impunément tous les honneurs de la raison. » Je ne comprends pas trop ce que c'est qu'une peur usurpatrice, et je ne me ferai jamais à ce style entortillé ; mais ce que je sais c'est que de toutes les affections de l'ame il n'y en a pas qui soit plus contraire à la raison que la peur. Si l'auteur a voulu dire que la faiblesse s'arroge souvent les honneurs de la prudence, rien n'est plus vrai ; mais ce n'était pas la peine de le dire après tant d'autres, au moins comme *maxime et pensée ;* car il faut observer qu'il est très-permis, qu'il est même nécessaire, dans un sujet quelconque, de se servir des idées communes ; c'est un fond qui appartient à tout le monde, et le mérite n'est que dans la combinaison et les résultats qui sont plus ou moins à l'auteur ; mais quand on se met à écrire des *pensées* et des *maximes*, on s'engage à donner des apperçus nouveaux.

« C'est la nature elle-même qui a établi l'inégalité parmi » les hommes ; celle des forces physiques et morales a déter- » miné l'inégalité des conditions ». C'est une vérité reconnue ; mais dans les circonstances où nous sommes j'aurais voulu qu'un bon citoyen, comme Charles Pougens, ajoutât quelques lignes d'explication pour prévenir les abus que tant de gens sont tentés de faire de ce principe de l'inégalité naturelle. Elle a dû, sans doute, produire originairement l'inégalité des conditions ; mais la raison et la justice ont dû aussi apprendre aux hommes que cette inégalité de moyens physiques et moraux était purement individuelle, et nullement héréditaire ; qu'en conséquence elle ne devait pas former des conditions inégales, c'est-à-dire des classes, des castes habituellement supérieures les unes aux autres, mais seulement une distribution inégale des places, des emplois, des fonctions dans l'état, suivant l'inégalité des moyens physiques et moraux, ensorte que celui qui n'a ni esprit, ni talens, ni connaissances fût subordonné dans l'ordre social à celui qui a tous ces avantages, mais que tous fussent égaux devant la loi, et pussent prétendre aux mêmes places, quand ils auraient les mêmes moyens. Je suis bien sûr que c'est l'opinion de mon ami Pougens, et c'était-là l'occasion de la placer utilement.

« Dès que l'homme connût les arts et l'amour moral, il » cessa d'être libre, et ses besoins factices devinrent ses pre- » miers tyrans ». D'abord l'*amour moral* n'a rien à faire ici, pas plus que les autres passions, à moins qu'il ne s'agisse de

Digitized by Google

liberté morale, et alors l'auteur ne nous disait rien, si ce n'est que les passions ôtent à l'homme sa liberté, et je n'imagine pas que ce soit encore là une pensée ou une maxime. S'il s'agit de la liberté politique, comme le reste du paragraphe le fait présumer, je répete que l'amour n'est là pour rien : il serait superflu de le prouver, puisqu'on sait qu'il y a autant d'*amour moral* chez les peuples libres que chez les peuples esclaves. Quant aux *arts*, c'est le vieux paradoxe de Rousseau : il a été si complettement détruit, qu'il est bien étonnant qu'on y revienne encore.

« La nature n'agit point d'intention, elle n'agit que d'im- » pulsion : si elle avait une volonté, elle cesserait alors d'être » immuable. » Il n'y a pas là un seul mot qui ait du sens. La nature, en langue philosophique, ne peut signifier que l'universalité des êtres. Il n'y a point d'être qui s'appelle nature, et l'auteur n'admet point de cause premiere. Or, que veut dire que l'universalité des êtres n'*agit point d'intention, et n'agit que d'impulsion ?* Et qu'est-ce que cette *impulsion ?* d'où vient-elle ? l'auteur pourrait-il nous le dire ? est-ce une force motrice ? quelle est-elle, et où est-elle ? Il y a long-tems qu'on ne parle plus de qualités occultes ; ensuite, comment l'universalité des êtres n'est-elle *immuable* que parce qu'elle n'a pas de *volonté !* quel inintelligible galimathias ! on voit à chaque ligne que l'auteur ne se rend compte ni de ses idées ni de ses expressions : c'est pourtant le premier pas en philosophie, et la premiere condition pour écrire.

« L'on vit de raison, mais l'on ne vit pas de sentimens. » C'est tout le contraire : on vit de sentimens ; c'est là le fonds de la vie morale de l'homme ; la raison n'est que la regle et la mesure de ces sentimens ; la raison (comme je l'ai dit ailleurs) n'est qu'un guide et non pas un mobile, et il faut pouvoir aller, avant d'être conduit.

« Ce n'est que dans la solitude que l'ame et la pensée « peuvent acquérir de l'énergie. » On a eu raison de le dire et de le redire dans les gouvernemens absolus, où la faiblesse de tous altere ou comprime la force d'un seul ; mais rien n'est plus faux dans les gouvernemens libres où la force d'un seul peut relever la faiblesse des autres, ou s'augmenter de la force de tous.

« Parmi les nations civilisées, il n'y a que l'existence qui » puisse consoler de la vie. »

« Pour être apte au bonheur, il faudrait être laborieux et » point actif. »

« L'espérance n'est qu'une courtisane malade. »

« Il y a beaucoup de gens chez qui l'amour paternel n'est » pour ainsi dire qu'une colonie de leur amour propre. »

Je prie l'auteur de me pardonner, s'il m'est impossible de rien comprendre ni à des pensées ni à un style de cette étrange espece. Jamais la Rochefoucault ni la Bruyere ne se

Digitized by Google

sont piqués d'écrire des énigmes : ils savaient figurer leur langue sans la dénaturer. Si Charles Pougens, parmi tous ses *amis*, n'en a pas trouvé un qui l'avertît de la nécessité d'écrire autrement, ou de ne pas écrire, il a raison de se plaindre de l'amitié, comme il l'a fait dans plusieurs endroits de sa feuille : je souhaite au moins qu'il ne se plaigne pas de ma sincérité.

GRAVURES.

Portrait de P. Manuel, député à la Convention nationale, de forme ovale, gravé au lavis en couleur par P. Malix. Prix, 1 liv. 10 sous ; à Paris, chez l'auteur, rue Christine, n°. 2 ; et chez le citoyen Drouhin, éditeur du magasin encyclopédique, ou journal des sciences, des lettres et des arts ; même adresse. Il faut affranchir le port des lettres et de l'argent.

Portrait de Buffon, de 9 pouces sur 7 $\frac{3}{4}$, et de forme ovale, peint par Garneiey, et gravé au lavis en couleur par P. M. Alix, faisant pendant à celui de Linné, et suite à ceux de Voltaire, J. J. Rousseau, Mably, Montaigne, Mirabeau et Fénélon, gravés par le même.

Ces portraits se vendent à Paris chez le citoyen Drouhin, rue Christine, n°. 2.

Le prix est de 6 liv. pour chacun.

ANNONCES.

Troisième édition des Constitutions des principaux états de l'Europe et des Etats-unis de l'Amérique, par M. Delacroix, professeur de droit public au Lycée. Quatre volumes *in*-8°. ; prix 17 l. broché, et 19 liv. franc de port pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

On trouve dans cet ouvrage, dont les éditions successives ont prouvé le succès, les lumières d'un publiciste et l'ame d'un bon citoyen.

Recueil des divers écrits de Thomas Payne, secrétaire du congrès américain, et membre de la Convention nationale en 1792, sur la politique et la législation, faisant suite aux autres ouvrages du même auteur, intitulés, *les Droits de l'homme* et *le Sens commun*, traduit de l'anglais. Un volume *in*-8°., orné du portrait de Thomas Payne. Prix, 3 liv. 10 sous broché, et 4 liv. franc de port. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

Digitized by Google

On mettra en vente, le 13 mai prochain, la 54eme. livraison de l'Encyclopédie, contenant, 1°. les Mathématiques, tome III, 2me. et dere. partie. Ce demi-volume contient le Dictionnaire des Jeux ; il comprend 90 jeux (1) et 22 planches, tant simples que doubles : on peut se procurer *séparément* ce Dictionnaire des Jeux pour le prix de 12 liv. Il est l'ouvrage de feu Charles de l'académie des sciences, qui a composé le trictrac, les échecs; et du cit. Guyot, un des hommes de Paris les plus instruits dans la métaphysique des jeux.

2°. Le tome II, deuxieme et derniere partie des Beaux Arts (2), hôtel Bouthillier, rue des Poitevins, n°. 13, par feu Watelet et le cit. Levêque de l'académie des inscriptions.

3°. Le tome VI, 1ere. partie de la *Médecine*. Le tome VII est sous presse; l'ouvrage n'aura que neuf volumes, et sera certainement terminé avant un an.

4°. Le tome VII, 1ere. partie de l'Histoire naturelle, contenant les insectes, par les citoyens Olivier, Brongniart, etc.

Nota. Le prix de cette livraison, brochée, est de 28 liv. 6 s.; et en feuilles, de 25 liv. 6 sous.

La Sainte Bible, contenant l'ancien et le nouveau Testament, traduite en français sur la vulgate par M. Lemaître de Sacy. Nouvelle édition, ornée de 300 figures, gravées d'après les dessins de M. Marillier; tome III, dixieme livraison. A Paris, chez Defer de Maisonneuve, libraire, rue du Foin-St.-Jacques, hôtel de la Reine-blanche. n°. 11.

Cette livraison, qui est la troisieme du tome III, est peut-être encore supérieure aux précédentes par la beauté des gravures et le fini de l'exécution. Les sujets, tirés du livre des rois, prêtaient en effet davantage aux talens supérieurs des artistes. La liste des souscripteurs, toujours augmentée à chaque livraison, dit plus en faveur de cette magnifique entreprise que tout ce que nous en pourrions dire.

---

(1) Chaque jeu est terminé par un vocabulaire, et forme par conséquent 90 petits dictionnaires, dont la description de jeu est le mot principal de chacun.

(2) Cette derniere partie des beaux arts est terminée, ainsi que tous les autres dictionnaires de l'Encyclopédie actuellement complets, par une table de lecture qui forme de ce dictionnaire un traité de sciences.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 19 avril 1793.

S'il faut en croire les dernieres lettres de Stockholm, le jeune roi doit aller passer une partie de l'été dans la Finlande. Son oncle a la double intention de lui faire voir de bonne heure ses états, et de détruire les bruits absurdes qu'on a fait courir sur la santé du jeune prince. Il en est un d'un autre genre, qui ne paraît pas plus vraisemblable aux gens sensés; c'est le mariage du fils de Gustave avec une petite fille de Catherine II. Cependant on ne peut se dissimuler que la Russie commence à influencer fortement la Suede, du moins par rapport à la France. Elle ne lui cede quelque chose que pour en obtenir davantage. Le colonel de Steding, frere de l'ambassadeur Suédois à Pétersbourg, est parti depuis peu de Stockholm pour cette ville; il y porte, dit-on, la résolution de sa cour de coopérer avec la Russie, et de joindre, dans le cours du printems prochain, à la flotte russe, forte de 25 vaisseaux, une escadre de 7 vaisseaux de ligne et de 13 frégates, commandée par le vice-amiral Wachtmeister, très-habile marin qui se distingua singulierement, il y a quatre ans, dans la guerre contre les Russes par lesquels il eut pourtant le malheur d'être fait prisonnier au combat naval de Hogland.

Les mêmes efforts se font auprès du Danemarck pour l'entraîner dans la ligue des rois. Voici ce qu'on mande de Copenhague : le ministre britannique près de notre cour reçut, le 8 de ce mois, un courier de Londres avec des dépêches, dont l'objet est, à ce qu'on assure, de lui prescrire des instructions pour agir de concert avec les ministres de l'empereur, de Russie et de Prusse, en demandant au gouvernement danois la suspension de toutes liaisons de commerce et de navigation avec la nation française, et en le pressant de concourir, du moins par cette mesure, aux dispositions générales des puissances de l'Europe contre la nouvelle République. Il serait possible que le Danemarck abandonnât en effet la neutralité, s'il est vrai, comme on s'en plaint, que plusieurs de ses navires ont été interceptés par des corsaires français.

La maison Pechier avait suspendu ses paiemens; elle paraissait prête à faire une banqueroute complette comme celle de

Digitized by Google

Tepper. Mais on assure qu'il va lui arriver de grosses remises de Pétersbourg, au moyen desquelles son crédit se relevera.

C'en est absolument fait de la Pologne. La Prusse lui enleve tout ce qui, à l'exception de la Masovie, lui restait des palatinats de la Grande-Pologne; elle lui arrache même un district de la Petite-Pologne, celui de Czenstochow; d'un autre côté, la Russie s'empare, non-seulement de ce que la Lithuanie possédait au-delà du 45e. degré de latitude inclusivement, mais encore de la majeure partie de la Wolhinie, de tout le palatinat de Podolie, de celui de Braclaw et de celui de Kiovie. La nouvelle ligne de démarcation doit se tirer de Druya sur la rive gauche de la Dwina, et prenant par Nieszwic, Sluck, Narock, aller atteindre la frontiere de la Gallicie qu'elle longera ensuite jusqu'au Dniester. De cette maniere toute communication immédiate avec l'empire ottoman nous sera absolument ôtée. Plus d'espérance d'aucun côté, pas même de celui de la Turquie. Son intérêt lui faisait un devoir de nous garantir d'un démembrement, que les puissances copartageantes répéteront peut-être un jour sur ses riches provinces. Nous nous étions flattés que les grands préparatifs de guerre dont on parlait étaient dirigés contre la Russie. Nous nous serions montrés dignes d'être aidés en nous aidant nous-mêmes, et nous aurions rendu un jour à la Porte les secours qu'elle nous aurait prêtés dans cette occasion. Mais nous avons aujourd'hui des avis qui ne nous permettent plus de douter de la fausseté des bruits que l'on répandait à ce sujet.

C'est ainsi que s'exprime une lettre de Nimirow du 3 avril; des lettres de Varsovie, du 12, disent que la confédération de Grodno s'est permis de nommer déja les commissions de la guerre et du trésor, sans attendre l'ouverture de la diete. Les tardifs regrets de Félix Potocki et de son parti ne répareront jamais les maux causés par leur opiniâtreté à se refuser à la constitution de 1791. Bien des gens croient que Stanislas, à qui les Russes conservent encore le nom de roi, parce qu'ils ont besoin de sa signature, ne reverra jamais sa capitale. Il ne voulait pas, dit-on, souscrire à ce partage presque total, avant de la quitter. Il a dit au magistrat de cette ville, que si l'entrée des troupes prussiennes semblait lui donner de l'inquiétude, les troupes russes amies et alliées qui restaient devaient le rassurer. On ne sait comment appeler les honneurs faits par le militaire russe à Stanislas, lors de son départ; ils ont été tels qu'on les rend à l'impératrice elle-même dans les jours du plus grand appareil. — A cette occasion, les officiers russes ont été avancés d'un grade, et les soldats ont reçu deux florins de gratification.

On apprend de Pétersbourg que l'impératrice, qui vient de se mettre en état de faire des largesses, donne à M. d'Artois 15,000 roubles par semaine. (Cette somme, évaluée au plus bas, fait au moins 45,000 liv. tournois.) On ajoute que ce

Digitized by Google

pensionnaire avait déja trouvé à Mittau un présent de dix mille ducats, pour le mettre en état de figurer à la cour de sa bienfaitrice.

Le comte Branicki, grand-général de la couronne de Pologne, est mort à Pétersbourg à la suite d'une attaque d'apoplexie. Ce Polonais, époux de la niece du feu prince Potemkin, était un de ces lâches confédérés qui trahirent leur patrie à Targowitz.

De Francfort-sur-le-Mein, le 28 avril.

Nous trouvons les nouvelles suivantes dans plusieurs lettres de Vienne, assez d'accord entr'elles.

L'empereur a donné, le 7 de ce mois, une fête très-brillante aux élus des bourgeois de la capitale. Le Bourguemestre-régent a reçu de sa main le riche bocal, dans lequel le prince a bu à la santé de ses loyaux sujets. Ce vase porte le buste de l'empereur en bas relief, et on lit l'inscription suivante dans l'intérieur du couvercle : *Francois II voue ce bocal à ses chers bourgeois en mémoire éternelle de l'amour particulier pour lui de toutes les corporations bourgeoises, maîtres et compagnons de Vienne, et en témoignage de son attachement réciproque et de sa reconnaissance*, 1793. — Les bourgeois ont dîné ensuite à une table de 242 couverts. L'empereur et toute sa famille ont paru à ce dîner.

Quelques jours après, la naissance d'un prince a encore ajouté au ravissement des bons bourgeois de Vienne; ils sont dans l'ivresse, dans le délire de la joie. L'enfant, né le 19, a été baptisé le lendemain par l'évêque Bathiany, au bruit d'une triple décharge de canons. Il se nomme Ferdinand-Charles-Léopold-Joseph. Les états de Hongrie ont déja fait remettre à l'impératrice, par l'archevêque Palatin, un présent de cinquante mille ducats. Tous les spectacles ont donné *gratis*, et la ville a été illuminée. — Le 14 avril, les états de Moravie, ayant à leur tête l'archevêque d'Olmutz, avaient présenté à l'empereur 50,000 ducats en or dans un coffret, sur lequel on lisoit cette inscription : *Très-haut seigneur, les états de Moravie te donnent ce secours pour t'aider à défendre ton empire.* Ceux de Bohême ont aussi donné 300,000 florins.

Le don patriotique que l'empereur a fait de sa vaisselle, excepté celle d'or, dont il croit ne pouvoir disposer, la regardant comme un *fidei-commis* de famille, a produit l'effet qu'on en attendait. Le maréchal Lascy a fait aussi présent de 40,000 florins et de son traitement pendant toute la guerre. La comtesse Kossakowska a donné 100,000 mesures de denrées diverses. Plusieurs princes, ceux de Schwarzemberg, de Lichstenstein, de Starohost, abandonnent la moitié de leurs revenus pour les frais de la guerre. Les employés dans la régence de la Basse-Autriche ont aussi fait un don de 5,000 florins.

Digitized by Google

On espere que toutes ces sommes, jointes au produit d'un emprunt ouvert à Milan, suffiront pour un plan de campagne beaucoup plus vaste que le premier arrêté à Francfort, et qui se bornait à faire évacuer aux Français leurs conquêtes; en conséquence, le colonel Fischer, adjudant du prince Cobourg, lui porte de nouvelles instructions, et les plans des principales forteresses françaises qu'on gardait dans les archives du conseil aulique des guerres. Cet officier est parti dans la matinée du 14. La garnison de Vienne ne va pas tarder à le suivre; 1200 recrues, arrivées de Gallicie, seront aussi bientôt incorporées dans les regimens. 70 chariots, chargés de canons, de bombes, de boulets et de poudre se sont mis en route le 15 pour l'armée du Rhin, à laquelle on avait déja envoyé, le 8, 24 pieces de 18.

Plusieurs comtés de la Franconie, de la Wetteravie et de la Westphalie et nommément les suivans ont fourni leur contingent en numéraire, savoir: Solms-Braunsfels, Witgenstein, Ortenbourg, Ingelfingen, Oehringen, Kirchberg, Langenbourg, Limbourg-Gaildorf et Lippe-Detmold.

Des lettres de Berlin en date du 18 annoncent la retraite du duc Frédéric de Brunswick-Oels. Le délabrement de sa santé le force de quitter le commandement de l'armée Prussienne combinée avec celle du prince Cobourg; c'est le lieutenant-général de Knobelsdorf qui le remplace. Cet officier a donné lui-même la relation suivante des opérations du corps d'armée à ses ordres.

« Le 4 avril, l'armée prussienne quitta Anvers et ses environs, pour s'avancer vers les frontieres de France par les routes de Malines, Hendermonde et Oudenarde. Le 12 après-midi, les Prussiens entrerent dans la Flandre française, et s'avancerent entre Menin et le camp de Maulde, que le lieutenant-général de Knobelsdorf fit sur-le-champ occuper par plusieurs bataillons d'infanterie et quelques escadrons de cavalerie. Plusieurs endroits où les Prussiens devaient prendre leurs quartiers, étaient encore occupés par l'ennemi; ce qui donna lieu à quelques affaires entre les avant-postes, dans lesquelles les Français perdirent 3 officiers et 25 soldats qui resterent sur la place; un officier et 15 soldats furent faits prisonniers, et on leur enleva un canon et 51 chevaux. En attendant, les impériaux entourent Condé, qui ne peut tarder à se rendre vu la disette qui y regne déja. Le corps d'armée prussien marchera au premier jour sur Tournay, pour camper devant cette ville. Les troupes anglaises forment en ce moment une chaîne depuis Ostende jusqu'à Menin. On ne sait point encore à combien se monte la garnison de Lille; mais selon tous les indices, elle paraît être assez nombreuse. On apprend que le prince de Cobourg trouve beaucoup de résistance à Condé; son quartier-général est actuellement à Quiévrain, et son armée campe en ce moment près d'En-

Digitized by Google

guein. Valenciennes est investi. Si on parvient à s'emparer de cette place importante, Condé doit tomber de soi-même.

Quelques jours avant que le duc de Brunswick quittât le commandement, le lieutenant-général de Schœnfeld lui avait fait passer sa relation particuliere de l'affaire de Cassel. La voici :

« J'envoie à votre excellence le major de Sheel, pour l'informer de l'avantage que les armées alliées ont remporté dans une sortie faite par les Français de Cassel le 11 avril : suivant le rapport des déserteurs de cette nation, qui nous arrivent en assez grand nombre, l'ennemi a fait sa sortie sur 3 colonnes, qui ensemble pouvaient former 12,000 hommes ; sa principale attaque a été contre Korhteim et contre la redoute de Morbach ; il a réussi à surprendre des avant-postes composés de chasseurs Hessois, et à les mettre en déroute ; il a ensuite voulu enclouer tout ce qu'il a trouvé d'artillerie : le retour des Hessois ne lui a pas permis d'achever cette opération ; un canon et un obus ont seulement été encloués ; l'ennemi a perdu à son tour un canon, et s'est retiré avec précipitation.

Le poste de Riberich a été attaqué avec plus de vivacité ; le major Spittnass l'a défendu avec beaucoup de bravoure, avec deux compagnies de chasseurs à pied ; l'ennemi a laissé plus de 60 hommes sur la place, et s'est retiré en désordre : dans le même tems, une autre colonne de 4000 hommes s'est portée sur Kostheim ; nos avant-postes se sont repliés ; l'ennemi s'est avancé avec quatre canons jusques dans ce village, s'en est rendu maître, et l'a eu en sa possession environ une demi-heure. Je détachai le général Wittinghosen avec deux bataillons, pour fondre sur le centre de l'ennemi, entreprise qu'il fit avec succès sous la protection de mes batteries. Je regrette que sa majesté ait perdu dans cette action le brave lieutenant de Boistell, du régiment de Crousac, et 5 ou 6 braves gens.

Le lieutenant-général de Lindt, commandant les troupes Saxonnes, m'envoya, aussi vîte qu'il fût possible, un corps de Hessois composé de trois bataillons d'infanterie et de deux escadrons de cavalerie : à l'aide de ce secours, je parvins à repousser totalement l'ennemi : sa fuite a été précipitée et en désordre ; il a laissé 200 hommes sur la place, outre un grand nombre de blessés et de prisonniers : notre perte n'est en tout que de 20 hommes. »

Frédéric-Guillaume marie le prince royal de Prusse et le prince Louis son frere avec les deux filles du duc de Mecklenbourg-Strelitz. En conséquence la famille ducale de Deux-Ponts est partie le 24 pour assister aux fiançailles.

Les dernieres lettres de Vienne portent qu'on voit arriver tous les jours des couriers de l'armée du prince de Cobourg, ou de Londres, ou de la Haye, ou de la part de S. M. Prussienne. Cela donne lieu à des conférences auxquelles les ministres des puissances alliées sont souvent appellés. — Elles

Digitized by Google

ajoutent que le feld-maréchal-lieutenant de Zehntner est parti pour Naples, où il doit prendre le commandement des troupes de S. M. le roi des Deux-Siciles.

Mayence ayant refusé de se rendre à la sommation du général Kalkreuth, le bombardement de cette ville a commencé le 15, quoique le bruit eût couru que l'électeur avait prié d'épargner non les hommes mais les édifices de cette ville : les assiégeans avaient besoin du village de Weisseneau pour les opérations du siége ; voyant qu'ils ne pouvaient en déloger les Français, ils y ont mis le feu.

Dumourier a été mal reçu à Stoutgard ; on le croyait passé en Saxe ; mais on a appris depuis qu'il est à Bâle où il essaye de soulever les cantons Suisses contre la France.

Les puissances coalisées ont changé d'avis au sujet de l'armée des émigrés, commandée par le ci-devant prince de Condé : elle sera cantonnée séparément, et voici les trois postes qu'elle occupera dans le palatinat, Mutterstatt, Schifrestatt, Oggersheim, de sorte que d'un côté, vers Mayence, elle est observée par les Prussiens, et de l'autre vers Landau par les Impériaux.

Nous apprenons que le général Karaiczai a pris possession de Cracovie où est au moment de le faire ; il nous est aussi parvenu copie de la déclaration de Catherine II sur le nouveau démembrement de la Pologne. On ne sait pas encore quel est le lot que l'Autriche se réserve ; mais elle ne s'oubliera sûrement pas.

Provinces-Unies et Belgique.

Les Etats-Généraux ont répondu à la note du 5 avril de mylord Auckland et du comte de Starhemberg : cette piece porte en substance qu'ils ne permettront point que les *régicides* trouvent un asyle sur le territoire de la République ; ils demandent de leur côté qu'on punisse, *d'après toute la sévérité des lois*, ceux qui ont signé des proclamations et des manifestes contre le gouvernement Hollandais. Une partie de l'hôtel-de-ville de Maëstricht, percé de bombes et de boulets, lors du siége, vient d'écrouler ; on travaille à force à le réparer, ainsi que les maisons endommagées par le même bombardement. — Les magistrats de cette ville ayant fait examiner et toucher, par des gens de l'art, les nouveaux écus français que l'on refusait de recevoir en payement, ont fait une proclamation qui leur donne cours sur le même pied que les anciens écus de Louis XV et de Louis XVI, parce qu'ils ont été trouvés de la même valeur intrinseque et du même poids.

Les lettres de la Haye du 25 annoncent le départ d'une partie de l'armee hollandaise campée près de Bréda pour la Flandre autrichienne. La premiere division, qui s'est mise en marche le 20, est composée des corps suivans :

Deux escadrons des gardes à cheval, deux de Hesse-Philipstat,

Digitized by Google

lipstat, et un de Van der Duin-s'Gravenmoer ; un escadron de gardes dragons, deux de Byland et deux escadrons de hussards ; un bataillon d'infanterie d'Orange-Gueldre, un de Nassau-Usingen, un de Baden, un du premier régiment de Waldeck, un de Bedaulx, un de Dopff, un de Welderen, un de Wartensleben, un de Randwiyk; un de Quadt, et deux de Gunloens Suisses, ainsi qu'un corps d'artillerie. C'est le prince Frédéric d'Orange qui commande cette premiere division ; tout le corps d'armée sera sous les ordres de son frere, fils aîné du Stadthouder.

D'autres lettres de Bois-le-Duc du 22, disent que l'électeur de Cologne a loué deux régimens d'infanterie à la Hollande : à peine arrivés, le général Sandwyk les a passés en revue, et ils sont partis le lendemain même pour l'armée que doit rejoindre aussi le régiment de Hirzel en garnison dans cette ville, de sorte qu'il n'y restera plus qu'une partie des troupes de Mécklenbourg.

Le chevalier de Kinsbergen, vice-amiral de la Hollande, est de retour de la Haye depuis le 16; il se loue beaucoup des officiers, soldats et matelots qu'il commande.

Lorsque toutes les troupes que la République fait marcher vers la frontiere du Brabant autrichien seront rassemblés à ce camp de réunion, elles formeront un ensemble de 25,000 hommes, et se porteront sur Tournay, où, conjointement avec les Prussiens, elles épauleront la droite de l'armée du prince de Cobourg. On croit que les Anglais, dont nous voyons encore arriver des détachemens plus ou moins forts, agiront dans un autre sens dès qu'ils y auront été joints par les Hanovriens.

Le prince de Cobourg a fait publier, au nom de l'empereur, une ordonnance relative au séjour des Français et autres étrangers dans les Pays-Bas ; elle équivaut presqu'à un bannissement, tant les conditions qu'elle impose sont rigoureuses. L'empereur a depuis conféré, par des lettres-patentes, le gouvernement de la Belgique au jeune archiduc Charles, et le maréchal de Cobourg a prorogé jusqu'au mois d'octobre l'amnistie en faveur des déserteurs. On a supposé que tout était fini ; en conséquence, il a été célébré le 21 à Bruxelles, dans l'Eglise de Candenberg, une messe en action de graces de la réunion de tous les partis qui depuis six ans divisaient les habitans de ces provinces. Le comte de Metternich, le conseil de Brabant, la magistrature et les doyens y ont assisté. Le soir, il y a eu une illumination dans toute la ville. Il s'en faut néanmoins que tout soit pacifié, si l'on peut s'en rapporter à une lettre de Gand du 24 avril. « Le parti de Gand, qu'on appelle du Pont-neuf, n'est pas défrancisé, tant s'en faut. Hier, un boucher a été jetté à l'eau pour avoir prêché le royalisme dans ce quartier. Le peuple des campagnes réfléchit que les barrieres étaient brisées sous les Français, et qu'elles sont rétablies, *indè iræ.* »

Digitized by Google

ESPAGNE. *De Madrid, le 17 avril.*

La cédule royale, concernant la déclaration de guerre contre la France a été expédiée le 23 mars à Aranjuez. Sa majesté catholique y reproche à ses ennemis des principes *d'impiété, de désordre et d'anarchie.* Son principal grief est la mort de Louis. Elle accuse le ministere français de *la plus insigne mauvaise foi*, une recommandation et une interposition si fortement exprimés au même-tems de la remise de ses deux notes devant supposer une liaison tacite et si intime qu'elle faisait connaître qu'on ne pouvait traiter l'une en écartant l'autre; elle ajoute qu'il ne continuait les négociations que pour outrager son honneur et celui de ses sujets; elle se plaint de la prise d'un navire Espagnol sur les côtes de Catalogne en même-tems que le chargé des affaires de France demandait des passe-ports qui lui furent expédiés, etc.

Le duc de Frias et Unda exempte de redevances dans ses domaines, pour 5 ans, les parens des enrôlés, et pour 10 ans s'ils périssent. — On dit que la cour de Portugal, de laquelle on attend des munitions et de l'argent, se propose aussi d'envoyer 20,000 hommes pour renforcer les armées Espagnoles. La Biscaye en leve une considérable. L'archevêque de Tolede a offert un million, l'archevêque et le chapitre de Séville un autre million, et le commerce de Cadix autant.

On continue de pousser avec beaucoup d'activité les préparatifs de la guerre contre les Français. La reine et toutes les dames de la cour consacrent plusieurs heures à faire de la charpie pour les blessés. On imagine bien que tous les domestiques employés dans le palais ne manquent pas non plus d'effiler du linge, et tâchent de se faire remarquer dans cette occupation. — La flotte Espagnole reunie à Carthagène est forte de 27 vaisseaux; savoir: un de 115 canons, trois de 112, un de 94, deux de 90, deux de 80, dix-sept de 74, et un de 64. — On travaille aussi à mettre les forces de terre sur un pied respectable: Figueroas, ville frontiere, verra incessamment 40,000 hommes campés sous ses murs ou employés à sa garnison, et l'on y employe beaucoup de munitions de guerre. Don Charles de Sangro a été nommé au généralat d'observation en Arragon, et don Antoine Riccardos à celui de la Catalogne. Les volontaires de cette derniere province se sont déja présentés devant la place Française de Bellegarde qui, à leur approche, a fermé ses portes. Les volontaires ont élevé une batterie de 15 canons sur une montagne qui commande Bellegarde et attendent pour tirer dessus que l'ordre leur en soit donné.

Le ministse de la guerre vient d'envoyer au général Caro, qui commande dans la Biscaye et dans la Navarre, un détachement de moines de Saint-Jean-de-Dieu, pour faire les fonctions

Digitized by Google

d'officiers de santé dans son armée, qui en est presque entièrement dépourvue.

Le lord St. Helen's est habituellement en conférence avec les ministres, qui ne pressent pas assez les opérations militaires au gré de sa cour. Il paraît decidé que celle de Portugal y prendra part : elle a renvoyé M. d'Arbaud, chargé d'affaires de France.

Les vaisseaux espagnols interceptent tous les bâtimens sous pavillon français ; ils en ont pris récemment plusieurs dont les cargaisons étaient plus ou moins importantes. Mais il faut avouer que les armateurs Français en font autant; témoin un vaisseau venant des Philippines et ayant de l'argent à bord, qui est devenu la proie de leurs corsaires.

ITALIE.

On mande de Milan que la chambre aulique de Vienne a chargé le mont Sainte-Thérese d'y ouvrir, pour le compte de l'empereur, un emprunt d'un million de florins à 4 et demi pour cent.

Des lettres de Livourne, du 26 mars, disent qu'en se retirant des eaux de la Sardaigne, les Français ont été obligés de mettre le feu au *Léopard*, de 80 canons, qu'ils n'avaient pu dégager des sables de la côte. — Les Sardes ont aussi pris les isles de Saint-Pierre et d'Antioche avec leurs garnisons.

Des lettres de Gênes, du 23 avril, s'expriment ainsi relativement aux opérations du roi de Sardaigne : parmi les nouvelles que nous recevons de différens endroits, et que nous rendons telles qu'on nous les donne, il y en a une venant de Nice, et portant que le général Biron, à la réception des dépêches apportées par un courier, a fait embarquer pour ce port une quantité considérable de canons, et s'est ensuite porté sur Sospello à la tête d'un grand corps de troupes. — D'autres lettres nous apprennent que le général baron de Wins a rassemblé, dans le voisinage de Soourgues, une armée de 22,000 hommes Autrichiens et Sardes, avec la bonne intention de se mesurer avec les Français ; mais qu'il ne tentera l'entreprise que quand il aura reçu avis de l'apparution des escadres anglaise et espagnole dans les parages du comté. On dirait que les habitans de Nice partisans des Français craignent quelques revers ; ils ont commencé à mettre leurs effets en sûreté en les envoyant à Marseille. — Suivant des lettres de Turin, du 16 avril, le roi multiplie les emprunts pour faire face aux frais de la guerre ; il donne aussi de l'extension aux impôts. Celui de la taille vient d'être surchargé d'un tiers ; et dans chacune des villes principales, on a établi des tontines et des créations de viager à titre onéreux. On ne se propose pourtant pas moins que de reprendre le comté de Nice et de poursuivre les Français jusques sur leur territoire. Ces grandes opérations qu'on attend du général baron de Wins, qui com-

Digitized by Google

mande à Saourgues, et du comte de Saint-André posté près de Sospello, commenceront dès que la fonte des neiges aura rendu praticable le passage du col de Tende : on assure que les milices provinciales, portées au complet, montent à 80,000 hommes. On compte aussi beaucoup sur les secours de la flotte anglaise. Celle de Carthagène, commandée par Don Borra, ira devant Toulon.

ANGLETERRE. *De Londres, le 2 mai.*

Voici la liste des vaisseaux partis le 15 avril sous les ordres du vice-amiral Cosby, pour la Méditerranée : *Windsor-Castle*, vaisseau amiral, et *Princesse-royale*, 98 canons ; *Alcide*, *Illustrious* et *Vengeance*, 74 ; *Latona*, *Flora* et l'*Inconstant*, 36.

Le duc d'Yorck nommé général doit attaquer incessamment Dunkerque, par terre et par mer, avec des forces assez considérables. Le gouvernement a aussi frété des bâtimens pour effectuer le transport de 2300 hommes de cavalerie ; mais on ne sait pas encore quelle est leur destination.

Le 12 avril les 3 pour 100 consolidés se sont relevés à 79 un quart ; et il a été fait à la bourse pour un million sterling d'affaires. La surveille, la chambre des communes avait accordé au roi la somme de 1,500,000 liv. sterling pour les frais de la guerre, et le même jour lord Grenville lui avait fait voter une adresse dans la chambre haute, malgré l'opposition des lords Stanhope et Lauderdale. — Le 12 la chambre des pairs a repris, en qualité de tribunal, l'interminable procès de M. Hastings, qui s'est justifié de l'imputation de la mort d'Ali-Cawn. L'affaire a été renvoyée au 18.

La note adressée le 5 par le lord Auckland et le comte de Starhemberg à L. H. P. a donné lieu à de vives discussions dans les deux chambres à plusieurs reprises. Le parti antiministériel a répété plusieurs fois qu'il aurait fallu se contenter d'avoir sauvé la Hollande et ne point prendre le ton insolent que l'ambassadeur de la Grande-Bretagne se permet contre la nouvelle République qui vengerait sur les détenus au Temple les membres de la Convention livrés par Dumourier, en cas qu'on osât attenter à leurs jours. — Le 15, on a fait à la chambre des Pairs la seconde lecture du bill de correspondance illicite expliqué par lord Grenville ; il a été vivement attaqué et défendu. La discussion reprise le lendemain n'a pu se terminer encore. — Il s'en est élevé une très-vive entre MM. Shéridan et Pitt, dans la chambre des communes, au sujet de lord Auckland, que le premier voulait faire révoquer comme ayant abusé de ses pouvoirs dans la note du 5 avril. — Le 19, le chancelier de l'échiquier a promis à la chambre de lui soumettre tous les documens susceptibles d'être montrés, même les papiers ministériels relatifs à la mort de Louis XVI. On s'est borné à demander communication de la note du 5 avril, et des renseignemens sur l'autorisation qu'avait pu avoir le lord Auckland.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE DELMAS.

Séance du mardi, 30 avril.

De toutes parts, on adressait à la Convention des réclamations sur la sûreté du commerce et des convois. Bréard a recueilli aujourd'hui des témoignages de satisfaction de l'Assemblée, en annonçant au nom du comité de salut public, que de gros convois de bâtimens de commerce sont entrés dernierement dans nos ports; que d'autres en sont sortis bien escortés; qu'un nombre assez considérable de frégates et de bâtimens légers sont en croisiere près de nos côtes; et qu'enfin les armemens s'avançaient avec activité dans le port de Brest et dans celui de Toulon.

A ce rapport, ont succédé des nouvelles non moins satisfaisantes des départemens du midi. Les troupes de Pézenas étaient sur le point de partir pour Béziers, mais un courier leur a apporté le contre-ordre, parce qu'il y a plus d'hommes qu'il n'en faut pour repousser les Espagnols; leur intention était de s'emparer du port-Vendre; ils ont été arrêtés dans leur marche par le régiment de Champagne et un bataillon de Nantais, qui les ont battus et leur ont pris deux pieces de canon.

Le nombre de soldats qui se présentent pour défendre nos frontieres méridionales, est tel que si l'on n'eût contenu le zele de ces braves gens, nous aurions eu en moins de quinze jours, une armée de 40 mille hommes.

D'après un rapport fait par Poultier, au nom du comité de la guerre, la Convention nationale a décrété que toutes les femmes inutiles au service des armées, en seraient congédiées. L'abus, à cet égard, était à son comble. A la retraite de la Belgique, les femmes formaient une seconde armée. Mais le mal ne venait pas du soldat; Dumourier leur donnait l'exemple. Il traînait à sa suite des maîtresses, des chanteuses, des danseuses, des comédiennes et son état major ressemblait plus au harem d'un grand-visir qu'au quartier général d'un soldat républicain.

La rigueur de la discipline militaire est la garantie de la liberté comme de la victoire. Le général Custines mande à la Convention qu'il a fait fusiller trois soldats qui, violant lâchement l'hospitalité, avaient exercé des violences et s'étaient livrés à des pillages. Cet exemple est terrible, dit ce général, mais il était nécessaire, et toute l'armée y a applaudi.

Digitized by Google

L'ordre du jour était la discussion sur les subsistances, plusieurs projets de règlement ont été lus. Bentabole, pour épargner le tems, a pensé qu'il fallait être d'accord sur les principes, et la première question qu'il a posée, est celle-ci : *y aura-t-il, ou non, une taxe sur les grains ? Phélippeaux* a demandé la même chose en d'autres termes : *y aura-t-il un* maximum *au-delà duquel les fermiers et les propriétaires ne pourront vendre leurs grains ?*

Ducos a soutenu la négative. Il défendait les intérêts du peuple autant que ceux des cultivateurs : il faisait remarquer que ce *maximum*, une fois déterminé par la loi, les fermiers et les marchands refusaient de vendre à un prix inférieur à la fixation, qui porterait sans doute sur le plus haut prix actuel des marchés et sur la plus belle qualité de grains ; en sorte que loin de soulager le peuple, on lui imposait l'obligation de payer les bleds et les farines de qualité inférieure à un taux fort au-dessus de ce qu'elles coûtent en ce moment.

Ducos disait encore que si la fixation du prix des grains n'était pas en proportion avec la cherté des autres comestibles, avec les avances de la culture, avec le salaire des manouvriers, le laboureur cesserait de labourer, les terres resteraient en friche, et le peuple mourrait de faim... Tout à-coup des huées parties d'une des tribunes ont étouffé la voix de l'orateur. La Convention presque toute entière s'est soulevée, en demandant la répression de ces interrupteurs scandaleux. Guadet proposait à l'Assemblée de transférer ses séances à Versailles. Un autre membre voulait qu'elle partît à l'instant même. Après une vive agitation, la Convention, revenant à des avis plus doux, allait décréter de faire vuider la tribune, d'où les murmures étaient partis ; mais les citoyens qui la composaient ont prévenu le décret, et se sont retirés, non sans laisser éclater de violens mouvemens d'humeur.

Ducos a repris alors son opinion. Il a prouvé que la trop grande quantité des assignats en circulation était la seule cause réelle et nécessaire de la cherté de tous les comestibles, et a conclu à la priorité pour la discussion du projet de décret sur les moyens de diminuer la masse des assignats circulans.

La séance s'est terminée par un rapport du comité de salut public sur la nécessité de régler, par une loi précise, les pouvoirs des commissaires de la Convention envoyés hors de son sein, et de rappeller tous ceux qui n'ont point de mission auprès des armées. Après quelques débats, le projet du comité a été adopté. Nous en donnerons ici les principales dispositions.

« Tous les pouvoirs délégués par la Convention aux commissaires qu'elle a nommés pour se rendre dans les départemens pour le recrutement, près les armées, sur les frontieres, etc, sont révoqués. Tous les députés qui sont en commission, excepté ceux ci-après nommés, reviendront de suite dans le sein de l'Assemblée. »

Digitized by Google

« Les forces de la République seront réparties en onze armées, qui seront disposées, sauf les mouvemens qui pourront avoir lieu, ainsi qu'il suit : »

« L'armée du Nord, sur la frontiere et dans les places ou forts, depuis Dunkerque jusqu'à Maubeuge inclusivement. L'armée des Ardennes, depuis Maubeuge jusqu'à Longwy. L'armée de la Moselle, depuis Longwy jusqu'à Bitche. L'armée du Rhin, depuis Bitche jusqu'à Porentrui. L'armée des Alpes, dans le département de l'Ain, jusqu'au département du Var. L'armée d'Italie, dans le département des Alpes maritimes, jusqu'à l'embouchure du Rhône. L'armée des Pyrénées orientales, depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à la rive droite de la Garonne. L'armée des Pyrénées occidentales, dans toute la partie du territoire de la République sur la rive gauche de la Garonne. L'armée des côtes de la Rochelle, depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à l'embouchure de la Loire. L'armée des côtes de Brest, depuis l'embouchure de la Loire, jusqu'à Saint-Malo. L'armée des côtes de Cherbourg, depuis Saint-Malo jusqu'à Lanthie. Il y aura deux armées de réserve de l'intérieur. »

« Les commissaires de la Convention auprès des armées, porteront le titre de représentans du peuple. Ils exerceront la surveillance la plus active sur les opérations des agens du conseil exécutif. Ils pourront suspendre les agens civils et les agens militaires, et en commettre provisoirement. Ils feront faire des revues de toutes les armées et flottes de la République. Ils prendront toutes les mesures pour découvrir, faire arrêter les généraux et tout militaire, agent civil et autres citoyens qui auraient aidé, favorisé ou conseillé un complot contre la liberté et la sûreté de la République, ou qui auraient machiné la désorganisation des armées et flottes et dilapidé les fonds publics. »

« Les représentans du peuple, envoyés près les armées, sont investis de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées. Ils seront renouvellés par moitié chaque mois. »

La Convention nationale nomme pour représentans près l'armée du Nord, les citoyens Gasparin ; Duhem, Delbret, Carnot, Lesage-Senaux, Courtois, Cochon, Léquinio, Salengros, Bellegarde, Duquesnoy et Cavagnac.

Près l'armée des Ardennes, les citoyens Delaporte, Hentz, Deville et Milhaud.

Près l'armée de la Moselle, les citoyens Soubrany, Maribault-Montaut, Maignet et Levasseur (de la Meurthe).

Près de l'armée du Rhin, les citoyens Rewbel, Merlin (de Thionville), Hauffman, Ruamps, Pflieger, Duroy, Louis, Laurent, Riter et Ferry.

Près l'armée des Alpes, les citoyens Albite, Gauthier, Nioche et Dubois-Crancé.

Digitized by Google

Près l'armée d'Italie, les citoyens Barras, Beauvais (de Paris), Despinassy et Pierre Bayle.

Près l'armée des Pyrénées orientales, les citoyens Fabre (du département de l'Hérault), Layris, Bonnet (du département de l'Hérault) et Projean.

Près l'armée des Pyrénées occidentales, les citoyens Ferand, Isabeau, Garreau et Chaudron-Rousseau.

Prés l'armée des côtes de la Rochelle, les citoyens Carra, Choudieu, Garnier (de Saintes), Goupilleau, Mazade et Treilhard.

Près l'armée des côtes de Brest, les citoyens Alquier, Merlin, Gillet et Sevestre.

Près l'armée des côtes de Cherbourg, les citoyens Prieur (de la Marne), Prieur (de la Côte-d'Or), Romme et Lecointre (de Versailles).

Dans l'isle de Corse, les citoyens Salicetty, Delcher et Lacombe-Saint-Michel.

Séance du mercredi, le 1er. mai.

On a fait lecture d'une lettre des commissaires envoyés dans le département de l'Orne, pour découvrir les traces de la conspiration d'Orléans. « Arrivés à Séez, écrivent ces commissaires, plusieurs témoins nous ont donné en détail le signalement d'un personnage auquel quelqu'un d'entre eux a cru reconnaître les traits de d'Orléans. Nous avons été nous-mêmes d'autant plus facilement induits à le présumer, que deux témoins attestaient avoir vu le nom d'Égalité le jeune inscrit sur le passe-port de cet individu, qui voyageait avec un homme de 15 à 16 ans. »

« Poursuivant nos recherches sur les traces de ces voyageurs, et parvenus à Alençon, nous y avons retrouvé le même signalement et les mêmes indications. Par-tout le plus âgé des voyageurs, désigné sous des traits qui caractérisent essentiellement d'Orléans, s'annonce lui-même comme son agent, et tenant les propos les plus propres à inspirer le desir de le voir placé à la tête du gouvernement Français, nous paraissait devoir être nécessairement l'homme qui vous était dénoncé. »

« Cependant un témoin se présente, et déclare qu'il connaît ce voyageur pour être le nommé Fécamp, de Pont-l'Evêque, agent de d'Orléans; mais comme ce témoin nous avait lui-même déclaré qu'il avait été chargé des intérêts de d'Orléans, comme son conseil, la déclaration nous parut suspecte; et après avoir pris toutes les mesures convenables pour vérifier sa correspondance et ses relations, soit avec d'Orléans, soit avec le prétendu Fécamp, nous arrêtâmes, avant de finir l'instruction à Alençon, de nous transporter à Pont-l'Evêque, où nous avons en effet trouvé Fécamp, dont les traits en détail avaient quelques rapports avec ceux de d'Orléans. Nous avons

Digitized by Google

examiné ses papiers après l'avoir interrogé, et il en est résulté que c'est bien Fécamp qui a fait le voyage d'Alençon par Siéra; que c'est un aristocrate agent de d'Orléans, qui par-tout sur sa route, en faisant l'éloge continuel de son maître, ainsi qu'il l'appelle, avait l'intention de rappeller la nécessité de donner un chef à la République. Nous avons mis cet individu sous la surveillance de la municipalité de Pont-l'Evêque, jusqu'à ce que la Convention, sur notre rapport, ait pris un parti à son égard. »

Après avoir entendu la lecture de cette lettre, la Convention a décrété que Fécamp sera amené sur-le-champ à Paris, et traduit par-devant le tribunal révolutionnaire.

Un décret, rendu sur le rapport de Réal, a ordonné la levée des scellés apposés dans la maison d'Orléans, la liquidation de ses dettes et l'administration de ses biens par ses créanciers.

La discussion venait de s'ouvrir sur les subsistances, lorsqu'une députation de citoyens et citoyennes de Versailles a paru à la barre. Elle portait une banniere avec cet écriteau : *nous demandons la taxe des grains.* C'était en effet l'objet de sa pétition. Le président en accordant les honneurs de la séance aux pétitionnaires, leur a répondu que sans doute ils n'avaient pas eu l'intention d'influencer les délibérations de la Convention; qu'elle est inaccessible à toute espece de menées; qu'elle obéit à la nation seule.

Le maire de Paris, à la tête de plusieurs officiers municipaux, s'est ensuite présenté à la barre. Il a annoncé à la Convention que l'arrêté du département de l'Hérault avait été envoyé dans toutes les sections, et que la majorité y avait adhéré; que le commandant-général comptait faire partir, dans le plus bref délai, 12,000 hommes, 30 pieces de canons de campagne et un bataillon de canonniers, et qu'il espérait pouvoir soumettre les rebelles en deux jours, s'il pouvait les aborder. « De notre côté, a ajouté le procureur de la commune, nous avons arrêté d'envoyer trois magistrats à la tête de cette armée, pour éclairer les citoyens égarés; nous les avons choisi parmi ceux que la connaissance des lieux et de l'idiôme du pays rend plus propres à cette mission. Ils joindront aux armes des soldats, les armes non moins puissantes de la raison et de la justice. »

Cette derniere mesure a fixé quelques momens l'attention de l'Assemblée. Plusieurs membres pensaient que c'était à la Convention seule d'envoyer des commissaires, que la municipalité de Paris ne pouvait faire reconnaître le caractere des siens, hors de son territoire. Cette difficulté s'est évanouie en motivant l'ordre du jour sur ce que les commissaires de la municipalité de Paris ne sont que de simples citoyens, des apôtres de la liberté; la Convention a cru devoir récompenser en même tems le zele des Parisiens : elle a décrété qu'ils avaient bien mérité de la patrie.

Digitized by Google

La section des Amis de la Patrie, celle de la Réunion, sont venues inviter la Convention a faire marcher contre les révoltés de la Vendée, les troupes soldées qui se trouvent actuellement à Paris. Leur pétition a été renvoyée au comité de salut public.

Une autre députation s'est presentée au nom des citoyens du fauxbourg St. Antoine. « Mandataires du souverain, a dit l'orateur, les hommes des 5 et 6 octobre, 14 juillet, 20 juin et 10 août, et de tous les jours de crise, sont dans votre sein pour vous y dire des verités dures..... Qu'avez-vous fait? vous avez envoyé nos meilleurs défenseurs en commission; vous avez dégarni *la sainte montagne*. Les agitateurs qui siégent avec vous ont resté en force et ont opéré ce qui suit : vous avez beaucoup promis et rien tenu..... depuis longtems, vous promettez un *maximum* général sur toutes les denrées nécessaires à la vie..... toujours promettre et rien tenir!

Après ce préambule, l'orateur parlant toujours au nom des habitans du fauxbourg St. Antoine, a dicté les mesures qu'il fallait prendre pour sauver la patrie : taxation des denrées, contribution sur les riches pour subvenir aux besoins des pauvres. « Mandataires, a-t-il ajouté, voilà nos moyens. Si vous ne les adoptez pas, nous vous déclarons que nous sommes en état d'*insurrection*; 10,000 hom. sont à la porte de la salle... Ici l'Assemblée a fait taire l'orateur. Mazuyer s'est élevé le premier contre le manquement des pétitionnaires envers la représentation nationale. Il demandait que leur pétition fût imprimée et envoyée aux départemens par des couriers extraordinaires; que les suppléans de la Convention se réunissent à Tours ou à Bourges, pour que dans le cas où elle serait anéantie, ils fussent là pour se saisir de l'autorité et l'empêcher de passer entre les mains de la municipalité de Paris; qu'il fût ordonné à cette municipalité de supprimer le bureau central de correspondance.

Brival attestait que les pétitionnaires étaient soudoyés et que le fauxbourg Saint-Antoine avait été à son insu entraîné dans une fausse démarche. Il concluait à ce que les signataires de la pétition fussent mis en état d'arrestation et interrogés par le comité de sûreté générale. Les membres qui ont parlé apres Brival rendaient la même justice aux hommes du 14 juillet et du 10 août, et voulaient comme lui la punition de ceux qui avaient abusé de leur confiance. On délibérait sur le choix de la peine, lorsque les citoyens rassemblés sur la place des Piques ont écrit à la Convention pour désavouer formellement les sentimens exprimés en leur nom, et pour déclarer que leurs cœurs et leurs bras étaient aux représentans du peuple. Cette démarche confirmée par une députation nouvelle qui s'est présentée à la barre, a déterminé l'Assemblée à passer à l'ordre du jour, motivé sur le désaveu et l'expression des sentimens civiques des citoyens du fauxbourg Saint-Antoine.

Après avoir entendu le rapport de son comité de secours,

Digitized by Google

la Convention a suspendu la vente des biens formant la dotation des hôpitaux et maisons de charité jusqu'à l'entiere organisation des secours publics.

Séance du jeudi, 2 mai.

Le général Custines avait prédit que Mayence serait le tombeau des armées Allemandes. Cette prédiction commence à se réaliser. Nos troupes assiégées dans Mayence y ont remporté un avantage considérable sur les Hessois et les Saxons réunis. Les Allemands ont attaqué à deux reprises un poste important en avant de Mayence, sans la prise duquel, ils ne peuvent même ouvrir la tranchée devant cette place, deux fois ils ont été repoussés avec une perte estimée à plus de 2000 hommes.

Le général Lamorliere transmet à la Convention les détails d'une affaire de poste qui a eu lieu entre nos soldats et les Prussiens en avant de Bachi. Après la plus vive résistance, ces derniers ont pris la fuite; plusieurs ont été tués; douze ont été faits prisonniers et conduits à Lille. La cavalerie ennemie a été poursuivie jusques dans ses cantonnemens.

Des avantages plus importans ont humilié la morgue Espagnole, sur les frontieres des Pyrénées. La Beyrie, premier lieutenant-colonel du second bataillon des Landes, s'est porté contre un gros corps d'Espagnols qui a été entierement culbuté. La Beyrie s'est emparé du camp ennemi. On y a trouvé 3000 cartouches, des fusils et des bayonnettes.

Nos volontaires, écrit le procureur-général-syndic des Hautes-Pyrénées, font des prodiges de valeur. Après deux actions consécutives où les Espagnols ont été battus, nos troupes se sont avancées jusqu'au village de Samuragaldi, s'en sont emparées et ont pris à l'ennemi des pieces de canon, des munitions de toute espece, 70 fusils et un drapeau. Fontarabie est bombardée. — Nous faisons tous les jours défiler les volontaires de nouvelles levées. Déja 600 sont partis, équippés et armés. Nous allons former la seconde division de la légion des montagnes.

Les brigands ont évacué l'isle de Noirmoutier, effrayés sans doute des dispositions qu'on faisait pour les attaquer par terre et par mer. Les habitans ont fait part de cette évacuation aux commandans des vaisseaux le *Superbe* et l'*Achille* qui croisent dans ces parages. Le colonel Reyner est maître de Bourgneuf, de Beauvoir, de l'isle de Boin et autres endroits qui avoisinent Machecoul. Les brigands se retirent à son approche et beaucoup de paysans reprennent leurs travaux; mais il paraît d'après marche que tiennent les brigands, en se retirant, qu'ils ont un point de réunion où ils veulent rassembler de grandes forces. Deux mille hommes de renfort arrivent à Nantes.

Après la lecture de ces différentes dépêches la Convention a

Digitized by Google

repris la discussion sur les subsistances. Un membre a proposé de fixer un *maximum* au prix des grains qui décroîtrait d'un dixieme de mois en mois. Il pensait que cette taxe décroissante, assurerait sans retard l'approvisionnement des marchés et mettrait fin aux accaparemens, parce que nul n'aurait intérêt à faire des provisions. Génissieux, en appuyant cette mesure, disait que ce ne serait pas sur le pauvre, mais sur le riche que tomberait cette taxe; car celui qui s'empressera de vendre le premier et par conséquent au plus haut prix, ce sera le petit cultivateur qui a battu tout son bled, tandis que le riche propriétaire l'a conservé en paille. Le *maximum* diminutif, ajoutait Thirion, est le seul moyen qui puisse mettre un frein à l'avarice et à la cupidité des riches accapareurs. Par-là les magasiniers perdent l'espérance de vendre plus cher. Si cette mesure portait atteinte au commerce, elle ne détruirait que le commerce en gros, et ce ne serait pas un grand mal, mais elle ne nuirait pas au petit commerce des bladiers qui se contentent d'un gain raisonnable.

Ceux qui étaient d'un avis différent, appercevaient plusieurs inconvéniens dans la mesure du *maximum* proposé; 1°. ce *maximum* ne peut pas être le même dans tous les départemens, et il résulte de-là que les particuliers feront sortir leurs grains du département où le *maximum* sera moindre, pour l'aller vendre dans celui où le *maximum* sera plus considérable; 2°. l'effet de cette mesure sera de faire apporter le premier mois dans les marchés tous les grains renfermés dans les magasins, de maniere qu'il faudra que chacun achète sa provision de bled pour l'année. Mais l'ouvrier ne pourra pas faire cette provision, et le mois suivant il ne trouvera peut-être plus de bled sur les marchés; 3°. comme il est des départemens où il croît très-peu ou pas de grains, il faut que ceux-là soient approvisionnés par le commerce. Si donc on détermine que celui qui achètera du bled à un prix dans le nord, le vendra dans le midi au même prix qu'il l'aura acheté, il n'y aura plus de commerce.

Nous terminerons l'analyse succinte de cette discussion, par une observation de Ducos. Dans l'Amérique septentrionale, lorsque les Américains étaient comme nous en révolution; il n'y avait pas parmi eux des accapareurs, des mécontens; la nation était unanime. Cependant les denrées augmenterent considérablement, et la cause unique était la création du papier-monnaie. Les denrées diminuerent ensuite sans qu'on eut recours à la taxe, ni à aucun autre moyen violent. Attendons comme les Américains, la diminution des denrées du cours naturel des choses; attendons-la de la diminution de la masse des assignats en circulation.

Le résultat de la délibération a été l'adoption du *maximum* tel qu'il avait été proposé. D'autres mesures ont été décrétées,

Digitized by Google

telles que le recensement général des grains dans toute la République ; l'obligation pour les cultivateurs et les propriétaires d'approvisionner les marchés. La rédaction du projet de décret a été renvoyée au comité.

La Convention a procédé à l'appel nominal pour le renouvellement du bureau. Boyer-Fonfrede a réuni la majorité des suffrages pour la présidence.

PRÉSIDENCE DE BOYER-FONFREDE.

Du vendredi, 3 mai.

Les administrateurs de Rouen instruisent la Convention des troubles qui se sont manifestés dans leur ville à l'occasion de l'augmentation du prix du pain. Les malveillans saisirent ce prétexte pour exciter des mouvemens. Le tocsin sonna. Ils eurent l'audace de faire feu sur la garde nationale ; mais celle-ci par son courage et son activité vint bientôt à bout de les dissiper. Deux cens des principaux séditieux ont été pris. Ceux qui n'avaient été qu'égarés par les suggestions de la malveillance, ont reconnus leur erreur et sont rentrés dans le devoir. Ses administrateurs ajoutent qu'ils esperent maintenir le calme dans leur département.

Une lettre des représentans du peuple près l'armée du Nord, transmet à la Convention les détails d'une action qui a eu lieu le 2 mai.

L'ennemi occupait plusieurs villages sur le chemin de Valenciennes au Quesnoy, et au-delà de Quiévrain, Dampierre fit sortir son armée du camp de Famars pour l'en déloger. L'attaque se fit sur trois colonnes et commença à la pointe du jour. Les troupes de la République s'emparerent d'abord de trois villages ; le combat dura fort long-tems. Mais enfin les artilleurs de la droite manquant de munitions, Dampierre se vit forcé de faire un mouvement rétrograde et de rentrer dans le camp de Famars. La retraite se fit en bon ordre et avec beaucoup de lenteur. De part et d'autre les troupes ont repris leurs postes antérieures ; nous avons cependant gagné une portée de canon de terrein.

L'avant-garde aux ordres du général Kelmen s'est battue avec son courage ordinaire. Elle a tué ou blessé à l'ennemi 600 hommes. Dans toute cette affaire, notre perte a été peu considérable ; il passe pour constant que l'ennemi a perdu beaucoup.

Dubois Dubay, commissaire de la Convention, combattait à l'avant-garde et a mis lui-même le feu aux canons.

Une lettre du ministre de la justice annonce à la Convention que les citoyens Conti, Égalité pere et ses deux fils et la citoyenne Bourbon sont constitués en état d'arrestation au château Notre-Dame à Marseille.

Sur le rapport de Barrere, l'Assemblée décrete qu'il sera

Digitized by Google

pris sur l'extraordinaire de la guerre, les fonds nécessaires pour indemniser les alliés de la République des armemens et dépenses qu'ils feront pour seconder le développement de ses forces contre ses ennemis.

Le comité d'agriculture et de commerce avait été chargé de présenter la rédaction d'une loi sur les subsistances d'après les bases précédemment décrétées. Un membre de ce comité a fait lecture du projet de décret. Le voici tel qu'il a été adopté.

Décret sur les subsistances.

Art. Ier. Immédiatement après la publication du présent décret, tout marchand, cultivateur ou propriétaire quelconque de grains et farines, sera tenu de faire à la municipalité du lieu de son domicile la déclaration de la quantité et de la nature des grains ou farines qu'il possede; et, par approximation, de ce qui lui reste de grains à battre : les directoires de districts nommeront des commissaires pour surveiller l'exécution de cette mesure dans les diverses municipalités.

II. Dans les 8 jours qui suivront cette déclaration, des officiers municipaux, ou des citoyens par eux délégués à cette effet, vérifieront les déclarations faites, et en dresseront le résultat.

III. Les municipalités enverront sans délai au directoire de leur district un tableau des grains et farines déclarés et vérifiés; les directoires de districts en feront passer sans retard le résultat au directoire de leur département, qui en dressera un tableau général, et le transmettra au ministre de l'intérieur et à la Convention nationale.

IV. Les officiers municipaux sont autorisés, d'après une déliberation du conseil-général de la commune, à faire des visites domiciliaires chez les citoyens possesseurs de grains ou farines, qui n'auraient pas fait la déclaration prescrite par l'article Ier., ou qui seraient soupçonnés d'en avoir fait une frauduleuse.

V. Ceux qui n'auront pas fait la déclaration prescrite par l'article Ier., ou qui l'auraient faite frauduleuse, seront punis par la confiscation des grains ou farines non déclarés, au profit des pauvres de la commune.

VI. Il ne pourra être vendu des grains ou farines que dans les marchés publics ou ports où l'on a coutume d'en vendre, à peine d'une amende qui ne pourra être moindre de 300 liv., et plus forte de 1000 liv., tant contre le vendeur que contre l'acheteur solidairement.

VII. Pourront néanmoins les citoyens s'approvisionner chez les cultivateurs, marchands ou propriétaires de grains de leurs cantons, en rapportant un certificat de la municipalité du lieu de leur domicile, constatant qu'ils ne font point de commerce de grains, et que la quantité qu'ils se proposent d'acheter, et

Digitized by Google

qui sera déterminée par le certificat, leur est nécessaire pour leur consommation d'un mois seulement, sans qu'ils puissent excéder cette quantité. Les municipalités seront tenues d'avoir des registres de ces certificats, sous le n°. correspondant à celui porté sur chacun d'eux.

VIII. Les directoires de départemens sont autorisés, d'après l'avis des directoires de district, à établir des marchés dans tous les lieux où ils seront jugés nécessaires, sans qu'ils puissent supprimer aucun de ceux actuellement existans.

IX. Les corps administratifs et municipaux sont également autorisés, chacun dans son arrondissement, à requérir tout marchand, cultivateur ou propriétaire de grains ou farines, d'en apporter aux marchés la quantité nécessaire pour les tenir suffisamment approvisionnés.

X. Ils pourront aussi requérir des ouvriers pour faire battre les grains en gerbes, en cas de refus de la part des fermiers ou propriétaires.

XI. Les directoires de département feront parvenir leurs réquisitions aux directoires de district, et ceux-ci aux municipalités qui seront tenues d'y déférer sans délai.

XII. Nul ne pourra se refuser d'exécuter les réquisitions qui lui seront adressées, à moins qu'il ne justifie qu'il ne possede pas des grains ou farines au-delà de sa consommation, jusqu'à la récolte prochaine, et ce à peine de confiscation des grains ou farines excédant ses besoins ou ceux de ses colons, métayers, journaliers et moissonneurs.

XIII. Le conseil exécutif provisoire est autorisé, sous la surveillance du comité de salut public, à prendre toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour assurer l'approvisionnement de la République.

XIV. Le ministre de l'intérieur est également autorisé à adresser aux départemens dans lesquels il existera un excédent de subsistances, les réquisitions nécessaires pour approvisionner ceux qui se trouveraient n'en avoir pas une quantité suffisante.

XV. Tout citoyen qui voudra faire le commerce de grains ou farine, sera tenu d'en faire la déclaration à la municipalité du lieu de son domicile : il lui en sera délivré extrait en forme qu'il sera tenu d'exhiber dans tous les lieux où il ira faire ses achats, et il sera constaté en marge, par les officiers préposés dans ces lieux à la police des marchés, la quantité de grains ou farines qu'il y aura achetés.

XVI. Tous marchands en gros ou tenant magasin de grains ou farines, seront tenus d'avoir des registres en regle où ils inscriront leurs achats et leurs ventes, avec indication des personnes auxquelles ils auront acheté ou vendu.

XVII. Ils seront tenus en outre de prendre des acquits-à-caution dans le lieu de leurs achats, lesquels seront signés du maire et du procureur de la commune du lieu, ou en leur

Digitized by Google

absence par deux officiers municipaux ; de les faire décharger avec les mêmes formalités dans le lieu de la vente, et de les représenter ensuite à la municipalité du lieu de l'achat, le tout à peine de confiscation de leurs marchandises et d'une amende qui ne pourra être moindre de 300 liv., ni excéder 1000 liv.

XVIII. Ces acquits-à-caution seront délivrés gratuitement sur papier non-timbré, et portés sur des registres tenus par les municipalités.

XIX. Tout agent du gouvernement pour les approvisionnemens de l'armée et de la marine, tout commissionnaire de grains, soit des corps administratifs, soit des municipalités, seront assujettis aux mêmes formalités ; et en outre, de faire porter sur leurs acquits-à-caution le prix de leurs achats.

XX. Il est expressément défendu aux dénommés dans l'article précédent, de faire aucun commerce de grains ou farines pour leur propre compte, à peine de confiscation et d'une amende qui ne pourra être moindre de la valeur des grains ou farines confisqués, ni excéder 10,000 liv.

XXI. Il est également défendu à tout fonctionnaire public de s'intéresser directement ni indirectement dans les marchés du gouvernement, à peine de mort.

XXII. Les bladiers ou marchands de grains en détail seront dispensés de la tenue des registres ordonnés par l'article XVI, et seront seulement astreints à prendre les acquits-à-caution, conformément à l'article XVII de la présente loi.

XXIII. Les lois relatives à la libre circulation des grains et et farines continueront à être observées, et il ne pourra y être porté aucun trouble ni empêchement, en s'assujettissant toutefois aux formalités prescrites par la présente loi.

XXIV. Les municipalites veilleront avec soin à entretenir le bon ordre et la tranquillité dans les marchés publics.

XXV. Pour parvenir à fixer le *maximum* du prix des grains dans chaque département, les directoires de districts seront tenus d'adresser à celui de leur département le tableau des mercuriales des marchés de leur arrondissement, depuis le 1er. janvier dernier jusqu'au 1er. mai présent mois.

Le prix moyen résultant de ces tableaux auquel chaque espèce de grains aura été vendue entre les deux époques ci-dessus déterminées, sera le *maximum* au-dessus duquel le prix de ces grains ne pourra s'élever.

Les directoires de département le déclareront dans un arrêté qui sera, ainsi que les tableaux qui y auront servi de bases, imprimé et envoyé à toutes les municipalités de leur ressort, publié et affiché, et adressé au ministre de l'intérieur.

XXVI. Le *maximum* ainsi fixé décroîtra dans les proportions suivantes : Au 1er juin, il sera réduit d'un dixieme ; plus, d'un vingtieme sur le prix restant au 1er juillet ; d'un trentieme

Digitized by Google

trentieme au 1er août, et enfin d'un quarantieme au 1er septembre.

XXVII. Tout citoyen qui sera convaincu d'avoir vendu ou acheté des grains ou farines au-delà du *maximum* fixé, sera puni par la confiscation desdits grains et farines, s'il en est encore en possession, et par une amende qui ne pourra être moindre de 300 livres ni excéder 1000 livres solidairement entre le vendeur et l'acheteur.

XXVIII. Ceux qui seront convaincus d'avoir méchamment et à dessein, gâté, perdu ou enfoui des grains et farines, seront punis de mort.

XXIX. Il sera accordé sur les biens de ceux qui seront convaincus de ce crime, une récompense de 1000 liv. à celui qui les aura dénoncés.

XXX. Les municipalités, commis des douanes, et autres préposés, veilleront avec exactitude et sous leur responsabilité, à l'exécution des lois contre l'exportation des grains ou farines à l'étranger.

XXXI. Le présent décret sera envoyé, par des couriers extraordinaires, dans tous les départemens.

Séance du samedi 4 mai.

La séance s'est ouverte par la lecture de différentes dépêches. Le représentant du peuple dans la Vendée annonce à la Convention que les révoltés se sont présentés sur plusieurs points à-la-fois, et que nos troupes redoublent d'ardeur et de courage pour les combattre : ils s'étaient emparés de Mareuil et de Moutiers ; le chef de brigade, Nouvion, à la tête de 530 hommes d'infanterie et de 60 hommes de cavalerie les a dépostés, et ils n'ont échappés aux coups des volontaires qu'à la faveur des bois où ils se sont retirés, et d'une riviere qu'il était impossible de passer.

Ils ont été chassés de Beaulieu et ont évacué Aissenay. Ils ont perdu 50 hommes et on leur a fait quelques prisonniers.

Lacombe Saint-Michel représentant du peuple dans l'isle de Corse, écrit qu'il a reçu le décret qui ordonne l'arrestation du général Paoli. Il ne dissimule pas combien l'exécution en est difficile dans un pays où Paoli dispose de la force publique. Mais, ajoute Lacombe, le décret a été envoyé aux autorités constituées, et je ferai mon devoir.

Deux petits bâtimens Français ont attaqué, à la vue de Cherbourg, une frégate Anglaise, et l'ont forcée à prendre le large. Cette nouvelle a été accueillie par la Convention comme le présage de succès plus importans.

Le général Dampierre envoye à la Convention de nouveaux détails sur le dernier engagement de nos troupes avec les Autrichiens ; notre perte est évaluée à 300 hommes ; nous avons eu 600 blessés ; l'ennemi a eu 600 hommes tués et 1000 blessés.

Digitized by Google

Les administrateurs du département des Hautes Alpes réclament un secours de cinq cens mille livres qu'ils destinent à un achat de grains. La rareté des subsistances a porté le prix du pain à 12 sols la livre, dans l'étendue de leur territoire. --- Renvoyé au comité des finances.

La légion Germanique qui se rendait dans le département de la Vendée, a laissé éclater sur la route des sentimens très-peu civiques, et même s'est mise en état de révolte ouverte puisqu'elle a crié, *vive le roi* et mis bas la cocarde nationale. Déja les chefs de cette troupe, toute composée d'étrangers et de déserteurs, sont détenus dans les prisons, et la Convention a crée une commission de trois de ses membres, à qui elle confere le pouvoir de dissoudre cette légion, s'il y a lieu.

La ville d'Orléans vient de mettre sur pied une troupe de 600 hommes bien armés, bien équipés, et une compagnie de 63 canonniers. Cette troupe, soutenue par des détachemens de cavalerie, part aujourd'hui pour la Vendée.

La séance s'est terminée par la discussion et l'adoption d'un long décret sur les secours à accorder aux familes des militaires de toutes armes et des marins employés au service de la République.

Séance du dimanche, 5 *mai.*

La garnison et les citoyens de Landau jurent, dans une adresse à la Convention, de s'ensevelir sous les ruines de cette forteresse, plutôt que d'en permettre l'entrée aux ennemis.

Les vétérans en garnison à Saarre-Louis, indignés de la trahison de Dumourier, ont envoyé une adresse à tous les vétérans, leurs camarades, répandus dans ce département pour les inviter à se rendre sur les remparts des villes frontieres. « Nous avons jetté nos premiers regards sur la Convention » nationale, disent-ils; alors serrant nos armes contre notre » sein, nous avons pris cet arrêté, et nous avons fait part à » tous nos freres d'armes que nous étions déterminés à nous » ensevelir sous les ruines de nos villes, plutôt que de baisser » les ponts aux ennemis de notre liberté. »

Deux députés extraordinaires du Montblanc demandent des armes et de l'artillerie pour l'armée des Alpes. Cette pétition est renvoyée au comité de salut public.

Les commissaires, envoyés à Nice, écrivent que le zele des citoyens de ce département s'accroît tous les jours. Ils ne se sont point contentés de fournir leur contingent pour le recrutement. Une compagnie franche a été formée au-delà du contingent. A la lettre des commissaires est jointe une notice de plusieurs dons patriotiques.

Les corps administratifs de Bordeaux demandent des frégates pour protéger la sortie des navires qui sont dans le port de cette ville, et qui sont destinés pour les isles de l'Amérique.

Digitized by Google

Deux citoyens, députés par le département de la Vienne, voisin des départemens révoltés, sollicitent des secours en hommes et en argent. Un membre observe que douze mille hommes, d'anciennes troupes, sont en route pour la Vendée; que l'on a pris des voies tres-promptes pour leur arrivée; mais qu'il importe de ne point publier les dispositions qui ont été faites pour assurer le succès de leurs armes.

Une lettre des représentans du peuple près les armées du Nord, donne de nouveaux détails de l'affaire du 1er. mai. Nous avons fait, disent-ils, au corps d'armée ce que Dubois-Dubay faisait à l'avant-garde. — Quelques corps se sont particulierement distingués, et notamment les Belges, la compagnie de chasseurs des Quatre-nations, et le quatorzieme bataillon d'infanterie légere. Un volontaire blessé s'est écrié en nous voyant : *Vive la Nation !* Plusieurs avant d'expirer, ont crié : *Vive la République !*

On a trouvé sur un adjudant Prussien, qui a été tué dans cette affaire, des papiers importans, tels qu'un plan de la présente campagne; la marche des troupes commandées par le duc d'Yorck; un mémoire sur l'état de l'armée de Clairfait, mémoire d'où il résulte que cette armée a besoin de renfort.

Une députation des sections de l'Observatoire, du Finistere, des Sans-Culottes et du Panthéon Français, vient à la barre présenter plusieurs demandes. 1°. Le complément de la déclaration des droits de l'homme. 2°. La discussion de la constitution. 3°. L'établissement d'une éducation nationale. 4°. Une regle de police qui oblige les députés à assister à ces importantes délibérations. 5°. Le recensement annuel de toutes les denrées, pour que le *maximum* en soit fixé. 6°. Un mode général et uniforme de recrutement. 7°. Des fonds pour les parens peu fortunés des défenseurs de la patrie. 8°. La préférence en faveur des peres de famille pour les places d'administration. 9°. Le rapport du décret qui a déclaré calomnieuse la pétition de la commune de Paris, pour le rappel de vingt-deux députés. 10°. Un prix pour la tête des Capets rebelles et fugitifs. 11°. Le remplacement de la garde soldée par de braves Sans-culottes.

Un citoyen de la section du Panthéon a demandé, par addition, que les troupes soldées, tant à pied qu'à cheval, qui se trouvent à Paris, sans en excepter la garde d'honneur de la Convention, marchent à l'armée sur-le-champ.

La Convention a admis les pétitionnaires à défiler dans la salle, et a renvoyé leur pétition au comité de salut public, pour en faire le rapport.

Des commissaires de la section de Bon-conseil viennent faire part à la Convention d'un arrêté pris hier par cette section, dans lequel ils renouvellent le serment de faire respecter la Convention nationale, de garantir la sûreté de tous ses membres indistinctement, et la liberté de leurs opinions;

Digitized by Google

d'assurer de même la liberté des citoyens et la propriété. Ils s'engagent pour cet effet à se rendre exactement aux assemblées de la section.

Les commissaires de cette section sont invités aux honneurs de la séance. Marat déclare que ce sont des intrigans qui ont causé du trouble dans leur section ; mais Vergniaux prouve que les principes qu'ils ont exposés ne sont pas de ceux qui troublent habituellement la République, et la Convention, après de vifs débats, ordonne l'impression de la pétition et l'envoi aux départemens.

Séance du lundi 6 *mai.*

On a fait lecture de trois pieces apportées à la Convention par un courier extraordinaire, venu de Marseille.

La premiere piece est une lettre de la commune de cette ville, datée du 1er mai. « Les sections de Marseille, y est-il dit, ont arrêté de vous envoyer des commissaires pour vous présenter une pétition. Ils vous offriront aussi le tableau fidèle de la situation de cette ville. Vous verrez quels sont les principes qui l'animent. Les Marseillais ont juré de maintenir la République, la liberté, l'égalité et l'observation des lois. »

La seconde piece est une proclamation de la municipalité. « Citoyens, disent ces magistrats, les complots des ennemis de l'intérieur sont déjoués ; les intrigans et les agitateurs sont connus ; le peuple de Marseille s'est levé tout entier ; les sections sont en permanence. »

La troisieme piece est une circulaire adressée par la municipalité de Marseille à tous les départemens voisins. Cette circulaire a, pour objet, de démentir les bruits faussement répandus que Marseille est en état de contre-révolution, que le sang y a coulé, et que les patriotes y gémissent sous l'oppression. « Notre vœu constant, attestent les officiers municipaux, est de défendre la liberté et l'égalité. Défiez-vous donc de ceux qui, sous le nom de commissaires Marseillais, chercheraient à vous exciter contre nous. »

On lit ensuite une lettre du procureur-général-syndic du département du Var, où il annonce qu'à la suite d'un mouvement qui a eu lieu dans le port de Toulon, vingt-trois personnes ont été arrêtées et vont être jugées par la loi.

La cause de ces desordres, a dit un membre, est dans la mauvaise composition des états majors de la marine. Il a demandé que le ministre fût tenu de remettre au comité de salut public et de marine, la liste des officiers, et qu'ils fussent soumis à une censure très-sévere. Cette proposition a été adoptée.

Trois citoyens se plaignent d'avoir été arrêtés et emprisonnés pour l'adresse qu'ils ont présentée, hier, au nom de la section de Bon-Conseil. Vergniaux demande que le maire

Digitized by Google

de Paris soit tenu de rendre compte, séance tenante, par écrit des motifs de leur arrestation. Après de vifs débats cette proposition est adoptée, et l'Assemblée décide en outre, qu'elle ne prononcera qu'après avoir entendu les citoyens détenus.

Cette séance s'est terminée par la lecture des instructions d'après lesquelles les représentans du peuple près les armées de la République doivent régler leur conduite.

Nota. Dans la séance du samedi, 4 mai, le général Westermann, mis en état d'arrestation à la nouvelle de la trahison de Dumourier, a été honorablement acquité de tout soupçon, et remis en liberté, sur le rapport de Lecointre de Versailles.

PARIS, 9 *mai* 1793.

Il est des personnes qui se plaisent à grossir les dangers de notre situation civile et politique, comme il en est qui cherchent à se les déguiser. Nous éviterons de tomber dans ces deux extrêmes, parce que ce n'est pas la vérité, et que c'est mal servir la chose publique que de propager le découragement ou une insidieuse sécurité.

Notre position à l'extérieur n'est nullement inquiétante. Du côté du Nord, nos frontieres sont bien garnies et bien approvisionnées, nos troupes dans les dispositions les plus républicaines, nos recrues se disciplinent et s'accoutument au feu. On ne fait qu'une guerre de postes, où nous avons presque toujours l'avantage. L'ennemi se tient toujours en observation sans tenter aucune entreprise, soit qu'il attende son artillerie de siége, soit que la mésintelligence regne entre les puissances coalisées, soit qu'elles jugent que nos troubles intérieurs et nos funestes dissensions ne sont pas encore arrivées au terme qu'elles desirent. Le partage de la Pologne et l'invasion de la Baviere, que l'on dit être très-prochaine, de la part de l'Autriche, doivent jetter l'effroi parmi cette multitude de petites puissances qui craignent avec raison d'être dévorées à leur tour. L'Angleterre peut-elle voir sans inquiétude l'aggrandissement de la maison d'Autriche et des armées nombreuses si près de la Hollande.

Sur le Rhin, l'armée de Custine et celle de Mayence sont dans l'état le plus respectable. Tout est fortifié de maniere à faire la plus longue et la plus vigoureuse résistance et à lasser les efforts des ennemis. — L'armée du Var obtient chaque jour de nouveaux avantages. — Celle des Pyrénées n'est pas dans une situation aussi favorable; il paraît qu'on a trop négligé cette partie de nos frontières; mais la position des lieux, la lenteur des Espagnols, le courage des Basques et des peuples méridionaux, secondé bientôt par de nouveaux renforts suf-

Digitized by Google

firont pour mettre notre territoire à l'abri de toute incursion sérieuse. — En un mot, les puissances coalisées s'épuisent d'hommes et d'argent ; et si nous avions bientôt un gouvernement et une constitution, on les verrait faire les premieres des ouvertures de paix et reconnaître l'indépendance et la souveraineté de la République française. Voilà notre position au dehors.

Les troubles au dedans sont l'objet de notre plus grande sollicitude, les progrès des rébelles deviennent chaque jour plus alarmans. Ces rassemblemens ont été trop dédaignés dans le principe. Au lieu de les attaquer en masse, on ne leur a opposé jusqu'ici que des corps partiels et insuffisans. Deux colonnes marchent l'une sur Tours, l'autre vers Rochefort et la Rochelle. Ce n'est pas que nous pensions, malgré les lettres qui ont été lues à la Convention, que ces rassemblemens soient au nombre de 200,000 hommes, il y a sûrement de l'exagération dans ce calcul ; mais quels qu'ils soient, ils sont trop considérables pour qu'on ne se hâte d'y envoyer promptement des forces considérables et sur-tout des troupes de ligne et de l'artillerie. On dit que l'on fait marcher 6 hommes par compagnie ; il eût mieux valu détacher plusieurs régimens, des corps complets et tout organisés, qui ont de l'ensemble et de la confiance dans leurs chefs, valent mieux que des fractions de différens corps qu'il faut organiser. Les renforts que l'on destinait pour l'armée des Pyrénées seront employés contre les rebelles. On a annoncé l'arrivée prochaine de Biron, et Biron n'arrive point. On a proposé dans la derniere séance de la Convention, de publier des adresses propres à ramener ceux des révoltés qui pourraient n'être qu'égarés. L'instruction eut sans doute produit un bon effet, si on l'eut employée à tems ; mais aujourd'hui que le fanatisme a travaillé à loisir ces hommes ignorans et crédules, et qu'on leur a persuadé que ceux qui étaient frappés du canon ressuscitaient après trois jours, on sent que des adresses deviendraient une arme fort inutile : tout ce qu'on pourrait faire, ce serait de promettre pardon et amnistie à tous les habitans des campagnes qui poseraient les armes dans un délai fixé.

Quelque inquiétante que soit notre situation intérieure, nous ne balançons pas a le dire, nous en sortirons promptement, si la Convention se prononce avec énergie et persévérance ; si elle lutte courageusement contre tous les obstacles, si tous les citoyens de la République sont bien pénétrés de la nécessité de mettre enfin un terme à l'anarchie et à la désorganisation, de faire respecter les autorités constituées, d'obéir aux lois et de se rallier autour des représentans du peuple, dont la dissolution est une des branches du complot des ennemis du bien public ; si l'esprit public se monte non à la hauteur de l'exagération et du délire, mais à celle des principes, sans lesquels aucune organisation sociale ne peut subsister, si la

Digitized by Google

haine des provocateurs de troubles est égale à celle des rois.

Déja la ville de Marseille a senti cette vérité, et pour opérer cette révolution salutaire, il a suffi aux citoyens de se réunir dans les sections et de les rendre permanentes. A Bordeaux, qui a donné déja tant de preuves de civisme, sans se livrer à un seul écart, on vient de lever encore 1500 hommes pour marcher contre les rebelles. La société populaire de cette ville, contre laquelle les agitateurs ont lancé tant de calomnies, a fait un appel nominal de ses membres, et a demandé à chacun pourquoi il ne partait pas, et quel homme il avait mis à sa place. Chacun s'inscrit volontairement ou paie pour ceux qui partent.

A quoi tient-il que la ville de Paris n'ait pas montré dans ce nouveau danger de la patrie cet empressement et cette ardeur qui enflammait tous les courages après la prise de Verdun! J'en dirais bien la principale raison; mais l'esprit de parti ne la trouverait pas de son gré; c'est ce funeste esprit de parti, plus redoutable que les armées ennemies, qui éteint l'esprit public et glace le patriotisme. On ne voit plus la République, on ne voit que les individus et leurs passions. On a proposé de tirer le canon d'alarme, et de faire arrêter tous les *traîtres* et tous les *gens suspects*; mais ce n'est pas du bruit qu'il faut pour réchauffer le zèle, c'est de l'union, de l'ensemble et de la fraternité. Ce sont précisément ces arrestations vexatoires et arbitraires qui sont devenues un véritable sujet d'*alarme*. On redoute les haines et les vengeances de parti, parce qu'elles sont terribles, et aveuglément dirigées, et l'on songe moins au péril des départemens voisins qu'au sien propre.

Le conseil de la commune avait arrêté un mode de recrutement; mais il a indisposé toutes les sections. On confiait à six membres de chaque comité révolutionnaire, assisté d'un officier municipal et de l'état major de chaque bataillon, le pouvoir de désigner les personnes qui devaient partir; mais on a trouvé cette mesure trop arbitraire, parce qu'en général ces comités révolutionnaires, dont la formation s'est ressentie de l'esprit de parti, n'avaient pas la confiance de tous les citoyens; aussi dans la plupart des sections s'est-on empressé de renouveller ces comités.

On a demandé que la Convention fixât elle-même ce mode, et la Convention s'en est rapportée à la sagesse des administrateurs et au zèle des citoyens. Ce renvoi, cette incertitude, ce défaut de base fixe et uniforme, a dû apporter naturellement du retard dans le recrutement. Les gens mariés voulaient que les jeunes gens partissent de préférence, et ceux-ci soutenaient que les dangers étant communs à tous, tous devaient y participer indistinctement. Cette lutte a produit beaucoup de chaleur dans les sections. Dans quelques-unes on a admis la voie du tirage au sort, mesure qui à la vérité

Digitized by Google

exclud l'arbitraire, mais ne garantit point d'un autre abus, celui de tomber sur des incapables, des inexpérimentés, et peut-être même des malveillans. Dans toutes on a ouvert un registre d'inscription volontaire et un registre de contribution; on offre une somme qui a varié de 2 à 300 liv. pour chacun de ceux qui s'enrôleraient; quelques-unes ont demandé que tout ce qu'il y avait de troupes soldées à Paris, tant en infanterie que cavalerie, montant à 3,000 hommes, fussent tenues de partir, et elles ont été mises à la disposition du pouvoir exécutif.

Le commandant-général Santerre veut marcher à la tête du corps de recrutement avec six officiers expérimentés, et déjà il a fait partir ses équipages. On demande 12 compagnies de canonniers, et un registre particulier d'inscription est ouvert pour eux. Enfin la Convention a envoyé hier au soir deux de ses membres dans chaque section, pour y ramener fraternellement le patriotisme et accélérer le recrutement; elle a arrêté de plus que les fonds provenants de la contribution volontaire seraient mis dans une masse commune, pour être distribués également. Voilà l'état des choses au moment où nous écrivons. Les enrôlemens volontaires se font avec activité, et les dons se multiplient dans toutes les sections. Mais combien de tems ne faudra-t-il pas encore avant que ce recrutement soit équipé et en état de partir.

La crainte de l'arbitraire et le défaut de mode de recrutement avait engagé quatre ou cinq cents jeunes gens à se rassembler d'abord au Luxembourg, puis aux Champs-Elisées, pour rédiger une pétition à la Convention nationale. Ce rassemblement a paru inquiéter. Des sections l'ont dénoncé au maire, à la commune et au commandant général; plusieurs de ces jeunes gens ont été arrêtés: mais leur section les a réclamés, et celle du Pont-neuf entr'autres les a mis sous sa sauvegarde. On a dit que ces jeunes gens criaient *vive le roi*, et que plusieurs avaient pris la cocarde blanche. Le fait a été démenti dans la Convention, et l'on a assuré qu'ils n'avaient fait entendre d'autres cris que ceux de *vive la Nation*, *vive la République*, *vive la Loi*.

Jamais les sections n'ont été plus nombreuses, l'intérêt personnel y porte les citoyens autant que l'intérêt public. Cette affluence a dû contrarier nécessairement ceux qui étaient en possession d'y dominer, et l'esprit a dû changer dans plusieurs sections. De-là l'arrêté et l'adresse de la section de Bon-Conseil qui a mérité des applaudissemens à la Convention, et de la part du Maire des ordres d'arrêter les commissaires qui l'avaient présentée. De-là la lettre écrite à Chaumet par la section de l'unité. Il en résulte des chocs très-violens dans les sections; souvent un parti révoque le lendemain ce que l'autre a arrêté la veille. L'esprit de passion est tel que proposer unité et indivisibilité de la République, respect et obéis-

Digitized by Google

sance à la loi, sûreté des personnes et des propriétés, confiance et ralliement dans la Convention, amour de l'ordre et haine de l'anarchie, est devenu un sur moyen d'être traité d'*aristocrate*, de *royaliste*, de *traître*, de *contre-révolutionnaire* et d'ennemi public, Que les dénominations aveugles et passionnées ne détournent point les citoyens de se rendre à leur section ; qu'il mettent de la persévérance à remplir un devoir civique dont ils n'auraient jamais dû s'affranchir ; qu'ils y portent un patriotisme pur, les vrais principes républicains et du courage, et tôt ou tard les passions seront obligées de se taire, les intrigans perdront leur influence et la chose publique sera sauvée.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Nous avons annoncé que Marat avait été acquitté par le tribunal. Mais les détails de cette affaire sont trop précieux, ils occuperont une place trop importante dans l'histoire de la révolution, pour que nous n'en mettions pas le tableau fidele sous les yeux de nos lecteurs. Les réflexions seraient ici fort inutiles ; que pourrions-nous mettre à la place des choses ?

Audience du mercredi 24 avril. Affaire de Jean-Paul Marat, né à Baudry, comté de Neufchâtel, en Suisse, député à la Convention nationale.

Marat entre à l'audience. — La salle retentit d'applaudissemens.

Marat. Citoyens, ce n'est point un coupable qui paraît devant vous, c'est l'apôtre et le martyr de la liberté ; ce n'est qu'un groupe de factieux et d'intrigans qui a porté le décret d'accusation contre moi.

Interrogé de ses noms, surnoms, âge, qualité, lieu de naissance ; a répondu s'appeller Jean-Paul Marat, docteur en médecine, député de Paris à la Convention nationale, âgé de 49 ans, demeurant à Paris, rue des Cordeliers, section du Théâtre-Français.

Thiuville, accusateur public, fait lecture de l'acte d'accusation et des pieces à l'appui.

Acte d'accusation.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation dans la séance du 13 de ce mois, sur les délits imputés à Marat, l'un de ses membres, l'a décrété d'accusation, et a renvoyé au même comité pour rédiger et lui présenter l'acte d'accusation qui suit :

Il résulte de l'examen des différens numéros du journal de Marat, et notamment des numéros 1er., 40, 80, 133, 136, 137, 138; des 25 septembre, 8 novembre et 21 décembre

Digitized by Google

1792; 25 et 28 février, 1er. et 2 mars 1793, et d'un écrit du 30 du même mois de mars, intitulé : *Profession de foi de Marat;* que celui-ci est prévenu d'avoir évidemment provoqué le meurtre et l'assassinat, d'avoir conseillé les exécutions populaires, d'avoir dit que « dans tout pays où les droits du peuple ne sont pas de vains titres, le pillage de quelques magasins, à la porte desquels on pendrait les accapareurs, mettrait fin à leurs malversations; » qu'il fallait laisser les *mesures répressives des lois*, et que les seules efficaces étaient des *mesures révolutionnaires*, lesquelles mesures prétendues révolutionnaires ont été suivies, puisque le jour même où il prêchait le pillage, où son journal avait paru le matin, le pillage a eu lieu chez les épiciers de la ville de Paris, les 25 et 26 février; que ce delit est de nature à mériter peine afflictive, aux termes de l'article XXXIX, section II, titre II, et article II, titre III, partie 2e. du code pénal, ensemble aux termes de l'article V, section V, titre 1er., partie 2e. du même code pénal.

Il résulte également du même examen et des numéros 1er., 5, 80 et 84 du même journal, des 25 et 29 septembre, 21 et 25 décembre 1792; que Marat est prévenu d'avoir, dès avant la Convention, provoqué un pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, sous les noms de *tribun militaire*, *dictateur*, *triumvir*; d'avoir, postérieurement au décret du 4 décembre 1792, prononçant la peine de mort contre quiconque provoquerait la royauté, dit, dans son numéro 80, *qu'il n'attendait rien de bon des législateurs de l'Empire Français, presque tous sans lumieres, sans talens, sans judiciaire, sans vertus, sans civisme; que la Convention dans laquelle le peuple a placé ses dernieres espérances, ne saurait aller au but, composée comme elle l'est*; d'avoir dit, par suite du numéro 80, dans son numéro 84, que *la nation serait forcée de renoncer à la démocratie, pour se donner un chef, la Convention ne s'élevant pas à la hauteur de ses importantes fonctions*; que ce délit est de nature à mériter peine afflictive, aux termes du décret du 4 décembre dernier.

Il résulte encore de l'examen des pieces, et notamment des numéros 26, 70, 76, 85, 100, 109, 115, 116, 128, 138, 148, 153, 159, 160 et 163, des 20 octobre, 9, 17 et 27 décembre 1792; 16 et 28 janvier; 7, 8 et 20 février, 2, 20 et 27 mars; 3, 4 et 7 avril présent mois; de la circulaire signée Marat, et de plusieurs numéros rapportés sur les deux délits précédens, que Marat est prévenu d'avoir avili la Convention, les autorités constituées, et d'avoir provoqué la dissolution de la Convention, en disant qu'il existait au sein de la Convention *une faction criminelle, composée d'hommes vils et profondément scélérats; d'hommes atroces, s'efforçant d'allumer la guerre civile; une faction étrangere à la patrie, ennemie de toute égalité et de toute liberté, composée d'hommes dégoutés, assouvissant leurs passions criminelles, se gorgeant des dépouilles du peuple, et tyrannisant la nation au nom de la loi.*

Digitized by Google

En écrivant que cette faction, dite des *royalistes*, était celle des *hommes d'Etat*, *de l'appel au peuple*, *de la détention*, ou *des ennemis de la patrie et des contre-révolutionnaires*; qu'ils étaient conjurés avec les perfides généraux, les directoires de districts et de départemens, les membres des tribunaux, les aristocrates, les émigrés et les puissances étrangeres; que les hommes d'Etat avaient perdu la confiance du peuple, et qu'ils ne pouvaient plus y prétendre; que ces délits sont de nature à mériter peine afflictive, suivant le décret du 29 mars dernier, qui condamne à mort les provocateurs de la dissolution de la Convention.

La Convention nationale accuse Marat, l'un de ses membres, devant le tribunal criminel extraordinaire, comme prévenu d'avoir provoqué; 1° le pillage et le meurtre; 2°. un pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple; 3°. l'avilissement et la dissolution de la Convention: ordonne qu'il sera traduit devant ce tribunal, pour y être jugé conformément à la loi.

Le président du tribunal à Marat. Ces écrits sont-ils de vous?

Marat. Ils sont tous de moi; je les reconnais à la simple lecture.

On procede à l'audition des témoins.

Samson-Pégnet, (anglais) est interpellé de déclarer s'il connaît un paragraphe inséré dans le journal intitulé *le Patriote Français*, ainsi conçu: « Un triste évenement vient d'apprendre aux anarchistes, quels sont les funestes fruits de leur doctrine affreuse.

» Un anglais, dont je tairai le nom, avait abjuré sa patrie, parce qu'il detestait les rois; il vient en France, esperant y trouver la liberté; il ne voit que son masque sur le visage hideux de l'anarchie. Déchiré de ce spectacle, il prend le parti de se tuer. Avant de mourir, il écrit ces mots que nous avons lus écrits de sa main tremblante, sur un papier qui est dans les mains d'un étranger célebre.

» *J'étois venu en France pour jouir de la liberté, mais* MARAT *l'a assassinée. L'anarchie est plus cruelle encore que le despotisme. Je ne puis résister au douloureux spectacle du triomphe de l'imbécilité et de l'inhumanité, sur le talent et la vertu.* »

Samson-Pégnet. Je connais cette note: elle est, je crois, d'un jeune anglais qui a tenté de se tuer, mais heureusement n'est pas mort de ses blessures. J'ai été très-affligé de la voir dans le Patriote Français, parce qu'elle tendait à faire croire en Angleterre que Marat, que je regarde comme un homme utile, mettait toute la France en combustion.

Le président du tribunal au témoin. Comment se nomme le jeune anglais qui a voulu se tuer?

Samson-Pégnet. Il se nomme *Johnson*, et demeure dans la maison occupée par Thomas Payne, député à la Convention nationale, rue du fauxbourg Saint-Denis, n°. 63.

Avez-vous connaissance s'il se tient chez Thomas Payne

Digitized by Google

des conciliabules où paraît avoir été rédigé l'article du Patriote Français? — Non. — Avez-vous connaissance que l'on ait intercallé le nom de Marat dans cet article, pour le rendre odieux en Angleterre? — J'ai regardé cet article comme rédigé par les ennemis de l'accusé. — Ne pourriez-vous pas dire comment cet article a été souscrit par Johnson? — Il est à ma connaissance que Thomas Payne a appelé un jeune anglais, nommé Chopin, sur l'escalier, pour lui parler; mais j'ignore le résultat de leur conversation. — Croyez-vous que ce soit la lecture des feuilles de Marat qui ait engagé Johnson à vouloir se tuer, ou bien si c'est par démence? — Ce jeune homme est comme un enfant. Après les malheureux évenemens de la Belgique, il est tombé dans la misere; ses organes en ayant été altérés, il se peut que, par la lecture de différens écrits qui annonçaient que les députés qui avaient voté l'appel au peuple seraient massacrés, son amitié pour Thomas Payne, qui était de ce nombre, l'ait porté à se détruire, de peur d'être témoin de la fin de son ami. — Est-il à votre connaissance qu'on ait tenu chez Thomas Payne des discours tendans à lui faire croire qu'on voulait le massacrer? — Oui, l'on y a assuré que Marat avait dit qu'il fallait massacrer tous les étrangers, notamment les Anglais.

Le président à Marat. Qu'avez-vous à répondre à ce dernier fait?

Marat. J'observe au tribunal que c'est une calomnie atroce, une méchanceté des hommes d'État, pour me rendre odieux.

Le président à Samson-Pégnet. Vous êtes-vous trouvé souvent chez Thomas Payne? L'assemblée y est-elle nombreuse? — Je n'y ai jamais vu plus de cinq ou six Anglais et un Français. — Avez-vous connaissance que quelques membres de l'Assemblée s'y rendent? — Je l'ignore.

William Chopin, Anglais, demeurant dans la maison de Thomas Payne, dépose que Johnson, qui a voulu se tuer, avait fait un testament en faveur de Thomas Payne et de lui; mais que n'étant pas mort, cet acte est devenu nul.

Le président. Combien y a-t-il de personnes ordinairement à la table de Thomas Payne? — Cinq hommes et une dame. — Que dit-on, dans cette maison, de la révolution? — Je ne sais pas ce que les autres en pensent; mais quant à moi, j'en ai la meilleure opinion. — Qu'y dit-on des feuilles de Marat? — A peine en ai-je entendu parler. — Avez-vous connaissance que l'écrit de Johnson lui ait été suggéré? — Je l'ignore; mais ce que je sais, c'est que c'est Johnson lui-même qui l'a rédigé. — Croyez-vous que cet écrit soit le même que celui qui a été inséré dans le Patriote Français du 16 avril? — J'ignore si on y a retranché ou diminué. — Savez-vous si les personnes qui vont chez Thomas Payne sont en liaison avec des députés de la Convention nationale? — Non. — Brissot y venait-il? — Je ne l'y ai jamais vu.

Digitized by Google

Jean-Marie Girey-Dupré, garde des manuscrits nationaux à la bibliotheque de la République, et rédacteur du Patriote Français, est entendu.

Le président. Connaissez-vous la note insérée dans votre journal du 16 de ce mois? — Oui, c'est moi qui l'ai envoyée à l'imprimerie. — De qui tenez-vous cette note? — De Brissot, mon ami, qui m'a assuré la tenir de Thomas Payne, à qui Johnson l'avait remise.

Sur le réquisitoire de l'accusateur public, Brissot est invité à se rendre à l'audience, et le président du tribunal écrit à la Convention pour l'en instruire. (L'audience retentit d'applaudissemens.)

Marat. Citoyens, ma cause est la vôtre; je défends ma patrie; je vous invite à garder le plus profond silence, afin que les ennemis qui me persécutent ne disent point que le tribunal a été influencé.

Le tribunal lance un mandat d'amener contre l'Anglais Johnson, qui ne s'était pas rendu à la premiere assignation.

Marat. Je demande que les témoins à entendre, attendent dans des salles séparées.

Le tribunal fait droit à cette demande.

Le président du tribunal à Girey-Dupré. Quel est l'auteur de la réflexion qui précede l'écrit de Johnson? — L'écrit et la réflexion m'ont été remis ensemble. — Brissot continue-t-il la rédaction du Patriote Français? — C'est moi qui me charge de toute la responsabilité.

Marat. Je demande qu'on interpelle Girey-Dupré de déclarer si, pendant le temps qu'il était défendu aux membres de la Convention de coopérer à la rédaction d'un journal, Brissot ne lui a pas fait passer quelques articles à insérer dans le Patriote Français?

Le président du tribunal fait l'interpellation.

Girey-Dupré. Pendant le tems que la loi a duré, et jusqu'au moment où elle a été rapportée, Brissot ne m'a rien fourni.

Le président du tribunal. Quel est l'imprimeur du Patriote Français? — Le citoyen Provost, rue et hôtel de Bussy.

Sur le réquisitoire de l'accusateur public, le tribunal ordonne qu'il sera décerné un mandat d'amener contre l'imprimeur. Le président annonce que sur la lettre par lui écrite au président de la Convention nationale, relativement à Brissot, elle a passé à l'ordre du jour.

Marat demande que les témoins déja entendus ne soient point présens aux dépositions que vont faire les autres témoins. — On les fait sortir.

Thomas Payne est introduit. Il dépose, par l'organe d'un interprête, qu'il ne connaît Marat que depuis que la Convention est assemblée. On lui donne lecture de la note insérée dans le Patriote Français du 16 avril. Il répond qu'il ne conçoit pas ce qu'elle peut avoir de rapport avec l'accusation intentée contre Marat.

Digitized by Google

Le président. Avez-vous donné une copie de cette note à Brissot? Je lui ai fait voir l'original. — Le lui avez-vous remis tel qu'il est imprimé? — Brissot ne peut avoir écrit cette note que d'après ce que je lui ai lu et ce que je lui ai dit. J'observe au tribunal que Johnson ne s'est donné deux coups de couteau que parce qu'il avait appris que Marat devait le dénoncer.

Marat. Ce n'est pas parce que je devais dénoncer ce jeune homme qu'il s'est poignardé, mais bien parce que je voulais dénoncer Thomas Payne.

Thomas Payne. Johnson avait depuis long-tems des inquiétudes d'esprit. Quant à Marat, je ne lui ai jamais parlé qu'une fois dans les couloirs de la Convention; il m'a dit que le peuple Anglais était libre et heureux; je lui ai répondu que ce peuple gémissait sous un double despotisme.

Pierre Provost, imprimeur du Patriote Français, est entendu. Il apporte une partie des copies qui ont servi à imprimer le Patriote Français de ce mois. Il observe au tribunal qu'à l'époque du 16 avril il était malade, et ne peut en conséquence produire aucun éclaircissement sur le fait.

Marat demande que ces pieces soient déposées au greffe. — L'imprimeur les dépose sur le bureau.

Le président du tribunal à Marat. Avez-vous quelques observations à faire sur l'acte d'accusation, ou sur les dépositions des témoins?

Marat. J'ai des réflexions générales à faire sur le décret d'accusation; fort de ma conscience et de l'équité du tribunal, je provoque moi-même l'examen le plus sévère de ma conduite, avant et depuis la révolution. J'ai écrit long-tems avant en Angleterre, un ouvrage qui n'a pas peu contribué à la préparer; à l'approche des Etats-Généraux, je redoublai d'efforts, et par nombre d'écrits patriotiques, je ne cessai de réclamer pour les droits du peuple; depuis la révolution je n'ai cessé de l'éclairer, de l'instruire; j'ai constamment et avec un courage que rien ne peut ébranler, démasqué les traîtres, qui, sous le voile de la popularité avaient surpris la confiance et séduit sa bonne foi; j'ai fait pâlir le tyran sur son trône, et l'ai poursuivi jusqu'à sa mort; la plume, dans ma main, étant devenue pour mes ennemis une arme redoutable, on n'a rien négligé pour étouffer ma voix et enchaîner ma plume, promesses, cajoleries, séductions, menaces, persécutions, tout a été tenté, mais inutilement; l'Ami du Peuple s'est toujours montré digne de lui-même et de la juste cause qu'il a constamment défendue, et qu'il ne cessera de défendre jusqu'à extinction de chaleur naturelle, puisqu'il s'agit de la liberté et du bonheur du genre humain. (Applaudissemens universels)

Le président. Qu'entendez-vous par cette phrase du n°. 84 de votre journal où vous dites: « Que si la démocratie ne l'emporte pas il faudra bien que la nation se donne un chef? »

Digitized by Google

« *Marat.* C'est une calomnie atroce ; on a interprêté comme on a voulu ce que je voulais dire ; on a même poussé l'impudeur jusqu'à me prêter des intentions que je n'avais pas.

Le président. Qu'entendez-vous par cette phrase de votre numéro 80, ainsi conçue : « Voilà les législateurs de l'Empire Français ! Je desire que le ciel les illumine et les convertisse ; quant à moi, je n'attends d'eux rien de bon. » Expliquez si, par ces mots, vous n'avez pas entendu avilir la Convention nationale?

Marat. Bien loin de l'avilir, j'ai tout fait pour la rappeller à la dignité de ses fonctions.

Williams Johnson est introduit, il dépose, par l'organe d'un interprête, qu'il reconnaît la note du 16 avril, insérée dans le Patriote Français, pour avoir été par lui écrite ; qu'il ne peut cependant pas affirmer qu'elle soit bien exacte, attendu qu'il était malade alors ; mais qu'on peut, pour s'en assurer, la confronter à l'original qui est entre les mains de Thomas Payne.

A l'égard de la réflexion qui précede la note, il déclare qu'elle n'est point de lui.

Le président. Est-ce à la suite de la lecture de Marat que vous avez pris la résolution de vous détruire?

Williams Johnson. C'est après la lecture du journal de Gorsas. (Applaudissemens.)

Marat. Citoyens, je vous invite au silence, sans cela vous nuiriez au triomphe de la liberté.

(La fin au N°. *prochain.)*

Jean-Jacques-Pierre d'Esparbès, âgé de 72 ans, lieutenant-général des armées de la République, et ci-devant gouverneur-général de St. Domingue, a été déchargé d'accusation sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il n'était pas constant qu'il eût refusé de faire agir la force publique après en avoir été requis légalement ; qu'il eût par abus de ses fonctions provoqué directement les citoyens militaires à désobéir aux autorités légitimes, et qu'il eût pratiqué des manœuvres, tendantes à ébranler la fidélité des officiers, soldats et autres citoyens français envers la nation.

Le 2 mai. Antoine Juseau, âgé de 23 ans, fils d'un négociant d'Angoulême, a été condamné à mort sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il avait émigré vers la fin de septembre, ou dans les premiers jours d'octobre 1792, et qu'il était rentré sur le territoire de la République dans le courant du mois de mars 1793.

Le 6. François-Auguste-Renaud Beauvoir, ci-devant comte de Mazu, âgé de 34 ans, né à Constantinople, fils d'un Français alors ministre ou chargé d'affaires du roi de France près

Digitized by Google

la Porte ; Paul-Pierre Kolly, âgé de 54 ans, ci-devant fermier-général, demeurant à Paris ; Magdeleine-Françoise-Joséphine de Rabeck son épouse, âgée de 34 ans, auparavant veuve de René Pucot, négociant à l'Orient ; et Jean-Nicolas Bréard, âgé de 54 ans, né à Rochefort, département de la Charente, ancien commissaire de la marine, ont été condamnés ce jour à la mort, sur la déclaration unanime de dix jurés (il y en avait onze au débat), portant que depuis le mois de juin 1792, jusqu'au 10 janvier 1793, il avait existé un projet de rétablir, sous le nom de *caisse de commerce*, une caisse ci-devant dite de *Bussi*, dont le but *apparent* était de faire revivre cette caisse qui était en faillite, et le but *réel* de faire des emprunts considérables d'argent pour les ci-devant princes, et de préparer, par une grande émission de billets de cette caisse, le discrédit et l'anéantissement des assignats en France ; que Beauvoir, trouvé nanti d'une autorisation donnée à cet effet par les freres de Louis Capet, était un des principaux agens des manœuvres employés pour ce projet. Que la femme Kolly avait sciemment participé à ces manœuvres, et que Kolly et Bréard, deux des principaux intéressés au rétablissement de cette caisse, connaissaient les manœuvres, et avaient eu des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

Les trois hommes ont été exécutés le 7 sur la place de la Réunion ; il y a eu un sursis à l'égard de la femme, qui a déclarée être enceinte.

Un incident remarquable dans l'instruction de ce procès, c'est qu'un des témoins qui chargeait Beauvoir avait déposé que le projet d'établissement de la caisse de commerce au profit des ci-devant princes, avait été communiquée par Beauvoir à l'ex-ministre Roland qui l'avait approuvé. Roland est mandé aussi-tôt par le tribunal. Le témoin ayant été confronté à Beauvoir, celui-ci déclara qu'il était bien étonné de la déposition du témoin, qu'il ne connaissait point le citoyen Roland, et ne lui avait jamais parlé. Roland introduit ensuite, et après avoir entendu la lecture de la déposition du témoin, a répondu que jamais le projet de Beauvoir ne lui avait été communiqué, et qu'il ne connaissait point ce citoyen. Les réflexions sont ici superflues. Le bruit courut aussi-tôt dans tout Paris que Roland avait été arrêté et traduit au tribunal révolutionnaire.

Digitized by Google

Jea. 135.

{ N°. 94. — 1793. }

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 18 MAI, *l'an deuxieme de la République.*

EPIGRAMME.

JAMAIS Dangeau ne viola
La pureté grammaticale,
Et sur ce point je crois qu'il a
Son innocence baptismale.

Par M. D. B.

LOGOGRIPHE.

JE trouve tous les jours de nouveaux courtisans ;
J'ai l'art de les fixer ; je fais peu d'inconstans ;
On me veut à la mode, aussi je m'y conforme ;
Car je change souvent de couleur et de forme.
Chacun de mes amis, quand j'ai le ventre plein,
Autour de moi s'empresse, et me fait un larcin.
Quand j'ai le dedans creux, je reçois au contraire.
On me donne souvent pour cadeau, pour salaire.
Veux-tu sur mon sujet t'amuser plus long-temps,
Transpose mes neuf pieds, place-les en tout sens ?
Chez moi tu pourras voir une triple couronne ;
Un très-petit réduit qui ne plaît à personne ;
Un bon mets pour le chat, une conjonction ;
D'un naturel fougueux la vive émotion ;
Ce qui suspend la guerre, une nôte, un légume ;
Une liqueur qui plaît malgré son amertume ;
Ce que laisse après soi chaque coup de pinceau.
Veux-tu me deviner sans creuser ton cerveau,
Regarde autour de toi dans les champs, à la ville,
Dans les cercles... peut-être aussi te suis-je utile.

Explication des Charade *et* Enigme *du* N°. 93.

Le mot de la Charade est *Sourd* ; celui de l'Enigme est *Plume*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

L'Ami des Lois, Comédie en cinq actes, en vers, représentée par les Comédiens de la Nation, le 2 janvier 1793, par le citoyen Laya, auteur des Dangers de l'Opinion *et de* Jean Calas. *Prix*, 30 *sols. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du cimetière Saint-André-des-Arcs, n°.* 9; *et chez le Petit, commissionnaire en librairie, quai des Augustins, n°.* 32.

Les représentations de cette pièce ont été suivies avec une affluence et applaudies avec des transports qu'il est difficile, quand on l'a lue, d'attribuer au mérite de l'ouvrage. On sait quelles circonstances l'ont écartée du théâtre, à l'instant même où, livrée à l'impression, elle commençait à perdre beaucoup de l'opinion qu'on en avait conçue. Il n'est point dans mes principes d'approuver des prohibitions arbitraires, fondées sur les applications qu'on peut faire de tel ou tel endroit d'une pièce, et sur les allusions qu'on peut y saisir : tout cela est du fait des spectateurs et non pas de l'auteur, qui, par conséquent, n'en est pas responsable. Il n'y a point de drame que l'on ne pût prohiber sur un pareil prétexte, et il ne faut point défendre la liberté avec les armes de la tyrannie. Je dois croire d'ailleurs et je crois que les intentions de l'auteur étaient irréprochables. Mais les a-t-il bien remplies ? et l'ouvrage si défectueux dans les principes du théâtre et du goût, est-il irrépréhensible même sous les rapports civiques et politiques ? C'est ce que je vais examiner avec l'impartialité dont j'ai toujours fait profession.

Rien de plus mince que l'intrigue : elle roule toute entière sur un papier égaré, qui contient la liste de 150 personnes que Forlis, l'*Ami des Lois*, entretient à 20 sols par jour. Cette liste trouvée par un Duricrâne, journaliste délateur, sert à fonder contre Forlis une accusation dont la fausseté est bientôt reconnue, et qui ne le met en danger que pour le faire triompher. Voilà toute l'action ; car d'ailleurs le mariage projetté entre Forlis et une fille de l'aristocrate Versac, n'est-là que parce qu'il faut apparemment un mariage dans toute comédie.

D'abord à quoi bon cette liste sur un papier volant, si ce n'est parce qu'on a besoin qu'elle soit perdue ? Elle doit être naturellement sur le livre de comptes de Bénard, l'homme d'affaires de Forlis, et Bénard lui-même dit qu'elle y est en chef. Toutes les dépenses réglées sont portées sur des registres et non sur des feuilles volantes. Ce ressort est petit et forcé. De plus, il ne remplit pas le but de l'auteur, qui, sans doute, veut rendre le délateur odieux ; mais soyons justes : à qui donc

Digitized by Google

ne serait pas très-légitimement suspecte, dans un tems de révolution, une semblable liste, qui, sans aucune explication, offre les noms de 150 employés (qui ont perdu leur place, et par conséquent peuvent être mécontens), salariés à 20 sols par jour par un particulier? En vérité, sans être un Duricrâne, on peut regarder un tel papier comme matiere à recherche, et à recherche très-sérieuse; et qui peut se douter que c'est-là une liste d'aumônes? Le plus honnête homme, le meilleur citoyen, se croirait obligé de déférer un papier d'une nature si étrange. Ce ressort a donc l'inconvénient d'être fort mal imaginé dans le dessein général de l'ouvrage, et c'est pourtant le seul qui fasse mouvoir toute la machine de la piece: ce n'est sûrement pas-là une invention heureuse. Quant à l'art de nouer une intrigue, d'en tirer des situations variées qui mettent les personnages dans l'embarras et fassent ressortir les caracteres, il n'y en a pas une seule: nulle trace de comique d'action, et pourtant c'est une comédie: ce défaut eût été moins remarquable, si l'auteur n'eût pas fait usage d'un titre qui l'avertissait de faire tout ce qu'il n'a pas fait.

Voyons les caracteres, et commençons par le plus important, l'*Ami des Lois*. Un *Ami des Lois* doit être sur-tout de la liberté, (sans laquelle il n'y a point de lois, comme il n'y a point de liberté sans lois), et doit conséquemment être un chaud patriote. Forlis n'est-il? Il ouvre la scene avec son ami, l'*aristocrate* Versac, *honnête homme* soi-disant; passe: celui qui n'est aristocrate que d'opinion peut être *un honnête homme*, autant qu'on peut l'être quand on n'est pas un bon citoyen; mais il est curieux de voir comment ce Versac est un *si honnête homme*.

Je ne saurais me faire à votre égalité.
Mais j'aime mon pays, je ne l'ai point quitté;
Et s'il faut franchement dire ce que *j'éprouve*
Sur tous ces émigrés, mon cœur les désapprouve.
Mais dans l'armée comme eux gentilhomme Français,
Je puis, sans les servir, *attendre leurs succès*.

Remarquez que ce Versac vient de faire un tableau effrayant de la ligue des rois contre nous, qu'il annonce d'un ton triomphant *la volonté de l'Europe qui va nous être exprimée par cent bouches à feu*, et ce sont-là *les succès* que cet *honnête homme attend!* Je ne m'arrête pas à l'inconséquence frappante d'un vers à l'autre. Il *désapprouve les émigrés; mais il attend leurs succès!* L'un des deux est nécessairement faux: s'il *désapprouve* leurs efforts, il doit craindre et détester *leurs succès*. S'il *attend les succès*, à coup sûr il *approuve* l'entreprise: qui veut la fin, veut les moyens; c'est un axiôme reconnu. Mais que dire de l'*Ami des Lois*, du *patriote* Forlis, qui se contente de répondre: *vous attendrez!* Quoi! il ne dit pas à son ami: « y pensez-vous! » est-ce bien vous qui prétendez être *honnête homme*, et qui

Digitized by Google

» attendez la ruine et l'asservissement de votre patrie ? Quoi ! » vous ne sentez pas que votre attente est un crime ; que vos » espérances sont sacriléges ! et vous êtes mon ami ! etc. »

Dira-t-on que Versac a prévenu ce reproche, en disant que les rois ligués ne veulent entrer en France *que pour y mettre l'ordre ?* Mais s'il est assez imbécile pour le croire, Forlis en sait assez pour se mocquer de sa crédulité, et il s'en est mocqué effectivement : ainsi cette réponse tombe d'elle-même, et il demeure constant que Forlis ne dit pas ce qu'il devait dire. En général, je ne reproche pas à ce rôle ce que l'auteur y a mis, mais ce qu'il devait y mettre et ce qui n'y est pas. Tout ce qu'il dit contre les anarchistes, contre les hommes de sang, les calomniateurs, les inquisiteurs, etc. est très-louable et très-sensé. Mais pouvait-il ignorer que si les patriotes se plaignent du désordre et des excès, parce qu'ils aiment la liberté qui en est l'ennemie, les aristocrates, les contre-révolutionnaires ne font sonner si haut ces excès et ce désordre que pour les confondre avec la liberté qui les réprouve, et pour rappeller le despotisme ? Non, sans doute, l'auteur ne l'ignorait pas, puisqu'il fait sentir cette distinction dans plusieurs endroits de sa piece ; mais il n'a pas, ce me semble, assez appuyé, à beaucoup près, sur ce point qui était capital. Son *Ami des Lois* n'a d'indignation que contre les abus de la liberté, et cette indignation est très-juste ; mais ne devait-il pas en montrer une tout au moins aussi forte et même davantage contre ceux qui sont toujours prêts à triompher de ces abus nécessairement passagers, pour nous rejetter sous le joug despotique, mal essentiellement irrémédiable, si jamais il renaissait ? C'est ici que les idées de l'auteur n'ont été ni assez fortes, ni assez étendues, ni assez lumineuses ; il n'a vu qu'une partie de son sujet, et ne l'a pas embrassé dans son entier ; et peut-être aussi ce sujet était-il au-dessus des forces d'un jeune homme. Mais qu'il était beau, qu'il était riche, s'il eut été conçu plus puissamment ; si l'auteur eut assez réfléchi pour sentir que le plus grand danger pour nous n'est pas précisément ce système d'anarchie qui, né des passions basses, des petits intérêts de petits hommes, et de l'ignorance d'une foule égarée, ne peut résister long-tems à l'intérêt général, parce qu'en dernier résultat, cet intérêt est toujours celui de l'ordre, ni sur-tout à l'expérience du mal-être, la plus efficace de toutes les leçons ; mais que le danger le plus imminent, parce qu'il est moins apperçu, moins présent, moins sensible pour tous, c'est d'abord l'astuce perfide de nos ennemis secrets, qui calculent chaque faute comme un acheminement à l'eslavage, et ensuite la faiblesse des hommes peu éclairés, qui, uniquement frappés du mal actuel, et voulant s'en délivrer à tout prix, sont tout prêts, sans le savoir, à remplir le vœu de nos plus redoutables ennemis, et à transiger sur la liberté, sans se douter que l'avenir qui les attend serait bien plus affreux

Digitized by Google

que le présent dont ils s'effraient, et de plus serait sans remede et ne leur laisserait que des regrets inutiles !

C'était-là une belle et grande tâche à remplir pour un véritable *Ami des Lois :* on en peut juger par ce peu d'idées que je ne puis qu'indiquer, et que chacun est à portée d'étendre suivant le degré de ses connaissances et de son patriotisme. Mais l'auteur, je le répète, n'a pas vu si loin : il n'a eu devant les yeux qu'un seul objet, quelques vils scélérats qui n'ont pas même le mérite de l'audace, puisqu'il n'y en a point, quand on est sûr de l'impunité. Il les a livrés à l'opprobre ; mais il n'a pas même marqué du doigt l'art qui leur est familier, et qui est en lui-même si facile, celui d'attaquer en même-tems les fauteurs de l'aristocratie et les vrais républicains, et de faire prendre ainsi le change, du moins pour quelque tems, à la multitude peu instruite, d'où il suit qu'ils n'attaquent les uns que pour asservir les autres.

Les trois *intriguans* de la piece ne sont pas mieux conçus. Qu'est-ce qu'un Nomophage, le premier de tous, celui que l'on peint comme un chef de parti, et qui s'imagine bonnement qu'il sera *empereur du Poitou ?* qu'il distribue des *Gouvernemens* chimériques à un Plaude, à un Duricrâne, à un Filto, s'ils sont assez bêtes pour le croire, soit ; mais il doit rire de leur sotise et ne pas la partager. Ce que les *intriguans* cherchent et peuvent chercher aujourd'hui, c'est tout simplement des places qui donnent du pouvoir et de l'argent, et non pas des *Gouvernemens* et des *Empires.*

Ce Nomophage nous est présenté dans la piece comme un homme supérieur et n'en donne pas la moindre preuve. Filto, qui n'est que faible et séduit, sans être pervers, s'écrie avec admiration, en parlant de Nomophage :

Un si grand caractere !

et pourquoi ce *caractere* lui paraît-il *si grand ?* c'est parce que Nomophage vient de lui débiter en très-mauvais vers un incompréhensible fatras d'athéïsme et d'immoralité. En voici un échantillon :

Que des germes épars, dans leur cours nécessaire,
D'embryons monstrueux viennent peupler la terre,
Ou bien se composant d'élémens épurés,
Organisent ces corps par nous tant admirés ;
Les formes ne sont rien ; le grand but c'est la vie ;
Pourvu qu'au mouvement la nature asservie
Dans son cours productif roule éternellement,
Elle vit, elle enfante, il n'importe comment.
Que les trônes croulant dans l'Océan des âges,
S'abyment, illustrés par de brillans naufrages,
Que l'eau cédant au feu s'élance des canaux,

Digitized by Google

Que les feux à leur tour soient chassés par les eaux ;
Dans ces traits variés j'admire la nature ;
L'édifice est entier sous une autre structure ;
Rien ne se perd, s'éteint ; tout change seulement ;
L'on existait ainsi, l'on existe autrement.
Le soleil luit toujours ; sa chaleur épandue
D'esprits vivifians embrâse l'étendue,
Et ce globe tournant vers son pole applati,
Décrit, sans se lasser, son orbe assujetti.

Il serait superflu de détailler toutes les fautes de diction qui défigurent ces vers, ou même de les indiquer : tout à l'heure je parlerai du style. Tout ce qu'il y a de vrai dans ce long verbiage, c'est qu'il n'y a dans les êtres animés et inanimés que des changemens de formes et point de destruction, et assurément ce n'est pas dans une scène de comédie entre deux *intriguans* qu'il convenait de faire une si verbeuse amplification de ce vieil axiome, connu du moindre écolier de physique ; et l'on ne voit pas comment ce débordement de philosophie triviale prouverait aucune supériorité. De plus, quand on veut parler de physique, il faut la savoir un peu ; et si l'auteur avait quelqu'idée du mouvement de rotation de notre globe, il saurait d'abord que ce globe ne tourne ni ne peut tourner *vers son pole*, mais qu'il tourne sur lui-même ; ensuite que ce globe n'a point *son pole*, mais ses deux poles, qui sont les deux extrémités de son axe rationel. Mais ce qui est pis que toutes ces fautes, c'est la disconvenance absolue ; c'est de trouver ici un *pole applati*. Quand le Grosrené de Moliere se met à philosopher d'après *le cousin Aristote*, qui *compare la femme à la mer*, d'où il conclud que *dans le monde il n'est rien de si stable que l'onde*, et que *les femme enfin ne valent pas le diable* ; c'est un valet qui fait rire en voulant faire le savant, mais Nomophage, qui est un personnage sérieux, ne devait pas ressembler à Grosrené, et Filto devrait répondre à sa philosophie, comme Matha répond à l'érudition de Sénantes : *mais que diable cela fait-il ?*

Ce même Nomophage, dont on vante *le talent*, se défend très-mal contre Forlis : celui-ci l'écrase du mépris le plus déclaré, sans qu'il repousse ce mépris ; il ne lui oppose qu'une fort plate hypocrisie.

FORLIS.

Je vous estime peu, je dois en faire gloire.
Ce grand zele entre nous pourrait me faire croire
Que le trait part de vous.

Il s'agit de l'accusation calomnieuse intentée contre Forlis ; l'apostrophe est rude. Nomophage que l'on nous donne pour

Digitized by Google

l'homme le plus audacieux et le plus intrépide, se contente de répondre :

Vous penseriez !...

FORLIS.

Pour peu

Que vous niez (1) encor, c'est m'en faire l'aveu.

Autre apostrophe encore plus forte, et le terrible Nomophage ne répond que par ce mot, *Monsieur...*

S'il est ici lâchement hypocrite, il est dans l'acte suivant grossièrement mal-adroit. Il prétend que *le peuple* a menacé sa vie, à cause des liaisons qu'on lui soupçonne avec Forlis, et en même-tems il offre de se présenter avec lui à ce *peuple furieux*, de le couvrir de son corps, et il assure qu'il suffira que *le peuple* voie Forlis avec lui, pour croire Forlis innocent. Cette inconséquence est si choquante que Forlis ne manque pas de la lui faire sentir avec tout le dédain qu'elle mérite, et dans cette scène Nomophage est encore plus humilié que dans l'autre. Il veut suivre Forlis qui lui dit :

Restez, *je vous l'ordonne.*

NOMOPHAGE.

Monsieur !...

FORLIS.

Restez, vous dis-je, ou bien *je vous soupçonne.*

Autre inconséquence : après tout ce qui s'est passé, après tout ce qu'il a dit en face à Nomophage, il est plaisant d'en être au *soupçon*. Cependant ce mot, *je vous soupçonne*, fait une telle impression sur le *grand* Nomophage qu'il reste muet, et qu'il obéit à celui qui lui *ordonne*. Voilà ce que l'auteur appelle *un grand caractere.*

Et quel politique que ce Nomophage ! il appelle un *coup de maître* cette idée étrange de paraître devant le peuple avec Forlis ; Forlis lui-même assure que Nomophage voulait *diriger les coups*. Quoi ! lorsque Forlis veut se présenter à ces *assassins* qui sont aux ordres de Nomophage, il faut que celui-ci soit à côté de la victime pour qu'on l'immole ! et à quoi bon ! Il est donc bien peu sûr de ses gens. Craint-il qu'ils ne connaissent pas Forlis ou qu'ils hésitent à le frapper ? Ordinairement l'instigateur et les exécuteurs du crime savent mieux leur métier. Tous ces ressorts sont faux ; tout est manqué également, les

(1) C'est un solécisme. Le verbe *nier* étant ici au subjonctif, il faut absolument, pour peu que vous *niiez*. Ce mot, qui est alors de trois syllabes, est si horriblement dûr qu'on évite soigneusement de s'en servir, même en prose. L'auteur a trouvé plus court de retrancher le second *i* qui est indispensable, et de violer ainsi les premieres regles de la conjugaison française.

Digitized by Google

moyens et les caracteres. Il faut sans doute que l'honnête homme l'emporte sur le scélérat ; mais quand on veut donner du génie à celui-ci, il doit montrer de grands moyens et de grandes ressources, et Nomophage ne fait ni ne dit rien dans la pièce qui donne de lui cette idée.

J'étais avec vous digne au moins de lutter,

dit-il à Forlis, en quittant la scène. Mais pour que ce vers eût du sens, il faudrait que Forlis fut représenté comme jouant un grand rôle dans la révolution, comme ayant une influence marquée dans les évenemens publics ; mais pas un mot de tout cela ; c'est un homme bienfaisant et qui a la fermeté de l'innocence ; ce n'est pas-là un homme avec qui Nomophage doive se faire gloire de *lutter*.

Je laisse de côté bien d'autres observations qui donneraient à cet examen plus d'étendue qu'il n'en peut avoir. Il est trop prouvé que l'auteur n'a pas assez médité l'esprit général, l'ensemble, les incidens, la contexture de son drame. Il faut dire un mot du style, et là dessus malheureusement il n'y a qu'une voix. Il est difficile d'écrire plus mal. Je ne parle pas seulement de l'impropriété des termes et de la dûreté de la versification ; deux vices dominans d'un bout à l'autre ; mais il est d'une exacte vérité que le plus souvent l'auteur ne sait pas même construire sa phrase en français, et que l'ordre naturel des mots et des différens membres des phrases est si étrangement interverti, qu'elles n'offrent la plupart que des contradictions et des contre-sens.

Puis-je changer, après bien des cris, bien des *frais*,
La tête de ma femme *ainsi que* vos décrets ?

L'auteur veut dire : « Puis-je changer la tête de ma femme et vos décrets ? » La phrase dont il s'est servi signifie en français : « Puis-je changer la tête de ma femme, *ainsi que je puis* changer vos décrets ? » ce qui est absurde.

Une affectation remarquable chez lui, c'est de placer les propositions incidentes avant les propositions principales ; il en résulte non-seulement des inversions forcées qui fatiguent l'oreille et l'esprit, mais aussi des amphibologies continuelles, parce qu'on ne sait jamais si la proposition incidente, ainsi déplacée, se rapporte à ce qui précede ou à ce qui suit ; en voici des exemples :

Si vous entendez par ce mot l'homme sage,
Qui contre l'intrigant défend la vérité,
En dût-il perdre un peu de popularité,
Sert, *sachant l'estimer* et même lui déplaire,
Le peuple pour le peuple, etc.

Avant d'avoir entendu ce dernier vers, on doit croire, d'après

Digitized by Google

la construction, que ces mots du vers précédent, *sachant l'estimer*, se rapportent à *la popularité*, quoique dans le fait ils se rapportent au peuple.

ma critique
Paraît en ce moment suspecte, je le voi.
Au reste, eût-elle tort...

Jusqu'ici *eût-elle tort* se rapporte et par la construction et par le sens à *la critique*, qui est le dernier nominatif. Point du tout; le vers s'achève :

j'obéis à la loi.

Et il se trouve que l'auteur a voulu dire « j'obéis à la loi, » eût-elle tort. »

Ces moyens seraient vils : je n'en sais prendre aucun ;
Mais où tend ce *discours* ?
monsieur, *il n'en est qu'un*, etc.

On croirait encore que cela veut dire, *il n'est qu'un discours*, etc. Non, la pensée de l'auteur est, *il n'est qu'un moyen*.

A l'égard des barbarismes de phrases, des figures incohérentes, des métaphores ridicules, des expressions de l'impropriété la plus baroque, elles sont sans nombre.

Le tems et la raison, ces *fideles flambeaux*
Vont diriger nos pas dans des sentiers nouveaux ;
Et des vieux préjugés éclairant l'artifice
Cimenter de nos lois l'immortel édifice.

Voilà *le tems et la raison* qui sont des *flambeaux* et qui *cimentent*.

Les sentiers *suborneurs* par-tout sont *délaissés*.

L'auteur a cru qu'on disait des *sentiers suborneurs*, parce qu'on peut dire des *sentiers trompeurs*. Il n'a pas songé que *suborner*, supposant toujours une intention, ne saurait s'appliquer aux choses. On dirait bien *un jour qui trompe* pour exprimer un faux jour, mais des *sentiers suborneurs* rappellent la méprise de cet étranger qui disait à son cordonnier, *vous m'avez fait des souliers trop équitables*.

J'aime à vous voir ici tous quatre bien *en prise*.

On dit *avoir une prise* avec quelqu'un, être *aux prises*, pour dire avoir une querelle, être en querelle; mais être *en prise* signifie *être exposé à être pris*. Cette même faute est répétée ailleurs.

. . . . . *de sa fin notre regne est le fruit*.

Un *regne* qui *est le fruit* d'une *fin* !

Digitized by Google

Il n'entendra pas, lui, *la redite* indiscrete
D'un obscur sentiment, de ce cri découvert.

La redite d'un sentiment ! un sentiment obscur ! La redite d'un cri !

J'avance, retenant le feuillage indiscret,
Dont le bruit de mes pas eût trahi le secret.

Or devinez le sens : comment faut-il construire cette phrase en prose ? Est-ce *le bruit des pas* qui *eût trahi le secret* du feuillage ? est-ce *le bruit du feuillage* qui *eût trahi le secret des pas* ? La construction offre également ces deux sens : voilà les éternelles amphibologies de l'auteur.

Trembler ! voilà votre *art* !
L'art de trembler !

D'un faste de civisme *entourant leurs grimaces...*
Des grimaces entourées de faste !

Ou *le texte fléchit devant le commentaire...*

Tâchez de vous représenter un *texte* qui *fléchit !*

Point de *rang* dans le crime *ainsi que* dans la peine.

Voilà encore l'*ainsi que* mis à contresens. L'auteur a voulu dire : « Point de *rang* dans le crime *non plus* que dans la peine. » Il a dit : « Point de rang dans le crime, comme il y en a dans » la peine. »

A mes yeux *éblouis d'une* coupable *ivresse...*

Des *yeux éblouis d'une ivresse !* Qui est-ce qui se serait douté que l'*ivresse* eût de l'éclat ?

Si l'on veut de ce que Boileau appellait du galimathias double, en voici :

Dans les flancs de l'airain que la flamme enfermée,
Frappe, en se faisant jour, notre oreille alarmée,
J'y consens ; mais plus ferme et bravant tous les feux,
Le cœur sans s'étonner s'élance au milieu d'eux.

Dans le genre de l'amphigouri ces vers sont vraiment une bonne fortune : Collé les aurait revendiqués. Je ne dirai pas qu'ici le *texte fléchirait devant le commentaire* ; mais il n'y a point de commentaire qui ne rendît ce texte encore plus plaisant, et pourtant je n'en ferai aucun. Je ne me suis arrêté qu'un moment, et à regret, sur ce style véritablement tudesque. Je suis bien loin de vouloir affliger ni décourager l'auteur ; il est encore jeune, et malgré tant de fautes, dont je n'ai pas indiqué la millième partie (car il y en a presque autant que de mots), malgré l'excessive faiblesse des deux autres ouvrages qu'il a

Digitized by Google

rappellés à la tête de celui-ci (*les Dangers de l'Opinion* et *Jean Calas*), il n'est pas sans talent ; il annonce de l'esprit, des idées, de la facilité et de la vivacité dans les conceptions : il peut faire mieux qu'il n'a fait. Mais c'est par cette raison même, c'est parce qu'il est évident que ses fautes de tout genre viennent principalement de cette malheureuse confiance, caractere de la jeunesse, il est vrai, mais plus marqué dans celle d'aujourd'hui qu'il n'a pu l'être jamais ; c'est par tous ces motifs réunis qu'il faut bien lui dire ce que vraisemblablement personne autre ne lui dirait. Il faut qu'il se persuade bien qu'il est véritablement honteux pour un écrivain d'ignorer sa langue au point qu'un étranger un peu instruit la parlerait cent fois mieux ; qu'en conséquence, il faut faire ce que font si peu d'auteurs, se donner la peine de l'étudier, parce qu'avec tout l'esprit du monde on ne sait que ce que l'on a bien appris. Voltaire avait peut-être autant d'esprit qu'un autre : il n'y a qu'à lire ses ouvrages pour voir que peu d'hommes, peu de grammairiens même, avaient fait une étude aussi approfondie de la langue française. Nos jeunes auteurs sont un peu trop comme nos ci-devant nobles ; ils s'imaginent pouvoir tout deviner. Il faut non-seulement connaître les principes de sa langue, mais encore en observer, en méditer l'application dans nos classiques. Cette étude n'est pas très-difficile, elle est même attachante et agréable pour le goût et le talent. Celle du théâtre exige bien plus de travail ; mais je le répete, si l'auteur de *l'Ami des Lois* se pénetre bien de la nécessité de réfléchir long-tems et mûrement sur son art, je crois qu'il peut y obtenir beaucoup plus que des succès de circonstances et des triomphes du moment.

MUSIQUE.

Quatrieme cahier du journal de guitarre, contenant les trois jolis airs de *la Caverne*, un de *Flora*, et deux airs nouveaux par les citoyens Martini et Saint-George. Prix, 2 liv. 10 sous le cahier. L'abonnement des douze cahiers, 20 liv.

Sonate pour le violoncelle, avec accompagnement d'alto ; par J. Pleyel. Prix, 2 liv. 10 sous.

La Chasse pour le piano-forte, avec accompagnement de violon et de basse ; par Paul Wranisky, éleve d'Hayden, n°. 4, des Variétés musicales. Prix, 4 liv. 16 sous.

Troisieme numéro du journal de violon. Prix du cahier, 3 liv. L'abonnement de douze cahiers, 24 liv. Chez Porro, rue Tiquetonne, n°. 10.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

La premiere représentation *des Femmes*, comédie en vers, avait éprouvé quelques improbations. La piece était alors en quatre actes; et l'on y trouvait du vide et des longueurs : réduite en trois actes, elle a parfaitement réussi.

Voici comme l'auteur a traité ce sujet qui paraît si riche.

Un jeune capitaine se trouve, on ne sait trop pourquoi ni comment, seul homme dans une maison de campagne près de Paris, laquelle est habitée par sept femmes. On dit que malade et tombant de faiblesse dans un bois, il a été accueilli, conduit dans la maison, et soigné à l'envi par ces dames. Il faut convenir que dans les mœurs d'aucun pays cette hospitalité féminine, envers un inconnu, n'est vraisemblable.

Le jeune homme ne peut pas moins faire pour ses bienfaitrices, que de les aimer toutes, jusqu'à la grand'mère; et toutes l'aiment. De-là de petites gentillesses, de petits madrigaux, de petites jalousies, de petites médisances. Un oncle du jeune homme vient le chercher dans sa retraite, pour l'en faire sortir et l'envoyer à l'armée où il devrait être : cet oncle est, comme on disait, un aimable roué; il a été l'amant de plusieurs de ces dames, et entr'autres la premiere inclination de la maîtresse de la maison. Celle-ci, qui ne l'a pas vu depuis longues années, qui s'est mariée depuis leur liaison, qui a une grande fille de 17 ans, s'avise tout d'un coup de r'aimer son cher Lisidor; et lui, à son tour, se reprend de passion pour elle. Il a perdu tout son bien au jeu, et son état par une disgrace; mais tout cela n'embarrasse pas son amante, très-habile femme; elle ne fait qu'un tour à Paris, et elle rapporte les quittances des créanciers qu'elle a payés, et un nouveau brevet qu'elle a obtenu du ministre; elle rend son cœur à Lisidor qu'elle veut bien aimer, mais épouser non; car elle a de l'expérience, et elle marie sa fille au jeune neveu.

Il n'y a dans cette pièce guere de vraisemblance, guere de fond, guere d'action; mais une foule de détails excessivement spirituels la soutiennent; à tout moment, les spectateurs s'écrient : *Ah, que cela est joli ! Ah, que cela est bien écrit !* Mais on n'y entendra jamais dire : *Ah, que cela est vrai ! Ah, que cela est plaisant !* Aussi rien ne ressemble moins à une comédie, que cette comédie.

Elle est de Dumoustier, déja connu par des ouvrages agréables, dans lesquels il y a, comme dans *les Femmes*, beaucoup de facilité et de talent; mais toujours un luxe d'esprit, une affectation d'en montrer, qui détruit toute illusion et finit par être monotone et fatigante.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 26 avril 1793.

Le grand-seigneur fait tout son possible pour éviter d'intervenir dans la guerre, dont une partie de l'Europe est embrâsée, ainsi que dans les grands événemens qui attirent aujourd'hui toute son attention. Il se juge apparemment trop faible, et d'ailleurs trop éloigné du théâtre des événemens, pour agir d'une maniere active, ou jouer seulement le rôle de pacificateur. Ni l'un ni l'autre ne convient, dit-on, à la Porte Ottomane affaiblie dans ses finances et sa population par la derniere guerre qu'elle a eue à soutenir contre la Russie et l'Autriche, et dont les plaies récentes saignent encore. Il faut en effet que la Turquie soit bien épuisée pour laisser achever ainsi tranquillement sous ses yeux le démembrement de la Pologne, dont elle avait tant d'intérêt de maintenir l'intégrité, puisque les puissances copartageantes, ou du moins les deux principales, ne tarderont pas sans doute à se réunir pour achever de la dépouiller elle-même des fertiles provinces qui lui restent en Europe, convoitées depuis long-tems par l'Autriche et la Russie.

Apres avoir fait cette premiere faute d'abandonner la Pologne à l'ambition insatiable de ses voisins, il ne lui en reste qu'une derniere à commettre pour hâter en partie sa ruine, et peut-être la consommer; c'est de ne point aider la France par une puissante diversion en faveur de cet allié naturel le plus sûr, le plus intéressant qu'elle puisse jamais avoir, à se débarrasser de la ligue des puissances coalisées. Il est impossible que l'Angleterre lui offre les mêmes avantages commerciaux, bien moins possible encore qu'elle lui fournisse des moyens aussi efficaces de défense dans le cas d'une attaque dont la crainte la retient probablement, et qui n'en aura pourtant pas moins lieu un jour, soit qu'elle la provoque ou non, des que ses voisins inquiets, remuans et cupides croiront que leurs forces répondent à leurs desirs. Le prétexte de sa faiblesse, l'excuse sur son impuissance, serait d'autant moins admissible qu'ici l'effet même deviendrait cause, et que, faute d'avoir déployé des forces quand il lui en restait encore un peu, elle ne s'en trouverait plus du tout, ni en elle-même, ni dans son allié, lorsqu'elle en aurait le plus grand besoin pour sa propre conservation.

Digitized by Google

Au reste les véritables dispositions de cette puissance ne sont pas bien connues ; chacun en présume et en dit ce qu'il veut. Il y a trop de voiles, trop de mysteres, trop d'incertitudes pour asseoir des conjectures revêtues de ce degré de vraisemblance qui leur donne quelque poids. Cela est si vrai qu'on ne part pas des faits actuels ou récemment arrivés pour dire ce qui sera, mais pour expliquer seulement ce qui a été ou ce qui est. D'ailleurs ces mêmes faits sont racontés avec tant de variantes, transmis avec si peu de détail, qu'ils nous arrivent toujours tronqués, et sinon contradictoires, du moins très-différens. Ce qui paraît certain du moins, c'est que la Russie conserve beaucoup trop d'influence dans le Divan. Les uns l'attribuent à la corruption, les autres à la peur qui est aussi une sorte de corruption pour les hommes d'état, puisque dans ce cas ils se vendent lâchement à l'espérance presque toujours trompée d'éviter les embarras ou les dangers qu'ils redoutent.

Voici ce qu'on nous mande de Constantinople en date du 23 mars. M. de Guastow, chargé d'affaires de la Cour de Pétersbourg, vient de déclarer que le pavillon de sa nation ne sera non-seulement pas accordé aux bâtimens Français pour naviguer dans la mer Noire, mais que les équipages de tout autre vaisseau portant pavillon Russe seront scrupuleusement examinés et visités pour s'assurer qu'il ne se trouve parmi eux aucun Français. On sait même qu'on a mis dans les ports de la Crimée un embargo sur tous les vaisseaux Français pour les y retenir jusqu'à nouvel ordre en défendant aux équipages de mettre pied à terre sans un ordre spécial de la cour.

Ces mesures ont le consentement le plus entier de la Porte, s'il faut en croire les bruits que le gouvernement Autrichien a eu grand soin de répandre depuis. On nous dit que le sultan Sélim ayant appris la mort de Louis XVI, ne s'est pas montré pendant trois jours entiers qu'il a passé enfermé dans le sérail, et livré à toute sa douleur; que le crédit des Français est entièrement tombé à Constantinople; qu'on les y regarde comme voulant fomenter une révolte parmi les Grecs, (c'est-à-dire, répéter à cet égard ce que les Russes firent il y a quelques années.) On ajoute que la Porte fera sortir une escadre qui croisera dans l'Archipel, et qu'elle fermera ses ports au commerce français. Nous ne savons pas si ce sont-là des faits, mais nous croyons que ce sont du moins les vœux des ennemis de la France. — Il est vraisemblable que ce dernier armement se réduit à la mise à flot d'une caravelle ou vaisseau de ligne de 74 canons, qui a été lancé en présence de sa hautesse et de tous les ministres. Les gardes-marines nouvellement établis ont manœuvré à cette occasion, et sa hautesse en a paru très-satisfaite : l'ingénieur a reçu un présent de 5000 piastres, et une police (ou bon) de la valeur de 100 ducats.

Digitized by Google

La Suede fait un armement de 2 frégates à Carlscrone ; on les dit même prêtes à partir pour la mer du Nord : il est parti aussi, il y a quelque tems de Stockholm, un train de grosse artillerie pour Gothembourg ; cette malheureuse ville si sujette aux incendies, vient d'en éprouver un le 10 avril qui l'a réduite en cendres, dans l'espace de 6 heures, 73 maisons : c'est à la partie appellée de Muhlenberg que cet accident est arrivé. Une pareille perte est plus sensible pour la Suede, pays pauvre, que pour beaucoup d'autres, surtout dans un moment où l'on s'occupe de l'acquittement des dettes des Etats. Le comptoir qui en est chargé a ouvert un emprunt considérable pour quatre ans. — Voici deux promotions bien différentes : l'une porte sur un homme de mérite et d'autre . . . Le silence en dit assez.

M. Bergsted, ci-devant chargé d'affaires à Paris, va remplacer le baron de Noloke à Londres ; et le capitaine-lieutenant des Trabants, comte Fabien de Ferson, a été fait premier gentilhomme de la chambre. C'est le même qui, en France, étoit colonel de Royal-Suédois, et avoit composé la suite de Louis XVI.

Des officiers de la marine Danoise avoient déjà obtenu la permission d'aller prendre du service en Hollande ; d'autres viennent d'en demander qui leur ont été pareillement accordés ; il n'en est pas de même pour les officiers Suédois, le duc régent se montre très-difficile à cause de la flotte qu'il fait armer à Carlscrone. Suivant les dernières lettres de Copenhague datées du 20 avril, les puissances coalisées continuent de faire presser le Danemarck de prendre part à la querelle des puissances ; les deux plus actives à cet égard sont la Russie et la Grande-Bretagne ; on a vu depuis quelques jours dans la capitale plusieurs courriers Anglais : il a passé (du 18 au 19) par le Sund 267 navires, la plupart chargés de marchandises du peuple industrieux, entreprenant, qui soutient par ses manufactures et le commerce immense auquel elles fournissent le poids d'une dette publique montée à un tel point qu'on la croit depuis plus de 25 ans toujours prête à l'écraser.

Les lettres de Varsovie portent que la déclaration de l'ambassadeur de Russie, concernant la prise de possession d'une partie de la Pologne pour sa souveraine vient de paroître ; elle est datée du 9 avril, et analogue quant aux motifs d'occupation aux lettres-patentes du roi de Prusse : on ose y dire que les cours alliées n'ont pas trouvé de moyen plus efficace pour garantir à leurs états la sûreté qu'ils leur doivent que de resserrer la République dans des limites plus étroites, de lui laisser une existence et un arrondissement convenable à une puissance moyenne et de lui faciliter ainsi l'avantage de parvenir à se donner un gouvernement bien ordonné qui aura pour bases ses anciennes libertés. On y reproche aux Polonais

Digitized by Google

d'avoir abusé même des principes d'humanité et de modération que les généraux et autres officiers de l'armée de S. M. ont observés suivant les ordres exprès qu'ils en avaient reçus; au point de s'échapper à leur égard en injures et actes d'hostilité de toute espèce, et que les plus audacieux se sont emportés jusqu'à menacer de renouveller sur eux les *vêpres siciliennes*.... On ajoute qu'il s'est déja formé dans la capitale, ainsi que dans plusieurs provinces de la Pologne, des clubs qui fraternisent avec les *Jacobins* de Paris; ils répandent leur poison en secret, le soufflent dans les esprits, et l'y laissent fermenter.

L'autocratrice de toutes les Russies, et qui finirait par l'être de tout l'univers si tous les peuples ne montraient pas plus d'énergie que la Pologne et les Turcs ses voisins, veut bien exempter généreusement ses nouveaux sujets pendant dix années de contributions. A cette époque, elle en sera quitte pour leur en demander une double pendant le même espace de tems; mais la pieuse Catherine ne veut pas qu'on tolère dans ses états des Juifs ni des Français.

De son côté le roi de Prusse (dont le lot est d'environ 1061, ou selon d'autres calculs de 1300 milles quarrés d'Allemagne, couverts d'une population sur laquelle on varie beaucoup, les uns la portant à plus d'un million d'hommes, tandis que d'autres la réduisent à 700,000) ne perd pas un instant pour tirer parti de sa nouvelle acquisition: il a déja donné ordre d'y lever 8 régimens d'infanterie pesante, 5 bataillons d'infanterie légere, 3 régimens de dragons, 2 de hussards et un régiment d'artillerie, formant près de 30,000 hommes. Au reste, il a aussi généreusement promis aux starostes qu'ils conserveront les revenus de leurs gouvernemens tant qu'ils vivront. Le serment de fidélité au nouveau souverain sera prêté dans la ville de Posnanie le 17 de mai. Thorn est occupé aussi bien que Dantzick. On a désarmé les habitans et affiché sur les portes de leur ville, de la maison commune et de l'arsenal, une amnistie et la patente dont voici les principales dispositions.

1°. Toute l'enceinte des pays renfermés dans le cordon formé en dernier lieu, savoir; les Waivodies de Posnanie, de Kalish, de Gnesne, les pays de Wirtum, de Leczies, de Dobrzin et de Cujavie, avec le couvent et la forteresse de Czenstochow, et les villes de Dantzick et de Thorn, font de ce jour partie des états de S. M. le roi de Prusse, en vertu du traité fait avec les autres puissances.

2°. La religion dominante subsiste dans l'état où elle est, le culte religieux n'est assujetti à aucune gêne ni contrainte; chaque citoyen conserve ses privileges; les personnes et les propriétés seront fidellement respectées.

3°. Les starostes jouiront jusqu'à leur mort de leurs revenus dans les pays qu'ils tiennent de la République; les ecclésiastiques

Digitized by Google

liques. stent à perpétuité en possession des biens qu'ils possedent héréditairement.

4°. La direction des postes sera ôtée à celui qui l'administre au nom de la République, et un maître de poste Prussien y sera établi, auquel il sera expressément défendu d'expedier aucune lettre ou estafette venant de Pologne.

5°. Les archives des municipalités seront mises sous le scellé.

6°. Toutes les caisses publiques, celle des impôts, celle de l'accise, celle dite *steuer*, et toutes autres quelconques, doivent être transportées dans un lieu qui sera indiqué, et mises sous le scellé, jusqu'à ce qu'il en soit ultérieurement disposé.

7°. Le cours de la justice continuera d'avoir lieu sur le pied où il est jusqu'à nouvel ordre, mais sous la clause que toutes les sentences seront données en présence d'un officier civil Prussien qui sera nommé pour cet effet.

8°. Il est défendu à quiconque est revêtu de quelque charge aux chancelleries, sous de séveres peines et sous leur responsabilité respective, de recevoir aucune protestation contre ce nouvel ordre de choses de la part de qui que ce puisse être.

9°. Il est enjoint à tous les citoyens et habitans d'obéir aux ordres qui leur parviendront de la part de S. M. Prussienne, et de se tenir pour duement requis de se présenter pour lui prêter le serment de fidélité et d'obéissance, dans le tems et dans le lieu qui leur sera prescrit.

De Francfort-sur-le-Mein, le 7 mai.

A s'en rapporter aux dernieres lettres de Vienne, l'affluence des dons patriotiques pour la guerre ne s'est pour ainsi dire point ralentie. Une abbaye en Allemagne a fait passer à la monnoie deux quintaux d'argenterie et une autre de la Lombardie plus de 500 liv. pesant. Le don des états de Bohême est évalué aujourd'hui à 300,000 florins à cause des abondantes fournitures pour lesquelles de riches seigneurs de ce pays se sont rendus soumissionnaires. Une cour électorale vient aussi d'envoyer 50,000 florins. On ne la nomme pas, ce qui pourrait faire douter de la réalité de ce présent. Il semble qu'on pourrait se permettre aussi un peu d'incrédulité sur celui du prince Aloys de Lichtenstein; il a, dit-on, envoyé au creuset sa vaisselle pesant 3,000 mares. Aussi jamais les manufactures de porcelaine n'ont-elles autant travaillé. On a doublé le nombre d'ouvriers en tout genre dans celle de Vienne, et elle ne peut encore suffire aux demandes. Quoiqu'on regorge d'or et d'argent, on veut le ménager. Le bon marché des vivres de toutes especes dans la Baviere a, dit-on, déterminé le gouvernement à placer la plus grande partie du corps de réserve de 50,000 hommes aux environs de Munich et de Dachau. Il y a des gens qui voient dans cette mesure tout un autre but. Le tems mettra tout à découvert, mais en attendant on est méfiant.

Digitized by Google

L'Autriche espere s'indemniser aussi des frais de cette guerre royale par le lot qui lui revient dans le démembrement de la Pologne. On ne sait pas encore précisément tout ce qu'il sera ; mais on sait qu'elle va publier, à l'instar des cours de Pétersbourg et de Berlin, un manifeste, à la suite duquel elle jettera son dévolut sur les palatinats de Cracovie et de Sendomir. C'est le général Cazackzay qui fera cette expédition ; on le dit même déja maître de la capitale du premier de ces palatinats. Ceux des seigneurs Polonais dont les terres sont situées dans les nouveaux domaines de la Czarine, et qui se trouvent à Vienne, en sont partis pour aller prêter foi et hommage à la *Sémiramis du Nord*. Le Salomon du Nord, qui, s'il ne l'est pas de son chef, l'est au moins de celui de son oncle, dont M. de Voltaire dit quelque part qu'il se moquait en lui donnant ce titre, comme il y a tout à parier qu'il se moquait aussi de Catherine II, quoiqu'il ne le dise nulle part, le Salomon du Nord, second du nom, tombé dans la superstition, dans les folies des illuminés, à l'âge où le Salomon de l'Orient était en pleine sagesse, a déja reçu les hommages de ses vassaux Polono-Prussiens.

Ce prince est de retour à son armée depuis le 1^er^. mai. Les troupes de Hesse-Darmstadt qui étaient à celle du général Wurmser, doivent être employées au siége de Mayence ; en conséquence, elles ont passé le 2 dans le voisinage de Manheim, de l'autre côté du Rhin, et la nuit à Oggersheim et dans ses environs. Le prince de Hohenlohe, paraissant craindre quelqu'entreprise de la part des Français dans le pays de Treves, s'est renforcé de quelques régimens Autrichiens, et a fait mettre en batterie, à la redoute de Pelling, trente nouvelles pieces de canons.

Des lettres de Coblentz, écrites sûrement dans l'intention d'effrayer, portaient qu'indépendamment de la grosse artillerie, embarquée dans le commencement du mois dernier, à Nieder-Wesel, il venait de se faire de cette ville un nouvel envoi pour le siége de Mayence, consistant en douze mortiers, dix obusiers et 2400 bombes, dont 600 du poids d'un quintal. On s'appitoyait ensuite sur le sort prochain de Mayence qui n'allait, disait-on, être bientôt qu'un monceau de cendres et de décombres, vu l'opiniâtreté des commissaires de la Convention qui y sont renfermés, et qui n'espérant pas être traités aussi favorablement que le soldat ne voudraient pas qu'on se rendît : aujourd'hui, des lettres de Spire, beaucoup plus récentes, sans dire précisément le contraire, annoncent qu'il n'y a encore eu aucun événement majeur ; elles finissent par convenir que l'armée du général Custines, forte de cinquante mille hommes, est admirablement bien postée, et que tant qu'elle conservera cette position avantageuse, il est impossible que les armées autrichienne et prussienne, qui sont postées à

Digitized by Google

droite et à gauche, à la distance d'une demi-lieue de Landau, puissent tenter quelque chose contre cette place.

On écrit de Hocheim, en date du 1er. mai, que les Français ont fait la nuit précédente une nouvelle sortie de Mayence ; ils se sont avancés jusqu'à la tuilerie, et ont servi jusqu'à quatre heures du matin un feu terrible et bien soutenu, tant du canon que de la mousqueterie : on ajoute que le village de Hostheim et les environs ont prodigieusement souffert dans dans cette occasion. Cette sortie n'a pourtant pas été si heureuse encore que celle du 27 avril, où ils passerent les postes avancés sans être apperçus, surprirent les Prussiens et les Saxons endormis, les éveillerent à coup de sabres et de bayonnettes, finirent par enclouer toutes les grandes pieces d'artillerie, et même emporterent deux grenades et une piece de campagne. Dans cette affaire, qui s'est passée auprès de Gustavsbourg, les Prussiens ont perdu un habile lieutenant d'artillerie, nommé M. de Luben, et les Saxons ont été saisis d'une telle frayeur qu'ils ont ramassé leurs bagages aux environs de Russelsheim, et les ont fait transporter de l'autre côté du Mein.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Le prince de Cobourg a révoqué, par une adresse aux Français, datée du 9 avril, celle du 5 du même mois, sur laquelle on prétend qu'il lui avait été fait par sa cour des reproches assez vifs, comme contenant plus de promesses qu'on n'en voulait tenir. Elle est donc nulle quant à ces dispositions. Tout ce que le généralissime veut bien en conserver, c'est l'engagement de faire observer par les troupes à ses ordres la discipline la plus sévere, et d'épargner ainsi au territoire français tous les maux que n'entraîneraient pas nécessairement les opérations militaires.

Une lettre de Bruxelles du 25 avril, contient les nouvelles suivantes qui ne sont pas sans intérêt.

« Son altesse royale l'archiduc Charles est arrivé avant-hier au soir en cette ville, venant de l'armée. Aujourd'hui, ce jeune prince fera, en qualité de gouverneur-général des Provinces Belgiques, son entrée publique en cette ville : elle sera simple et sans la pompe usitée dans de pareilles occasions. Selon toute apparence, notre nouveau gouverneur ne retournera plus à l'armée et fixera sa résidence au château de Laken, où tous les équipages de campagne sont revenus avec lui. Peut-être qu'une rencontre qu'il a eue en dernier lieu, a contribué à cette résolution : il faillit ces jours-ci d'être fait prisonnier par les Français. S'étant avancé avec peu de monde, il était déjà entouré et au moment d'être pris, lorsque les dragons de Latour avec quelques hussards le tirerent de ce pas dangereux, où trop d'ardeur et de bravoure l'avait entraîné. Au reste les opérations de la campagne ne présentent encore rien d'essentiel. Le 21,

Digitized by Google

Lieutenant-général comte de Latour a fait reconnaître de près le camp retranché de Maubeuge. Pour cet effet, il fit attaquer les postes avancés de l'ennemi, qu'il emporta après une vigoureuse résistance. Les hussards de Wurmser se distinguerent beaucoup dans cette affaire. La reconnaissance faite, les troupes rentrerent dans leur camp avec quelques prisonniers. De l'autre côté de la ligne formée sur la frontiere de France, le corps d'armée Prussien, combiné avec celui du général comte de Clairfayt, serre de plus en plus Lille; nos avant-postes sont déja à la vue de cette place. Quant au blocus de Condé, l'on se flatte que sans siége formel la ville sera obligée de se rendre; la garnison, à ce que l'on assure, ayant déja été réduite à la demi-ration. Une lettre, écrite par le commandant de la ville, le général Chancel, aux commissaires de la Convention nationale près l'armée du Nord, et qu'un paysan était chargé de leur porter, ayant été interceptée avec le commissionnaire par nos chasseurs, a servi à dévoiler la véritable situation des choses. Le commandant demande de prompts secours, sur-tout en vivres, « sans quoi, dit-il, je ne pourrais résister encore long-tems à la famine, qui commence déja à se faire sentir. » Vers Valenciennes, nos troupes s'étant emparées des hauteurs de Hausin, qui dominent la ville, s'y retranchent avec activité. L'armée Anglaise, commandée par le duc d'Yorck, vient d'établir son quartier-général à Courtray, où elle sera jointe dans peu par les troupes Hanovriennes, qui sont en marche. Les Français craignant pour la Flandre maritime, qui se trouve fortement menacée par terre et par mer, ont établi, pour la couvrir, un camp de 18 à 20,000 hommes. Ils fortifient aussi en diligence le poste important du Pont-Rouge, qui, au pouvoir des ennemis, leur ouvrirait avec facilité l'entrée de la province. Il y a été mis 4 à 5000 hommes pour le défendre. En général l'on doit dire que la défection du général Dumourier et des autres généraux qui l'ont suivi, n'a pas autant dérangé la défensive des Français que l'on devait s'y attendre. Le général Dampierre déploie tous les moyens et les ressources, pour rétablir l'armée et mettre à couvert les places menacées sur la frontiere. Il occupe dans ce dessein un poste avantageux en avant de Bouchain. Il s'en faut donc de beaucoup qu'il désespere de la République ou de ses circonstances personnelles, au point de se donner la mort: le bruit qu'on a mandé de Tournay qu'il s'était tué d'un coup de pistolet, est absolument faux. — La colonne de troupes Hanovriennes a cantonné hier dans les environs de Bruxelles: aujourd'hui elle doit continuer sa marche pour sa destination.

Quant aux Provinces-unies, elles n'offrent rien de bien intéressant; on sait seulement que plusieurs patriotes Hollandais, Brabançons et Liégeois, dont le général Dumourier avait livré la correspondance, ont eu le bonheur d'être avertis assez à tems pour pouvoir se dérober aux poursuites dirigées contre

Digitized by Google

eux. D'autres malheureusement, moins bien servis, ont été effectivement arrêtés, et l'on craint que la perfidie du général émigré ne les entraîne à l'échafaud.

Une lettre d'Amsterdam, en date du 6 mai, porte que suivant les dernieres nouvelles de Constantinople quatre dragomans ou interprêtes pour les Français, ayant résigné leurs postes, sont entrés au service de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de l'Espagne; ce qui portera un coup funeste au commerce de Marseille. On ajoute que le grand-seigneur a notifié aux ministres des puissances chrétiennes qu'il voulait observer une stricte neutralité durant le cours de cette guerre. Il renouvelle, dans un mémoire à cet égard, un ancien réglement de 1780 qui interdit aux vaisseaux de ces puissances tous combats dans les ports de la Turquie, près des Echelles, sous les canons de ses forteresses et dans les lieux compris en-deçà de trois milles des côtes de la mer Blanche, tant en Asie qu'en Europe, etc. Dans le cas d'action en pleine mer, il est défendu aux officiers de la flotte ottomane de s'en mêler en aucune façon, et de donner des marques de partialité en faveur des sujets d'une de ces puissances contre l'autre, ect.

ANGLETERRE. *De Londres, le 3 mai.*

Des dépêches inquiétantes du lieutenant-gouverneur Clarke, viennent d'arriver de Québec ici. Elles portent que la découverte d'une conspiration, formée par le 72e. régiment d'infanterie contre le prince Edouard, qui en est le colonel, avait vivement alarmé les habitans. On attribue ce complot au mécontentement de la discipline sévere à laquelle ce prince voulait assujettir sa troupe, fatiguée d'ailleurs de changemens continuels dans les manœuvres et l'uniforme, changement qui avait amené une diminution dans la paye. Les soldats pour s'en venger résolurent d'assassiner S. A. R. à coups de fusil, au moment où il chercherait à s'échapper d'une maison où ils auraient mis le feu. On attend d'autres renseignemens sur cette affaire.

La banque vient de mettre en circulation des billets de 5 liv. sterling, que le public paraissait desirer depuis longtems. — M. Pitt a, dit-on, formé le projet de venir au secours des négocians qui souffrent des nouvelles faillites nombreuses, et de l'interruption du commerce. Voici le plan du ministre des finances, du moins en apperçu. Le parlement l'autoriserait à lever 4,000,000 liv. sterling en billets de l'échiquier. On en formerait une caisse de secours destinée au soutien du commerce, soit en prêtant des sommes sous garantie à un intérêt modique, soit en escomptant des lettres de change.

On trouve dans la gazette de la cour du 20 une ordonnance du roi relative aux prises faites sur l'ennemi. Sa majesté, pour donner un nouvel encouragement à ses sujets, leur aban-

Digitized by Google

donne la part qui lui revient des droits dans les prises faites par les vaisseaux auxquels on a délivré des lettres de marque en son nom.

Le 22 à la troisieme lecture du bill de correspondance illicite dans la chambre haute, lord Stanhope sollicita l'insertion d'une clause qui garantît la propriété de l'individu résident chez l'étranger. Mais lord Grenville et le chancelier insisterent fortement pour qu'il ne fût fait aucune altération au bill. 62 voix contre 7 l'admirent dans sa teneur primitive, et il fut renvoyé à la chambre des communes.

L'état des fonds publics est assez satisfaisant. On en peut juger par la note suivante : actions : banque 175 ½, consolidées 78 7/8, indes 214, sud 84.

L'escadre de l'amiral Cosby, que les vents contraires avaient obligée de rentrer dans nos ports, vient de remettre à la voile.

La grande flotte commandée par l'amiral Hood doit profiter du premier vent favorable pour se rendre dans la Méditerrannée, mais elle ne doit partir qu'après le 25.

Voici le montant des frais du fameux procès de Hastings, depuis le 14 mai 1788 jusqu'au 8 mars 1792. Le mémoire de MM. Wasin et Troward, procureurs, se monte à 36,961 liv. sterling; en y ajoutant les frais pour les établissemens originaux, dons gratuits, impressions, les droits d'écrivains, messagers, ect. la somme se portera au-delà de 60,000 liv. sterl.

Voici ce que portent les nouvelles du 30 avril et du 3 mai. On s'est occupé dans la séance des communes du 29 d'un objet de la plus grande importance pour la prospérité de l'état. Le lord maire remit ce jour-là le rapport fait par un comité particulier, sur le nombre d'énormes banqueroutes arrivées depuis le commencement de cette guerre, qui semblaient menacer d'ébranler le crédit national. On continua la délibération à la séance du 1er. mai.— Ces faillites, dont on ne compte pas moins de cinq cens, ont jetté la consternation dans Londres. On y a reçu en outre la fâcheuse nouvelle que dans une grande partie de l'Ecosse, il regne une famine affreuse, et que la moitié des habitans y manquent du nécessaire.

Il se forme actuellement ici un corps d'émigrés Français, sous le commandement du comte de la Châtre, destiné à servir dans l'armée combinée à la solde de l'Angleterre. Tous les émigrés qui se trouvaient en Irlande doivent s'y joindre et s'embarquer à cet effet à Corke, où deja dans les premiers jours d'avril, l'on a rassemblé un grand nombre de bâtimens de transport; trois régimens d'infanterie ont dû s'y embarquer, et l'on porte à huit le nombre des régimens d'infanterie qu'on tirera de l'Irlande pour les employer à cette expédi-

Digitized by Google

tion, ainsi que presque tout le régiment royal d'artillerie. Afin de remplacer ces forces nécessaires au maintien du bon ordre dans le royaume, il y a été rendu une proclamation pour mettre sur pié et sous les armes la milice de la ville et du comté de Dublin, ainsi que celle des neuf autres comtés.

Le 26, le gouvernement contracta encore pour 12 nouveaux bâtimens de transport, qui doivent être mis en état d'appareiller le plutôt possible. Il paraît que cette flottille de navires de transport réunie à un très-grand nombre de bateaux plats sera escortée par l'escadre de l'amiral lord Hood, qui arborera son pavillon à bord du vaisseau la *Victoire*, de 110 canons : l'on compte que celle-ci mettra à la voile dans la huitaine, pour peu que le vent le permette. Suivant un état de la marine royale, dressé au 31 mars dernier, le nombre des vaisseaux actuellement équipés alors montait à 48 vaisseaux de ligne, 8 de 50 canons, 65 frégates, 70 chaloupes, cutters ou moindres bâtimens.

Une petite escadre de cutters, sortie des Dunes sous les ordres du lieutenant Joseph Clements qui en est commodore, a établi, depuis le 22, sa croisiere à la hauteur de Dunkerque; elle est composée des cutters le *Rattler* et la *Résolution* de 14 canons, le *Dauphin*, la *Charlotte*, le *Lion* et le *Preslwood* de 10, la *Sincérité*, le *Nimble* et la *Liberté* de 8. L'on dit le commodore chargé d'une commission particuliere, d'autant qu'il arbora le *pavillon de trève* aussi-tôt qu'il parut à la hauteur de Dunkerque, où l'on faisait des préparatifs de défense sous les auspices de deux commissaires de la Convention, qui y étaient arrivés pour encourager les habitans à défendre le système présent du gouvernement français jusqu'à la derniere extrémité.

On reçut le 26 avril, au bureau du secrétaire d'état ayant le département des affaires étrangeres, des dépêches de milord Auckland, ambassadeur à la Haye, dont la lecture fit tenir conseil jusqu'à 7 heures du soir. Un courier porta le résultat à S. M. qui était à Windsor.

On avait aussi déja reçu le 24 des dépêches du quartier général de l'armée alliée, que l'on dit de la plus grande importance; c'était le capitaine Bentinck, arrivé par la voie d'Ostende qui en était porteur. Ce qu'il y a de constant, c'est que depuis la déclaration de guerre de la France le ministere britannique a resserré ses liaisons avec les puissances coalisées. On se familiarise même avec l'idée de regarder Londres comme pouvant devenir le point central des négociations relatives à la France. Déja le comte de Mercy-Argenteau, ci-devant ambassadeur de la cour de Vienne à Paris, est arrivé ici depuis peu de jours : la suite nombreuse et les objets nécessaires à la représentation qu'il y a amenés, mais plus encore le dessein

Digitized by Google

qu'on lui suppose de louer un hôtel, font augurer qu'il prolongera ici son séjour. Le bruit général est aussi que le marquis de Lucchesini va se rendre dans cette capitale : il s'est distingué dans sa mission de Varsovie, et l'on sait que S. M. P. lui accorde toute sa confiance : c'est ce qui l'avait déterminée à lui confier l'ambassade à Vienne ; mais sa destination vient d'être changée, et on le nomme parmi les ministres des puissances respectives qui travailleront en Angleterre à concilier les divers intérêts et à régler le sort de l'Europe.

L'*Edgar*, capitaine Bertie, qui faisait partie de l'escadre de l'amiral Gell, est arrivé le 28 à Spithéad, ayant à bord 600 tonneaux d'argent avec une quantité d'or. Ce trésor provenait de la capture que le *Phaëton*, capitaine A. S. Douglas, avait faite, à environ 140 lieues du cap Lézard, environ 44 degrés de latitude septentrionale et 22 de longitude occidentale, de l'armateur Français, le général Dumourier, de 22 canons de 6 livres. Ce corsaire avait pris onze jours auparavant un vaisseau de regître Espagnol, destiné pour Cadix, à environ 80 lieues de ce port : celui-ci avait à bord 685 caisses d'argent, outre quelques lingots d'or et un grand nombre de barrils, tonneaux ou paquets d'autres marchandises de la plus grande valeur, telles que cochenille, indigo, quinquina, etc., le tout estimé ensemble à 800 mille livres sterling, dont l'armateur avait tranporté pour environ 500 mille livres sterlings à son propre bord : le reste était encore sur le navire Espagnol, qu'on dit être également tombé au pouvoir du *Phaëton*. Cette partie de la capture n'autorisera les capturcurs qu'au droit ordinaire de salvage : mais la partie du trésor qui se trouvait sur le bord ennemi, sera probablement de bonne prise ; et dans ce cas la capture est estimée la plus riche qui ait jamais été conduite dans un port de la Grande-Bretagne, sans en excepter même le fameux vaisseau d'*Acapulco*, pris par l'amiral lord Anson. Lorsque le *Phaëton* eut cette bonne fortune, la plus grande partie de l'escadre de l'amiral Gell était à la vue ; et par conséquent les vaisseaux qui doivent partager le butin, sont le *Saint-George*, l'*Edgar*, le *Gange*, l'*Egmont* et le *Phaëton*. Le *Boyne* et le *Powerful* s'étaient séparés de l'escadre huit jours auparavant, avec les navires de la compagnie, sous leur escorte. Aussi-tôt que la prise eut été faite et la valeur connue, l'amiral Gell fit le signal pour tous les capitaines de venir à bord du *Saint-George* ; et, dans un conseil qui y fut tenu, il fut décidé d'envoyer l'*Edgar* avec les deux prises en Angleterre.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Lassource.

Séance du mardi, 7 mai.

La séance s'est ouverte par la lecture d'un long projet de décret sur la composition et la distribution des rations de fourrages dans les armées. Il a été adopté avec quelques amendemens. Marat avait dénoncé *Lidon*, rapporteur du comité de la guerre, comme intéressé avec Chambon dans les fournitures des fourrages, et les deux membres voulaient se justifier de cette inculpation; mais l'Assemblée a passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que les calomnies de Marat ne peuvent atteindre personne.

Les commissaires envoyés sur les frontieres maritimes de l'ouest, communiquent à la Convention un arrêté, par lequel ils ont destitué le chef et plusieurs officiers de la légion germanique. Ils annoncent que les dangers deviennent chaque jour plus pressans.

Les troupes de la République ont évacué la ville d'Argenton-le-peuple; celle de Thouars est assiégée. L'armée de Bressuire vient d'être réduite à trois mille hommes. Cependant trente mille rebelles s'avancent sur trois colonnes. Les retards de Biron abattent le courage des patriotes. De toutes les troupes promises, la légion germanique a paru seule; sur-le-champ elle a marché contre les rebelles.

Ces revers, qu'il ne faut attribuer qu'à un défaut d'ensemble dans la direction et l'emploi de nos forces, ont fait sentir à la Convention la nécessité de s'occuper sur-le-champ des instructions proposées par le comité de salut public, pour les représentans du peuple, députés près des armées de la République. La discussion s'est ouverte; elle a été vive. Les uns voulaient ne rien différer, les autres voulaient tout examiner; après de longs débats, les instructions ont été adoptées avec de légers amendemens.

Ce travail est divisé en trois paragraphes. Le premier traite des fonctions des représentans du peuple, relatives aux armées, aux villes et places frontieres; le second, de leurs fonctions relativement aux armées des côtes maritimes, aux forces navales, aux ports et aux côtes; le troisieme, de leurs fonctions relatives aux corps administratifs, aux sociétés populaires, aux ressources locales du commerce et de l'industrie, et aux établissemens à former ou à perfectionner.

Digitized by Google

Le premier paragraphe explique le mode de distribution des députations sur nos frontieres, leurs moyens de surveillance; la nécessité d'une correspondance assidue avec le comité de salut public, les regles de leur conduite auprès des généraux, qu'ils doivent suivre et jamais arrêter, amener à un concert de vues, et non subordonné aux leurs. Il donne le pouvoir de suspendre les officiers suspects. Il autorise à accélérer l'incorporation des recrues; à vérifier l'exactitude des revues; à s'assurer de la capacité et du civisme des commissaires des guerres, et des conseils administratifs; à observer les positions, les mouvemens des armées, dont ils tiendront un journal. L'état des munitions et subsistances, les hôpitaux, seront encore l'objet de leurs soins.

Le second paragraphe prescrit aux représentans députés près des côtes de l'Océan, d'employer leurs pouvoirs à éclairer les citoyens égarés, à dissiper les rebelles, et faire punir les brigands. Ils autoriseront l'enlevement et le dépôt en lieu de sûreté, des femmes, des enfans, des bestiaux, des grains et autres denrées. Ils assureront la subsistance de l'armée, se feront rendre compte de l'état des ports et arsenaux; et autoriseront l'achat de bâtimens nécessaires aux expéditions maritimes.

Le troisieme paragraphe donne pouvoir aux commissaires de former, par chaque députation, un comité central pris parmi les membres des administrations de départemens, de districts, des conseils généraux, des communes, *des sociétés populaires*. Ils correspondront avec ce comité sur tous les objets soumis à leur surveillance.

Cet article est le seul sur lequel des difficultés se soient élevées. Plusieurs membres craignaient que ce comité ne devint une autorité, au lieu d'être seulement une réunion d'hommes consultatifs. Que ces hommes, disoit-on, soient nommés par leurs corps respectifs; qu'ils soient revêtus de la confiance publique, et non choisis arbitrairement par les délégués de la Convention: leur influence sera plus grande que s'ils avaient les moyens d'administration, car ils sont chargés de former l'esprit public; et s'ils étaient mal choisis, ils pourraient le diriger dans le sens des passions qui les domineraient. Ces hommes pourraient donc faire le double mal, et égarer l'opinion du peuple contre les représentans du peuple délégués, et l'opinion de ceux-ci contre les citoyens eux-mêmes.

Malgré ces observations, l'article a été maintenu, parce que l'intention de la Convention en formant un comité central a été, non de créer un nouveau pouvoir, mais d'établir entre les membres de ce comité et les représentans du peuple délégués une correspondance intime.

Cambon a demandé, et la Convention a décrété que les corps administratifs de Paris se rendroient à la barre pour

Digitized by Google

rendre compte de l'état du recrutement dans cette ville.

Sur le rapport de son comité des finances, la Convention a ordonné la fabrication de 1200 millions d'assignats.

Séance du mercredi 8 *mai.*

Les représentans provisoires du peuple de Liége sont admis à la barre. Ils demandent la réunion du pays de Liége à la France. Cette pétition est adoptée à l'unanimité. Le président donne aux députés le baiser de fraternité.

Un administrateur du département d'Indre et Loire, député vers la Convention, lui expose la situation des départemens troublés par la révolte. Les rebelles se sont emparés de Thouars, Montreuil et Loudun. Cette dernière ville, après avoir abattu l'arbre de la liberté, arboré la cocarde blanche et promené le drapeau blanc, n'a pas rougi d'ouvrir ses portes. L'administration du département s'est transportée à Chinon; mais cette ville même n'est point en sûreté. Le député demande des armes, de l'argent et des hommes.

Après la lecture de cette pétition, une foule de motions se succèdent et se pressent.

Bentabolle demande que le comité de salut public fasse, dans le jour, un tableau des malheurs dont plusieurs de nos départemens sont affligés; que l'on tire le canon d'alarme et que l'on sonne le tocsin; que l'activité des tribunaux civils soit suspendue, que les spectacles soient fermés.

Thuriot demande que tous les domestiques, tous les garçons de café et de traiteurs qui sont en état de porter les armes, s'enrôlent et partent pour l'armée.

Legendre renouvelle la proposition de tirer le canon d'alarme; il veut que la Convention se déclare permanente.

Robespierre y ajoute celle d'arrêter et de garder en ôtage tous les gens suspects.

D'autres propositions sont entremêlées à celles-là. Vergniaux demande que les sociétés populaires de Paris marchent toutes entieres contre les ennemis de la patrie. Il cite l'exemple de la société populaire de Bordeaux. Cette société a fait un appel de tous ses membres, et a demandé à chacun d'eux pour quel motif il ne partait pas. Il en est arrivé que chacun des interpellés n'ayant pas de raisons valables, a consenti de partir. Je ne doute pas, ajoute Vergniaux, qu'une telle mesure employée à Paris, ne produise les meilleurs effets.

Vergniaux propose encore d'envoyer des commissaires de l'Assemblée dans les sections, pour y accélérer le recrutement, y rappeller les véritables principes et les intérêts réels de tous les citoyens.

Danton observe que la crainte de dégarnir Paris des défenseurs que la liberté a besoin d'y réunir, ne doit ni empêcher le recrutement, ni faire recourir à des mesures violentes. „ C'est une vérité, dit Danton, puisée dans l'histoire et dans le cœur

Digitized by Google

humain, qu'une grande nation en révolution ou même en guerre civile, n'en est pas moins redoutable à ses ennemis. Ainsi donc, loin de nous effrayer de notre situation, nous n'y devons voir que le développement de l'énergie nationale, que nous pouvons tourner encore au profit de la liberté. ,,

De toutes les propositions que nous venons de rapporter, l'Assemblée n'en a adopté qu'une seule. Elle a décrété que 96 commissaires se distribueront dans les sections de Paris, pour y presser le recrutement, reconnaître les moyens qu'elles ont adoptés pour fournir leur contingent, et en faire le rapport à la Convention.

Une députation de la section des Lombards est venue réclamer l'élargissement d'un citoyen de cette section, arrêté et traduit dans les prisons, par ordre de la municipalité, pour avoir dit dans sa section qu'il fallait un mode uniforme de recrutement pour toutes les sections de Paris, et que l'arrêté de la commune était un acte arbitraire. Après de vifs débats où Isnard et Buzot ont réclamé envain l'élargissement du détenu, l'Assemblée a passé à l'ordre du jour sur la pétition des citoyens de la section des Lombards.

On a lu une lettre du ministre de la marine, qui annonce à la Convention qu'un vaisseau génois, chargé de 100 Français, venant de Cadix, a été pris par un corsaire anglais; que les pyrates les ont pillés et les ont abandonnés, dénués de toutes les choses de première nécessité.

Ducos a ajouté que les vaisseaux ennemis venaient enlever nos subsistances jusques dans nos rivieres sans que nous eussions une seule frégate en mer pour les en empêcher. La Convention a décrété que le ministre de la marine rendrait compte des mesures qu'il a dû prendre pour protéger l'arrivée de nos convois dans les ports de la République.

Organe du comité de salut public, Cambon annonce que le camp de Sar, près Bayonne, a été forcé par les Espagnols, et que cet échec est dû à la trahison du commandant de l'avant-poste. Mais ce traître, Espagnol d'origine, a bientôt reçu la peine de son crime. Il a été tué par un soldat Français, au moment où il allait embrasser le commandant Espagnol.

Les ennemis se sont précipités sur le camp de Sar avec tant de violence, que nos troupes n'ont pu résister à leur fureur, et la désorganisation de l'armée a été la suite de cette perfidie. Les soldats qui se sont ralliés ont pris une bonne position. Les Espagnols, après avoir pillé le camp, brûlé les tentes et pris deux pieces de canon, se sont retirés.

Depuis long-tems l'Assemblée ne s'était pas occupée de constitution. Vergniaux lui a présenté aujourd'hui, non un plan, mais quelques idées et une motion d'ordre sur la Constitution. Vous vous hâterez de la faire, a-t-il dit; car c'est ce que vous desirez tous; elle anéantira les factions qui déchirent la République; elle offrira une base fixe à l'opinion aujourd'hui

Digitized by Google

livrée à toutes les fluctuations de l'esprit de parti ; elle fera succéder l'empire de la loi à l'insupportable tyrannie des ambitions individuelles ; plus puissante qu'une armée, sans effusion de sang et par le seul attrait du bonheur, elle rendra à la patrie les enfans égarés qui déchirent son sein, et éteindra les feux de la guerre civile.

Vergniaux pense que le préliminaire de toute discussion serait de régler une série de questions, qui seraient mises en délibération avant que la priorité fût accordée à aucun projet de constitution, et dont la solution déterminerait la préférence même de l'Assemblée pour l'un de ceux qui lui ont été présentés. S'il est presqu'impossible de faire à la tribune une comparaison raisonnée des divers projets considérés dans leur ensemble, ou du moins d'arriver par cette comparaison à un résultat qui obtienne la majorité des suffrages, rien ne paraît au contraire plus aisé que de comparer les divers projets, si on les examine successivement dans chacune de leurs bases, et d'accorder une priorité qui n'exige aucune discussion préalable.

Vergniaux propose donc d'arrêter une série de questions ; de lire, sur chacune, la solution du comité et d'ouvrir ensuite la discussion sur la question et la solution. Je suis loin de croire, a-t-il dit en terminant son discours, que nous nous soyons affaiblis pas nos bruyans débats et même par nos haines : j'aime à me persuader que notre caractere en aura acquis plus d'énergie, et que du mouvement composé de nos passions et de notre raison, de nos méfiances réciproques et de notre ardeur commune pour la liberté, il en résultera un ouvrage qui ne sera pas indigne de la France.

Un inspecteur de la salle a instruit la Convention que vendredi prochain la nouvelle salle destinée à ses séances sera en état de la recevoir.

Séance du jeudi, 9 mai.

Le conseil général de la commune de Pont-l'évêque instruit la Convention de l'évasion du nommé Fecamp, arrêté comme prévenu d'être un agent de Philippe Egalité, dans le département de l'Orne.

Un député des Pyrénées orientales soumet à l'approbation de la Convention un arrêté pris par ce département, pour faire mettre en état d'arrestation ceux qui à l'approche des Espagnols ont abattu l'arbre de la liberté et arboré la cocarde blanche, et pour faire traiter comme émigrés ceux qui ont passé ou qui passeroient dans les pays occupés par l'ennemi.

L'Assemblée approuve cet arrêté et le renvoie au comité de législation.

Les comissaires de la Convention écrivent d'Orléans que bientôt il y aura à Tours et à Poitiers des forces suffisantes pour en imposer aux rebelles.

Digitized by Google

Voici un arrêté que les administrateurs du département de la Haute-Vienne ont pris, et qu'ils ont envoyé au comité de salut public. « Le conseil général du département de la Haute-Vienne met en état de réquisition tous les officiers de la garde nationale de son arrondissement, en activité au premier mai, jusqu'au grade de sous-lieutenant exclusivement. Ils seront montés, équipés et armés d'un sabre et de deux pistolets. Les municipalités sont invitées à procurer ces effets à ceux qui en manqueraient, de maniere qu'ils puissent partir sans délai. — Les citoyens appellés par le présent arrêté, se réuniront à Limoges, le 13 de ce mois. Si quelques-uns des citoyens officiers dont on vient de parler, se refusaient à marcher, leurs noms seraient imprimés et affichés avec note d'infamie; ils seront en outre déclarés suspects et mauvais citoyens. »

Les commissaires de la Convention, envoyés dans les sections de Paris, rendent compte de l'esprit dont ils ont vu les citoyens animés. Par-tout ils ont vu éclater l'énergie du patriotisme; tous ont senti la nécessité d'effectuer promptement le recrutement. Dans beaucoup de sections le contingent est complet; dans d'autres, il le sera très-incessamment. Les riches ont fait des sacrifices considérables et ont acquitté de cette maniere leur dette envers leurs concitoyens.

A la suite de ce rapport, la Convention a décrété qu'elle approuve les différentes mesures que chaque section a cru devoir prendre, et qu'attendu les dangers de la patrie le contingent de chaque section sera complette et organisé dans trois jours.

La Convention s'est enfin occupée des moyens de réduire la masse des assignats en circulation. Le comité des finances lui a présenté un projet de décret dont le premier paragraphe a été adopté. Il a pour objet le prompt acquittement de toutes les contributions arriérées.

Sur le rapport de son comité de marine, elle a adopté plusieurs décrets dont voici les principales dispositions.

« La Convention nationale déclare que sous la dénomination générale de navires ennemis sont compris les navires particulierement connus sous le nom de smogleurs ou fraudeurs, et, en conséquence, décrete que la libre navigation et l'admission dans les ports de la République de ces smogleurs ou fraudeurs, est prohibée, à dater du jour de la déclaration de guerre.

» La Convention décrete qu'il sera sursis à l'exécution de tous jugemens rendus ou à rendre par les tribunaux de commerce ou de district des villes maritimes de la République, à raison des diverses prises de navires qui ont pû être faites jusqu'à ce jour sur les villes Anséatiques.

» La Convention décrete que les bâtimens de guerre et les corsaires Français peuvent arrêter et amener dans les ports de la République les navires des puissances neutres, chargés en tout ou en partie de comestibles pour les ennemis.

Digitized by Google

„ Les comestibles appartenans aux ennemis de la République seront de bonne prise. Les comestibles appartenans à des neutres, leur seront payés sur le pied de leur valeur dans le lieu pour lequel ils étaient destinés.

„ Dans tous les cas, les navires neutres seront relâchés du moment où le déchargement des comestibles arrêtés aura été effectué. Une juste indemnité sera accordée à raison de leur détention par les tribunaux qui doivent connaître la validité des prises „.

Séance du vendredi 10 mai.

La Convention nationale a tenu aujourd'hui sa première séance dans sa nouvelle salle aux Tuileries. Ce changement de local influera sans doute d'une maniere avantageuse sur le mode de ses délibérations. Les tribunes publiques y sont placées à une distance assez grande des bancs des législateurs, pour ne pouvoir plus se mêler aux débats de la représentation nationale. Les députés assis sur une ligne presque horisontale, n'y seront plus séparés comme deux corps d'armée rangés en bataille en face l'un de l'autre; enfin le mélange heureux des membres de tous les côtés et de tous les partis, rapprochera un grand nombre d'hommes auxquels il ne manque pour s'estimer que de s'entendre et de se connaître.

Les jugemens du tribunal criminel extraordinaire s'exécutaient sur la place de la Réunion, voisine du lieu des séances de la Convention. Un de ses premiers soins a été d'éloigner ces exemples de rigueur d'une enceinte où l'on ne doit sentir que les douces impressions de l'humanité et de la fraternité.

De nouveaux détails sur les progrès toujours plus alarmans des rebelles, ont été transmis à l'Assemblée. Leur armée est disciplinée et réguliere; elle ne marche que d'après des signaux convenus, tandis que nos braves soldats sont souvent obligés de marcher sans guide et de combattre sans généraux. On pense que le projet des rebelles est de s'emparer du département des Deux-Sevres et de nos arsenaux de la Rochelle.

L'état de nos frontieres méridionales est plus satisfaisant. Voici l'extrait d'une lettre d'un commisaire du département de l'Hérault, envoyé à Perpignan.

„ Nous n'avons vu aucuns nouveaux mouvemens des Espagnols; dans une sortie, la garnison de Bellegarde a enlevé sur le territoire ennemi 600 bêtes à corne. La facilité avec laquelle l'ennemi laisse ravitailler les places fortes de cette partie de notre frontiere méridionale, fait présumer qu'il n'est pas en force pour l'empêcher. Il vient d'arriver à Perpignan 2000 hommes d'infanterie, parmi lesquels se trouvent le bataillon de Montpellier et 150 cavaliers. „

„ Une armée de 12,000 hommes se forme dans le département de l'Hérault, et une autre de 8000 du côté de Carcassonne. „

Digitized by Google

Une lettre du 9 des commissaires de l'armée du Nord rend compte des avantages remportés le 8 par nos troupes sur l'armée autrichienne ; mais ce succès coûte cher à la République. Dampierre est mort ; un boulet de canon qui lui a emporté la cuisse, l'a laissé sans vie sur le champ d'honneur.

Les commissaires ont nommé provisoirement Lamarche à la place de Dampierre ; mais cet officier a déclaré qu'il ne se sentait pas en état de soutenir long-tems un pareil fardeau.

Le conseil exécutif a été sur-le-champ convoqué ; il a cherché à remplacer le général Dampierre ; mais comme rien n'est plus important qu'un semblable choix, comme il nécessite un examen très-approfondi, il ne pourra prendre un parti définitif que sous deux jours.

Sur la proposition de Mallarmé, organe du comité des domaines, l'Assemblée a décrété que les baux passés par les agens de l'ordre de Malte, des maisons tant régulieres que séculières, postérieurement à la date du mois de novembre 1790, sont nuls et de nul effet. L'Assemblée a annullé également les ventes faites d'après lesdits baux anticipés.

On a repris la constitution. Isnard, par motion d'ordre, proposait de décreter un pacte social qui précéderait la constitution, et en formerait la base. Cette proposition n'a pas eu de suite. On a observé que les élémens de la justice humaine et la source de la liberté des nations sont dans la déclaration des droits, et que la constitution qu'acceptera le peuple, sera le véritable pacte social.

Danton a pensé qu'il fallait d'abord déclarer de nouveau que le gouvernement de la France est républicain et discuter ensuite une série d'idées fondamentales.

Donner au gouvernement la force nécessaire pour que les citoyens respectent toujours les droits des citoyens et faire en sorte que le gouvernement ne puisse jamais les violer lui-même : voilà le double problême que *Maximilien Robespierre* a cherché à résoudre.

Mais le premier lui a paru tellement facile qu'il n'a pas jugé nécessaire de s'y arrêter. Quant au second, il a d'abord été tenté de le regarder comme insoluble. Il a vu partout les magistrats opprimer les citoyens, et le gouvernement dévorer la souveraineté : d'où il a conclu que le premier objet de toute constitution doit être de défendre la liberté publique et individuelle contre le gouvernement lui-même.

Il en a cherché les bases dans cette maxime que le peuple est bon et que ses délégués sont corruptibles, que c'est dans la vertu et dans la souveraineté du peuple qu'il faut chercher un préservatif contre les vices et le despotisme du gouvernement.

Modérer la puissance des magistrats, abréger la durée de leurs pouvoirs, leur ôter toute autorité et toute influence étran-

gere

Digitized by Google

gere à leurs fonctions ; éloigner de leurs mains le trésor public ; fuir la manie ancienne des gouvernemens de vouloir trop gouverner, laisser aux individus le droit de faire ce qui ne nuit point à autrui : aux communes le pouvoir de régler elles-mêmes leurs propres affaires en tout ce qui ne tient point essentiellement à l'administration générale de la République, telles sont les principales conséquences que l'orateur a déduites du principe qu'il a établi.

Il a parlé ensuite des moyens de soumettre les magistrats et les fonctionnaires à une responsabilité certaine en les plaçant dans la dépendance réelle du souverain. A l'expiration de leurs fonctions les membres de la législature et de l'agence exécutive pourraient être déférés au jugement de leurs commettans. Le peuple prononcerait simplement sur cette question : tel citoyen a-t-il répondu ou non à la confiance du peuple ? Le jugement qui déclarerait qu'ils ont perdu la confiance, emporterait l'incapacité de remplir aucunes fonctions publiques. Le peuple ne décernerait pas de peine plus forte ; et si les mandataires étaient coupables de quelques crimes particuliers et formels ils pourraient les renvoyer à un tribunal populaire établi pour les punir.

Quelque nécessaire qu'il soit de contenir les magistrats, il n'en est pas moins de les bien choisir. Pour assurer la pureté des élections, l'orateur voudrait que le peuple entier put assister aux assemblées, et que le pauvre fut indemnisé du tems qu'il dérobe à la subsistance de sa famille pour le consacrer aux affaires publiques.

Telles sont les principales vues exposées dans le discours de Maximilien Robespierre. En approuvant les précautions sévères qu'il prend contre les usurpations du gouvernement, on lui eût demandé peut-être quels moyens ils conçoit pour assurer l'obéissance aux lois, s'il n'eût affirmé d'avance que l'anarchie est la maladie des corps politiques, et que ce n'est que depuis la révolution du 10 août que nous avons eu un commencement de lois et de gouvernement.

Cette discussion sur la constitution a amené un résultat. La première base a été posée en ces termes :

Le peuple Français fondant son gouvernement sur les droits de l'homme en société, qu'il a reconnus et déclarés, adopte la constitution suivante :

Art. Ier. La République française est une et indivisible.

Sur la proposition de Danton, la Convention a décrété que les peines rigoureuses prononcées contre les rebelles ne porteront que sur ceux qui seront convaincus d'avoir commencé ou propagé la révolte.

Séance du samedi 11 *mai.*

Des rapports toujours plus alarmans sur les révoltes dans les départemens de l'Ouest n'ont pas

Digitized by Google

semblée de délibérer, dans cette séance, que sur les moyens d'étouffer le feu de la rébellion.

Taillefer renouvelle la proposition de fermer les spectacles, et de tirer le canon d'alarme.

Thuriot demande que l'on empêche la circulation des journaux incendiaires qui ont soufflé dans ce pays le feu de la guerre civile. On répond à Thuriot, que les journaux dont il demande la suppression sont ceux-là même qui ont fait la révolution; qu'ils sont loin d'être la cause des troubles qui ont eu lieu dans les départemens, et que malheureusement pour la France les deux tiers des habitans de ce pays ne savent pas lire.

Collot-d'Herbois propose de mettre en état d'arrestation tous les gens suspects; que cette arrestation se fasse au moment où le canon d'alarme sera tiré; que les citoyens logés en hôtels garnis, que les étrangers soient en état d'arrestation chez eux; qu'un tiers de la fortune des hommes suspects soit consacré aux dépenses de cette guerre; qu'ils soient jugés par les sociétés populaires; que les membres du conseil exécutif soient renouvellés, et principalement le ministre des contributions.

Levasseur demande que le comité de salut public soit continué tel qu'il est. Cette derniere proposition est d'abord décrétée, et l'Assemblée renvoie les autres à ce même comité pour en faire le rapport séance tenante.

Sur le rapport d'Aubri, au nom du comité de la guerre, l'Assemblée termine le code pénal militaire.

Barrere, organe du comité de salut public, se présente ensuite pour annoncer à la Convention que ce comité vient de se livrer à la discussion des mesures urgentes à prendre pour secourir les départemens maritimes de l'Ouest. Une force très-imposante marchera contre les rebelles, et les attaquera là où on est bien sûr de ne pas trouver d'hommes égarés. Voici, dit Barrere, l'exposé des nouvelles que nous avons reçues.

Thouars et 3000 hommes sont au pouvoir des rebelles. Loudun a arboré le drapeau blanc; Chinon est près d'être attaqué.

Les administrateurs d'Indre et Loire ont pris les résolutions suivantes; ils ont arrêté, 1°. l'établissement d'une commission centrale, qui se transportera sur-le-champ à Chinon, pour y faire toutes les dispositions relatives à la défense de cette ville; 2°. le départ pour Chinon d'un détachement de 600 hommes, de deux pieces de canon, dont 200 de cavalerie germanique; l'envoi de commissaires dans les districts, chargés de rel les hommes, les armes et les subsistances; 4°. l'éta d'un comité défensif chargé de faire des visites , et de la recherche des armes dans la maison Cette recherche a eu lieu; 5°. que les armuriers sur-le-champ mis en état de réquisition pour

Digitized by Google

la réparation desdites armes; 6°. que les personnes suspectes seront mises en état d'arrestation : ces deux articles ont été décrétés.

Tallien, commissaire de la Convention, écrit de Tours, en date du 10, au comité de salut public :

« Nous sommes toujours dans la même position; nous avons toujours à combattre le même systême de terreurs paniques et de fausses nouvelles. Je fais tout ce que je puis pour l'anéantir. »

« Quinze mille hommes sont en possession de Thouars; vous verrez, par les rapports particuliers, que Quétineau, agent de Dumourier, a livré cette place et les hommes qui la défendaient. Les rebelles renvoient les habitans des campagnes, après leur avoir fait prêter le serment à la religion chrétienne et à Louis XVII, et retiennent les gardes nationales des villes. »

« Nous partons pour Chinon; nous allons y réunir une petite armée, en attendant les nombreux bataillons qui nous sont promis depuis si long-tems. Il arrive de tous les districts des hommes, des armes et des munitions; mais il manque des officiers, envoyez-en promptement, d'intelligens et de fideles; ne dissimulez rien à la Convention nationale; la vigueur de ses résolutions peut seule réparer les maux que nous a causés l'inertie du conseil exécutif. »

« Vous saurez que dans la malheureuse affaire de Thouars, tandis que Quetineau et l'armée qu'il commandait se sont lâchement rendus, les intrépides Marseillais ont seuls combattu jusqu'à la derniere extrémité : dix fois de suite ils ont enlevé le drapeau blanc sous lequel les rebelles étaient ralliés. Ils avaient formé sur la place un bataillon quarré; pressés de toutes parts, après avoir épuisé leurs munitions ils se sont précipités sur les ennemis la bayonnette au bout du fusil. Il n'en est resté que six.... »

« Les rebelles renvoient les hommes sans uniforme. Voici l'espece de cartouche qu'ils avaient délivrée à un de ces hommes qui avaient prêté le serment exigé par eux, et qui est ici en prison : Domainguet, colonel-général de la cavalerie de l'armée chrétienne, permet à Menou de se retirer, sous le serment par lui prêté d'être fidele à la religion, à Louis XVII, à la monarchie française, et de ne jamais porter les armes contre l'armée chrétienne. »

Le département de l'Isere, continue Barrere, nous annonce que le recrutement de l'armee des Alpes est plus que complet, et que l'excédent se monte à 21 mille hommes réunis à Grenoble. Les mesures sont prises pour assurer des subsistances à cette ville.

Le comité de salut public s'est occupé de l'examen des mesures qui lui ont été renvoyées. Demain on vous présentera un projet d'instruction aux habitans des campagnes; cette

Digitized by Google

adresse sera traduite en bas breton et dans les idiomes du pays.

On vous a parlé du nombre considérable de prisonniers qui gémissent dans la détention, et dont plusieurs ne sont coupables que de fautes dont la police correctionnelle est compétente. Le comité a chargé le ministre de la justice d'écrire à ce sujet une lettre circulaire et instructive aux tribunaux et aux juges de paix.

La conduite de Quetineau, digne sans doute d'être punie, nous a paru néanmoins nécessiter un examen approfondi. Nous ne proposons à son égard aucune mesure avant cet examen.

Les intrépides Marseillais ont péri victimes de leur patriotisme et de leur courage; nous vous proposons d'élever en leur honneur un monument à la place où ils ont combattu, lorsque Thouars sera rentré au pouvoir de la République.

Une autre trahison a éclaté dans le même moment. Pinson, chef de la légion des montagnes, après avoir fait massacrer ses braves Miquelets, embrassait, pour prix de sa perfidie, le général espagnol : il est mort dans ce moment; un Français l'a fait tomber. Nous ne nous proposerons pas de statuer sur la conduite de ce dernier qui, quel qu'il soit, a délivré la patrie d'un traître, sans prouver qu'il n'en est pas un lui-même; car des lettres postérieures à l'événement nous laissent dans le doute de savoir si la mort de Pinson n'a pas été commandée pour ensevelir avec lui le secret de son crime.

Ici se présente une mesure qui hier fut rejettée par vous, mais que l'honneur national nous commande de soumettre une seconde fois à votre délibération. Nous croyons le devoir au général républicain, mort au lit d'honneur en combattant les ennemis. Vous avez décerné les honneurs du Panthéon à Mirabeau, ou plutôt à son génie révolutionnaire; vous les avez accordés à Lepelletier, assassiné pour avoir voté la mort du tyran; Beaurepaire a obtenu les mêmes honneurs, pour n'avoir pas voulu survivre à la reddition d'une place qui lui était confiée; ici c'est un général attaqué par des forces supérieures, qui livre une bataille décisive, et qui reçoit le coup mortel; il ne s'est point, comme on l'a cru, imprudemment porté à l'avant-garde : l'aile droite semblait faiblir, il courait la ranimer par sa voix et par son exemple, et il trouve dans les rangs le sort de Turenne. Il s'est endormi dans la gloire. Pour vous, citoyens, dans un moment où vous avez besoin de vous attacher de grands hommes par des actes de reconnaissance nationale, la révolution vous commande d'accorder à Dampierre les honneurs du Panthéon; l'armée du Nord toute entière y entrera avec ses cendres.

Toutes ces propositions ont été décrétées.

Séance du dimanche 12 mai.

Les commissaires de la Convention dans le département de

Digitized by Google

l'Hérault annoncent que le nombre d'hommes qu'il vient de fournir pour la défense de la patrie, s'éleve à plus de 2000. Celui du Gard a passé ce contingent.

Dans le département de l'Arriege chacun croit que son poste est à la frontiere. Les administrateurs même, pensant que la moitié d'eux suffira pour l'expédition des affaires administratives, l'autre moitié veut voler aux frontieres. Déja six administrateurs du district de Mirepoix sont sous les armes et 800 des administrés les suivent. Bientôt ce nombre doublera. Tout est soldat, même les femmes. On les a armé de piques, en attendant qu'il soit permis à ces nouvelles amazones de former des bataillons.

De nouveaux détails sur le dernier succès obtenu par le général Lamarliere, ont été adressés aujourd'hui à la Convention, par Gasparin, un de ses députés à l'armée du Nord. Il en resulte que la journée du 8 est une des plus glorieuses pour les armes de la République. L'ennemi a été attaqué sur différens points à-la-fois. La division aux ordres du général Despourchès est parvenue à mettre le feu à l'abbaye de Vigogne et à incendier les magasins que l'ennemi y avait établis. Plusieurs retranchemens ont été emportés. Les Autrichiens ont perdu beaucoup de monde; nous leur avons fait quelques prisonniers, presque tous Anglais.

On a fait lecture d'une lettre des deux députés Mailhe et Moisset, commissaires dans le département des Bouches-du-Rhône. Marseille, disent-ils, jouissait de la tranquillité, tout y prenait une tournure heureuse, lorsque tout-à-coup les sections ont exercé la souveraineté; elles ont créé un tribunal populaire. Des commissaires nous ont été envoyés pour visiter nos papiers, notre correspondance et arrêter nos dépêches.

Nous avons pris un arrêté par lequel nous avons cassé ce tribunal, décidé que ses membres seraient responsables de tous ses actes ultérieurs; que les procédures commencées seraient saisies, et que tous les citoyens qui s'opposeraient à cet arrêté seraient déclarés rebelles à la loi.

Nous pensons que, pour assurer la révolution dans ce pays, il faut y établir une commission centrale qui ramene le regne des lois, et que les 6000 hommes qui s'y trouvent y restent cantonnés, pour inspirer de la crainte aux séditieux.

On demande le renvoi de cet arrêté au comité de salut public. Barbaroux s'y oppose. Il veut parler pour dévoiler la conduite des commissaires. Ainsi donc, s'écrie-t-il, la fiere Marseille, dont les enfans ont été verser leur sang dans le département de la Vendée; ainsi Marseille, que Rome vertueuse honora du nom de sœur; Marseille, où le pauvre n'assassine pas le riche qui le fait vivre; Marseille est signalée par vos commissaires comme une ville contre-révolutionnaire!

Barbaroux éprouve une longue interruption; il faut un décret pour lui rendre la parole.

Digitized by Google

Je le déclare, continue-t-il, il est aussi impossible de ramener Marseille sous le joug du despotisme que de faire remonter un fleuve vers sa source. Vos commissaires ont cherché à s'entourer de la classe indigente du peuple pour la séduire; mais leurs tentatives ont été vaines. Ces mêmes commerçans contre lesquels on crie tant, qui ont fourni les fonds pour l'armement et l'équipement de 6000 Marseillais, sont sous les armes; ils sont à la disposition de la République. Ils sont prêts à défendre la liberté et ne protégeront jamais la dévastation et le brigandage.

Marat, Bourdon, Legendre, réclament envain l'ordre du jour; Barbaroux continue: C'est un garçon menuisier d'une section de Marseille, qui rappella à vos commissaires les principes de justice et d'équité. Il leur dit: « Vous allez dans toutes les sections; vous prêchez tantôt blanc, tantôt noir; (ce sont ses expressions) nous ne pouvons avoir confiance dans ce que vous nous dites. Nous aimons beaucoup mieux gagner notre journée par notre travail que de voler ce qui ne nous appartient pas. » A Aix, où vos commissaires se sont rendus, c'est un ouvrier qui travaille à la réparation des routes, qui a encore repoussé leurs insinuations; et telle est la force du patriotisme, que l'anarchie, dans le département des Bouches-du-Rhône, est entièrement comprimée.

Barbaroux finit par demander le rappel des commissaires et la suspension de leur arrêté, jusqu'à l'arrivée d'un député extraordinaire que Marseille envoie à la Convention pour lui rendre compte des faits.

Marat accuse Barbaroux, Roland et les journalistes de la contre-révolution de Marseille.

Heureuse contre-révolution! s'écrie Guadet; ainsi elle s'opérera dans toute la France; ainsi tous les départemens feront rentrer dans le néant cette poignée de factieux et de désorganisateurs, beaucoup plus redoutables que les armées de Cobourg et des rebelles de la Vendée.

Deux décrets ont mis fin à ce débat. Par le premier, l'arrêté des commissaires est suspendu; par le second, le tribunal populaire de Marseille est aussi suspendu. L'Assemblée attendra, pour prononcer définitivement, le rapport qu'elle charge son comité de salut public de lui faire sur l'affaire de Marseille.

Le reste de la séance a été consacré à l'admission des pétitionnaires.

Les mères, les épouses des citoyens emprisonnés à Orléans viennent demander justice à la Convention. Les uns ont été enlevés à côté d'elles, au milieu des ténèbres de la nuit, avec l'appareil d'une force armée, et ont été jettés dans les prisons sans égard pour l'âge et les infirmités; les autres sont captifs chez eux, parce qu'il ne reste plus sans doute de local pour les incarcérer. La ville entière est enchaînée. Depuis six se-

Digitized by Google

maines il n'est plus permis de vaquer aux affaires du dehors.... Trois personnes n'osent plus ou se promener ou causer ensemble, sans crainte de recevoir un ordre de captivité.

Où est donc, peres du peuple, cette liberté que vous venez de proclamer si solemnellement? Il ne s'agit plus ici de l'affaire de Bourdon. Depuis long-tems la procédure est instruite: s'il est des coupables qu'ils soient punis.

Mais actuellement pourquoi toutes ces arrestations, ces lettres-de-cachet, ces entraves dans une ville républicaine?

Trois fois, disent encore les pétitionnaires, elles ont demandé justice aux commissaires qu'ont trompé des scélérats. Leur troisieme pétition a été reçue à la suite d'un banquet de cent personnes : elles ont été contraintes de prendre part à cette fête, et cette dérision outrageante a été le seul fruit de leur démarche.

Cependant le civisme des Orléannais a résisté à ces épreuves. Le danger de la patrie a été proclamé ; la terre a été frappée avec la pique de la liberté, et 600 guerriers en sont sortis pour la Vendée, 600 autres pour les armées.

Les pétitionnaires concluent par demander des commissaires pour vérifier les faits, constater les vexations, signaler les tyrans subalternes et substituer l'égide de la loi à la hache de l'arbitraire. Cette pétition a été applaudie. L'Assemblée en a décrété l'impression et le renvoi au comité de législation, pour en faire un prompt rapport.

Séance du lundi 13 mai.

Un secrétaire fait lecture d'une lettre de Custines au président de la Convention. Ce général déclare qu'il ne peut plus conserver le commandement des armées du Rhin et de la Moselle. Il prie la Convention de lui nommer un successeur ; il l'attend impatiemment et lui remettra ses plans de campagne.

Custines donne pour motif de sa démission, la conduite tenue à son égard par les commissaires de la Convention à l'armée du Rhin. Une lettre écrite par ce général au duc de Brunswick a paru aux commissaires mériter leur improbation ; ils ont vivement repris Custines en présence d'un grand nombre d'officiers, en l'accusant d'y avoir développé des sentimens peu dignes d'un républicain. Après une semblable injure, ajoute Custines, je ne puis plus continuer à commander les armées de la République, et c'est pour son intérêt que je vous demande de me donner un successeur.

A cette lettre est jointe la copie de celle que ce général a écrite au duc de Brunswick et dont voici l'objet et le précis. « J'avais envoyé le citoyen Corbeau, officier à Manheim, » pour y traiter de l'échange des prisonniers. Quel a été » mon étonnement d'apprendre, par lui, que le capitaine » Boos, du 56e. régiment d'infanterie, fait prisonnier, ava

Digitized by Google

» osé se dire autorisé de ma part, à traiter de la reddition de » Mayence? Une semblable machination ne peut avoir été » inventée que par quelques-uns de ces hommes dont les » intrigues, dans toutes les cours de l'Europe, ont précipité » cette partie du monde dans la guerre la plus désastreuse » à laquelle elle ait jamais pu se livrer, et j'augure trop » de la grande ame de *votre altesse sérénissime* pour ne pas » me persuader qu'elle voudra bien faire comprendre le ca- » pitaine Boos dans le premier échange, le faire remettre aux » postes Français sous bonne et sûre garde, en m'en pré- » venant d'avance. J'annonce avec franchise à V. A. S. que, » trop blessé d'une semblable imposture, je ne laisserai pas » ignorer à l'Europe, une intrigue dont le but serait de » déshonorer le caractère que je crois avoir développé de- » puis le commencement de la révolution et de cette guerre. »

Une seconde dépêche de Custines rend compte d'une affaire assez vive qui a eu lieu le 6 entre une partie de l'avant-garde de l'armée du Rhin et un corps d'Autrichiens. L'objet de l'attaque était de faire entrer dans Landau un corps de recrues; il a été rempli avec succès. L'ennemi a laissé 250 hommes sur le champ de bataille, Notre perte a été peu considérable.

Après la lecture de ces lettres, plusieurs membres demandaient le rappel des commissaires, mais l'Assemblée a ajourné toute discussion sur la demande de Custines jusqu'après le rapport de son comité de salut public auquel elle a renvoyé toutes les pieces.

On a repris la discussion sur la constitution. Condorcet a parlé le premier. Après un exposé des maux que cause l'attente d'une constitution depuis si long-tems desirée, et des maux plus grands que causerait infailliblement cette attente plus long-tems prolongée, il a proposé le décret suivant:

Art. Ier. Dans le cas où les assemblées primaires n'auraient pas été antérieurement convoquées pour accepter ou rejetter un plan de constitution, présenté par la Convention nationale, il sera formé une nouvelle Convention, et à cet effet les assemblées primaires se réuniront à l'époque du premier novembre prochain, sans aucune autre convocation.

II. La nouvelle Convention sera composée de la même maniere que la Convention actuelle, et ses membres élus sous les mêmes formes, conformément à l'acte de l'Assemblée législative du.... août 1792.

III. S'il y a lieu à la formation d'une Convention nouvelle, elle ouvrira ses séances le 15 décembre prochain.

Thuriot a combattu la proposition de Condorcet.

Quel est celui d'entre vous, a-t-il dit, qui serait assez lâche pour rentrer dans ses foyers, en laissant la constitution a moitié terminée? Croyez-vous que des hommes nouveaux qui seraient appellés à vous remplacer, pussent prendre des mesures

Digitized by Google

capables de sauver la République? Je ne connais pas de plus sûr moyen de faire la contre-révolution; car c'est dire, en propres termes: nous n'avons pas le courage de faire le bien; nous sommes dans l'impossibilité de l'opérer.

Après quelques débats, le projet de Condorcet est ajourné à vendredi prochain, et l'impression en est décrétée.

Lanjuinais, au nom du comité des six, présente la série des questions constitutionnelles qui doivent être successivement discutées. La voici:

Art. 1er. Quelle sera la division politique du territoire?

II. Quelles seront les conditions requises pour être citoyen, pour voter et être éligible dans les assemblées du peuple?

III. Quelles seront les fonctions des assemblées primaires, leur organisation, leur police intérieure, la forme de leurs délibérations, les règles générales qu'elles devront observer dans leurs élections?

IV. Quelles seront les fonctions du corps législatif, son organisation, le mode d'élection de ses membres, les regles concernant la tenue de ses séances, et la formation des lois et des décrets?

V. Quelles seront les regles concernant les Conventions nationales?

VI. Qui seront les agens supérieurs de l'exécution des lois? Quelles seront leurs fonctions et leur autorité? Quel sera le mode de leur élection et celui de leurs relations avec le corps législatif?

VII. Quelles seront les agences d'administration locale? Quelles seront leurs fonctions et leur autorité? Comment seront organisées et par qui seront nommées ces agences secondaires?

VIII. Comment sera organisée l'administration de la justice civile et criminelle?

IX. Quelles seront les bases des contributions publiques?

X. Comment seront organisées la trésorerie nationale et la comptabilité?

XI. Quels sont la nature, la destination et les devoirs de la force publique?

XII. Comment le peuple exercera-t-il lui-même sa souveraineté sur les fonctionnaires publics et sur leurs actes?

XIII. Quelles sont les lois et les institutions qu'il convient de rendre constitutionnelles?

XIV. Quelles seront les bases de nos relations avec les nations étrangeres?

Barrere, au nom du comité de salut public, a lu une lettre des représentans du peuple, Lequinio, Cochon et Bellegarde. Ils observent combien il est instant de nommer un général expérimenté, pour remplacer Dampierre. L'ennemi se renforce chaque jour, et menace Condé. Ils désignent Custines comme celui que l'armée semble desirer pour chef. Barrere en conséquence propose la nomination de Custines. Elle a été décrétée.

Digitized by Google

On annonce que Quétineau a été arrêté par ordre de Ligonier.

PARIS, *le* 16 *mai* 1793.

Le recrutement de 12 mille hommes qu'on avait demandé à Paris pour marcher contre les rebelles, s'est effectué volontairement en peu de jours; plusieurs sections ont même excédé leur contingent. Dans d'autres tems, lorsque les vertus républicaines, que l'on s'est peu occupé de former jusqu'à présent, auront germé profondément dans les cœurs, les citoyens n'auront besoin, pour voler au secours de la patrie, que d'être instruits de ses dangers; mais on a cru qu'il était bon de les intéresser par des récompenses pécuniaires qui ne sont au fond qu'une indemnité pour les ouvriers, les peres de famille, et ceux qui font subsister leurs parens du produit de leurs labeurs. Quoique les sections aient varié sur ce mode d'indemnité, on peut néanmoins l'évaluer à 1000 liv. pour chaque volontaire armé et équipé.

Pour subvenir à des frais aussi considérables, on a arrêté qu'il serait fait un emprunt forcé de 12 millions à prendre sur les riches. Des commissaires de la commune et des 48 sections de Paris ont dû s'assembler aujourd'hui dans une des salles de l'évêché, pour concerter les mesures d'exécution et fixer le mode de répartition. Il est juste que les citoyens aisés fassent à la patrie le sacrifice d'une partie de leur superflu, tandis que d'autres lui donnent leur personne et leur vie. Le produit des contributions volontaires n'ayant pas été à beaucoup près suffisant pour les premieres dépenses du recrutement, plusieurs sections sont allées demander à la Convention des avances remboursables sur l'emprunt qui va être levé.

Malgré le zele impatient que témoignent les volontaires, leur départ sera peut-être retardé de quelques jours par la lenteur des fonds et la difficulté de se procurer des armes. Le ministre de la guerre n'a pu encore faire distribuer que 8100 fusils; savoir, 2400 de l'arsenal, et 4700 provenant du dépôt qui se trouvait chez Provins, dans la section du Luxembourg; ce qui fait pour chaque section environ 150.

Il fallait pourvoir au transport des équipages, des munitions et de l'artillerie; la municipalité a fait arrêter tous les chevaux de luxe, même ceux des loueurs de carrosse; les voitures des médecins n'ont point été exceptées. Cette mesure de rigueur, commandée par les circonstances, ne sera peut-être pas d'une aussi grande ressource qu'on se l'est promis. La plupart des chevaux de luxe, destinés à servir la mollesse et la vanité de leurs propriétaires, ne sont bons ni pour la cavalerie, ni pour le service fatigant des marches et des transports; il eut mieux valu faire un choix et exiger des propriétaires de fournir des chevaux de peine.

Digitized by Google

Le général Santerre a annoncé lundi dernier à la Convention, que le lendemain et jours suivans 12 à 14,000 hommes vont partir pour la Vendée, et qu'il marche à leur tête. Son projet ne se borne pas seulement à réduire les rebelles ; il soumet encore à la Convention l'examen d'un plan qu'il a conçu et médité lui-même, et qui consiste à faire une descente dans la Grande-Bretagne avec 100,000 hommes, pour faire un appel au peuple Anglais. Tel est le véritable républicain ; il ne croit pas s'être acquitté envers son pays, tant qu'il lui reste une nouvelle dette à payer.

Dans le tems que le recrutement touchait à son complément, et que toutes les sections étaient animées de l'ardeur la plus vive, on a encore proposé dans la Convention de tirer le *canon d'alarme*, de faire arrêter les *gens suspects*, et de supprimer tous les *journaux*, du moins ceux qui ne plaisent pas à un parti. Cette maniere de combattre les rebelles de la Vendée pourrait paraître fort étrange, si l'on ne savait que ces *grandes mesures* sur lesquelles on revient si souvent, ne sont que des synonymes que l'esprit de parti traduit en d'autres termes ; car l'esprit de parti a sa langue, comme il a ses principes. *Tirer le canon d'alarme*, c'est comme si l'on disait : il faut un nouveau mouvement populaire, une insurrection qu'on pourra diriger dans le sens des vengeances et des moyens *révolutionnaires*. *Arrêter les gens suspects*, on n'entend pas seulement parler des véritables ennemis de la liberté et de l'égalité, des partisans actifs de l'ancien régime ; mais de ceux dont les opinions ne sont pas conformes à d'autres opinions. *Supprimer les journaux*, cela signifie qu'il ne sera permis d'écrire que dans le sens de tel parti.

Et voilà comment l'esprit de défiance et de passion est parvenu à dénaturer toutes les idées. Il y aura dans l'histoire de la Révolution un chapitre bien long à faire sur l'abus des mots, si ce n'est celui qu'on a fait des choses.

Dans l'ancien régime on avait trouvé plus commode de brûler un livre et de mettre l'auteur à la Bastille, que de le réfuter. Voudrait-on, sous le regne de la liberté, avoir recours aux moyens du despotisme ? Pourquoi avons-nous fait la révolution, si ce n'est pour acquérir la liberté de la presse, sans laquelle aucune liberté civile et politique ne peut subsister ? Quelle étrange maniere d'avoir raison que d'empêcher les autres de raisonner ! Vous craignez qu'on n'égare l'opinion ; n'est-ce pas plutôt qu'on ne l'éclaire. Eh bien ! éclairez-la à votre tour ; laissez un champ libre à toutes les discussions, et vous verrez bientôt la vérité reprendre son empire. On ne trompe pas longtems les hommes sur leurs véritables intérêts politiques, quand on les leur présente dans des écrits qu'ils peuvent lire dans le calme de l'esprit et le silence des passions ; mais il est plus aisé de les tromper dans les assemblées tumultueuses où l'exagération des principes, l'effervescence et la charlatanerie des

Digitized by Google

orateurs agit sur une multitude déja disposée par ses propres passions à céder aux passions des autres. Si l'on eût tout soumis à l'art simple du raisonnement, on aurait épargné bien des erreurs au genre humain. On parle de supprimer les écrits; et moi, je voudrais supprimer la prédication; c'est par elle que l'imposture, le fanatisme, l'ignorance et l'anarchie se sont propagées sur la terre, et que le délire de l'enthousiasme a usurpé les droits de la raison.

Il est à croire que la Convention n'aura pas mis au nombre des *Droits de l'Homme*, celui de manifester librement sa pensée et ses opinions, pour souffrir qu'on porte jamais atteinte à la liberté de la presse.

Les nouvelles qu'on reçoit de différens départemens, semblent faire croire que les commissaires de la Convention qui y ont été envoyés, ont cherhé à y répandre des principes qui n'étaient pas propres à faire cesser l'anarchie et à ramener les citoyens à l'obéissance à la loi et au respect dû aux propriétés. On parle de provocation des pauvres contre les riches, de partage des terres, de proscriptions suscitées contre un grand nombre de membres de la Convention. On parle sur-tout d'une multitude d'arrestations arbitraires. Il ne faut pas se dissimuler qu'il y avait dans les départemens des gens notoirement suspects, des ennemis ouverts de la révolution dont il était prudent de s'assurer; mais on ajoute qu'on a donné une grande extension à ces mesures de sûreté, et que dans la désignation des personnes suspectes, l'esprit de parti a plus consulté ses propres passions que les intérêts de la justice. Nous n'avons rien a affirmer sur ces faits particuliers qui ne tarderont pas à s'éclaircir. On annonce de nombreuses réclamations; il faut les attendre; il faut attendre sur-tout le rapport des commissaires. Nous en sommes venus à ce point de maturité où les injustices et les vexations qui auraient été commises, ne sauraient rester long-tems ignorées ni impunies.

Dans un moment de crise et d'agitation, la Convention n'a peut-être pas assez réfléchi sur les dangers d'investir ses commissaires d'une puissance illimitée, qui en fesait des proconsuls et des dictateurs dans chaque département. En leur conférant une autorité sans borne, elle n'a pas entendu sans doute leur donner le droit de la délégner à d'autres; et c'est pourtant ce qui est arrivé, notamment dans les départemens de la Drôme et des Bouches-du-Rhône. La Convention examinera sur-tout si des instuctions qu'elle a données à ses commissaires auprès des armées, ne peuvent pas entraver les grandes opérations des généraux et nuire aux intérêts de la République. Elle a déja l'exemple de la démission de Custine, que les commissaires ont humilié en présence des officiers de son armée, pour s'être conformé, en écrivant au duc de Brunswick, à des lois de convenance, qui, quoiqu'elles n'existent plus entre les citoyens de notre République, ne doivent pas moins

Digitized by Google

être conservées dans nos relations extérieures. Plus les pouvoirs que la Convention délegue sont grands, plus elle doit apporter de soins dans le choix des personnes qui en sont revêtues ; c'est dans ces nominations qu'il faut éviter tout ce qui tient à l'esprit de parti ; car l'esprit de parti ne voit que lui-même.

Dans la séance de mardi, une députation de 120,000 citoyens de Bordeaux et de tous les corps administratifs de cette cité, est venue transmettre à l'Assemblée et les vives alarmes qu'ils ont éprouvées en apprenant les dangers, les menaces et les proscriptions dont on environne les représentans du peuple, et l'intention où ils sont de maintenir la sûreté et l'indépendance de la Convention ; ils ont terminé leur pétition par demander une prompte constitution. L'impression de cette adresse, l'envoi aux départemens, et l'affiche à Paris ont été décrétés, non sans de violens débats, car on est convenu de regarder comme en insurrection toutes les villes, tous les départemens qui paraissent fatigués du poids de l'anarchie, et sollicitent le rétablissement de l'ordre. Si c'est là de l'insurrection, il y a apparence que ce sera bientôt celle de la nation entiere, car le peuple français n'a fait la révolution et ne combat au-dehors et au-dedans que pour avoir un gouvernement libre, et vivre sous l'empire des lois. — Dans cette même séance, Guadet a dénoncé de nouveaux complots prêts à éclater contre une partie de la Convention. Il a cité un passage du journal des Jacobins, où un membre de cette société avait dit dans la derniere séance qu'une partie de la Convention était composée de scélérats dont il fallait faire justice avant de partir pour la Vendée. Sur sa proposition, le comité de sûreté générale, réuni au comité de législation, a été chargé de faire un rapport sur la situation de la Convention à Paris, et les moyens de déjouer et de punir tous les auteurs des conspirations dont elle a été ou pourrait être l'objet. — Les ministres avaient été chargés de présenter la liste des nominations qu'ils avaient faites à tous les emplois civils et militaires. L'apperçu de cette liste a déja fait connaître quels étaient ceux qui avaient sollicité et obtenu toutes les places. On a enjoint de nouveau au conseil exécutif de produire l'état détaillé de tous ses agens. On a encore décrété que tout fonctionnaire public était comptable à chaque instant de l'état de sa fortune.

Dans la séance de mercredi, Chassey a dénoncé, au nom de 400 citoyens de Lyon, l'établissement d'un tribunal révolutionnaire, créé arbitrairement par quelques commissaires de sections qui menacent de la guillotine 1500 citoyens, il a dénoncé en même-tems la formation d'une armée révolutionnaire de 5000 hommes, afin d'exterminer tous les traîtres. La Convention a déclaré nulle et non avenue la création de ce tribunal ; défend aux membres d'entrer en activité, sous peine de mort, ordonne aux citoyens de désobéir à toute citation

Digitized by Google

devant ce tribunal, et les autorise à repousser la force par la force, charge la municipalité et les corps administratifs, de protéger les citoyens contre tout acte quelconque de ce tribunal, et ordonne que la force armée de 5000 hommes ne pourra marcher qu'à la réquisition des corps administratifs, ou à celle du ministre de la guerre et de la Convention. Les dispositions de ce décret ont été étendues à tous les départemens, et il a été envoyé par un courier extraordinaire.

Le général Labourdonnaye écrit que la communication entre Nantes et les Sables d'Olonne est rétablie, et que toutes les communications que les rébelles pouvaient avoir avec l'ennemi sur les côtes sont coupées. — Le fils de Capet a eu quelques accès de fievre ; on lui a donné un médecin. — Le conseil de la commune paraît s'occuper sérieusement de faire rendre compte aux membres du comité de surveillance. Nous rapporteront son arrêté dans le prochain n°.

Etat civil pendant le mois d'avril.

Mariages, 741. — Divorces, 246. — Naissances, 1794. — Décès, 1987.

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Fin de l'affaire de Jean-Paul Marat.

Le président du tribunal au témoin. Est-ce le passage de Gorsas que vous avez lu, qui vous a porté à attenter à vos jours ?

Johnson. Autant que je puis m'en rappeller, Gorsas annonçait dans sa feuille que Marat avait dit que ceux qui avaient voté l'appel au peuple seraient massacrés. L'amitié que j'ai pour Thomas Payne m'a porté à vouloir me détruire.

Le président. Avez-vous fait un testament en faveur de Thomas Payne ? — Non. — Qui vous a remis le journal de Gorsas ? — La personne chez laquelle je demeure le reçoit tous les jours.

Le président à Marat. Avez-vous quelque chose à ajouter pour votre justification ?

Marat prend la parole : nous regrettons que les bornes de ce journal ne nous permettent pas de donner ce discours en entier. En voici l'analyse exacte.

Si Roland, le patron de la clique des Girondins, n'avait pas dilapidé les biens nationaux pour égarer le peuple et pervertir l'esprit public ; si la faction des *hommes d'état* n'avait pas inondé la République de libelles contre la commune, la municipalité, les sections, le comité de surveillance, et sur-tout contre la députation de Paris, et particulierement contre Danton, Robespierre et Marat, il n'y aurait jamais eu de décret d'accusation contre ce dernier. — Ce décret d'accusation a

Digitized by Google

été rendu sans aucune discussion. Il l'a été au milieu du vacarme le plus scandaleux, devant lequel les patriotes ont couvert d'opprobre les royalistes, en leur reprochant leur incivisme, leur turpitude et leurs machinations. Il l'a été par 210 ennemis de la patrie contre 90 défenseurs de la liberté, et contre la manifestation de l'opinion publique, et au bruit des huées continuelles des tribunes. Le décret a été provoqué sur la lecture d'une adresse des Jacobins à laquelle ont adhéré presque tous ses collegues de la montagne et toutes les sections de Paris, et qui le sera bientôt par tous les bons citoyens de la France entiere; adresse dont il n'est pas même fait mention dans le procès-verbal. — Cet acte est illégal en ce qu'il porte sur quelques-unes de ses opinions politiques qu'il avait presque toutes produites à la tribune de la Convention, avant de les avoir publiées dans ses écrits: or, suivant un article de l'acte constitutionnel, *les représentans de la nation sont inviolables; ils ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés, en aucun tems pour ce qu'ils auront dit, écrit ou fait dans l'exercice de leurs fonctions de représentans.* — Si la faction des *hommes d'état* peut, ajoute Marat, m'attaquer sous un faux prétexte et m'expulser de la Convention pour me faire périr, demain sous d'autres prétextes elle attaquera Robespierre, Danton, Collot-d'Herbois, Panis et tous les autres députés courageux de la Convention: elle contiendra les autres par la terreur, elle usurpera la souveraineté elle appellera auprès d'elle Dumourier, Cobourg, Clairfait, ses complices; secondée des Prussiens, des Autrichiens et des émigrés, elle rétablira le despotisme dans les mains d'un Capet, qui fera égorger tous les patriotes connus, et elle se partagera les premiers emplois avec le trésor de l'état. — Enfin, cet acte est un tissu de mensonges et d'impostures. Il m'accuse *d'avoir provoqué le meurtre et le pillage, le rétablissement d'un chef de l'état, l'avillissement et la dissolution de la Convention*, etc. Le contraire est prouvé par la simple lecture de mes écrits. Je demande une lecture suivie des numéros dénoncés; car ce n'est pas en isolant et en tronquant des passages, qu'on rend les idées d'un auteur; c'est en lisant ce qui les précede et les suit, qu'on peut juger de ses intentions.

Si après la lecture il restait quelques doutes, je suis ici pour les lever. (Les spectateurs applaudissent.)

L'accusateur public entendu, le président pose les questions en ces termes:

Premiere question. Est-il constant que dans des écrits intitulés *l'Ami du Peuple*, par Marat, et *le Publiciste*, l'auteur ait provoqué, 1°. au pillage et au meurtre, 2°. un pouvoir attentatoire à la souveraineté du peuple, 3°. l'avilissement et la dissolution de la Convention nationale?

Seconde question. Jean-Paul Marat est-il l'auteur de ces écrits?

Troisieme question. Jean-Paul Marat a-t-il eu dans lesdits écrits des intentions criminelles et contre-révolutionaires?

Digitized by Google

Après avoir délibéré, les jurés rentrent à l'audience, le citoyen Dumont, premier juré motive son opinion en ces termes :

« J'ai examiné avec soin les passages cités des journaux de Marat. Pour les mieux apprécier, je n'ai pas perdu de vue le caractere connu de l'accusé, et le tems pendant lequel il a écrit. Je ne puis supposer d'intentions criminelles et contre-révolutionnaires, à l'intrépide défenseur des droits du peuple; il est difficile de contenir sa juste indignation, quand on voit son pays trahi de toutes parts; et je déclare que je n'ai rien trouvé dans les écrits de Marat qui me parût constater les délits dont il est accusé. Les autres jurés ont aussi déclaré à l'unanimité, que les faits ne sont pas constans. »

Le président ordonne à la gendarmerie de faire rentrer l'accusé, à qui il fait part de la déclaration des jurés.

Le tribunal acquitte *Jean-Paul Marat* de l'accusation intentée contre lui. (Des applaudisssemens retentissent de toutes parts dans l'auditoire.)

Marat. Je me loue de l'impartialité du juré, qui a reconnu mon innocence. Citoyens, protégez les innocens, punissez les coupables, et sauvez la République.

Marat est sorti au milieu des applaudissemens des assistans qui, après l'avoir couronné de feuilles de chêne, l'ont reconduit en triomphe à la Convention.

Le 9 mai. Jacques-François-Vincent Rivier Mauny, ancien capitaine de dragons, et plus récemment aide-major de la Garde-Suisse du ci-devant comte d'Artois, demeurant ordinairement à Douy, district de Châteaudun, département d'Eure et Loir, et Louis-Alexandre Beaulieu, négociant, demeurant à Paris, ont été condamnés à mort, sur la déclaration unanime de neuf jurés (il y en avait dix au débat), portant que Mauny avait quitté le territoire de la République, pour émigrer en Angleterre, dans les mois de septembre, octobre et novembre 1792; qu'il avait habituellement entretenu des correspondances avec deux de ses freres et son beau-frere, émigrés, et qu'à différentes époques il leur avait fait passer des fonds à Liége, à Londres et à Hambourg, par la voie d'un intermédiaire, notamment au mois de novembre 1792, et à deux dates du mois de février 1793; qu'il leur avait procuré des secours en argent, jusqu'à concurrence de 7800 l., et que Beaulieu avait, de concert avec Mauny, entretenu les mêmes correspondances, et envoyé aux trois émigrés, ci-dessus nommés, ses parens, les sommes précédemment énoncées; ce qu'il n'avait pu faire qu'avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

Le même jour, Michel Bouvet, Charles-Barthelémi Guy, Jean-Honoré Morel et François Martin, accusés d'avoir coopéré aux rassemblemens qui ont eu lieu aux Champs-Elisées, ont été acquittés. Le général Lanoue l'a été également.

Digitized by Google

(N°. 95. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 25 MAI, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Traduction libre de la deuxieme élégie du troisieme livre de Tibulle.

QU'IL fut cruel celui dont la perfide adresse
De deux amans unis sépara la tendresse !
L'amant qui put survivre à ce coup inhumain,
Reçut de la nature un cœur armé d'airain.
Je ne me flatte point d'un si lâche courage ;
Je cede à ma douleur, ma mort en est l'ouvrage.
J'en fais le triste aveu : trop long-tems j'ai lutté
Contre les noirs chagrins dont je fus tourmenté.
O Dieux ! lorsqu'une fois, dans les demeures sombres,
J'aurai mêlé mon ombre au peuple errant des ombres,
Et bu dans le Léthé l'oubli de tous mes maux ;
Quand le feu du bûcher aura séché mes os,
Puisse ma Néera, pâle et les yeux en larmes,
Ses longs cheveux épars et flottans sur ses charmes,
Épandre, sans rougir, une source de pleurs
Sur mes restes chéris, objets de ses douleurs !
Que sa mere soit là : que sa mere, auprès d'elle,
M'apporte du regret l'expression fidelle :
Que l'une pleure un fils, et l'autre son amant !
Ma mere ! Néera ! dans ce fatal moment,
Daignez-vous adresser à mes mânes paisibles !
Mes mânes à vos voix se montreront sensibles :
Et si vous invoquez le plus cher des amans,
Mon ombre répondra du fond des monumens.
L'une et l'autre d'abord, également pieuses,
Purifiez dans l'eau vos mains religieuses.
Pour recueillir mes os par la flamme blanchis,
Revêtez d'un saint deuil les lugubres habits.
Que le vin, le lait pur, à cette heure suprême,
Humectent de leurs flots les restes de moi-même,

Digitized by Google

Et, séchés dans le lin, allez les déposer
Sous le marbre funebre où je veux reposer.
Couvrez-les de parfums; et pleurant ma mémoire,
De mon funeste amour gravez ainsi l'histoire :
« Le tendre Lygdamas, digne d'un sort plus beau,
« Privé de Néera, descendit au tombeau. »

Par le citoyen CLOTTEREAU.

CHARADE.

Enfant du luxe et de l'orgueil,
Mon premier va comme on le mene,
Et mon second en demi-deuil
Jase souvent à perdre haleine.
Mon tout se plaît à l'hôpital,
Aux champs de Mars est nécessaire,
Et guérit quelquefois le mal
Qu'ont fait les duels et la guerre.

ÉNIGME.

Quoique filles de même mere,
Nous différons par la couleur,
La tournure et le caractere.
L'une a la parole légere,
L'autre s'exprime avec lenteur.
Nous raisonnons beaucoup ensemble,
Souvent juste, quelquefois faux.
Tour à tour le bas ou le haut
Nous désunit ou nous rassemble :
Ce n'est point en nous un défaut.
Nous aimons un peu qu'on nous flatte
Légerement, sans nous blesser.
Un souffle, hélas ! peut nous changer ;
Notre nature est délicate ;
En syncope on nous fait tomber.
Mais croira-t-on qu'il soit possible,
Qu'étant faites pour les plaisirs,
Au milieu des tendres soupirs,
Il n'en soit qu'une de sensible !
Le fait est vrai : chacun le dit.
Nous avons bien d'autres méthodes ;

Digitized by Google

Entre autres, nous suivons les modes ;
N'ayant pourtant qu'un seul habit.
Je vais dévoiler un mystere,
Qui fait peu d'honneur à ma mere,
Et fera rire à ses dépens.
Pour mieux s'assurer ses allures,
Elle donne à tous ses amans
Les clefs de nos appartemens,
Et nous entrons dans ses mesures.

LOGOGRIPHE.

Je suis fils de l'amour, la jeunesse est ma mere.
Mes parens m'ont permis le doux espoir de plaire.
Le plaisir est mon but, et l'hymen mon tombeau,
Si son frere en ses mains ne remet son flambeau.
Je n'ose me montrer aux jours de la sagesse ;
Le ridicule alors punirait ma faiblesse.
Un sexe sans égards se plaît à m'afficher ;
L'autre met constamment ses soins à me cacher.
J'offre peu de rapports : cinq pieds forment mon être ;
En les décomposant vous allez voir paraître
Ce qui sur quelques fronts remplace les cheveux ;
Un nom qu'on donne aux rois ; ces enfans trop heureux
Esclaves empressés de ma charmante Hélene ;
Ce qu'on voit à son doigt six jours de la semaine ;
Dans les brefs du saint pere un mot souvent placé,
Et qui dans nos discours n'est jamais prononcé ;
Ce jeu que devant Troye inventa Palamede
Contre lequel les lois m'offrent qu'un vain remede ;
Le synonyme vieux de cette passion,
Qui mit au camp des Grecs tant de division ;
Deux notes de musique ; un grain qui dans l'Asie
Des peuples malheureux soutient la triste vie.
Voilà tous mes rapports. Ne vous offensez pas,
Beau sexe, si toujours je vole sur vos pas.
Ouvrage de vos yeux, de votre doux sourire,
Ma place est dans les cœurs soumis à votre empire.

Explication du mot du Logogriphe du N°. 94.

Le mot est *Tabatiere*, où l'on trouve *tiare*, *biere*, *rat*, *et*, *ire*, *traite*, *te*, *bette*, *biere* (liqueur), *trait*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Vues sur la réformation des Lois civiles, suivies d'un plan et d'une classification de ces Lois ; par Jean-Pierre Agier, président du tribunal du second arrondissement du département de Paris : brochure in-8°., chez Leclerc, libraire, rue Saint-Martin, près la rue aux Ours, n°. 254. Prix, 1 liv. 16 sols pour Paris, et 2 liv. 5 sols, franc de port, pour les départemens.

Une Loi du 24 août 1790 déclarait qu'il serait fait un code général de *Lois simples, claires et appropriées à la Constitution.* C'est dans cet esprit qu'a travaillé le citoyen Agier. En effet, quoique cette Constitution ne soit pas encore faite, il n'a eu besoin que de se conformer fidellement aux principes généraux déja reconnus pour devoir en être les fondemens, et ces principes sont la Liberté et l'Egalité : on va voir qu'il les a eus constamment devant les yeux.

Il partage en trois classes la matiere des Lois civiles : les successions *ab intestat*, les dispositions soit entre vifs, soit à cause de mort, et les droits des conjoints.

Convaincu que, si l'inégalité des fortunes est dans la nature des hommes et des choses, elle n'en est pas moins naturellement ennemie de la liberté politique et de l'égalité civile; il en conclud, en homme sensé, qu'il faut laisser à des insensés qui ne méritent pas de réponse, la chimere du nivellement des fortunes; mais que de sages législateurs doivent chercher tous les moyens légitimes de restreindre dans de justes bornes cette inégalité nécessaire en elle-même, et de plus utile à l'émulation, à l'industrie, au commerce, aux arts, quand elle n'excede pas la mesure, mais dont l'exces est, dans l'ordre social, un fléau et une monstruosité.

C'est à combattre ce fléau qu'il veut employer les nouvelles dispositions des Lois civiles. Il a lu dans le judicieux Mably « qu'une bonne législation doit continuellement décomposer » et diviser les fortunes, que l'avarice et l'ambition travail- » lent continuellement à rassembler. » Ce principe est sage et fécond ; car si la volonté générale ne peut ôter à chaque individu ses passions et ses facultés, elle peut jusqu'à un certain point les tourner vers le bien commun, sans attenter aux droits particuliers. La propriété est sans doute sacrée et inattaquable ; mais il y a un moment où elle échappe à l'homme qui en est le plus jaloux : ce moment est celui de la mort. Le droit de tester, jusqu'ici presque illimité, n'est point fondé sur la loi naturelle : vous pouvez disposer comme il vous plait de ce qui est à vous, tant que vous le possédez ; mais vous ne sauriez dire : cette propriété qui est la mienne sera

Digitized by Google

celle de tel autre, quand je ne serai plus. De quel droit le diriez-vous? Il faudrait pour cela que vous pussiez conserver un pouvoir ou une possession quelconque au-delà de l'existence, sans laquelle il n'y a rien. Il est bien vrai que nul n'a un droit plus légitime aux biens du pere et de la mere que les enfans qui en sont nés, et qui sont, pour ainsi dire, leurs représentans naturels; mais ces biens ne sont pas à eux par un acte de votre volonté qui les leur transmette : c'est en vertu d'un principe de justice naturelle que la loi, qui en est l'interprête, assure à vos enfans sur votre héritage des droits que personne n'aurait aussi légitimement qu'eux; et sur ce point la volonté générale s'est expliquée en conséquence de l'intérêt général et du vœu commun, qui exige que les enfans soient nourris par leurs pere et mere, et jouissent de ce que ceux-ci ont fait pour eux : c'est la volonté générale, la loi, qui assure et protege cette jouissance; elle a donc aussi le droit de la restreindre et de la subordonner à l'intérêt de tous. C'est ici que commence l'action du législateur sur les propriétés transmises, et Montesquieu lui-même l'a reconnu. « La loi naturelle (dit-il) ordonne aux peres *de nourrir* leurs » enfans; mais elle n'oblige pas de les *faire héritiers.* » Aussi nos Lois civiles permettaient l'exhérédation, à la légitime près, ce qui revient à l'obligation de *nourrir.*

J'ai développé cette théorie beaucoup plus rigoureusement que l'auteur, parce qu'elle est nécessaire pour arriver à son plan, qui en est la conséquence, et qui est encore une des idées de l'excellent publiciste Mably. Ce plan tient à la Loi d'adoption, que l'auteur suppose établie, et qui ne peut manquer de l'être, puisqu'elle semble universellement approuvée. Cette Loi ne saurait être coactive, elle ne peut être par elle-même que facultative; et l'on peut craindre, avec raison, que des intérêts privés et de petites passions ne diminuent beaucoup le bienfait de cette Loi, d'autant plus précieuse qu'en disséminant les fortunes, elle étendrait les liens de la fraternité civique, sentiment doux qui tient à celui de la liberté; car si les esclaves sont égoïstes, les hommes libres doivent être freres. L'auteur pénétré de ces vérités qui paraissent être dans son cœur, voudrait « que tout homme sans » enfans, ayant assez de bien pour en élever trois, fut dès-» lors tenu d'en adopter trois, sauf le seul cas où il aurait » trois freres ou sœurs, ou des neveux et nieces qui les repré-» sentent; que celui qui, avec la même fortune, aurait des » enfans, mais moins de trois, fut également tenu, dans » tous les cas, d'en adopter ce qu'il faut pour atteindre ce » nombre; que s'il mourait sans avoir satisfait à cette obli-» gation, il y fût suppléé par une délibération de famille. »

Il propose que « toute personne qui n'a point d'enfan » ni de freres et sœurs au nombre de trois pour le moins, » ou des neveux et nieces qui les représentent, soit tenue de

Digitized by Google

» se donner un enfant adoptif, si elle a en biens fonds 800 l. » de revenu net non viager, ou en quelques biens que ce » soit 1200 liv. de pareil revenu. Si la personne est mariée, » la quotité de revenu qui l'oblige d'adopter un enfant sera » double, c'est-à-dire, de 1600 liv. en biens fonds et de » 2400 liv. en tout autre bien. »

Il s'attend bien (et avec trop de raison, d'après nos mœurs actuelles,) que beaucoup de gens ne voudront pas se retrancher quelques petites jouissances de luxe ou de commodité pour sacrifier trois ou quatre cent francs par an au plaisir de faire un heureux et de se donner un enfant de son choix. Mais du moins à l'instant de la mort l'adoption aura lieu, et c'est la patrie qui sera la mere des orphelins : il n'en coûtera qu'une partie d'un bien, sur lequel des collatéraux éloignés n'ont aucun droit réel, dont ils peuvent même n'avoir pas besoin, et qui, dans le fait, n'appartenant à personne, ne peut pas être mieux employé qu'en faveur des enfans pauvres dont l'Etat doit être le pere.

Mais n'est-il pas permis d'espérer qu'à mesure que la fraternité civique fera des progrès, et que les besoins du cœur gagneront en raison de ce que doivent perdre les besoins de convention qui déja diminuent sensiblement tous les jours, on sentira davantage la douceur si naturelle et si pure d'être le bienfaiteur de l'enfance ? Cet âge est si aimable ! il lui est si facile de toucher et d'intéresser seulement par les graces de sa faiblesse et le charme de son innocence : que doit-ce être si l'on y joint le sentiment de la pitié pour un âge qui ne saurait s'en passer, qui l'appelle à tout moment comme par instinct, et qui ne se fait entendre que par ses cris et ses caresses ? Non, il ne peut encore y avoir long-tems des cœurs insensibles à ce langage. Si l'on trouve que l'auteur a peut-être été un peu rigoureux dans la quotité qu'il a fixée pour les célibataires (quoiqu'encore une fois il n'y ait point de rigueur envers les morts, et qu'elle ne tombe que sur des hoirs très-éloignés), on ne se plaindra pas du moins qu'il ne respecte pas les complaisances si légitimes de l'amour paternel. Voici comme il s'exprime à ce sujet : « l'amour paternel a » de grands droits. Un pere ne veut pas seulement assurer la » subsistance de son enfant, il veut lui procurer l'aisance, » et nous devons approuver et respecter ce desir que la nature » imprima dans son ame. Si donc nous exigeons d'un homme » ayant des enfans qu'il en augmente le nombre par la voye » de l'adoption, ce ne sera que lorsque la fortune qu'il doit » leur laisser dépasse visiblement le taux qui paraît nécessaire » à leur bien-être. D'après ce principe, j'estime qu'une per- » sonne qui, ayant deux enfans, se trouve posséder en biens » fonds 18,000 liv. de revenu net non viager, ou en quelques » biens que ce soit 27,000 liv. de pareil revenu, doit être » tenu d'adopter un troisieme enfant ; que celui qui n'ayant

Digitized by Google

» qu'un seul enfant jouirait d'un revenu net de 12,000 liv. ,
» ou de 18,000 liv. dans les qualités ci-dessus, doit être tenu
» d'adopter un deuxieme enfant ; mais que ceux dont la for-
» tune n'atteindrait pas ces proportions, quoique n'ayant
» qu'un seul enfant, ne doivent être obligés d'en adopter au-
» cun ; et dans cette classe il faut ranger les personnes qui,
» n'ayant point d'enfant naturel ou légitime, en auraient
» adopté un pour satisfaire à la loi : il me semble que cette
» fixation concilie l'intérêt de la société avec le vœu de la
» nature. »

Et sapit et mecum facit, et jove judicat æquo.

Je ne crois pas qu'il y ait un meilleur moyen de remédier au vice de la trop grande inégalité des fortunes. Cette loi aura encore un autre effet très-heureux, c'est de multiplier les mariages, et de rapprocher les hommes du premier but de cette union qui est la propagation de l'espece, autant qu'ils s'en éloignaient auparavant par avarice ou par vanité. On sait que ces deux passions destructives tuaient les générations dans leur germe, et il est digne de la liberté de nous ramener par de bonnes lois aux mœurs de la nature. Je ne crains qu'une chose, c'est le malheureux esprit d'exagération qui regne aujourd'hui, et qui gâte tout. Rien n'est plus commun que de vouloir enchérir, ou sur la raison, ou sur la sottise. Si un homme sensé propose, pour le bien commun, une chose raisonnable, le charlatan, pour se faire valoir, se pique d'aller au-delà, passe la mesure du bien, et l'anéantit. D'un autre côté, si un fou se fait applaudir en proposant une extravagance, un autre fou couvre l'enchere pour être applaudi davantage ; ce qui ne manque pas d'arriver. L'auteur dit quelque part, que *nous n'avons point de caractere*. Je crois qu'il se trompe : nous avons très-notoirement et très-anciennement celui d'une prodigieuse vivacité d'imagination, qui ne s'arrête plus dès que le premier mouvement est donné, et qui fait que nous ne connaissons les milieux, c'est-à-dire la raison, qu'après avoir épuisé les extrêmes, c'est-à-dire la folie. Il me serait très-facile, mais il serait ici beaucoup trop long de faire sous ce rapport l'histoire du caractere français, et de prouver qu'il a été tel dans tous les tems, et sur-tout aujourd'hui. Le Français a de tout ; mais il est sujet à avoir du trop en tout. N'avons-nous pas été long-tems extrêmes dans la servitude et les préjugés ? Nous sommes depuis quelque tems extrêmes dans la liberté et la philosophie. Heureusement ce dernier excès est infiniment moins durable que l'autre : celui-ci est léthargique ; il endort les esprits qui sommeillent long-tems ; l'autre est violent et impétueux ; il trouve bientôt son terme, et nous y touchons. Il y a plus : cet excès était nécessaire tant qu'il a fallu combattre pour établir la République, et voilà pourquoi les bons citoyens se contentaient de le tempérer, sans jamais vouloir

Digitized by Google

le détruire. Aujourd'hui, il tuerait la République, comme il a tué la Royauté. Il ne nous faut plus que de la fermeté et de la raison. C'est ainsi que nous obtiendrons la paix intérieure et extérieure, et que nous aurons un bon gouvernement. C'est le vœu de tous les vrais citoyens, et il sera rempli.

Je desire donc bien sincerement que lorsqu'on traitera la question de l'adoption et des Lois vraiment patriotiques que le cit. Agier présente ici comme des conséquences de l'adoption, on ne se saisisse pas de ses idées pour les outrer; ce qui serait le seul moyen de les rendre inutiles; car les Lois qui forcent la nature des choses ont le plus grand de tous les défauts : elles sont inexécutables.

Le reste de l'ouvrage contient des idées de réforme sur les actes testamentaires et matrimoniaux, sur les droits réciproques des époux dans le partage des biens, sur la tutelle des mineurs, etc. La plupart avaient été déja proposées; mais elles sont discutées avec clarté et simplicité, et les notes sont instructives.

GÉOGRAPHIE.

Le citoyen Desnos, ingénieur-géographe pour les globes et spheres, et libraire des états de Danemarck, à Paris, rue St.-Jacques, n°. 254, annonce aux personnes qui ont acquis sa carte de France en quatre grandes feuilles, divisée en 23 divisions militaires, pliée et encartonnée en forme d'Atlas *in*-4°., et qu'ils ont payée 15 liv., qu'il vient d'y ajouter une autre carte de France divisée en 84 départemens, et enluminée de maniere à faire voir la position des huit armées de la République Française. Cette nouvelle carte, d'une feuille, ne se vendra que 2 liv. à ceux qui auront acquis celle en quatre feuilles, encartonnée, avant qu'elle fût jointe à la seconde carte dont il s'agit; il annonce aussi aux souscripteurs de l'Atlas de France en six grandes feuilles qu'ils ont payé 27 liv. broché, qu'ils pourront se la procurer au même prix de 2 liv. pour la joindre à leur exemplaire.

Autre carte de France en deux feuilles ployées et encartonnées pour être en poche, que le citoyen Desnos a toujours vendue 7 liv. avec la petite carte destinée à suivre la marche des armées françaises dans l'Allemagne et les Pays-Bas, par le citoyen Lartigue, ingénieur, ne se vendra que 8 liv. avec la petite carte enluminée qui indique la disposition de nos huit armées.

Le catalogue des ouvrages géographiques du citoyen Desnos se distribue gratuitement.

Digitized by Google

GRAVURE.

Portraits des généraux Custines, etc.; d'Athanase Auger, traducteur de Démosthènes et de Cicéron; d'Horne-Tooke, David Williams, philosophes anglais; de Condorcet, Garran, T. Paine, Fauchet, Pétion, Pelletier Saint-Fargeau, Mercier, Robespierre, Fabre (d'Eglantine), Marat, Danton, Brissot, Gensonné, Barrere, Cloots, députés à la Convention nationale; de Kersaint, ex-député; d'Ankastrom, le Brutus Suédois; de Roland, ex-ministre de l'interieur; de Cérutti, auteur de la Feuille villageoise, et de Claviere, ministre des contributions publiques: peints par F. Bonneville, et gravés par les meilleurs artistes. Prix, 20 sous chaque bonne épreuve. A Paris, chez l'auteur, à l'imprimerie du Cercle-social, rue du Théâtre-français, n°. 4.

La collection se continue.

ANNONCES ET NOTICES.

Essais sur divers sujets de physique, de botanique et de minéralogie, ou traités curieux sur les cataclysmes, les révolutions du globe, le principe sexuel et la génération des minéraux: composés à Richmond en 1787, par Charles Pougens, de plusieurs académies. A Ferdinand Mazzunti. De l'imprimerie de Goujon, à St.-Germain-en-Laye, rue des Récollets; et se trouve à Paris chez Desenne, n°s. 1 et 2, jardin de l'Egalité. Brochure *in*-8°., nouvelle édition.

On a rendu compte l'année derniere de ce petit ouvrage, qui fait honneur aux connaissances de l'auteur, et qui est écrit avec intérêt et imagination.

Des qualités et du devoir d'un instituteur public; par Pierre-Vincent Chalvet, de la société nationale des Neuf-sœurs, à Paris; et de celle des Amis de la République, à Grenoble. Brochure *in*-8°. Chez la Villette, libraire, rue du Battoir, n°. 8.

On rendra compte de cette brochure dont l'auteur montre de bonnes intentions, mais dont le sujet est bien au-dessus de ses forces.

Zéna, ou *la Jalousie et le Bonheur*, rêve sentimental; par M. L. Villeterque. Seconde édition, brochure *in*-8°., de l'imprimerie de Didot jeune. A Paris, chez Belin, libraire, rue St.-Jacques, n°. 21; et Magimel, quai des Augustins, n°. 73.

Principes fondamentaux du régime social, comparés avec le plan de constitution, présenté à la Convention nationale de France par Jean-Baptiste-Moyse Jollivet, ex-député à l'Assemblée lé-

Digitized by Google

gislative. Prix, 2 liv.; chez l'auteur, rue Jacob, n°. 3; et chez Aubry et l'Esclapart, libraires, rue du Roulle.

Nous reviendrons sur cet important ouvrage qui mérite d'être médité par les bons esprits.

Nouveau siecle de Louis XIV, ou poésies anecdotes du regne et de la cour de ce prince, avec des notes historiques et des éclaircissemens. Quatre volumes *in*-8°. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

Les Français ont été de tout tems une nation chansonniere, et tous les événemens publics, soit ceux de la société qui étaient l'histoire du jour, soit ceux du gouvernement qui étaient l'histoire pour la postérité, ont fourni à la gaité française des couplets et des épigrammes. Ce n'est donc pas un projet mal conçu de chercher nos annales politiques dans cet amas de poésies fugitives, éparses dans les recueils de tout genre, conservés par les curieux. Il s'agissait d'y mettre un ordre exact, de saisir avec justesse le rapport de chaque fait à la piece dont il avait été l'occasion, de bien connaître les personnages, et de choisir les bonnes sources : c'est ce que les rédacteurs ont parfaitement exécuté. Ce recueil, qui peut tenir lieu de tant d'autres, ne ressemble en rien à la plupart des compilations de ce genre, qui ne sont que des monumens d'ignorance et de sottise. On a rassemblé sur chaque personnage principal ce qu'en avaient dit les meilleurs memoires. On y a mis du choix et de la précision, et l'on s'apperçoit bien que ce travail n'a pas été fait par des manœuvres de librairie, mais par des gens de lettres.

Politicon, ou choix des meilleurs discours sur tous les sujets de politique, traités dans la premiere Assemblée nationale de France; avec une analyse historique et critique des motions et opinions sur les mêmes sujets. Ouvrage enrichi de portraits gravés par les meilleurs maîtres. Par L. S. de Balestrier-Canillac. Tome V, VI et dernier. A Paris, chez Laurent, libraire, rue de la Harpe, n°. 18; Lacloye, à l'Orme-St.-Gervais, et chez les principaux libraires du royaume. Prix des six volumes, 26 liv. pour Paris, et 28 liv. franc de port pour toute la République.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA RUE FEYDEAU.

La troupe du Marais a représenté dernierement avec succès, sur son théâtre, une comédie en cinq actes, intitulée *les Bi-*

Digitized by Google

sarreries de la fortune. Elle a joué depuis cette même piece sur le théâtre de la rue Feydeau, avec un succès égal, quoique devant un public tout différent, ce qui atteste son mérite réel.

Cette piece, toute d'intrigues, ne peut guère être analysée sans nuire au plaisir de ceux qui ne l'ont pas encore vue. Nous nous contenterons de dire que le héros est un jeune homme qui, ayant voyagé pour faire fortune et être en état d'épouser une veuve dont il était amoureux, n'a rapporté de ses voyages que beaucoup de connaissances et de philosophie. Il est éconduit par la veuve avare, à l'entrée de la nuit qu'il est obligé de passer au pied d'un arbre, au milieu d'une forêt. Il ne trouve d'hospitalité qu'auprès d'un pauvre garde-chasse et de sa fille, dont il devient amoureux, et qui se prend pour lui d'un même intérêt. Bientôt il est arrêté comme voleur, puis reconnu innocent, puis possesseur d'une somme de 500 mille liv., qu'il est obligé de rendre; mais il finit par être heureux et faire le bonheur de tout ce qui l'entoure.

Cette piece, adroitement intriguée, est écrite avec beaucoup d'élégance et de naturel; on a pu y reprocher quelques développemens qui nuisent à la rapidité de l'action, mais qui sont rachetés par des détails agréables.

Cette piece est de Tréogate, auteur d'un autre ouvrage qui a joui d'un grand succès au théâtre de Moliere, et qui est plein d'imagination : c'est *le château du diable*.

Celle, dont nous rendons compte, est fort bien jouée par tous les acteurs. La jeune Masson, entr'autres, y montre beaucoup de talent et de sensibilité.

Une autre bisarrerie assez piquante, c'est que la troupe du Marais vienne jouer quelquefois sur le théâtre de la rue Feydeau; mais, après s'être étonné de cet arrangement, on finit par le trouver raisonnable.

Cette troupe, placée si loin du centre de Paris, n'est presque pas connue du plus grand nombre des habitans de cette ville, et elle vient elle-même se soumettre à leur examen, qu'elle est en état de soutenir.

Quant au théâtre Feydeau, composé d'une seule troupe de chant, il ne saurait mieux faire que d'offrir au public un surcroît d'acteurs et de pieces agréables, et d'ajouter ainsi à ses autres avantages, celui d'une plus grande variété.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 7 mai 1793.

L'IMPÉRATRICE de Russie vient de quitter le deuil pris le 26 mars, et qu'elle a porté pendant un mois, ainsi que toute sa cour, à l'occasion de son frère, le prince régnant d'Anhalt Zerbst, général au service de l'Autriche, décédé le 3 mars à Luxembourg, dans sa 58e. année. Ce prince n'ayant point laissé d'enfans, la branche de Zerbst s'éteint en sa personne, et c'est aux autres de la maison d'Anhalt que passent ses possessions féodales, en vertu des constitutions Germaniques. Il est fâcheux que Catherine II ne puisse en disposer; peut-être en aurait-elle fait présent à M. d'Artois, qui en a déjà grand besoin et qui court risque d'en avoir encore plus grand besoin un jour, pour peu que la nouvelle République Française se consolide : au reste l'ancien propriétaire de *Lagatelle*, en attendant quelque chose de plus solide, jouit à Pétersbourg de tous les agrémens qu'on s'empresse de lui procurer, et qu'on croit lui devoir en sa qualité de prince : il est accompagné de l'évêque d'Arras, du comte d'Escars et du baron de Roll, le même qui a joué à Francfort, auprès du roi de Prusse, le personnage d'ambassadeur de Monsieur, régent d'un royaume *in partibus Reipublicæ*. Messieurs de Vauban et plusieurs autres émigrés sont encore venus depuis peu grossir son cortége. C'est vraisemblablement la troupe des fugitifs la moins à plaindre, car les principaux ministres et officiers Russes lui donnent successivement de grandes assemblées et des soupers brillans : ces fêtes, dont la partie de la Pologne démembrée fera les frais, ont lieu tantôt chez les ministres d'Ostermann et Besborodko, tantôt chez le général Soltikow, le comte de Stroganow, les ministres de l'empereur et de Suede. Le départ de M. d'Artois semble dépendre de l'arrivée d'un courier impatiemment attendu de Londres; les engagemens où le cabinet de Pétersbourg doit entrer avec les princes Français devant eux-mêmes se régler sur les opérations futures à concerter de l'agrément du cabinet Britannique, l'un des plus attachés à la coalition.

Le nouveau traité de commerce, conclu à Londres le 28 mars entre la Russie et la Grande-Bretagne, a été apporté le 15 avril par un courier : il est revêtu des signatures du comte Semen Romanowitsch-Woronzow et du secrétaire d'Etat lord Gren-

Digitized by Google

ville ; on en a pris les bases dans celui de 1766, stipulé pour vingt ans, et qui avait laissé les choses sur l'ancien pied depuis 1786, quoiqu'il n'eut pas été renouvellé dans le tems ; des orages passagers survenus entre les deux puissances l'ayant suspendu. On n'attend que la ratification et l'échange du nouveau traité pour le publier ; la Russie a, dit-on, acheté le silence de l'Angleterre sur le dernier partage de la Pologne par des dispositions encore plus avantageuses que dans le precedent ; c'est ce qu'on verra. Si la chose est ainsi, la Grande-Bretagne pourra dire : tout est gagné, hormis l'honneur et la justice ; mais c'est ce dont les cours s'inquiétent le moins aujourd'hui.

L'ambassadeur de Russie a remis le 18 avril à la généralité de Grodno la sommation de rétablir dans le plus court délai le conseil permanent cassé par la diete ; il a résulté de cette demande impérieuse un vrai schisme : tous ceux qui voyaient dans cette mesure un attentat à la liberté de leurs opinions, et parmi ces refractaires on compte plusieurs Polonais ci-devant trop dociles à la Russie, mais qui se lassant enfin de porter un joug qu'on aggrave de jour en jour, ont quitté la séance, après avoir eu recours à d'inutiles protestations ; mécontens de cette résistance les Russes ont séquestré le lendemain même les biens de l'Hetman comte de Rzewsky et ceux du substitut maréchal de la couronne Walewsky. Les rebelles, car c'est ainsi qu'ils les nomment, n'en sont pas quittes pour cela : ces chefs de la confédération de Targowitz, recevant enfin le prix du mal qu'ils ont fait à leur patrie, sont poursuivis au criminel par-devant les juges de la confédération.

Depuis, le général Russe Ingelstrom a mis un embargo sur les navires chargés de grains qui descendent la Vistule pour arriver à Dantzick ; il y en a deja plusieurs centaines d'arrêtés près de Maroczin, à l'embouchure du Narew à quelques milles de Varsovie, et là on a élevé deux batteries sur chaque rive de la Vistule. On croit que cette terrible douane a pour but de forcer la diete Polonaise à faire promptement aux puissances co-partageantes la cession formelle des contrées envahies, et à sanctionner la forme de gouvernement prescrite par les cours de Pétersbourg et de Berlin. La Pologne va se trouver réduite à 4000 et quelques cents lieues quarrées ; le calcul fait monter à 4300 ce que la Russie en a pris, et à 2100 ce qui en est passé sous la domination Prussienne. L'Autriche aura définitivement les palatinats de Cracovie et de Sendomir ; cependant il court un bruit assez singulier, c'est que le ministre de l'empereur a fait ôter les armes de son souverain de devant son hôtel, et a quitté Varsovie sans aller à Grodno.

On assure que 20,000 hommes de troupes Polonaises, qui se trouvaient dans les provinces où les Russes sont entrés, ont prêté serment à la Czarine, et qu'ils formeront un corps

Digitized by Google

séparé sous la dénomination de division de l'Ukraine; cependant la garnison de Kaminieck a beaucoup balancé à se rendre; mais enfin elle l'a fait, et les Russes sont entrés le 20 dans cette forteresse importante. — L'impératrice ne s'est point ravisée sur le compte des Français, auxquels il est toujours également défendu de séjourner dans ses Etats, à moins qu'ils ne prêtent l'horrible serment qu'elle exige d'eux. Mais elle s'est radoucie en faveur des Juifs. Ils ont obtenu, sans doute à force d'argent, de demeurer en possession de toutes leurs libertés et priviléges, soit par rapport à la religion, soit relativement à leur état civil. Cependant tout citoyen sera obligé de prêter le serment de fidélité et d'obéissance; ceux qui s'y refuseront pourront vendre leurs biens et se retirer dans un autre pays : il leur sera accordé à cet effet un terme de trois mois; si après cette époque ils ne se sont pas décidés sur le parti qu'ils veulent prendre, leurs biens seront confisqués au profit du trésor public.

Le comte Potocki, principal chef de la confédération de Targowitz, se trouve trompé, comme les autres, dans l'espoir qu'il avait ou feignait d'avoir conçu de l'indépendance de sa patrie et de la conservation de son intégrité. Il n'est que trop à portée de voir aujourd'hui quelle sorte de fond l'on peut faire sur les promesses des souverains, quand leur intérêt leur dicte d'y manquer. Probablement il ne reverra jamais Varsovie. Mais la majeure partie de ses biens immenses étant située dans la partie dont la Russie vient de prendre possession, il s'y fixera, dit-on, avec les remords d'un crime sans succès, et le chagrin de se voir *vassal*, lui qui s'est vu *souverain*. Peut-être quelque jour une main vengeresse affichera-t-elle à la porte de ses châteaux le juste arrêt de la postérité, contenu dans cette inscription : *vendidit hic auro patriam.* — On ajoute que le faible Stanislas se meurt de chagrin.

On mande de Copenhague, en date du 30 avril, que M. Diwoff, chambellan et conseiller privé de l'impératrice de Russie, y est arrivé de Stockholm où il était allé porter au jeune roi de Suède l'ordre de Saint-André de la part de sa souveraine. — Ces mêmes lettres ajoutent qu'il y a depuis une quinzaine de jours, dans cette capitale, trois Français menant une vie très-retirée; ils ont une grande quantité de bijoux mis en œuvre et très-précieux. Ces mystérieux voyageurs font des achats considérables de grains qu'ils paient comptant ou avec de bonnes lettres de change. D'ailleurs ils entendent que ces grains soient transportés en France à leurs frais, risques et périls.

L'intendant général de police à Lisbonne a fait notifier à tous les consuls des nations étrangères, que dorénavant tous les passagers abordans en Portugal sur des vaisseaux danois ou autres, devaient se trouver munis de passe-ports de ministres ou consuls Portugais résidans aux lieux du départ,

Digitized by Google

que ces passe-ports devaient présenter les noms, les lieux de naissance, les professions, les vues des passagers; que sans cela ils seraient exposés à se voir arrêtés dès l'instant même de leur débarquement.

On ne blâme point, continuent les mêmes lettres, ces précautions peut-être excessives du Portugal, mais on est très-mécontent de l'intention secrette de plusieurs papiers de nous brouiller avec la France, en annonçant, d'après des avis reçus de Brême, qu'un vaisseau danois, venant de Gallipoli, et destiné pour Pétersbourg, a été enlevé par un corsaire Français: il est possible que cela ne soit pas, et quand bien même cela serait, tout s'arrangerait encore à l'amiable, car la France ne refuserait sûrement pas de donner satisfaction, s'il y a lieu, et d'empêcher que ces sujets de plainte ne se renouvellent. Nous voulons rester en paix, et la Suede le veut aussi. Dernierement, des commissaires de notre cour et de celle de Stockholm se sont transportés sur les frontieres de Norwege, pour y fixer définitivement les limites respectives.

L'objet dont il est question dans l'article suivant intéresse trop la vie et la fortune des navigateurs, pour ne pas le faire connaître de la maniere la plus circonstanciée.

Avis aux navigateurs, donné par le conseil d'économie et de commerce de Copenhague.

Par ordre du gouvernement Danois, il a été érigé, à la plus haute pointe sur l'isle Sulta, dans le bailliage de Fosen, gouvernement de Drontheim en Norwege, une tour haute de 24 pieds, sur un diametre de 18 pieds, enduite de blanc, pour servir de point de reconnaissance aux navires qui dirigent leur cours au nord des isles Smuelen, Stitteren ou Fioien, ou qui sont déroutés par le vent ou les courans au nord de ces isles, ou bien qui viennent du nord, tant de l'Océan que de la mer de Frue.

Lorsque les points de reconnaissance sur terre ou sur les rochers reconnaissables, tant sur lesdites isles, que sur le continent, ou par leur éloignement d'ici, ou par les brouillards, seront inapperçevables du côté de la mer, cette tour servira tant à déterminer le cours à l'aide de la carte, qu'a fait publier la direction des archives des cartes marines d'une partie de la côté de Norwege, contenant l'embouchure de la riviere de Drontheim, avec ses isles et ses écueils qui l'environnent, dont la description qui y appartient donne les éclaircissemens. On peut s'attendre, au reste, à un avis ultérieur sur la hauteur de la roche qui sert de base à la tour en question, de maniere à en calculer la distance d'où elle sera perceptible à la mer.

Plus d'incertitude sur la neutralité de la Suède qu'on avait annoncée comme prête à se joindre à la Russie et l'Allemagne contre la France, en citant avec emphâse ses armemens, tant

Digitized by Google

par terre que par mer ; ils n'ont d'autre but que de protéger la neutralité que cette cour veut continuer à garder : les dernieres lettres de Stockholm, nous en fournissent la preuve, en citant celle que M. le comte de Loewenheim, envoyé extraordinaire de la Suede à la Haye, a écrite à M. Hasselgreen, agent de la même cour à Amsterdam.

« Je m'étais flatté, monsieur, que le public aurait été parfaitement tranquillisé dès qu'il aurait eu connaissance de ce que vous avez publié le 5 mars dernier, d'après les ordres du chancelier d'Etat, M. le baron de Sparre ; savoir, que notre roi était résolu d'observer, pendant la guerre actuelle, la plus exacte neutralité envers toutes les puissances belligérantes, et qu'en conséquence, S. M. avait tout droit d'attendre de la part de ces puissances, le respect pour le pavillon Suédois, conformément aux ordres qu'elle a donnés de respecter le leur.

Cependant, comme il se trouve à cet égard différentes nouvelles et réflexions dans les papiers publics, et qu'on doit peut-être encore s'attendre à d'autres, (ce qui pourrait donner lieu à des erreurs, auxquelles on ajoute souvent plus de foi qu'à ce qui est officiellement publié) ; que principalement la gazette de Haarlem (autrement si estimée) s'est expliquée à ce sujet d'une maniere démesurée et sans fondement : j'ai jugé nécessaire de vous munir, monsieur, de l'instruction suivante, d'après les ordres directs que j'ai reçus de S. M., afin de prévenir tout doute et incertitude sur cette affaire importante.

» Vous ferez donc connaître de la maniere la plus ostensible à tous ceux qu'il appartiendra :

« Que S. M., notre seigneur et roi, est invariablement résolu de maintenir, durant la guerre actuelle, la plus stricte neutralité envers les puissances coalisées, ainsi qu'envers la France. Que quelques circonstances qui se puissent présenter, et quelques démarches que l'on fasse à cet égard, elles ne pourront jamais engager S. M., encore moins l'obliger ou forcer, à porter le moindre changement à cette résolution inébranlable de sa part.

« Que S. M. croit que cette résolution est fondée sur le droit des peuples, sur l'indépendance de sa couronne, et sur le pouvoir que tous ceux qui gouvernent ont de vivre en paix et de faire jouir leurs sujets de cet avantage. Qu'ainsi le roi veut observer pour son royaume une stricte neutralité à l'égard des puissances belligérantes. Que comme S. M. a droit de s'attendre au respect que les puissances se doivent réciproquement pour leur indépendance, cette ferme résolution de sa part sera la regle de sa conduite envers toutes les puissances quelconques, relativement au pavillon Suédois ; ne voulant que suivre tranquillement et sans trouble le commerce qui convient à son royaume et à ses sujets, etc. »

» Je vous autorise, monsieur, à donner à ma lettre toute la publicité que vous jugerez nécessaire. »

Le

Digitized by Google

Le duc-régent s'occupe beaucoup de l'armée, et fait aussi beaucoup pour elle : presque tous les régimens ont une augmentation de paye, et tous ont d'autres uniformes. Le camp qui doit se former dans notre voisinage ne sera rassemblé que dans un mois ; c'est un objet qui fixe extrêmement l'attention, et sur lequel on s'épuise en raisonnemens divers. On dit aujourd'hui, avec une sorte d'assurance, qu'aucun de nos vaisseaux de guerre ne se mettra en mer, et qu'on n'y verra que quelques-unes de nos frégates : on continue à mettre la Finlande en état de défense ; on bâtit même sur les frontières de la Russie une nouvelle forteresse près de Willikala et d'Anjala. — Le baron de Nolken est rappellé de l'ambassade de Londres pour présider le tribunal de la cour ; c'est M. Bergstedt qui le remplace en qualité de chargé d'affaires. — Le bruit courait, il y a quelques jours, que le prétendu régent de France est dans l'intention d'envoyer un agent à Stockholm aussi-tôt qu'il saura si l'on veut le recevoir : il attendra longtems !

De Francfort-sur-le-Mein, le 14 mai.

Suivant les dernieres lettres de Vienne, la contribution *patriotique* pour la guerre, faite à l'instar de celle de France, commence à ne plus aller aussi bien ; la Hongrie se trouvant en ce moment assez abondante en numéraire, on se propose d'y ouvrir un emprunt à cinq pour cent : le montant n'est pas encore déterminé ; quelques personnes assurent même que tant qu'il pourra rendre on ne le fermera pas. Il faut de l'argent à tout prix ; car cette guerre coûte beaucoup. La reprise des Pays-Bas est à elle seule une affaire de plus de deux millions de florins. Le prince de Cobourg en a fait passer les assignations ou mandats qui viennent d'être acquittés dans la capitale. Il a aussi envoyé l'état des pertes que son armée a éprouvées depuis le 1er. jusqu'au 25 mars ; selon lui, elles s'élevent en tués, 4 officiers de l'état-major, 27 autres officiers, 1937 sous-officiers et soldats, et 525 chevaux ; en blessés, 9 officiers de l'état-major, 80 autres officiers, 2,833 sous-officiers et soldats, et 833 chevaux ; pris par l'ennemi, 2 officiers, 25 sous-officiers et soldats ; égarés, 3 officiers, 450 sous-officiers et soldats. Au reste, il doit être bien dédommagé de ces deux millions de florins, s'il est vrai qu'il ait pris aux Français dans les Pays-Bas, comme on l'assure, des magasins capables de fournir à l'entretien d'une armée de 100,000 hommes pendant six mois, et que par conséquent l'on évalue à plus de sept millions.

François II est toujours décidé à pousser vivement cette guerre. Il vient de nommer feld-maréchaux les généraux de Wurmser, Clairfayt et Hohenlohe ; nomination dont il leur a fait passer le diplôme, signé de sa propre main. Quant à l'armée de réserve en Bohême, en voici les généraux, François

Digitized by Google

Kinsky, Guillaume Schroeder, Haan, Degenschild et Meles; ceux de l'armée dans le quartier de l'Inn, Joseph Kinsky, Terzy, Versay, Biela, Aufsets, Fabry, Pejachewich, Rirse, Heindendorf et Sebottendorf. On ne saurait dissimuler que ces noms sont avantageusement connus parmi les militaires.

Il a été expédié, le 21 avril, des couriers à Pétersbourg et à Londres après une conférence entre les ministres de l'empereur qui a duré toute la nuit. Rien ne transpire encore de ces longues délibérations; on soupçonne seulement qu'elles pourraient avoir rapport à l'alliance offensive et défensive conclue entre la Russie et la Prusse connue quelques jours plus tard. Notre cour s'occupe aussi d'en former une avec la Porte. Elle a besoin d'être sûre de cette puissance pour achever tranquillement ses opérations dans la Pologne, et poursuivre la guerre contre la France, sans craindre une diversion qui l'embarrasserait beaucoup, lors même que l'impératrice de Russie, dont on peut croire que les intérêts particuliers seraient consultés les premiers, voudrait bien l'aider à repousser les Turcs, accoutumés à redouter moins les Autrichiens que les Russes, depuis qu'un général Ottoman a été sur le point de s'emparer de Vienne, et qu'il n'a pas fallu moins que toute la valeur des Polonais d'alors, conduits par Jean Sobiesky leur roi, pour sauver la capitale de l'Autriche, dont l'ingrate maison s'enrichit aujourd'hui des dépouilles de ces mêmes Polonais aux ancêtres de qui elle dût son salut. — Le manifeste relatif à l'occupation des Palatinats de Cracovie et de Sendomir est prêt à paraître.

Il va y avoir du changement dans le corps diplomatique : on destine au poste de la Haye le comte de Cobentzel, ambassadeur à Pétersbourg, où le comte de Stahremberg doit le remplacer; l'ambassadeur actuel à la Haye sera envoyé à Londres.

Le bruit court ici qu'on va nous amener le général Beurnonville et les quatre commissaires de la Convention livrés par Dumourier; on avait d'abord cru qu'ils seraient échangés contre des princes ayant voix délibérative à la diete ou autres personnages importans, mais il paraît qu'on se ravise et qu'on veut les garder comme ôtages qui répondront de la sûreté des prisonniers au Temple.

Le quartier-général du Prince de Hohenlohe se trouve à Kaysers-Leutern; l'armée d'observation de Brunswick est à Neustadt, et le corps de Wurmser a remonté le Rhin jusques à Guemersheim et Rheinzabern.

On commence à parler aussi en Prusse de faire des dons patriotiques pour la guerre; ce qui annonce assez l'épuisement du trésor de Frédéric-Guillaume : il n'est pas non plus sans inquiétude sur la tranquillité de l'intérieur. Des lettres de Breslaw du 5 mai, portent qu'il était survenu quelque mésintelligence entre un garçon tailleur et son maître; la police en

Digitized by Google

prit connaissance, et bannit de la ville ce garçon : cela causa du bruit parmi les camarades des autres maîtrises, et la chose alla même si loin qu'il fallût avoir recours à la force armée. Quelques personnages ont perdu la vie dans cette émeute, plusieurs ont été blessés ; mais enfin tout est appaisé, grace aux soins actifs des autorités. On craint si fort des complots et des mouvemens intérieurs que la diete de Ratisbonne va défendre les confrairies et les assemblées secrettes dans les académies et universités ; le comte de Pergen, lieutenant de police de Vienne, en chasse tous les instituteurs Français, même les femmes, qui n'y demeurent que depuis 1790.

Le siege de Mayence est commencé ; mais il n'est pas prêt de finir ; c'est à tort que l'on avait répandu que la disette ferait plus d'effet que le canon ; cette place est très-bien approvisionnée, et pour long-tems. L'armée qui en fait la garnison exécute presque tous les jours des sorties meurtrieres ; nous apprenons aussi que l'on a fait passer, le 11 mai, 1100 recrues à Landau ; comme l'avant-garde de l'armée française a protégé leur marche, des gens mal instruits ont cru que cette place était attaquée, et qu'on allait à son secours ; le fait est que jusqu'à présent on n'a pas fait la moindre tentative contre elle.

Dumourier est à Mergentheim en Franconie, où il passera quelque tems, et il y est seul : lors de son passage par notre ville, ce général a publié une déclaration, dans laquelle il nie d'avoir des liaisons avec le chef de la maison d'Orléans ou Egalité ; on sait que l'aîné, qu'il avait emmené dans sa fuite, est à présent à Zurich, ainsi que Mde. de Sillery et les autres femmes dont l'Assemblée nationale avait décrété l'arrestation. Le canton de Berne qui commence à s'éclairer, et craint de se brouiller avec la France, ne les aurait pas reçus ; on ignore où ils vont : il n'est pas vraisemblable que ce soit à l'armée du prince de Condé ; on peut dire l'armée, car elle se réunit encore une fois au nom et sous les auspices du prétendu régent de France qui envoie M. de Polignac en qualité d'ambassadeur à Vienne : tous les émigrés, entre 16 et 30 ans, sont invités à se rendre au plutôt à leurs corps : on leur annonce une avance d'un mois de paye de 15 francs, et 6 liv. pour le voyage ; on parle même de pourvoir à la subsistance des femmes et des enfans.

Provinces-Unies et Belgique.

M. Unterberger et quelques autres officiers d'artillerie, tous Autrichiens, ont passé les premiers jours du mois à la Haye ; ils sont chargés de tirer des arsenaux de Hollande la grosse artillerie, qui doit servir au siége de Lille et de Valenciennes. — Le prince héréditaire d'Orange commande les troupes de la République, au nombre de 12 escadrons et de 12 bataillons,

Digitized by Google

qui seront bientôt renforcés par d'autres corps, et particulièrement par des compagnies de grenadiers qui n'ont pas encore rejoint. Cette division campe depuis le 30 avril à Oosterhout. Elle va se porter incessamment sur le Brabant. Un autre corps de 7000 hommes est déja rendu, avec son artillerie, à Coutray et dans les environs pour appuyer les opérations des Autrichiens. De plus 4000 Hanovriens, commandés par le prince Ernest d'Angleterre, se portent aussi vers la Flandre; ils ont passé dans la matinée du 25 avril à Bruxelles. — Le stadhouder a donné le 4, aux membres du haut-gouvernement et à plusieurs officiers, un repas somptueux à la suite duquel il a remis au baron de Roëtzlaer, qui a courageusement défendu Willemstad, l'épée d'or que le gouvernement lui a décernée. Quant à M. de Rylandt, qui a rendu Breda, l'on dit qu'il sera trop heureux d'en être quitte pour 25 années de prison dans le château de Loevensteim. — Le lendemain le comte de Mercy-Argenteau est arrivé de Bruxelles; il y est retourné après une conférence avec le grand pensionnaire Van-der-Spiegel. On ajoute qu'il doit se rendre à Londres, où se tiendra une assemblée de ministres relativement aux affaires générales de l'Europe, et sur-tout sur ce qui concerne la France. — Le lord Auckland est, dit-on, rappellé à Londres, pour être employé dans le ministere, ou du moins admis dans le conseil. — On vient de punir à Rotterdam du fouet et de la marque et de douze années de détention dans une maison de force, le nommé Thomé de But de Beaumont et la femme Gondorf, qui, au mois de juin de l'année derniere, avaient été dénoncés par le ministre de France à la Haye, comme fabricateurs de faux assignats.

Le 29 du mois dernier, les députés Belges et le conseil de Brabant sont allés complimenter l'archiduc Charles. La commune de Gemmappe lui a présenté son don patriotique, pour contribuer aux frais de la guerre; le jeune prince-gouverneur l'a très-bien accueilli, quoiqu'il ne fut pas considérable. En général il n'oublie rien pour se gagner l'affection du peuple; précédé d'une amnistie donnée par l'empereur, il tire encore habilement parti de l'ascendant de la religion sur les Belges.

L'évêque d'Anvers vient de publier une espece de mandement pacificateur où il déclame beaucoup contre les partisans d'une *fausse liberté* dont le *vain nom* a égaré ses ouailles. Pour donner plus d'effet à ces exhortations touchantes, un bataillon du régiment de Hesse-Darmstadt et le bataillon des grenadiers Wallons de Perez au service de la Hollande sont entrés en garnison dans la citadelle. — L'empereur a envoyé à Mons des médailles d'or à distribuer à ceux qui se sont le plus distingué par leur attachement à sa cause. — 24 bâtimens Anglais ont débarqué des troupes à Ostende où l'on attend encore 1500 chevaux et 4000 hommes. Les remparts de cette ville ont déja 40 pieces de canon en batterie. En général on compte avoir incessamment 20,000 hommes dans les

Digitized by Google

Pays-Bas. La petite armée sous le commandement du duc d'Yorck est établie à Courtrai ; mais il lui faudra des forces plus considérables pour entreprendre quelque chose, car les Français tiennent le Pont-Rouge et fortifient ce poste important. — Le quartier général du prince de Cobourg est revenu le 10 à Quevrain, parce qu'il y avait trop peu de logement à Rombies. Le même jour dès le grand matin le général avait attaqué les Français occupés à construire six redoutes. Les Français ont perdu beaucoup de monde dans cette action, plus de 200 prisonniers et un drapeau. — Le 8, l'armée Française voulant débusquer les Autrichiens, les Prussiens et les Anglais de leur position dans le voisinage de Condé, de Valenciennes et de l'Abbaye d'Hasnon les attaqua tous en même-tems. L'affaire s'est engagée d'une maniere très-sérieuse, et l'on s'est canonné depuis 5 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir. Le plus fort de l'attaque a été dirigé contre le corps que commandait le général Clairfayt auprès de Vicogne. Les Français revinrent quatre fois à la charge avec beaucoup de bravoure et furent repoussés quatre fois ; les Prussiens leur reprirent une piece de canon perdue d'abord par les Autrichiens. On assure que les Français retranchés au poste d'Hasnon faisaient un feu continuel avec des pieces de 24.

ANGLETERRE. *De Londres, le 10 mai.*

Il circule ici un bruit fort étonnant, et qui l'est d'autant plus que des personnes qui se prétendent bien instruites paraissent y ajouter foi, et veulent lui donner de la consistance : on assure qu'il est arrivé des commissaires Français, chargés de faire au ministere Britannique des ouvertures de paix entre la France et l'Angleterre. Voici l'explication la plus simple de cette singuliere nouvelle ; c'est qu'on a appris que le ministre des affaires étrangeres avait proposé au conseil exécutif, comme une mesure absolument nécessaire à la consolidation du gouvernement républicain en France, de faire une tentative à l'effet de détacher la Grande-Bretagne de la ligue des puissances. L'on ajoute que les deux commissaires chargés de cette importante négociation, et parmi lesquels on nomme le général Winipfen, ont obtenu à Ostende un cutter anglais pour les conduire avec un passe-port du duc d'Yorck ; que débarqués le 29 aux Dunes, ils reçurent la visite de l'amiral Macbride qui y commande, et qu'environ deux heures après, ils continuerent leur route pour Londres, où on les dit arrivés le 30.

Les conjonctures critiques où se trouve l'Europe ont entravé notre commerce. L'incertitude du change, l'interruption des rapports entre les négocians, le dérangement total dans la circulation des especes, les divers emprunts publics, le peu de sûreté de la navigation, l'inquiétude et la défiance que la

Digitized by Google

révolution Française d'une part et le démembrement de la Pologne de l'autre ont jettées dans les esprits; toutes ces causes ont puissamment contribué à ralentir, à suspendre même le cours du crédit. Il en est résulté de nombreuses faillites, sur-tout dans la capitale où l'on en a vu un pour la somme inouie d'un million 700,000 liv. sterling.

Dans presque toutes nos villes dont le commerce et les manufactures ont un peu d'activité, on préférait le papier de leurs banques particulieres aux especes métalliques, son crédit est absolument tombé. C'en serait fait de la Grande-Bretagne, si pareil malheur arrivait à celui de la Banque de Londres. Aussi le lord maire d'accord avec le ministre des finances, et après avoir consulté les principaux négocians, s'empressa-t-il de soumettre à la chambre des communes dans sa séance du 29 avril un projet en huit articles qui a quelque rapport avec le Mont-de-Piété de Paris, puisque les négocians auxquels l'on prêterait, remettraient en nantissement de la somme confiée des marchandises et effets jusqu'à la concurrence de cette somme. Il s'éleva des débats assez vifs sur ce projet appuyé par M. Pitt et combattu par les membres de l'opposition qui crurent voir dans cette mesure un nouveau moyen pour le ministre de se faire des créatures. M. Taylor entr'autres soutint que ce plan contre lequel on était déja prévenu dans la capitale ne serait utile en rien aux villes éloignées, surtout à celles d'Ecosse. D'ailleurs, à Dieu ne plaise, s'écria-t-il, que le crédit de ce pays dépende du caprice d'un ministre. Les amis de M. Pitt lui repliquerent que le plan était bon et jugé tel dans la capitale; que le simple apperçu avait déterminé la banque à escompter les billets avec une nouvelle ardeur, que le cours du change s'était relevé dès qu'on avait su qu'il était adopté par le comité. Enfin la chambre arrêta que S. M. serait autorisée à faire remettre entre les mains des commissaires chanceliers de l'échiquier une somme de cinq millions avec pouvoir de les répartir selon qu'ils le jugeraient à propos après avoir obtenu toutefois caution suffisante.

Le 6, après la troisième lecture, ce bill de crédit passa à une très-grande majorité. On présenta aussi une douzaine de pétitions qui toutes sollicitaient une réforme dans la représentation nationale. Il y eut quelques débats au sujet de celle de la société des *Amis du peuple*.

Les armateurs se multiplient. On vient de donner vingt-quatre lettres de marque; et deux riches bâtimens Français, allant de Saint-Domingue à Nantes ont été amenés aux Sorlingues par une frégate de la marine.

Une chose qui contribuera puissamment sans doute à encourager les armateurs, c'est que le vaisseau de registre espagnol

Digitized by Google

dont la cargaison était évaluée à 800,000 liv. sterling, repris sur un corsaire français qui s'en était emparé, a été déclaré de bonne prise par un jugement en forme de l'amirauté.

Le gouvernement se propose de former trois camps en différentes parties du royaume. Il y trouve le double avantage d'avoir des hommes rassemblés sous sa main pour étouffer les soulevemens intérieurs que l'on paraît encore redouter, et pour repousser l'ennemi du dehors en cas qu'il voulut tenter quelque descente. D'ailleurs c'est une occasion d'exercer les troupes. Celui de l'Est sera placé sur la commune de Warley, dans le comté d'Essex; celui du Sud près de Maidstone, dans le comté de Kent, et celui de l'Ouest à Plymouth.

Il ne serait pas impossible que ce rassemblement eût encore un autre but, par exemple de fournir des secours au comte d'Artois, qui doit passer, au dire de quelques personnes, dans la ci-devant province de Bretagne, pour se mettre à la tête du parti contre-révolutionnaire. On ajoute que l'impératrice de Russie lui a remis des sommes considérables, et que c'est pour son compte que M. de la Châtre rassemble en Angleterre un corps de 3 à 4000 émigrés. On ne néglige rien pour entretenir l'animosité contre les Français. Les théâtres sont occupés à les rendre odieux et à les tourner en ridicule. On donne actuellement à celui de Saddlers-Wels une piece de ce genre dont l'objet est de tourner en ridicule les sans-culottes et leurs manœuvres militaires; ce qui attire une grande affluence de monde. Dumourier y joue un rôle brillant. Un Français, qui assistait il y a trois jours à cette représentation, ne put contenir son indignation, en entendant les blasphêmes royalistes du traître Dumourier. Il se leva brusquement, et s'adressant à l'acteur qui le représentait s'écria : *coquin ! je voudrais bien te tenir à Paris.* Heureusement pour lui peu de spectateurs comprirent ce qu'il disait. Cependant quelques-uns qui entendaient le français, le firent sortir de la salle un peu rudement, mais sans le maltraiter qu'en paroles.

Un bruit assez douteux, mais qui circule depuis quelques jours, c'est que le marquis de Lucchésini va venir demander, au nom du roi de Prusse, la garantie de Thorn et de Dantzick, et le comte de Merci-Argenteau, celle des Pays-Bas Français pour l'empereur, dès qu'on en aura fait la conquête.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE BOYER-FONFREDE.

Séance du mardi, 14 mai.

Le brave bataillon qui s'est si généreusement dévoué pour la défense de la patrie à l'affaire de Thouars n'était pas seulement composé de Marseillais, mais des citoyens de Montpellier, de Narbonne, de Cette et de Nismes.

La commune de Marseille a fait parvenir à l'Assemblée le procès-verbal qu'elle a rédigé au sujet de paquets saisis à la poste, et adressés aux commissaires Bayle et Boysset. Thuriot s'est opposé à la lecture de ce procès-verbal, et la Convention en a décrété le renvoi au comité de salut public.

Un autre décret, rendu sur la proposition de Rhull, a ordonné le séquestre, au profit de la République, des biens de quelques princes Allemands possessionés en France, qui en feignant de garder la neutralité ont tacitement adhéré au *conclusum* de la diete de Ratisbonne.

Une députation envoyée par tous les citoyens de Bordeaux s'est présentée à la barre. Elle venait exprimer l'indignation et les vives alarmes de leurs freres, à la nouvelle des menaces de proscription proclamées contre des représentans du peuple. « Législateurs, a dit celui qui portait la parole, les regards des Bordelais sont constamment attachés sur vous; vous remplissez toute leur ame. Nous nous enivrons de vos triomphes, vos dangers nous plongent dans les plus dangereuses agitations..... Il y a peu de jours qu'une conspiration publiquement formée s'avançait aussi publiquement vers son exécution; les victimes étaient comptées.... une correspondance criminelle infestait les départemens, elle appellait de toutes parts les couteaux qui devaient vous égorger....; tout récemment, les mêmes conspirateurs s'agitent avec plus de violence; ils annoncent, ils préparent une force armée qui doit venir exiger ici que 300 d'entre vous soient chassés, et que 22 autres soient immolés à leur fureur..... Législateurs, lorsque nous envoyâmes nos députés, nous les mîmes sous la sauve-garde des lois, de la vertu, et de tout ce qu'il y a de plus sacré sur la terre. Nous crûmes les envoyer parmi des hommes; ils sont environnés d'assassins... si le crime se consomme, l'horreur qu'il nous aura inspiré dirigera notre vengeance, les meurtriers ne tomberont que sous nos coups. Nous organisons sur-le-champ la moitié de notre garde nationale; nous volons à Paris pour y venger les représentans du peuple ou périr sur leurs tombeaux. »

Digitized by Google

» Tel est le vœu des Bordelais qui ont déjà fourni vingt-cinq mille soldats à la patrie; qui, dans ce moment même, levent encore 6700 hommes, qui mangent le pain à 10 sols la livre, mais qui savent tout souffrir, excepté les outrages faits à leurs représentans.

» Et cependant ces fideles républicains ont aussi été calomniés. Des scélérats ont eu l'audace de dire que Bordeaux était en contre-révolution ouverte, parce que nous avons constamment voulu que l'ordre et les lois accompagnassent la liberté, et que nous ne voulons pas d'une révolution qui imprimerait constamment à la République un mouvement convulsionnaire et désorganisateur; parce que sous le titre imposteur de révolution, nous ne voulons pas ériger l'assassinat en principe, et constituer le crime en une sorte d'autorité légale; parce que sous le titre de révolution nous ne voulons pas d'un ordre de choses où l'effronterie supplée au courage, la violence au pouvoir, l'amour-propre en délire au talent, et les convulsions de l'esprit au génie; parce que sous le titre d'une révolution, nous ne voulons pas lutter audacieusement avec la Convention, qu'elle est pour nous l'arche nationale, et que nos mains sécheront plutôt que d'y porter une atteinte sacrilége; parce que sous le titre de révolution, nous ne voulons pas de licence éhontée, qui provoque chaque jour l'avilissement du corps législatif, la désorganisation du gouvernement, et que nous voulons tous périr avant le regne des brigands et des assassins. »

Citoyens, leur a répondu le président, les listes de proscription insolemment proclamées à cette barre sont enfoncées dans le mépris public, et la représentation nationale est assez vengée... Rassurez vos généreux compatriotes; Paris renferme assez de bons citoyens pour défendre la Convention nationale; mais si de nouvelles conspirations menaçaient la représentation nationale, si de nouveaux tyrans voulaient aujourd'hui s'élever sur les débris de la République, vous sauriez alors vous saisir de l'initiative de l'insurrection, et la France entiere imiterait Bordeaux.

Le discours des députés de Bordeaux et la réponse du président seront imprimés, envoyés dans tous les départemens, et affichés dans la ville de Paris. Les comités de législation et de salut public feront un rapport sur la situation actuelle de la Convention dans Paris et sur les moyens de déjouer les complots qui se trament contre elle, et de poursuivre enfin les auteurs des complots déja avortés.

Au milieu de quelques tumultueux débats élevés pendant la discussion de ces propositions, Guadet citait ce qui s'était dit la veille aux Jacobins.

« Depuis trois mois on nous égorge en détail; les scélérats nous trompent; voulez-vous savoir les moyens de sauver la patrie? ce moyen consiste à exterminer tous les scélérats

Digitized by Google

avant de partir. J'ai étudié la Convention ; elle est en partie composée de scélérats dont il faut faire justice... il faut tirer le canon d'alarme, fermer les barrieres....

Guadet disait encore à ses interrupteurs, on demande de montrer nos blessures ; mais c'était ainsi que Catilina répondait à Cicéron : On en veut, leur disait-il, on en veut à la vie des sénateurs ; mais vous respirez tous. — Eh bien ! Cicéron et les sénateurs devaient tomber sous le fer des assassins la nuit même où ce traître leur tenait ce langage. — La Convention a terminé ces débats en décrétant de plus que le témoignage de la satisfaction que lui inspire la démarche des Bordelais sera consigné au procès-verbal.

Un décret de la Convention avait enjoint aux ministres de présenter les états nominatifs des agens civils ou militaires qu'ils emploient. Génissieux en a demandé aujourd'hui l'exécution, et la Convention a décrété que le conseil exécutif lui présenterait dans deux jours, l'état des employés dans ses bureaux et dans la quinzaine celui de tous ses agens dans l'étendue de la République.

Un membre demandait encore que les ministres fussent tenus de joindre aux états qu'ils doivent fournir le nom des personnes à la recommandation desquelles ils ont accordé les places. Cette proposition qui a élevé quelques débats, n'a pas eu de suite, mais elle a fourni à Buzot l'occasion de demander que tous les députés à l'Assemblée législative, ou à la Convention dont la fortune s'est accrue, fussent tenus de déclarer, par quels moyens ils l'ont augmentée. Barbaroux en appuyant cette motion a proposé de décréter en principe « que tout fonctionnaire public est comptable à chaque instant de sa fortune ». Il a demandé en outre que celui qui dénoncera un fonctionnaire public pour avoir fait des acquisitions illégitimes, obtienne pour prix de sa dénonciation la moitié des biens du dénoncé, faute par ce dernier de justifier des moyens par lesquels il est parvenu à augmenter sa fortune.

La premiere proposition de Barbaroux a été adoptée ; la seconde a été renvoyée au comité de législation.

Séance du mercredi, le 15 mai.

Chassé fait lecture d'une pétition souscrite par 4 ou 500 citoyens de Lyon. Ils se plaignent de l'arbitraire et du despotisme qu'exercent dans cette ville les membres d'une nouvelle société populaire qui s'est affiliée aux jacobins de Paris. — Cette société par ses menaces et par la terreur qu'elle a su inspirer aux citoyens, est parvenue à créer un tribunal révolutionnaire. Déjà la guillotine est dressée et l'on tremble pour les jours des 15 à 1800 personnes désignées à la hache des assassins. Un député de cette société s'est présenté aux jacobins de Paris ; il a dit : « Lyon leve une contribution de cinq » millions sur les riches et une armée révolutionnaire de

Digitized by Google

» cinq mille hommes. Ils vont marcher contre les rebelles, » non pas contre ces misérables, qui, dans leur égarement, » dévastent une contrée malheureuse, mais contre les chefs, » contre *ceux qui ont voulu sauver le tyran*. Pendant que cette » armée agira d'une maniere efficace, un tribunal révolutionnaire » expédiera *en détail* ce qui nous aurait échappé *en gros*. »

Le même député est allé à la commune de Paris; il y a prononcé le même discours. La commune est convenue de lui adjoindre quatre commissaires pour venir à la barre de la Convention, demander son adhésion à l'établissement du tribunal révolutionnaire.

Enfin ce même député est retourné aux jacobins où il a prononcé le discours suivant:

« J'ai écrit à mes commettans, et je leur devais cet aveu, que quand les magistrats sont corrompus, le peuple ne doit plus avoir de ressource que dans son courage. Peuple, écoute un homme qui te dit la vérité en enfant de la nature. Peuple, tu souffres la misere au milieu des biens qui t'avoisinent.

» Citoyens, on vous dit libres et vous êtes esclaves de la misere.

» Les mesures révolutionnaires doivent être secrettes. Je suis soldat révolutionnaire de l'armée de Lyon, sachez que vous ne ferez pas de révolution sans répandre du sang, mais un soldat répand le sang avec tout le calme possible.

» Il faut établir le machiavélisme populaire; il faut faire disparaître de dessus la surface de la France tout ce qu'il y a d'impur, sans cela vous ne serez que des enfans; les modérés calomnient les amis du peuple.

» On me traitera sans doute de brigand, mais il est un moyen de se mettre au-dessus de la calomnie, c'est d'exterminer les calomniateurs.

» Peuple, prends garde d'oublier en sept heures de sommeil les grandes vérités que tu viens d'entendre: pour moi, dût-on m'appeller mille fois brigand, je jure, foi de brigand, que je ne vote désormais de pétition que le fer à la main, et que tant qu'il restera une goutte de sang dans mes veines, le mot de liberté sera dans ma bouche, et son temple dans mon cœur. »

Le président répond: « Citoyens, vous avez franchi un grand intervalle pour vous réunir à vos freres; vous retournez auprès de vos concitoyens, par-tout où vous serez, votre patriotisme sera d'un grand secours.

La société vous invite à donner en son nom le baiser fraternel à toutes les autorités constituées de Lyon. »

Après l'exposé de ces faits, Chassey présente diverses mesures propres à rétablir dans Lyon l'ordre et les lois. L'Assemblée les adopte et rend le décret suivant:

La Convention nationale renvoie la pétition des citoyens de Lyon au comité de législation, pour en rendre compte en même-tems que des événemens arrivés dans cette ville. La Con-

Digitized by Google

vention déclare nulle et comme non-avenue toute érection de tribunal extraordinaire qui aurait été faite sans l'autorisation d'un décret; fait défense à tous ceux qui ont été nommés pour composer ce tribunal, d'en exercer les fonctions; permet aux citoyens qu'on voudrait y traduire, de repousser la force par la force; charge les corps administratifs de les protéger; ordonne que la force armée ne pourra être employée dans le département, que sur l'autorisation des autorités constituées, et hors du département, que sur la requisition du conseil exécutif ou des représentans du peuple auprès des armées. Les dispositions du présent décret sont applicables à toutes les communes de la République.

On a repris la constitution. La discussion s'est ouverte sur cette première question: *quelle sera la division politique du territoire?*

Saint-Just pensait que les mesures du territoire, pour fixer les jurisdictions, ne devaient point être confondues avec la division de la République proprement dite. La division d'une monarchie est dans son territoire; dans une république, au contraire, la division est dans les tribus, et les mesures du territoire ne sont autre chose que la division du peuple.

« Si la division est attachée au territoire, le peuple est divisé, la force du gouvernement se concentre et le souverain s'pars se rapproche difficilement; si la division est attachée au au peuple, ou par tribus ou par communes, cette division n'ayant pour objet que l'exercice des suffrages et de la volonté générale, le souverain se forme alors, il se comprime, et la republique véritable existe. »

Je regarde donc, disait Saint-Just, la division des départemens comme une division de 85 tribus dans la population et non comme une division du territoire en 85 parties. La constitution doit être dépositaire de ces principes.

Cette première division du peuple garantit l'indivisibilité du territoire.

Salles a parlé après Saint-Just: « si les 25 millions d'Individus répartis sur notre territoire, a dit Salles, pouvaient se voir et s'entendre dans un instant; s'ils étaient assez dégagés de passions et de besoins pour s'occuper sans cesse de la chose publique et assez vigilans pour le vouloir, ils pourraient se gouverner par eux-mêmes; il serait inutile pour eux de diviser le territoire, et le principe pur et entier de la souveraineté, ou du moins l'abstraction qu'on nous donne pour ce principe, pourrait être à leur égard conservée dans son intégrité; mais les facultés de l'homme sont bornées, et dès les premiers pas que nous voulons faire, nous nous trouvons forcés de modifier nos résultats sur cette impérieuse considération. »

Il faut donc que notre territoire soit divisé, voilà une première vérité.

Salles a convenu que cette division politique de territoire est une atteinte portée à ce que l'on appelle principe pur de

Digitized by Google

la souveraineté, en ce qu'elle constitue une nation en diverses sections qui ne délibèrent pas en commun ; mais, a-t-il dit, c'est une seconde vérité non moins importante à reconnaître, afin de n'être pas étonné des atteintes successives que nous seront forcés de porter à toutes ces abstractions métaphysiques qui ne sont bonnes qu'à perpétuer l'anarchie, et afin qu'il en résulte pour nous la nécessité de chercher des combinaisons politiques qui réparent, autant qu'il sera possible, l'imperfection de l'institution par laquelle nous décréterons que le territoire sera divisé.

D'autres opinions moins importantes ont été énoncées dans cette discussion, dont voici le résultat :

« La Convention nationale décrète que la distribution actuelle du territoire français en départemens est conservée. »

« Il y aura une administration centrale dans chaque département. »

« Il y aura des administrations intermédiaires entre les départemens et les municipalités. »

Séance du jeudi, 16 mai.

Sur la proposition de Bréard, la Convention a décrété que les généraux des armées de la République sont autorisés à traiter de concert avec les représentans du peuple près les armées, de l'échange des prisonniers de guerre avec les généraux ennemis, à la charge d'en rendre compte dans les 24 heures, à la Convention nationale.

Une lettre des commissaires dans l'isle de Corse, annonce que les mesures qu'ils ont prises, pour mettre à exécution le décret d'arrestation porté contre le général Paoli, n'ont eu aucun succès. Les autorités constituées se sont coalisées pour demander le rapport de ce décret. Le général lui-même écrit à la Convention que la caducité de son âge et les incommodités qui lui sont habituelles le mettent dans l'impossibilité de passer la mer et de franchir ensuite deux cents lieues de distance pour se présenter à la barre de la Convention, et repousser les reproches qui lui ont été faits. « Si vous croyez, citoyens représentans, ajoute Paoli, qu'il soit nécessaire pour la paix ou la sûreté de ce pays, et pour l'affermissement de la liberté et de l'égalité en Corse, que ma présence ne soit plus ici un sujet de méfiance, de haine et de jalousie, parlez, et je m'éloignerai sans murmure du pays qui m'a vu naître, et qui a honoré ma vie et mon nom. »

Des députés de différentes sections de Paris se présentent successivement à la barre. Ils demandent, à l'exemple de la section du Panthéon-français, et aux mêmes conditions, qu'il leur soit accordé des sommes plus ou moins fortes pour subvenir aux frais d'enrôlement et d'équipement de leurs volontaires. Leurs pétitions ont été renvoyées au comité des finances.

Digitized by Google

« Qui eût dit, s'est écrié Mallarmé à cette occasion, quand la section du Panthéon vint vous demander une avance pour laquelle elle offrait une sûreté, et sur-tout des motifs justes, étant populeuse et pauvre; qui eût dit qu'il se ferait dans les autres sections une coalition pour présenter tous les jours de pareilles demandes? le trésor national appartient à la République entière. La commune de Paris demande encore quatre millions pour les subsistances. Comment voulez-vous en prodiguant des secours fournir aux frais de la guerre.

La discussion s'est ouverte sur la taxe de guerre. Plusieurs membres ont présenté successivement différens projets qui ont été renvoyés aux comités des finances; mais Lassource a fait sentir combien il était urgent de statuer promptement sur cet objet. Je suis convaincu, a-t-il dit, que des mesures révolutionnaires, aux mesures contre-révolutionnaires, il n'y a qu'un pas. Lorsque le département de l'Hérault vous présenta son arrêté, vous y donnâtes votre sanction. Il est né de cette mesure des résultats alarmans. Chaque département, chaque commune a cru devoir lever une petite armée. Vous avez exposé les citoyens à des vexations. Déja dans quelques communes des taxes arbitraires excitent et peuvent exciter plus que des réclamations. Il ne faut pas que des administrations de département aient des armées à leur solde; il faut que l'autorité centrale, loin de relâcher les ressorts du gouvernement, les resserre. Je veux, comme vous, une taxe, mais je veux qu'elle repose sur des bases précises. »

Penieres a dénoncé l'arrestation arbitraire du juge de paix de la section de l'Unité, qui a été arraché de sa maison pendant la nuit, et traîné dans les cachots de l'Abbaye. Tout son crime se réduit à avoir signé, étant président de sa section, une adresse dirigée contre Chaumet, procureur de la commune. Penieres, après avoir attesté la probité et le patriotisme de ce citoyen, ajoute qu'il s'est donné vainement tous les soins imaginables pour se procurer les pieces qui pourraient constater cette arrestation. Elles lui ont été refusées par le comité de la section. Il demande que la Convention se fasse rendre compte de cette arrestation, et il la conjure en même tems d'empêcher qu'une pareille tyrannie ne se renouvelle à l'avenir.

Cette dénonciation a donné lieu a de forts longs débats. Plusieurs membres voulaient qu'on prononçât la cassation de la commune, d'autres réclamaient l'ordre du jour, d'autres enfin demandaient que le comité de législation rendît compte de toutes les arrestations arbitraires; ce dernier avis a été adopté.

Sur la proposition de son comité de salut public la Convention nationale a rendu le décret suivant :

Art. 1 er. Les corps administratifs et municipaux, leurs commissaires, les agens civils envoyés par le conseil exécutif pro-

Digitized by Google

visoire, ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, et sous peine de dix ans de fers, suspendre ou modifier l'exécution des ordres donnés par le conseil exécutif provisoire, apporter aucun changement aux dispositions militaires qu'il aura arrêtées, empêcher ni retarder les mouvemens des troupes, échanger leur destination et celle des armes et munitions, tant de bouche que de guerre, qui leur sont adressées.

» Les corps administratifs et municipaux seront tenus d'exécuter et faire exécuter provisoirement toutes les délibérations prises par les représentans du peuple, envoyés par la Convention nationale dans les départemens et auprès des armées de la République.

III. Les représentans du peuple envoyés près les armées ou dans les départemens, sont personnellement responsables de tous arrêtés qu'ils auraient pris contre les dispositions et les pouvoirs portés dans le décret du 30 avril et dans les instructions décrétées le 8 mai.

Séance du jeudi soir.

Cette séance était destinée au renouvellement du bureau. Isnard a été élu président.

Séance du vendredi, 17 *mai.*

PRÉSIDENCE D'ISNARD.

Les représentans du peuple envoyés aux frontières du Midi, écrivent de Perpignan, en date du 8 mai : « Ce n'est pas en vain que nous avons fait un appel aux braves habitans du Midi de la France. Déjà cinq mille hommes sont venus joindre l'armée des Pyrennées; nos collegues dans les départemens voisins secondent nos efforts; les approvisionnemens nous arrivent de toutes parts. »

Une députation de la section de l'Unité s'est présentée à la barre pour solliciter la liberté du citoyen Leroux, juge de paix de cette section, enlevé à sa famille la nuit derniere, et traduit en prison. Nous venons le reclamer, ont dit les députés, en protestant de ses bonnes mœurs et de son patriotisme. Nous conjurons la Convention de se faire rendre compte des motifs de cette arrestation audacieuse et illégale, et de venger l'insulte faite aux lois et aux droits de l'homme. »

Et moi aussi, s'est écrié *Penieres*, je rends justice aux vertus civiques du citoyen dont l'élargissement vous est demandé. Depuis sept ans il est mon ami; c'est vous dire s'il l'est de la liberté.

Quel est son crime, a repris un autre membre? quelle est l'autorité qui a arraché ce citoyen de sa maison au milieu de la nuit? Son crime est d'avoir signé une réponse à Chaumet; réponse que vous avez entendue avec satisfaction, et que vous avez approuvée. Quelle est l'autorité qui s'est rendue cou-

Digitized by Google

pable de cet acte arbitraire ? c'est un comité que vous n'avez établi que pour surveiller les étrangers, et qui s'est fait comme *révolutionnaire*, comité d'insurrection.

Phélippeaux a annoncé que cette affaire avait déja occupé le comité de législation, et que dès hier au soir il avait requis le comité révolutionnaire de la section de l'Unité de faire connaître les motifs de l'arrêté qui avait privé Leroux de sa liberté. Il en a conclu qu'il fallait faire examiner par le comité de législation la demande de l'élargissement de ce citoyen.

Fermont ne s'opposait point à ce renvoi, mais il demandait que Leroux fût provisoirement mis en liberté en donnant caution.

Marat a combattu cet avis : il a accusé les *hommes d'état*, de protéger les conspirateurs, de favoriser les rebelles de la Vendée. A ces paroles de Marat, de bruyans applaudissemens éclatent dans l'extrémité gauche de la salle et dans les tribunes. Le président veut rappeller la loi qui défend d'applaudir et d'improuver. Il n'y a pas de loi, s'écrie Legendre, qui défende au peuple d'applaudir ceux qui le servent.

Au milieu de l'agitation de l'Assemblée, Mazuyer parvient à se faire entendre. Sommes-nous, dit-il, sous une République libre, ou gémissons-nous sous un nouveau despotisme ? De quoi s'agit-il ? d'un homme qui a été arraché de ses foyers au milieu de la nuit. Toutes les lois défendent de violer cet asyle sacré ; elles autorisent même à poignarder celui qui au milieu des ténebres de la nuit tenterait de troubler un citoyen dans son domicile. De bons citoyens, les freres de l'opprimé viennent le réclamer ; vous ne pouvez balancer à le leur rendre.

La discussion a été fermée. Le président a consulté l'Assemblée sur la proposition de Fermont, qui l'a adoptée à une grande majorité.

Cette séance était destinée à la discussion sur la constitution ; mais à peine le décret rendu en faveur de Roux, est-il prononcé, qu'une violente opposition éclate dans l'extrémité gauche de la salle, la minorité réclame l'appel nominal, la majorité invoque l'ordre du jour. Pendant cette lutte, plusieurs détachemens de volontaires nationaux obtiennent successivement la permission de défiler dans l'assemblée ; leur présence interrompt quelques instans le tumulte, sans calmer les passions qui l'excitent. L'appel nominal est toujours réclamé, et toujours avec une nouvelle fureur.

Cette insistance de la minorité, aidée de fréquentes éruptions des tribunes, a duré cinq heures et demie.

Enfin, la nouvelle que le citoyen détenu venait d'être remis en liberté par la commune de Paris elle-même, qui avait reconnu son innocence, a mis un terme à ce désordre. Tout le monde a été forcé d'être content, et l'Assemblée a levé la séance.

Séance

Digitized by Google

Séance du samedi 18 mai.

Les tribunes réservées aux départemens ont été le sujet d'un délit à l'ouverture de la séance. Depuis que la Convention a ordonné qu'on n'entrerait dans ces tribunes que par billets, les gardes en empêchent l'entrée aux personnes qui n'ont pas de billets, et des femmes postées aux avenues empêchent les personnes qui ont des billets de s'en approcher. Aujourd'hui une rixe s'est élevée entre les porteurs de billets. La Convention a ordonné aux commissaires de la salle de maintenir la police dans les corridors et de faire exécuter le décret.

Le général Miaczinski, porteur des ordres de Dumourier, pour arrêter, à Lille, les représentans du peuple, a été condamné à la mort par le tribunal extraordinaire; prêt à subir son jugement il a écrit à la Convention nationale, pour lui offrir de révéler des secrets de la plus haute importance. Je ne trempai jamais, dit-il, dans les complots de Dumourier. Mais lié intimement avec lui, je suis dépositaire de ses plus secrètes pensées. Je puis les révéler si l'on m'accorde un sursis, qui sera moins une grace qu'une prolongation de supplice.

Deux commissaires ont été nommés pour entendre Miaczinski. C'est *Drouet* et *Rouzet* (de Toulouse). Ils se sont transportés auprès de lui et bientôt après ils sont venus rendre compte de leur mission. Miaczinski leur a révélé des secrets importans; mais il ne serait pas prudent de les publier à la tribune. Ils demandent la faculté de les déclarer au comité de salut public; et ils proposent d'accorder à Miaczinski un sursis provisoire.

Les propositions ont été décrétées. Peu après le comité de salut public a réclamé, par l'organe de Cambon, la prolongation du sursis et l'autorisation d'appeller dans son sein, pour les interroger, les personnes compromises par les aveux du condamné ou en état de donner des renseignemens précis sur la vérité de ses déclarations. La Convention a accordé l'autorisation et le sursis.

Des commissaires députés par les sections de la Fraternité, de la Butte-des-Moulins, de 1792, se sont présentés à la barre pour offrir à la Convention des sentimens et des défenseurs dignes d'elle: ni le sort, ni la taxe n'ont été employés dans ces sections. A la voix de la patrie ses enfans se sont levés en foule pour la défendre. Le denier de la veuve s'est confondu avec la contribution du riche, et chacun a plus accordé à la liberté qu'il n'eut fait à la violence. Nous ne connaissons, disent les pétitionnaires, dans la Convention que la Convention elle-même. Nous défendrons dans chacun

Digitized by Google

de ses membres la souveraineté nationale dont ils sont tous représentans ; nous la défendrons contre ceux qui prêchent la révolte, et contre ceux qui sous le masque du patriotisme, veulent tuer la liberté. Sondez d'une main ferme la profondeur de nos maux ; apportez y les remede. Que le sceptre sanglant de l'anarchie soit brisé ! que le regne des lois commence, et qu'un constitution fondée sur les bases de l'égalité et de la liberté fasse triompher la souveraineté du peuple sur les débris de tous les intérêts, de toutes les passions, de toutes les tyrannies.

Le comité de législation avait été chargé de présenter des articles additionnels au réglement, pour déterminer le cas où une partie de l'Assemblée pourra demander un appel nominal ; Lanjuinais, rapporteur du comité, propose les articles suivans :

1°. L'appel nominal aura lieu sur les questions constitutionnelles, lorsqu'il sera réclamé par 100 membres qui signeront leur demande.

2°. Sur les autres questions, l'appel nominal aura lieu, lorsqu'il sera demandé par 150 membres qui signeront également leur demande.

Le premier article de ce projet a été mis aux voix et décrété. Le second a été combattu par Thuriot, qui demandait que dans tous les cas, la réclamation de cent membres fut suffisante pour déterminer l'appel nominal. Plusieurs autres membres ont été entendus pour et contre l'article. Ce n'est pas, disait Guadet, en adoptant la proposition de Thuriot, que vous détruirez la scandaleuse résistance de la minorité, de quelque côté qu'elle se trouve. Vous n'arriverez à ce but qu'en faisant cesser l'anarchie au milieu de vous et dans tout ce qui vous environne. Vous ferez cesser l'anarchie au milieu de vous, en donnant à votre président plus d'autorité que le réglement ne lui en accorde ; en proclamant, aux yeux de la France entière, mauvais citoyen et contre-révolutionnaire quiconque troublera vos délibérations par des huées, des vociférations et des menaces ; en prenant enfin, d'une main ferme, la police de votre salle que vous n'avez point. Vous la ferez cesser au-dehors, en prêtant appui aux bons citoyens et en contenant les autorités dans leur devoir.

La Convention décide que le second article sera renvoyé au comité de législation pour être l'objet d'un nouveau rapport.

La discussion s'est ensuite ouverte sur la constitution. On a examiné cette question : *Y aura-t-il de grandes communes ?* Lanjuinais a opiné pour l'affirmative. Louvet a présenté des réflexions sur la nécessité de tenir les communes rurales dans la plus entière indépendance des communes urbaines. Il a demandé que l'on ne plaçât pas les villages sous la puissance ingrate des cités.

Digitized by Google

La discussion a été interrompue par l'admission à la barre d'une députation de la municipalité de Paris. Elle annonce que la municipalité du 10 août a rendu ses comptes ; qu'ils ont été trouvés exacts ; mais que le conseil-général a dénoncé à l'accusateur publics les citoyens Sergent, Panis, Talien, Dufort et Lenfant, comme prévenus d'avoir brisé des scellés et soustrait des effets du dépôt du comité de surveillance.

On avait repris la discussion de la constitution, lorsqu'un jeune homme, qui s'était glissé dans la tribune départementaire, y est saisi et en est arraché par une femme de celles qui en défendaient l'entrée ; la violence de cette femme, ses cris excitent une vive rumeur dans l'Assemblée.

Citoyens, dit le président, ce que vous demandez est déjà fait. Si-tôt que j'ai vu l'indécence horrible de cette femme, que j'ai très-bien remarquée, j'ai donné ordre au commandant de la garde de l'arrêter. Ce qui se passe m'ouvre les yeux sur un fait qui m'a été révélé et que je dois vous faire connaître. Nos ennemis ont machiné la dissolution de la Convention. Pour cet effet, on veut d'abord exciter un grand trouble dans son sein, exciter une partie de ses membres contre l'autre. Alors des femmes enrégimentées pour ce moment de crise, appelleront par leurs cris et leurs fureurs le peuple à l'insurrection ; l'assaut sera livré et..... les Anglais profiteront de ce moment pour faire une descente à laquelle ils sont préparés, et la France ouverte aux ennemis sera divisée et perdue.

On décrete, sur la proposition de Vergniaux, que la déclaration du président sera imprimée et affichée dans Paris.

Cette dénonciation en a amené d'autres. Gamon, l'un des membres du comité des inspecteurs de la salle, fait part des renseignemens qui sont parvenus à ce comité. Plusieurs de ces femmes y ont été interrogées ; elles ont déclaré que s'étant réunies dans un local aux jacobins, sous le titre de *Dames de la fraternité*, l'une d'entre elles avait dit que la Convention avait établi un despotisme relativement à quelques places de tribunes, et qu'il fallait s'y opposer ; qu'il avait été pris un arrêté en conséquence, et que depuis le commencement de la semaine elles avaient concouru régulièrement à l'exécution de cet arrêté.

Gamon observe que ces femmes qui sont venues troubler chaque jour les séances de l'Assemblée, sont évidemment salariées par nos ennemis. En effet, presque toutes portent les livrées de la misère ; elles ne paraissent avoir d'autres moyens de subsistance connus, que le produit de leur travail journalier, et cependant elles passent les journées dans les corridors, et se distribuent avec ordre pour assiéger les portes de toutes les tribunes.

Digitized by Google

Le président reprend la parole pour citer un fait important : Un citoyen, qu'il nommera au comité de sûreté générale, se trouvant avec ces femmes, leur demanda pourquoi elles fermaient ces tribunes sans en profiter. *Cela nous est égal*, répondirent-elles ; *avec nos billets nous savons où prendre des assignats, et même de l'argent.*

Lassource confirme l'opinion d'Isnard ; il développe les projets perfides de nos ennemis, qui après avoir déchiré la France par l'anarchie espèrent se la partager comme ils ont fait de la Pologne. Il faut faire, disait-il, un appel aux bons citoyens de Paris ; les inviter à se trouver exactement dans leurs sections, à chasser du milieu d'eux ces hommes perfides, qui, accusant sans cesse les patriotes les plus connus, n'ont d'autre but que de relever le trône ou provoquer la scission de la République.

Marat parle à son tour. — Un membre demande à instruire l'Assemblée d'un fait qui lui fera connaître les intentions de Marat sur *les hommes d'état*. Je me suis trouvé, dit-il, avec Marat dans un des vestibules qui menent à la salle. Il m'a adressé ces mots : Tu es un homme d'état, mais dans peu de jours le peuple nous fera justice de toi et de tes semblables.

Guadet, en rapprochant tous ces faits, en ajoute d'autres qu'il était dans l'intention de faire connaître dès hier s'il avait pu obtenir la parole ; je vous aurais annoncé, dit Guadet, que vous n'êtes pas les maîtres de votre police intérieure ; je vous aurais annoncé qu'on arrache les billets aux citoyens des départemens qui se présentent pour être admis dans les tribunes que vous leur avez accordés ; je vous aurais dit qu'en conduisant à ces tribunes un député extraordinaire de la ville de Bordeaux, lui et moi avons été insultés ; je vous aurais appris qu'il se trame de nouveaux complots pour dissoudre la Convention nationale ; je vous aurais dis qu'avant-hier, à la mairie, dans une assemblée de prétendus membres de comité révolutionnaire votre dissolution a été arrêtée ; voici comment : cette assemblée a délibéré de mettre en état d'arrestation tous les hommes suspects, c'est-à-dire, tous ceux qui n'ont pas de patentes des honorables journées des 2 septembre et 10 mars ; et à la suite de ces arrestations, on vous aurait livrés à cette multitude égarée à qui l'on est parvenu à faire aimer le sang.

Je vous aurais rappellé qu'il y a peu de jours, on conspirait votre perte aux Jacobins. Je vous aurais appris qu'en présence du conseil général de la commune de Paris, le commandant de la force armée de la section des Sans culottes a dit : Songez, citoyens, qu'en partant pour la Vendée vous laissez ici des Rolandins, des Brissotins, des crapauds de marais dont..... (Plusieurs voix : oui, oui. Applaudissemens des tri-

Digitized by Google

bunes.) Je vous aurais fait connaître le moyen infâme qu'on employé des scélérats pour fanatiser quelques têtes, pour mettre à fin le mouvement qui jusqu'ici a manqué, et dont le résultat serait la dissolution de la Convention. »

Guadet remonte ensuite à la source du mal; elle est, dit-il, dans l'existence des autorités de Paris; autorités avides, à la fois, d'argent et de domination. Il propose à la Convention les trois mesures suivantes :

1°. Les autorités de Paris sont cassées; la municipalité sera provisoirement, et dans les 24 heures, remplacée par les présidens des sections.

2°. Les suppléans de l'Assemblée se réuniront à Bourges dans le plus court délai, sans cependant qu'ils puissent entrer en fonctions, si ce n'est sur la nouvelle certaine de la dissolution de la Convention.

3°. Ce décret sera porté par un courier extraordinaire dans les départemens.

Enfin, Barrère prend la parole : Outre les faits déjà cités, il en avance d'autres qui prouvent que véritablement il y a eu un complot de formé contre la Convention. Vous m'avez, dit-il, en terminant, mis à portée de savoir comment agissaient les autorités constituées de Paris.

J'ai vu un département faible et pusillanime, des sections se régissant comme de petites municipalités; un conseil général de la commune, dans lequel se trouve un homme nommé Charmet, dont je ne connais pas le civisme, mais qui autrefois était moine; et il serait à désirer de ne voir jamais, à la tête des administrations, de moines et de ci-devant nobles; j'ai vu une commune exagérant ou commuant les lois à sa fantaisie; je l'ai vu organisant une armée révolutionnaire. Je crois que sur cet objet vous devez charger votre comité de salut public de vous faire incessamment un rapport.

Il est une autre mesure, c'est de créer une commission de douze membres, dans laquelle les ministres de l'intérieur et des affaires étrangeres, et le comité de sûreté générale seront entendus, et où l'on prendra les mesures nécessaires pour la tranquillité publique.

La discussion est fermée, et l'établissement de la Commission demandée par Barrere est décrétée.

Barrere annonce ensuite à la Convention, que Custines a accepté le commandement de l'armée du Nord, et que le général Kellermann, mandé à Paris pour rendre compte de sa conduite, est sorti pur de l'examen qu'en a fait le comité de salut public; en conséquence, il propose, et l'Assemblée décrete que Kellermann n'a pas démérité de la patrie. Il prévient en outre l'Assemblée, qu'une maladie survenue à Biron l'em-

Digitized by Google

pêchant de prendre le commandement de l'armée destinée à combattre les rebelles de la Vendée, Kellermann s'en est chargé jusqu'à son rétablissement.

Séance du dimanche, 19 *mai*.

Un membre du comité de législation a fait un rapport relatif à la pétition des citoyennes de la ville d'Orléans qui sont venues demander l'élargissement de leurs époux arrêtés par ordre des commissaires de la Convention. Le rapporteur a proposé d'autoriser les commissaires, envoyés pour chercher les traces de la conspiration de Philippe d'Orléans, à prendre des renseignemens sur les personnes arrêtées, et à ordonner l'élargissement provisoire de ceux qui auraient été emprisonnés sur de simples notifications, et sans qu'il y ait eu contr'eux des mandats d'arrêt.

Laplanche et Collot d'Herbois s'opposaient vivement à cette demande; selon eux c'était élargir des aristocrates, des contre-révolutionnaires dont la ville d'Orléans était remplie. — Oui, disait Louvet du Loiret, comme les villes de Marseille, de Lyon et de Bordeaux. Vous savez qu'on est aristocrate et révolutionnaire, lorsqu'on demande que la Convention soit environnée du respect qui lui convient; on est aristocrate dès qu'on prêche l'amour de l'ordre et l'observance des lois; on est aristocrate, dès qu'on réclame la conservation des personnes et des propriétés. *Lehardi* disait qu'on a tant prostitué, tant dénaturé ces noms qu'ils sont devenus presque synonymes d'amis des lois et de l'ordre. On reprochait encore aux commissaires d'avoir mis sous leur protection des hommes dont le métier était de prêcher dans la ville le meurtre et le pillage, et d'avoir destitué et emprisonné, sans examen, des hommes dont la fortune et les emplois fesaient envie à quelques gens. Pourquoi, répliquait-il, voudriez vous que deux commissaires allassent défaire ce que nous avons fait? Votre intention est-elle d'envoyer aussi dans tous les départemens de nouveaux commissaires pour détruire l'ouvrage des premiers? — Oui, s'ils ont fait des injustices. Un corps s'avilit quand il laisse commettre le mal; il reprend sa dignité quand il le répare.

Après des agitations et quelques débats confus et tumultueux, l'Assemblée a adopté le projet du comité.

Ce décret était à peine rendu que des citoyens du département de l'Ain se présentent à la barre; ils dénoncent à la Convention les commissaires Amar et Merlino pour s'être permis de constituer arbitrairement, en état d'arrestation plus de 500 personnes qui gémissent dans les prisons, sans savoir quels sont leurs délits, leurs dénonciateurs, et quels seront leurs juges. Les citoyens de l'Ain respectaient la Convention, les lois y étaient observées, chacun payait sa contri-

Digitized by Google

bution, tout était dans l'ordre, lorsque les commissaires y sont arrivés et ont répandu autour d'eux la consternation.

Ici, c'est un sexagénaire qui est enfermé dans une nouvelle bastille; là, ce sont des laboureurs qu'on a arraché à la culture des terres; ailleurs, c'est une femme accusée d'avoir fait passer des secours à son fils émigré, et cette femme n'a jamais eu le bonheur d'être mere. Un domestique, porteur d'une lettre, est arrêté, sous prétexte que la lettre qu'il porte est suspecte. Ce citoyen, pere de quatre enfans, gémit dans les fers, tandis que celui qui avait écrit la lettre et celui à qui elle était adressée jouissent de la liberté. Deux citoyens acquittés depuis deux jours par le tribunal criminel, ont été arrêtés de nouveau. Un meunier a été arrêté pour avoir accordé l'eau de son moulin à une personne plutôt qu'à une autre,

« Quelque incroyables que paraissent ces faits, les pétitionnaires les établissent sur des pieces authentiques; ils demandent ensuite, 1°. que les détenus contre lesquels on n'articule aucun fait soient provisoirement élargis en donnant une caution; 2°. que la Convention détermine d'une maniere claire et précise ce qu'il faut entendre par *gens suspects*; 3°. qu'elle soumette à une responsabilité les commissaires de la Convention qui abuseraient du pouvoir qui leur est délégué.

Cette pétition a été renvoyée aux comités de sûreté générale, et de législation réunis.

Plusieurs corps de volontaires partant pour la Vendée ont défilé dans la salle et prêté le serment, au bruit des applaudissemens de l'Assemblée.

Séance du lundi 20 mai.

L'ordre du jour a appellé la discussion sur la taxe de guerre: le comité des finances, par l'organe de Nogaret, proposait d'exempter de la taxe tous les contribuables qui ont moins de 600 liv. de revenu presumé, d'après leur contribution mobiliaire; ceux qui auraient 1000 liv. de revenu au-dessus de cette premiere somme, c'est-à-dire, ceux qui auraient 1600 l. payeraient 50 liv., ceux qui auraient 2600 payeraient 110 l. etc.

Mallarmé a pris la parole. Ce n'est pas tout, a-t-il dit, de faire payer les riches; il faut leur garantir la protection de la loi. Il faut empêcher des autorités subalternes d'imposer arbitrairement les citoyens. Mallarmé a demandé, par motion d'ordre, que l'Assemblée décrétât en principe, que nulle taxe ne serait prélevée sur les citoyens que d'après une loi de la Convention. Cambon a renouvellé sa proposition de lever un emprunt forcé d'un milliard sur les seuls égoïstes et les indifférens. Lanjuinais en appuyant la motion de Cambon, pensait qu'il ne fallait point dire: « les riches, les aristocrates paye-

Digitized by Google

ront; les sans-culottes ne payeront point; » car il y a des sans-culottes plus riches, que les riches. Ce n'est pas ainsi, a dit Lanjuinais, que les lois se font. Non, ce n'est pas en établissant sans cesse des distinctions odieuses entre les citoyens. Il n'y a qu'un peuple. Je demande que le principe de l'emprunt forcé soit décrété, et que le mode soit renvoyé au comité des finances.

Cependant la proposition de Cambon est appuyée par Thuriot et par Marat. Barbaroux demande à présenter des moyens de lever la même somme sans emprunt forcé. (Huées violentes des tribunes.) Barbaroux est obligé de renoncer à la parole, quoiqu'un décret la lui eût accordée. Une longue agitation regne dans l'Assemblée. Plusieurs membres demandent que la séance soit levée, et que le procès-verbal constate le défaut de liberté de l'Assemblée. D'autres proposent de mander le maire de Paris et le commandant de la garde nationale à la barre, pour les rendre personnellement responsables de l'exécution des lois relatives à la police des tribunes.

Une députation de la section des Champs-Elisées a suspendu pour quelques instans ce désordre. Elle a présenté son contingent pour l'expédition de la Vendée, et a conjuré les représentans du peuple de s'occuper d'une constitution républicaine, qui substitue l'empire des lois à celui de l'anarchie. Elle s'est plaint ensuite de ce que plusieurs officiers municipaux se sont illicitement perpétués dans la commune de Paris, qui, a-t-elle dit, est composée de quatre municipalités consécutives.

La discussion ou pour mieux dire le tumulte a recommencé. Vergniaux veut parler. A chaque phrase il est interrompu par des huées, des cris, des injures. Enfin Barrere se fait entendre. Il pense que la mesure de l'emprunt est juste. Il veut qu'il soit fait un réglement sévere pour les membres de la Convention qui troubleraient ses délibérations. Quant aux tribunes, il propose d'établir quatre censeurs dans chacune d'elles, pour imposer silence aux perturbateurs, et faire évacuer, sur la réquisition du président, les tribunes qui persisteraient à jetter le trouble dans l'Assemblée.

La Convention a renvoyé ces propositions au comité de législation pour en faire le rapport incessamment.

On est revenu à la discussion sur la taxe de guerre, et après quelques débats, il a été décrété qu'il y aura un emprunt forcé d'un millard sur les citoyens riches. Les reconnaissances seront admises en paiement des mains des émigrés. Le comité des finances présentera incessamment le mode d'exécution.

Digitized by Google

PARIS, 23 *mai* 1793.

La République entiere gémit des divisions qui regnent depuis trop long-tems dans l'Assemblée des représentans du peuple. Il n'est aucun patriote qui n'en porte douloureusement le deuil dans le cœur. Il n'est pas besoin de consulter quelques adresses, qui ne sont pas toujours exemptes de l'esprit de parti, pour connaître le vœu de la majorité des habitans de la France; ce vœu est dans leur propre intérêt. Quelques individus peuvent trouver leur profit à prolonger le trouble et l'anarchie; mais la masse de la nation ne peut trouver le sien que dans l'établissement d'une constitution et d'un gouvernement ferme et stable, dans le triomphe de la liberté, le regne des lois et le retour de l'ordre et de la tranquillité. Voilà ce que tout le monde desire, et j'oserais presque assurer que dans le nombre de ceux qui témoignent le plus de mécontentement contre le nouvel ordre de choses, il en est peu qui en derniere analyse, ne préférassent la République qu'ils n'aiment pas, à un état de désordre et de convulsion qu'ils doivent encore moins aimer, parce qu'il finirait par les plonger dans l'abîme. Comment se fait-il donc que ce que la majorité de la nation veut, il soit aussi difficile de s'entendre pour l'effectuer? Il me semble qu'on n'a pas assez recherché les causes de cette étrange contradiction, ni les moyens de la faire cesser.

Il me paraît qu'on peut considérer la nation comme divisée en deux parties; l'une, et c'est la grande majorité, qui veut la liberté et une constitution républicaine; l'autre, qui veut le rétablissement de l'ancien régime ou toute autre forme de gouvernement; car pour ceux mêmes qu'on appelle *anarchistes*, il est inconcevable qu'il puisse entrer dans l'idée d'un être pensant, de faire de l'*anarchie* un mode d'organisation sociale. Il n'y a donc point de *désorganisateurs* proprement dits; mais il peut y avoir des personnes pour qui la désorganisation soit un moyen d'arriver à un autre but.

S'il n'y avait parmi les patriotes qu'un simple dissentiment d'opinion sur les principes politiques, quelque grand que fut ce dissentiment, il n'irait pas jusqu'à compromettre le salut de la République; car quel est le citoyen qui, aimant son pays, voudrait le sacrifier au vain succès de l'amour propre, ou même à ce qu'il croirait être la vérité? Les principales bases de la liberté et de la constitution sont posées dans la *déclaration des droits*, qui a été adoptée presque sans contradiction. L'unité et l'indivisibilité de la République est reconnue; la haine de la royauté et de la tyrannie est dans le cœur de la majorité des Français bien plus encore que dans les décrets qui les prescrivent. Et cepen-

Digitized by Google

dant l'opposition la plus ouverte et la plus désordonnée regne parmi les membres de la Convention ; chaque parti se traite en ennemi et en conspirateur ; hors de la Convention, les mêmes défiances, les mêmes soupçons, les mêmes haines éclatent parmi les patriotes. Un tel état de choses ne saurait être l'effet naturel des passions, quelque terrible que soit leur jeu, s'il n'y avait, hors des mouvemens du patriotisme, un foyer de discorde que des mains ennemies alimentent et attisent sans cesse.

Ce foyer, où est-il ? on ne saurait trop le répéter, il est à Londres, à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Coblentz ; ce sont tous les despotes coalisés qui nous font, par leurs émissaires, une guerre intestine mille fois plus cruelle que la guerre ouverte qu'ils nous ont déclarée. Ils ont dit : la nation Française serait invincible si elle était unie, il faut la diviser ; la Convention nationale serait toute puissante si elle n'avait qu'une seule volonté, il faut y créer deux partis ; elle serait active, il faut la paralyser ; elle aurait la confiance publique, il faut l'avilir ; l'indépendance des opinions y assurerait le triomphe de la liberté, il faut l'influencer ; si elle donnait jamais une Constitution à la République, ses moyens de prospérité seraient incalculables, il faut empêcher que la Constitution s'établisse. Mais pour opérer toutes ces choses, que faut-il ? attaquer la révolution par la révolution elle-même. Le peuple doit aimer passionnément la liberté et l'égalité, il faut en porter le sentiment jusqu'à l'exagération ; pour dégouter de la révolution, on la rendra odieuse par des meurtres, des pillages et des excès de tous genres ; les amis de l'ordre et de la justice s'en indigneront, on les traitera d'*aristocrates*, de *royalistes*, de *contre-révolutionnaires*, et comme les aristocrates réels affectent d'être sur ce point d'accord avec les patriotes, il sera facile d'envelopper ceux-ci sous la même dénomination, et ce sera le coup le plus terrible qu'on portera au patriotisme que de le confondre avec l'aristocratie. Les journaux pourraient éclairer l'opinion, on cherchera à les supprimer ; enfin on entretiendra le peuple dans un état continuel d'insurrection, et les mesures les plus éversives de la liberté et de l'ordre social seront justifiées par ce seul mot, ce sont des moyens révolutionnaires, et quand le désordre aura été porté à son comble, on tentera de dissoudre la Convention, et l'on proscrira les patriotes qu'on n'aura pu ni égarer ni corrompre.

Tel est le plan qu'il était de l'intérêt des puissances coalisées de former. Oserait-on dire qu'elles n'aient pas travaillé sans cesse à l'exécuter ? Les moyens n'en étaient pas difficiles : il suffisait de quelques chefs habiles, de quelques milliers de brigands soudoyés, et l'on savait que les passions feraient le reste. Dans les départemens on a fait agir le fanatisme ; à Paris, c'est l'hypocrisie et l'exagération de la liberté. Sans cela com-

Digitized by Google

ment expliquer ce système permanent de troubler et d'avilir la Convention? Comment les tribunes seraient-elle constamment remplies des mêmes individus, et d'individus dont les livrées de l'indigence n'annoncent pas des moyens indépendants de subsister? Comment ces individus applaudiraient-ils à des signaux convenus, ou couvriraient-ils de huées, de menaces, de vociférations, les députés qui veulent maintenir l'indépendance de la Convention? Comment serait-on parvenu à rendre les femmes les instrumens les plus terribles de cette conjuration? Comment se ferait-il que la minorité voulût faire la loi à la majorité? Comment des aristocrates bien connus pour tels au commencement de la révolution, se seraient-ils transformés tout-à-coup en *sans-culottes* les plus outrés? Comment tant d'intrigans et de gens si peu connus, se seraient-ils introduits dans les clubs, dans les sociétés populaires, dans les sections, pour les dominer et y exercer un despotisme oppresseur, sous le masque du patriotisme le plus défiguré? Comment y aurait-il autant de conciliabules de sang, où l'on délibere froidement sur les moyens d'égorger tels ou tels députés? Comment la proscription tomberait-elle aujourd'hui sur les patriotes les plus anciens, les plus integres, les plus courageux, sur ceux qui ont renversé la noblesse, le clergé et le trône de la tyrannie, et qui doivent être le plus en horreur aux aristocrates et aux rois? Comment a-t-on choisi constamment les momens de crise ou de revers pour proposer comme moyens révolutionnaires des mesures qui n'étaient propres, au contraire, qu'à opérer la contre-révolution.

Pourquoi montre-t-on tant de haine contre tous ceux qui osent parler d'obéissance à la loi, de respect pour la sûreté des personnes et des propriétés, et de confiance dans la Convention? pourquoi traite-t-on de contre-révolutionnaires les départemens qui s'efforcent de faire prévaloir ces principes, qui seuls peuvent assurer la liberté? Pourquoi, après avoir épuisé contre les patriotes les dénominations les plus odieuses, en a-t-on inventé de nouvelles, telle, par exemple, que celle de la *faction des hommes d'état*, dénonciation absurde et insignifiante, mais qui peut agir d'autant plus sur la multitude qu'elle en connaît le moins le véritable sens? Pourquoi ceux qui se sont fait un système de calomnie et d'oppression n'ont-ils jamais posé une seule pierre à l'édifice de la constitution, ni annoncé les principes et la forme de gouvernement qu'ils veulent établir? Pourquoi les moyens qu'on emploie pour dissoudre la représentation nationale, coïncident-ils d'une maniere si efficace avec les mouvemens des rebelles et les projets de Cobourg, de Pitt, de Brunswick et de Frédéric-Guillaume?

On connaît toute l'activité des passions, on sait tout ce que peuvent l'esprit de parti, les haines personnelles et le combat des opinions sur des matieres qui touchent de si près

Digitized by Google

à la liberté ; mais en mettant en fermentation tous les élémens d'une grande révolution, on n'en obtiendrait pas les résultats dont nous sommes témoins s'il n'y avait pas une cause motrice étrangere qui les aigrit et les empoisonne. J'insiste d'autant plus sur l'indication de cette cause dont l'existence me paraît démontrée, qu'il est une infinité de bons citoyens qui sont dupes de la chaleur et de la pureté de leur patriotisme, et qui croient servir la liberté quand ils ne servent que ses plus dangereux ennemis. Quand il s'agit des principes, tout le monde est presq e d'accord, parce que les principes sont évidens en eux-mêmes ; mais quand il s'agit des personnes et des choses, c'est alors que les chocs se font sentir avec violence. Tel est l'art perfide de nos ennemis ; ils ont divisé les personnes, parce qu'ils savent que les principes ne peuvent s'établir que par les personnes.

Que doit donc faire la Convention ? redoubler de force et de courage, assurer la liberté et l'indépendance absolue de ses délibérations, maintenir avec fermeté les décrets de la majorité, et n'opposer à la minorité que la force d'une auguste et paisible inertie ; bannir les mouvemens impétueux de la passion et de la haine ; obliger tous les dénonciateurs à signer et à prouver leur dénonciation, et décréter, qu'elle regarde comme ennemi du bien public et de la liberté, quiconque troublera l'assemblée, et se livrera à des personnalités ; contenir les autorités constituées dans les bornes de leurs fonctions, éclairer, surveiller et poursuivre sans relâche les conspirations qui se trament contre elle, faire des proclamations fraternelles et instructives ; étudier davantage et rechercher la véritable opinion, s'environner de la confiance des sections de Paris, ne dévier jamais des véritables principes, se garantir de ces demi-mesure, de ces moyens termes, de ces opinions amphibies, qui nuisent plus à l'avancement de la chose publique que les motions les plus insensées, donner enfin à la France une Constitution qui règle les ressorts du gouvernement, et une instruction publique qui la fasse aimer et éclaire les citoyens sur leurs devoirs.

La Convention n'a pas assez présumé de ses forces ; elle a agi avec trop de défiance et de mollesse, elle a trop oublié qu'il faut être juste en gouvernant, mais qu'il faut gouverner avec fermeté ; elle a jugé Paris par quelques brigands qui l'infestent et le déshonorent ; elle n'a pas assez parlé à ses véritables habitans. C'est à eux, c'est à ses sections qu'elle doit exposer les dangers et les complots qui la menacent, c'est dans leur zele et dans leur patriotisme qu'elle doit se confier. Il entrait dans le plan de nos ennemis de diviser Paris des Départemens ; mais les sections sont bonnes ; leurs fautes même ne tiennent qu'à un excès de défiance que donne l'amour de la liberté ; quelques-unes peuvent être trompées,

Digitized by Google

mais elles ne sont point malveillantes. Il n'en est aucune qui ne soit pénétrée de la nécessité de faire respecter la représentation nationale.

Elles le prouvent bien dans ce moment de crise où l'on voulait conspirer contre plusieurs membres de la Convention. Des commissaires des comités révolutionnaires de toutes les sections avaient été convoqués à la mairie; plusieurs s'y sont rendus; on a délibéré sur les moyens de mettre en arrestation les 22 membres de la Convention que l'on voulait proscrire; on a appelé le maire dans un de ces conventicules; il a frémi des projets criminels que l'on avait conçus, et a refusé d'y tremper; plusieurs membres des comités révolutionnaires sont allés eux-mêmes dénoncer ces complots. La masse des habitans de Paris veut la liberté, mais elle ne veut pas le crime, et si les brigands osaient faire des tentatives, elle ne balancera pas à se montrer.

Le citoyen Boulanger, commandant du bataillon des Halles, ayant été nommé provisoirement par le conseil de la commune pour remplacer le commandant-général Santerre, plusieurs sections ont réclamé le droit qu'elles avaient de le choisir; le citoyen Boulanger a donné sa démission, et les sections sont convoquées pour nommer un commandant-général. Le chef de légion exercera par *interim*.

Plusieurs bataillons sont partis aujourd'hui de Paris pour aller combattre les rebelles de la Vendée.

Dans la séance de mardi, on a fait lecture de la liste des membres qui composent la commission des douze, destinée à rechercher les complots qui se trament contre la Convention, soit à Paris, soit dans toute la République : ce sont, Boyer-Fonfrède, Rabaut-Saint-Etienne, Kervelegan, Saint-Martin (de Valogne), Vigier, Gomer, Bertrand (de l'Orne), Boileau, Mollevaut, Henri Lariviere, Bergoen et Gardien. — On lit le procès-verbal des déclarations de Miaczinsk. Il paraît qu'il accuse Lacroix de lui avoir proposé le pillage, en se réservant la moitié du butin, et d'être complice d'une fabrication de faux assignats; Lacroix s'est pleinement justifié. Nous reviendrons sur les détails de ce procès-verbal.

On reçoit les nouvelles suivantes d'un avantage contre les rebelles.

Lettre du général de brigade Chalbos au ministre de la guerre.

Fontenay-le-Peuple, le 16 mai 1793, l'an deuxième de la République une et indivisible.

« Citoyen ministre, la victoire la plus complette vient de couronner les armes de la liberté dans les plaines de Fonte-

Digitized by Google

nay-le-Peuple, et ce dernier succès porte une blessure profonde au monstre qui déchirait, qui dévorait cette partie de la République.

„ J'ai été averti à midi, que l'armée des révoltés descendait des côtes qui terminent la plaine à une demi-lieue sur la route de Châteigneraye. Le général de brigade Beaufranchel, Dayal, commandant l'armée de la Vendée, étant partis à 7 heures avec le représentant du peuple Augnis, pour Luçon, où les affaires de la République les avaient appelés, j'ai fait sortir mon armée; je l'ai disposée de manière à couvrir la ville contre les diverses attaques que je présentais; j'ai mis toute mon infanterie du centre aux ordres de l'adjudant-général Sandot.

„ L'infanterie composant mon aile droite, étant commandée par le citoyen Dufour, capitaine au 84e. régiment, je me suis porté à la tête de ma cavalerie; la horde de brigands se répandait dans la plaine, protégée par son artillerie nombreuse et bien servie. J'ai voulu la charger en flanc, ce mouvement ne m'a pas réussi. J'ai laissé deux escadrons aux ordres du chef de brigade et de l'état-major de l'armée, Nouvion, pour le tenter de nouveau, et gagnant avec le reste de ma cavalerie les derrieres de leur colonne, nous avons attaqué l'ennemi sur ces deux points, avec une impétuosité, telle que près de 400 des leurs sont restés sur le champ de bataille. Nouvion a eu son cheval tué sous lui dans la plus grande chaleur de l'action, que son courage ferme et éclairé n'a pas peu contribué à décider, et Constantin Fauchet, l'un de mes adjoints, qui chargeait avec lui, enveloppé par ces brigands, a reçu un coup de poignard dans la cuisse, et a eu son cheval frappé à la tête d'un coup de bayonnette.

„ Le désordre que je venais de jetter dans la tourbe des brigands, m'a donné l'idée de me porter ventre à terre, sur partie de leur artillerie, dont je me suis emparé à la pointe du sabre. L'infanterie m'a bien secondé dans tous ses mouvemens, et elle a chargé avec un ordre et une impétuosité admirable.

„ J'ai poursuivi ces scélérats jusqu'à Baniar, distante de 5000 toises du champ de bataille, où ils ont laissé 16 pieces de canon, leurs caissons, et un très-grand nombre de charriots chargés de munitions de guerre en tout genre, de vin, d'eau-de-vie, de viandes, de tentes, de toiles, etc.

„ Cette affaire nous a coûté dix hommes, et plusieurs blessés; les ennemis en ont perdu près de six cents, tant sur le champ de bataille que dans leur déroute. „

Signé, le général de brigades, CHALBOS.

Nota. J'ai fait environ 80 prisonniers.

Digitized by Google

Dans la séance du mercredi, on lit une lettre de Custines, datée de Weissembourg, le 18 mai, communiquée à la Convention par le ministre de la guerre : elle annonce les plus heureux succès. Il résulte de cette lettre très-longue que ce général qui avoit projeté de livrer une bataille complette aux ennemis, dans les premiers jours de juin, a cru devoir accélérer cette opération, vu l'acceptation de commandant en chef des armées du Nord et des Ardennes. Le 9, il a attaqué les Autrichiens sur plusieurs points, dans une étendue de cinq lieues de terrein : le but de cette expédition était de de leur enlever un corps de 7 à 8000 hommes. Par-tout l'ennemi a été repoussé ; les troupes de la République se sont emparées de tous leurs avant-postes.

Cette journée, qui devait être une des plus glorieuses pour l'armée française, a été peu fructueuse par le désordre qui s'est manifesté dans quelques bataillons ; et sur-tout dans le troisieme du Doubs, dont le colonel qui avait crié, *sauve qui peu, nous sommes perdus !* s'est tué au moment où l'on se saisissait de lui. Notre perte se borne à 120 hommes, presque tous de cavalerie ; celle de l'ennemi est très-considérable.

Custines annonce ensuite qu'il y a eu, le 6 de ce mois, une action fort vive, près Mayence ; les déserteurs qui lui sont venus, ont assuré avoir vu des monceaux de cadavres : ils ont porté le nombre des morts Autrichiens et Hessois à 12 mille. Tous les rapports s'accordent sur ce point.

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Le 16 mai. François Miranda, âgé de 40 ans, natif du Pérou, général de division des armées de la République, a été déchargé hier d'accusation par le tribunal criminel révolutionnaire, sur la déclaration unanime du juri, portant qu'il n'était pas constant que ce général eût trahi les intérêts de la République lors du bombardement de Maestrich, de l'évacuation de la ville de Liége, et de la bataille de Nerwinden, où il commandait l'aile gauche de l'armée française.

Le bruit s'était répandu que Miaczinski avait chargé Miranda dans sa déclaration aux commissaires, et qu'il avait été arrêté de nouveau. Ce bruit a été formellement démenti.

Le 18. Joseph Miaczinski, âgé de 42 ans, natif de Pologne, général de brigade au service de la République Française, a été condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, sur la

Digitized by Google

déclaration unanime du jury, portant qu'il était constant, 1°. que le 1er. avril 1793, le général Dumourier lui écrivit à Orchies, des bains de Saint Amand, une lettre par laquelle il lui mandait, entre autres choses, qu'il avait fait arrêter les quatre commissaires de la Convention nationale et le ministre de la guerre; et par laquelle il lui ordonnait „ de se mettre „ en marche à la pointe du jour, de marcher sur Lille, d'y „ entrer avec une partie de ses troupes, d'aller trouver Duval, „ de lui montrer sa lettre, de lui annoncer qu'il fallait arrêter „ les commissaires de la Convention s'ils n'étaient point „ partis, et les conduire à Orchies, de s'emparer du trésor, „ etc., „ et finissant par ces mots : « Je vous embrasse, mon „ cher Miaczynski, je compte sur vous et sur vos troupes „ pour le salut de la France. „

2°. Que le 2 avril du même mois, Miaczynski, en répondant à la lettre de Dumourier, lui avait écrit qu'il n'avait reçu sa lettre qu'à huit heures du matin, quoiqu'il dût la recevoir la nuit; qu'il l'embrassait et l'aimait plus, s'il le pouvait, pour le parti vigoureux qu'il avait pris, qu'il répondait de ses troupes, qu'il s'était mis en marche à neuf heures pour Lille, et qu'il exécuterait ses ordres ou qu'il périrait.

3°. Que Miaczinski avait exécuté l'ordre de Dumourier en se portant vers Lille avec sa division, et avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

Le sursis accordé par la Convention ayant été levé, Miaczinki a subi son jugement le 22 de ce mois.

Digitized by Google

(N°. 96. [illegible] 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 1er. JUIN, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Chanson.

L'AMANT que j'adore,
Prêt à me quitter,
D'un instant encore
Voulait profiter.
Félicité vaine
Qu'on ne peut saisir,
Trop près de la peine
Pour être un plaisir !

CHARADE.

DANS les jardins l'on trouve mon premier.
Dans les jardins l'on trouve mon dernier.
Dans les jardins l'on trouve mon entier.

ÉNIGME.

ON peut en plaisantant m'appeller une ville,
Jouons donc sur ce mot, puisque plus de cent mille,
Hommes, femmes, garçons, filles, vieillards, enfans,
Dans l'espace d'un an se font mes habitans.
Chez moi, bravoure ni noblesse
Ne donnent point la primauté,
Et le premier venu la prend d'autorité.
Hors de mes murs, et par prudence,
Mon gouverneur tient sa séance,
Et soumis à tous nos bourgeois,
Aux bêtes seulement il peut donner des lois ;
Bêtes qu'on met dehors pour être plus utiles.
Hommes en mouvement et pourtant immobiles,

Digitized by Google

Changent de lieu, mais sans bouger,
Ne demandent qu'à déloger,
Et sortant la nuit par cohortes
Ils vont dormir hors de mes portes,
Et viennent le jour plusieurs fois
Se mettre à couvert sous mes toits.

LOGOGRIPHE.

Je ne suis pas facile à définir.
Si je dis trop, plus de mystere;
Trop peu dire, autant vaut se taire.
Disons assez sans nous trahir.
D'une ignorante ai-je la mine?
C'est moi par qui tout se combine,
Qui suis l'ame de l'univers:
J'en caractérise l'essence,
Élémens, mouvemens, substance.
Sans moi tout irait de travers.
Suis moi, tu connaîtras, j'espere,
Une province, une couleur;
Un confident cher au malheur;
Certain fluide élémentaire;
La ville des Césars, une étoffe, un métal;
Un humble et rétif animal;
Ce qui prévient, sur-tout dans une femme;
Ce que gouverne un batelier sur l'eau;
Un instrument qui conduit au tombeau;
Et puis deux notes de la gamme;
La riviere qui chaque jour
Baigne des Champenois le paisible séjour;
L'élément auquel on confie,
En dépit des dangers, sa fortune et sa vie.
C'en est assez, je ne finirais pas
Si j'étalais ce que j'ai de science.
Trop, ni trop peu: la sublime sentence!
Lecteur, j'en ai toujours fait cas.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 95.

Le mot de la Charade est *Charpie;* celui de l'Enigme est *les sept notes de la gamme;* celui du Logogriphe est *Desir*, dans lequel on trouve *rides*, *sire*, *ris* (les ris), *dé*, *ides* (les ides romaines) *dés* (le jeu des dés) *ire*, *sire*, *ré*, *ris* (légume).

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Virginie, Tragédie en cinq actes et en vers, représentée pour la premiere fois sur le théâtre du fauxbourg Saint-Germain, le 11 juillet 1786, et reprise sur le théâtre de la République le 9 mai 1792. Par le citoyen Laharpe, de l'Académie Française. Prix, 30 sols. A Paris, chez Girod et Tcissier, rue de la Harpe, près la rue des Deux-Portes.

CELUI de nos coopérateurs qui est chargé de la partie des spectacles, ayant donné une analyse très-détaillée de cette piece, lorsqu'elle reparut l'année derniere sur le théâtre de la rue de Richelieu, où l'on va la reprendre de nouveau, et l'auteur ne se croyant pas permis de juger en aucune maniere son propre ouvrage; il n'en parle ici que pour le considérer sous le rapport qui l'intéresse le plus lui-même, sous celui du patriotisme républicain et de l'esprit public, qu'il est si important d'éclairer et d'échauffer dans les représentations théatrales. C'est dans cette vue que, lors de la derniere reprise, il avait fortifié et approfondi une scene du 3e. acte, qui avait déja produit un grand effet dans la nouveauté, celle où Icilius, résolu de pousser à bout le décemvir Appius, lui arrache le masque dont il couvrait son crime: pour donner à cette scene capitale un nouveau développement qui n'en rallentît pas la marche, il fallait qu'Icilius se proposât à-la-fois et de dévoiler les infâmes complots du décemvir, et de détruire les prétextes spécieux dont il autorisait sa tyrannie, et qui ont été dans tous les tems ceux du pouvoir arbitraire. C'est ce double projet qu'annonce Icilius dans le monologue qui ouvre le 3e. acte; rien d'ailleurs n'entre plus naturellement dans ses vues que de faire entendre au tyran la vérité toujours terrible, dans un pays où la liberté est connue, comme elle l'était à Rome sous l'oppression passagere du décemvirat.

Peut-être qu'aux Romains, trop lents à s'émouvoir,
Ce jour va révéler leurs droits et leur devoir,
Au décemvir sa honte et son ignominie:
Il nous croit subjugués par son puissant génie;
Législateur superbe, il pense qu'aujourd'hui
Le respect pour ses lois s'étendra jusqu'à lui.
Qu'il apprenne de moi la vérité sévere,
Et ce que Rome pense et ce qu'elle peut faire,

Digitized by Google

Je puis périr sans doute en osant le braver ;
Mais c'est en risquant tout que l'on peut tout sauver.
Nature, hymen, amour, ô droits sacrés de l'homme !
O sainte Liberté, divinité de Rome !
Vous remplissez ce cœur, incapable d'effroi,
Et je sens qu'Appius peut trembler devant moi.

L'auteur devait donc à son sujet l'avantage précieux de faire plaider contradictoirement la cause de la liberté et de la tyrannie, entre le magistrat d'un peuple libre et un décemvir oppresseur, qui abusait de sa dignité pour s'arroger un pouvoir illégal ; ensorte que cette scene n'est rien moins qu'une de ces déclamations oiseuses et parasites, qu'il est aujourd'hui si commun et si facile de faire venir de loin, n'importe comment ; mais une véritable scene d'action, un combat violent qui est le sujet de la piece, et qui finit par faire jetter Icilius dans les fers. L'auteur s'est porté d'autant plus volontiers à y mettre toute l'énergie dont il était capable, que les raisonnemens d'Appius sont précisément les mêmes que ceux des aristocrates qui ne connaissent que le despotisme pour remede à l'anarchie, et que les réponses péremptoires d'Icilius sont celles des patriotes éclairés. Mais quoique cette scene ait toûjours été applaudie avec une sorte de transport, il attribue ces applaudissemens si vifs et si multipliés bien moins au mérite de l'exécution qu'à l'esprit public qui se retrouvait dans le dessein de la scene : c'est le patriotisme des spectateurs qui répondait à celui du poëte, et ce qui peut tourner au profit du civisme le dédommage bien de ce qu'il peut perdre du côté de l'amour-propre.

La scene dont il est question est donc la seule partie de cette piece que l'on croye devoir mettre ici sous les yeux du lecteur.

APPIUS.

Eh bien ! de mon pouvoir quand je suspends l'usage,
Qu'est-ce qu'Icilius peut encore espérer ?
Quelle grace nouvelle ose-t-il implorer ?

ICILIUS.

Une grace ! ce mot est fait pour le coupable,
Et non pour un Romain à vos yeux respectable,
Un magistrat chéri de ses concitoyens,
Qui sut venger leurs droits et soutiendra les siens.

APPIUS.

Je vois qu'Icilius que le joug importune,
Croit encore tonner du haut de sa tribune ;

Digitized by Google

Qu'il voudrait être encor ce tribun factieux,
De la division moteur séditieux,
Puissant par la discorde et grand par l'anarchie,
Dont, graces à nos lois, Rome s'est affranchie;
Qu'il voit d'un œil jaloux le bien qu'il n'a pas fait;
Mais Rome, malgré lui, nous doit ce grand bienfait
De l'ordre rétabli, de l'union publique.....

ICILIUS.

Laissez de ces grands noms le faste chimérique,
Ici bien vainement à toute heure étalé :
Les mots ne sont plus rien, quand les faits ont parlé.
Et qu'est-ce donc enfin que les lois les plus belles,
Si le législateur se met au-dessus d'elles !
O fruit de vos travaux bien précieux, bien doux ?
Pour nous l'obéissance, et l'empire pour vous.
Croyez-vous de ses droits Rome si mal instruite,
Et dans tous les esprits la vérité détruite ?
Croit-on l'anéantir en étouffant sa voix?
Non, elle parle encore et crie au nom des lois.
Elles ne seront pas vainement invoquées :
Pour vous comme pour nous les limites marquées
Sont le rempart sacré, sont l'écueil éternel,
Où viendra se briser tout pouvoir criminel.
Aveugles décemvirs ! que votre ame est trompée !
Quelle place en nos cœurs vous auriez occupée,
Si, lorsque votre ouvrage à son terme est venu,
Contents de cet honneur par vos soins obtenu,
Contents d'avoir assis sur un juste équilibre,
Les pouvoirs partagés, ressorts d'un Etat libre,
Vous eussiez, déposant la pompe des faisceaux,
Descendu noblement au rang de vos égaux,
Sans prétendre de nous un plus digne salaire
Que d'obéir aux lois que vous veniez de faire !
Qu'alors vous étiez chers à vos concitoyens !
Que vous deveniez grands à leurs yeux comme aux miens !
Combien votre mémoire eût été révérée !
Mais ces touchans attraits d'une gloire épuisée,
Au despotique orgueil sont trop indifférens;
Ce sont-là des plaisirs inconnus aux tyrans.

Digitized by Google

APPIUS.

Quoi ! nous aurions compté sur la reconnaissance
D'un peuple que toujours trompa son inconstance ;
Qui chérit ses flatteurs et qui hait son appui,
Qu'enfin l'on est forcé de servir malgré lui ?
Les salutaires lois que nous avons dictées
Ne pouvaient que par nous être bien cimentées.
Quand il en sera tems, nous saurons renoncer
A cette autorité qu'il nous faut exercer.
Ses effets jusqu'ici n'ont rien dont je rougisse ;
Par-tout regne le calme, et la paix protectrice
Pour la premiere fois habite en nos remparts ;
Rome enfin a cessé de voir le Champ de Mars,
De la sédition tumultueux théâtre
Etaler des partis la lutte opiniâtre.
Il fallait terminer ces débats odieux.

ICILIUS.

Des oppresseurs adroits langage insidieux,
Qui ne séduit que trop la faiblesse indolente !
La liberté sans doute est souvent turbulente :
C'est en la défendant qu'on peut la maintenir.
Un sujet a tout fait quand il sait obéir ;
Il suffit d'être vil pour savoir être esclave ;
Le citoyen doit être et vigilant et brave.
Tout s'achete en un mot, et le plus précieux,
Le plus cher des présens que nous ont fait les dieux,
La liberté, toujours aux peuples enviée,
Pourrait de quelques soins paraître trop payée !
Il faudra des tyrans en croire les discours !
Qui ne les connaît pas ? ils appellent toujours
Du nom d'ordre et de paix l'autorité sans borne,
Le dévouement muet, la servitude morne,
Et décorent ainsi des titres les plus beaux
Le silence des morts et la paix des tombeaux.
Cette paix cependant peut les tromper eux-mêmes :
Tranquilles, et du haut de leurs grandeurs suprêmes,
Croyant éterniser un stupide sommeil,
Ils ne pressentent pas le moment du réveil,
Ce réveil, c'est la foudre,

Digitized by Google

APPIUS.

Et l'on croit sur nos têtes
Faire éclater bientôt ces soudaines tempêtes ?
J'entends : Icilius daigne au moins m'avertir
Des dangers dont ici l'on veut nous investir.
Il vient sur Appius essayer la menace.
J'ignore quel espoir peut fonder tant d'audace ;
Je lui dirai pourtant, pour prix de ses conseils,
Que nous ne redoutons ni lui ni ses pareils,
Qu'à respecter nos droits s'il ne peut se contraindre ;
Il en est un du moins que peut-être il doit craindre,
La force ; et contre lui justement exercé...

ICILIUS.

La force n'est un droit qu'aux yeux de l'insensé
Qui ne se souvient pas qu'en suivant sa maxime,
On peut du même droit le rendre la victime.
La force ! et qui t'a dit que tu l'aurais toujours ?
Que dis-je ! est-elle à toi ? compte tous les secours
Qui fondent un moment cette force empruntée :
C'est pour un autre emploi qu'elle te fut prêtée ;
Ce sont les bras d'autrui qui te font tout-puissant ;
Tu diriges d'un mot leur glaive obéissant ;
A leur devoir encore ils pensent satisfaire ;
Mais qu'ils ouvrent les yeux, qu'un moment les éclaire,
Et l'oppresseur si fier va voir au même instant
Sa solitude affreuse ou plutôt son néant.
Ce maître impérieux n'est plus qu'un vil coupable ;
Il invoquait la force, et la force l'accable ;
D'autant plus malheureux, quand son regne est passé,
Que sur son propre sort lui-même a prononcé
Que rien en sa faveur ne peut se faire entendre,
Et qu'à la pitié même il ne peut plus prétendre.
La vengeance publique insulte à son trépas,
Et mourant dans la fange, on ne le plaindra pas.
Voilà ce qu'est la force : apprends qu'il n'en est qu'une
A l'abri des revers : la volonté commune.
C'est elle qui peut tout sous le saint nom de loi,
Qui fait les magistrats, qui légitime un roi.

Digitized by Google

Son principe est sacré : c'est la justice même,
Qu'au fond de tous les cœurs grava l'être suprême.
Elle unit les mortels tous égaux à ses yeux :
L'erreur fit les tyrans, et la loi vient des cieux.

APPIUS.

J'ai voulu jusqu'ici me forcer à t'entendre,
Et voir enfin de toi ce que je dois attendre.
C'est assez, et ton cœur a parlé sans détour.
Je le croyais rempli des soins de son amour.
J'ai cru que le péril qui devant moi l'amene,
Pourrait seul. . .

ICILIUS.

Va, jamais dans une ame romaine,
De l'amour, de l'hymen le plus tendre lien
Ne peut faire oublier les droits du citoyen.
Tous ces nœuds réunis forment la même chaîne ;
Ils sont de mes devoirs la regle souveraine ;
Et je viens en leur nom confondre la noirceur
D'un traître, de ces droits criminel oppresseur,
Qui s'armant contre nous des traits de l'imposture,
Outrage impunément l'hymen et la nature.

APPIUS.

Un trop grand intérêt doit vous rendre suspect.
Un amant emporté, qui, même à mon aspect,
Veut contre Claudius et les lois qu'il réclame,
Faire éclater en vain...

ICILIUS.

Qui ? cet agent infâme,
Du plus lâche complot le plus lâche instrument,
Et trop indigne objet de mon ressentiment ?
Non, ce n'est pas à lui que mon courroux s'adresse ;
je l'apperçois à peine au sein de sa bassesse.
Mais je distingue ailleurs, dans un projet si noir,
Non moins de perfidie et bien plus de pouvoir.
Je sais tout, je vois tout : la main qui nous accable,
L'attentat que l'on ose est d'un plus grand coupable,

Digitized by Google

D'un ennemi puissant qui veut cacher ses coups;
Que je puis démasquer : un autre...

APPIUS.

Et qui donc ?

ICILIUS.

Vous,
Vous, qui conduisant seul cette trame impunie,
Du plus honteux amour brûlez pour Virginie.

APPIUS *troublé.*

Moi !

ICILIUS.

Vous-même, et ce front où se peint la terreur,
Où la confusion se mêle à la fureur;
Ce front qui vous accuse... et même ce silence,
Commandé par le trouble et par la conscience,
Tous ces aveux muets ont trop manifesté
Le crime qui rougit devant la vérité.

etc. etc.

ANNONCE.

Politique de tous les cabinets de l'Europe, pendant les regnes de Louis XV et de Louis XVI, contenant des pieces authentiques sur la correspondance secrette du comte de Broglie; un ouvrage dirigé par lui et exécuté par M. Favier; plusieurs mémoires du comte de Vergennes, ministre des affaires étrangeres; de M. Turgot, du cardinal de Rohan, etc. etc. Manuscrits trouvés dans le cabinet de Louis XVI : deux vol. *in*-8°. de 500 pages chacun environ. Prix, 10 liv. brochés et 11 liv. 10 sols francs de port pour les départemens.. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

Adele de Créci, drame en 4 actes, et en vers, doit le succès médiocre qu'il obtient à quelque intérêt qui regne dans la pièce, et aux talens des acteurs qui la jouent.

Cet ouvrage est bâti sur un échafaudage romanesque.

Digitized by Google

Un marquis de Crécy, aîné de famille, a épousé, malgré son pere, une demoiselle Dangeste. Son jeune frere, irrité des lois de sa province qui donnent tout aux aînés, et, voulant en corriger l'injustice, profite de la circonstance : il excite l'indignation paternelle contre son frere, le fait déshériter et chasser de la maison. L'infortuné Crécy n'a plus de ressource, et part pour le siége de Candie, où il compte bien se faire tuer. Nesmond (c'est le nom du jeune homme) ne s'en tient pas là ; il fait courir le bruit de la mort de son frere, et fait aussi persuader à celui-ci que sa femme n'a pas survécu à leur séparation. Ainsi tous deux se croient veufs. Mais Adele a fait le serment de ne point former de nouveaux liens ; vainement le généreux et aimable duc d'Alaincourt lui offre sa main ; elle n'est occupée que de sa douleur et de l'éducation de son jeune fils. Elle fait présenter cet enfant au pere de son époux ; le vieillard ne peut résister à ses caresses et à la voix du sang ; il est prêt de pardonner. Le coupable Nesmond fait enlever l'enfant dans les bras même de sa mere ; celle-ci, désolée, s'adresse à d'Alaincourt, et lui promet sa main, s'il peut lui rendre son fils. Le duc atteint le ravisseur, est blessé dans le combat, mais rapporte l'enfant, et demande la récompense qui lui a été promise.

Tout d'un coup Crécy arrive de Candie ; il retrouve d'abord un vieux et fidele serviteur, et apprend de lui qu'Adele n'est pas morte ; il se livre à sa joie, qui bientôt se change en désespoir, quand on lui annonce qu'Adele se marie. Mais elle ne se marie pas ; un évanouissement la prend fort à propos à l'autel même, et suspend la cérémonie. Crécy se présente à elle, d'abord comme Ulysse ou Gustave, sous le nom d'un inconnu ; puis vient la reconnaissance ; puis le pardon du pere ; puis la générosité de d'Alaincourt, qui se console de perdre son amour, parce qu'il trouve deux amis ; enfin la mort de Nesmond qui, en essayant une nouvelle entreprise contre Adele et son fils, a été cette fois blessé mortellement. Il vient expier sur la scene, en blâmant les injustes lois qui l'ont conduit au crime.

On a fort applaudi ces deux vers, d'un sens très-vrai :

Ah ! les lois trop souvent nous font ce que nous sommes,
Et rendent vertueux, ou corrompent les hommes.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 15 mai 1793.

TROP occupée des affaires du dehors, auxquelles son ambition lui fait prendre une part que la nature lui interdisait, aussi bien que la justice, Catherine II ne fait rien pour le bonheur réel de la Russie. Cette souveraine, trop fameuse pour être vraiment célebre, déja rapprochée de l'enfance par son âge, et sur-tout par l'abus de ses facultés physiques et morales, a la manie puérile et ridicule, si elle n'était désastreuse, d'envahir plus de territoire qu'elle n'en peut gouverner: en un mot, elle accapare des états dont l'acquisition ne fait que redoubler en elle la soif de régner; et ce genre d'avarice est puni dès cette vie, comme les autres, par le besoin d'avoir ce qu'elle n'a pas, qui ôte tout son prix à ce qu'elle a. C'est donc ailleurs que chez elle, c'est-à-dire en Pologne par la violence et la rapine, en Suede, et sur-tout en Danemarck, par l'intrigue, qu'elle manifeste son existence politique. C'est là qu'il faut la voir et l'étudier.

L'ambassadeur de l'impératrice voulant sauver l'honneur, ou du moins les apparences, aux amis de la Russie qui craignent aussi bien que Stanislas Auguste, de signer les universaux pour la convocation des diétines, et dispenser là généralité de la confédération de les envoyer, a imaginé l'expédient de rétablir avant tout l'ancien conseil permanent, auquel, suivant la constitution garantie par l'impératrice, appartient le droit de les envoyer aux provinces, après avoir été signés par le roi; mais ce moyen encore a rencontré des obstacles. Le vice-maréchal Walewski, le petit général Rzewski, l'évêque Kosakowski, et la plupart des conseillers de la confédération de la couronne, n'ont point voulu devenir les instrumens du morcelement de leur patrie: ils se sont opposés autant au rétablissement du conseil permanent qu'à la convocation des diétines; ils ont même publié chacun un manifeste, où ils protestent tant contre le partage de la Pologne, que contre tout ce qui pourrait être entrepris de contraire à la liberté de la nation, ainsi qu'à l'intégrité des possessions de la République, invoquant expressément la déclaration, par laquelle ils croient que l'impératrice s'est solemnellement engagée, sous sa foi et parole de souveraine, à respecter elle-même et à maintenir contre tous l'indépendance et l'intégrité de la

Digitized by Google

Pologne. Cependant il n'est nullement apparent que ces efforts d'un petit nombre de grands, qui ont eux-mêmes mis leur patrie à la merci d'une puissance étrangere, produisent le moindre retardement dans les procédés du comte de Sievers, ou que leurs regrets tardifs leur valent rien, sinon la procédure criminelle déja entamée contre eux à raison de leur manifeste, la saisie de leurs biens et leur exil; du moins, l'on apprend de Grodno que MM. Walewski et Rzewki ont pris la fuite, et que le comte Stanislas-Felix Potocki ne reviendra point de Pétersbourg : d'autres, effrayés par l'exemple, céderont probablement à la nécessité des circonstances, surtout les conseillers de la confédération de Lithuanie, bien plus flexibles que ceux de la couronne.

M. Sievers a communiqué à la *sérénissime confédération générale* deux notes en réponse aux protestations faites à Grodno le 22 avril, dans lesquelles il accuse les réfractaires de persister dans leur esprit révolutionnaire, qui, lors de la constitution du 3 mai 1790, a détruit la république par des cabales et des intrigues à Leipsick, Vienne et Paris, et de continuer à répandre l'esprit democratique : d'après un considérant motivé sur ce que leurs efforts ne se soutiennent que par leur fortune considérable, et qu'ils voilent des sentimens d'inimitié sous le masque du patriotisme exagéré, ce que ne prouvent que trop les préparatifs de guerre faits dans l'arsenal de Varsovie, il exige, au nom de l'impératrice, le séquestre des biens des dissidens, la destitution de M. Walewski, et menace de pareil séquestre tous les membres qui oseraient protester.

On croit que Stanislas, arrivé à Grodno le 22 avril, et pressé le 26 par une députation de prendre quelque parti décisif dans les conjonctures présentes, ira finir ses jours en Russie, après avoir consommé le sacrifice. Quelques personnes prétendent que l'ambitieuse Catherine, jalouse d'imiter les triomphateurs Romains, qui trainaient des rois dépouillés à la suite de leur char, voudra ménager à son orgueil le cruel plaisir d'avoir constamment sous ses yeux un roi fait et défait par elle. Un reste d'intérêt qui, dans les femmes sensibles et dignes d'être du sexe le plus compatissant, succede ordinairement à des sentimens plus tendres, devrait bien lui faire épargner cette humiliation à l'être auquel elle prodigua jadis les marques de la plus vive amitié. — La partie de la Pologne qu'elle s'est adjugée renferme une population d'environ 3 millions d'habitans. Possédant aujourd'hui toute l'Ukraine, elle pourra facilement augmenter sa cavalerie de 20,000 hommes.

Il faut que cet accroissement excessif de puissance ait donné de l'ombrage à la Suede; car on mande de Stockholm qu'il va se former au mois de juin, dans la Scanie, un camp de 10,000 hommes, que le duc-régent et son royal pupile iront visiter. — D'autres lettres disent qu'on ne sait trop que penser des ordres qu'a donné le duc-régent pour contremander l'ar-

Digitized by Google

moment de l'escadre qui se faisait à Carlscrone ; ils sont sûrement l'effet de la réponse qu'a rapportée l'envoyé extraordinaire que le duc avait dépêché à Pétersbourg. Ces deux cours sont-elles d'accord aujourd'hui ? ou toute cette affaire n'est-elle qu'un jeu combiné ? On n'en sait rien ; mais ce qui est bien certain, c'est que la Suede aurait tort d'être trop confiante : l'exemple récent de la Pologne est une terrible leçon.

Malgré qu'on soit sûr de la neutralité du Danemarck à l'égard de la France, ou précisément même parce qu'on en est sûr, et qu'il a rappellé de Paris le baron de Blome, dont les anciennes idées diplomatiques ne pouvaient se faire au nouvel ordre de choses, la nouvelle suivante consignée dans une lettre de Copenhague, en date du 11 mai, doit paraître bien étrange.

Mercredi passé, notre cour a reçu une visite bien remarquable. A onze heures du matin arriva la frégate la *Venus*, avec le brigantin le *Mercure*, dans notre rade. Quelques heures après, on en vit sortir M. d'Artois, avec une suite Française et le comte Russe Golofkin. Il descendit d'abord chez le ministre de Russie, baron de Krudener, avec lequel il se rendit dans le plus grand *incognito*, en habit de voyageur, au château de Christiansburg, où il visita les appartemens et autres choses remarquables, accompagné du baron de Bernstoff. Dans un des appartemens, il trouva le prince de la couronne et les autres membres de la famille royale, qui s'entretinrent quelque tems avec lui. Du château, toute la compagnie se rendit au Holm ; et après que M. d'Artois l'eut visité, il s'embarqua le soir à 8 heures près de la douane ; mais le vent étant trop fort, la chaloupe le remit à terre, et il passa la nuit à l'hôtel du baron de Krudener, et partit le lendemain à 5 heures du matin pour Elseneur ; là, après avoir visité le château de Kronenbourg, il se rembarqua à bord de la frégate qui était arrivée pendant l'intervalle, et fit voile pour Londres, accompagné du brigantin et d'une frégate anglaise. L'impératrice lui a donné non seulement le prince Golofkin pour l'accompagner, mais encore tout ce qui était nécessaire pour le voyage. Le navire est fourni d'un ample service d'argent, de cuisiniers et de confiteurs.

De Francfort-sur-le-Mein, le 21 mai.

Les dons patriotiques que la cour de Vienne a reçus jusqu'à présent pour la guerre s'élevent à quatre millions de florins ; ou environ dix millions tournois, somme considérable à ne la regarder que comme le fruit de la bonne volonté de quelques individus ou de quelques corporations, mais certainement insuffisante pour dispenser des emprunts et des autres ressources. — Il faut que la cour impériale s'en soit effectivement ménagé ; car elle continue de presser avec beaucoup d'ardeur les supplémens de préparatifs nécessaires pour suivre sans désavantage la guerre contre un ennemi qui se défend

Digitized by Google

très-bien, et qui force à multiplier ses moyens d'agir en en déployant lui-même d'incroyables.

On vient de faire partir cinquante charriots à quatre chevaux, et chargés de munitions de toute espece, sur-tout de guerre, pour la troupe d'émigrés que le général Wurmser fera coopérer à ses manœuvres militaires en se concertant avec le prince Condé qui la commande. — Les cinq bataillons de grenadiers qui étaient à Prague depuis si long-tems, sont enfin partis le premier de ce mois : leur départ a dévancé d'un jour celui de l'artillerie de réserve. — Un régiment de carabiniers que cette capitale avait eu en garnison pendant six mois, est parti le même jour pour se porter aux frontieres de la Haute-Autriche, où il recevra de nouveaux ordres.

C'est décidément le 20 de ce mois que les troupes destinées à former le corps de réserve entreront dans la Baviere. Les contingens impériaux se complettent assez bien, et même avec plus de promptitude qu'on n'aurait osé l'espérer. Le Danemarck, neutre d'ailleurs, mais membre du corps germanique par certains domaines, a fourni le sien en argent. Quelque besoin que l'empereur et le roi de Prusse en aient, c'est le mode qui leur convient le moins, parce que nonobstant les acquisitions marquantes de ce dernier dans la Pologne, et qu'il a sur-le-champ mis en œuvre, la disette d'hommes commence à se faire sentir aux deux Agamemnon dans la querelle des rois. On ne peut en effet se dissimuler que pour peu qu'elle dure, tant d'individus arrachés à la classe productrice agricole, manufacturiere et marchande, pour les faire passer dans la classe consommatrice, stérile et stérilisante des soldats, doivent commencer à inquiéter sur les moyens de fournir à la subsistance de l'Europe, ou du moins de ses parties les plus étendues et les plus peuplées, que l'horrible fléau d'une guerre cruelle menace de changer en desert. Mais on n'écoute plus la raison qui calcule ou la sensibilité qui gémit, lorsque les clameurs des passions distraient, échauffent et entraînent; et le présent, toujours insensible aux maux de l'avenir qu'il prépare, ne profita jamais jusqu'ici des leçons du passé. L'espece humaine semble condamnée à tourner dans ce cercle vicieux; ainsi donc la postérité prochaine souffrant encore des plaies que nous nous faisons aujourd'hui, comme nous souffrons nous-mêmes de celles que se firent nos peres, la postérité qui, il faut l'espérer, enfin éclairée par des lumieres plus pures, ramenée par la liberté à des sentimens meilleurs, à des affections plus humaines, assurera par-là le bonheur d'une postérité plus reculée, pourra donc s'écrier : Ne faisons pas comme eux, qui ne furent ni plus sages, ni sur-tout plus justes que leurs ancêtres.

Le bruit court dans ce moment qu'il vient d'être ordonné une nouvelle levée de troupes dans tous les états de l'Autriche; il s'agit de renforcer d'environ 30 mille hommes l'armée du

Digitized by Google

Rhin et de 15 mille celle des Pays-Bas ; il faut aussi pourvoir à la force militaire qui doit rester dans la partie de la Pologne qui convient à l'Empereur.

D'ailleurs il lui faut quelques forces de plus pour exécuter le projet suivant, au sujet duquel s'expriment ainsi des lettres de Vienne : on ne doute plus ici que notre gouvernement ne prenne incessamment possession de la Baviere par échange. On dit hautement qu'en vertu d'un traité déja signé, le duché de Baviere, ainsi que le Haut-Palatinat, seront incorporés à la maison d'Autriche, contre un équivalent accordé à l'électeur, dans lequel équivalent on fait entrer la Lorraine et l'Alsace, et qu'alors la dignité électorale se trouvera attachée au Bas-Palatinat. C'est peut-être eu égard à cela, et par une suite de cette justice distributive qui distingue si éminemment les trois puissances co-partageantes que le lot de l'Autriche s'est trouvé si faible dans le dernier démembrement de la Pologne. On ajoute que le roi de Prusse desire aussi d'échanger les principautés de Bareith et d'Anspach contre le duché de Meklenbourg et une autre partie de pays de ce côté.

L'armée de Condé a grand besoin des secours en tout genre que l'empereur lui destine, et sans lesquels il n'en pourrait tirer parti ; car voici les détails qu'ont donnés ici des témoins oculaires.

Le plus avancé des corps de cette armée (à peine de 5000 hommes) est la légion dite de Mirabeau, en seconde ligne, derriere une division d'Autrichiens. Cette légion d'environ 1500 hommes n'en a que 400 à cheval, assez mal montés ; la totalité de la cavalerie, y compris toutes les compagnies de gentilshommes, est de 1400 maitres. L'infanterie, qui n'est ni armée, ni habillée complettement, ni tout-à-fait soumise encore au régime Autrichien, est semée en cordon sur la longueur de plusieurs lieues. Cette armée ne jouit pas en entier de la paye de dix sols par jour, mais ce traitement lui est promis pour une époque prochaine.

Le prince de Condé fait face à tout, le mieux qu'il est possible ; il ne nie point de devoir à la générosité de l'impératrice de Russie, des bienfaits particuliers, qui le mettent à même de ne pas dépendre absolument, pour son armée, des secours de l'empereur ; mais autant qu'il peut, il la fait subsister aux frais de celui-ci, *ne sachant pas*, dit-il lui-même, *combien l'ordre de choses actuel peut encore durer.*

Il est parti de Vienne, le 5 mai, un transport considérable de munitions et d'outils de pionniers : le même jour, quarante chariots chargés de 4 millions de florins en especes d'argent se sont mis en marche : c'est probablement le produit des dons patriotiques ; ils ne vont pas même tout-à-fait à cette somme. — Trois mille recrues vont se joindre aux cinq mille déja accordées par les états de Hongrie, dès qu'on en aura

Digitized by Google

fait la levée : le reste des troupes dans la Hongrie vient de se mettre en marche pour joindre le corps de réserve dans la partie haute de ce pays. On en dit autant des troupes de la Transylvanie et de la Valachie conduites par le général Heydendorf.

Il est clair qu'il entre beaucoup d'exagération et de charlatanisme dans ces récits reproduits sous mille formes par nos gazettes allemandes ; car si tous les mouvemens dont on parle depuis le commencement de la guerre étaient vrais, le roi de Prusse et l'empereur auraient aujourd'hui sous les armes plus de la moitié de leurs sujets. C'est là le cas de dire, qui prouve trop ne prouve rien.

Les agitations diplomatiques sont très-grandes : on parle plus qu'on n'avait fait encore d'une entrevue qui doit avoir lieu à Munich, au commencement de juin, entre l'empereur, le roi de Prusse et l'électeur Palatin. On ajoute que le duc des Deux-Ponts et quelques autres princes d'Allemagne y viendront aussi plaider leurs intérêts, et préparer peut-être leur ruine.

Dumourier n'ayant pu rester à Wirtzbourg où il se proposait d'écrire ses mémoires, est retourné le 14 à Mergentheim. On nous mande de Vienne qu'on l'y attend, et qu'il a même fait louer une maison dans cette capitale. Le gazetier de Neuwied dit à son sujet : « On n'a pu faire usage de ses vertus et de ses talens dès qu'il ne lui a plus été possible de jouer le rôle du général Monck. »

Le contingent de l'électeur Palatin marche vers Mayence sous les ordres du général Minuzzi, ainsi que 800 hommes de Wirtzbourg. — Des troupes impériales passent par Cologne, et des Tréviroises se rendent dans les Pays-Bas, où l'on dit que l'armée du prince Cobourg s'élèvera à 81 mille hommes lorsqu'elle aura reçu tous ses complémens.

S'il faut en croire des lettres de Manheim, en date du 19 mai, il y avait eu la surveille, aux environs de Landau, un nouveau combat assez vif. Ce que nous en savons pour le moment, c'est que les Français ont fait une attaque vigoureuse contre les postes autrichiens et contre une partie du corps du prince de Condé, non loin de Bellheim ; qu'ils ont eu d'abord quelque avantage, mais que de prompts secours portés de ce côté-là les ont forcés à la retraite.

Nous apprenons, du duché de Deux-Ponts, que les Français y sont revenus en force, et ont occupé non seulement la ville de Deux-Ponts et Hombourg, mais encore le Carlsberg. Les Prussiens se sont repliés sur Landstoul et Lautern. On dit que le roi, dont le quartier-général avait été transféré de Guntersblum à Bodenheim, à une lieue et demie de Mayence, est allé à Lautern. Toute la contrée de Deux-Ponts est saisie d'effroi ; beaucoup d'habitans fuient avec ce qu'ils peuvent emporter de mieux. Tous les officiers seigneuriaux de

Bliescastel

Digitized by Google

Bliescastel ont été arrêtés par les Français, et, à ce qu'on assure, conduits à Metz.

Le 15, les Autrichiens ont emporté la redoute des Français auprès du couvent de Weissenau, et y ont pris deux canons.

Provinces-unies et belgique.

Le jeune archiduc Charles a fait son entrée solemnelle le 13 dans la ville de Gand, qui doit lui présenter à cette occasion une somme de trois millions de florins pour subvenir aux frais de la guerre. Tout le monde ne partage pourtant pas cet amour libéral pour la maison d'Autriche; car l'aigle impérial a été renversé à la poissonnerie. C'est un avis à ceux qui voudront en profiter. Il est certain de plus, que les états de Brabant sont en mouvement comme en 1787; on y retrouve les mêmes germes de mécontentement. En derniere analyse, la vérité est qu'on craint et qu'on desire le retour des Français: on le desire, parce que la comparaison que l'on est dans le cas de faire entre les Français et les Autrichiens est entierement favorable aux premiers dans l'esprit des Belges; on le craint, parce qu'on répand que les Français veulent faire la guerre au peuple Belge. Il serait à propos de détruire cette impression, et il serait loyal de la part des Français de réitérer la déclaration solemnelle qui a été faite de ne quitter les armes que lorsqu'ils auront entierement affranchi les Belges, en leur assurant leur véritable indépendance, par une liberté autre que celle du funeste décret du 15 décembre.

Le 11 et le 12, il a passé à une demi-lieue de Gand des Hessois et des Hollandais qui se rendaient aux frontieres. Ils vont probablement essayer de réparer les pertes essuyées par les Autrichiens, qui n'ont pas été plus véridiques dans la relation de l'affaire qui a eu lieu le 8, qu'ils ne l'ont été dans leurs relations précédentes: voici cependant les pertes qu'ils avouent. — Par un relevé exact de la perte faite par l'armée du général comte de Clairfait, dans la journée du 8, il y a eu en tout 4 officiers et bas-officiers tués, 19 officiers blessés, 64 soldats tués, et environ trois fois autant de blessés, outre 40 égarés. — Les officiers morts sont le capitaine Ketelbutter; le sous-lieutenant Pointier et l'enseigne Bartels du régiment de Wurtemberg, et le capitaine Gerard des chasseurs. — Les blessés sont le major Montigni et le sous-lieutenant Borvath du régiment de ligne; les lieutenans Wisfling, Meng et Scheetz, et le sous-lieutenant Hofflinger du régiment de Wartensleben; le capitaine Gaidler et le sous-lieutenant Herbetstein, d'Antoine Esterhazy; les capitaines Juch et Ulrich, et les enseignes Koch et Bohm, de Brentano; le capitaine d'Aigremont et le lieutenant Schmide, de Vierfet; le capitaine Longueville, le lieutenant Georgi, le sous-lieutenant Meinders et l'enseigne Troyer de Wurtemberg; et le lieutenant Schwerena, de Machony chasseurs.

Digitized by Google

On mande de la Haye, en date du 11, que le statdhouder est de retour de la petite tournée qu'il a faite au camp de Oosterhout près de Breda, et qu'un nouveau détachement de 7000 hommes de troupes hollandaises s'est mis en marche pour le Brabant. Au reste, tandis que les Provinces-unies secourent puissamment l'Autriche, en envoyant de leurs arsenaux de l'artillerie de siege et des bombes au prince Cobourg, l'Angleterre les aide elles-mêmes par des débarquemens successifs, sur-tout de cavalerie; il en arrive continuellement dans le port d'Ostende. — Les puissances coalisées ne sauraient déployer trop de forces, s'il est vrai, comme on s'accorde à le dire, que le résultat de leurs conférences, tenues à Anvers il y a près de deux mois, a été une promesse authentique et réciproque de la part de ces mêmes puissances de continuer la guerre avec toute la vigueur possible, et de ne traiter de la paix que de concert.

L'état vient de perdre l'amiral Zoutman, officier de beaucoup de mérite, et M. Van der Hoop, trésorier général.

ANGLETERRE. *De Londres, le 17 mai.*

Le gouvernement a fait embarquer vers la fin du mois dernier plusieurs corps de troupes, tant infanterie que cavalerie et artilleurs. On disait publiquement à cette époque qu'une légion d'émigrés serait incessamment transportée en France. Il en a déja passé sans doute dans le département de la Vendée; mais seulement par petites parties, c'est-à-dire, ceux qui ont pu filer en cachette des îles de Jersey et de Guernesey, dont il est bien étonnant que les Français ne se soient point emparés; ce qu'ils eussent pu faire au commencement de la campagne par un coup de main, et encore facilement depuis en les attaquant avec 8 à 10,000 hommes, forces plus que suffisantes contre une garnison à peine de 3000 : il est sérieusement question aujourd'hui d'un rassemblement considérable, et même d'une petite armée divisée en deux corps, à la tête de laquelle se mettrait le comte d'Artois, lieutenant-général du royaume de France, autorisé par Monsieur, qui a pris la régence. On l'attend incessamment dans cette capitale, où il apporte des secours pécuniaires assez considérables, fournis par l'impératrice de Russie, et spécialement affectés, à ce qu'on prétend, à cette expédition. Elle ne serait pas très-difficile, si les Français continuent de tenir leur marine dans une nullité presque absolue. Ils ne protegent ni leurs vaisseaux marchands ni leurs corsaires, dont nous leur prenons un bon nombre.

Il n'y a pas jusqu'à nos lourds alliés les Espagnols, qui ne fassent tout à leur aise sur eux des captures intéressantes. Il y a plus, les Français ont eu la négligence ou le malheur inconcevable de ne point avertir à tems de la rupture leurs navires éparpillés dans les différentes mers. En voici le funeste

Digitized by Google

résultat, c'est que deux de leurs vaisseaux, l'un venant de la Martinique, et l'autre de la Chine et de la côte de Coromandel, sont entrés dernièrement, de la meilleure foi du monde, dans le port de Cadix, où ils ont été, comme on le croit bien, retenus et déclarés de bonne prise. Cette aubaine, qui n'a coûté aux Espagnols que la peine de fermer la main, est pourtant une affaire de 14 millions, somme à laquelle les deux chargemens sont évalués.

Le bruit court ici qu'on a fini par chasser de ce port et de toute l'Espagne même, les Français qui ont prêté le serment. On ajoute que ces derniers, craignant d'être mal reçus dans leur patrie, se proposent d'en aller chercher une nouvelle à Philadelphie.

Voici la nouvelle intéressante qu'on reçoit de cette dernière ville par des lettres datées du 7 mars. Le congrès vient de terminer sa session ; et les deux chambres n'ayant pu s'accorder sur un ajournement, il en résulte que la législature suivante devra s'assembler le dernier lundi de novembre prochain. George Washington qui a été réélu président des États-Unis à l'unanimité des suffrages, a prêté, le 4, le serment prescrit par la constitution. Th. Jefferson ne parle plus de sa retraite, et il est probable qu'il continuera de remplir les fonctions de secrétaire d'état.

On a reçu aux Antilles la nouvelle de la déclaration de guerre faite par la France ; on apprend même que 5000 hommes étaient sur le point de s'embarquer à Cayenne pour aller attaquer Surinam, Demérary, Berbice, etc. Ces colonies étant dénuées de troupes, on les croit en ce moment au pouvoir des Français. Il faut avouer que cette dernière nouvelle a grand besoin de confirmation, et nous ne dissimulerons même pas qu'elle nous paraît invraisemblable.

Indépendemment de l'arbre à pain transporté avec succès dans nos Antilles, on les a enrichies de beaucoup de plants de muscadiers de la nouvelle Zélande, dont la noix ne le cede guère à celle des Moluques. Les Hollandais ne voient qu'avec jalousie cette nouvelle source de prospérité pour notre commerce dont ils s'étaient flatté de continuer à jouir exclusivement. Au reste, il a besoin de multiplier ses ressources ; car la guerre dans laquelle nous sommes engagés sans pouvoir en prévoir la fin, lui porte des coups bien funestes, ainsi qu'au crédit particulier qui chez nous fait la base du crédit public. — La chambre des communes s'étant formée en comité pour aviser aux moyens de la soutenir, toutes les clauses du bill de crédit ont été soumises à la discussion la plus étendue. Les villes où l'on déposera les marchandises en magasin qui serviront de nantissement, ou de gage des prêts faits aux maisons de commerce sont Londres, Liverpool, Hull, Bristol, Glascow et Leith. Quant au comité choisi, il se trouve composé de 20 commissaires, dont sept membres de la cham-

Digitized by Google

bredes communes, quatre directeurs de la banque, et les autres neuf sont des négocians de cette capitale, tous d'une probité reconnue et d'un crédit solide. On rédigea ensuite le bill qui porte une diminution des droits sur le vin et le tabac en faveur des flottes.

D'après un relevé exact de nos forces maritimes qu'on vient de publier, l'amirauté a déjà mis en commission 65 vaisseaux de ligne; ce qui fait au moins la moitié des vaisseaux connus sous cette dénomination : le nombre de navires d'un moindre rang, dont on combine le service avec ces premiers, excede de beaucoup cette proportion, si l'on y comprend les transports, etc. Les nouveaux corps d'artillerie, destinés à servir sur le continent, se préparent en toute diligence, et déja l'on a contracté pour 165 voitures à 4 chevaux pour le service de l'artillerie de campagne. On met la même activité à faire des recrues, soit pour completter les vieux corps, soit pour en former d'autres.

Les planteurs de Saint-Christophe s'opposent à l'abolition de la traite dont M. Wilberforce a renouvellé la motion, et qu'on a toujours autant de soin d'éluder tous les ans, qu'il en a lui-même de la reproduire.

Le *Blenheim* de 90 canons, le *Nassau* et l'*Africa* de 74 ont été armés, vers le milieu du mois, pour une expédition lointaine : on croit qu'ils sont envoyés dans l'Inde. — MM. Hergest et Gooch, célebres astronomes, qui ont été massacrés par les naturels du pays à Woskou, l'une des isles Sandwich. — Le fameux peintre Webber, qui accompagna le célebre Cook dans son dernier voyage autour du monde, vient de mourir dans cette ville, en emportant les regrets de tous les admirateurs de ses talens.

Il nous arrive toujours quelques émigrés Français; les lois séveres portées contre les etrangers suspects, sont exécutées à la rigueur contre eux, lorsqu'ils ne peuvent justifier d'aucun brevet ou recommandation qui prouve qu'ils sont attachés à la cause des princes. Il y a quelque tems que l'un d'eux, dépourvu d'attestation de ce genre, fut conduit, en débarquant à Douvres, chez le maire qui voulut le soumettre au *bill alien* : le Français soutint que bien loin d'être étranger, il étoit sujet de sa majesté le roi d'Angleterre, le seul roi de France vivant, et par conséquent le souverain incontestable de la nation Française : pour prouver son assertion, il lut le commencement de plusieurs ordonnances où se trouvaient tous les titres de sa majesté Britannique, qui s'intitule aussi *roi de France*.

Nous apprenons en ce moment, par la voye du Danemarck, que les Etats-Unis de l'Amérique ont solemnellement reconnu la République Française.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE D'ISNARD.

Séance du mardi, 21 *mai.*

On a fait lecture de la liste des membres nommés au scrutin pour composer la commission extraordinaire des douze, chargée de l'examen des arrêtés de la municipalité de Paris et de la recherche des complots contre l'ordre et la liberté publique. Ce sont, Boyer-Fonfrede, Rabaud-Saint-Etienne, Kervelegan, Saint-Martin, Kigier, Gomer, Bertrand, Boileau, Molveaux, Henri Lariviere, Gardien et Bergoin.

Le tribunal criminel du département de Rhône et Loire avait été destitué par la municipalité de Lyon, parce que les jurés n'étaient pas munis de certificats de civisme. Après une assez vive discussion, la Convention a décrété que le tribunal criminel de Lyon continuera provisoirement ses fonctions, sauf aux jurés à présenter sous huitaine des certificats de civisme.

La constitution était à l'ordre du jour. Il s'agissait de la division des départemens, relativement à leur administration intérieure et secondaire. Les deux dispositions suivantes ont été adoptées à l'unanimité.

Chaque département sera divisé en districts.

Chaque district sera divisé en cantons.

Les commissaires nommés par la Convention pour recevoir les dépositions de Miaczinski ont fait leur rapport. Voici le procès-verbal de leur conversation avec le condamné.

Procès-verbal des déclarations de Miaczinski.

« L'an 1793, etc. etc., dans le greffe de la prison où était le général Miaczinski, ledit Miaczinski a déclaré que, dans ses relations avec Dumourier il a reconnu que le projet de celui-ci était de s'approprier le Brabant, de négocier le mariage du jeune Egalité avec la petite prisonniere du Temple; et qu'à l'égard du petit prince, Dumourier laissait entendre qu'on en ferait *des choux et des raves*; que Lacroix lui a toujours paru lié avec Dumourier; que ce dernier, pour son succès, comptait sur la majorité de l'Assemblée nationale; qu'il estimait Pétion et Gensonné, et était en correspondance avec eux; que Dumourier comptait aussi sur Custines; qu'à l'époque où les Prussiens occupaient le territoire français, Dumourier avait promis, à lui déclarant, de lui donner six mille hommes pour

Digitized by Google

châtier les derrieres des ennemis, et que jamais il n'a eu ces six mille hommes à ses ordres; que Dumourier était entré en négociation avec le roi de Prusse, et que la retraite des Prussiens avait coûté beaucoup d'argent; que Cobourg avait dîné déguisé chez Dumourier; que Devaux, aide-de-camp de Dumourier, a été envoyé à Londres pour correspondre avec Pitt; que parmi les officiers de l'armée, il reconnut pour dévoués à Dumourier, Defiers, Thouvenot, Quinquin, son secretaire; que lui, déclarant, a entendu dire à ce dernier, que Dumourier ferait de Valence tout ce qu'il voudrait; que Dumourier a souvent demandé à lui, Miaczinski, s'il se croyait sûr de sa division, et si elle le défendrait dans le cas où on voudrait le faire arrêter; que Lacroix lui a dit: « Ecoutez, vous êtes étranger, pillez, nous partagerons; je vous soutiendrai à la Convention; » que Chazot lui avait porté une lettre de Dumourier, contenant l'ordre pour lequel il a été arrêté; enfin, que sa situation ne lui permettait pas d'en dire davantage. »

Après la lecture de cette piece, Rouzet de Toulouse, l'un des commissaires a ajouté: « Comme Lacroix, Petion et Gensonné étaient dénommés dans le premier procès-verbal, nous les invitâmes à se rendre avec nous auprès de Miaczinski; nous reparûmes ensemble devant lui à 9 heures, et commençâmes par lui faire une seconde lecture du premier procès-verbal. Lacroix demanda à Miaczinski où il avait tenu les propos qu'il déclarait avoir entendus de sa bouche. Miaczinski répondit simplement, dans la Belgique. Mais, répondit Lacroix, où? je n'ai pu vous y voir qu'en présence de mes collegues et des officiers généraux: votre division était d'ailleurs à huit lieues du quartier général, et vous n'y paraissiez que rarement. Miaczinski réplique: Je vous ai vu chez la Palliere. Cela est impossible, dit Lacroix; l'époque dont vous parlez est antérieure à celle de ma commission dans la Belgique. — Miaczinski était extrêmement troublé; on nous dit même qu'il avait beaucoup bu dans la journée; enfin, voyant que nous ne pouvions rien tirer de lui de bien positif, nous nous sommes retirés après avoir clos notre procès-verbal. »

Le lendemain, de retour pour la troisieme fois près de Miaczinski, les commissaires lui demanderent s'il avait réfléchi et recueilli ses idées. Il leur fit alors une longue histoire, ou chaque mot peignait le trouble de son esprit. Les commissaires interpellerent Miaczinski sur ce mot qu'il attribuait à Lacroix: *Pillez, nous partagerons.* Il répéta ce mot. Lacroix prit la parole, et dit à Miaczinski: « Vous aviez perdu vos effets, et vous nous avez adressé des réclamations. » Je vous ai dit en présence de Danton: *Vous êtes sur pays ennemi; housardez et dédommagez-vous de votre perte.*

Après avoir entendu cet exposé, la Convention a decrété la levée du sursis à l'exécution du jugement de Miaczinski, et

Digitized by Google

sur la demande réitérée de Lacroix elle a nommé une commission pour examiner la conduite de ce député dans la Belgique.

Séance du mercredi 22 mai.

Le comité de sûreté générale avait été chargé d'examiner la conduite et la correspondance du citoyen de Maulde, ex-ambassadeur à la Haye. Accusé d'avoir eu des intelligences avec Dumourier, de Maulde a été mis en état d'arrestation. Les scellés ont été apposés sur ses papiers. Mais leur examen n'a fourni aucune preuve des soupçons qui avaient été conçus. Les éloges qu'il a donnés a Dumourier dans quelques-unes de ses lettres, ne devaient point être suspects, puisque dans ce tems-là Dumourier en imposait à la République. Sur les conclusions du rapporteur, la Convention allait ordonner l'élargissement du citoyen de Maulde, lorsque Bassal l'a interpellé de dire « si le détenu avait été interrogé sur un voyage qu'il a fait en Angleterre, sur une lettre qu'il a écrite de Londres à Sainte-Foix, et si sa correspondance avec milord Aukland a été autorisée par le conseil exécutif. » Nous n'avons rien vu de tout cela dans ses papiers, a répondu le rapporteur. Eh bien ! a repris Bassal, avant de mettre de Maulde en liberté, je demande qu'il soit interrogé sur ces faits. C'est ce qui a été décrété.

Pons de Verdun a demandé et obtenu la mention honorable du civisme des administrateurs et des habitans du département de la Meuse et l'insertion au bulletin d'un rapport des commissaires qui constate que le quart de la population en état de porter les armes aux termes des décrets, sert dans les armées, que les impôts y sont en recouvrement, et que les dons patriotiques y abondent, malgré une perte de onze millions, causée par l'invasion des Prussiens. Ce rapport est terminé par l'extrait d'une lettre dans laquelle Pichon, commissaire des guerres qui l'a écrite, avoue qu'il a mis en avant tous les moyens qui étaient en son pouvoir pour remettre Verdun, en 24 heures, sous l'autorité du *roi son maître*.

Une députation de la municipalité d'Orléans est admise à la barre ; elle dépose sur l'autel de la patrie une somme de 155,000 liv. provenant d'une collecte patriotique qui a été faite dans les onze sections d'Orléans. L'orateur parle ensuite des besoins de la commune de cette ville, et demande un emprunt de 200,000 liv. sur les sous additionnels. Il se plaint de ce que les derniers commissaires envoyés à Orléans, ont fait mettre en état d'arrestation deux patriotes qu'ils ont accusés d'être en relation avec Egalité quoiqu'il soit constant que cette assertion est dépourvue de toute vraisemblance.

Levasseur saisit cette occasion pour demander le rappel des commissaires, en observant qu'ils sont sans doute convaincus

Digitized by Google

que cette faction d'Orléans est purement chimérique. Mais Valazé assure à son tour, que les informations qu'ils ont déja prises, annoncent que non seulement cette faction a existé, mais qu'elle existe encore. La Convention passe à l'ordre du jour.

Sur le rapport de ses comités des finances et d'instruction publique, la Convention nationale décrete que les traitemens dont jouissent les membres de l'académie des sciences de Paris leur seront payés comme par le passé, en conformité de l'état envoyé par le ministre sur la simple justification des quittances d'imposition, et d'après la preuve d'une résidence non interrompue de six mois au moins, dans le territoire de la République.

On a repris la suite de la constitution. La discussion s'est engagée sur la question de savoir s'il y aura un *maximum* de population pour établir une municipalité. Rabaut-Pomier a conclu à ce que dans les villes au dessus de 50 mille ames, il y eut plus d'une administration municipale, et voici ses raisons.

Les grandes villes rendent plus difficile et plus nécessaire le rapprochement entre les administrateurs et les administrés. Les habitans d'une même rue, d'une même maison, se connaissent à peine. La corruption des mœurs, les divisions des citoyens y sont multipliées en raison de la population, et comment une seule municipalité embrasserait-elle cette multitude d'objets sous ses regards?

On objecte qu'une grande ville est un tout indivisible, un ensemble de citoyens réunis par les mêmes intérêts, et qui ne peuvent être séparés par une administration différente sans que ces intérêts soient compromis.

L'orateur répond que tous les objets confiés à l'administration municipale dans une grande ville sont pour les habitans d'un intérêt général ou d'un intérêt particulier; que les revenus, les contributions, les dépenses, les travaux, les établissemens publics, la police elle-même peut être considérée sous ce double rapport, et qu'il seroit facile d'établir une administration particuliere pour chaque municipalité, et une administration générale chargée des objets qui seraient d'un intérêt général pour la ville.

On craint que les citoyens ne changeassent de demeure selon qu'une administration leur conviendrait. Tant mieux, dit Rabaut-Pomier, ce sera une barriere au despotisme, et cet usage, s'il s'établissait, serait la censure la plus amere et la plus utile des administrations vicieuses.

On craint encore qu'il ne s'élevât des divisions. Mais elles n'existeraient pas entre les municipalités, car la loi aura exactement tracé leurs limites, et les autorités supérieures éteindraient aisément ces divisions qui ne seraient que locales. Elles n'existeraient pas entre les citoyens, car elles

Digitized by Google

ne seraient autre chose que le blâme de l'opinion publique.

« Le *maximum* que je discute, a ajouté Rabaut-Pomier, n'est pas seulement utile aux citoyens administrés, il l'est encore à la République entiere. Les grandes villes sont un écueil contre lequel la liberté des peuples vient se briser. C'est dans les grandes villes que viennent se réunir les grandes richesses, les lumieres, les talens, toutes les ambitions; et appuyées d'une force importante, elles exercent un despotisme inévitable, si une constitution prévoyante ne lui oppose des barrieres qu'il ne puisse franchir.

Thuriot a combattu la division des grandes communes. C'est dans les grandes cités, a-t-il dit, que le patriotisme conserve son énergie, c'est là que dans les grands dangers la patrie trouve de grandes ressources. Si vous les divisez en petites municipalités, craignez que les mauvais citoyens qui s'y trouvent toujours en grand nombre, ne se réunissent dans quelques unes d'elles, craignez que de leur scission, ne naissent les haines implacables et la guerre civile dans vos vastes cités.

Buzot a parlé ensuite, et s'est rangé à l'opinion de Rabaut-Pomier. Pourquoi craint-on, a dit Buzot, qu'une grande ville divisée en quatre ou cinq municipalités, soit plus agitée qu'un département divisé en quatre ou cinq districts?

La division de la municipalité est nécessaire; elle rétablira cette hiérarchie de pouvoirs garante de la liberté, mais qui n'existe plus ici où la municipalité est plus puissante que le département. J'ai toujours cru qu'une Républiique était un gouvernement où tous les citoyens s'occupent de la chose publique; et je soutiens que dans une grande ville, soumise à une seule municipalité, cet avantage n'existe pas; je maintiens que dans une telle ville le mot patrie n'est que dans l'imagination, et non dans le cœur. La patrie est dans cette réunion de concitoyens qu'on aime, et dont on est aimé. Aussi ce fut la réunion des citoyens en gardes nationales qui fit naître et entretint dans leur cœur l'amour de la liberté; ce furent ces rapports intimes et continuels qui les attacherent non à telles murailles, mais à leurs concitoyens; et ce fut dans les fêtes publiques que commença l'énergie nationale.

Buzot a fini par une observation particuliere à la ville de Paris; c'est qu'il est impossible que cette cité, si elle demeure organisée ainsi qu'elle l'est aujourd'hui, soit long-tems le séjour du corps législatif; car cette classe de citoyens, si facile à tromper et à corrompre, s'accoutumerait à l'insulter et pour se populariser, la municipalité de cette ville serait forcée de condescendre à ses desirs.

Collot d'Herbois a répondu à Buzot que si la constitution est ce qu'elle doit être, il deviendra indifférent pour le corps législatif de siéger dans telle ou telle ville, car par-tout il trouvera la liberté. Il s'est ensuite opposé à la subdivision des magistratures populaires, ce qui serait selon lui diviser la

Digitized by Google

confiance, diviser les familles, et ôter à l'unité du mouvement commun ce qu'il a de force pour ne fortifier que ce qu'il a d'irrégulier.

Séance du Jeudi 23 mai.

La section de la Fraternité se présente à la barre. L'orateur fait lecture du procès-verbal de la séance d'hier où sont consignées les preuves qu'elle a recueillies des complots formés contre la liberté et la Convention nationale. Voici ce procès-verbal.

Extrait des registres de la section de la Fraternité; séance du mercredi, 23 mai.

Les commissaires chargés par l'Assemblée générale de la section, de recueillir les preuves des complots formés contre la sûreté publique, ont fait leur rapport. Il en résulte que le comité révolutionnaire de la section leur a déclaré que dans les assemblées tenues dimanche et lundi, à la mairie, présidées l'une par un administrateur du département, la seconde par le maire, il a été agité de faire une journée du 10 août qui serait suivie d'un 2 septembre; qu'à un jour indiqué, vingt-deux membres de la Convention seraient égorgés, et qu'on dirait qu'ils avaient émigré. A la vérité, le lundi, le maire s'est opposé à ces délibérations et a dit que, si l'on persistait, il cesserait la séance.

Législateurs, a ajouté l'orateur de la députation, au nom de la France, dont vous êtes la représentation auguste, au nom du peuple de Paris outragé, ne souffrez pas que les conspirateurs soient plus long-tems impunis. Osez compter sur les bons citoyens; osez compter sur leur énergie. Plus de mesures timides; elles accroîtraient l'audace des factieux; elles vous perdraient vous-mêmes. Il ne peut y avoir de transaction entre le bon et le mauvais génie de la révolution. Nous ne ferons point de nouveaux sermens, nous répondrons de vous à la nation. Nous saurons bien sauver la liberté des complots des scélérats qui la déshonorent.

Perrin a demandé l'arrestation subite de ceux qui ont fait ces motions. Les faits n'étaient plus douteux; ils ont été attestés par Vigier, membre de la commission des douze.

Génissieux a fortement inculpé le maire de Paris. Quoi! ce magistrat chargé de veiller à la sûreté des personnes et des propriétés, a assisté lui-même à un conseil d'assassins et il a laissé ignorer aux représentans du peuple le péril qui les environnait! il a présidé aux délibérations du crime, et c'est par d'autres que lui qu'elles sont dévoilées! où se tiennnent ces nouvelles assemblées liberticides? est-ce dans les repaires où se cachent ordinairement les scélérats? Non; c'est à la mairie. C'est ainsi que parlait Génissieux, et il demandait que le maire de Paris fût mandé sur-le-champ.

Digitized by Google

Marat a dit qu'il avait aussi des complots à dévoiler. Il a accusé Valazé d'avoir écrit le billet suivant à Lacaze son collègue : *A la Convention nationale à 10 heures du matin avec le plus de collegues qu'il se pourra.* Ce billet, a dit Marat, est déposé au comité de sûreté générale.

Sans doute, a répondu Valazé, je l'ai écrit ce billet. J'en ai même écrit à 33 députés qu'on avait proscrits à la mairie. J'avais la certitude que des scélérats devaient, dans ce jour même, venir demander leur arrestation à la Convention. Cette pétition devait être soutenue par des hommes armés. J'avertissais mes collegues de se mettre en garde pour eux-mêmes et pour la Convention.

Le billet dont il s'agit, a repris Lacaze, je ne l'ai point reçu. Il faut, pour l'avoir saisi, avoir corrompu le portier de ma maison, sans quoi ce billet m'aurait été remis comme ma propriété.

Lassource atteste qu'on a voulu l'arrêter dans la nuit du lundi au mardi, à 2 heures du matin; mais qu'il a été prévenu.

Voici, ajoute Buzot, une des causes qui empêcha la conspiration d'éclater. C'était dimanche à minuit que le coup devait être porté. Les conspirateurs s'étaient réunis dans une salle de la mairie, et le maire de Paris ne se trouvait pas alors parmi eux. Le président de la section de 1792 fit quelques réflexions sur les projets agités dans cette assemblée, et pour cela il fut chassé. Un citoyen de la section de la Fraternité s'occupait à prendre des notes sur ce qui se passait, on le chassa aussi. Cela fit naître des disputes, et voilà comment le complot ne fut pas exécuté.

Le comité de salut public annonce, par l'organe de Cambon, que cette conspiration lui était connue. Hier à minuit un nouveau complot a été découvert; des mesures ont été prises pour l'étouffer, et la commission en rendra compte.

Boyer-Fonfrede assure que des personnages ont en portefeuille des correspondances contrefaites de Cobourg et de Pitt. On se propose de les mettre au jour, après avoir massacré les députés, et de supposer qu'elles ont été trouvées chez eux: on les fera imprimer et on fera croire aux départemens que l'on n'a massacré que quelques contre-révolutionnaires. Cette dénonciation a été faite à la commission des douze.

La commission des douze a été chargée de faire très-incessamment un rapport sur toute cette horrible affaire. L'impression, l'affiche et l'envoi aux départemens du discours de la section de la Fraternité sont décrétés. La Convention nationale a déclaré que les citoyens de cette section avaient bien mérité de la patrie.

Sur le rapport de Mallarmé, la Convention prête 2,500,000 l. à la commune de Paris, pour être employées à de nouveaux achats de subsistances.

Barrere a rendu compte de la situation de la Corse. Des

Digitized by Google

mouvemens s'y sont manifestés. Il est instant de les arrêter. La Convention décrete que 4000 hommes, tirés de l'armée du Var, partiront sans délai pour la Corse. Il sera fait une adresse aux habitans de cette île.

Séance du vendredi 24 mai.

Une députation de la section de la Butte-des-Moulins est admise à la barre. « Législateurs, a dit celui qui portait la parole, depuis trop long-tems la vertu et le crime sont aux prises; il faut que le combat finisse.

» Que les patriotes Français et vraiment républicains fassent comme nous une sainte coalition, et bientôt nous aurons renversé ces royalistes déguisés en patriotes, qui, pour mieux égarer le peuple et le voler, se donnent insolemment le titre de sans-culottes.

» Que le respect dû à la représentation nationale succede à l'insolence de quelques individus qui vous entourent; et si l'intérêt de la République et la raison ne peuvent ici l'emporter, faites un appel aux bons citoyens de Paris, et d'avance nous pouvons vous assurer que notre section ne contribuera pas peu à faire rentrer dans la poussiere tous les insectes venimeux qui vous entourent et qui vous menacent. »

La discussion a été reprise sur la grande question relative à l'institution des communes. Saint-Just a soutenu qu'il n'y a point de division essentiellement administrative dans une république. Selon lui, la jurisdiction municipale n'est point politique; elle administre les choses et non les personnes. On ne peut diviser la population d'une ville sous le rapport de son administration municipale, ce serait diviser la société. La jurisdiction municipale est une, parce que la voix d'une ville ou bourg est une. C'est une administration populaire, paternelle et domestique. C'est la partie de la législation qui doit être la moins embarassée. Cette administration est, pour ainsi dire, étrangere au gouvernement. C'est le peuple en famille qui régit ses affaires. *Il ne faut pas diviser* les amis, dit Lycurgue.

L'administration municipale ne peut donc être légitimement divisée. Elle forme un conseil naturel: ce conseil n'est plus, si les citoyens n'ont point un intérêt commun et ne sont point administrés en commun.

« C'est pourquoi, a dit Saint-Just, j'aurais desiré qu'à la dénomination de municipalité, vide de sens dans la république, on substituât celle de conseil de communauté. Cette dénomination seule avertit les citoyens que ce conseil n'a point d'attribution hors de leurs relations privées. »

La discussion est interrompue. Vigée, au nom de la commission des douze, vient faire un rapport sur l'existence des complots formés contre la Convention nationale. » Dès nos premiers pas, dit Vigée, nous avons découvert une trame

Digitized by Google

horrible contre la République, contre la liberté, contre la représentation nationale, contre la vie d'un grand nombre de vos membres et d'autres citoyens. Chaque pas que nous faisons, nous amene des preuves nouvelles; quelques jours plus tard la République était perdue, vous n'étiez plus.... Nous sommes dégagés de tout esprit de parti; nous n'avons pas regardé si les conspirateurs siégent là ou là; mais nous avons cherché la vérité; mais nous avons suivi les traces du complot que nous étions chargés de découvrir. Comme il est intéressant de prendre de grandes mesures, que ces mesures doivent être précédées d'un rapport général; comme nous sommes encore à la recherche de plusieurs fils de la conspiration, nous vous proposons, comme mesure préliminaire, le projet de décret suivant :

Art. 1er. La Convention nationale met sous la sauve-garde spéciale des bons citoyens la fortune publique, la représentation nationale et la ville de Paris.

II. Chaque citoyen de Paris sera tenu de se rendre sur-le-champ au lieu ordinaire du rassemblement de sa compagnie.

III. Les capitaines feront l'appel de tous les hommes d'armes de leurs compagnies, et ils prendront note des absens.

IV. Le poste de la Convention nationale sera renforcé de deux hommes de chaque compagnie; aucun citoyen ne pourra se faire remplacer, ni dans ce service, ni dans tout autre, s'il n'est fonctionnaire public, employé dans des bureaux d'administration, malade ou retenu par quelque autre cause légitime dont il sera tenu de justifier.

V. Tous les citoyens se tiendront prêts à se rendre au premier signal au poste qui leur sera indiqué par le commandant de chaque section.

VI. Jusqu'à ce qu'il ait été légalement nommé un commandant général de la force armée de Paris, le plus ancien commandant de section en remplira les fonctions.

VII. Les assemblées générales de sections seront levées tous les soirs à dix heures; et il en sera fait mention sur le procès-verbal de la séance. Les présidens des sections seront personnellement responsables de l'exécution du présent article.

VIII. Aucun étranger à la section ne sera admis à prendre part à ses délibérations.

IX. Dans le cas où les différentes sections auraient des communications à se faire, leurs commissaires respectifs ne seront admis qu'après avoir justifié des pouvoirs qui leur auront été donnés par l'assemblée générale de leur section.

X. La Convention nationale charge sa commission extraordinaire des douze, de lui présenter incessamment les grandes mesures qui doivent assurer la liberté et la tranquillité publique.

XI. Le présent décret sera envoyé sur-le-champ aux quarante-huit sections de Paris, pour y être de suite solemnellement proclamé.

Digitized by Google

Thirion et Danton ont combattu ce projet. Le premier croyait voir une conspiration dans cet ensemble de moyens disposés pour prévenir une conspiration ; le second croyait voir de la faiblesse dans ces précautions que de mauvais citoyens rendent nécessaires. Vergniaux a prouvé que ce n'était point conspirer que d'ôter aux conspirateurs les moyens de nuire ; et le décret a été adopté.

On a lu ensuite une lettre du maire de Paris à la Convention nationale. (Voyez article *Paris.*)

Après la lecture de cette lettre, Vigée a déclaré que Pache en a écrit une à la commission des 12, où il dit que le peuple de Paris est tellement exaspéré du prix excessif des denrées qu'il croit pouvoir annoncer qu'il se prépare un grand mouvement, et que ce mouvement est très-prochain.

La Convention décrète que les deux lettres du maire de Paris seront imprimées.

Les jurés du tribunal extraordinaire vont être renouvellés, Voici le mode de leur réélection, proposé par le comité de législation et adopté par la Convention nationale.

Le nom de tous les départemens sera mis dans une urne ; il en sera tiré seize au sort ; il sera fait une liste de candidats pris dans ces seize départemens ; elle sera imprimée et distribuée. Il sera procédé ensuite dans la Convention nationale, à l'élection des jurés et des suppléans par scrutin signé. Ces nouveaux jurés entreront en exercice le 15 de juin ; leurs fonctions ne dureront que jusqu'au 15 juillet ; le 15 de chaque mois, il sera procédé à une nouvelle liste de candidats ; les départemens en exercice ne pourront fournir de nouveaux candidats qu'après l'intervalle d'un mois de fonctions.

Les commissaires qui sont à Valenciennes ont annoncé aujourd'hui que nos troupes, cédant à des forces très-supérieures, ont été contraintes de se replier et d'abandonner le camp de Famars.

Séance du samedi 25 mai.

La séance s'est ouverte par la lecture de plusieurs adresses sur la nécessité d'accélérer l'établissement de la constitution et sur les dangers de l'anarchie.

Aubry, au nom du comité de la guerre, a fait adopter un projet de décret sur l'échange des prisonniers. En voici les principales dispositions : Il n'y aura point de tarif pécuniaire pour l'échange des prisonniers. — Aucun officier ne pourra être échangé contre plusieurs hommes. — L'échange se fera d'homme à homme et d'après un état nominatif. — Seront réputés prisonniers ceux seulement qui auront été pris en combattant.

Sur la proposition de son comité des finances, la Convention accorde à la section des Invalides, à titre d'avance, une somme de 40,000 livres pour l'habillement de ses volontaires.

Digitized by Google

Alors une foule de dénonciations se sont élevées contre les fournisseurs. Cambon a dit : Depuis neuf mois nous avons dépensé 551 millions pour l'habillement. Il faut qu'on sache l'emploi de ces sommes. Il faut que le comité de l'examen des marchés fasse enfin son rapport. Marat accuse la faction des hommes d'état de protéger les dilapidateurs. Petit se leve et demande que le premier membre qui se permettra les noms de factieux, de scélérats contre ses collegues, soit à l'instant et par un décret positif, chassé de l'Assemblée. L'Assemblée presqu'entiere adhere à cette proposition. Elle est mise aux voix et décrétée. « Je me moque de vos décrets, reprend Marat, quand ils sont injustes. »

Le rapporteur du comité de l'examen des marchés avait la parole. Il fait lecture de son travail. L'Assemblée en ordonne l'impression.

Des députés de Marseille se présentent à la barre. « Représentans du peuple, dit l'orateur, nous venons vous présenter le vœu, les plaintes des 32 sections de Marseille. L'adresse que nous allons vous lire est authentiquement revêtue de 25,000 signatures. »

Extrait de l'adresse des 32 sections composant la commune de Marseille à la Convention nationale.

« Il est tems enfin de faire tomber ce masque hypocrite et trompeur qui, sous les apparences du patriotisme le plus épuré, couvrait la plus profonde scélératesse. Il est tems de dénoncer à l'opinion publique ces hommes pervers, qui, pour satisfaire une coupable ambition, ou une insatiable cupidité entraîneraient le peuple trop crédule dans le plus affreux précipice, en le caressant ou en feignant de le défendre. »

» Représentans, vous n'avez pas toujours connu le vœu libre des Marseillais. On ne vous en présentait quelquefois que le fantôme, et alors vous les jugiez d'après celui émis par un petit nombre d'anarchistes et de désorganisateurs, qui, comprimant par la terreur l'opinion de la multitude, venaient à bout de faire sanctionner les volontés suprêmes qu'ils osaient lui dicter. »

» Instruits par les papiers publics de l'envoi de deux commissaires nationaux dans le département des Bouches-du-Rhône ; nous les attendions comme des anges tutélaires... Vos commissaires à leur arrivée à Marseille, ne s'entourerent que de factieux et de désorganisateurs.... »

» En visitant la plupart de nos sections, ils ont dit dans quelques-unes que le dépôt de la famille des Bourbons était le triomphe le plus complet que la montagne ait pu remporter sur la plaine, et qu'il était pour les Marseillais le témoignage de confiance le plus glorieux. Dans d'autres ils ont assuré que ce dépôt n'était qu'une pomme de discorde qu'on avait voulu jetter parmi nous, et que ce funeste lot ne nous

Digitized by Google

avait été départi que par le courroux de la plaine. Que conclure de ces étranges contradictions, si on les rapproche de l'éloge pompeux qu'ils avaient fait de la famille Égalité, le 30 mars dernier, à la tribune de la société républicaine, époque à laquelle le décret contre cette famille n'était point encore rendu? Dans toutes les sections ils ont essayé d'élever un mur de séparation qui, en divisant les citoyens, ne pouvait produire d'autres effets que de fomenter les haines, d'allumer la guerre civile.

» Ils ont souffert que Pâris, président du département, qui les accompagnait dans cette visite, prêchât en leur présence et dans les sections, une croisade contre les propriétés.

» Marseille ne doit qu'à la sagesse de ses citoyens, leur respect pour les autorités, à leur défiance contre les insinuations perfides dont ils ont été trop souvent les dupes, d'avoir étouffé dans son sein le germe de la discorde, que les discours incendiaires de vos commissaires tendaient à faire naître. Que n'ont-ils pas fait pour la provoquer dans la ville d'Aix, où, après avoir défendu la réunion des citoyens dans les sections, ils ont ordonné le désarmement et l'arrestation de tous les citoyens d'une section, et même, en cas de résistance, de les conduire à Marseille. Dans notre ville, un grand nombre de patriotes, victimes d'animosités personnelles, avaient été confondus avec les citoyens suspects, et désarmés arbitrairement; par un abus plus inconcevable encore, ils avaient été autorisés à se réarmer aux conditions d'une contribution aussi injuste que vexatoire. Ces actes oppressifs furent dénoncés à vos commissaires; ils avaient promis le redressement de ces griefs, et cependant ils sont partis sans procurer aucune réparation à de bons citoyens si honteusement vexés.

» Tandis qu'ils ordonnaient dans le département des Bouches-du-Rhône une levée de six mille hommes pour les placer sur les frontières des deux départemens voisins, sous prétexte de préserver le premier de dissentions intestines, ils faisaient avancer du département de la Drôme des volontaires nationaux pour la défense de nos côtes. Si cette substitution de force armée d'un département à l'autre ne cache pas des intentions perfides, au moins elle est une preuve évidente de la plus complette incapacité et d'une prodigalité inouie et sans objets, des finances de la République.

» Représentans, des commissaires sortis de votre sein avec des pouvoirs illimités, doivent être responsables de toutes leurs actions, et les Marseillais ne font aucune différence entre les traîtres et les mandataires infideles. Nous vous demandons justice contre eux. Nous la demandons aussi contre les ministres prévaricateurs qui ont ou dilapidé le trésor national, ou par une inepte coupable, laissé au dépourvu nos armées et nos arsenaux.

» Représentans,

Digitized by Google

» Représentans, le bon peuple de Marseille, éclairé sur ses vrais intérêts, ne compose plus qu'une famille de freres; il ne reconnaît ni *montagne*, ni *plaine*; ni *côté droit*, ni *côté gauche* parmi vous. Ceux-là seuls recueilleront les bénédictions du peuple souverain qui lui donneront une constitution républicaine, fondée sur les bases immuables de la justice, de la liberté et de l'égalité. Occupez-vous sans relâche de son bonheur. Jurons, mais jurons ensemble de confondre tous les intrigans et les traîtres. Comptez que nous exterminerons sans miséricorde quiconque serait assez audacieux pour porter des mains parricides sur nos législateurs, ou pour attenter à la représentation nationale. Depuis quatre ans nous combattons pour la liberté, nous saurons mourir pour elle. »

L'Assemblée décrete l'impression, l'envoi, et l'affiche de cette pétition.

La section des Arcis amene son contingent. Elle demande une loi qui défende aux clubs et sociétés populaires toute correspondance collective et tout acte de corporation. Cette pétition ayant donné lieu à des observations sur les principes de la liberté et de la communication des pensées et de l'inviolabilité de la presse, la Convention a, d'une résolution unanime, cassé les arrêtés des commissaires qui ont défendu l'entrée des journaux dans plusieurs départemens.

Une députation du conseil-général de la commune de Paris, vient demander que la pétition de la section de la Fraternité, dans laquelle on a dénoncé d'affreux complots, soit renvoyée à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire pour en punir les coupables, ou les calomniateurs. Le conseil-général se plaint de l'arrestation du substitut du procureur de la commune, Hébert, détenu par ordre de la commission des 12 et demande sa liberté ou son prompt jugement.

Au milieu des débats tumultueux qu'ont excités cette pétition et la réponse du président, un adjudant de Lamarliere, paraît à la barre et annonce une victoire complette; des lettres de Parthenay et du commissaire d'Artigoyte annoncent aussi un avantage remporté sur les rebelles.

Séance du dimanche 26 mai.

La Convention décrete, sur le rapport du comité des finances, que la trésorerie nationale fournira, à titre de prêt, et en se conformant, pour la sûreté du remboursement, au décret du 13 de ce mois, sur les cautionnemens, à la section des Gravilliers, la somme de 180,000 liv.; à celle du Finistere, 60,000 liv.; à la section de Bon-Conseil, 150,000 liv., et à celle de l'Unité 180,000 liv.

Le général Destournelles, prévenu de trahison, pour avoir évacué le pays des Deux-Ponts, avait été mis en état d'arrestation, traduit à Paris, et l'examen de sa conduite avait été renvoyé aux comités réunis de la guerre et de sûreté générale.

Digitized by Google

Il résulte de ses réponses dans son interrogatoire et des pieces produites à l'appui, qu'il n'a agi qu'en vertu des ordres exprès du général Pully, commandant de division de l'armée de la Moselle. En conséquence, la Convention nationale a décrété qu'il n'y a lieu à aucune accusation contre le général Destournelles, et qu'il sera mis sur-le-champ en liberté.

Les mêmes comités avaient été chargés d'examiner la conduite du général Ligneville, prévenu d'avoir abandonné, sans ordre, le revers des Vosges et négligé de donner à Custines un secours nécessaire. Il est prouvé qu'il n'a rien fait que par les ordres de Beurnonville. Mais la Convention a chargé ses comités de la guerre et de sûreté générale d'examiner si Ligneville, étant sous les ordres d'un général en chef, a du obéir à ceux du ministre Beurnonville.

Le ministre de la marine annonce que quantité d'émigrés se rendent dans nos colonies pour y opérer une contre-révolution. Il prie l'Assemblée de prendre de promptes mesures pour s'opposer à ces perfides projets. Renvoyé au comité de la marine.

Des lettres des départemens de l'ouest, voisins de la Vendée, annoncent les bonnes dispositions des habitans de ces départemens, qui tous déplorent les erreurs de leurs freres égarés, et qui s'empressent de fournir leur contingent pour combattre les contre-révolutionnaires.

On donne lecture d'une adresse des administrateurs du département de l'Arriége. Quoique le prix des subsistances y soit porté à un taux excessif, les propriétés y sont toujours respectées. Dans ce moment, le département est occupé à lever un contingent supplémentaire. « Les Espagnols, ajoutent les administrateurs, menacent notre territoire; mais nous sommes bien disposés à les repousser, dussions-nous les combattre avec les ossemens de nos freres morts. »

Le comité de législation a proposé de traduire devant le tribunal révolutionnaire de Paris les révoltés du camp de Jalès, dont on instruit le procès dans le département de l'Ardêche. Thuriot s'y est opposé : il a dit que chaque jour on arrête de nouveaux conspirateurs qu'il faut confronter à ceux dont le procès est instruit; que la translation des accusés à Paris entraînerait des lenteurs interminables. Il a demandé que les jugemens du tribunal criminel de l'Ardêche, relatifs à cette conspiration, ne fussent point sujets à la cassation. Cette proposition a été adoptée.

Un membre du comité de législation a fait un rapport sur l'arrestation de cinq citoyens de la section de l'Unité, en vertu d'ordre du *comité*, dit *révolutionnaire*, de cette section. Le crime de ces détenus est d'avoir parlé contre Robespierre et Marat. Le comité a proposé, 1°. de décréter que les scellés apposés chez ces citoyens seront levés, et qu'ils seront mis en liberté; 2°. de casser le *comité révolutionnaire* de la section

Digitized by Google

de l'Unité ; 3°. d'ordonner aux comités des sections de se borner aux pouvoirs que la loi leur attribue sur les étrangers ; 4°. de défendre à tout comité de prendre le titre de *comité révolutionnaire* ; 5°. de charger le ministre de l'intérieur de vérifier si les comités sont tous institués, et opèrent tous selon la loi.

Ce projet de décret a été adopté.

La section du Mail vient annoncer à la Convention, qu'en exécution de son décret, elle a déposé le registre de ses délibérations entre les mains de la commission des douze. On y verra, dit l'orateur, que la section du Mail a constamment obéi aux lois, et a toujours résisté aux efforts des désorganisateurs. L'impression de cette adresse est décrétée.

Une députation de la section Montmartre se présente pour demander l'élargissement d'Hébert et la suppression du comité des douze, qu'elle qualifie de contre-révolutionnaire. Elle annonce qu'elle a arrêté de ne point communiquer ses registres à ce comité. On murmure dans une partie de l'Assemblée, on applaudit dans les tribunes, et les pétitionnaires obtiennent les honneurs de la séance.

Bientôt après, les députés de seize sections de Paris viennent réclamer la liberté d'Hébert. Legendre veut convertir leur demande en motion. Deux décrets lui refusent la parole. Le tumulte s'accroît, et le président leve la séance.

Nota. Dans le cours de cette séance le décret suivant a été rendu sur la proposition de Barrere.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de salut public, décrete :

Art. I. Les armées du Nord et des Ardennes seront subordonnées au même général en chef. Il en sera de même des armées de la Moselle et du Rhin, ainsi que de celle des Alpes et d'Italie, et de celles des Pyrénées orientales et occidentales.

II. L'armée des côtes de Cherbourg, qui par le décret du 30 avril s'étendait jusqu'à l'Anthie, sera réduite, depuis Saint-Malo exclusivement, jusqu'au département de la Seine inférieure inclusivement, et le département de la Somme qui est l'entrepôt des magasins de l'armée du Nord, fera partie de ladite armée.

III. La Convention nationale approuve la nomination faite par le conseil exécutif provisoire, le 20 de ce mois, du général Kellermann pour commander en chef les deux armées des Alpes et d'Italie, et du général Brunet pour commander celle d'Italie ; lequel général Brunet sera autorisé, par le général en chef, à prendre de lui-même toutes les mesures que la sûreté des places maritimes, ainsi que celle de ses derrieres, pourraient exiger.

Séance du lundi 26 mai.

Le ministre de la guerre, Bouchotte, donne sa démission. Renvoyé au comité de salut public.

Digitized by Google

Une lettre du général Lamarliere donne de nouveaux détails sur l'affaire qui a eu lieu le 24; les retranchemens que nous avons enlevés à l'ennemi sont au nombre de trois; au lieu de 300 prisonniers, nous en avons fait 400, dont 58 blessés. J'ai vu, dit Lamarliere, les braves soldats du sixieme régiment porter généreusement sur leurs épaules leurs ennemis vaincus, et les déposer avec la plus touchante humanité dans les hôpitaux, où on leur prodigue tous les soins. Cette nuit, je dois faire une nouvelle attaque qui, sans être aussi brillante que la premiere, n'en est pas moins importante.

Le maire de Paris écrit à la Convention, que c'est mal-à-propos que la commission des douze a déclaré avoir reçu de lui un rapport sur la situation de Paris dans lequel il disait expressément qu'il y aurait dans peu un soulevement occasionné par la cherté des denrées de premiere nécessité. Le maire observe qu'il a seulement dit que des propos vagues et insignifians tenus dans des grouppes, semblaient faire craindre quelques mouvemens.

On demande la lecture de ce rapport. En voici l'extrait: « La différence des opinions et l'agitation qui en est la suite nécessaire, ne présente encore rien d'inquiétant. La désunion de quelques membres de la Convention d'un côté, l'excessive cherté des vivres de l'autre, sont les principales causes de la fermentation du peuple qui se lasse de se plaindre à demi-voix et qui finirait par se débander, si la Convention n'apportait les plus prompts remedes à ses maux; et on ne peut se dissimuler que le soulevement ne soit inévitable et très-prochain, si on ne prend les mesures les plus efficaces pour le soulagement du peuple. »

Plusieurs membres font remarquer la contradiction qui existe entre ces deux pieces.

Vigée prend la parole. Le maire, dit-il, ne nous annonce pas que ce rapport ne soit autre chose que ce qui se dit dans les grouppes et dans les cafés; ce n'est pas cela non plus que la Convention lui demande. Au reste, la Convention peut-elle faire que le pain se vende au-dessous de trois sous la livre? On connaîtra l'intention du maire de Paris par ce qu'il nous dit dans son rapport d'aujourd'hui: « Les deux partis sont très-prononcés et l'explosion est prête à éclater. »

Le Vasseur croit en donner l'explication en s'écriant qu'il y a effectivement deux partis bien prononcés dans Paris, celui des patriotes et celui des aristocrates dont il prétend que les hommes d'état sont les complices ou les dupes.

On a cherché, dit Marat, à tromper le peuple en lui faisant croire qu'il existait un complot pour assassiner les hommes d'état. La preuve que ce complot n'a jamais existé, c'est que pas un de vous n'a reçu une égratignure. Je demande que cette commission des 12 soit supprimée, comme ennemie de la liberté et comme tendante à provoquer l'insurrection du

Digitized by Google

peuple, qui n'est que trop prochaine, par la négligence avec laquelle vous avez laissé porter les denrées à un prix excessif.

Après quelques débats, l'Assemblée passe à l'ordre du jour et décrete l'impression et l'affiche de la lettre du maire de Paris.

On a procédé au tirage des départemens qui devront fournir les jurés du tribunal révolutionnaire. Le sort a désigné les départemens suivans : les Hautes-Pyrennées, la Gironde, l'Aveiron, les Basses-Alpes, Maine et Loire, la Correze, la Sarthe, Eure et Loire, la Charente inférieure, l'Ille et Vilaine, la Lozere et l'Isere. Les départemens de la Nievre, de l'Ain, de la Haute-Saone et de la Mayenne fourniront les suppléans jurés.

L'Assemblée avait repris la discussion sur la constitution, lorsqu'une députation de la section de la Cité se présente à la barre, précédée d'une pique surmontée d'un bonnet rouge et d'un crêpe funebre.

« Nous réclamons, dit l'orateur, contre le despotisme de votre commission des 12 qui a fait enlever nuitamment le président de notre section et deux secrétaires. Révoquez un acte de tyrannie pire que les anciennes lettres-de-cachet. Cassez la commission des 12 et ordonnez la tradition de ses membres pardevant le tribunal révolutionnaire. Le tems des plaintes est passé ; il s'agit de venger la liberté outragée ; le peuple vous accorde la priorité : si vous n'en usez pas, nous seront dans la nécessité de la venger nous-mêmes. »

Le président a répondu à l'orateur : Citoyens, la Convention nationale pardonne à l'égarement de votre jeunesse.... (C'est un jeune homme qui avait porté la parole.) Isnard, interrompu par de violentes huées, est obligé de se couvrir ; le calme rétabli, il poursuit sa réponse. Des murmures s'élevent à chaque phrase qu'il prononce. Il rappellait aux pétitionnaires que la liberté ne peut exister sans l'obéissance aux lois. Il leur disait : n'oubliez jamais que la tyrannie, soit qu'elle habite un palais ou un souterrain, qu'elle se présente couronnée d'un diadême ou d'un bonnet, qu'elle soit couverte de dorure ou sans culotte, est toujours la tyrannie. Les Français n'en veulent d'aucune espece. Cette volonté s'accomplira, et aucune portion du peuple ne pourra influencer les délibérations de la Convention.

De longues clameurs succedent à cette réponse d'Isnard. Robespierre l'aîné monte à la tribune. D'un côté on s'oppose à ce qu'il soit entendu, de l'autre on insiste pour qu'il ait la parole. Plusieurs propositions se succedent dans le tumulte.

Charlier veut motiver le décret d'accusation contre les membres de la commission des douze.

Vergniaux demande la convocation des assemblées primaires. L'Assemblée presqu'entiere se leve spontanément en signe d'adhésion à cette derniere proposition qui n'a pourtant aucune suite.

Digitized by Google

La parole est encore refusé à Robespierre. Les membres de la minorité se portent au bureau pour s'inscrire contre cette décision et réclamer l'appel nominal. Nouveau tumulte pendant lequel la proposition faite de destituer le président et de l'envoyer à l'Abbaye est soutenue par les cris des tribunes.

Plusieurs membres demandent la parole ; elle leur est successivement donnée par décret, mais inutilement ; les réclamans s'opposent à ce qu'ils soient entendus, de préférence à Robespierre.

Fatigué d'un tumulte qu'il ne peut parvenir à faire cesser, le président déclare qu'il va instruire la France entière de ce qui se passe : écrivez au nom de tous, lui crie-t-on, le président écrit. Une foule du côté gauche se précipite autour du bureau et en disperse les papiers ; on se menace, le désosdre va toujours croissant ; on veut arracher au président son écrit, il le met dans sa poche. Un bruit considérable se fait entendre à une des portes de la salle, plusieurs membres se plaignent qu'on cherche à forcer les consignes. Un secrétaire se présente pour faire l'appel nominal. Les membres de la droite demandent que la séance soit levée. Lacroix, d'Eure et Loire, veut que l'appel nominal soit fait par un autre que Peniere. « Je vous le déclare, dit Danton, en s'adressant au côté droit, tant d'impudence commence à nous peser, nous vous résisterons. » Oui, oui, s'écrient tous les membres de l'extrémité gauche. On demande que la déclaration de Danton soit consignée dans le procès-verbal. Décrété. Enfin l'appel nominal commence.

Il est interrompu par les réclamations de plusieurs membres qui se plaignent de ce que les corridors sont obstrués par des citoyens qui s'opposent à ce que des députés sortent : l'Assemblée est indignée de cette violation. Barrere déclare qu'un bataillon armé vient d'arriver ; il demande que le commandant soit appellé à la barre pour exhiber l'ordre qu'il a reçu. Chambon, au contraire, demande que la Convention décrete que ce bataillon a bien mérité de la patrie. Le commandant paraît à la barre : il fait lecture des ordres qu'il a reçus, puis il dit ; J'étais à mon poste, un adjudant est venu me dire de me rendre à la Convention, dont les membres étaient menacés. J'ai marché ; si j'ai fait une faute, punissez-moi. Arrivé ici, le commandant de ce poste m'a demandé des hommes pour faire évacuer les couloirs. J'exécutai cet ordre ; Marat, que je ne connaissais pas, s'est présenté à moi avec un ordre bien supérieur, un pistolet à la main : il m'a demandé mes ordres ; je lui ai dit que je ne les montrerais qu'au président, et que je ne le connaissais pas. Alors Marat a dit que je le connaîtrais dans dix minutes, et il m'a mis en état d'arrestation. Marat prétend que le commandant en a menti impunément. Le commandant est admis aux honneurs de la séance.

Digitized by Google

Le ministre de l'intérieur qui était venu sans être appellé, prend la parole : Tout ce qui arrive, dit-il, a, pour premiere cause, le bruit qui s'est répandu qu'un grand complot avait été formé à la mairie pour faire arrêter 22 membres de la Convention. Il assure que les assemblées composées d'un commissaire du comité révolutionnaire de chaque section, n'avaient pour objet que de prendre des mesures contre les personnes suspectes, et lever une contribution forcée sur les riches; que dans la seconde de ces assemblées, où le maire ne se trouvait pas, des propositions atroces furent faites, mais qu'elles furent ajournées avec une forte improbation de tous les membres de l'Assemblée; que le lendemain le maire présida, et que les mêmes motions ayant été renouvellées, il fit sentir avec tant de force combien elles étaient criminelles et témoigna tant d'indignation que tous les membres du comité les regarderent avec la même horreur.

Garat ajoute que ce sont quelques membres de la Convention qui sont la cause des dissensions qui existent entre la Commune et la Convention, et cela sans mauvaise intention de la part de la Commune; la cause vient de ce que la Convention a investi, pour ainsi dire, les corps administratifs de la puissance souveraine, en consacrant les dispositions contenues dans l'arrêté du département de l'Hérault. — Une autre cause de mouvement, c'est l'arrestation d'Hébert, substitut du procureur de la commune, que la commission des douze a fait emprisonner à raison de quelques feuilles du *pere Duchesne*. Le ministre ne les connaît pas, mais il a horreur de tous les écrits qui ne prêchent pas la raison et la morale dans le langage qui leur convient. Il ne sera jamais l'apologiste de ceux qui inspirent au peuple la soif du sang. — David interrompt, en criant: *C'est Brissot, c'est Gorsas.* Plusieurs membres de la droite : *C'est Marat.* — Le ministre continue, et après avoir fait sentir qu'il est de l'intérêt de tous, de l'intérêt de la République que la Convention délibere avec calme et liberté : après avoir fait l'éloge de Pache, il termine en disant qu'il s'est convaincu, en interrogeant les sentimens secrets de quelques membres de la commission des douze, qu'ils ont l'imagination frappée d'une terreur panique; il proteste de son estime pour eux, et proteste que la Convention n'a aucun danger à courir; si elle en avait, il propose que la Convention, précédée des autorités constituées, se porte au lieu des rassemblemens; et s'il y a quelque péril, il sera le premier à le braver.

Danton demande à faire une interpellation au ministre; cette interpellation lui était personnelle : enfin, après quelques débats, il est décrété que le rapport fait de vive voix par le ministre sera rédigé par écrit, et signé de lui, pour être inséré dans le bulletin.

Le maire parle à son tour, et après avoir répété que le complot n'est qu'imaginaire, que les mouvemens dans Paris

Digitized by Google

n'ont recommencé que lorsque la commission des douze a fait des arrestations, il déclare qu'il a reçu le matin une lettre du commandant général provisoire, portant l'ordre qui avait été donné par la commission des douze aux sections de la Butte-des-moulins, de 1792 et du Mail de tenir trois cents hommes prêts. Il prie la Convention d'ordonner aux troupes qui sont aux environs de la salle de faire seulement des patrouilles; il la prie aussi d'admettre plusieurs députations qui viennent demander la liberté de quelques citoyens détenus.

Hérault-Sechelles prend le fauteuil : une députation de 28 sections vient demander l'élargissement d'Hébert et la cassation de la commission des douze ; on convertit cette demande en motion. Des réclamations se font entendre ; mais le décret, mis aux voix au milieu du plus grand tumulte et d'une foule d'étrangers et de pétitionnaires qui s'étaient introduits dans la salle, est adopté, malgré les protestations d'un grand nombre de membres. — La séance est levée à minuit.

Notice des deux séances subséquentes.

Mardi 28, Osselin présente la réduction du décret rendu la veille qui prononce la cassation de la commission des 12 et l'élargissement d'Hébert. — Lanjuinais soutient, ainsi que plusieurs autres membres que le décret n'a pas été rendu en pleine liberté ; que par conséquent il n'existe pas et que dans le cas où l'Assemblée déclarerait qu'il a été rendu, le rapport en soit mis aux voix. Cette demande éveille de nouveau toutes les passions. Après de longs débats, il est décrété à l'unanimité qu'on procédera à l'appel nominal sur la question de savoir si le décret sera rapporté oui ou non. Le président proclame le résultat de l'appel nominal. Sur 517 votans, 279 ont voté pour le rapport du décret. Le rapport est prononcé. — Allons dans nos sections, s'écrient les tribunes. — Danton déclare que si la commission continue l'exercice de son pouvoir tyrannique, on saura la surpasser en énergie, en audace et en vigueur révolutionnaire. (Vifs applaudissemens d'une partie de l'Assemblée et des tribunes.)

Marat veut que le canon d'alarme soit tiré aujourd'hui. — Quelques citoyens des tribunes : *Fermez les barrières.* — Long tumulte ; le président se couvre, et le calme se rétablit. — Rabaud-Saint-Etienne veut parler au nom de la commission des douze ; on lui refuse la parole. Cependant il parvient à se faire entendre il propose l'élargissement provisoire d'Hébert et annonce la démission de la commission des douze. — L'élargissement est décrété, et la démission acceptée. Cependant on la charge de faire imprimer et distribuer son rapport sur toutes ses opérations.

On assure, dit Bazire, qu'un grand nombre de membres ont écrit dans leur département pour les engager à convoquer les assemblées primaires. Il demande que tous les membres

Digitized by Google

affirment par serment qu'il n'en est rien. Tous les députés se levent par un mouvement spontanée, en criant : nous le jurons. — Une pétition de la section des Gardes-Françaises devient le sujet des plus violens débats ; elle était conçue dans le sens de celles des sections de la Fraternité, des Tuileries, de la Butte-des-Moulins. — Suivant le rapport fait par Cambon, sur l'état de nos armées, celle du Nord a abandonné le camp de Famars. Valenciennes est investi ; mais la garnison est forte et les munitions abondantes : Custines doit y arriver incessamment. — L'armée des Alpes a remporté un avantage sur les Piémontais. Celle d'Italie occupe des positions avantageuses. — Dans les Pyrénées orientales, l'armée a quitté, repris et quitté de nouveau son camp ; elle s'est retirée du côté de Perpignan. — Du côté de Nantes, les révoltés sont presque entièrement dissipés ; les communes rentrent dans leur devoir. — Cambon termine en annonçant un prochain rapport du comité de salut public, propre à ramener le calme dans la Convention.

Mercredi 29. Un député des Pyrénées orientales expose l'état de faiblesse où se trouve l'armée de la République, qui n'a à opposer à 20,000 Espagnols, qui sont déja sur notre territoire, que trois bataillons de ligne et quelques bataillons de volontaires. — Cambon assure qu'il y a actuellement 21,000 hommes sur cette partie de nos frontieres.

Une députation de l'Ain réclame contre la détention de 500 personnes, ordonnée par les commissaires Amar et Merlinot.

Des dépêches du général Chalbos, datées de Niort, annoncent qu'il a été obligé d'évacuer Fontenai et la Chataigneraye, attaqués par une foule de brigands et de rebelles ; il s'est replié sur Niort. Une partie de la gendarmerie à cheval est la cause de cette retraite, elle a fui lâchement et a rompu et foulé au pied les bataillons de volontaires qui ont fait des prodiges de valeur, ainsi que les hussards commandés par le général Menou. — Les gendarmes qui ont fui seront dégradés, renvoyés à leurs municipalités et déclarés infâmes.

La Convention charge le comité de salut public de s'adjoindre une commission de cinq membres, pour présenter sous huit jours les articles principaux de la constitution qu'il est important de fixer promptement.

Barrere assure que les forces qui environnent les rebelles sont de 29,400 hommes et 81 pieces de canon, et que celles qui s'organisent à Bourges et à Orléans formeront un total de 60,000 hommes.

Digitized by Google

PARIS, *le 30 mai 1793.*

L'existence du projet d'attenter à la liberté, et même à la vie de plusieurs représentans du peuple, dont la commission des douze était chargée de poursuivre les auteurs, devient de plus en plus problématique au milieu du choc des passions les plus furieuses, qui tour à tour affirment et nient avec la même confiance. En attendant le rapport que doit publier la commission des douze, les renseignemens et les pièces justificatives qui doivent l'accompagner, nous nous bornerons à tracer la conduite des autorités constituées de Paris, du moment qu'elles ont été instruites de la dénonciation faite par la section de la Fraternité. Nous commencerons d'abord par les lettres du maire.

Lettre du maire de Paris au citoyen président de la Convention nationale.

« La section de la Fraternité s'est présentée hier à la barre pour dénoncer *un complot* formé contre la représentation nationale, quoiqu'elle eût dû savoir qu'il n'y a point eu de *complot* formé ; je dois rétablir les faits, et je vous prie de les présenter à la Convention nationale.

» Après le mouvement *très-contre-révolutionnaire*, par lequel on voulait arrêter, et on a retardé en effet l'enrôlement pour la Vendée, l'administration de police a pensé qu'il lui serait utile, 1°. de connaître les individus qui dans les différentes sections s'opposent le plus constamment à la marche de la révolution, afin de pouvoir les faire surveiller, et d'être ainsi en état de les faire arrêter avant la consommation du mal ; 2°. d'avoir une maison d'arrêt, dans laquelle on pût les placer dans le cas où un second rassemblement exigerait des arrestations aussi nombreuses que le premier, parce que la maison de la mairie ne peut les recevoir sans gêner les autres services.

» L'administration de police a pensé que le moyen le plus convenable pour se procurer la connaissance qu'elle désirait, était de s'adresser aux comités révolutionnaires des sections, avec invitation, ainsi qu'il se pratique en semblables occasions, de lui envoyer, à une heure convenue, un de ses commissaires. J'ai adhéré à cette proposition dont on m'a fait part, et les lettres de convocation ont été expédiées.

» Des commissaires de ces comités de surveillance des sections sont ainsi venus à la mairie. Je me suis rendu au milieu d'eux avec les administrateurs de police. L'objet de la convocation a été expliqué, savoir : la remise des notes indicatives des hommes les plus suspects qui habitent leurs sections. Il s'est établi une discussion sur le mot *suspect*, et les commis-

Digitized by Google

saires sont en général convenus d'apporter eux-mêmes ces notes ou listes sous le cachet du comité ; ce qui a donné lieu à une seconde réunion à laquelle je n'ai pu assister.

» Dans celles-ci, il y a eu de nouvelles observations sur les listes, et l'on est convenu que ceux qui n'en avaient point fourni, et qui voudraient en fournir, les apporteraient le lendemain.

» Il en est résulté une troisieme réunion, dans laquelle, selon ce qui m'a été dit, sur l'observation du petit nombre de listes, on a témoigné peu de confiance dans quelques membres de l'administration de police : la discussion s'est animée, et a conduit à dépasser toutes mesures ; on a d'abord fait la motion de ne point se borner à remettre des notes, mais de mettre en état d'arrestation les gens suspects, sans attendre qu'ils provoquassent par un nouveau mouvement, afin qu'ils servissent d'ôtages contre nos malheurs ; et ensuite de comprendre dans la même arrestation ceux des membres de la Convention nationale, qui passent pour méconnaître les intérêts et les droits du peuple ; et enfin l'on est arrivé à ce point d'énoncer qu'au lieu de l'arrestation, il fallait détruire tous ceux que l'on regarde comme des traîtres : les oppositions ont donné lieu à de violens débats ; on s'est séparé vers les onze heures et demie, en s'ajournant au lendemain.

» Les administrateurs de police m'en ayant rendu compte le lendemain, j'ai disposé les occupations de ma journée de manière à me trouver le soir à la conférence. Un des commissaires ayant rappelé ce qui s'était passé dans la séance précédente ; 1°. discussion sur les listes ; 2°. exécution des arrestations, on a délibéré sur le premier objet. Après quelques explications, j'ai passé au second, et je n'ai point eu de peine à faire sentir combien toute idée de ce genre devait être repoussée. Il n'y a eu qu'une voix à ce sujet, et les commissaires, après s'être communiqués quelques détails sur des hommes suspects, se sont retirés tranquillement.

» J'ai exposé les faits, je dois présenter quelques réflexions : c'est que le lieu où la motion a été faite ; les officiers qui présidaient à la conférence ; les hommes dont la réunion formait cette conférence, précédemment choisis par leurs sections, pour une fonction importante et de surveillance ; la circonstance qu'ils ne se connaissaient point entr'eux, et qu'ils se voyaient la plupart pour la premiere fois ; la divergence dans les opinions ; l'opposition qui s'est manifestée et a prolongé la séance au-delà de l'heure ordinaire ; la prompte et multiple dénonciation qui a été faite de cette motion ; tout prouve qu'il n'y a point de plan, point de conspirations.

» J'ajouterai que depuis que je suis à la mairie, où j'ai eu

Digitized by Google

de grandes inquiétudes sur d'autres objets, je n'en ai jamais eu sur la sûreté personnelle des membres de la Convention, et que tous les avis propres à en donner, qui me sont arrivés directement ou indirectement, paraissent venir de gens qui sont, par tempérament ou par circonstances, livrés aux terreurs paniques, ou qui ont intérêt d'en répandre.

» Enfin, je dirai que cette habitude répandue jusques dans les sections, qui serait ridicule si elle n'était horrible, de se servir à tout propos d'expressions les plus exagérées de scélératesse et de carnage; celle de se présenter sous le couteau, ou de menacer, n'a point heureusement porté, jusqu'à ce moment, ses effets désastreux au-delà du langage et de l'imagination; le cœur est encore humain et sensible. J'en appelle à l'expérience: au milieu de toutes ces convulsions qui feraient craindre à ceux qui les voient ou qui les lisent, les plus sanglans événemens; malgré toutes ces armes dont chacun s'hérisse à l'envi, Paris ne présente pas plus d'accidens qu'il n'en a jamais présentés. Je termine ce récit des faits, et les observations qu'il amene sur l'état de Paris, par assurer que, si quelques membres de la Convention nationale veulent bien oublier des haines, et laisser l'assemblée s'occuper du grand objet de la constitution, il n'y a pas de ville où elle puisse être plus respectée, et les personnes des députés plus en sûreté qu'à Paris.»

Signé, PACHE, ce 24 mai, l'an deuxieme de la République.

Copie du rapport du maire de Paris, envoyé à la commission extraordinaire des douze. Feuille des rapports et déclaration faite au bureau de surveillance à la mairie, du 23 au 24 mai.

« La différence des opinions et l'agitation qui en est la suite nécessaire, ne présentent encore rien d'inquiétant. La désunion de quelques membres de la Convention, d'un côté; l'excessive cherté des vivres de l'autre, sont les principales causes de la fermentation du peuple, qui se lasse de se plaindre à demi-voix, et qui finirait par se débander, si la Convention n'apportait les plus prompts remedes à ses maux; et on ne peut se dissimuler que le soulevement soit inévitable et très-prochain, si on ne prend les mesures les plus efficaces pour le soulagement du peuple.

» La lenteur du recrutement est due, en majeure partie, aux scélérats qui ont égaré les hommes de bonne volonté, en leur inspirant de la méfiance. Ce moyen n'a cependant pas réussi, puisque les volontaires assemblés, hier 23, sur la place des Piques, pour leur départ, répondaient aux monstres qui se mêlaient dans leurs rangs pour les décourager: *nous partons pour nous battre et exterminer les traîtres.*

» On murmure de ce que les volontaires casernés à l'Ecole-Militaire, depuis cinq semaines, et tout habillés, ne soient point encore armés et partis.

Digitized by Google

» Les agioteurs et les marchands d'argent commencent à reparaître, mais on les surveille.

» On a vu plusieurs volontaires enrôlés nouvellement, vendre leurs souliers, guêtres, bas et chemises, ce qui ferait présumer l'intention de ne pas partir. On desirerait un arrêté de la commune, qui interdît à tout marchand la faculté d'acheter d'un volontaire quoi que ce soit de son équipement.

» L'arrêté de la section des Champs-Elisées, tendant à dissoudre les autorités constituées, a généralement été reçu avec indignation par les autres sections; la motion d'un membre de la Convention, tendante à casser la municipalité et mettre le maire en état d'arrestation, a éprouvé le même sort. »

Certifié pour copie conforme. *Signé*, LAFOSSE.

Lettre du maire de Paris à la Convention.

Paris, le 27 mai.

« J'ai appris que le comité des douze, dans la séance d'hier, avait annoncé que j'avais *déclaré le matin* qu'il y aurait *sous peu un soulevement dans Paris*. Je n'ai point fait une pareille déclaration au comité, où je n'ai point été hier matin, et auquel je n'ai pas écrit. On a cependant fait imprimer ce rapport avec ma lettre, qui est contradictoire. Je demande que la vérité soit connue. Chaque jour j'envoie au conseil exécutif, au ministre de l'intérieur, au comité de salut public, les rapports qui sont faits à l'administration de police par les préposés : ils consistent en propos tenus dans des groupes, cafés et autres endroits publics. La plupart sont vagues, insignifians, et n'ont aucun fondement; mais pour faire connaître l'opinion et l'état de Paris, je les envoie tels qu'ils me sont donnés. Le comité des douze m'a fait demander un pareil extrait, et je le lui fais parvenir. C'est sans doute les propos contenus dans cet extrait, que le comité m'a attribués et a fait passer à la Convention comme mon sentiment et ma déclaration. J'attends de sa justice et de son impartialité, qu'il expliquera l'erreur dans laquelle il est tombé involontairement. Pour moi, je crois de mon devoir de la relever, et je tiens à l'opinion que j'ai émise dans ma lettre d'hier, c'est qu'il n'y avait rien à craindre. J'avais tout prévu, tout examiné, et j'aurais tout arrêté s'il y avait eu quelque danger. Je crois fortement que, si quelques mesures peuvent en faire naître, ce sont celles que l'on prend d'inspirer une grande terreur, de recevoir des délations d'hommes peut-être interessés à les faire, d'arrêter des journalistes, etc.

» Puisse-t-on d'ailleurs, par ces moyens, servir la République et non des haines personnelles. » *Signé*, PACHE.

Dès que le conseil-général de la commune eut connaissance de la dénonciation faite par la section de la Fraternité, il

Digitized by Google

prit, le 23, sur le requisitoire de son procureur, l'arrêté suivant :

Le conseil-général, instruit qu'une députation de la section de la Fraternité a dénoncé à la Convention nationale un complot affreux, tendant à faire égorger des représentans du peuple, et faire dire ensuite qu'ils avaient émigré;

Considérant qu'il est instant de faire arrêter sur-le-champ les auteurs de complots aussi abominables ;

Invite les rédacteurs et porteurs de cette adresse à venir lui donner les renseignemens nécessaires, pour qu'il puisse découvrir les traîtres, et les livrer dès ce soir aux tribunaux. — Il faut observer qu'à cette époque le conseil de la commune n'ignorait pas que la Convention s'occupait de la recherche des auteurs du complot dénoncé.

L'arrêté du conseil ayant été porté à la section de la Fraternité par une ordonnance, elle y fit la réponse suivante :

« Lecture faite de l'arrêté du conseil-général de la commune, en date de ce jour, l'assemblée arrête à l'unanimité, qu'il sera répondu au conseil-général, que l'administrateur de police, qui a présidé dimanche à la mairie l'assemblée des membres des comités révolutionnaires, et le maire, qui a présidé la même assemblée lundi, peuvent lui donner tous les renseignemens qu'il desire,

» L'assemblée s'empresse également d'instruire le conseil, que la Convention nationale a décrété, ce matin, que la section de la Fraternité a bien mérité de la patrie »

Alors le conseil-général arrêta que ses membres se présenteraient demain à la Convention, pour lui demander que tous les calomniateurs qui ont concouru à la rédaction de l'adresse de la section de la Fraternité soient traduits au tribunal révolutionnaire.

Dans la nuit du 24 au 25, Hébert, second substitut du procureur de la commune, annonça au conseil que, pour prix des services qu'il avait rendus à la patrie, il venait d'être décerné contre lui un mandat d'amener par le comité des 12, et qu'il va obéir à la loi. Chaumette l'embrasse en lui disant : *va, mon ami, j'espere aller bientôt te rejoindre.* Le conseil arrête qu'il restera en permanence, jusqu'à ce qu'il ait des nouvelles de son collegue et ami Hébert. A 4 heures du matin des commissaires viennent annoncer qu'Hébert a été conduit dans la prison de l'Abbaye, par ordre du comité des 12, et que l'objet sur lequel on l'inculpe est sa feuille du *Pere Duchesne*. Sur-le-champ le conseil arrête qu'il dénoncera à la Convention l'atteinte portée aux droits de l'homme sur la liberté de la presse, et qu'il sera fait une circulaire aux 48 sections, pour les prévenir de l'arrestation du citoyen Hébert.

Digitized by Google

Il n'est pas besoin de dire quel est l'effet que dut produire cette circulaire ; toutes les sections ont été plus ou moins agitées selon la diversité des opinions. Le plus grand nombre a voté pour demander la liberté d'Hébert, la cassation de la commission des douze, et plusieurs pour que les membres qui la composent, fussent traduits au tribunal révolutionnaire.

Le 26, des citoyens préviennent le conseil que quelques citoyennes font des proclamations dans les rues, et invitent les citoyens qui les approchent à se porter à l'Abbaye.

Le président répond que le conseil n'a encore reçu aucuns renseignemens à ce sujet, mais qu'il prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher le trouble et maintenir l'ordre dans Paris.

Le citoyen maire et quelques membres du conseil donnent quelques détails sur le rassemblement de ces citoyennes. Il résulte de ces explications qu'il n'y a rien de très-alarmant.

Le 27, le conseil-général considérant que rien ne serait plus propre à réfuter toutes les calomnies répandues contre les citoyens et les autorités constituées de Paris, que le rapprochement des faits qui se sont passés dans cette ville, et des actes arbitraires qui ont été exercés contre des citoyens individuellement, et contre une grande portion du souverain, légalement réuni dans les assemblées primaires des sections de Paris.

Arrête qu'il sera nommé une commission à l'effet de rassembler tous les faits qui peuvent caractériser la conduite qu'ont tenue les citoyens dans les différens évenemens qui se sont succédés dans cette grande cité ; ainsi que les mesures et les actes qui ont été exécutés par les comités de la Convention nationale, et d'en faire un parallele exact et fidele pour être envoyé dans les départemens.

Les commissaires envoyés à la Convention nationale, pour venir rendre compte des délibérations, font leur rapport, et annoncent que tout paraît prendre une tournure favorable.

Quelques instans après, l'on annonce que la commission des douze vient d'être cassée par un décret de la Convention. A cette nouvelle une grande joie se manifeste, et de vifs applaudissemens se font entendre de toutes les parties de la salle.

Dans la séance du 28, Chaumette s'est exprimé à peu près en ces termes : Hébert vient d'être élargi ; ils s'y sont mal pris les ennemis de la chose publique, il fallait qu'ils le fissent assassiner ; mais, citoyens, si nous avons à nous réjouir de voir Hébert rendu à nos vœux et à ses fonctions, de nouveaux motifs de craintes viennent nous alarmer : ces fils dénoués hier par la peur, sont renoués aujourd'hui par l'intrigue. Comme magistrat du peuple, je vous dois compte

Digitized by Google

de mon embarras dans ces circonstances difficiles ; quand vous m'avez donné votre confiance, vous m'avez dit : « Tu seras, toi, l'organe de la loi. » Mais quand il n'y a plus de loi, quand l'oppression, l'intrigue et la tyrannie ont pris sa place, alors, citoyens, que faut-il faire ? quel est mon devoir ? Depuis que j'ai vu la tyrannie, je ne suis plus Chaumette ; je suis furieux contre les tyrans. On vous fait peur des départemens; citoyens, ne vous y trompez pas, ce sont vos freres, vos amis, je suis sûr qu'ils applaudiront à vos démarches. Lebrun et Claviere sont des conspirateurs, ils sont de connivence avec la Gironde ; la guerre civile existe déja dans leur imagination ; il ne manque au côté droit, pour combler la mesure de ses crimes, que de nous faire guillotiner ; mais nos piques valent mieux que leurs bayonnettes.

Je demande, 1°. que le conseil présente à la Convention nationale une pétition pour lui demander que la conduite de la commission extraordinaire des douze soit soumise à l'examen de toute la République, afin que ses membres soient traduits pardevant les tribunaux dans le cas où il serait prouvé qu'ils ont excédé leurs pouvoirs.

2°. Que le conseil-général, considérant que l'esprit de parti, l'erreur ou la bêtise ont pu seuls conduire quelques citoyens dans le piege de la dictature, leur accorde pardon, et déclare qu'il ne poursuivra aucun de ses détracteurs à la Convention, mais que ferme dans ses principes, il demande le procès de ceux qui se sont arrogés tous les pouvoirs. Ces mesures allaient être adoptées, lorsque Hébert est entré au milieu des plus vifs applaudissemens. Chacun s'est empressé de le féliciter, et de lui témoigner la joie qu'on ressentait de le voir triomphant. Il exprime sa reconnaissance ; ne vous occupez point d'un homme, dit-il, mais de la patrie ; je demande qu'il soit créé une commission pour rédiger un précis des faits qui se sont passés depuis l'établissement de la commission des douze.

Il avait à peine prononcé ces paroles, qu'une citoyenne s'avance dans le sein du conseil, et place une couronne de chêne sur la tête d'Hébert, qui s'est écrié : Ah ! c'en est trop, n'honorez pas ainsi les hommes de leur vivant, gardez ces couronnes pour leur tombeau, et il a mis la couronne sur la tête de J. J. Rousseau.

Ce jour s'appellera, dans les fastes de la commune, *le jour de l'amitié*, d'après le requisitoire de Chaumette.

Digitized by Google

(N°. 97. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 8 JUIN, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

La raison d'un Buveur.

UN paysan travaillé par la faim,
Malheur chez nous moins rare qu'on ne pense;
Ayant mangé tout d'un temps un gros pain,
D'un plus petit fait encor la dépense:
Mais ce dernier calme enfin l'appétit;
Dont étonné, plus qu'on ne saurait croire,
En fait de pain, dit-il, vive un petit,
Il rassasie et laisse de quoi boire.

Par C. J. B. L**** ROCHEMONT.

CHARADE.

POSSÉDANT mon premier, on doit faire du bien.
Si l'on perd mon second, mon tout ne sert à rien.

ÉNIGME.

L'ÊTRE qui me nourrit meurt par ma violence,
Et son trépas aussi cause ma propre mort.
Bien que je vive en terre, en l'air je m'aime fort,
Et sans un compagnon je n'ai point d'existence.

LOGOGRIPHE.

UNE tête de moins fait grande différence.
Entier, je suis doué de force et de puissance.
A quelque chose près j'égale un fier taureau.
Tête à bas, je produis un poisson, un oiseau,
Et pour tout dire enfin, insecte et vermisseau.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 96.

Le mot de la Charade est *Chouſleur*; celui de l'Enigme est *Diligence de terre ou d'eau*; celui du Logogriphe est *Harmonie*, dans lequel on trouve *Maine*, *noir*, *ami*, *air*, *Rome*, *moire*, *or*, *âne*, *mine*, *rame*, *arme*, *é*, *mi*, *Marne*, *mer*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Des qualités et des devoirs de l'Instituteur public. Par Pierre-Vincent Chalvet, de la société nationale des Neuf-Sœurs, à Paris; et de celle des amis de la République, à Grenoble : brochure in-8°. *Prix*, 15 *sols. A Paris, chez Lavillette, libraire, rue du Batteir.*

Si l'on parle ici de cette brochure extrêmement superficielle sur un sujet qui méritait d'être tout autrement approfondi, c'est sur-tout pour indiquer quelques vérités en relevant quelques erreurs. Ce n'est pas qu'il n'y ait des choses sensées, mais ce sont des généralités si rebattues que ce n'était pas la peine de les redire encore. A quoi bon nous apprendre par paragraphe, qu'un instituteur doit avoir *de la douceur, de l'affabilité, de la modestie, de la patience, de la loyauté, de l'impartialité?* Qui en doute? Ce qui peut être utile, c'est de faire voir comment ces qualités nécessaires à tout le monde peuvent s'appliquer particulierement à l'éducation, et c'est ce qu'a exécuté parfaitement J. J. Rousseau dans son excellent livre de l'Emile : en cette partie, il n'a rien laissé à desirer. Mais ce qui est encore à faire, c'est le catéchisme du citoyen, dont on ferait apprendre et expliquer la premiere partie aux enfans de sept ans, et la seconde aux enfans de douze, celle-ci devant être beaucoup plus forte de raisonnemens, et précédée de quelques élémens de logique. La liberté naturelle et civile n'est en effet autre chose que la raison mise en théorie sous le nom de lois, et en action sous le nom de gouvernement. Il est donc de la plus haute importance que les citoyens d'un état libre s'accoutument à raisonner : il n'y a que l'homme raisonnable qui sache être libre.

Un autre point non moins important, c'est que les fonctions d'instituteur public ne soient confiées qu'à des hommes particulierement doués d'une grande justesse d'esprit : obligés d'expliquer et de commenter sans cesse ce catéchisme, premier rudiment de l'éducation civile, d'applanir toutes les difficultés, et de répondre à toutes les objections, les erreurs où ils tomberaient deviendraient souvent celles de leurs éleves, et une idée fausse en cette matiere suffit pour fausser l'esprit, et quelquefois sans retour. On connaît le pouvoir des premieres impressions, on en peut juger par celles que laissait notre ancienne éducation. Tous ceux qui ont été connus pour de bons esprits avaient commencé par s'en refaire une nouvelle; mais cette force n'est pas commune, et une bonne institution publique doit en dispenser.

L'auteur propose (et il a raison) de faire disparaître dès

Digitized by Google

l'enfance tous ces idiômes provinciaux, ces patois dont la diversité formait des peuples différens dans un même Etat. Le langage est d'une conséquence beaucoup plus grande qu'on ne croit, les idées y tiennent, et cela est si vrai qu'il y avait et qu'il y a même encore depuis la révolution des préjugés locaux, des préjugés de bas-breton ou de provençal attachés aux termes de la langue du pays. Il ne serait pas très-difficile d'en corriger les enfans, puisque le séjour de la capitale en corrigeait les hommes faits.

Il pense que l'*enseignement de la morale doit remplacer celui de la religion* : je le pense comme lui, et ce n'est pas sans y avoir bien réfléchi. Mais comment croire que cette vérité philosophique et politique soit propre à l'auteur, quand il est impossible de la concilier avec les passages suivans ? « Le » livre par excellence, d'où l'on peut extraire les préceptes » les plus sûrs et les plus vrais, c'est cet ouvrage *que la divi-* » *nité a laissé aux hommes assez insensés pour en méconnaître la* » *sublimité.* » Cet ouvrage, c'est l'Evangile. Il y a ici une inconséquence impardonnable. Si l'évangile est en effet l'*ouvrage de la divinité*, que peut-on nous donner de meilleur, et comment se permettrait-on de remplacer cet *enseignement divin* par quelqu'autre que ce fût ? Ailleurs, il dit en parlant de *la charité* : « Vainement a-t-on voulu lui opposer *des vertus humaines ;* » elle *surnagera aux efforts* de ces *sectaires* qui la proscrivent, » parce qu'elle est *la pierre angulaire de la religion du Christ.* »

Ces expressions, qui sont depuis 1800 ans celles du fanatisme, peuvent-elles se retrouver sous la plume d'un homme qui paraît d'ailleurs raisonnable ? Est-ce là ce qu'il veut enseigner à des élèves ? est-ce ainsi qu'il compte *remplacer la religion par la morale ?* Il est temps d'être conséquent : je ne puis ici que resserrer en peu de lignes ce qui pourrait comporter ailleurs une dissertation complette pour former un corps de preuves, et battre en ruines toutes les objections. En peu de mots, voici ce que je crois la vérité.

Tout bien examiné, l'erreur, en dernière analyse, ne peut faire que du mal, et jamais on ne trompe les hommes que pour leur nuire. Une éducation qui doit former des hommes libres doit donc être fondée sur la vérité. 1°. Si la religion est un frein, comme on l'a dit tant de fois, ce frein est non-seulement très-insuffisant, il est même extrêmement dangereux, parce que dans la main de ceux qui le tiennent ce n'est autre chose qu'un instrument de domination pour eux, et d'esclavage pour les autres, et l'on sait ce qu'ils en ont fait pendant tant de siècles : les faits parlent si haut qu'il est également impossible ou de les nier ou d'y répondre. 2°. C'est toujours un très-grand mal de corrompre l'entendement humain sur un point quelconque, encore plus sur un point capital : ce déréglement d'esprit s'étend à tout, et l'expérience apprend jusqu'à quel point les erreurs religieuses ont perverti la morale,

Digitized by Google

la politique, les mœurs, le gouvernement. 3°, Quand ce frein chimérique et factice vient à être brisé, les hommes qui ne s'arrêtent point n'en connaissent plus d'autre, et repoussent même la conscience comme ils ont repoussé la superstition. En conséquence, je voudrais que jusqu'à l'âge de 15 ans on ne proposât jamais aux élèves d'autres fondemens de morale que Dieu, la conscience et la loi; Dieu comme principe, la conscience comme émanation, la loi comme résultat mis en méthode. Observez qu'on aurait alors cet avantage précieux, que jamais leur raison ne répugnerait à ces notions premieres, soit qu'ils regardassent l'univers, soit qu'ils descendissent dans eux-mêmes, soit qu'ils examinassent la loi. Tout leur paraîtrait lié et conséquent avec un être parfait, principe de toute justice, une conscience qui en est le sentiment intime, une loi qui en serait l'expression. A 15 ans, lorsque leur raison serait fortifiée et leur mémoire déja remplie des traditions historiques, on leur expliquerait facilement de quelle maniere, dans quel dessein et par quels moyens se sont établies toutes les religions qui se partagent le monde, et ce que le bon sens doit en penser. Voyez seulement dans l'Emile de Rousseau le parti qu'il veut tirer et qu'on peut tirer en effet de l'idée d'un Dieu, même pour l'enfance, et vous concevrez que cela vaut mille fois mieux que des absurdités convenues et des rêveries scholastiques.

Je sais que ce même Rousseau s'extasie sur l'Evangile et les Ecritures, et les dévôts ont répété jusqu'à satiété le morceau très-éloquent en effet, qu'il a écrit dans son enthousiasme; mais d'abord l'éloquence en elle-même ne prouve rien que du talent, et avec ce même talent, porté sur la contre-partie, il eût fait, s'il l'eût voulu, une satyre tout aussi bien écrite. Il s'agit ici de raisonnement, et non pas de rhétorique; et que peut-on conclure de toutes les belles phrases de Rousseau, quand lui-même finit par ces propres paroles? « Avec » tout cela, ce même Evangile est plein de choses incroyables, » de choses qui répugnent à la raison, et qu'il est impossible » à tout homme sensé de concevoir ni d'admettre. »

Certes, ce n'est point un livre ainsi caractérisé par l'écrivain qui en fait le plus grand éloge, ce n'est point un livre rempli de préceptes contradictoires, de maximes outrées et de paraboles équivoques ou inintelligibles, qu'il faut mettre entre les mains des jeunes gens. J'en tirerais seulement, ainsi que des philosophes anciens ou modernes, les passages où la morale universelle est prêchée avec cette simplicité touchante et persuasive, qui est effectivement le mérite de ce livre, et je me contenterais de dire aux élèves que ce livre a été rédigé par les disciples d'un sage de la Judée, qui lui-même n'écrivit jamais rien, mais dont ils ont rapporté les actions et les paroles; que ce sage qui s'élevait contre l'hypocrisie des prêtres et contre la superstition, fut mis à mort par un peuple

Digitized by Google

fanatique, et que ses disciples, après lui, établirent avec le tems une religion qui est suivie aujourd'hui par la plupart des nations de l'Europe, comme celle de Mahomet par beaucoup de nations de l'Afrique et de l'Asie, etc. J'aurais soin de ne mettre jamais aucune différence originelle entre les diverses croyances religieuses, et ne leur donnerais d'autre idée du mot de religion, que celle de l'espece de culte particulier que chaque nation rend à l'Etre suprême, comme chaque nation adopte le gouvernement qui lui convient, et j'aurais toujours grand soin d'ajouter que rien n'est plus indifférent en soi-même et aux yeux de Dieu que cette diversité de cultes; que l'essentiel aux yeux de Dieu, comme aux yeux de la loi, est d'être juste, etc. S'ils m'en demandaient davantage, je les renverrais au tems marqué pour l'étude de la philosophie et de la législation, comme on renverrait un écolier de troisieme qui ferait des questions sur Tacite et Démosthènes, au temps où il entrerait en rhétorique.

Je crois que cette méthode aurait de grands avantages et aucun inconvénient. Mais encore une fois (on le voit par cet exposé), tout dépend des lumieres de l'Instituteur. Il faut avant tout une saine philosophie et une logique sûre. Il ne faudrait pas leur parler, comme l'auteur de cette brochure, de *la charité qui est la pierre angulaire de la religion du Christ* (qui n'a point fait de religion), *et à laquelle on a voulu opposer des vertus humaines*. Au contraire, lorsqu'ils seraient en état de m'entendre, je leur apprendrais que cette *charité* dont les chrétiens se vantent comme d'une vertu qui leur appartient exclusivement, n'est tout simplement qu'un mot latin qui signifie amour en général, affection tendre et bienfaisante, et que Ciceron l'emploie particulièrement pour exprimer le sentiment de bienveillance fraternelle qui doit nous unir à tous les hommes: *caritas generis humani*, amour du genre humain; que cette vertu a été prêchée par les moralistes et les législateurs de toutes les nations policées, parce que l'amour de nos semblables, fondé sur nos besoins réciproques, est la base de toute société; qu'on serait même embarrassé de dire chez quel peuple elle a été le mieux recommandée; les orientaux ne le cédant en rien là-dessus aux Européens, ni les anciens aux modernes, comme cela est prouvé par des exemples sans nombre; qu'aucun législateur, ni aucune secte n'a jamais pu faire une *vertu* ni un *vice*, parce que l'un et l'autre sont dans la nature de l'homme, susceptible également de bien et de mal; qu'on ne peut *opposer les vertus humaines à la charité*, attendu que *la charité* est une vertu très-*humaine*; qu'il n'y a ni ne peut y avoir que des *vertus humaines*, parce qu'*humain* signifie ce qui est de l'homme, et qu'une *vertu* qui serait dans l'homme et qui ne serait pas de l'homme, serait vraiment une chose merveilleuse, mais qui par malheur implique contradiction dans les termes comme dans les idées, ce qui en bonne

Digitized by Google

philosophie constitue l'impossibilité absolue ; qu'à la vérité les théologiens ont imaginé des *vertus surnaturelles* ; mais que par les raisons ci-dessus énoncées, il faut laisser ces extravagances aux théologiens qui ont inventé, pour leur usage, une langue toute composée de mots vides de sens, pour avoir le plaisir de disputer, sans jamais s'entendre, jusqu'à la consommation des siecles, s'ils vont jusques-là ; qu'enfin, si l'on dit souvent *une vertu divine*, *une vertu plus qu'humaine*, *un effort surnaturel*, etc., le moindre petit rhétoricien sait qu'on ne s'exprime ainsi que par une figure appellée hyperbole ; mais que dans le fait il n'y a rien dans l'homme ni de *divin*, ni de *surnaturel*, ni de *surhumain*.

En accoutumant ainsi ces éleves à cette rectitude d'idées, aujourd'hui nécessairement méconnue plus que jamais, depuis que toutes les passions mises en fermentation et tous les intérêts en concurrence, ont entierement dénaturé, même dans l'usage commun, le sens des expressions les plus vulgaires, et contredit les notions les plus universellement reçues depuis le commencement du monde ; je leur ferais observer, par exemple, que les chrétiens ont eu très-grand tort de faire une vertu de l'*humilité*, qui, dans son acception originaire ne veut dire que bassesse. Pour apprendre à l'homme à être modeste, il ne faut point le ravaler au-dessous de lui-même : il suffit de lui montrer ce qu'il est. Aller plus loin, et tomber dans l'abjection pour éviter l'orgueil, c'est remplacer un excès par un excès : c'est le contraire de la sagesse. Tous les philosophes ont cherché à tempérer l'amour-propre par la modestie ; les docteurs chrétiens seuls ont voulu l'étouffer. Rien n'est plus fou ni plus chimérique que cet entier *renoncement à soi-même*, comme disent les Piétistes, ce *brisement de cœur*, comme disent les Trapistes, par lequel chaque homme est obligé en conscience de se croire au-dessous de tous les autres. Jamais les anciens n'ont eu l'idée d'une pareille folie, et s'ils revenaient aujourd'hui, je crois qu'ils en seraient étonnés au point de ne pas la concevoir. Socrate, frappé de notre ignorance sur les causes premieres de tout ce qui existe, disait que tout ce qu'il savait, c'est qu'il ne savait rien ; ce mot était très-philosophique, et c'est pour cela, dit-on, que l'oracle le déclara le plus sage des hommes. Mais si on lui eût dit que pour être sage, pour être parfait, il fallait qu'il devînt *comme un enfant* (*estote sicut infantes*), qu'il *soumît sa raison*, et qu'il *regardât ses vertus comme des péchés*, il aurait cru qu'on se moquait de lui. Le motif que l'on donne de cette *humilité*, c'est *le peu que nous sommes devant Dieu*, c'est *le sentiment de nos miseres et de sa perfection*. Mais n'y a-t-il pas beaucoup d'orgueil dans cette humilité prétendue ? n'est-ce pas ressembler un peu trop à ce frere lay qui s'écriait avec componction : *qu'est-ce qu'un capucin devant une planette ?* Faut-il donc remonter jusqu'à Dieu pour sentir que nous sommes

Digitized by Google

peu de chose ? Rêves mystiques d'une imagination exaltée ! l'homme ne doit en aucun sens se comparer à Dieu : il en est trop loin ; il ne doit point croire que ses bonnes actions sont *des péchés* devant Dieu, parce que Dieu qui est juste, ne lui demande que des vertus humaines et non pas des vertus divines. Dieu lui a donné l'amour-propre comme un ressort nécessaire, sans lequel il ne ferait rien de grand : vouloir détruire ce ressort est insensé et heureusement impossible. L'homme sage doit chercher à valoir mieux que les autres : s'il y réussit, sa modestie, par rapport aux autres, ne consiste pas à l'ignorer, mais à ne pas le faire sentir : par rapport à lui-même, elle consiste à comparer ce qui lui manque avec ce qu'il a, ce qu'il sait avec ce qu'il ignore. Il sera donc modeste, mais non pas *humble*, c'est-à-dire qu'il n'affectera ni de se mettre au-dessus des autres, ce qui serait orgueilleux, ni au-dessous, ce qui serait bas.

Voilà bien la preuve que quand les hommes veulent faire *des vertus*, ils ne font que des *sottises*. Les Stoïciens n'avaient-ils pas aussi leur chimere, leur *ataraxie* ? (imperturbabilité.) Mais du moins cette chimere avait quelque chose de bien noble. C'était trop sans doute et beaucoup trop de vouloir rendre l'homme impassible comme un Dieu ; mais c'était un acheminement à cette égalité d'ame qui calme au moins les passions, qu'elle ne peut anéantir. Aussi cette philosophie a produit de grands hommes. L'excès n'était que dans la doctrine : la pratique, nécessairement restreinte par la nature, était utile et louable. *Comme je te châtierais, si je n'étais pas en colere !* disait à son esclave un philosophe de cette secte. La colere y était bien, malgré toute sa doctrine ; mais l'habitude de la modération retenait sa main. Quant à *l'humilité*, je ne sais à quoi elle est bonne, si ce n'est à faire des moines à besace.

L'auteur ne manque pas de mettre la grammaire au nombre des connaissances que doit avoir l'Instituteur public, et en effet il n'est rien moins qu'indifférent d'accoutumer la jeunesse à s'énoncer correctement et à connaître la valeur et la propriété des termes. Il serait à souhaiter que l'auteur n'y manquât pas si fréquemment. Celui qui donne des préceptes doit s'attendre qu'on lui pardonnera moins qu'à tout autre l'incorrection du style et l'impropriété des expressions ; « leurs trônes et leur puissance *ne reposent que sur l'aveuglement*, etc. ». On ne *repose* point *sur l'aveuglement*. « Avec quel nouveau » succès les lumieres ne seront-elles pas *cultivées* ! » on ne *cultive* point *des lumieres*. Il y a une foule d'autres fautes de la même espèce.

GRAVURE.

Portrait d'Helvetius, de 9 pouces sur 7 ¼ et de forme ovale ; gravé au lavis en couleur, par P. M. Alix, et peint par Gar-

Digitized by Google

norey, d'après le tableau original de L. M. Vanloo, peint en 1755. Ce portrait fait suite à ceux de Voltaire, J. J. Rousseau, Mably, Montaigne, Linné, Buffon, Fénélon et Mirabeau, gravés par le même auteur, d'après différens maîtres. Ils se vendent à Paris chez le citoyen Drouhin, rue Christine, n°. 2, faubourg Saint-Germain. Le prix est de 6 liv. pour chacun.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA RÉPUBLIQUE.

Le Deuil prématuré, comédie en un acte et en prose, est le coup d'essai d'un jeune homme, fils du citoyen Monvel, ce nom est d'un heureux augure pour les succès dramatiques.

Une femme se croit veuve depuis un an, et s'avise de devenir amoureuse de l'amant de sa fille. Elle fait des avances au jeune homme qui s'y refuse, la vieille humiliée lui défend de rentrer dans sa maison. Un ami du jeune homme se met alors sur les rangs, parce qu'il a des dettes, et qu'il a promis à ses créanciers d'épouser une femme riche; tout-à-coup il reçoit une lettre du mari qui lui annonce son prochain retour. Obligé de renoncer à ses projets personnels, Derval (c'est le nom de l'ami) se propose de faire servir cet incident à l'union des jeunes gens. Il paraît suivre toujours son plan de mariage auprès de la prétendue veuve; il la persuade, la fait consentir à l'épouser, amene un notaire, rassemble tout le monde; on est près de signer.... lorsque l'époux arrive. On peut juger de la surprise et de l'embarras de la dame; le mari demande pourquoi ce notaire, pourquoi des violons dans la maison; Derval s'empresse de lui répondre que ce sont des préparatifs pour la noce de sa fille qui devait se marier aujourd'hui même avec le jeune Dorlin. La mere furieuse, mais craignant que son mari ne soupçonne la vérité, se trouve forcée d'appuyer le stratagême de Derval, et de consentir au mariage.

Le dénouement est, comme on le voit, heureux et plaisant; il y a de la gaîté dans la pièce; on s'apperçoit trop souvent qu'elle est d'un auteur qui a lu et vu jouer des comédies, plus qu'il n'a observé le monde; mais cet auteur est jeune; son ouvrage et son nom font concevoir des espérances de talent. Aussi la piece a-t-elle réussi.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

ALLEMAGNE. *De Francfort, le 28 mai.*

SUIVANT des lettres de Vienne, en date du 11 mai, on prépare le château de Laxembourg pour le séjour que la famille impériale doit y faire pendant la belle saison. Mais la cour y sera peu nombreuse. L. M. souhaitant d'y jouir de la tranquillité et du repos. C'est par la même raison que les jeunes archiducs et les archiduchesses avec le prince royal de Naples passeront l'été à Schonbrun avec leur cour respective. L'empereur viendra toutes les semaines de Laxembourg en ville pour donner ses audiences de la maniere que cela se pratique présentement les mardis et les vendredis. Cela n'empêchera pas le voyage de Munich, où doit être décidé l'échange de la Baviere. — Les mêmes lettres portent que les régimens destinés pour l'armée de réserve, qui sont encore dans leurs quartiers, ont reçu des ordres très-pressés de se mettre en marche; ils seront obligés de partir en 24 heures, et ne pourront se reposer qu'après cinq jours de marche. Cette marche forcée fait supposer une destination importante. Les bataillons de grenadiers de cette ville sont cependant exceptés de cet ordre, et resteront probablement ici. Ces jours-ci nous avons vu passer par cette ville le régiment d'hussards de Szekler qui part pour le corps de réserve dans la Baviere. L'empereur a fait distribuer aux carabiniers du corps, qui portent son nom, une gratification de 1000 ducats lors de leur départ. En général il cherche à s'assurer par tous les moyens possibles l'attachement des troupes qu'il regarde avec raison comme l'instrument le plus sûr du maintien de sa puissance. Il fait même d'assez grands sacrifices à cet égard. L'administration des domaines royaux en Hongrie va être supprimée: tous ces domaines, à l'exception de ce qui en est destiné au douaire de la reine, seront vendus ou donnés à des sujets qui auront bien mérité de la patrie. On parle aussi de la formation prochaine d'une garde-du-corps Flamande ou Brabançonne ou Wallone, comme on voudra l'appeler, qui sera toute composée de gentilshommes des Pays-Bas. Le général d'artillerie, prince de Ligne, en sera, dit-on, le capitaine, et le général, comte de Clairfayt, capitaine-lieutenant.

Cette derniere mesure est fort adroite; en effet, c'est se ménager des ôtages importans en cas de nouvelles émeutes

Digitized by Google

dans la Belgique, et former à la cour même des especes de missionnaires qu'on renverra prêcher avec succès dans les Pays-Bas les principes qu'il est de l'intérêt de cette cour d'y répandre, et qui seraient soutenus avec toute la chaleur de la reconnaissance par des membres de plusieurs familles qui, revenant chargées de ses bienfaits, feraient desirer et espérer aux autres d'y participer, et les détermineraient à s'en rendre dignes par leur dévouement. — La disposition suivante est encore dictée par ce même esprit de ménagement pour les intérêts ou la vanité des provinces auxquelles on craint de donner des sujets de plainte. La Gallicie, comme les Pays-Bas et la Lombardie, va avoir à Vienne son département particulier, à la tête duquel se trouvera le comte de Ballassa, qui sera nommé chancelier.

On tire parti de la Hongrie non-seulement par un emprunt à cinq pour cent, qui fournit du numéraire dont elle est abondamment pourvue, mais même par des troupes. Elle ne cesse point encore d'envoyer par Pettau des détachemens de ses gardes des frontieres qui vont à l'armée du Piémont. Il y a apparence que l'on recevra bientôt des nouvelles importantes de ce côté-là.

Le conseil aulique de la guerre a déja expédié tous les ordres nécessaires pour la marche instante du renfort qui est destiné à l'armée du Rhin; le corps employé devant Mayence y aura une bonne part. S'il faut en croire aussi des lettres du 8, il est parti le 6 pour l'armée 36 charriots chargés d'argent. Cela peut-être; mais il est impossible de ne pas se dire que cela fait beaucoup de charriots, et sur-tout beaucoup d'argent; il faut qu'on se soit trompé sur les dates, et que cet envoi soit le même que celui du 5, consistant en 4,000,000 de florins en especes. On n'a pas tous les jours de pareils transports à faire.

Tandis que l'Autriche multiplie ses préparatifs contre la France, la Prusse cherche aussi à la perdre auprès de la cour ottomane; elle se réunit pour cet effet à l'Angleterre, jalouse de s'emparer du commerce du Levant, principale source des richesses de Marseille. En conséquence le comte de Keller, ministre Prussien, est allé à Ismail avec Numan Bey indiquer à cet officier-général la meilleure maniere de fortifier la place, et les Anglais vont, à ce qu'on assure, achever de se rendre utiles, nécessaires même au grand-seigneur, en lui faisant venir des ingénieurs de la marine royale pour rendre la sienne formidable.

On ne sait trop de quelle maniere M. Descorches sera reçu à Constantinople où, malgré les soins du drogueman Fonton, il trouvera les impressions défavorables laissées par le ci-devant ambassadeur Choiseul-Gouffier, qui se retire à Pétersbourg : il y va par Iassy, capitale de la Moldavie. Il est déja parti de Hermanstadt.

Digitized by Google

Les dernieres lettres de Vienne portent qu'il était question de transférer le ministre de la guerre Beurnonville et les quatre commissaires de la Convention, comme prisonniers d'Etat, à la forteresse de Spielberg, près de Brunn en Moravie. Mais la réflexion que cela pourrait attirer un mauvais traitement à nos prisonniers chez les Français, a fait renoncer, dit-on, à ce dessein. On songe, au contraire, à proposer ces prisonniers en échange contre la reine de France. — D'un autre côté, les Français arrêtés dans les Etats de l'empereur, comme prévenus d'une correspondance illicite, viennent d'être jugés : quelques-uns ont été acquittés, d'autres bannis, et quelques-uns, c'est le plus petit nombre, ont été transférés à Ruffteim pour un an.

Le général Dumourier a fait sonder le terrein à Vienne pour savoir de quelle maniere il y serait reçu. On lui a fait entendre que sa présence ne serait pas agréable. Il est actuellement à Marienthal en Franconie, où il doit rester quelque tems ; sa suite est nombreuse : il voit peu de monde, et annonce une sorte de sobriété dans sa dépense.

Des nouvelles encore plus récentes et les dernieres qui nous soient parvenues contiennent les détails suivans. Le 14 de ce mois, il se tint une conférence à laquelle on avait appellé les généraux qui sont encore ici. A son issue, l'ordre fut expédié à 25,000 hommes de faire des marches forcées pour joindre l'armée du prince de Cobourg. — On travaille nuit et jour dans les arsenaux, où l'on prépare un nouveau transport considérable d'artillerie de siege et de campagne. Quelques personnes prétendent que ces 25,000 hommes additionnels sont pour remettre dans la balance contre Custines, et rétablir ainsi l'équilibre. En outre, 27 bataillons d'infanterie et 12 escadrons de cuirassiers resteront aux frontieres extrêmes de la Baviere, et y attendront de nouveaux ordres. On parle aussi d'un corps de 1600 crôates offert par des députés de la partie de ce pays que le dernier traité de Sistowe a valu à l'Autriche.

Si l'on veut un exemple d'exagération italienne qui ne s'est point adoucie en passant par des bouches allemandes, on le trouvera dans l'avis suivant donné par des lettres de Turin, datées du 4 mai : „ L'armée combinée Sarde et Autrichienne agira en 4 corps détachés ; à celui d'Aost, commandé par le général de Vins, se trouvera le roi ; celui de Nice sera sous les ordres du duc de Chablais ; celui de Saluce sous ceux du prince de Carignan, et celui de Suze sous ceux du comte de Genevois. Chacun de ces corps sera, dit-on, de 18 à 20,000 hommes. — Une chose plus certaine, c'est l'arrivée de Jarjayes, neveu du célebre ingénieur Bourat, qui s'est rendu à Turin avec un nommé Joly, de la même profession : ils ont apporté des cartes et plans militaires du Dauphiné et de la Provence ; le roi a placé ce fugitifs dans

Digitized by Google

l'état-major, où ils resteront tant qu'on aura besoin des traîtres pour profiter de la trahison.

Voici des faits sur lesquels il nous est aisé de donner plus de détails, et sur-tout d'une maniere plus exacte, parce qu'ils se passent près de nous.

Le 11 et le 12 avaient été assez tranquilles. On avoit seulement un peu tiraillé de part et d'autre. Mais, le 15 vers minuit, un détachement de Français se montra, comme on s'y attendait, devant Kostheim. On voulut le repousser, ce qui engagea une vive canonnade sur les batteries du Rhin et du Mein et à Kostheim même. Un piquet Prussien s'étant avancé jusqu'à vingt pas pour s'assurer de la force des Français, perdit 12 hommes dans cette petite affaire. — Le 16, les Français ont fait une nouvelle sortie de Mayence sur l'aile droite de l'armée de siége, mais sans aucun succès; le feu de l'artillerie autrichienne a incendié un magasin considérable. Les batteries sont si proches de Mayence qu'on peut atteindre cette place avec du canon de 12 livres de balle. Une dépêche nous annonce que le prince de Hohenlohe allant reconnaître, le 15 de ce mois, l'ennemi sur les Blirs, près d'Ottweiler, trouva les Français près de Neukirchen dans une position très-avantageuse. Comme il se proposait de l'en déloger, il fit avancer le détachement du colonel Czekely, fort de 900 hommes, avec deux pieces de canon, et faire l'attaque; il fit attaquer en même-tems les retranchemens près de ce village par les chasseurs de Trèves et un bataillon de Wedel. Les Français voyant leur flanc menacé par cette double attaque, se retirerent, mais en si bonne ordre, que la cavalerie ne pût les entâmer.

On écrit aussi de Philipsbourg, que le 17, à la pointe du jour, les Français attaquerent dans le voisinage de Landau sur divers points; ils étaient en assez grand nombre, et leur artillerie supérieurement servie comme à l'ordinaire. L'avantage fut d'abord pour eux, mais un renfort venu fort à propos mit enfin en état de le repousser dans le Bienenwald. Au reste, cette affaire à coûté beaucoup de monde de part et d'autre. Les régimens de Keiser dragons et Giulay infanterie ont sur-tout beaucoup souffert. Cependant la perte la plus considérable est tombée sur le corps franc de Michaelowitz, dont le chef le major Maddeischik a même été fait prisonnier.

Les Prussiens ont porté quelques-uns de leurs postes jusqu'à Walsheim et sur les hauteurs de Gottrumstein et de Glejsweiler, que l'avant-garde du corps d'armée impériale et du corps de Condé est à Klosterhordt, à Hernheim et aux environs; enfin, que les patrouilles vont jusqu'au-delà de Rhinzabern. Il circule un bruit assez étrange, et que l'on dit venir de cette petite armée de Condé, c'est que le chef a fait dire à tous les gentilshommes Bretons qu'il avait reçu la nouvelle que,

Digitized by Google

Brest excepté, toute la Bretagne s'était soumise aux royalistes, et qu'ils s'y rendissent tous sans perdre de tems.

Ce bruit s'accorde avec un autre que l'on affecte encore de répandre. On assure que M. d'Artois est parti de Pétersbourg où il a reçu de l'impératrice une grosse somme d'argent; que ce ci-devant prince doit paraître comme un messie sur les côtes de la Bretagne avec un corps de Français, et qu'il ne faut pas douter que la cour d'Angleterre ne soutienne cette entreprise.

Les lettres de Manheim, du 19, disent qu'il vient d'arriver, à Dornschingen sous l'escorte de quelques mille hommes de cavalerie, un transport d'artillerie autrichienne de 22 pieces de 4 et de 10 de 12 livres; il s'y trouve aussi quelques mortiers. Leur destination est, dit-on, pour l'armée de Wurmser et contre Landau. Mais elles pourraient bien rester à la rive droite du Rhin, le général Wurmser jugeant à propos d'établir son quartier-général à Rastadt, où se rendra aussi le général Wallis. — Suivant des avis plus récens de Carlsrouhe, les troupes autrichiennes qui quittent les environs de Landau seront remplacées par des Prussiens, et ceux-ci ont reçu, à ce qu'on assure, l'ordre positif du roi d'attaquer sérieusement les Français retranchés dans le Birnenvald, et de les chasser de-là, S. M. étant lasse de ne voir toujours que tirailler. Le général Wurmser couvrira la rive droite du Rhin, depuis Philipsbourg jusqu'à Bâle, contre toute insulte de la part des Français, plan que les renforts considérables qu'il attend le mettent en état d'exécuter. Il n'est pas douteux qu'alors l'armée impériale ne passe de nouveau le Rhin pour entrer en Alsace. Au reste les efforts que l'on fera contre cette partie du territoire de la République se regleront sur les mouvemens de l'intérieur. Les plus puissans motifs d'espoir pour les émiregs et les puissances coalisées sont dans les départemens de Paris, et de la Vendée. Les rébelles et les factieux y forment, pour ainsi dire, leurs avant-postes.

Wurmser emploie 6000 paysans à détourner la Queich, de peur que les Français n'inondent les environs de Landau. Ce qu'il redoute le plus, c'est l'artillerie volante ou chasseurs à cheval ou à pied, dits du Rhin. Il a eu plus d'une fois occasion d'essayer leur bravoure et cette prestesse qui donne tant d'avantage dans les coups de main.

Nous apprenons dans ce moment même que les Etats de Milan ont fait remettre à l'empereur un don patriotique d'un million; et ils se sont engagés à donner tous les ans pendant la guerre 30,000 florins. Tous ces dons n'empêcheront pas la demande de l'assiette d'un nouveau subside de guerre; une commission est même déja établie pour en rédiger le projet. D'ailleurs l'Autriche s'épuise peut-être encore plus en population qu'en finances, puisqu'on est obligé d'enlever les bras à l'agriculture, et de priver ainsi les campagnes d'hommes

Digitized by Google

utiles, indispensables même, qu'on envoie tomber sous le fer ennemi, ou périr d'une maladie contagieuse, qui fait actuellement tant de ravages parmi les Autrichiens cantonnés dans le Luxembourg et le Brisgaw, que les Français eux-mêmes sont effrayés des progrès de cette maladie, et bien décidés à ne point recevoir de déserteurs de peur de s'exposer à la contagion.

Les Prussiens ont eu leur tour l'année dernière, mais pour cette campagne ce sont eux qui, jusqu'à présent, résistent le mieux aux fatigues et à la mauvaise nourriture commune aux deux armées. Cependant il paraît, malgré que nos gazettes disent le contraire, qu'ils perdent beaucoup de monde dans les sorties fréquentes que fait la brave garnison ou pour mieux dire l'armée enfermée dans Mayence. Aussi veut-on déployer contre cette place un appareil de guerre formidable. — Le roi de Prusse a fait parvenir des ordres à ses troupes dans le pays d'Anspach de se mettre en marche pour l'aller joindre. De plus, quelques bateaux avec des canoniers Autrichiens sont arrivés dans notre ville; ces canoniers se rendent à l'armée du siége de Mayence. Mais le moyen dont on espere davantage, ce sont 16 chaloupes canonnieres qui se rendent de Roterdam pour former sur le Rhin le siége de cette ville, sans la prise de laquelle la campagne pourrait être regardée comme perdue ou mal employée; elles portent, dit-on, 22 pieces de canon de 24 livres de balle et 300 hommes d'équipage. — Les préludes de ce siége, car on ne le regardera comme réellement commencé que lorsque l'on pourra le faire par terre et par eau, et foudroyer la place sur tous les points, sont néanmoins terribles. Le feu est continuel sous les murs de Mayence. La plaine féconde qui l'environne, n'offre plus à l'œil affligé que des décombres et des cendres. La terre de Dalhberg et les maisons de campagne voisines ne sont plus qu'un monceau de pierres. Les troupes qui forment le contingent de l'*imprudent* électeur ne sont pas les moins exposées au feu des batteries françaises, et sa belle maison connue sous le nom de *la favorite*, est entiérement ruinée.

Provinces-Unies et Belgique.

Des lettres d'Amsterdam du 21 annoncent une tournée dans les Pays-Bas, faite par le Grand-Drossard de l'Overyssel et le grand-baillif de Zutphen pour visiter les armées alliées : ces magistrats ont aussi eu une conférence avec les commissaires de la Convention et le ministre Beurnonville qui sont fort bien traités à Maestrich. Il n'en est pas de même des autres prisonniers Français auxquels on ne donne qu'un pain détestable, qu'on semble encore leur plaindre, et qui reçoivent d'ailleurs mille mauvais traitemens. — La contribution du cinquantieme denier se leve avec une extrême rigueur, sur-tout dans les provinces de Hollande et de Zélande. On fait mystere de

Digitized by Google

l'emploi des sommes laissées à la disposition du Statdhouder et de son conseil. Le peuple est mécontent, mais il n'ose murmurer, et paie. — Il vient d'être établi un corps de canonniers marins de six compagnies, qui sera commandé par le vice-amiral Kinsbergen. De plus, le statdhouder a fait une nombreuse promotion d'officiers dans l'armée de terre. — L'ambassadeur impérial, M. de Staromberg, s'embarquera le 27 pour la Grande-Bretagne, où il va remplir les mêmes fonctions. On attend à la Haye le lord Spencer à la place du lord Auckland créé pair, et qui va prendre le ministere de l'intérieur que lui cede M. Dundas suivant un bruit qui a besoin de se confirmer.

L'empereur voulant ne rien négliger pour regagner le cœur des Belges vient d'accorder un pardon général à tous ceux qui ont porté et qui portent encore les armes contre lui dans les corps de Béthunistes, à condition que dans l'espace de trois semaines ils rentreront dans leurs foyers, et s'annonceront aux magistrats de leurs domiciles. — Il paraît aussi une autre déclaration en date du 17, portant « amnistie générale pour le Brabant de tous les crimes, délits et désordres relatifs à l'insurrection de 1789 et 1790. » — On dit les Français rentrés dans la Belgique par la prise de Furnes et d'Ypres. On ajoute même qu'ils se portent sur Ostende, afin d'opérer une diversion.

ANGLETERRE. *De Londres, le 25 mai.*

Il s'est fait depuis trois mois pour plus de 20 millions sterlings de faillites, somme bien supérieure au numéraire en circulation. Ces banqueroutes sont dues en grande partie à la prohibition de l'exportation des grains, à l'empressement des capitalistes, effrayés de la chûte progressive des fonds publics, à retirer leurs capitaux de la banque de Londres, des banques particulieres des provinces, ainsi que des caisses de tous les négocians et banquiers du royaume. D'ailleurs, lorsque la France, la Hollande et l'Italie ont vu la guerre déclarée, ces débouchés ouverts à une consommation immense se sont fermés, les spéculateurs ont contremandé toutes les marchandises pour lesquelles ils avaient contracté en Angleterre; mesures dont l'effet inévitable se trouve être une stagnation dans le commerce et un engorgement dans les manufactures. Cette cessation de travail a réduit à la mendicité près de 40,000 ouvriers dans la seule ville de Londres, et peut-être plus de 100,000 dans les trois royaumes. Il en est résulté des mouvemens séditieux dans presque toutes les villes manufacturieres, et le manque absolu de ressources pour une partie très-nombreuse de la classe indigente, sur-tout en Irlande où l'industrie avait déja si peu de développement. De-là, des plaintes multipliées contre le ministere et même contre le parlement. Le peuple se croit trahi par ses représentans qui le laissent souffrir; il le dit avec énergie dans une foule de péti-

Digitized by Google

tions où l'on accuse la guerre présente du discrédit national, et où l'on répete la demande faite tant de fois depuis quelques années d'une réforme parlementaire. Les ministres et leurs amis traitent ces pétitions de séditieuses, ou du moins leur reprochent de tendre à l'avilissement de la représentation nationale ; les esprits s'irritent, s'exasperent, l'orage se forme ; il ne peut tarder d'éclater, et l'on prévoit déja que le jeune Pitt survivra à sa puissance et à sa gloire.

La session du parlement ne finira gueres qu'au 10 juin. M. White-Bread s'est plaint dans une des séances du mauvais traitement qu'ont essuyé 40 Anglais arrivant de France, et que l'on a retenu à bord jusqu'à un nouvel ordre exprès de S. M. Il a trouvé ces précautions tyranniques et revoltantes : en conséquence, il a demandé que la conduite des ministres responsables de l'abus d'autorité fût soumise au plus sévere examen. Cette motion a échoué. — M. Grey, défenseur aussi éclairé qu'ardent ami de la liberté, a également dénoncé la maniere violente dont la presse avait été exercée à Shields, où des hommes qui n'étaient point marins s'étaient vus enlevés de chez eux à main armée ; ce qui prouve que malgré la prime on a beaucoup de peine à se procurer des matelots, et que vraisemblablement les équipages sont incomplets.

L'amiral Hood est parti pour Portsmouth le 3 mai, a mis à la voile le 12 et a pris sous son escorte la petite flotte de débarquement chargée d'un corps d'émigrés Français et de plusieurs régimens d'infanterie d'Irlande, troupes que l'on prétend se monter à 8000 hommes. Le *George Fover*, navire américain, chargé de farines pour la France, l'a rencontré à la hauteur de Portsmouth, ou du moins il a vu à dix lieues de ce port une flotte anglaise considérable : ce qui semblerait pourtant faire croire que ce n'est pas la même, c'est que les dates varient de douze jours, et que le bruit a couru à Londres que M. d'Artois, après s'y être arrêté seulement deux fois 24 heures, s'est embarqué sur l'escadre de l'amiral Hood. Aujourd'hui la version change, et l'on assure qu'un simple paquebot doit le conduire en Westphalie où il compte se retirer à Ham.

Des faits beaucoup plus sûrs, c'est que le 11 mai il s'embarqua un détachement de canonniers composé de 200 hommes et 15 officiers, 12 pieces de canon de gros calibre, des mortiers et des obusiers. Ce détachement destiné à se joindre à l'armée du duc d'Yorck, est commandé par le lord Congreve. On dit positivement que les Autrichiens ont demandé au gouvernement Anglais des fourrages, des vivres et des munitions, et qu'une flotte Anglaise est chargée de se pourvoir de tous ces objets sur les côtes d'Afrique. C'est aller les chercher un peu loin, si le besoin qu'on en a est bien pressant. — On embarque depuis le 21 à Deptford des fourrages pour la cavalerie Anglaise en Flandres. Il a péri dans la traversée beaucoup de chevaux des trois brigades, sous le commandement de sir William Erskine, envoyées par Ostende.

FRANCE.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE D'ISNARD.

Séance du mardi, 28 *mai.*

On se rappelle comment, à la fin de la séance de lundi dernier, la cassation de la commission des douze et l'élargissement d'Hébert furent mis aux voix et décrétés ; on se rappelle aussi les protestations que firent un grand nombre de députés contre la validité d'un tel décret. Aujourd'hui Lanjuinais est monté à la tribune pour contester l'existence de ce décret. On lui a disputé la parole. Personne ici, s'est-il écrié, ne peut, à moins que de se montrer le protecteur des assassins, s'opposer à ce que je sois entendu.

Si Lanjuinais ne cesse pas de parler, a interrompu Legendre, je déclare que je me porte à la tribune, et je le jette en bas. — Sur la demande de Barbaroux, l'Assemblée décrète que cette déclaration de Legendre sera consignée au procès-verbal.

Lanjuinais profitant de quelques momens de silence, reprend la discussion sur la cassation de la commission des douze et la délivrance d'Hébert. Il conclut par demander qu'il soit déclaré que le décret n'a pas été rendu, attendu que les pétitionnaires étaient confondus avec les membres de la Contion, et ont voté avec eux ; et que, dans le cas où l'Assemblée déclarerait qu'il a été rendu, le rapport en fût mis aux voix.

Il est urgent, a dit alors Osselin, de mettre ce décret à exécution. Le peuple l'attend avec impatience, et si vous retardez, vous serez coupables du mouvement qui pourra arriver..... — Sur la motion de Barbaroux, l'Assemblée décrete qu'il sera fait mention au procès-verbal de la déclaration d'Osselin.

La discussion est fermée. Le président consulte l'Assemblée pour savoir si l'on ira aux voix sur la rédaction du décret qui casse la commission des douze. La négative est prononcée. — De violentes rumeurs éclatent dans les tribunes. — Les membres du côté gauche réclament l'appel nominal. — Guadet demande la parole sur la maniere de poser la question. Plusieurs membres apostrophent le président. — Guadet insiste. — L'Assemblée consultée lui accorde la parole.

Guadet s'étonne qu'on veuille que la Convention s'occupe de la rédaction d'un décret, c'est-à-dire de son admission définitive, tandis qu'il est en question si ce décret sera, ou non, maintenu ; sera, ou non, rapporté. Quoique dans le

Digitized by Google

fait on ne puisse pas dire qu'il y ait un décret rendu, lorsque les législateurs consignés dans le lieu de leurs séances après la dispersion de leur garde, ont délibéré au milieu des orages, des violences et des menaces ; lorsque plusieurs membres ont été dans l'impossibilité de percer une foule menaçante, et de se rendre à leur poste ; lorsqu'enfin la salle se trouvait au moment de la délibération pleine de pétitionnaires, Guadet observe que malgré tout cela les motifs de rapporter le décret étant les mêmes que ceux qui auraient dû déterminer à ne pas le rendre, il était inutile de s'arrêter à des pointilleries qui pouvaient amener de longs débats, sans arriver à aucun résultat. Guadet se réduit donc à réclamer la priorité pour la demande en rapport.

Après beaucoup de tumulte et de désordre, on pose ainsi la question. Le décret sera-t-il rapporté, oui ou non? L'appel nominal commence, et la Convention décrete que cet appel sera envoyé aux départemens.

L'appel fini, le président donne d'abord le résultat d'un scrutin pour la nomination des commissaires à l'armée du Nord. Les nouveaux commissaires sont, Lego, Duchastel, Bernard Saint-Afrique et Varlet.

Cette nomination excite encore des plaintes, des dénonciations, et du tumulte dans la partie gauche. Duchastel donne sa démission. — Enfin, on proclame le résultat de l'appel nominal. Il y avait 517 votans : la majorité était de 259 ; 279 ont voté pour *oui*, 238 pour *non*.

Votre décret d'hier, a dit alors Danton, était un grand acte de justice. J'aime à croire qu'il sera reproduit avant la levée de la séance ; mais si la commission des douze conservait son pouvoir tyrannique, si les magistrats du peuple n'étaient pas rendus à leurs fonctions, après avoir prouvé que nous passons nos ennemis en prudence, nous leur prouverons que nous les passons en audace et en vigueur révolutionnaire. — Les tribunes applaudissent.

On propose d'entendre le rapport de la commission des douze sur ses travaux. Rabaud, membre de cette commission insiste pour avoir la parole. Le tumulte redouble et les menaces se renouvellent. Le président se couvre, les membres de la droite réclament la levée de la séance, ceux de la gauche s'y opposent. Au milieu des rumeurs, l'impression du rapport est décrétée.

Nous ne sommes pas libres ici, s'écrie Chambon, allons dans nos départemens. Le canon d'alarme aujourd'hui ! s'écrie Marat. Fermons les barrieres, s'écrie-t-on dans les tribunes.

On demande de nouveau l'élargissement des détenus. Il est décrété.

La commission des douze donne sa démission.

Une députation de la section des Gardes-Françaises se présente à la barre : « Il est tems, dit l'orateur, que la lutte

Digitized by Google

finisse ; il est tems qu'une troupe de scélérats, cachés sous le masque du patriotisme disparaisse, il est tems qu'une minorité turbulente s'effraye du retour de l'ordre ; elle est faite pour le craindre. Vous n'avez qu'à dire un mot ; vous n'avez qu'à nous appeller auprès de vous et vous serez entourés de défenseurs dignes de la cause qui leur sera confiée ; alors on verra, d'un côté, le courage des bons citoyens ; et de l'autre la lâcheté et la perfidie de quelques brigands. — Cette déclaration excite un grand tumulte. Le calme rétabli, les pétionnaires continuent. Ils sollicitent les bienfaits d'une constitution et jurent de défendre la représentation nationale jusqu'à la mort. — On demande l'impression de cette adresse. Le bruit recommence et l'impression n'est point décrétée.

Cambon, au nom du comité de salut public, rend compte de l'état de nos armées. L'armée du nord occupe le camp de Cesane. Valenciennes peut se défendre six mois. Sa garnison est un modèle de patriotisme et de courage. Custines doit être arrivé à l'armée du nord. Ce général laisse les armées du Rhin et de la Moselle dans les meilleures dispositions ; elles ont un effectif de plus de 60,000 hommes.

Dans l'armée des Pyrennées orientales un camp de 6000 Français fut attaqué par 12,000 Espagnols. Notre armée fut d'abord repoussée ; la gendarmerie cria *sauve qui peut*, et mit nos soldats en désordre. Cependant nos généraux les rallierent et parvinrent à reprendre le camp.

Les Espagnols furent chassés très-loin de là ; mais pendant la nuit l'avant-garde égarée par une terreur panique força le corps d'armée à rentrer dans Perpignan.

Quant à l'armée des rebelles, les habitans de la Vendée rentrent dans le devoir, les révoltés sont effrayés, l'armée, dite catholique, se dissout et dans peu cette guerre sera entierement terminée.

Séance du mercredi, 29 *mai.*

Des députés des Pyrennées orientales présentent à l'Assemblée la situation alarmante où se trouve ce département. Les Espagnols occupent une partie du territoire avec une armée et une bonne cavalerie ; et le département n'a point de forces suffisantes à leur opposer ; il manque d'armes et de munitions. « Nous savons bien, disent les députés, qu'il n'est pas d'armée qu'un orateur ne batte à la tribune ; mais ce n'est pas en raillant nos ennemis que nous les vaincrons. » Ils expriment ensuite les sentimens et les vœux de leurs concitoyens. Guerre aux tyrans, respect aux représentans du peuple, maintien des personnes et des propriétés, tel est leur vœu unanime. Là le pauvre vit de son travail et non du pillage. Le pain y coûte trois fois plus cher que dans d'autres contrées, et il n'en a jamais demandé sous peine d'in-

Digitized by Google

surrection.... Cette pétition est renvoyée au comité de salut public.

Des députés du déparrement de l'Ain viennent de nouveau réclamer la liberté ou le jugement d'une multitude de citoyens qui languissent dans les prisons, victimes du despotisme des commissaires Amar et Merlinot. — Renvoyé au comité de sûreté générale et de législation. — Barrere prévient que sous trois jours, le comité de salut public fera un rapport sur toutes les arrestations.

Une lettre des commissaires à l'armée de la Rochelle en date du 27 mai, fait part à l'Assemblée d'un échec éprouvé par notre armée. Le général ayant appris que les brigands cherchaient à cerner la Châteigneraye, fit replier ses troupes sur Fontenay. Bientôt les ennemis se présenterent dans la plaine où ils avaient été si complettement défaits quelques jours auparavant. Leurs colonnes étaient formidables, mais ils n'avaient point d'artillerie.

Le combat devint extrêmement chaud; les chasseurs de la Gironde faisaient un feu terrible; chaque volontaire de la compagnie franche de Toulouse et du 14e. bataillon de l'Hérault, combattait en héros, et quelques autres bataillons, ranimés par les représentans du peuple présens à l'action, ébranlaient déja les colonnes des rébelles, lorsque le brave général Chalbos ordonne à la gendarmerie nationale à cheval de charger pour achever de les exterminer. C'en était fait de ces hordes de brigands, si l'ordre du général eût été exécuté. Mais, ô honte! cinq gendarmes seulement marcherent en avant; le reste, effrayé par la défection de quelques lâches, plie et s'enfuit à bride abattue, en foulant aux pieds notre infanterie qui se trouvait sur son passage. Plus de trente braves défenseurs de la patrie ont été écrasés par les chevaux des fuyards. Les représentans du peuple et les généraux firent de vains efforts pour les rallier; rien ne put les arrêter. Enfin, l'infanterie se voyant abandonnée par la cavalerie, et succombant sous le nombre, se mit elle-même en désordre, et bientôt la déroute fut complette; notre armée dispersée par les brigands, fut poursuivie jusques sur la route de Fontenay à Niort, où le général Dayat et le chef de brigade Nouvion, ayant rallié 25 gendarmes seulement, chargerent 200 hommes de cavalerie ennemie, et les firent plier; ils protégerent par ce moyen la retraite d'une partie de l'infanterie sur Niort. La cavalerie les y avait précédés de plusieurs heures.

Après cette lecture, Cambon annonce l'arrivée d'un courier extraordinaire expédié par la commission centrale établie à Tours. Il apporte l'état des forces qui marchent contre les rébelles. 29,400 hommes sont sortis de Tours. Une armée de 60,000 hommes avec 91 pieces de canon va entourer les révoltés. La Rochelle, Rochefort et Poitiers sont en état de défense.

Digitized by Google

Barrere présente la rédaction de la déclaration des droits. L'Assemblée l'adopte et décrete en outre que le comité de salut public s'adjoindra une commission de cinq membres pour présenter sous huit jours un plan de constitution réduit aux seuls articles qu'il est important de rendre irrévocables pour assurer au peuple l'exercice de ses droits et de sa liberté.

Le même membre fait rendre le décret suivant :

1°. Les gendarmes qui ont fui lâchement à Perpignan et à Fontenay-le-Peuple, seront dépouillés de leurs armes et de leurs habits, renvoyés à leurs municipalités, déclarés incapables de servir la patrie et soumis néanmoins à la poursuite des tribunaux.

2°. Il sera fait mention honorable dans le procès-verbal de la conduite courageuse tenue par les 25 gendarmes qui se sont joints au général Dayat et au chef de brigade Nouvion pour charger les rebelles et sauver une partie de l'armée de la République.

La section des Marchés présente ses volontaires et demande la formation d'une armée révolutionnaire, la cassation du comité des 12 et le décret d'accusation contre ceux qui par leurs discours provoquent la guerre civile.

La section des Arcis fait la même pétition, et après avoir déclaré qu'une partie de la Convention n'a plus sa confiance, elle demande que les membres qui composent la commission des 12 soient traduits au tribunal révolutionnaire.

La section de Beaurepaire demande une constitution Républicaine. L'insertion de son adresse au bulletin est décrétée.

Sur la proposition de Fermont, la Convention décrete que le président de l'Assemblée ne pourra lui annoncer, ni lui faire donner lecture d'aucunes lettres ni pétitions, à fin d'admission à la barre et à d'autres séances, que celles du dimanche et du jeudi soir.

Séance du jeudi, 30 mai.

On fait lecture de deux lettres écrites de l'armée du Rhin; la premiere donne des détails d'une affaire qui a eu lieu près de Weissembourg. L'avantage s'est déclaré en faveur des troupes de la République.

La seconde annonce qu'un détachement qui a pénétré dans le duché de Deux-Ponts en a heureusement ramené à Landau 200 voitures chargées d'avoine et de fourrages.

Sur le rapport de son comité de la guerre, la Convention nationale décrete qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le général de division Ligneville; ordonne au conseil exécutif de le mettre en liberté, et l'autorise à le rendre à ses fonctions.

Mallarmé, rapporteur du comité des finances, fait rendre plusieurs décrets.

Par le premier, la Convention détruit les abus qui se com

Digitized by Google

mettent à l'occasion des saisies des créances dues sur le trésor public.

Le second déclare que les gendarmes nationaux, qui seront dorénavant payés en assignats, ne recevront aucune indemnité.

Le troisieme accorde un million à titre de prêt aux habitans du département du Nord, qui l'année derniere ont le plus souffert des brigandages des Autrichiens.

Une députation du conseil général de la commune vient accuser le citoyen Gardien, membre de la commission des douze, et député de Château-Renaud, d'avoir écrit en 1790, deux lettres à un contre-révolutionnaire nommé Marizi. — La Convention décrete le renvoi au comité de salut public. — Thuriot, Charlier et quelques autres membres demandent le décret d'arrestation. Après des débats assez vifs, et quelques faits établis ou hasardés de part et d'autre, Gardien sollicite lui-même d'être gardé à vue; il demande en outre que le scellé soit mis sur ses papiers à Paris, et qu'un courier extraordinaire soit envoyé pour les mettre dans son domicile à Château-Renaud. — Ces propositions sont décrétées.

Barrere présente les projets de décrets suivans, qui sont adoptés sans discussion.

Décret sur les écoles primaires.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, décrete :

Art. 1er. Il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont depuis quatre cents jusqu'à quinze cents individus. Cette école pourra servir pour toutes les habitations moins peuplées, qui ne seront pas éloignées de plus de mille toises.

II. Il y aura dans chacune des écoles un instituteur chargé d'enseigner aux éleves les connaissances élémentaires nécessaires aux citoyens pour exercer leurs droits, remplir leurs devoirs, et administrer leurs affaires domestiques.

III. Le comité d'instruction publique présentera le mode proportionnel pour les communes plus peuplées et pour les villes.

IV. Les instituteurs seront chargés de faire aux citoyens de tout âge, de l'un et de l'autre sexe, des lectures et des instructions une fois par semaine.

Autre décret.

« La Convention confirme la nomination provisoire d'Alexandre Beauharnais au commandement de l'armée du Rhin, d'après le refus du général Dietman qui ne s'est pas cru capable de commander; il sera fait mention honorable de la conduite du général Dietman. »

Le comité de salut public présentera demain un candidat pour le ministere de la guerre.

Digitized by Google

Décret concernant la requisition de la force armée.

Art. Ier. La requisition de la force publique dans les diverses circonstances qui en nécessiteront l'emploi, sera exercée dans la forme suivante par les autorités constituées et chargées de requisition par la loi.

Seront requis, 1°. les citoyens depuis l'âge de 16 ans jusqu'à 25.

2°. Ceux de 25 jusqu'à 35.

3°. Ceux de 35 jusqu'à 45.

La derniere requisition comprendra tous les autres citoyens qui seront en état de porter les armes.

II. Chaque municipalité sera tenue d'avoir un rôle de tous les citoyens placés dans la classe d'âge prescrit.

III. Tout citoyen qui aura plus de trois enfans, et qui sera reconnu par sa municipalité ne pouvoir les faire subsister que du produit de son travail, ne pourra être compris que dans la derniere requisition, quel que soit son âge.

IV. Les célibataires et les hommes veufs sans enfans jusqu'à l'âge de 40 ans, seront compris dans la premiere classe.

V Chaque municipalité sera tenue d'avoir un registre pour inscrire le nombre des armes à feu existant dans l'étendue de son territoire. Ces armes seront remises aux citoyens de la premiere requisition, et ainsi de suite tant qu'il y aura des armes à feu.

VI et dernier. Les officiers municipaux choisiront un instructeur, et ils veilleront à ce que, tous les dimanches, les citoyens compris dans la premiere requisition s'exercent au maniement des armes et aux évolutions militaires.

Le comité de salut public, chargé de présenter un plan des bases constitutionnelles, s'adjoint à cet effet les citoyens Héraut, Mathieu, Ramel, St. Just et Couthon.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

L'Assemblée procede à l'appel nominal pour le renouvellement du président et des secrétaires. Mallarmé est élu président.

Bourdon dénonce la commission des douze, pour avoir fait investir l'hôtel de Breteuil d'une force suffisante, pour la sûreté de ses papiers, et demande l'arrestation de ceux qui ont signé cet ordre.

Fonfrede dit que cet ordre n'a rien d'illégal. Il demande simplement que la Convention statue sur l'existence de la commission, sur laquelle rien n'avait été décidé jusqu'alors.

Cette commission, dit Lanjuinais, vous a dénoncé qu'il se tramait une grande conspiration. Ceux qui ont demandé avec tant d'acharnement sa suppression, sont apparemment les mêmes qui vont travailler à la faire réussir. L'un des lieux où l'on conspire dans ce moment, est l'évêché. C'est là que se-

Digitized by Google

rassemblent les électeurs illégalement nommés au 10 août dernier, les plus audacieux meneurs des jacobins et des sections. Cette assemblée a formé un comité d'exécution, un comité dictatorial.

Lanjuinais cite un discours d'Assenfratz : « le moment de frapper de nouveaux coups est arrivé. Ne craignez rien des départemens ; avec un peu de terreur et des instructions, nous tournerons les esprits à notre gré..... Oui, l'insurrection devient ici un devoir contre la majorité corrompue de la Convention..... »

Deux hommes encore, a dit Lanjuinais, dont un est représentant du peuple, Chabot et Varlet, ont tenu des propos qui n'annonçaient rien moins qu'un grande conspiration. « Il ne faut pas tuer sur-le-champ, a-t-on dit, tous les députés que nous aurons arrêtés ; mais il sera facile de les faire juger coupables par les départemens : alors, il en sera d'eux comme de Louis XVI. » Cette nuit même on doit sonner le tocsin, on doit tirer le canon d'alarme.

Toutes ces déclarations, ajoutait Lanjuinais, ont été faites au comité des 12. Le conseil exécutif est instruit de toutes ces manœuvres, et il se tait. Le comité de salut public en a aussi connaissance, et sans doute il a pris les mesures nécessaires pour les déjouer. Je demande 1°. que le comité des inspecteurs de la salle soit tenu de faire exécuter le décret qui ordonne que le poste de la Convention sera renforcé de deux hommes par compagnie. 2°. Que la commission des 12 soit mandée sur-le-champ, pour rendre compte des renseignemens qu'elle a reçus aujourd'hui sur la conspiration que je vous dénonce. 3°. Que Varlet et autres soient gardés à vue.

De violens murmures accompagnent Lanjuinais à sa place. L'Assemblée ne prend aucune délibération.

Une députation de 27 sections de Paris est admise à la barre. L'orateur obtient la parole. Mandataires du peuple, dit-il, une commission injuste, arbitraire et despotique a opprimé les patriotes. Le traître Lafayette n'est point dans les cachots de Berlin ; Rabaut, législateur et journaliste, exerce sur les sections le despotisme le plus outrageant. Tout nous crie : *résistance à l'oppression !* Nous demandons :

1°. La cassation de tous les décrets rendus sur la proposition de la commission des 12, notamment de celui qui fixe la clôture des séances à 10 heures du soir.

2°. Le décret d'accusation contre tous ses membres et leur tradition aux jurés révolutionnaires des 86 départemens.

3°. L'apposition des scellés sur leurs papiers et leurs registres ; et leur remise au comité de sûreté générale.

4°. Pour resserrer les liens de l'unité et de l'indivisibilité que la commission des douze voudroit rompre, nous vous invitons à décréter une nouvelle fédération républicaine pour le 10 août prochain.

Digitized by Google

Les citoyens de Paris brûlent de montrer à leurs frères des départemens qu'ils sont encore dignes de leurs embrassemens.

L'Assemblée ordonne l'impression de cette pétition.

Deux députés extraordinaires de Rouen, admis à la barre, présentent une adresse approuvée par le département de la Seine-Inférieure, et par le district de Rouen. Des murmures ont interrompu l'orateur; ce sont deux aristocrates, a dit Marat, et la demande de l'insertion au bulletin réclamée par les uns a été rejettée par les autres.

Séance du vendredi, 31 mai.

Le tocsin sonne depuis trois heures du matin; on bat la générale; les citoyens se rangent sous les armes; les représentans du peuple se rendent à leur poste; les autorités constituées sont mandées à la barre de la Convention. Bientôt après le ministre de l'intérieur paraît: « Je ne puis, dit-il, dissimuler à la Convention qu'il existe une grande agitation dans Paris. Une assemblée composée de commissaires de sections, d'électeurs du 10 août, etc. s'est tenue cette nuit à l'évêché, et paraît avoir donné l'impulsion à ce mouvement. La cause de ces troubles et la réintégration de votre commission extraordinaire des douze.... »

Le maire déclare qu'il a donné au commandant provisoire les ordres nécessaires pour empêcher de tirer le canon d'alarme; que lui-même s'est rendu au comité de salut public avec le ministre de l'intérieur, où il a rendu compte de l'état de Paris; qu'il s'est transporté ensuite au conseil général de la commune; que ce matin, des commissaires de la majorité des sections sont venus suspendre la municipalité, qu'ils ont réintégrée un instant après.

Le président de la section du Pont-neuf annonce à la Convention que le commandant du poste ayant reçu ordre du commandant général provisoire de tirer le canon d'alarme, il s'y était refusé, et en avait référé sur-le-champ au département qui avait passé à l'ordre du jour, motivé sur ce que la Convention seule pouvait donner cet ordre.

Valazé demande que le commandant général soit mandé à la barre, et mis en état d'arrestation; que la commission des douze, créée pour rechercher des complots qui se décelent en ce moment, soit appellée pour rendre compte des renseignemens qu'elle a recueillis. — Les tribunes murmurent.

Thuriot combat les propositions de Valazé; il demande l'anéantissement de la commission, comme une mesure indispensable, et la première à prendre dans les circonstances actuelles.

On entend le canon d'alarme. — Aux voix la proposition de Valazé, s'écrient plusieurs membres. Je demande, s'écrie Thuriot, que cette commission, qui est le fléau de la France, soit cassée à l'instant, que les scellés soient apposés sur ses

Digitized by Google

papiers, et que le comité de salut public fasse un rapport sur sa conduite.

Il s'agit de la dignité de la Convention, a repris Vergniaud; il faut qu'elle prouve à la France qu'elle est libre. Je demande donc l'ajournement à demain de ce qui est relatif à la commission; je demande que le commandant général soit mandé à la barre, et que nous jurions tous de mourir à notre poste.

La discussion est fermée. Le président rappelle les diverses propositions qui ont été faites. L'Assemblée est d'abord consultée sur la proposition suivante qui est adoptée à la presqu'unanimité. « La Convention nationale déclare qu'elle est à son poste, et qu'elle y attendra avec calme les événemens quels qu'ils soient. »

Une longue discussion s'élève ensuite sur la question de priorité pour les propositions suivantes : mettra-t-on aux voix la cassation de la commission des douze? appellera-t-on à la barre le commandant général?

Danton réclame vivement la priorité pour la premiere proposition. Les tribunes applaudissent.

Rabaud, membre de la commission, demande la parole. Après de longs débats, un décret la lui accorde. Il essaie vainement de se faire entendre; les clameurs couvrent sa voix. A bas, à bas, crie-t-on dans les tribunes.

Le conseil général révolutionnaire se présente à la barre : il annonce que, nommé pour découvrir un grand complot, il vient de remplir sa mission. Il communique deux arrêtés qu'il a pris. Par le premier, les propriétés sont mises sous la sauve-garde des Républicains. Par le second, il accorde 40 sols par jour à tous les ouvriers jusqu'à ce que le calme soit rétabli.

Guadet s'élève contre cette usurpation de pouvoirs qui, selon lui, n'appartiennent qu'à la Convention. Il prétend que les pétitionnaires, au lieu d'annoncer qu'ils avaient découvert un grand complot, auraient du dire qu'ils avaient voulu l'exécuter. Il engage l'Assemblée à se convaincre que, d'après leurs pouvoirs déposés sur le bureau, ce sont des députés de 26 sections seulement..... Guadet veut continuer, les clameurs des tribunes l'interrompent.....

Une députation de la commune admise à la barre demande un local près de la Convention, afin qu'elle puisse correspondre d'heure en heure avec la municipalité, et avoir connaissance de ses décrets. Cette proposition est adoptée.

Vergniaux après avoir représenté le calme et la sécurité que les sections ont su maintenir dans Paris, demande qu'il soit décrété que les sections ont bien mérité de la patrie. Adopté à l'unanimité.

Camboulas demande que le conseil exécutif soit tenu collectivement, et sous sa responsabilité, de faire les recherches nécessaires pour trouver et arrêter ceux qui ont fait sonner le

Digitized by Google

tocsin et tirer le canon d'alarme. Les tribunes répondent : *c'est nous, nous tous.* Robespierre jeune ajoute : c'est le bombardement de Valenciennes ; ce sont les trahisons de nos généraux, ce sont les conspirateurs de l'intérieur dont plusieurs sont dans le sein de la Convention. — La discussion est fermée. La proposition de Camboulas est décrétée.

Lacroix et Thuriot protestent contre ce décret. Ils en demandent le rapport. Au même instant des citoyens paraissent à la barre. « Législateurs, dit l'un d'eux, les hommes du 14 juillet, du 10 août et du 31 mai, sont dans votre sein. Nous demandons le rapport du décret liberticide arraché par la faction scélérate ; nous demandons que vous décrétiez la levée d'une armée révolutionnaire centrale de sans-culottes, qui auront une paye de 40 sols par jour ; nous demandons le décret d'accusation contre les 22 membres dénoncés par les sections de Paris et par la majorité des départemens, ainsi que contre les membres de la commission des 12. Nous demandons que le prix du pain soit fixé à trois sols la livre dans tous les départemens, et que cette diminution s'opere par une taxe mise sur les riches ; nous demandons le licenciement de tous les nobles occupant des grades supérieurs dans les armées ; nous demandons que vous mettiez en état d'arrestation les ministres Lebrun et Claviere ; nous vous dénonçons l'administration des postes et celle des assignats ; enfin nous demandons que vous décrétiez une proclamation pour venger Paris des calomnies qu'on répand contre cette ville. »

Vergniaux demande l'impression de cette adresse et l'envoi aux départemens. Décrété.

Barrere, au nom du comité de salut public, présente un projet de décret dont l'objet est de mettre à la requisition de la Convention la force armée de Paris et de casser la commission des 12.

Quelques oppositions se manifestent dans la partie droite contre ce projet de décret. La délibération est interrompue.

Les membres composant l'administration du département de Paris, réunis aux autorités constituées de la commune et aux commissaires des sections, se présentent à la barre. « Législateurs, dit le procureur-général-syndic, orateur de la députation, depuis long-tems la ville et le département de Paris sont calomniés..... Nous venons démasquer l'impudeur et confondre l'imposture. Nous venons vous déclarer que, fidele aux principes et soumis aux lois, le département de Paris soutiendra les dignes représentans du peuple au prix de tout son sang. Vous nous vengerez d'Isnard et de Roland, et de tous ces hommes impies, les Brissot, les Guadet, les Vergniaux, les Gensonné, etc. contre lesquels l'opinion publique s'éleve d'une maniere éclatante. La raison du peuple s'irrite de tant de résistance ; que ses ennemis tremblent, sa colere est près d'éclater ; qu'ils tremblent ! »

Digitized by Google

La députation suivie d'une foule de citoyens entre dans la salle. Ils se confondent avec les membres de la partie gauche. L'impression de l'adresse est décrétée au milieu du tumulte. Une partie de l'Assemblée refuse de prendre part à la délibération. Vergniaux invite les membres opprimés à aller se joindre à la force armée qui environne l'enceinte de la Convention et à se mettre sous sa protection. Vergniaux sort ; il est suivi d'une foule de députés : bientôt après ils rentrent.

Citoyens, s'écrie Robespierre, ne perdons pas ce jour en vaines clameurs, en mesures insignifiantes. Les pétitionnaires que vous venez d'entendre vous indiquent la marche que vous devez suivre..... Robespierre conclud au décret d'accusation contre tous ceux qui ont été désignés par les pétitionnaires.

Barrere reproduit alors son projet de décret tendant à mettre la force armée du département de Paris en état de réquisition permanente ; à charger le comité de salut public de rechercher les auteurs des complots dénoncés par les diverses députations ; à supprimer la commission des douze et ordonner la déposition de ses papiers au comité de salut public.

Le projet de Barrere est adopté, sur la proposition de Lacroix, la Convention approuve l'arrêté par lequel la commune assure deux livres par jour aux ouvriers qui resteront sous les armes jusqu'au rétablissement de la tranquillité publique. Elle rapporte le décret qui établissait qu'on n'entrerait dans les tribunes réservées aux citoyens des départemens, qu'avec des billets.

Bazire, interpellé par Gardien, a déclaré au nom du comité de sûreté générale, qu'on n'avait rien trouvé de suspect dans la correspondance de ce député ; que toutes les inculpations qui lui avaient été faites, sont également fausses.

La séance est levée à 9 heures et demie.

Séance du samedi 1 juin.

L'ex-ministre Rolland sollicite pour la huitieme fois l'apurement de ses comptes ou la permission de se retirer dans son pays natal. Quelques membres appuient sa demande. Fermont parle d'autant plus vivement en faveur de Roland, que la nuit derniere des citoyens qui voulaient arrêter cet ex-ministre, n'ayant trouvé chez lui que son épouse, l'ont conduite aux prisons de l'Abbaye. — Il ne suffit pas, s'écrie Collot-d'Herbois, que Rolland ait rendu ses comptes pour cesser d'être responssble. Depuis long-tems il veut échapper à l'accusation que porte contre lui la nation entiere. Adopter la proposition de Fermont, ce serait lui en fournir les moyens, mais il ne peut s'en retirer qu'avec un décret d'accusation. — L'Assemblée passe à l'ordre du jour jusqu'au rapport du comité.

Fermont se plaint de ce que les lettres des députés ne leur parviennent point depuis trois jours. Legendre déclare

Digitized by Google

que toutes les fois qu'un peuple sait que l'on conspire contre la liberté, il a le droit de prendre des précautions pour connaître ses ennemis. — Renvoyé au comité de salut public.

On fait lecture d'une lettre écrite par les représentans du peuple envoyés dans les départemens méridionaux, en date du 22 mai. En voici l'extrait :

« Quarante déserteurs, presque tous gardes Walonnes, sont venus depuis plusieurs jours se ranger sous les drapeaux de la liberté. Ils s'accordent à dire que notre artillerie a fait beaucoup de mal à l'ennemi dans la journée du 19. Il paraît évident que si notre armée avait tenu ferme un quart-d'heure de plus, la déroute était complette chez eux... La majeure partie des tentes et autres objets ont été recouvrés... L'ordre est rétabli dans Perpignan, et les soldats brûlent du desir de réparer l'échec qu'ils ont souffert. »

Les commissaires dans le département des Bouches-du-Rhône font un rapport pour détruire les inculpations répandues contre eux. Ils assurent que le tribunal populaire établi à Marseille continue ses fonctions malgré le décret de l'Assemblée. Ils citent deux citoyens contre lesquels il a lancé des mandats d'arrêt. Enfin, ils demandent justice pour les patriotes opprimés. — Barbaroux répond que le décret qui a anéanti ce tribunal n'a été rendu que le 13 mai ; que le lendemain la députation a envoyé un courier extraordinaire à Marseille, pour avertir ce tribunal de cesser ses fonctions. Le courier est arrivé le 17. Dès ce moment le tribunal a obéi quoiqu'il n'ait reçu officiellement le décret que le 21 ou le 22. Quant aux deux citoyens qu'on l'accuse d'avoir poursuivi, ce n'est point le tribunal mais le juge de paix qui instruit leur affaire. — L'Assemblée renvoie le tout au comité de salut public pour en faire son rapport.

Barrere présente la proclamation qui doit être envoyée à tous les départemens, sur les événemens du 31. Il y est dit que la Convention nationale a été libre dans ses délibérations ; ce qui excite les plus vives réclamations. Lassource demande que l'on se borne à déclarer que des conspirateurs avaient formé un complot, qu'ils ont sonné le tocsin, battu la générale, et tiré le canon d'alarme, mais que les citoyens de Paris, dignes de la République et d'eux-mêmes, se sont transportés à leurs sections, se sont armés, ont fait respecter la loi, ont protégé les propriétés, la Convention, et maintenu l'ordre.

Lassource est souvent interrompu. Les tribunes rappellées à l'ordre continuent leurs clameurs. L'adresse est adoptée. Une partie de l'Assemblée se porte au bureau pour réclamer l'appel nominal. On leve la séance. — Il est cinq heures.

Séance du samedi soir.

Il est six heures. La générale bat dans plusieurs quartiers

Digitized by Google

de Paris ; des bataillons en armes se portent vers le palais national ; plusieurs députés se réunissent dans la salle des séances. On se questionne mutuellement sur les causes du rassemblement extraordinaire de la force armée sur la place de la Réunion. — Cambon annonce que la cause de cette insurrection provient de ce qu'on n'avait pas fait droit aux réclamations des sections. — Une députation des autorités révolutionnaires réunies auprès de la commune provisoire, demande d'être admise à la barre.

Un membre observe que l'Assemblée n'est point convoquée, et que le côté droit est d'ailleurs presqu'entièrement désert. Les patriotes y sont, dit Legendre ; nous y resterons, nous délibérerons.

La députation est admise : le peuple est levé, dit Hassenfratz, orateur de la députation ; il est debout, il nous envoie auprès de vous.... — L'orateur renouvelle la demande du décret d'accusation contre vingt-sept députés ; et puis se tournant vers le côté gauche : Et vous, patriotes, qui avez sauvé plusieurs fois la patrie, sauvez-la encore aujourd'hui. Si vous ne pouvez le faire, nous sommes tous debout, et nous la sauverons.

Legendre convertit en motion la demande des pétitionnaires. Il demande de plus, que tous ceux qui ont voté l'appel au peuple soient mis en état d'arrestation.

S'ils étaient vertueux ces hommes qu'on vous dénonce, a dit Laignelot, ils n'hésiteraient pas à quitter une place qu'ils ne peuvent plus conserver, puisqu'ils ont perdu la confiance publique. Je demande que vous conferiez au comité de salut public le droit de prendre les mesures de salut public que les circonstances exigent ; mais comme le mouvement du peuple est nécessaire, il faut que le peuple qui est debout y reste jusqu'à ce que les conspirateurs soient terrassés.

Fermont combat ces propositions comme destructives de la liberté des opinions dans la représentation nationale.

Barrere et Marat parlent dans le sens de Laignelot. Le décret suivant est rendu.

„ La Convention nationale décrete que le comité de salut „ public sera tenu de présenter, sous trois jours, des me„ sures pour sauver la chose publique, et il fera un rapport „ sur la pétition présentée par les autorités constituées de „ Paris.

„ Le département de Paris, la municipalité et les citoyens „ qui auront des pieces contre quelques-uns des membres dé„ noncés, seront tenus de les présenter au comité de salut „ public. „

On a fait lecture d'une lettre qui confirme l'insurrection dans le département de la Losere ; mais les nouvelles officielles offrent des détails moins affligeans.

Digitized by Google

Séance du dimanche 2 juin.

Les administrateurs de la Vendée écrivent de la Rochelle que les progrès de la révolte sont très-alarmans ; que le chef-lieu de leur département vient de tomber au pouvoir des rebelles, ainsi que les archives et tous les papiers de l'administration ; que peut-être, en ce moment, la ville de Niort, le seul boulevard qui garantisse la Rochelle et nos côtes, est entre leurs mains ; mais qu'ils ne ralentiront point leur zele, etc.

Une lettre des commissaires de la Convention nationale, datée de Niort le 28 mai, annonce que les brigands n'ont pas osé se présenter devant cette ville ; notre armée qui, deux jours auparavant, n'était pas composée de 1200 hommes, est forte aujourd'hui de 20,000 hommes, qui sont accourus au premier signal du danger. Il est arrivé 400 hussards de la légion des Alpes et 1200 hommes d'infanterie. Le général Biron va attaquer les rebelles dans tous les points.

On fait lecture d'une adresse des officiers du premier bataillon des volontaires du Bas-Rhin, au camp de Weissembourg. Ils demandent que les membres qui ont voté contre la mort du tyran et pour l'appel au peuple, soient remplacés par leurs suppléans ; que les commissaires de la Convention auprès des armées aient le droit d'envoyer leurs suffrages à l'Assemblée ; enfin que les soldats armés pour la défense de la patrie puissent concourir à la nomination des représentans du peuple. — Renvoyé au comité de salut public.

Le ministre Claviere se plaint d'avoir été forcé de quitter son poste par des menaces réitérées. Il demande que la Convention le mette sous la sauve-garde de la loi. — Renvoyé au comité de salut public.

On fait lecture d'une lettre des commissaires de la Haute-Loire et de la Lozere. Ils annoncent que Marvejols est au pouvoir des révoltés, et que Mende va peut-être tomber entre leurs mains.

Il s'est élevé des débats sur ces nouvelles. Quelques députés des contrées où l'insurrection vient d'éclater ont paru douter que la ville de Marvejols eût tombé au pouvoir des rebelles.

Saint-André assure que la ville de Lyon est en proie aux aristocrates, que 800 patriotes viennent d'y être massacrés. Toutes ces guerres intestines, ajoute-t-il, ne peuvent s'éteindre que par des mesures révolutionnaires. Il propose à l'Assemblée d'envoyer dans les départemens insurgés des commissaires munis de pleins pouvoirs, et qui ne connaîtront d'autres lois que celles des circonstances impérieuses. Il demande que toutes les administrations soient autorisées à faire séquestrer les personnes suspectes, et que la Convention approuve l'arrêté pris par le département de la Lozere. — Toutes ces propositions sont décrétées.

La générale battait dans tous les quartiers de Paris. Lanjui-

Digitized by Google

nais demande à faire une motion d'ordre sur la situation de cette ville, sur les dangers qui, selon lui, menaçaient en ce moment la Convention nationale. Des murmures interrompent Lanjuinais; un decret lui accorde la parole.

Il dit qu'une autorité nouvelle venait de s'élever dans Paris; qu'elle subjuguerait bientôt l'autorité légitime, si on ne mettait un frein a ses entreprises; que depuis trois jours la Convention nationale ne délibérait plus; qu'elle était influencée et au-dedans et au-dehors, qu'une puissance rivale la commandait, l'environnait au-dedans de ses salariés, au-dehors, de ses canons. Je sais bien, continue Lanjuinais, que le peuple blame et déteste l'anarchie et les factieux; mais enfin il est leur instrument forcé..... Vous conspirez à la tribune, lui crie Legendre. — Vous insultez le peuple, lui crie un autre membre, — *A bas, à bas*, lui crient les tribunes. Non, reprend Lanjuinais, Paris est pur, Paris est bon, Paris est opprimé par des tyrans qui veulent du sang et de la domination.

Drouet, Robespierre jeune, Julien et quelques autres membres accourent à la tribune. Legendre veut en arracher Lanjuinais. Une agitation tumultueuse s'empare de l'Assemblée; le président se couvre, le calme se retablit, et Lanjuinais conclut à ce que toutes les autorités révolutionnaires de Paris, et nottament l'Assemblée de l'évêché, le comité central ou exécutif de cette Assemblée soient cassés, ainsi que ce qu'ils ont fait depuis trois jours.

A l'instant une députation des autorités révolutionnaires se présente à la barre. Délégués du peuple, dit l'orateur, les crimes des factieux de la Convention vous sont connus. Nous venons pour la derniere fois vous les dénoncer! Décrétez à l'instant qu'ils sont indignes de la confiance publique, mettez les en état d'arrestation. Le peuple est las d'ajourner sans cesse l'instant de son bonheur. Il le laisse encore un instant dans vos mains: sauvez-le, ou nous vous déclarons qu'il va se sauver lui-même.

L'Assemblée renvoie cette pétition au comité de salut public. Consultée sur l'époque à laquelle le rapport se fera, elle se réfere au décret par lequel elle lui a ordonné la veille d'en faire rapport sous deux jours. La députation se retire. — Que les hommes sortent, s'écrie alors le Gendre, qu'ils laissent les femmes seules et qu'ils aillent sauver la patrie. — Mouvement dans les tribunes. — Cambon annonce que le comité de salut public est assemblé. Il ne demande qu'une heure pour faire son rapport.

Richon, pour prévenir les malheurs dont on est menacé propose de décréter l'arrestation provisoire des députés dénoncés.

Levasseur demande que les députés dénoncés par la commune de Paris et les membres de la commission des douze soient

Digitized by Google

soient arrêtés comme suspects, en conformité de la loi, en attendant qu'on ait porté le décret d'accusation contre eux.

On allait poursuivre cette discussion, lorsqu'un député vient se plaindre de ce que la liberté de l'Assemblée était violée. Il a voulu sortir de la salle. On a refusé de le laisser passer. Un autre membre accourt, il dit : sauvez le peuple de Paris, sauvez-le de lui-même; on l'égare; on le trompe; il va se porter à des actes indignes de lui : mettez en arrestation les membres que l'on vous demande. Il faut sauver la patrie.

L'Assemblée reste calme. Alors Barrere se présente au nom du comité de salut public. Ce n'est point une peine, dit-il, que je vous propose contre les vingt-deux; c'est le sort des Fabius que je les invite à choisir; puisqu'ils sont le sujet de nos divisions, qu'ils se démettent volontairement. Il est beau de se dévouer pour son pays! — Barrere propose ensuite de pourvoir, séance tenante, au remplacement des ministres Lebrun, Clavierz et Bouchotte.

Isnard prend la parole. Citoyens, dit-il, lorsqu'on met dans la balance un homme et la patrie, mon choix n'est pas douteux. Je me démets de mes pouvoirs et je rentre dans la classe des citoyens. — Après ce discours, Isnard descend de la tribune et va s'asseoir dans les stales des pétitionnaires.

Lanthenas se dévoue comme Isnard. Dussaulx après avoir déclaré que son cœur est pur et qu'il n'a eu en vue que le bonheur de ses concitoyens, donne sa démission. Fauchet imite le même exemple. — Barbaroux pense que nul n'a le droit de donner sa démission. Les pouvoirs que nous avons reçus du peuple, dit-il, ne nous appartiennent pas; nous n'en sommes que les dépositaires, et en les quittant sans l'aveu de nos commettans, nous serions coupables à leurs yeux. Si la Convention rend un décret, j'obéirai, parce que je dois lui obéir, et qu'alors elle seule est responsable au souverain.

Lanjuinais annonce qu'il restera à son poste jusqu'au dernier soupir, ou jusqu'à ce que l'on vienne l'en arracher. — On murmure de son intrépidité. — Citoyens, reprend-il, on a bien vu dans des contrées barbares, des peuples conduire au bûcher des victimes humaines après les avoir couronnées de fleurs, mais jamais on n'a vu les prêtres qui les égorgeaient insulter encore à leur malheur.

Je n'ai pas le droit de faire abnégation de la mission auguste qui m'est confiée; ainsi, qu'on n'attende de moi ni démission, ni suspension momentanée; j'appartiens à la République, et je ne puis, sans son ordre, disposer de ma personne. ,,

Marat n'aime point ces déclarations : tout ceci, dit-il, ne tend qu'à ménager les honneurs de la générosité à des coupables. C'est aux patriotes connus, c'est à ceux qui ont fait des sacrifices pour la liberté, c'est à ceux qui en ont été les martyrs; en un mot, c'est à moi qu'il appartient de donner

Digitized by Google

l'exemple honorable d'un dévouement absolu à la cause du peuple. Ma présence a été long-tems une pierre d'achopement dans cette assemblée. Eh bien ! si vous prononcez sur-le-champ l'arrestation et le décret d'accusation contre les dénoncés, je donnérai ma démission.

Billaud-Varennes combat les propositions du comité de salut public. Il demande qu'à l'instant le décret d'accusation soit prononcé. — Tout-à-coup un bruit se manifeste à l'une des extrémités de la salle. Ce sont plusieurs députés qui veulent sortir, et à qui les sentinelles interdisent le passage. On entend Lacroix proférer ces paroles : « Ou la force qui environne cette enceinte est venue pour captiver la Convention nationale, où elle est venue pour la défendre. Si vous êtes venus pour la défendre, pourquoi m'arrêtez-vous ? Je suis député, voici ma carte, laissez-moi sortir. » Une partie des membres se précipitent vers l'endroit d'où elles partent ; le bruit augmente. La foule revient sur ses pas. Lacroix paraît, se plaint de la scene qui lui est arrivée, et demande que le commandant de poste soit mandé à la barre. — Décrété.

Le commandant de poste paraît : il déclare qu'étant de service dans l'une des salles d'entrée où il avait placé des factionnaires, ces factionnaires ont été remplacés par une garde étrangere, et que lui même a été consigné par deux hommes *à moustaches* qui paraissent n'avoir pas même la connaissance des formes usitées pour le service militaire.

La Convention les mande à sa barre ; ils refusent d'obéir. Barrere dit : Ce n'est pas à des esclaves à faire des lois. Nous sommes en danger. La tyrannie est dans le comité révolutionnaire de la commune. Il existe dans ce comité, des Espagnols, des Genois et d'autres étrangers. Je sais qu'un banquier de Londres a acheté pour dix millions de papiers sur Paris. En ce moment, on distribue aux troupes qui nous entourent des assignats. Puis s'adressant aux tribunes : Peuple, on vous trahit ! peuple, vous êtes abusé ! — Et vous, mes collegues, suspendez votre séance, ordonnez votre liberté. Faites un appel au peuple qui vous entend, et il vous entourera sur la place publique.

L'Assemblée se leve, s'avance aux issues. — Les tribunes restent et quelques députés du côté gauche. — Alors les sentinelles qui les obstruaient n'osent résister. Au moment où l'Assemblée paraît sur la place de la Réunion il se fait un mouvement rapide dans les troupes qui l'occupaient ; mais elle continue sa marche, et traverse sans résistance les haies épaisses des bataillons. Après avoir parcouru ainsi la place de la Réunion et le jardin national des Tuileries, l'Assemblée revient dans le lieu de ses séances.

Couthon prend la parole, et dit : Vous devez être pleinement rassurés sur votre liberté. Vous avez trouvé par-tout sur vos pas un peuple bon, mais indigné, et qui veut justice.

Digitized by Google

Je ne vote point quand à présent pour le décret d'accusation contre les membres dénoncés, mais je demande qu'ils soient en état d'arrestation chez eux, ainsi que les membres de la commission des douze et les ministres Claviere et Lebrun. — Le décret est rendu.

Le président donne lecture d'une lettre conçue en ces termes: « Le peuple entier de Paris nous députe vers vous, citoyens » législateurs, pour vous dire que le décret que vous venez » de rendre est le salut de la République. Nous venons offrir » nous constituer en ôtages, en nombre égal à celui des dé- » putés, pour répondre à la France entiere de leur sureté. »

Mes ôtages, répond Barbaroux, sont la pureté de ma conscience et la loyauté du peuple.

Sur la proposition de Lacroix l'Assemblée décrete une armée révolutionnaire de 6000 hommes pour Paris qui seront soldés à 40 sols par jour. La séance est levée à 10 heures.

Séance du lundi 3 juin.

Sur la proposition de Cambacerès la Convention décrete que tous les comités seront renouvellés à l'exception du comité de salut public.

On fait lecture d'une lettre de Lanjuinais: il remercie l'Assemblée d'avoir par sa condescendance empêché peut-être de plus grands attentats. Il l'invite à revenir promptement à la justice et à la dignité du peuple fier qu'elle représente. Que les departemens, dit-il, apprennent presqu'aussi-tôt la liberté que l'arrestation de leurs représentans. Il demande que le comité de salut public hâte son rapport, afin que la punition des traitres, s'il y en avait, fasse éclater l'innocence des autres. — Cette lettre est renvoyée au comité de salut public.

Les commissaires à l'armée du Nord annoncent que la ville de Furnes, vient d'être enlevée de vive force aux ennemis. Le feu a duré deux heures et demie avec une extrême vivacité. Nous avons fait neuf prisonniers, et pris onze chevaux et les magasins. Dix de nos soldats ont été blessés, mais presque tous assez légerement pour revenir au combat après s'être fait panser.

Barbaroux mande à la Convention que s'étant mis sous sa sauve-garde, il avait cru devoir refuser les gendarmes que la commune lui avait envoyés. — L'Assemblée passe à l'ordre du jour motivé sur le décret qui enjoint au ministre de la justice d'envoyer des gardes aux membres arrêtés.

On lit ensuite une lettre de Marat, dont voici l'extrait: « Sans cesser de respecter les motifs de décret présenté hier » par le comité de salut public, contre les députés devenus » suspects, je l'ai combattu avec force, et j'ai demandé l'ar- » restation de ces députés. Ne voulant pas être un sujet de » division dans l'Assemblée, je renonce à l'exercice de mes » fonctions, jusqu'après le jugement des représentans incul-

Digitized by Google

,, pés. ,, — La Convention passe à l'ordre du jour, et décrète l'insertion de la lettre de Marat au bulletin.

On s'est occupé ensuite de la rédaction de la loi sur les communaux.

Les dernieres nouvelles venues des frontieres des Pyrenées annoncent que les Espagnols font des progrès rapides. Ils sont maîtres de deux districts. L'Assemblée met en requisition trois compagnies de canonniers de Paris, qui partiront sans délai pour notre armée. — Les rebelles ont évacué Fontenay. Biron est maintenant à la tête de nos troupes.

Barrere rend compte des mouvemens qui ont agité la ville de Lyon, et ne les attribue qu'au dessein de résister à l'oppression, et de terrasser les anarchistes.

Une députation du comité central révolutionnaire de Paris, vient féliciter la Convention des mesures qu'elle a prises, et l'invite à s'occuper de la Constitution.

PARIS, 6 *juin* 1793.

Proclamation de la Convention nationale aux Français.

Français, un grand mouvement s'est fait dans Paris, les ennemis de la République vont se hâter de vous le peindre comme un grand malheur. Ils vont vous dire que le tocsin et le canon d'alarme ont, pendant une nuit et un jour, tenu cette ville immense dans l'épouvante; que des milliers d'hommes armés, sortis confusément de toutes les sections, se sont précipités autour de la Convention nationale, et lui ont dicté leurs volontés pour lois de la République. Français, vos représentans sont persuadés que le bonheur des empires ne peut être fondé que sur la vérité, et ils vont vous la dire.

Des mesures plus rigoureuses que celles qui conviennent à la liberté, dans une République naissante, avaient excité du mécontentement, on a cru les droits de l'homme violés, et les sections d'une ville qui s'est insurgée deux fois avec tant de gloire, se sont levées encore; mais avant même de se lever, elles ont mis toutes les personnes et toutes les propriétés sous la sauve-garde de tous les bons Republicains.

Si le tocsin et le canon d'alarme ont retenti, du moins aucun trouble, aucune terreur n'ont été répandus.

Le travail des ateliers n'a point été interrompu, et le cours des affaires a été le même: toutes les sections, couvertes de leurs armes, ont marché, mais pour se déployer dans le plus grand ordre et avec respect autour des autorités constituées et des représentans du peuple. La liberté des opinions s'est encore montrée dans la chaleur même des débats de la Convention.

En demandant le redressement de leurs griefs, avec cette

Digitized by Google

ques exagérations inséparables du zèle civique, avec cette fierté qui caractérise l'homme libre, les pétitionnaires ont juré de mourir pour le maintien de la loi, pour l'unité et l'indivisibilité de la République, et pour la sûreté de la représentation nationale.

La Convention, qu'on avait voulu alarmer jusque sur la vie de plusieurs de ses membres, a vu ses alarmes disparaître au moment même où l'agitation est devenue plus générale, et c'est au milieu de ce mouvement qu'elle a senti, qu'elle a déclaré que les sections de Paris ont bien mérité de la patrie.

Tandis que, dans l'enceinte de la représentation nationale, la réparation honorable des torts préparait la réconciliation des cœurs; au dehors, tout représentait l'image, non pas de la confusion et du désordre, mais celle d'un peuple énergique, qui défend ses droits et sa liberté.

C'est ainsi que chez une nation digne d'exercer elle-même sa souveraineté, les orages qui menacent la liberté la rendent plus pure et plus indestructible, et que l'ordre social se perfectionne à travers les infractions passageres qu'il reçoit.

Français, vous ne doutez pas que dans cette occasion l'ambition, la malveillance et l'aristocratie veillaient toujours prêtes à profiter des événemens, vous ne doutez pas que de faux patriotes, stipendiés par nos ennemis, redoublaient d'efforts pour servir leurs desseins, en précipitant les bons citoyens dans des excès dangereux; mais l'immense majorité d'un peuple, fortement prononcée pour l'égalité, la liberté et la propriété, a encore une fois trompé leurs espérances et déjoué leurs projets.

Telle a été cette journée, elle a inspiré un instant des inquiétudes, mais tous ses résultats ont été heureux; elle a présenté l'étonnant spectacle d'une insurrection, dans laquelle la vie et les propriétés ont été aussi sûrement protégées que dans le meilleur ordre social.

Ainsi tous les événemens profitent à la liberté : accélérons de concert le moment de la consolider par une constitution républicaine. Vos représentans viennent de prendre l'engagement solennel de former dans peu de jours ce lien indissoluble de tous les départemens : ils vous appellent à une réunion vraiment fraternelle; pour cette époque du 10 août, qui sera à jamais l'anniversaire de la liberté.

C'est là que vous promettrez d'abhorrer la royauté qui vous soumettrait à l'oppression domestique, et le fédéralisme qui vous livrerait sans force à des tyrans étrangers.

Citoyens de Paris, vous avez vu que jamais la confiance de la Convention nationale ne s'était éloignée de vous. Vous avez vu qu'elle se plaît à délibérer au milieu d'un peuple, en qui l'amour de la liberté est une passion, et d'une ville que les travaux d'un siècle entier, ont rendu, pour l'Europe,

Digitized by Google

comme pour la France, le centre des sciences et le foyer des lumieres.

Soldats de la République, ne craignez plus qu'au moment où vous combattez les tyrans et les rebelles, des divisions intestines compromettent la cause de la liberté pour laquelle vous versez votre sang avec tant de gloire. L'union seule peut sauver la patrie; quel que soit votre grade, général ou soldat, quel que soit le corps où vous servez, ne vous disputez plus que de courage, comme nous avons juré de ne plus nous disputer que de zèle pour nos devoirs et de sacrifices pour la patrie. *Signés*, Mallarmé, président; Poullain-Grandprey, Fauchet, Ducos, Duprat, Méaulde, Durand-Maillane, secrétaires.

COMMUNE DE PARIS.

30 *mai*. Le maire, accompagné de six membres du conseil général, se sont rendus à l'évêché, à une assemblée de commissaires nommés par 33 sections, qui annonçaient avoir d'elles des pouvoirs illimités; n'ayant pu, malgré toutes leurs représentations, obtenir jusqu'après le résultat de l'Assemblée de toutes les autorités constituées, réunies ce jour dans la salle des amis de la liberté et de l'égalité, la suspension de la mesure adoptée par plusieurs sections, de faire fermer les barrieres, ils se sont retirés et ont fait leur rapport au conseil général.

A la fin du jour, la fermentation a été très-grande dans les sections; le conseil général a fait publier et afficher la proclamation qui suit;

CITOYENS,

« La tranquillité est plus que jamais nécessaire à Paris; le département a convoqué les autorités constituées et les 48 sections ce matin, pour les objets de salut public.

» Toute mesure qui devancerait celles qui doivent être prises dans cette assemblée, pourrait devenir funeste.

« Le salut de la patrie exige que vous restiez calmes, et que vous attendiez le résultat de la délibération. »

La section du Luxembourg annonce qu'elle est en insurrection et qu'elle fait fermer les barrieres.

Une députation des citoyens réunis à l'évêché, fait part de l'arrêté par lequel se disant munis de pouvoirs illimités des sections, ils déclarent la ville de Paris en insurrection contre les factions aristocratiques et oppressives de la liberté, et arrêtent pour premiere mesure de fermer les barrieres. Le conseil passe à l'ordre du jour en attendant le vœu des sections.

Du 31. A trois heures et demie du matin le tocsin sonne à Notre-Dame. Il se fait bientôt entendre dans la section de la

Digitized by Google

Halle-au-Bled, dans celles du Luxembourg, du Panthéon, du Théâtre-Français et de l'Unité. Il ne paraît pas qu'il ait été sonné ailleurs. Le rappel bat dans toutes les sections; les citoyens se rendent en armes aux postes ordinaires, la plupart ignorant le motif de cette alarme générale.

A six heures et demie du matin, les commissaires de la majorité des sections se présentent au conseil-général. Leur président, le citoyen Dobsen, prend la parole. Il annonce que le peuple de Paris, blessé dans ses droits, vient de prendre des mesures nécessaires pour conserver sa liberté, et que les pouvoirs de toutes les autorités constituées sont annullés.

Le vice-président répond que le conseil-général est à son poste, qu'il a reçu ses pouvoirs du peuple, et n'en a point abusé; que si la majorité des sections retire les pouvoirs des magistrats du peuple, il est prêt à se confondre avec tous les autres citoyens; mais que si la majorité du peuple le laisse dans l'exercice de ses fonctions, la force seule pourra l'en arracher.

Le procureur de la commune requiert la lecture et vérification des pouvoirs des commissaires se disant de la majorité des sections. Ce réquisitoire, converti en arrêté, reçoit sur-le-champ son exécution.

Le conseil-général, ayant entendu la lecture des pouvoirs des représentans de 48 sections, a arrêté sur les conclusions du procureur de la commune, que le vœu de la majorité des sections soit proclamé à l'instant, et que le conseil-général remette ses pouvoirs au peuple souverain.

En conséquence, Dobsan déclare que les pouvoirs de la municipalité sont annullés.

Le citoyen Dobsan, président, ouvre la séance du conseil général provisoire; la continuation du secrétaire-greffier et de ses deux adjoints est adoptée à l'unanimité.

Le conseil-général envoye une députation au maire, procureur de la commune, au corps municipal, et à tous les membres composans la municipalité, pour les inviter à se rendre dans son sein; cela étant effectué, le président déclare, au nom du peuple souverain, que le maire, le vice-président, le procureur de la commune, les deux substituts, et le conseil-général sont réintégrés dans leurs fonctions par le peuple souverain.

La municipalité réintégrée, prête le serment civique aux acclamations de tous les citoyens des comités révolutionnaires des 48 sections, et de tous les citoyens réunis aux tribunes.

Le vice-président proclame, au nom des 48 sections, Henriot, commandant de la section des Sans-Culottes, en qualité de commandant-général provisoire.

Vers les dix heures le canon d'alarme est tiré sans décret de la Convention nationale d'après l'ordre qu'en avait reçu le nouveau commandant-général Henriot.

Digitized by Google

Voici l'extrait des principaux arrêtés qui ont été pris dans cette séance extraordinaire.

Tous les objets de décoration en fer, tels que grilles et autres articles, qui sont à la disposition de la commune de Paris, seront convertis en piques et fusils dans le plus court délai.

Il sera accordé 40 sols par jour aux citoyens peu fortunés, tout le tems qu'ils resteront sous les armes.

Demain, pendant le jour, tous les citoyens suspects seront désarmés, et leurs armes seront données aux patriotes qui n'en ont pas.

L'emprunt forcé sera requis conformément au mode indiqué par la comminne; son produit sera employé en secours pour les veuves, peres, meres, épouses et enfans des soldats citoyens qui servent la patrie dans nos armées, ainsi qu'à la fabrication d'armes, et à la paie des citoyens qui formeront la garde soldée révolutionnaire de Paris.

L'assemblée générale des commissaires des autorités constituées du département et des 48 sections, réunis en la salle des amis de la liberté et de l'égalité, a pris hier l'arrêté qui suit, dont le conseil général a ordonné l'impression et l'affiche.

« Il sera nommé une commission de onze membres dans le sein de l'Assemblée; cette commission sera autorisée à prendre toutes les mesures de salut public qu'elle jugera nécessaires, et à les mettre directement à exécution. Les municipalités des deux districts, bureaux, et les comités de surveillance des 48 sections de Paris, seront tenus d'exécuter les arrêtés qu'elle aura pris, et les mesures qu'elle aura adoptées.

Les arrêtés de cette commission ne seront exécutoires qu'autant qu'ils auront été pris à la majorité absolue des suffrages.

L'assemblée a nommé pour composer cette commission, les citoyens *Clémence*, de la section de Bon-Conseil; *Dunouy* l'aîné, section des Sans-Culottes; *Boutin*, de la section des Marchés; *Auvray*, de la section du Mont-Blanc; *Seguy*, de la section de la Butte-des-Moulins; *Moissar*, de la section du Mail; *Laugier*, de la section de la Fontaine-de-Grenelle; *Bezot*, canton d'Issy; *Rousselin*, section de l'Unité; *Marchand*, section du Mont-Blanc; *Grespin*, section des Gravilliers.

L'assemblée déclare qu'elle approuve, et donne son adhésion la plus entiere à la conduite et aux mesures de salut public, adoptées par le conseil général et les commissaires des sections de Paris; arrête en conséquence, que la commission qu'elle vient de nommer, ira porter à l'instant au conseil général de la commune, l'expression de ses sentimens d'union et de fraternité, qu'elle y tiendra sa séance, et qu'elle travaillera en commun au salut public, et à l'affermissement de la liberté et de l'égalité.

Signés, NICOLEAU, *président*; *et* RAISSON, *secrétaire.*

Digitized by Google

Du 1er. juin. L'on annonce au conseil-général que le citoyen Roland, n'ayant pas été trouvé dans son domicile, n'a pas été arrêté, et que son épouse a été conduite à l'Abbaye.

Le conseil-général arrête que le comité révolutionnaire existant actuellement à la maison commune, par le vœu des commissaires de la majorité des sections, sera nommé *comité révolutionnaire, créé par le peuple du département de Paris.* Le conseil fait adresser aux 48 sections la signature du président et du secrétaire du comité révolutionnaire.

Le maire rend compte au conseil de sa conférence au comité de salut public; il l'a trouvé pénétré du desir d'établir le bon ordre.

L'adjoint de la quatrième division du département de la guerre écrit au conseil que, si le bulletin de la Convention ne parvient pas aux armées, la faute n'en peut être imputée qu'à l'administration de la poste : en conséquence, le conseil envoie quatre commissaires au conseil exécutif, pour lui porter cette dénonciation, et prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard.

Le conseil approuve les réponses à faire aux lettres des municipalités de Belleville et de Versailles, qui témoignent leur sollicitude sur les événemens actuels, et expriment leurs sentimens de civisme et de fraternité.

Le procureur de la commune ayant annoncé que le comité révolutionnaire était occupé à prendre les mesures de salut public; le conseil-général arrête que tout membre qui parlerait d'arrestation, ou qui ferait des propositions semblables, serait rappellé à l'ordre nominativement.

Du 2. Le conseil-général-révolutionnaire, considérant que la révolution ne peut s'achever tant que ses ennemis déclarés seront à la tête des administrations;

Considérant qu'il est tems de terminer la lutte impie des faux amis de la liberté contre ses véritables enfans; qu'il faut enfin arracher aux traîtres les armes que la patrie leur a données pour sa défense, et qu'ils n'ont cessé de tourner contre son sein.

Sur le requisitoire du ministere public, arrête :

1°. Aucun ci-devant noble et aucun prêtre réfractaire ou assermenté ne pourra remplir les fonctions d'officier ou de fonctionnaire public.

2°. Les sections sont invitées à expulser des comités révolutionnaires et civils, ainsi que des tribunaux de paix, tous les signataires des pétitions des 8000 et des 20,000, les clubistes de la Sainte-Chapelle et des Feuillans.

Arrête en outre que le présent sera imprimé, affiché et envoyé sur-le-champ aux 48 sections.

Signés, DESTOURMELLES, *vice-président*; COULOMBEAU, *secrétaire-greffier*.

Digitized by Google

Du 3. Le comité central révolutionnaire, instruit que, parmi les députés mis en état d'arrestation par un décret de la Convention nationale, plusieurs ont quitté leur domicile, a arrêté hier qu'il déclare présumés contre-révolutionnaires tous propriétaires, principaux locataires, tout citoyen quelconque qui recéleraient des députés désignés et mis en état d'arrestation par le décret de la Convention nationale du 2 juin.

Sur l'observation d'un membre du conseil-général, que la garde des députés de la Convention, confiée à un seul gendarme, pourrait inspirer de justes craintes aux habitans de Paris, sous la sauve-garde et la loyauté desquels ils ont été mis.

Le conseil a arrêté hier que deux citoyens *sans-culottes* seront envoyés auprès des députés mis en arrestation, pour aider le gendarme dans son service.

Le conseil ayant approuvé le compte qui lui a été rendu par Hassenfratz, de la révolution du 31 mai, en a arrêté l'impression et l'envoi en très-grand nombre dans les départemens.

Sur le rapport du comité central révolutionnaire, le conseil a arrêté l'ouverture des barrieres pour ce jour, dès le grand matin.

L'un des députés de la ville de Lyon, ayant dit au conseil-général que la révolution n'était pas finie, qu'il ne fallait pas mettre tant de lenteur à se défaire de ses ennemis, et à répandre quelques goutes de sang, une improbation, tant de la part des membres du conseil, que de celle des assistans aux tribunes, l'oblige de sortir de la tribune, et le président le rappelle à l'ordre. L'un des substituts du procureur de la commune demande, dans un discours plein d'énergie et de patriotisme, qu'on déclare mauvais citoyen quiconque proposerait de répandre le sang.

Un membre annonce que les malveillans ont répandu des bruits aussi outrageans pour les citoyens de Paris, qu'alarmans pour ceux des départemens. Il ont l'audace d'accuser les autorités constituées de Paris de vouloir s'emparer de l'autorité, et d'exercer un pouvoir dictatorial sur toutes les sections de la République : plusieurs membres de la Convention, dit-il, ont exprimé leurs inquiétudes à ce sujet, et notamment ceux du comité de salut public.

Un cri général d'indignation s'éleve, et cette odieuse imputation est unanimement désavouée.

Il a été annoncé dans cette séance que demain toutes les autorités constituées s'assembleraient, pour délibérer sur les moyens de faire détruire les bruits calomnieux répandus sur Paris.

Digitized by Google

TRIBUNAL REVOLUTIONNAIRE.

Philippe Devaux, âgé de 32 ans, natif de Bruxelles, colonel-adjudant-général des armées de la République, a été condamné à mort, sur la déclaration du jury, portant que le 4 avril dernier, il avait reçu de Dumourier, aux bains de Saint-Amand, l'ordre de se transporter au camp sous Lille, à l'effet de prendre le commandement des troupes qui étaient auparavant aux ordres de Miazynski, et de les faire partir sur-le-champ; qu'il savait alors que Dumourier avait fait arrêter les commissaires de la Convention nationale et le ministre de la guerre; qu'il était venu le 4 avril au camp de la Magdeleine, suivant des ordres de Dumourier, et qu'il avait eu des intentions criminelles et contre-révolutionnaires.

Devaux était fils naturel du prince Charles, gouverneur des Pays-Bas; il a déclaré que s'il eût refusé d'obéir à Dumourier, celui-ci l'aurait livré aux Autrichiens qui l'auraient fait pendre; il a prononcé un discours à ses juges et au peuple, dans lequel il a protesté de son innocence: il est mort avec beaucoup de fermeté.

Jean-François Wagon, âgé de 37, demeurant à Paris, ci-devant valet-de-chambre de Pange, émigré depuis 1791, a été déchargé d'accusation par le tribunal criminel révolutionnaire, sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il était sorti du territoire de la République depuis le 9 mai 1792, mais sans avoir eu intention d'émigrer, et qu'avant ce voyage, d'environ quinze jours, il n'avait entretenu aucunes correspondances avec des émigrés, ne leur avoit fait passer ni porté de l'argent, et n'avait enlevé ni recelé aucuns effets à eux appartenans.

Henri Stingel, âgé de 49 ans, né à Newstadt dans le palatinat, général de brigade au service de la République Française, a été déchargé d'accusation par le tribunal criminel révolutionnaire, sur la déclaration unanime du jury, portant qu'il n'était pas constant que ce général eût trahi les intérêts de la République, en apportant une négligence coupable à la garde des postes qui lui étaient confiés sur les bords de la Roër, et dans sa retraite d'Aix-la-Chapelle; que par ce moyen il eût favorisé l'entrée des ennemis sur le territoire de la République, et occasionné les pertes considérables d'armes et de munitions; et enfin, que pendant la durée de son commandement il eût entretenu des correspondances et des intelligences criminelles avec les ennemis de la République.

Pierre la Huproie, ci-devant secrétaire du roi, âgé de 61 ans, demeurant à Troyes, département de l'Aube, et Nico-

Digitized by Google

las-Pierre Lemuet, âgé de 46 ans, négociant, demeurant en la même ville, ont été, aux termes de l'article LXIV, section IX, et de l'article Ier., titre Ier., section 1ere. de la loi du 28 mars 1793, condamnés à être déportés à la Guyanne Française, sur la déclaration de six jurés (il y en avait onze au débat) portant que le premier avait, depuis le commencement d'avril 1793, entretenu directement avec Antoine-Edme la Huproie, son fils aîné, ci-devant conseiller au Châtelet de Paris, émigré contre-révolutionnaire, et indirectement avec d'autres parens émigrés contre-révolutionnaires, des correspondances déguisées de la part desdits émigrés, sous l'apparence de lettres de commerce, dans lesquelles, en interligne, ainsi qu'à la suite des caracteres ostensibles, se trouvaient écrits avec de l'encre sympathique, visible à la seule approche du feu, des détails de projets et opérations hostiles contre la République Française, lesquelles correspondances tendaient à procurer aux émigrés des secours pécuniaires et des renseignemens nuisibles à la sûreté de la République; et que Lemuet, agent intermédiaire de ces correspondances, s'était prêté sciemment à favoriser ces manœuvres et intelligences.

Jean Maydieu, ci-devant chanoine de la cathédrale de Troyes, auteur d'un roman intitulé l'*Honnête Homme*, et de quelques autres ouvrages de littérature, accusé d'avoir coopéré à l'entretien de ces correspondances, a été déchargé sur la déclaration unanime du jury.

Claude-François Laurens, le jeune, libraire, âgé de 34 ans, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, nº. 37, a paru devant ses juges, accusé d'avoir imprimé, vendu et distribué, tant à Paris qu'aux départemens, une brochure intitulée: « Adresse de 150 communes de Normandie à la Convention, sur le jugement de Louis XVI, et plusieurs autres ouvrages anti-civiques, ayant pour titre:

1º. *Agonie ou mort héroïque de Louis XVI.*

2º. *Plaidoyer pour Louis XVI, fait par le citoyen Jean-Jacques Liberté.*

3º. *Manifeste du roi de Prusse.*

4º. *Proclamation du roi à ses sujets révoltés.*

Lesquels écrits provoquaient la dissolution de la représentation nationale, le rétablissement de la royauté et allumaient la guerre civile.

L'accusateur public, ensemble le défenseur de l'accusé entendus, la déclaration des jurés porte qu'il est constant que, dans les premiers jours de janvier 1793, il a été vendu dans la ville de Paris un ouvrage intitulé: « Adresse de 150 communes de Normandie à la Convention nationale, sur le procès de Louis XVI », sans le nom de l'auteur ni de l'imprimeur, tendant à provoquer la dissolution de la représentation nationale, le

Digitized by Google

rétablissement de la royauté en France, et amener la guerre civile.

La déclaration des jurés a été affirmative sur neuf autres questions qui lui ont été présentées ; négative sur la onzième, portant que Claude-François Laurens avait des intentions criminelles et révolutionnaires dans la vente, envoi et distribution des écrits sus-nommés : d'après cette déclaration, le tribunal a acquitté ledit Laurens, et ordonné qu'il serait mis en liberté.

Etat des généraux qui commandent les armées de la République.

Armée du Nord et armée des Ardennes.

Général..... Custines.
Quartier-général..... à Bouchain.

Armée de la Moselle.

Général..... Houchard.
Quartier-général..... à Saar-Louis.

Armée du Rhin.

Général..... Alexandre Beauharnais.
Quartier-général..... à Weissembourg.

Armée des Alpes.

Général..... Kellermann.
Quartier-général..... à Chambéry.

Armée d'Italie.

Général..... Brunet.
Quartier-général..... à Nice.

Armée des Pyrénées orientales.

Général..... Deflers.
Quartier-général..... A Perpignan.

Armée des Pyrénées occidentales.

Général..... Dubouquet.
Quartier-général..... à Bayonne.

Armée des côtes de la Rochelle, depuis la Gironde jusqu'à Nantes.

Général..... Biron.
Quartier-général..... à Dole.

Digitized by Google

Armée des côtes de Brest, depuis Nantes jusqu'à Saint-Malo.

Général..... Canclaux.
Quartier-Général..... à Nantes.

Armée des côtes de la Manche, depuis Saint Malo jusqu'à Dunkerque.

Général..... Félix Wimpfen.
Quartier-général..... à Bayeux.

Décret sur la formation de l'armée soldée de Paris, rendu dans la séance de dimanche.

Art. Ier. L'armée soldée décrétée par la Convention nationale le mois dernier, demeure fixée à six mille hommes pour Paris.

II. Tout citoyen de Paris qui voudra servir dans cette armée, se fera inscrire dans sa section, et ne pourra y être admis que sur un certificat de civisme de la section.

III. Les sections feront parvenir à la municipalité de Paris les états qu'elles auront dressés. La municipalité en formera un état ou contrôle-général, qu'elle adressera au ministre de la guerre.

IV. L'organisation de cette force armée, sa formation en compagnies et bataillons, seront les mêmes que celles des bataillons de volontaires nationaux; et vu la cherté des denrées, sa solde sera de 40 sols par jour.

V. Les lois et réglemens décrétés pour le service de la force armée qui existait ci-devant à Paris, seront provisoirement suivis.

VI. Le ministre de la guerre présentera, sous trois jours, l'apperçu de la dépense qu'occasionnera l'établissement de cette force armée, et cette somme sera mise à sa disposition.

VII. Aucun des citoyens actuellement en activité de service dans les armées de la République, ou en état de requisition contre les rebelles, ne pourra entrer dans cette garde soldée qu'après la paix. A cette époque ils y seront admis de préférence, lorsqu'il y aura des places vacantes.

Notice des séances de mardi et mercredi.

Du mardi 4. Une députation de la section des Arcis vient demander le supplice des députés parjures. Paris ne sera pas souillé du sang des traîtres, s'il est versé sur l'échafaud. — Le reste de la séance a été rempli par la discussion sur le partage des biens communaux. Voici le décret :

Digitized by Google

Décret sur, le mode de partage des biens communaux.

Art. Ier. Le partage des biens communaux sera fait par tête d'habitant de tout âge et de tout sexe, absent ou présent.

II. Les propriétaires non habitans n'auront aucun droit au partage.

III. Sera réputé habitant tout citoyen Français domicilié dans la commune un an avant le jour de la promulgation de la loi du 14 août 1792, ou qui ne l'aurait pas quittee un an avant cette époque, pour aller s'établir dans une autre commune.

IV. Les fermiers, métayers, valets de labour, domestiques, et généralement tous citoyens, auront droit au partage, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées pour être réputés habitans.

V. Tout citoyen est censé domicilié dans le lieu où il a son habitation, et il y aura droit au partage.

VI. Les peres et meres jouiront de la portion qui échéra à leurs enfans, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 14 ans.

VII. Les tuteurs ou personnes chargées de l'entretien des orphelins, veilleront avec soin à la conservation de la portion qui leur échéra en partage.

VIII. Les corps municipaux sont spécialement chargés de veiller en bons peres de famille, à l'entretien et à la conservation des portions qui écheront aux citoyens qui se sont voués à la défense de la République.

IX. Le ci-devant seigneur, quoiqu'habitant, n'aura point droit au partage lorsqu'il aura usé du droit de triage, en exécution de l'art. IV du titre XXV de l'ordonnance de 1669, quand même il aurait disposé de sa portion en faveur des particuliers non-seigneurs.

X. Chaque habitant jouira en toute propriété de la portion qui lui échera dans le partage.

XI. Il ne pourra en disposer pendant les dix années qui suivront la promulgation de la présente, et la vente qu'il en pourrait faire serait regardée comme nulle et non-avenue.

XII. Le parcours ne donne aucun droit au partage.

XIII. Tout acte ou usage qui fixerait une maniere de procéder au partage des biens communaux ou patrimoniaux, différente de celle portée par le présent décret, sera regardé comme nul et de nul effet, et il sera procédé au partage dans les formes prescrites par la présente loi.

XIV. La portion de communal qui échéra à chaque citoyen dans le partage, ne pourra être saisie pour dettes, même antérieures à la promulgation de la présente loi, pendant les

Digitized by Google

dix ans qui suivront ladite promulgation, excepté pour le paiement des contributions publiques.

Des dépêches annoncent que les rebelles de la Lozere ont été battus, et que bientôt ils seront cernés. — On a aussi remporté des avantages contre les Espagnols qui ont été repoussés.

Du mercredi 5. Fonfrede observe que la Convention a décrété que le comité de salut public ferait sous trois jours son rapport sur les députés arrêtés. Ces trois jours écoulés, elle a décrété aussi qu'on lui ferait lecture des pieces qui ont dû être déposées par les citoyens l'Huillier et Hassenfratz. Je demande que ce décret soit exécuté séance tenante. Si l'arrestation d'un magistrat de la commune de Paris a excité une sorte d'insurrection, ne craignez-vous pas que l'arrestation de plusieurs députés n'en excite une autre? (Murmures.)

On dit que je suis l'ennemi de la tranquillité de l'Assemblée; (oui, oui, disent plusieurs membres); si celui qui parle était arrêté, il ne se plaindrait pas de mes soins; si les pieces annoncées ont été déposées, elles doivent être lues; si elles n'ont pas été remises, on a trompé la Convention: alors moi qui suis resté ici pour être le défenseur d'hommes dont je connais la probité, je réclamerais contre les trompeurs la peine du talion.

La Convention doit rendre justice à tous, et étouffer les fermens de guerre civile, car je dois vous annoncer que si des hommes armés sont venus vous demander l'arrestation de plusieurs membres, d'autres hommes armés sont en marche pour venir vous demander ou l'exécution ou la révocation du décret que vous avez rendu.

Chabot. Je ne sais si les hommes armés, dont vient de parler le préopinant, ont appris par une inspiration prophétique l'arrestation de quelques députés: dans ce cas même ils auraient été trompés, car tous ne sont pas arrêtés. Le complot que nous avons déjoué n'était pas imaginaire; Fonfrede vient d'en donner une nouvelle preuve. Nous savions bien qu'on avait affiché à Bordeaux une lettre où l'on invitait les citoyens à marcher contre ceux qu'on appelait les anarchistes de la montagne.

L'existence de ce complot sera démontré jusqu'à l'évidence; mais puisque nous avons la paix par la seule arrestation de quelques députés, nous leur prouverons que nous ne voulons pas leur tête, mais seulement la liberté de notre pays. — L'Assemblée interrompt Chabot et passe à l'ordre du jour.

Digitized by Google

Jeu. 135.

(N°. 98. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 15 JUIN, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Regrets aux mânes de son fils Godefroy (*).

DE l'Elisée où tu revis sans doute,
O mon cher fils!
Pour un moment reviens, approche, écoute;
Entends mes cris.
Quoi! pour toujours faut-il donc, je te prie,
Nous séparer?
Privé de toi, je ne garde la vie
Que pour pleurer.

Tout est muet, tout se montre inflexible
Autour de moi;
O mon ami, suis-je donc seul sensible
Auprès de toi?
Hier encor ta prunelle attentive
Me regardait;
Ta langue hier dans ta bouche plaintive
Me répondait.

(*) Le jeune homme, sujet de cette romance, était élève sous-lieutenant du corps d'artillerie. Il est mort cette année à l'âge de 18 ans. Toutes les notes envoyées au bureau de la guerre par les officiers commandans de l'école de Châlons, et consignées dans ses registres, le faisaient regarder comme un sujet de la plus grande espérance, et précieux pour ce corps recommandable. Il joignait à l'amour de ses devoirs un esprit aimable et cultivé; la bonté de son cœur lui avait concilié l'amitié de tous ses camarades.

Ceux qui connaissent sa famille pouvaient croire que ses pere et mere trouveraient des consolations réelles dans les qualités des enfans qui leur restent; mais le sentiment profond et naturel, exprimé si douloureusement dans les deux derniers couplets, prouve qu'il n'est point de dédommagement pour une perte de ce genre.

Digitized by Google

Si tu ne peux par les larmes d'un pere
Être attendri,
Reviens du moins pour consoler la mere
Qui t'a nourri.
Sur son malheur qui peut jetter la vue
Sans en gémir ?
De sa douleur qui peut voir l'étendue
Sans en frémir ?

Froide raison, seule dans cet asyle,
J'entends ta voix.
Que me veux-tu ? me voir calme et docile
Suivre tes loix ?
A mon esprit tu peux par un sophisme
Plaire un instant,
Mais sur mon cœur ton cruel fatalisme
Est impuissant.

Dieux ! quels objets de nouvelles alarmes
Et de terreurs !
O mes enfans, venez-vous à mes larmes
Mêler vos pleurs ?
Oui, dites-vous, sur lui, sur notre mere
Nous pleurons tous ;
Mais devez-vous mourir pour notre frere
Vivez pour nous.

Le puis-je, hélas ! car si votre naissance
Combla mes vœux ;
Si par les ris, les jeux de votre enfance
Je fus heureux,
Ne m'a-t-il pas causé même allégresse
Dès son berceau ?
Blâmerez-vous l'excès de ma tristesse
Sur son tombeau ?

Les dons qu'en vous la nature a fait naître
Brillaient en lui.
Par lui j'apprends qu'ils peuvent disparaître
Dès aujourd'hui.
Voir du bonheur une image infidelle,
Est-ce en jouir ?
Vivre et toujours craindre perte nouvelle !
Plutôt mourir !

Digitized by Google

CHARADE.

Mon second sans mari n'est jamais mon premier ;
Quand il est dans le cas d'appeller mon entier.

ÉNIGME.

Du malade alité compagnon assidu,
Je suis de la tristesse un emblême connu.
Être nocturne et fuyant la lumiere,
Si-tôt que le soleil commence sa carriere,
Je suis reclus : pourtant je me crois fort heureux.
Auprès des blondes et des brunes,
Lecteur, je fus témoin de ses bonnes fortunes
A me trouver sur la fin d'un long jour,
L'artisan fatigué goûte un plaisir extrême ;
Et couronné des myrtes de l'amour,
Pour le nouvel époux je vaux un diadême.
Je te serai fidele, et jusques au tombeau ;
Sur ma discrétion que rien ne t'effarouche.
Je suis privé d'ailleurs et de langue et de bouche ;
Et toujours sur les yeux je porte le bandeau.

LOGOGRIPHE.

Lecteur, je suis le roi du monde ;
Avec fureur par-tout on me poursuit.
Je rends la nature féconde ;
C'est par moi que tout s'embellit.
Je hais l'éclat et le grand bruit.
J'aime à voltiger sur l'herbette ;
Mais rarement on me saisit
Dans le boudoir d'une coquette.
Je suis connu ; j'en ai trop dit,
Et me décomposer serait très-inutile !
Cependant si tu veux encor mieux m'observer ;
Dans mes sept pieds cherche une ville,
Où l'on fait tout pour me trouver.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 97.

Le mot de la Charade est *Cutedent ;* celui de l'Enigme est *le Feu ;* celui du Logogriphe est *Bœuf ;* ôtez le *B ;* reste *uf.*

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Les Préjugés détruits, par J. M. Lequinio, membre de la Convention nationale de France et citoyen du globe. Vol. in-8°. A Paris, de l'imprimerie nationale; et se trouve chez Desenne et Debray, libraires, au jardin de la Révolution, ci-devant le Palais-Royal; et chez les principaux libraires de l'Europe. Prix, 3 liv. pour Paris, 3 liv. 10 sols pour les départemens, franc de port.

La France entière avait fait le livre de J. M. Lequinio, avant qu'il en eut écrit une ligne; car les différens progrès de notre révolution, depuis le commencement de juillet 1789 jusqu'à la fin d'août 1792, sont-ils autre chose que *les Préjugés détruits?* Ceux de la royauté, du sacerdoce, de la noblesse, etc. sont anéantis. Mais tout état social ou anti-social, tout ordre ou désordre politique, a ses *préjugés*; la démocratie en a tout comme la monarchie, puisque les *préjugés* ne sont en effet que des opinions vulgaires, adoptées sans réflexion par la passion ou par l'ignorance: les passions sont de tous les hommes et de tous les tems, et l'ignorance appartient sur-tout à un nouvel état de choses, puisque les lumieres ne sont pour le commun des hommes que le résultat de l'expérience. On a beaucoup parlé des nôtres (et moi tout le premier) au moment de notre révolution, et nous avions effectivement toutes celles qui étaient nécessaires pour que tout le monde sentît plus ou moins que nous étions mal et très-mal. Mais en avions-nous assez pour savoir généralement ce qui était bien, et avions-nous assez de vertu pour le vouloir? Un passage du livre de J. M. Lequinio peut servir de réponse à cette question: „ Est-ce que tu forgerais le projet insensé de donner des vertus à la génération présente? O fol espoir! idée trompeuse! songe d'un „ cœur sensible, mais d'un esprit borné! rêve de l'homme „ de bien! Réveille-toi, mon frere, ouvre les yeux, étends „ tes regards; observe, écoute et réponds: des fibres endurcis „ par l'âge, des corps paralysés dès le maillot, pourraient-ils „ désormais acquérir de la souplesse et de la vie? Une chair „ gangrenée depuis long-tems et pleine de corruption, pourrait-elle prendre maintenant le mouvement dont jusqu'à ce „ jour elle n'a point joui, et les esprits vitaux qui n'ont jamais circulé dans son tissu calleux et impur? Non; renonce „ à cette conception vaine et pense à la race future: c'est „ sur elle qu'il faut verser tes bienfaits. „

Je crois, il est vrai, que l'auteur va un peu trop loin, et si la génération présente était aussi *gangrenée* qu'il le dit, je ne vois pas comment il resterait quelqu'espoir pour la géné-

Digitized by Google

mation future. Mais il est trop sûr en effet que notre République naissante est infectée de tous les vices de l'ancien despotisme, et que trop de gens spéculent sur la liberté aussi bassement qu'ils auraient spéculé sur la servitude. Il n'est pas moins certain que la multitude qui a su détruire, étant trop peu instruite pour édifier, est la dupe et l'instrument des fripons qui voudraient bien ne bâtir que pour eux-mêmes. Il semblerait donc que le livre à faire aujourd'hui serait celui qui aurait pour titre : *des Préjugés à détruire*. Il faut le faire, sans doute, mais attendre pour le publier le moment où il pourra être entendu. Et comment le serait-il aujourd'hui ? Ces *préjugés* si récens sont une maladie dans son paroxisme. Ce ne sont pas des erreurs, mais des fureurs ; c'est la démence et la rage : c'est bien-là le moment de raisonner ! de plus, pour se parler, il faut s'entendre ; il faut avoir un langage commun à tous, et comme je l'ai déja dit, tous les mots essentiels de la langue sont aujourd'hui en sens inverse ; toutes les idées primitives sont dénaturées ; nous avons un dictionnaire tout nouveau dans lequel *la vertu* signifie *le crime*, et le *crime* signifie la vertu ; nous avons une logique nouvelle qui peut se réduire à cette formule d'argument : « Deux et » deux font quatre : donc trois et deux font six, et quiconque » en doute est un scélérat. » Ce dictionnaire et cette logique ne peuvent jamais être à l'usage du bon sens, et ceci n'est rien moins qu'une exagération ; je pourrais extraire trois mille discours dont c'est là exactement le fonds, et de quelque côté qu'on se tourne, on n'entend guères autre chose. Ira-t-on prêcher la sobriété à un homme ivre ! non, il faut attendre qu'il ait passé quelques nuits dans la boue, qu'on l'ait rapporté plus d'une fois chez lui sanglant et mutilé ; et quand il sentira de vives douleurs dans tous ses membres, alors on pourra lui faire comprendre que si le vin est une fort bonne chose, l'ivresse est une maladie et un danger.

L'auteur, connu pour un excellent patriote, et qui en a donné des preuves dans les fonctions de commissaire national auprès des départemens du Nord, paraît plus épouvanté que personne de cet oubli de toute raison, de cette espece de vertige dont tant de têtes paraissent frappées. Voici un des passages qui montrent ce qu'il en pense. « L'intolérance est à » ce point déraisonnable sur ces objets politiques et souvent » si mal fondée, que si j'avais à définir un *aristocrate*, je » n'hésiterais pas à répondre : c'est l'homme qui pense autrement que moi. Si dans le même instant on me demandait ce que c'est qu'un *factieux*, je dirais encore : c'est » l'homme qui pense autrement que moi. Enfin, si l'on me » questionnait sur la définition du *modéré*, de *l'homme lâche*, » *inepte et pusillanime*, je répondrais encore : c'est l'homme » qui pense autrement que moi. » Il aurait pu pousser beaucoup plus loin cette nomenclature, à la vérité fort augmentée

Digitized by Google

depuis l'impression de son livre, et passant en revue les mots de *contre-révolutionnaire*, de *conspirateur*, de *royaliste*, de *scélérat*, d'*assassin*, etc. etc.; définir toujours de même, l'homme qui pense autrement que moi.

Il y a un peuple en Europe tellement accoutumé, par son éducation, à écouter et à faire cas du raisonnement, que toutes les fois qu'un homme fait signe qu'il veut parler (je ne dis pas dans les assemblées délibérantes : on n'y connaît pas les interruptions), mais dans une foule quelconque, dans un attroupement, dans une émeute, sur le champ et comme par un instinct universel, tout le monde fait silence : paix, paix, il veut parler; et l'on écoute jusqu'à ce qu'il ait fini. Ces gens-là s'appellent les Anglais. Il est vrai qu'il y a cent ans qu'ils jouissent de la liberté de parler, ce qui fait peut-être qu'ils en sont moins pressés; pour nous qui ne la possédons que depuis peu d'années, apparemment que nous ne croyons pas pouvoir nous dédommager assez tôt du long silence où le despotisme nous avait condamnés; car la chose du monde la plus difficile c'est d'obtenir la parole, et sur-tout de la garder un quart-d'heure; tant de gens la veulent pour eux, et si peu sont disposés à écouter ! Il y a bien d'autres causes de ce choc épouvantable qui brise la parole sur les levres des orateurs; mais c'est précisément parce que je sais très-bien de quelle nature sont ces causes, que je ne crois pas qu'il soit tems d'en rendre compte.

C'est par la même raison que je ne veux pas mettre ici sous les yeux du lecteur le tableau, malheureusement aussi fidele qu'énergique, que l'auteur a tracé des séances de nos Assemblées nationales, encore moins la peinture qu'il fait de quelques-uns des membres que l'on a vu et que l'on y voit encore figurer. Ces morceaux détachés frapperaient peut-être encore plus dans un extrait que dans un livre, et aujourd'hui plus qu'à la fin de l'année derniere; et ce n'est pas la peine de blesser, quand on ne peut ni corriger ni éclairer.

C'était certainement le but de l'auteur : il est difficile d'annoncer des intentions plus louables, de se montrer plus rempli du desir de voir les peuples et sur-tout ses compatriotes libres et heureux, de chérir davantage cette égalité fraternelle, qui, bien conçue et bien sentie, serait la perfection de la liberté. On ne peut lire cet ouvrage sans en estimer l'auteur et sans l'aimer comme il paraît aimer le genre humain. Mais il lui arrive ce qui est arrivé à plus d'un philantrope : le chagrin qu'il a de voir la réalité si loin de ses espérances, lui donne une sorte d'humeur violente qui l'emporte quelquefois trop loin et le jette dans des exagérations que sans doute, avec un peu de réflexion, lui-même il désavouerait. Il ne s'agit pas ici des idées générales qui font le fond de son livre; il ne dissimule pas qu'elles ont été mises en avant dans une foule d'autres écrits, et il ne se propose que de les inculquer plus profondément dans l'esprit de ses lecteurs. Peut-être y

Digitized by Google

aurait-il mieux réussi, si d'un côté il y eût mis plus de mesure, et de l'autre plus de force de conviction. Il a plutôt le ton d'un prédicateur que d'un raisonneur, et quoiqu'il ne manque ni de facilité ni de mouvemens, quoiqu'il ait même des morceaux qui prouvent du talent, on voit qu'il n'a pas assez travaillé son ouvrage ni pour les idées ni pour la diction : c'est une sorte d'épanchement continuel, une surabondance de lieux communs trop souvent déclamatoires; mais ce qu'on lui reprochera le plus, ce sont quelques idées absolument fausses, qui gâteraient le meilleur livre, et qui dominant dans le sien, y forment même une sorte de contradiction avec son objet. Il commence ainsi : « L'homme est-» il fait pour penser ? J'avais eu la sottise de le croire ; mais » depuis long-tems j'ai reconnu mon erreur, et je réponds » hardiment, non. » Ce paradoxe revient plus d'une fois dans le cours de l'ouvrage. On lui répondra hardiment : ce qui prouve que vous-mêmes n'êtes pas de votre avis, c'est que vous écrivez pour *détruire les préjugés*, et qu'à coup sûr il faut que les hommes *pensent* pour se défaire de leurs *préjugés* : or vous ne voudriez pas essayer l'impossible : donc vous croyez que les hommes *sont faits pour penser*. Vous dites vous-même : « Le succès de la révolution repose sur une base » immuable, la force de la raison, la saine philosophie, » l'extension des lumieres, etc. » Vous redites à tout moment (et l'on ne saurait trop le redire) que *c'est la propagation des lumieres qui peut seule rendre les peuples libres*, etc. Et comment cela se ferait-il, s'il était vrai que les hommes ne fussent pas *nés pour penser ?* Votre livre, il est vrai, n'est qu'un résumé des injures qu'ils ont souffertes et des sottises qu'on leur a fait croire. Qu'est-ce que cela prouve ? qu'il y a toujours eu des frippons intéressés à faire des dupes. Mais comme, graces aux conseils de quelques sages, il y a déja moins de dupes, il y aura nécessairement moins de frippons. Il ne s'agit dans tout cela que du plus ou moins de tems. L'Angleterre qui s'est rendue libre il y a cent ans, (du moins jusqu'à un certain point) a préparé le chemin à l'Amérique qui l'est aujourd'hui parfaitement. L'Amérique a donné l'éveil à la France qui n'est encore qu'affranchie de la royauté, je l'avoue, mais qui deviendra libre comme l'Amérique, dès qu'elle sera devenue raisonnable, et dès que Paris ne s'amusera plus, pour le bon plaisir d'une poignée d'intrigans et pour la plus grande satisfaction de nos ennemis, à jouer aux *révolutions* comme des enfans, au lieu de s'occuper à faire un gouvernement d'hommes.

Un des premiers *préjugés* que l'auteur attaque, c'est *la gloire*. S'il s'était contenté de rappeller qu'on a fait de ce mot, comme de tant d'autres, un abus aussi insensé que funeste, et s'il s'était attaché à le restreindre dans sa véritable signification, il eût écrit en philosophe. Mais confondant la chose avec

Digitized by Google

l'abus, il ne voit dans l'amour de la gloire que *folie*, *néant*, *honte de l'humanité*, *qu'un principe de tous les crimes*, etc. Des rhéteurs satyriques l'ont dit mille et mille fois en vers et en prose; c'est un *préjugé*, et l'auteur qui écrit pour les combattre tous, ne devait pas adopter celui-là. Cherchons le vrai : qu'est-ce que l'amour de la gloire? c'est le desir d'être estimé de ses semblables. Ce desir de l'estime est aussi naturel à l'homme que la crainte du mépris, et l'un et l'autre sentiment n'a rien en lui-même que de louable. Maintenant qu'est-ce que la gloire? Cicéron qui pouvait s'y connaître, la définit ainsi : « C'est le bruit éclatant et répandu au loin de services nombreux et signalés rendus ou à la patrie ou au genre humain. » Et devant qui prononçait-il cette définition? en plein sénat, devant César, dictateur, devant César, vainqueur du monde. C'est à lui qu'il adresse la parole; c'est lui qu'il avertit de ne pas confondre ce qui excite *l'étonnement*, *l'admiration de la multitude avec ce qui mérite l'approbation et la louange des sages*. Il lui dit en propres termes : « Il y a jusqu'ici dans votre vie » de quoi *admirer*; on y attend de quoi *louer*. » Il ne dissimule pas que si César, après tant de victoires sur le Rhin, sur l'Océan, sur le Nil, n'établit pas la République sur un fondement légal et durable, il n'a rien fait. Il ajoute même que sans cela sa renommée sera, dans la postérité comme chez ses contemporains, un sujet de dispute, les uns portant ses exploits jusqu'au ciel, les autres assurant qu'il y a manqué ce qui est véritablement grand, le salut de la patrie; que cela seul tient à la sagesse, et le reste à la fortune. Tout ce morceau dont je ne rappelle ici que quelques traits, est plus propre à donner des idées saines sur la *gloire* qu'un traité complet sur cette matière. On y voit tout ce qu'était Cicéron, au jugement même du tyran Octave, qui avait eu la lâcheté de l'abandonner aux glaives d'Antoine. « C'était (dit-il un jour à son » fils, qui se cachait de lire les ouvrages de Cicéron), c'était » un grand génie et un grand citoyen, qui aimait sincèrement » sa patrie. » Observez que c'est ce même Cicéron, celui qui osait tenir à César tout-puissant le langage qu'on vient d'entendre, que c'est lui que des pédans et des rhéteurs ont traité d'adulateur de César.

J. M. Lequinio s'élève après tous les philosophes, contre le *préjugé* de la bâtardise; mais ce dont aucun d'eux ne s'est avisé, il met en *principe* « qu'il serait heureux pour l'espece » humaine que tous les enfans ne connussent point leur père, » qu'alors serait parfaitement anéanti le sot orgueil qui se » repose sur le mérite des ancêtres, etc. » Je n'ai pas la force de réfuter cette inconcevable assertion, qui heureusement est trop révoltante pour être dangereuse. J'invite seulement l'auteur à réfléchir sur les conséquences, à se rappeller que rien de ce qui viole les premiers sentimens de la nature ne peut jamais être ni raisonnable, ni utile, et je ne doute pas qu'il

Digitized by Google

ne soit le premier à rejetter cette idée monstrueuse.

Je ne releverai pas les contradictions dont ce livre fourmille : l'auteur écrit avec une sorte de morosité fouguense qui lui fait oublier dans un chapitre ce qu'il a dit dans l'autre. Il déclare ici que l'avenir n'est rien pour lui, qu'il ne voit que les générations présentes ; là, il assure que le présent est irrémédiable, et que le philosophe ne doit porter ses regards que sur l'avenir, etc. Il s'adresse aux femmes dans sa dédicace ; « êtres souffrans, êtres faibles, *et qui devez cependant gouverner l'espece humaine*, aussi-tôt que vous aurez appris à » *vous dépouiller des fantômes* dont votre imagination se rem» plit, etc. » On ne *se dépouille* point *des fantômes* ; mais j'ai dit que je n'examinais pas le style. Ce qui m'embarrasse, c'est de savoir ce que l'auteur a voulu dire par cette phrase : *Vous qui devez gouverner l'espece humaine.* S'il parle de l'empire de leurs attraits, il existe et existera long-tems, et l'on connaît cette phrase de Voltaire en parlant des femmes : *Cette moitié du genre humain qui gouverne l'autre.* Mais l'auteur exprime ici un droit et non pas un fait : il prétend qu'*elles doivent gouverner.* Est-ce le gouvernement politique qu'il veut leur donner ? Un philosophe de nos jours ! je veux dire un homme qui a beaucoup écrit sur la philosophie et la législation) a fait une brochure pour prouver que les femmes doivent avoir part à l'administration des affaires publiques. Je ne sais s'il a voulu être galant, mais il est de fait que dans ce paradoxe (qui n'est pas après tout plus extraordinaire que cent autres folies de notre siecle,) il n'y a pas plus de véritable galanterie que de philosophie, et qu'il ne fera pas plus de fortune auprès des femmes même qu'auprès des publicistes et des philosophes.

Je ne finirai pas sans avertir l'auteur de lire et de citer l'histoire avec plus d'attention. « Je sais qu'il ne fut pas » difficile à Marie de Médicis, assistée du saint et fervent » cardinal de Richelieu, de devenir enceinte après 25 ans de » stérilité, sous le regne de Louis XIII. » Il y a là autant d'erreurs que de mots. Marie de Médicis était femme d'Henri IV et mere de Louis XIII, de plus ennemie mortelle de Richelieu, bien loin d'être *assistée par lui pour devenir enceinte*, quand même elle eût été en âge de le devenir. C'est Anne d'Autriche, femme de Louis XIII, qui *devint enceinte* après une longue stérilité, dont on prétend qu'elle fut guérie par Mazarin, qui passa dès ce tems-là pour le pere de Louis XIV ; temoin ces vers qui coururent sous son regne :

Piller la veuve et l'orphelin,
Prendre des villes sans combattre,
C'est être fils de Mazarin,
Et non petit-fils d'Henri quatre.

Je sais bien que tous les jours, à la Convention et dans

Digitized by Google

les assemblées, on cite l'histoire ancienne et moderne à peu près comme Sganarelle cite Aristote. C'est un très-petit inconvénient ; car il n'en résulte qu'un peu de ridicule auprès des gens instruits ; mais dans un ouvrage philosophique on exige plus d'exactitude qu'à la tribune.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

On a donné sous le titre assez piquant des *Quatre Sœurs*, une piece en trois actes et en vers irréguliers.

M. de Saintonge a quatre filles ; trois ont déja passé l'âge où d'ordinaire les demoiselles se marient ; mais celles-ci sont dédaigneuses ; l'une parle toujours *raison*, l'autre de *sentiment*, la troisieme d'*esprit* ; malheureusement elles parlent toutes sur le même ton et du même style, ensorte qu'on ne voit point trois personnages différens ; ou, pour mieux dire, on ne voit que l'auteur à la place des personnages. La plus jeune des sœurs, Laurette, est une aimable folle. Elle est aimée de Célicourt, jeune homme sensible, qui vient dans la maison avec son ami Durval, lequel aurait grande envie d'être plaisant. Il s'agit de marier ensemble les deux jeunes amans ; M. de Saintonge est bon homme, il y consentira, dit-il, pourvu que les trois aînées y donnent leur aveu ; sans cela, il ne veut point leur faire un passe-droit qui les affligerait. Célicourt annonce qu'il a trouvé un moyen délicieux de les persuader en les trompant innocemment ; et ce moyen innocent se réduit à deux conversations fort ennuyeuses qu'il se procure, l'une avec *la sentimentale* et *la spirituelle*, et l'autre avec la *raisonnable*. Il fait entendre que Durval veut épouser Laurette, et en est aimé ; chacune des trois sœurs se flatte que Célicourt se réserve pour elle-même ; toutes trois consentent à ce que leur cadette se marie la premiere ; son amant alors se déclare, et l'épouse.

A défaut d'action, de caractere, de scenes et de force comique, on trouve dans cet ouvrage quantité de madrigaux, une douzaine d'épigrammes, deux ariettes, trois comparaisons, et quatre jolies femmes. Ce dernier article, ainsi que l'ensemble et la précision du jeu des acteurs, a empêché de tomber cette prétendue comédie, qui peut passer pour un petit recueil assez faible de poésies fugitives.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 22 mai 1793.

Le nord de l'Europe mérite toute l'attention de cette partie du monde, où depuis un siecle au plus il s'est élevé une puissance formidable, qui vise comme Louis XIV à la monarchie universelle, et qui, encouragée par le succès de ses premiers attentats, aidée même par deux grands complices, ne tardera pas à consommer l'invasion sacrilege des droits et de la liberté du genre humain, si des peuples généreux, impatiens de la seule idée du joug, ne se réunissent pour arrêter les progrès de ces ennemis communs de la liberté, à la tête desquels, pour comble de honte, on voit, non pas un César, un Alexandre, auxquels on rougirait moins de céder, mais une femme ambitieuse, *dux fœmina facti !*

Catherine II qui en essayant de policer ses peuples barbares les a dispensés de la reconnaissance, puisqu'elle n'a travaillé que pour sa propre splendeur, et qu'il n'en est point au milieu d'un peuple sauvage que l'inclémence d'un ciel et d'un sol de fer rendrait trop féroce sans le secours des arts du luxe qui amolissant toute une nation, fait du plus grand nombre un troupeau docile, soumis au caprice et aux plaisirs factices d'un petit nombre d'êtres privilégiés; Catherine II est tellement l'ennemie de la liberté qu'elle veut aider à l'étouffer, non-seulement autour d'elle, comme elle l'a fait en Pologne et en Courlande, mais même dans des pays trop éloignés pour que ses aveugles esclaves puissent facilement y porter leurs armes.

On mande de Pétersbourg qu'elle a résolu enfin d'envoyer des troupes de terre contre la France, et que l'on a fait partir un courrier avec cette nouvelle pour Londres. Cette souveraine, ajoute-t-on, a fait de riches présens à M. d'Artois; ils consistent dans une épée d'or, sur laquelle se trouve l'inscription suivante, *avec Dieu, pour le roi;* dans un gros diamant pour bouton de chapeau, et dans un écrain rempli de bijoux. Sa suite a été aussi gratifiée richement. — La masse des émigrés répandus dans l'Allemagne, et sur-tout celle qui se rassemble en Angleterre par les soins de M. de la Châtre, ne tardera pas à s'ébranler pour aller se joindre sous les auspices de M. d'Artois à l'armée de Bretagne, laissant toutefois en arriere une *maison du roi* qui servira d'escorte et de garde au *prétendu régent de France.* — Au départ de M. d'Artois de la cour de

Digitized by Google

Pétersbourg pour se rendre à celle de Londres, il lui a été compté, par ordre de l'impératrice, une somme de dix mille ducats. L'hôte de Catherine recevra toutes les semaines, pendant son voyage, une somme de 15,000 roubles.

La moindre marque de reconnaissance que l'impératrice attend du prince qu'elle protege, c'est la cession de l'île de Corse ; car elle veut avoir des établissemens dans la Méditerranée, afin de pouvoir mieux exécuter un jour son grand projet sur la Turquie européenne, en faisant agir en même tems ses forces navales, tant du côté de la Méditerranée que du côté de la mer Noire. On dit même qu'il entre dans les projets de cette femme qui, née protestante, a embrassé le schisme des Grecs, parce qu'il le fallait pour monter sur le trône de la Russie, d'avoir des chevaliers de Malte dans ses états. Elle se propose d'en ériger un prieuré dans la Crimée. La protection signalée qu'elle accordera à cet ordre de moines militaires catholiques s'accorde parfaitement bien avec son grand projet favori.

La Russie s'entend à merveille jusqu'à présent avec la Prusse pour le partage de la Pologne. Mais ces deux puissances ne voient qu'avec jalousie l'Autriche se préparer à entrer en possession de son lot, quoiqu'il soit bien inférieur au leur. Il ne serait même pas impossible qu'une mésintelligence commencée finît par une rupture.

En attendant cette rupture qui pourrait venger la Pologne, mais malheureusement toujours aux dépens de l'humanité, puisque le sang des hommes coulerait, non pour reconquérir la liberté, mais pour changer d'esclavage, le roi de Prusse sentant qu'il faut donner une sorte de légalisation à son envahissement, exige la convocation des dietines par les universaux d'usage, à la publication desquels ceux même des Polonais qui ont trahi leur patrie se refusent, et par un reste de pudeur, et par des regrets ou des remords de s'être opposés à la constitution du 3 mai, dont l'effet eût été, sans doute, quoiqu'elle n'offrit qu'un commencement de liberté, d'inspirer au peuple qui l'aurait partagée l'énergie nécessaire pour la défendre.

En conséquence, Frédéric-Guillaume a fait présenter la note suivante à la confédération générale : « Le soussigné, etc. etc, n'a pu voir sans étonnement et sans chagrin, que l'illustre confédération générale ait laissé écouler dix jours entiers sans répondre aux déclarations qui lui ont été présentées de la part des deux cours alliées, et sans s'occuper des moyens qui seuls sont capables d'opérer le bien de la Pologne. Le soussigné continue donc d'insister sur ce que la confédération générale réponde sans retard auxdites déclarations, et qu'elle prenne les mesures nécessaires pour convoquer la diete. »

Signé DE BUCHOLTZ.

La réponse aux déclarations et aux différentes notes des

Digitized by Google

deux puissances a enfin paru. Cette pièce singulière offre un mélange inexplicable de foiblesse et de fermeté. Si l'impératrice de Russie et le roi de Prusse ne s'en contentent pas, comme il y a toute apparence, ils passeront légèrement par-dessus les formes, puisqu'ils tiennent le fond, et les réclamations de MM. Potocki et Zabiello n'auront fait qu'aigrir des maîtres impérieux, qui s'étaient promis de trouver en eux des instrumens de servitude plus dociles.

Les lieutenans de Raumer et de Schwerin ont été nommés le premier au gouvernement de Dantzick et le second à celui de Thorn à Dantzick, le jour de la prestation de serment, toute la ville fut illuminée, et l'on distribua des médailles portant l'effigie du roi avec l'inscription suivante, *Friderieus-Guillelmus Borussorum rex*, et sur le revers, *vobis quoque pater*; et l'exergue contient les mots *Boruss. meridion. fid. præst.* 1793. Une chose non moins curieuse que cette médaille est le sermon qui fut prêché avant la prestation d'hommage, dont le texte choisi par les commissaires qui présidoient à cette solemnité était pris du second livre de Samuel, chap. 14, verset 17. « Ta servante pensait que la parole de monseigneur roi me servira de consolation; car le seigneur mon roi est comme un ange de Dieu; il peut entendre le mal et le bien; le seigneur ton Dieu sera avec toi. » Le texte suivant, tiré du même livre eût été bien plus conforme aux circonstances. « Vous demandez un roi, dit Samuel aux Juifs, voici quels seront ses droits : il vous ôtera vos fils pour en faire ses serviteurs, et vos filles pour en faire ses servantes. Il prendra ce qu'il y a de meilleur dans vos champs, dans vos villes, et le donnera à ses esclaves. Il prendra la dîme de vos bleds et de vos oliviers pour engraisser ses officiers, etc. »

Tandis que le roi de Prusse et l'impératrice de Russie distribuent les cordons de leurs ordres à ceux qui les ont servi dans l'envahissement de la Pologne, le régent de Suede et le roi de Danemarck plus sages et plus justes s'occupent à faire fleurir leurs états et à les mettre en état de défense contre l'ambition de Catherine II. On est certain aujourd'hui que la seconde de ces deux cours observera la plus exacte neutralité relativement à la France, aussi bien que la premiere. Des gens éclairés sur leurs véritables intérêts croient même qu'il ne serait pas impossible de remplacer cette neutralité par une alliance offensive et défensive. Mais il faudrait pour cela que la France république parvînt à regagner auprès de la Porte Ottomane autant de crédit qu'elle en avait lorsqu'elle était royaume, et sur-tout qu'elle fît des sacrifices assez considérables d'argent en faveur de ses alliés qui seraient en état de l'aider à mettre promptement sur pied une marine respectable.

Digitized by Google

Quoi qu'il en soit de cet évenement possible en lui-même ; mais probablement encore éloigné, voici ce qu'on mande de Stockholm, en date du 7 mai : on a publié ici, le 23 avril, une ordonnance concernant la navigation des navires de ce royaume pendant la guerre actuelle, par laquelle il est dit que, pour conserver l'heureuse paix dont on jouit, au milieu des troubles qui agitent l'Europe, il est défendu aux vaisseaux de guerre et aux vaisseaux marchands de porter, sous pavillon suédois, des marchandises de contrebande dans quelques-uns des ports ou autres lieux des puissances belligérantes. Par contrebande, on entend toutes les espèces d'armes et de munitions de guerre de quelque nature qu'elles puissent être, ainsi que les chevaux. Toutes les autres sortes de marchandises pourront être transportées sous pavillon suédois aux lieux qui ne seront pas actuellement assiégés ou cernés par des troupes ennemies.

Il faudra que les maîtres des navires se pourvoient duement des papiers nécessaires pour constater, non-seulement la propriété de ces bâtimens, mais aussi de leur cargaison. Il leur est défendu expressément de se munir de doubles connaissemens ou passe-ports, et de jetter, dans l'occasion, des papiers par-dessus leur bord, afin de ne faire naître aucun soupçon à leur égard par de pareilles manœuvres.

Lorsqu'on viendra à rencontrer en mer quelque vaisseau de guerre des puissances belligérantes, le capitaine et les autres officiers des navires suédois se comporteront envers ces vaisseaux avec toute l'honnêteté et la décence convenables, et leur feront voir, à la premiere requisition, leurs passe-ports et autres papiers, afin d'éviter toute contestation de leur part. Tous ceux qui contreviendront à quelqu'un des articles de cette ordonnance, ne pourront espérer ni secours, ni protection de la part du gouvernement, lequel donnera ordre à son amirauté d'armer en course un certain nombre de vaisseaux destinés à protéger le commerce de ce pays.

Les dernières lettres de Stockholm portent aussi les nouvelles suivantes. On va travailler à Carlscrone à la construction de quelques nouveaux vaisseaux de guerre, et déja l'on a envoyé dans la Poméranie Suédoise les ordres nécessaires pour en amener les chênes que demandent ces constructions. — Quelques soldats Russes ont commis, il n'y a pas long-tems, des violences en Finlande ; mais cela ne fera aucun tort à la paix que les deux cours sont très-disposées à maintenir. On a nommé de part et d'autre des commissaires chargés d'informer dans cette affaire, et de la terminer à l'amiable.

Ces correspondans ne sont probablement pas suffisamment bien informés, du moins quant à ce dernier article ; car d'autres font pressentir la possibilité d'une rupture entre la Russie et la Suede, mécontente depuis long-tems de l'espece d'influence

Digitized by Google

que l'ambitieuse Catherine a tâché d'exercer par son ambassadeur, et dernierement encore, non-seulement à Stockholm, mais même à Copenhague, où rien n'a été oublié pour faire départir les deux cours de la neutralité relativement à la France, et les engager à prendre une part hostile dans une guerre dont leur véritable intérêt, aussi bien que la justice leur défend de se mêler ; aussi parle-t-on fortement aujourd'hui d'une alliance entre la Suede et le Danemarck, à l'effet d'appuyer plus efficacement leur système de neutralité, qui pourrait même se convertir en liaison de force et de commerce avec la France ; ce qu'il y a de sûr, c'est que la Sucde ne se borne pas aux moyens de défense par mer, mais que le 1er. juin prochain il sera formé à la plaine de Ladugard un camp où il entrera trois régimens de cavalerie et cinq d'infanterie, troupes susceptibles d'une augmentation considérable en cas de besoin.

Au reste, ce qui applanit bien des difficultés, et forcera sûrement la Russie à baisser le ton, c'est que l'Angleterre si prépondérante comme puissance maritime, a déclaré qu'elle ne regardera pas comme contrebande les approvisionnemens dont les navires Suédois ou Danois seraient chargés pour des ports Français. Cette déclaration est des plus avantageuses, soit pour les deux nations septentrionales, soit pour la France, qui conservera ainsi, avec la Baltique, une communication d'autant plus nécessaire que sa rupture avec l'Espagne et la prochaine apparition d'une escadre Anglaise dans la Méditerranée rendront plus difficile le transport des bleds et des autres provisions qu'elle a tirées jusqu'à présent en très-grande quantité de Livourne, de Fiume, de Trieste, du Levant et des côtes de Barbarie.

D'ailleurs l'impératrice elle-même, malgré sa haine contre les Français, a permis, par une nouvelle ukase, l'entrée des marchandises qui précédemment avaient été prohibées, et par conséquent la sortie des matieres premieres que fournissent ses Etats dépourvus de manufactures, ainsi que celle des bois de construction et autres munitions navales qui sont presque la seule chose qu'elle ait à donner à la France en échange de ses vins et de ses nombreux objets de fabrique et de modes dont le goût ne passera pas de si-tôt à la courde Pétersbourg ; car en derniere analyse on y veut comme dans toutes les autres des jouissances, et ce n'est même que pour les multiplier qu'on abuse du pouvoir.

Le démembrement de la Pologne est tellement consommé que voici à peu près la derniere fois qu'il nous reste à parler de cet état, effacé de dessus la liste des puissances : on avait dit il y a quelque tems que la diéte générale serait transportée de Grodno à Varsovie, mais il n'en est rien. Les meneurs Russes ont trouvé la Lithuanie plus commode pour consommer leur opération politique : ils ont réussi non sans peine, mais enfin ils ont réussi à faire réintégrer l'ancien conseil per-

Digitized by Google

manent. M. Sievers a sommé M. Walewski de répondre catégoriquement s'il consentirait au *turnus*, et signerait les décisions de la pluralité connues par cette levée de suffrages ; il ne lui a laissé que quelques heures. Sur la négative de M. Walewski, M. Pulawski l'a remplacé dans le vice-maréchalat de la confédération de la couronne, et conjointement avec M. Zabiello, maréchal de celle de Lithuanie, a donné réponse aux cours de Pétersbourg et de Berlin. Le conseil permanent qu'on a complété de son mieux, a ouvert ses séances le 6 mai : le 11, les universaux pour la convocation des diétines, ont dû être rédigés sur un mode proposé par le Castellan Zaluski : restait la difficulté de l'apposition des sceaux que M. Chreptowick, chancelier de Lithuanie a dû lever également. C'est ce qu'on peut se promettre de son esprit conciliateur, puisqu'il avait accédé le premier l'année dernière à la confédération de Targowitz ; ainsi, l'on regarde les choses comme arrangées de façon à n'avoir plus à craindre de voies de fait de la part des puissances étrangeres.

En effet d'autres lettres de Varsovie datées du 15 disent positivement que Stanislas-Auguste avait enfin signé, le 3, l'universal pour la convocation des diétines. Elles transmettent même ce dernier acte de l'apparente souveraineté, d'après lequel les diétines se tiendront le 27 mai, et la nouvelle diete générale sera ouverte à Grodno le 27 juin. — On présume qu'elle ne sera pas de longue durée, parce que tout ce qui y sera traité est préparé et disposé de maniere qu'il n'en faudra faire que la lecture ; après quoi on passera tout de suite aux décrets et à la sanction. On regarde la discussion comme très-inutile et même dangereuse.

L'émigration est devenue considérable depuis le démembrement. On mande de Léopol qu'on y voit arriver presque tous les jours des familles Polonaises, de l'ordre équestre, qui sont résolues de vivre sous la domination autrichienne, plutôt que sous celle de l'une ou l'autre des cours co-partageantes.

Catherine II se hâte de faire acte de souveraineté dans ses nouvelles acquisitions. Elle a publié un universal où elle exempte ceux qu'elle appelle ses nouveaux enfans de toute espece d'impôt jusqu'au 1er. janvier 1795. A cette piece est jointe la formule du serment que prêteront les possesseurs de biens-fonds dans les provinces Polonaises nouvellement réuniess. Ce serment est une espece de billet à ordre, entraînant contrainte par corps, fait au profit de ladite Catherine, de Paul Petrowitz, son fils aîné et de tous ses ayant cause, car il commence par ces mots : *je soussigné*, etc. L'impériale créancière veut prendre ses sûretés, puisqu'il faut lui donner pour garant un seul Dieu en trois personnes, le sang innocent de son fils, et déclarer, en baisant l'évangile, que c'est de son plein gré et loyalement qu'on se soumet à toutes ses volontés suprêmes.

Francfort

Digitized by Google

De Francfort, le 31 mai.

Indépendemment des 27 bataillons d'infanterie, des 12 escadrons de carabiniers et d'autant de hussards que François II a résolu de faire marcher encore dans l'empire, et dont on croit même que la premiere colonne, qui sera suivie de près de l'autre, a dû être rendue le 17 aux frontieres de l'empire, huit autres bataillons d'infanterie et 12 escadrons de cuirassiers seront placés aux frontieres de la Baviere. C'est-là le point de mire de l'ambition du moment. Cependant ces dispositions ne sont pas tellement définitives qu'elles ne puissent être dérangées par des jalousies réciproques entre les puissances, des inquiétudes assez bien fondées, des changemens de vue, des tracasseries domestiques, de l'hésitation à se dégarnir d'un côté de crainte d'être attaqué de l'autre, en un mot d'une foule de futurs contingens dont on parle d'une maniere vague, mais enfin dont on parle et même comme assez prochains. S'il faut en croire les lettres de Vienne du 20 mai la marche de tous les bataillons destinés à former le corps d'armée de réserve aurait un autre motif que l'échange de la Baviere. La cause de ce mouvement est, dit-on, l'alarme que l'on répand que les Français menacent de faire une invasion dans l'Autriche antérieure. On ajoute une autre chose encore moins croyable; on prétend avoir reçu des avis qui portent que les Français ont envoyé des émissaires chez les Monténégrins, dans la vue de déterminer ces peuples à faire une invasion sur le territoire Autrichien.

Au reste il faut donner un apperçu de cette opération sur la Baviere convoitée depuis si long-tems. L'empereur ferait sécullariser les trois évêchés de Trèves, Cologne et Mayence qui seraient donnés à l'electeur Palatin. Mais il reste une grande difficulté que tout le monde sent: c'est que Mayence est encore entre les mains des Français, qui, après plusieurs mois de séjour pourraient bien n'être pas disposés à rendre cette place que leur valeur aurait long-tems defendue. Il paraît que c'est principalement sur le roi de Prusse que l'empereur compte pour avoir cette ville qui ferait partie essentielle de l'équivalent. Et cependant le roi de Prusse ayant obtenu ce qu'il voulait en Pologne paraît fort réfroidi dans le service d'une cause qui ne l'intéresse que médiocrement. Il ne veut point s'obstiner à prodiguer son or et le sang de ses sujets, à voir peut-être fondre son armée devant Mayence, il sent qu'il en a déja trop fait, que les alliés ont laissé peser sur lui tout le poids de la guerre; que ces mêmes alliés, qui peuvent être demain des ennemis, ont intérêt à le laisser s'affaiblir.

On n'est pas éloigné non plus de croire que ce commencement de mésintelligence entre l'Autriche et la Prusse est en partie la suite d'une encore plus marquée entre la Prusse et l'Angleterre, et que l'on attribue à un outrage

Digitized by Google

domestique. Le prince royal de Prusse devait épouser une princesse d'Angleterre, et l'on dit maintenant qu'il doit épouser une fille du prince de Meklenbourg-Strelitz, frere du duc régnant, ainsi que de la reine d'Angleterre, et employé dans le service de Hanovre. Le prince Frédéric-Louis de Prusse doit aussi épouser une autre fille du même prince Charles : si le roi de Prusse voit moins d'éclat dans cette alliance que dans celle dont il s'éloigne, peut-être y trouve-t-il plus de convenance pour l'avenir.

On est informé que l'Angleterre a fait donner, depuis peu, ordre à ses troupes dans les Pays-Bas de n'agir de concert qu'avec les Autrichiens et de s'isoler en quelque sorte des troupes Prussiennes. De plus on sait positivement que l'Angleterre a formé depuis quelque tems une alliance offensive et défensive avec l'Autriche, dans laquelle il est même question d'intérêts commerciaux. Ces deux puissances paraissent craindre que la Russie ne veuille encore attaquer la Porte Ottomane; elle sont décidées à s'opposer à ses envahissemens successifs, qui finiraient par la rendre trop redoutable, et sous les rapports de puissance belligérante, et sous ceux de puissance commerciale. Le résultat nécessaire de ces liens entre la Grande-Bretagne et l'Autriche sera de réunir davantage la Prusse et la Russie. Cette derniere vient de faire demander passage pour sa flotte dans la mer Noire, et déclarer au divan qui balance, vu le danger de cette dérogation au traité, qu'elle prendrait un refus pour une déclaration de guerre.

Frédéric-Guillaume n'est pas parfaitement tranquille sur la docilité de ses sujets. En effet, à peine le premier soulevement de Breslaw était-il appaisé, qu'il s'en est élevé un autre. On ne calme pas si facilement un peuple sur qui on a fait des décharges d'artillerie. Ce peuple s'est vengé par une nouvelle insurrection; il a repoussé d'abord une compagnie de cavalerie, genre de force que la tyrannie préfere toujours d'employer contre lui. Il est faux, malgré ce que disent plusieurs gazettes, que ce peuple outragé soit déja rentré sous le joug. Le manque de travail ne contribue pas moins que le reste à mécontenter la classe industrieuse. Un de ses griefs contre le gouvernement, c'est la privation qu'éprouvent les fabriques Prussiennes des avances qui les soutenaient. L'or de la Prusse *émigre* sans relâche, et l'on a vu sortir jusqu'à 100 mille Frédérics d'or à la fois. Les négocians fondent les especes, et les envoient en lingots en Angleterre. — Au reste les principales villes commerçantes de l'Allemagne se ressentent des entraves que la guerre met aux manufactures et au commerce. Hambourg, Brême, Leipsick, Nuremberg et les deux villes de Francfort ont essuyé des banqueroutes cruelles. Il y en a eu cinq à Brême en particulier vers le milieu de mai. Ces faillites sont l'effet des affaires d'Espagne. Hambourg, moins maltraité depuis quelques

Digitized by Google

jours à cet égard, éprouve une diminution considérable dans le prix du sucre et du café, ce qui provient de ce que l'intérieur de l'Allemagne ne fait que de faibles demandes. Il est aisé de concevoir combien les consommateurs et les marchands sont las de cette guerre qui va d'ailleurs donner lieu très-incessamment à de nouveaux impôts et achever ainsi d'éteindre le peu d'industrie encore en activité. L'Autriche presse déja ses nouvelles taxes; il en est aussi question dans la Prusse, et tous les petits princes qui se sont épuisés à fournir leur contingent vont probablement essayer de demander à ceux qui n'ont plus.

C'est sûrement une fâcheuse position pour presser le siege de Mayence, et c'est néanmoins une raison de plus de tâcher d'obtenir cet avantage sinon décisif au moins très-marquant. Voici la liste des troupes composant le corps d'armée sur la rive gauche du Rhin, qui, sous les ordres du lieutenant-général de Kalkreuth, est destiné au siege de Mayence.

1. *Troupes Prussiennes.*

Brigade de Borch : Le premier et second bataillon des gardes; 3 bataillons du régiment de Thadden, (2 compagnies de ceux-ci se trouvent sur la pointe du Mein.) Le bataillon de grenadiers de Wegnern.

La brigade du prince Louis : Le premier et le second bataillon du régiment de Wegnern.

La brigade de Manstein. Trois bataillons de Manstein, le bataillon de fusillers de Légat. (Il y en a aussi 2 compagnies sur la pointe du Mein.) 1 compagnie de chasseurs; 6 escadrons de cuirassiers du duc de Weimar. — Ces troupes sont près de Marienbourg, où se trouve aussi le quartier-général de M. de Kalkreuth.

2. *Troupes impériales.*

Du régiment de Bender, 2 bataillons; 2 dits du régiment de Gemmingin; 2 dit du régiment Marquis Manfredini; 2 bataillons de celui du comte Pellgrini (dont 2 compagnies sur la pointe du Mein). Le régiment Archiduc-Joseph, dragons; 2 divisions et 4 escadrons d'hussards.

Cavalerie Saxonne.

Du régiment duc de Curland, chevaux-légers, le premier et le second escadron d'hussards. Ces troupes, ainsi que les troupes impériales, campent entre Laubenheim et Marienboug.

Corps de Hesse-d'Armstadt.

Le premier et le second bataillon des grenadiers; le premier et le second bataillon du régiment Gardes-du-corps; le premier bataillon Landgraf, artillerie. Ce corps est près de Finthen. Le second bataillon de Landgraf et le premier bataillon Prince-héréditaire sont en garnison à Francfort.

Digitized by Google

Liste du corps de siége sur la rive droite du Rhin, dans le camp devant Cassel près Mayence.

Troupes Prussiennes.

Infanterie : le bataillon de grenadiers Wolframsdorf; 3 bataillons du régiment de Vittinghof; 3 bataillons de Crouaz; le premier et le second bataillon de Borch ; le second bataillon de Schladen ; la compagnie de chasseurs à pied du major de Spiznas. Ces troupes sont devant Hocheim.

Troupes Saxonnes.

Le bataillon de grenadiers de Christiani ; un bataillon Electeur, un bataillon prince Antoine, un bataillon prince Clément, un bataillon prince de Gotha. Ces troupes sont devant Erbenheim.

Troupes de Hesse-Cassel.

Le bataillon de grenadiers de Dinklage ; 2 bataillons du régiment de Gardes-grenadiers ; 2 dits du régiment du corps. Ces troupes sont près de Mosbach.

Troupes de Hesse-d'Armstadt.

Le bataillon de troupes légeres de During ; le corps des chasseurs. Ils sont campés près de Biberich.

Le régiment prussien des cuirassiers de Borstel; 35 escadrons du régiment saxon-carabiniers ; 4 escadrons de celui du corps de Hesse-Cassel; 5 escadrons de celui de Hesse-d'Armstadt ; chevaux-légers, 4 escadrons. Ils se trouvent à Mosbach.

Artillerie prussienne, saxonne et hessoise.

Détachemens des corps réunis dans le camp sur la pointe du Mein.

Détachement prussien. Le troisieme bataillon de la garde du roi ; 2 compagnies du régiment de Thadden ; 1 bataillon de Légat; 3 compagnies du régiment de Kaiserling.

On sera peut-être curieux de connaître en gros la position du camp occupé au siége de la ville de Mayence ; la voici : Entre le Rhin et le Mein, à la pointe de ce dernier fleuve, et sur sa rive gauche, il y a plusieurs batteries prussiennes et saxonnes qui jouent sur celles des Français à Kosthein et au fort du Rhin, et qui sont défendues par le camp de Bischofsheim près Mein ; les batteries prussiennes commencent à la tuilerie de Kostheim, et s'étendent jusqu'au Donnermülhe ; celle des Saxons commencent là, et vont jusqu'au signal d'Eerbenheim. Auprès de cette tour prenuent les batteries hessoises, se prolongeant jusqu'à Mosbach, qui, de même que Bieberich, est occupé par des Prussiens et des Hessois. Derriere cette chaîne de batteries sont, en-deçà du Rhin, les camps prussiens, saxons et hessois. De l'autre côté du Rhin on trouve à Bodenheim la tête du camp prussien qui, renforcé par les troupes du landgrave du Hesse-d'Armstadt, enveloppe Monbach et Gozenheim,

Digitized by Google

et s'étend jusques sur les hauteurs de Marienborn ; c'est par-delà Marienborn que sont campées les troupes autrichiennes qui par Hechtsheim se prolongent derriere Sainte-Croix du côté de Weissenau et jusqu'à Laubenheim. La forme du camp est donc une espece de cercle dont la périphétie est de 6 lieues, et le diametre d'une bonne lieue et demie.

Les sorties des Français n'ont pas laissé que d'affaiblir beaucoup les assiégeans, sur-tout ceux du côté du Cassel, qui n'étaient, jusqu'à l'heure qu'il est, jamais en forces suffisantes.

Le siége de Mayence n'est pas la seule chose épineuse qui occupe l'Autriche. Le général de Vins, envoyé au secours du roi de Sardaigne, demande instamment des renforts pour porter l'armée auxiliaire à 24,000 hommes ; et cependant le bruit court qu'aulieu de les lui accorder, on songe même à retirer de ce pays les régimens qui ont été le plus maltraités.

Quant à l'armée du maréchal de Cobourg, on vient d'y envoyer les régimens d'Archiduc Charles et de Grand-Maître Teutonique.

Les quatre commissaires de la Convention nationale et le ci-devant ministre de la guerre, Beurnonville, sont arrivés sous bonne escorte à Coblentz dans la soirée du 20 mai. Ils ont été conduits sur-le-champ à la forteresse d'Ehrenbreitstein. Le traitre qui les a livrés vient de quitter, le 21, la ville de Mergentheim, en disant qu'il retournoit auprès du prince Cobourg. L'ex-généralissime des armées de la République Française ayant fait solliciter la faveur de commander un petit corps, la cour de Vienne a trouvé des défaites honnêtes pour lui refuser de l'emploi. — On mande aussi de la rive droite du Rhin, en date du 23, que le ci-devant prince de Condé l'a échappé belle à l'affaire du 17 de ce mois. Il était à prendre son café sur un balcon à Rheinzabern avec Klinglin et quelques autres généraux français émigrés. On lui annonça que des troupes de la République s'approchaient de Rheinzabern ; il n'en crut rien : mais au second avis il n'eut rien de plus pressé que de monter à cheval et de se sauver, ce que firent aussi les autres généraux qui, ne trouvant pas leurs chevaux scellés, s'en allerent à poil.

Les Français ont fait dans l'après-dîner du 25 une vigoureuse sortie sur Monbach. Quoique repoussés par les troupes qui se sont portées en avant, et parmi lesquelles se sont trouvés quelques bataillons de Darmstadt, ils sont restés maîtres d'un canon qu'ils avaient pris au commencement, et qu'il n'avait pas été possible de défendre contre le trop grand nombre des assaillans. — Le citoyen Winkelmann, établi maire de Worms, pendant le tems que cette ville a été occupée par les Francais, vient de subir à Koenigsstein un interrogatoire de 15 jours devant les juges que les Prussiens lui

Digitized by Google

ont donnés. Il a mis beaucoup de fermeté dans ses réponses, et prépare un mémoire justificatif de la plus grande force.

Provinces-Unies et Belgique.

Le comte de Zinzindorf a reçu ordre de conduire aux impériaux la moitié de sa division d'artillerie. En l'attendant, ainsi qu'une flotille Hollandaise qui doit leur venir, ils fondent des boulets pour un assez grand nombre de canons pris sur les Français dans le Brabant, et dont la plupart, à ce qu'ils assurent, sont remis en état de servir. Trente des batteaux de cette flotille sont chargés d'artillerie de siége.

Pour mieux inspirer aux Belges reconquis une haine contre les Français qui serve elle-même de moyen de défense, la maison d'Autriche familiere avec tous les genres de ruses, vient de faire exécuter une farce pieuse dans l'église de Sainte Gudule par le nonce apostolique résident à Bruxelles. Il a dévotement enfermé, sous cinq cachets, dans une boîte d'argent, les hosties que les bonnes femmes et les enfans prétendent avoir été profanées par les Français, et l'histoire supposée a été gravée autour de la boîte.

Voici la relation que les adversaires des Français donnent de l'affaire du camp de Famars; elle vient de leur quartier-général établi à Courgies.

« A la suite d'un conseil de guerre tenu avant-hier, le feld-maréchal prince de Cobourg résolut d'attaquer les Français dans ce formidable camp de Famars, qui, au commencement de ce siecle, fut, sous le maréchal de Villars, le rempart de la France, et qui aujourd'hui faisait tout l'espoir de ces jacobins qui se sont vus forcés d'évacuer si promptement la Belgique. En conséquence, l'armée combinée se mit en mouvement dans la nuit du 22 au 23. Le corps aux ordres du colonel baron de Mylius quitta Ypres, et se dirigea sur Armentieres; l'armée Hollandaise, qui était campée à Orq et à Marquain, occupa Lannoi, Turcoin, Roubaix, Commines; les Anglais, les Prussiens et les Hanovriens s'avancerent jusqu'à Sebourg; le général Latour leva son camp près de Maubeuge, et marchant du côté de Bavai, fut se porter sur le chemin de Valenciennes au Quesnoy; le général comte de Clairfayt traversa la forêt de Raimes, et tourna Valenciennes; enfin le prince de Cobourg se porta de front sur le camp ennemi; ce camp appuyait sa droite sur l'Escaut, sa gauche sur la Rouelle; son front était hérissé d'une artillerie innombrable et d'une chaîne de redoutes; il avait en sus un autre camp et trois redoutes très-fortes au-devant de lui.

» Hier à la pointe du jour, le général Otho, qui commandait l'avant-garde du prince de Cobourg, attaqua le camp

Digitized by Google

avancé des Français, poussa l'ennemi, emporta deux redoutes, y prit sept canons, tua beaucoup de monde, et fit quelques prisonniers. La troisieme ne fut forcée qu'après une résistance des plus opiniâtres. A six heures du soir il y avait déja seize canons de pris. Sur ces entrefaites, l'affaire était devenue générale, et marquée par une animosité presqu'inconcevable. Les alliés passerent la Rouelle. Le prince de Cobourg voyant, vers les huit heures, que la victoire se décidait en faveur des armées alliées, ordonna que le quartier-général fût transféré de Quievrain à Courgies. A neuf heures, le camp français fut emporté, et les fuyards furent poursuivis toute la nuit. A cinq heures du matin, la derniere redoute de l'ennemi fut forcée l'épée à la main; et les Français, chassés d'un camp regardé comme inexpugnable, fuirent avec la derniere précipitation vers Valenciennes et Bouchain : leur perte a été grande; on leur a enlevé quinze canons dans la nuit, et il est certain qu'il en ont perdu au-delà de trente, dont plusieurs de gros calibre. Parmi les prisonniers qu'on leur a faits, se trouve le général de Vergès. Il n'est pas possible de donner, dans le moment, le détail de cette glorieuse et décisive journée : tout ce que l'on peut dire au préalable, c'est que les Autrichiens, les Prussiens, les Anglais, les Hanovriens, les Hessois et les Hollandais ont fait à l'envi tout ce qu'on peut attendre de la vaillance et de l'intrépidité. Aujourd'hui l'on va encore attaquer les retranchemens d'Ansin, et tout nous répond du succès.

» Après midi, le duc d'Yorck et le prince de Hohenlohe se sont couverts de gloire : les retranchemens de la montagne d'Ansin sont emportés. Les Français y ont laissé 25 canons, beaucoup de munitions, leur bagage, etc. Valenciennes est maintenant cerné et bloqué : Condé vient d'être sommé pour la derniere fois; les déserteurs nous viennent par bandes. Les Français, tout en fuyant, ont jetté 10 mille hommes dans Bouchain et Cambrai. (*Gazettes étrangères.*)

S'il faut en croire des lettres de la Haye, M. d'Autichamp, vanté avec enthousiasme pour sa belle défense dans Maestricht, s'attache à la fortune et aux pas de M. d'Artois. — On prétend aussi que l'armée hollandaise, portée au complet, sera de 60,000 hommes. Ceux qui font ce calcul n'en veulent absolument rien rabattre; mais la raison, le simple bon sens en rabattent plus d'un tiers et peut-être même la moitié.

Le ci-devant duc de Chartres est arrivé à Zug avec son ancienne précepteur et les autres femmes qui ont émigré avec lui. Cette compagnie se fait passer pour une famille Anglaise. Ils demeurent tous dans une maison de campagne isolée sur les bords du lac.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE MALLARMÉ.

Séance du mardi, 4 juin.

La lecture du procès-verbal de la séance de dimanche dernier, a donné lieu à quelques débats. Grégoire voulait qu'on y rendît compte des outrages que la Convention avait essuyés collectivement, et des insultes faites à chacun de ses membres, en particulier. Tout le monde sait, a-t-il dit, que nous avons délibéré au milieu des bayonnettes, et que nous ayons été contraints à rendre un décret contre nos collegues. — Tout le monde sait, a répondu Bourdon de l'Oise, que nous avons été contraints à sauver la République et à punir les intrigans.

Des députés de la commune de Clermont-Ferrand présentent, au nom de leurs concitoyens, une adresse dont voici l'analyse : Législateurs, il est tems qu'une constitution fasse cesser les mouvemens anarchiques qui, de votre sein, se sont répandus dans toutes les parties de la République. Chaque jour, à cette barre, on vient vous demander si vous pouvez sauver la patrie; une constitution la sauvera. Ce sera l'écueil contre lequel viendront se briser tout les efforts de nos ennemis.

Couthon demande que cette adresse soit insérée au bulletin; il demande encore que la ville de Clermond-Ferraud qui a donné plus de cent mille livres en don patriotique, et qui a envoyé plusieurs bataillons aux frontieres, dans la Vendée, et en dernier lieu, dans la Lozere, soit déclarée avoir bien mérité de la patrie.

Penieres sollicite la même faveur pour le département de la Correze dont le dévouement à la République est constaté par de nombreux sacrifices. — Ces propositions sont adoptées.

Sur un rapport du comité de la guerre, la Convention décrete que les sous-officiers et soldats des troupes de ligne qui prouveront authentiquement par certificats des bataillons, ou des compagnies auxquels ils étaient attachés, avoir été renvoyés de leur régiment pour cause de patriotisme, et qui auront rempli les dispositions de la loi du 19 septembre 1792, jouiront de la paye sur le pied de paix, qui était attachée au grade qu'ils occupaient au moment de leur renvoi, depuis le jour qu'ils ont été chassés arbitrairement jusqu'à celui de la

Digitized by Google

promulgation de la susdite loi. Le ministre de la guerre est autorisé à employer dans les armées de la République ceux de ses sous-officiers et soldats qui par leurs talens et leur civisme seront susceptibles d'être employés utilement.

Les commissaires de la Convention dans le département de la Moselle, se plaignent de ce que le comité de législation, dans un projet de décret présenté, ait proposé l'élargissement des personnes détenues par leurs ordres. Toutes ces arrestations, disent-ils, étaient commandées par le salut public, et elles n'ont eu lieu que sur l'avis des corps administratifs et des sociétés populaires. — Renvoyé au comité de salut public. — Sur la proposition de Bazire, la Convention maintient dans leurs fonctions, les comités de salut public, établis dans les départemens, soit par les autorités constituées, soit par ses commissaires. — Elle enjoint à ces comités de correspondre avec son comité de salut public.

Cambacerès, au nom du comité de législation, a fait un rapport relatif à l'état des enfans naturels. La Convention a ordonné l'impression de ce travail, et elle a décrété pour principe, que les enfans nés hors mariage seront habiles à succéder à leur pere et mere, de la maniere qui sera prescrite par les articles subséquens du décret.

Une députation d'hommes et de femmes de couleur est venue exprimer à l'Assemblée le vœu, que la liberté agrandissant son domaine, plane sur les deux hémispheres. Une femme noire était appuyée sur les bras des deux pétitionnaires; l'un de ces derniers annonce que cette femme a vu 114 années. — L'Assemblée rend un hommage respectueux à la vieillesse en se levant toute entiere.

On a repris la discussion sur le partage des biens communaux. Plusieurs articles ont été décrétés.

Séance du mercredi 5 juin.

Les troubles qui paraissaient appaisés dans le département du Morbihan viennent d'y renaître : les rebellés avaient pour chef un nommé Chevalier qui a été pris dans un petit combat. Il a péri sur l'échafaud, et sa maison a été démolie par l'ordre des commissaires.

On a fait lecture d'une lettre de Dufriche-Valazé. « On » m'apprend, dit-il, que le comité de salut public doit pro» poser aujourd'hui à la Convention nationale un décret » d'amnistie pour vos vingt deux collegues détenus et pour » les membres de la commission. Je ne puis croire que tel » soit le plan du comité; car ce serait la plus horrible » des perfidies. Je déclare à mes commettans, à la Convention » nationale, à la France, que je repousse avec horreur » l'amnistie qu'on voudrait m'offrir. »

Bertrand, membre de la commission des douze, sollicite sa liberté, attendu qu'il n'a point signé de mandat d'arrêt. —

Digitized by Google

Je demande l'ordre du jour, a dit Duperrès, motivé sur la lâcheté de Bertrand. — Ces lettres ont été renvoyées au comité de salut public.

Fonfrede réclame l'exécution du décret qui porte que sous trois jours le comité fera son rapport sur les membres arrêtés. Il observe que les trois jours sont écoulés. Il demande que les pieces à l'appui de la dénonciation soient lues à la tribune et fait prévoir les troubles que peut causer dans les départemens l'arrestation d'une partie des membres de la Convention. — Après quelques débats, l'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Plusieurs articles additionnels au décret qui ordonne la vente des immeubles des émigrés, ont été discutés et adoptés. Ramel a présenté au nom du comité des finances un projet de décret sur les contributions foncieres et mobiliaires. Chabot voulait que les propriétés seules fussent imposées et jamais l'industrie ; un autre membre demandait que le comité des finances fût tenu d'examiner s'il doit y avoir une contribution mobiliaire. — Le projet a été ajourné.

Sur la demande de Ramel et Osselin, l'Assemblée a rendu le décret suivant.

« Art. Ier. Les scellés seront à l'instant apposés à la diligence des procureurs-syndics des départemens sur les caisses et papiers de tous les ci-devant fermiers-généraux, receveurs-généraux et particuliers des finances, receveurs ou régisseurs des domaines et de tous les comptables, trésoriers, caissiers ou receveurs des deniers publics qui n'ont pas rendu leurs comptes, ou qui n'ont pas payé le montant de leur débet, conformément à la loi.

» II. Tous comptables et reliquataires du département de Paris verseront à l'instant leurs débets à la trésorerie nationale et ceux des autres départemens à la caisse des receveurs d'enregistrement de leur district.

» A l'égard des papiers, les autorités constituées, distingueront, lors des scellés, par une perquisition exacte ceux qui pourraient être suspects, d'avec ceux qui seraient purement relatifs à la comptabilité.

» III. Les papiers suspects seront adressés au comité de sûreté générale, ceux relatifs à la comptabilité seront remis au comité de l'examen des comptes.

» IV. L'agent du trésor public sera mandé pour rendre compte demain à midi à la barre de la Convention nationale des poursuites qu'il a dû faire pour la recherche des deniers publics.

» V. Seront exempts des dispositions du présent décret toutes les caisses actuellement en exercice. »

Sur un rapport de son comité des domaines, l'Assemblée a rendu un décret, tendant à faire vendre les annuités et à accorder une remise de trois pour cent à ceux des acquéreurs

Digitized by Google

des domaines nationaux qui acheveront leurs paiemens avant le terme fixé, laquelle remise néanmoins n'aura lieu que jusqu'au premier octobre prochain.

Barrere a annoncé que le comité de salut public fera demain son rapport sur les autorités constituées de Paris : quant à celui sur les membres arrêtés, il attend, pour le faire, les pieces que doivent produire le département et la municipalité de Paris.

Le même membre, au nom du même comité, a fait suspendre le décret rendu contre le président du département de Corse et le général Paoli. On a décrété ensuite que Bernier et les cinq membres déja adjoints au comité de salut public pour présenter un plan de constitution, feront définitivement partie de ce comité, pour remplacer Breard qui a donné sa démission, Delmas qui est malade, et Lindet envoyé en commission à Lyon.

Séance du jeudi, 6 juin.

Les monumens des beaux arts qui embellissent un grand nombre de bâtimens nationaux, recevaient tous les jours des outrages, des chefs-d'œuvres sans prix étaient brisés ou mutilés; Il était tems que la Convention arrêtât les funestes excès. Sur la demande de Lakanal, rapporteur du comité d'instruction publique, l'Assemblée a prononcé la peine de deux ans de fers contre quiconque dégradera ces monumens.

Thuriot a fait une motion d'ordre. On va élire, a-t-il dit, les membres du tribunal révolutionnaire; il ne faut pas qu'on dise que ce tribunal soit influencé d'aucune maniere par la Convention. Je demande donc que tout citoyen parent au degré de cousin-germain d'un député ne puisse être élu membre du tribunal révolutionnaire criminel de Paris. — Cette proposition est décrétée.

Deux membres demandaient qu'il leur fût accordé un congé. — La Convention a décrété que dans ces momens de danger public, il n'en sera accordé aucun.

Après avoir entendu le rapport de son comité des finances et de la guerre réunis, la Convention a adopté un long projet de décret sur le mode d'après lequel les pensions devront être accordées aux généraux, officiers, sous-officiers, volontaires et soldats qui ne pourront continuer leur service à cause des blessures qu'ils auront reçues à la guerre. La quotité de la pension sera proportionnée à la gravité des blessures et au grade des individus. — Dans le cours de la discussion, Génissieux a demandé que désormais les pensions fussent payées aux militaires retirés du service par les receveurs de leurs districts respectifs et non par la trésorerie nationale. Cette proposition a été décrétée. Elle déjoue les calculs intéressés d'un grand nombre d'agioteurs qui sous prétexte de faire payer les pensions, gardaient les fonds au détriment des pensionnaires.

Digitized by Google

Une lettre de Vergniaux a excité quelques débats. On en commençait la lecture, plusieurs membres se sont opposés à ce que l'on continuât. Ils invoquaient le décret qui renvoie toutes ces lettres au comité de salut public. — Doulcet observait qu'il était juste que les membres détenus sollicitassent le rapport du comité ; que ce serait une tyrannie de s'y opposer. Je remarque, disait-il, que le comité de salut public n'a pu jusqu'ici faire son rapport, parce que la commune et les autorités constituées de Paris n'ont pu donner les preuves de conviction que Lhuillier et Hassen-Fratz ont annoncées contre ces députés. Mais pour y suppléer, le procureur de la commune a promis d'aller aujourd'hui et jours suivans dans les groupes de Paris pour y recueillir, avec de l'encre et du papier, les preuves que le peuple lui donnera contre les détenus.

Deux épreuves successives ont écarté l'ordre du jour et la lecture de la lettre a continué. — Vergniaux sollicite de nouveau, par cette lettre, le rapport du comité de salut public. Il veut que les accusateurs produisent les pieces à l'appui de leurs dénonciations, ou qu'ils soient conduits à l'échafaud.

1°. Pour avoir fait assiéger la Convention par une force armée qui, ignorant les causes de ce mouvement, a failli, par excès de patriotisme, opérer la contre-révolution.

2°. Pour avoir mis à la tête de cette armée un commandant qui a violé la liberté de la Convention par ses consignes.

3°. Pour avoir obtenu par violence l'arrestation de plusieurs représentans du peuple, la dispersion d'un grand nombre d'autres.

4°. Pour avoir, par l'impulsion terrible donnée au peuple de Paris, jeté dans tous les départemens le germe des discordes les plus funestes et les brandons de la guerre civile.

5°. Enfin, pour avoir retenu à Paris les bataillons qui devaient partir pour la Vendée.

On demande l'impression de cette lettre. — L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

Une députation d'Angers est admise à la barre. Elle proteste de son respect pour la Convention, pour les principes de la liberté et de l'égalité, et de son horreur pour l'anarchie. — Une députation d'Arras félicite l'Assemblée sur la révolution du 31 mai. Cette derniere a été applaudie ; on a ordonné l'impression et l'envoi de son adresse aux départemens.

Barrere, au nom du comité de salut public fait un rapport préliminaire de celui qu'il prépare sur l'arrestation des députés. Il annonce que les mouvemens de Marseille ne tendent nullement au fédéralisme, et que ceux de Lyon ont été provoqués par la municipalité. Il propose un projet de décret, dont les principaux articles sont de supprimer tous les comités révolutionnaires ; de mettre la force armée, dans les circons-

Digitized by Google

tances urgentes, à la réquisition de la Convention seulement. De punir de 10 années de fers quiconque arrêtera le service habituel des postes; d'envoyer en ôtage à chaque département qui a des membres en état d'arrestation à Paris, un pareil nombre de députés. — Ce projet est ajourné.

On reprend la discussion de la loi sur le partage des communaux.

Séance du vendredi, 7 juin.

La ci-devant duchesse de Bourbon, prisonniere à Marseille, écrit qu'elle a subi son premier interrogatoire, et qu'il n'en résulte rien à sa charge: elle demande la permission de prendre à son service trois personnes dont elle a le plus grand besoin. —Renvoyé au comité de salut public.

Collot d'Herbois parle en faveur d'un jeune homme de Marseille, qui vient demander que son pere, arrêté par le tribunal populaire de cette ville, soit renvoyé devant le tribunal criminel du département du Var. Collot convertit cette demande en motion, et l'étend à tous les citoyens arrêtés à Marseille par ordre du tribunal populaire. —Fermond généralise cette proposition; il veut que tous les détenus par ordre de tribunaux à l'instar de celui de Marseille, ou de comités révolutionnaires, tels que celui qui existe à Paris, soient renvoyés pardevant les tribunaux des départemens les plus voisins. —Thibault, Camboulas appuient la demande de Fermond. Il faut, disent-ils, que votre décret s'étende à la ville de Paris, où les citoyens gémissent des arrestations sans nombre qui se font chaque jour. Serez-vous justes envers les uns, et injustes envers les autres? Est-elle plus légalement constituée cette autorité nouvelle, ce comité révolutionnaire central, qui vient de s'élever ici, et dont la tyrannie surpasse de beaucoup celle des Nérons et des Caligula? — L'Assemblée adopte la proposition de Collot, et ajourne celle de Fermont.

Des députés extraordinaires du département du Cantal sont admis à la barre. Ils annoncent qu'à la premiere nouvelle des troubles qui se sont élevés dans la Lozere, les citoyens du Cantal ont réuni leurs forces. Les jeunes gens d'Aurillac se sont inscrits pour aller combattre: s'enrôler, s'armer et partir, n'a été que l'effet d'un instant. Ils n'ont laissé que les vieillards, les femmes et les enfans. Après ce tableau d'un zèle vraiment républicain, les députés du Cantal conjurent la Convention, au nom de leurs concitoyens, au nom de la patrie, d'éteindre tout esprit de parti, pour ne plus s'occuper que du salut public. Ils réclament des secours et des armes.

Lacoste rappelle le dévouement et les sacrifices de tout genre que ces généreux citoyens ont faits pour la révolution. Outre leur contingent, ils ont fourni plus de vingt mille hommes. Voilà du patriotisme, et cependant le pain vaut onze sols la livre dans ce département. —La Convention décrete que le

Digitized by Google

département du Cantal a bien mérité de la patrie. Elle renvoie la pétition aux comités des finances et de salut public.

Thuriot fait la motion d'établir à Paris deux manufactures d'armes. D'autres députés présentent de pareilles demandes.

Génissieux propose l'établissement d'usines dans le département de l'Isere, pour l'exploitation des excellens minéraux qui s'y trouvent, et la fabrication de fusils et de canons pour la marine. — Le tout est renvoyé à l'examen du comité de salut public, qui est chargé de faire un rapport sur les moyens d'accélérer les fabrications des manufactures d'armes.

On fait lecture de la lettre suivante.

Lettre des corps constitués de la ville de Saint-Flour, datée du 3 juin 1793, au citoyen président de la Convention.

« Dites à la Convention que l'armée de l'infâme Charrier, forte de 10,000 hommes à sa premiere apparition, a été dissipée comme le brouillard du matin, et que, sans les précipices, les bois et les cavernes qui couvrent la Lozere, il n'existerait plus un seul de ces brigands. Les bataillons du Cantal et de la Haute-Loire, qui ont fait le premier noyau de l'armée patriote, ceux de l'Ardêche, de l'Aveyron et du Gard, avec une égale émulation de zele et de bravoure, ont fait une boucherie de ces scélérats. »

« Citoyen président, dites à la Convention que si les commissaires des divers départemens près de l'armée républicaine de la Lozere, n'eussent été forcés, par le défaut d'armes et de munitions, d'arrêter et de contre-mander les patriotes qui accouraient de toutes parts, l'armée serait aujourd'hui forte de plus de 100,000 hommes. Il n'est pas en notre pouvoir de vous peindre les délicieuses larmes que nous avons répandues depuis huit jours, en voyant l'enthousiasme et le dévouement généreux de tous nos braves freres du Cantal, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire, qui sont passés par notre ville. »

« Il paraît, d'après les dernieres lettres de nos commissaires, arrivées ce matin, qu'on a formé un corps de 3 à 4000 hommes d'élite, pris des compagnies de la Haute-Loire et du Cantal, lesquels suffiront pour chasser les pelotons des bandits, et achever d'extirper cette engeance. Les superbes compagnies du Puy-de-Dôme, qui sont ici au nombre de plus de 1200, retournent demain vers Brioude pour de-là intercepter les brigands fuyards qui pourraient se porter dans le Forez ou vers Lyon; car nous ne doutons pas que le volcan qui a fait une éruption dans la Lozere, ne communique avec tous les autres foyers contre-révolutionnaires de la République, etc. »

A la suite de cette lecture, la Convention a décrété que le ministre de l'intérieur rendra compte de l'exécution du décret sur la déportation des prêtres réfractaires.

Duplantier, député de Bordeaux, écrit à l'Assemblée que

Digitized by Google

le bruit s'étant répandu que 10,000 de ses concitoyens marchaient vers Paris, pour demander la liberté des députés arrêtés, il ne veut point, tandis qu'il n'est attaché à aucun parti, passer pour le représentant d'une force armée. — Ducos traite cet acte de faiblesse et s'oppose à ce que l'on accepte la démission de Duplantier. J'ignore, dit-il, quelles résolutions prendront mes compatriotes sur les évènemens étranges dont vous avez été les témoins et quelques-uns de vous les victimes; je pense que leur conduite sera le résultat libre et spontanée de leurs sentimens; mais quel que soit le sort que l'avenir me prépare, je déclare formellement que je les représenterai jusqu'au bout, et que tant que ma voix sera libre, elle fera entendre leurs vœux et leurs réclamations. On a parlé d'ôtages à envoyer aux départemens; je désapprouve cette capitulation; mais je suis prêt pour mon compte à me constituer en ôtage, pour répondre des démarches de mes concitoyens; je ne les désavouerai jamais; je serai toujours dignes d'eux. — L'Assemblée accepte la démission de Duplantier.

Birotteau, l'un des députés détenus, écrit qu'il proteste contre le projet du comité de salut public qui demande que la Convention envoye des ôtages dans les départemens. Je n'ai besoin, dit-il, que de la justice nationale. — On passe à l'ordre du jour.

« La République est en deuil, dit Pétion dans une lettre qu'il écrit à la Convention. La représentation nationale a été violée; la force des armes a arraché un décret dont la liberté gémira long-tems: il est tems que ce mystere d'iniquité soit dévoilé. J'ai lu dans un papier public le projet pusillanime du comité de salut public. En offrant des ôtages pour les membres arrêtés. Il semble que ce comité se plaise à nous croire coupables et criminels; il me semble qu'il veut dissoudre la Convention; car si la commune, après avoir enlevé par force un décret qui ôte la liberté à trente députés, venait vous forcer encore à mettre en état d'arrestation tous les députés qui ont voté l'appel au peuple, il faudrait autant d'ôtages que de députés prisonniers: ce serait la dissolution entiere de la Convention nationale, et c'est ce que l'on cherche. Je demande la liberté de mes collegues, et que la représentation nationale cesse d'être opprimée. »

Le président annonce une lettre de Barbaroux. L'Assemblée la renvoie au comité de salut public sans en entendre la lecture.

Une lettre des commissaires à Chambéry détruit le rapport des commissaires à Lyon. Elle porte que les mouvemens arrivés dans cette ville sont absolument contre-révolutionnaires, que le parti de la municipalité a été battu et que les deux représentans du peuple, Gautier et Nioche, y sont arrêtés et gardés à vue. Albite et Dubois-Crancé ajoutent qu'ils ont requis le

Digitized by Google

général de l'armée des Alpes d'envoyer à Lyon une force considérable pour y rétablir l'ordre.

Quelques membres demandaient le renvoi de cette lettre au comité de salut public, pour qu'il examinât l'insurrection des citoyens de Lyon contre la tyrannie municipale. Les autres voulaient que l'Assemblée approuvât sur-le-champ les mesures prises par leurs commissaires, et les autorisât à en prendre de nouvelles. Ces debats ont été terminés par le décret suivant.

Art. 1er. « Les représentans du peuple à l'armée des Alpes sont autorisés à prendre toutes les mesures de sûreté propres à ramener le calme et la tranquillité dans la ville de Lyon.

» II. Le comité de salut public rendra incessamment compte de la situation de cette ville. »

On fait lecture d'une lettre du ministre de la marine qui annonce un combat naval. (*Voyez art. Paris.*)

L'Assemblée ajourne la discussion sur le projet présenté par le comité de salut public, et reprend celle sur le partage des communaux.

Nota. Dans le cours de cette séance, la Convention a adopté un projet de décret qui lui a été présenté par son comité des finances, portant que les assignats créés par les assemblées constituante, législative et conventionnelle, seront renouvellés et remplacés par de nouveaux assignats, dont le papier sera de nature à être facilement distingué. La fabrication de ce papier n'aura lieu que dans une seule manufacture.

Les représentans du peuple, envoyés dans les départemens méridionaux, ont transmis à l'Assemblée le compte qui leur a été rendu de l'exécution faite à Toulon, d'un lieutenant de vaisseau condamné à la peine de mort, en conformité de la loi, pour avoir désobéi et abandonné son poste dans une rencontre périlleuse.

Séance du samedi 8 juin.

On a renvoyé au ministre des contributions une lettre des commissaires à l'armée d'Italie, dans laquelle ils se plaignent des abus, vols et dilapidations qui se commettent impunément dans l'administration des messageries. Ils offrent la preuve de ce qu'ils avancent. Sur un fonds de 645 mille liv. destiné pour cette armée, on a soustrait 20 mille liv. — Le ministre des contributions est chargé de faire toutes les recherches propres à découvrir les auteurs de cette friponnerie.

Gossuin a demandé qu'il fût établi dans chaque département un hospice destiné à recevoir les infirmes, ou blessés des deux sexes. Le comité des secours fera incessamment un rapport sur cet objet important.

Les autorités constituées de la ville de Saint-Flour envoyent à Paris un courier extraordinaire; il est arrivé cette nuit.

La

Digitized by Google

La dépêche dont il est porteur est adressée à la Convention. La voici. :

" La Lozere est sauvée ; le chef des brigands, l'infâme Charrier et Laporte, son aide-de-camp ont été pris par un détachement de l'Aveyron. Ces scélérats ont été conduits à Rhodez pour y expier leurs horribles forfaits. Nous nous faisons un devoir sacré d'annoncer à la Convention nationale cette heureuse nouvelle par un courier extraordinaire. *Vive la liberté !* Vive la Convention nationale !

Cette nouvelle est reçue au milieu des plus vifs applaudissemens. Camboulas rappelle les services que les départemens voisins de la Lozere ont rendus dans ces circonstances périlleuses. Dans toutes les villes et les villages, les chefs des maisons, mariés ou non mariés, les vieillards et les enfans, tous ont pris les armes et ont marché sans demander ni argent, ni équippement et sans attendre de réquisitions. — La Convention déclare que les départemens de la Lozere, de l'Aveyron, du Cantal, du Lot, du Gard et de l'Hérault ont bien mérité de la patrie.

Gasparin de retour de l'armée du nord communique à la Convention une lettre qu'il a reçue du général Lamarliere, datée de Lille le 4 juin. Ce général sollicite avec instance l'organisation du corps des Bataves et Liégeois qui servent dans nos avant-gardes et nous ont rendu de grand services. Il sollicite aussi l'amalgame des troupes, dites de ligne, avec les volontaires. La division qu'il commande est à cet égard dans les meilleures dispositions. Il a fait l'expérience des avantages de cet amalgame dans une expédition où les volontaires se confiant sur l'expérience des troupes de ligne, montrerent le plus grand courage. Le général fixe ensuite l'attention de la Convention sur quelques militaires dont il fait le plus grand éloge. " Je recommande, législateurs, dit-il, le brave Gros-Lemberet qui a enlevé si intrépidement au milieu d'un escadron ennemi, le guidon hollandais que j'ai envoyé en hommage à la Convention. "

" J'ai fait aujourd'hui, ajoute Lamarliere, une grande expédition. L'ennemi embusqué dans un bois, sur le bord de la Lys, inquiétait nos avant-postes, nos patrouilles et nos convois, j'ai ordonné une fausse attaque sur le camp de Menin. Pendant que les troupes qui le défendaient étaient tenues en échec, 300 bûcherons ont abattu le bois qui cachait nos ennemis. Ils ont perdu quelques hommes, nous n'avons perdu personne. Je vous recommande, législateurs, le brave *Testard* qui, voyant un de ses camarades pris au colet par un grenadier ennemi et bientôt entouré par huit Autrichiens, a fondu, ventre à terre, sur eux, en a tué deux, mis les six autres en fuite et ramené son camarade au camp. "

La lettre est renvoyée au ministre de la guerre pour ce qui concerne les récompenses dues à ces braves soldats. Quant à

Digitized by Google

l'amalgame des troupes, le comité de la guerre sera entendu incessamment sur cet objet.

Sur la proposition du comité de salut public, la Convention nationale décrete que, dans le cas où les représentans du peuple à l'armée des Alpes seraient obligés de faire des réquisitions pour rétablir la tranquillité dans la ville de Lyon, ils ne pourront dégarnir, à cet effet, cette armée, ni aucun point de la frontiere des Alpes.

On réclame la discussion du projet présenté par Barrere au nom du comité de salut public. Thuriot s'y oppose. — Robespierre demande qu'on laisse les choses dans l'état où elles sont. Tout est calme à Paris, dit-il; l'aristocratie y est vaincue. Les autorités que le peuple a établies, sauront maintenir la tranquillité publique, en même-tems que protéger ses droits et sa liberté. Je demande une loi contre les étrangers, le renvoi au comité de salut public, des mesures à prendre relativement à l'arrestation de quelques-uns de nos membres et la question préalable sur la demande d'ôtages à envoyer aux départemens.

Barrere pour faire sentir combien il est urgent de s'occuper de cette discussion, fait lecture d'une lettre des administateurs des postes. Ils mandent que des commissaires du comité révolutionnaire de Paris viennent encore de visiter les lettres, d'arrêter les journaux. — Chabot veut que l'article des étrangers soit seul discuté. — Serons nous donc obligés, dit Doulcet, de réclamer comme en 1789, pour le peuple Français, la liberté de la pensée, de la presse, et l'inviolabilité du secret des postes? — Danton pense que le projet du comité a besoin d'être encore soumis à la méditation; il en demande le renvoi. Il propose, au lieu d'envoyer des ôtages dans les départemens, de créer un tribunal national pour juger les députés. — Doulcet s'oppose à l'ajournement de l'article sur la violation du secret des lettres. — Levasseur rappelle qu'on n'a pas fait tant de bruit lorsqu'on décachetait les lettres à Bordeaux et à Marseille. — Fonfrede veut que le secret des lettres soit rétabli ou violé par-tout.

Barrere a terminé la discussion en offrant de présenter le lendemain, un nouveau projet de décret sur cet objet.

Séance du dimanche 9 juin.

On annonce l'arrivée de plusieurs dépêches de Bordeaux et de Rennes. La convention décrete que ces pièces seront lues sans discussion; les voici:

Les administrateurs du département de la Gironde à la Convention nationale. Bordeaux, le 6 juin à minuit.

« Les détails de votre séance du 3 de ce mois viennent d'être connus à Bordeaux; des cris de fureur et de vengeance re-

Digitized by Google

retentissent dans toutes les places publiques, et jusque dans notre enceinte. Un mouvement général d'indignation et de désespoir précipite tous les citoyens dans leurs sections, les députations se pressent autour de nous, toutes viennent nous proposer les mesures les plus extrêmes; il nous est impossible dans le moment de calculer les suites de cette effervescence; nous vous devons la vérité, citoyens représentans, et nous redoutons le moment où nous serons forcés de vous la dire toute entiere ,,.

Adresse des citoyens de Rennes à la Convention nationale.

" La Convention nationale n'est plus libre, et telle est l'excès d'audace des dominateurs sanguinaires qui la subjuguent, que les représentans de 26 millions d'hommes n'ont jamais pu avouer l'avilissement dans lequel une poignée de scélérats les plongeait. Assez et trop long-tems nous avons renfermé dans nos cœurs ces vérités cruelles..... Le peuple demande, qu'ont fait les représentans d'une nation qu'attendait d'eux son salut et sa gloire? Quel spectacle donnent-ils à l'Europe inquiette et attentive?..... Ce ne sont point des hommes qui méditent en paix le bonheur public; c'est un parti violent, factieux, nous avons pensé dire conspirateur, imprimant à la majorité de la Convention nationale un sentiment de terreur qui l'éctase et la réduit à une entiere nullité. Le 10 mars cette faction tente de faire égorger, au sein même de la Convention, ceux des représentans dont elle avait à craindre les lumières et l'intégrité. Peu après elle provoque la proscription de ceux que ces poignards n'ont pu atteindre ,,.

" Une commission est créée à l'effet de suivre et de dévoiler cette conspiration; déjà elle en saisissait la trame; déjà des complices étaient arrêtés. Les factieux mettent sous le joug une partie des sections de Paris, s'emparent de l'autre, l'entraînent à la Convention, en arrachent un décret qui dissout cette commission. Le lendemain ce décret est rapporté; ils n'en deviennent que plus audacieux. Le tocsin sonne, le canon d'alarme se fait entendre de toutes parts..... Deux jours après, les victimes désignées sont en leur puissance. Un plébicide se consomme, tel que les annales du plus affreux despotisme qui ait jamais existé n'en offrent pas d'exemples. Ce secret des lettres, confié à la poste de Paris, n'est plus qu'un vain mot. La circulation des nouvelles est interceptée, toute communication est rompue entre Paris et les départemens: on isole Paris de la République entiere: et dans ce renversement épouvantable de toutes les lois, la France doute si ses représentans vivent encore ,,.

Dans cet état, quel est le devoir du peuple? Se lever tout entier, marcher à Paris, non pour le combattre, comme on voudrait insidieusement le persuader, mais pour se rallier à des milliers de freres qui n'attendent que sa présence pour

Digitized by Google

repousser l'oppression, et rendre à la représentation nationale sa dignité, son intégrité, sa liberté. Ce mouvement sera terrible; calculez-en tous les effets, hâtez vous de les prévenir, rapportez l'odieux décret qui met en état d'arrestation nos plus incorruptibles défenseurs, rendez-les à la République, vous en répondez sur vos têtes ».

Arrêtés des corps administratifs et constitués de la ville de Rennes, en même date que l'adresse ci-dessus, et pris après avoir entendu la lecture des arrêtés des conseils généraux des départemens du Morbihan, des côtes du Nord, de St-Malo et de St.-Servant.

« Il sera ouvert dans chaque lieu de district un registre d'inscription volontaire de tous les citoyens qui desirent marcher à Paris pour retirer la Convention nationale de l'oppression où la tiennent les anarchistes. — Les hommes inscrits seront tenus de faire une profession de foi civique, et pourront être soumis à un scrutin épuratoire. Ils ne pourront être pris dans le nombre des hommes du recrutement ordonné par la loi du 24 février. — Les compagnies réunies formeront un bataillon sous le nom de bataillon des Républicains de l'Isle et Vilaine. — Le bataillon aura un drapeau tricolore sous l'emblême de la République Française, avec cette inscription d'un côté, *liberté, égalité*; et de l'autre, *haine à la royauté et à l'anarchie.* — Des commissaires civils suivront les bataillons à sa destination. — La solde sera de 40 sols par jour. — Il sera mis à la disposition des commissaires civils une somme de 100,000 liv. prise dans les caisses des districts. — Les commissaires ramèneront le bataillon à Rennes aussi-tôt que l'ordre sera rétabli à Paris, la Convention nationale réintégrée, et la punition des anarchistes assurée par les voies légales. »

Durand-Maillane a observé combien il importait en ce moment de connaître l'opinion de tous les citoyens Français. Il a demandé que la commission des dépêches communiquât exactement toutes les pieces qui lui arrivent relatives aux derniers événemens.

Sans doute, a dit Levasseur, il nous importe de connaître l'opinion publique; mais peut-on la connaître dans les adresses qui nous sont envoyées? Par exemple, hier votre comité a reçu de Montpellier une adresse rédigée dans le même esprit que celle de Bordeaux. A la vérité, cette adresse est revêtue d'un très-grand nombre de signatures; mais toutes ces signatures sont bien écrites, et terminées par un *paraphe.* Il en résulte que ce sont les signatures des riches, des gens de loi et de tous ceux qui savent bien écrire.

Voici une adresse de Blois qui n'est pas suspecte; il n'y a pas de paraphes aux signatures; ce sont de vrais Sans-culottes qui l'ont signée.

Digitized by Google

Adresse des citoyens de Blois à la Convention.

« Le vœu des Républicains est comblé. En expulsant de » votre sein les complices de Dumourier vous avez sauvé la » patrie. Une constitution libre, une éducation simple, des » armes, et les despotes sont anéantis, et tous les peuples sont » libres. »

La Convention a décrété que ces adresses seront toutes renvoyées au comité de salut public, pour en rendre compte. La discussion s'est ouverte sur l'emprunt forcé. Le projet du comité des finances n'a pas satisfait l'Assemblée. — Divers projets ont été présentés ; ils seront imprimés.

Billaud-Varennes a proposé que tout citoyen qui n'aura pas un revenu au-dessus de 400 liv. soit exempt de toutes contributions directes et indirectes. La Convention consacre en principe que l'absolu nécessaire ne sera point imposé.

Une discussion s'est engagée sur l'augmentation du prix de la viande. Thuriot en a demandé la taxation. Plusieurs membres ont appuyé cette motion. — Renvoyé au comité.

On réclamait le rapport du comité de salut public sur les députés en arrestation, conformément à un décret rendu dans la séance d'hier.

Le comité de salut public, a répondu Thuriot, est en ce moment assemblé pour relire le projet de constitution qu'il doit vous présenter demain. Je demande que la séance soit levée ; et la séance a été levée.

Séance du lundi 10 juin.

Les corps administratifs de la ville de Saint-Flour annoncent que les dangers sont maintenant passés. Cependant ils peuvent renaître d'un moment à l'autre. La moitié de l'armée se porte vers l'extrême frontiere du côté des forêts d'Aubrac pour couper toute communication aux rebelles, tandis qu'on va à leur recherche dans tous les autres points. Notre armée se porte à environ 5000 hommes.

On fait lecture d'une lettre des commissaires à l'armée du nord ; datée de Lille le 8 juin. En voici l'extrait.

» Depuis quelque tems, l'ennemi nous laissait tranquilles, malgre la guerre continuelle de poste, que leur faisait Lamarliere pour attirer sur lui une partie des forces qui sont devant Condé ; mais hier un corps de 6000 hommes s'est campé sur la plaine de Cisoing, un de 4000 entre Launoi et Roubaise ; à Menin, il y a aussi des forces considérables, et presque tous nos avant-postes ont été attaqués à la fois ; toutes ces troupes d'ennemis sont des renforts arrivés tout nouvellement. L'ennemi n'a aucun avantage réel, mais par sa marche il a jetté l'alarme dans nos campagnes qu'il ravage à loisir partout où il passe, et l'on ne voit rentrer dans Lille que des cultivateurs éperdus et ruinés par le pillage. Nous sommes

Digitized by Google

très-bien fortifiés sur nos avant-postes, mais il nous manque du canon, et sur-tout des affuts qui ne nous arrivent point, malgré les promesses et les ordres du ministre donnés à l'arsenal de Paris. Il nous manque des fusils, des pistolets et de la cavalerie.

Les commissaires terminent leur lettre en sollicitant la prompte exécution de la loi sur l'amalgame des troupes de ligne avec les volontaires. — Il est décreté que les généraux amalgameront les troupes qui sont sous leur gouvernement.

La Convention adopte un projet de décret qui lui a été présenté par le comité de législation sur le renouvellement et l'organisation definitive de la municipalité de Paris.

L'ordre du jour appelait la discussion sur la constitution. Hérault de Séchelles a prévenu qu'il ne pourrait faire son rapport qu'à deux heures. On demande à entendre dans cet intervalle celui de Barrere sur les moyens de sûreté intérieure et extérieure, sur les autorités de Paris, et sur l'arrestation d'une partie des membres de la Convention. — Philippeaux répond que dans les circonstances actuelles, la plus grande mesure qui pût être adoptée, c'était la constitution. — Alors s'éleve la question de savoir si l'on pouvait discuter la constitution en l'absence des membres arrêtés. Plusieurs membres se succedent à la tribune; les débats deviennent fatigans et pénibles. Ils sont interrompus par la lecture de l'acte constitutionnel. — La Convention a décrété l'impression du projet, l'envoi dans tous les départemens, et a ajourné la discussion au lendemain.

Notice des deux séances subséquentes.

Mardi 11. On reprend la discussion sur l'emprunt forcé; aucun projet n'obtient la priorité. — Renvoi au comité.

Lacroix se plaint de ce qu'au moment où nous sommes menacés d'une coalition liberticide des départemens, plusieurs députés abandonnent lâchement leur poste. Il propose de faire demain un appel nominal de tous les membres, pour connaître ceux qui sont absens légalement ou illégalement; de faire le lendemain un nouvel appel et de remplacer ceux qui seraient absens, sans cause légitime, par leurs suppléans; de faire défense aux corps administratifs de se réunir, de provoquer les assemblées primaires, et de prendre aucune délibération sur la force armée sans la Convention: de mettre hors la loi ceux qui exécuteraient de pareilles délibérations.

Thuriot demande par amendement que les membres qui ont abandonné leur poste pour aller faire des insurrections soient mis en état d'arrestation, et qu'il soit permis de courir sus. — Fermond désaprouve ces mesures et n'en connaît point de plus efficace pour rétablir la confiance que de faire promptement le rapport sur les membres détenus. — Après de vifs

Digitized by Google

débats toutes ces propositions sont renvoyées au comité de salut public.

Les canonniers de Paris, alarmés sur les suites que peut entraîner le décret qui ordonne la formation d'une armée révolutionnaire, viennent en solliciter le rapport. Cette armée, disent-ils, n'existe-t-elle pas depuis long-tems ? N'avons-nous pas fait la révolution, n'avons-nous pas tous juré pour la soutenir. — Renvoyé au comité de la guerre.

Un député extraordinaire du département du Doux est admis à la barre ; obéissance aux lois, respect pour la représentation nationale, haine aux factieux aux anarchistes : tels sont les sentimens de toutes les communes du département du Doux et de celles de Besançon en particulier. — Un député extraordinaire de la commune de Laval demande que les tribunes cessent de troubler les délibérations de l'Assemblée, qu'elles soient reprimées par un reglement sévere, que les représentans détenus sans aucunes preuves de délit soient rendus à leurs fonctions etc. — Députation de la ville de Verdun : vœu pour l'achevement de la constitution et la destruction de l'anarchie ; plaintes des arrestations arbitraires et nocturnes ordonnées par les commissaires. — Renvoyé au comité de législation et de salut public.

On ouvre la discussion sur la constitution.

Mercredi 12. Le procureur général-syndic du département du Var rend compte de la situation politique de Marseille et de Toulon. Il invite la Convention à rappeller tous ses commissaires.

Lettre de Brissot à la Convention, datée de Moulins, le 10 juin, par laquelle il annonce sa détention. « Menacé à chaque instant d'être assassiné, je me suis vu obligé de fuir le jour où la Convention délibérait sous les bayonnettes. J'ai balancé à prendre ce parti, indigne d'un représentant du peuple ; mais enfin je m'y suis déterminé, attendu qu'il est évident que les puissances étrangeres soudoient dans Paris une armée de brigands, pour dissoudre la représentation nationale. Je cherchais un asyle ignoré, pour y attendre en paix le moment de faire éclater mon innocence. Mon passe-port était sous un nom étranger ; c'est une faute sans doute ; mais mes persécuteurs qui ont environné mon nom d'une funeste célébrité, la trouveront excusable. Je demande que la Convention ordonne que je serai transféré dans mon domicile à Paris, et qu'elle ne décide rien sans m'avoir entendu ».

A cette lettre était joint un procès-verbal dressé par les administrateurs du département de l'Allier. Il en résulte que Brissot se faisait passer pour un négociant de Neufchâtel. Les administrateurs attendent la décision de l'Assemblée. — Renvoyé au comité de salut public.

Les représentans du peuple dans la Vendée annoncent la

Digitized by Google

prise de Saumur par les révoltés. Sur la demande des corps administratifs de Paris, il a été décrété qu'un corps de canoniers de cette ville, avec 48 pièces de canons, partirait sur-le-champ, et en poste, pour Tours. La discussion s'ouvre sur la constitution; voici les articles qui ont été décrétés dans ces deux séances.

CHAPITRE Ier. *De la République.*

Art. Ier. La République Française est une et indivisible.

CHAPITRE II. *De la distribution du peuple.*

Le peuple Français est distribué pour l'exercice de sa souveraineté en assemblées primaires de cantons : il est distribué pour l'administration et la justice, en départemens, districts, municipalités.

CHAPITRE III. *De l'état des citoyens.*

Art. Ier. Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt-un ans accomplis;

Tout étranger âgé pareillement de vingt-un ans accomplis, qui depuis une année vit de son travail dans la République, et y est domicilié;

Celui qui acquiert une propriété, et réside en France depuis un an;

Celui qui épouse une Française, et réside en France depuis un an;

Celui qui adopte un enfant ou nourrit un vieillard, et réside en France depuis un an;

Tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité,

Est admis à l'exercice des droits de citoyen Français.

Art. II. L'exercice des droits de citoyen se perd,

Par la naturalisation en pays étranger;

Par l'acceptation de fonctions ou faveurs émanées d'un gouvernement non populaire;

Par la condamnation à des peines infamantes ou afflictives.

Il est suspendu,

Par l'état d'accusation;

Par un jugement de contumace, tant que le jugement n'est pas anéanti.

CHAPITRE IV. *De la souveraineté du peuple.*

Art. Ier. Le peuple est l'universalité des citoyens Français.

Digitized by Google

Il exerce sa souveraineté dans les assemblées primaires.

Il nomme immédiatement ses représentans.

CHAPITRE V. *Des assemblées primaires.*

Art. Ier. Les assemblées primaires se composent de citoyens domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

Les assemblées primaires sont composées de six cents citoyens au plus, habiles à voter, et de deux cents au moins.

Ces assemblées sont constituées par la nomination d'un président, de secrétaires et de scrutateurs. Leur police leur appartient ; nul n'y peut paraître en armes.

Art. II. Les élections sont faites à haute voix ou au scrutin, au choix de chaque votant.

Les assemblées primaires ne peuvent, en aucun cas, déterminer un mode uniforme de voter.

Les scrutateurs constateront les citoyens qui, ne sachant pas écrire, voudraient voter à haute voix ou par le scrutin.

Les suffrages sur les lois sont donnés par oui et par non. Le vœu des citoyens réuni en assemblées primaires, est proclamé ainsi :

Les citoyens en assemblées primaires de..... au nombre de..... ont voté pour ou contre, à la majorité de.....

PARIS, *le* 13 *juin* 1793.

Le nouveau projet de constitution, présenté par le comité de salut public, est discuté, chaque jour, sans interruption, sans divagation, et chaque discussion amene un résultat : avantage inappréciable qui, laissant entrevoir un terme prochain aux maux de l'anarchie, calme les inquiétudes du peuple, et ranime ses espérances.

Dans le plan du comité, le corps législatif est un, indivisible et permanent : sa cession est d'un an. Ses fonctions sont de proposer des lois et de rendre des décrets. Les projets de lois sont précédés d'un rapport. La discussion ne peut s'ouvrir que quinze jours après le rapport. Le projet décrété est imprimé et envoyé à toutes les communes de la république, sous ce titre : *loi proposée*. 30 jours après l'envoi de la loi, si dans dix départemens, une ou plusieurs assemblées primaires n'ont pas réclamé, le corps législatif admet ou rejette définitivement la loi. S'il y a réclamation, et que le corps législatif persiste à proposer la loi, il convoque les assemblées primaires.

Digitized by Google

Le conseil exécutif est composé de 24 membres. L'assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps législatif choisit sur la liste générale les 24 membres du conseil. Il est renouvellé par moitié à chaque législature.

Un grand juré national est institué pour garantir les citoyens de l'oppression du corps législatif et du conseil. Il n'applique point les peines ; il renvoie devant les tribunaux.

Si dans la moitié des départemens plus un, une ou plusieurs assemblées primaires régulierement formées, demandent la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ces articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la République, pour savoir s'il y a lieu à une Convention nationale.

C'OMMUNE. — *Conseil-général révolutionnaire.*

Le comité central révolutionnaire, invité à rendre compte des mesures qu'il a prises pour se procurer les preuves des attentats commis contre la liberté par les députés mis en arrestation, annonce qu'il a nommé une commission pour recueillir toutes les pieces nécessaires au décret d'accusation, ainsi que les preuves suffisantes pour les faire punir.

Chaumette, pour prouver l'existence d'un complot contre les patriotes, observe que « d'honnêtes artistes se sont occupés à faire des guillotines à trente colliers pour faire périr trente personnes à la fois ; on lui a tenu ce propos en présence du citoyen maire.

Le conseil-général de la commune arrête qu'à l'avenir il ne sera délivré de certificats de civisme et des passe-ports pour sortir de Paris et aller s'établir dans les départemens qu'aux personnes qui auront acquitté toutes leurs contributions et notamment celles de 1792.

Le procureur de la commune ayant demandé que les fonds d'une souscription ouverte pour armer une frégate, fussent employés à fonder des rentes pour les matelots de Paris blessés, et pour leurs femmes et leurs enfans, le conseil-général a adopté cette mesure, et a nommé une commission pour en remplir l'objet et la mettre à exécution.

Le substitut du procureur de la commune requiert que demain l'on procede à l'organisation de l'armée révolutionnaire, décrétée par la Convention nationale. — Arrêté.

Digitized by Google

Des citoyens et citoyennes de couleur viennent réitérer dans le sein de l'Assemblée, le serment qu'ils venaient de prononcer au champ de la fédération. Le conseil a nommé une députation à l'effet d'accompagner les citoyens de couleur qui doivent présenter une seconde pétition à la Convention nationale, et a arrêté qu'il leur serait donné un guidon en place du drapeau dont ils ont fait hommage au conseil.

Le citoyen Varles a lu sa rédaction des Droits de l'Homme, qui a été vivement applaudie

Le comité de salut public de la Convention nationale invite le conseil à nommer des commissaires pour se concerter avec lui sur les moyens de sauver la chose publique. Le conseil nomme pour commissaire : Dunouy, Guyot, Jérôme et Perdrix.

Une députation de la section des Piques communique au conseil une adresse de cette section aux 47 autres sections : « Freres et amis, dit-on dans cette adresse, la section des Piques toujours attentive au maintien de l'équilibre qui doit conserver l'unité, la liberté de la République et les droits du citoyen, n'a pu apprendre sans douleur le décret de la Convention nationale, relatif à la levée d'une troupe, soldée dans Paris, sous le nom d'*Armée révolutionnaire.* » La section des Piques déclare qu'elle n'accuse point ceux qui ont formé ce projet d'une armée révolutionnaire, mais elle a contre ce projet le droit de représentation si-tôt qu'elle le trouve suspect. Elle termine en invitant les autres sections à nommer chacune deux membres pour se réunir mercredi prochain à l'evêché, et y rédiger une semblable adresse qui sera portée de concert à la Convention nationale. »

Le conseil reçoit avec plaisir la communication fraternelle que lui fait la section des Piques.

Les commissaires de garde au Temple, ont informé le conseil général que le fils d'Antoinette avait une hernie ; ils ont proposé de le faire soigner par Piplé, bandagiste. Le conseil a arrêté qne le bandagiste des prisons serait chargé de soigner cette maladie.

Nombre des prisonniers détenus dans les maisons de justice du département de Paris, le 6 juin 1793.

Conciergerie	322.
Grande-force	354.
Petite-force	129.
Ste.-Pélagie	118.
Madelonnettes	57.

Digitized by Google

Abbaye..... 80.
Bicêtre..... 228.
En état d'arrestation à la Mairie..... 22.

Total.....1310.

Etat des généraux qui commandent les armées de la République, et leur position.

Armées du Nord et des Ardennes. Général, CUSTINES. Quartier général à Bouchain.

Armée de la Moselle. Général, HOUCHARD. Quartier général à Sarrelouis.

Armée du Rhin. ALEXANDRE BEAUHARNAIS. Quartier général à Weissembourg.

Armée des Alpes. KELLERMANN. Quartier général à Chambéry.

Armée d'Italie. BRUNET. Quartier général à Nice.

Armée des Pyrénées orientales. DEFLERS. Quartier général à Perpignan.

Armée des Pyrénées occidentales. DUBOUQUET. Quartier général à Bayonne.

Armée des côtes de la Rochelle, depuis la Gironde jusqu'à Nantes. BIRON. Quartier général à Doué.

Armée des côtes de Brest., depuis Nantes jusqu'à St.-Malo. CANCLAUX. Quartier général à Nantes.

Armée des côtes de la Manche, depuis Saint-Malo jusqu'à Dunkerque. FELIX WIMPFEN. Quartier général à Bayeux.

Extrait d'une lettre des commissaires de la Vendée.

« Les plus grands malheurs nous menacent. Les brigands ont de grands succès. Saumur est pris. La déroute de nos troupes a été complette; elles se sont repliées sur Angers et Tours. Le général Menou vient d'arriver couvert de blessures. Quand il sera pansé, il rendra compte des détails de cette affaire. Envoyez-nous en poste des canons et des fusils, et des officiers-généraux. Cette déroute a été occasionnée par la lâcheté de quelques bataillons. Le dessein des rebelles est de se porter sur le département de la Sarthe, et de là dans la ci-devant Bretagne et Normandie.

DUNKERQUE.

Il est sorti du port de Dunkerque une flotte pour défendre nos côtes, composée de six voiles, savoir : le navire *la Ré-*

Digitized by Google

publique, commandé par le citoyen Castagner, commandant, armé de quatre canons de 24 et six de 10; *la Constitution*, commandée par le citoyen l'Hermite, armée de quatre canons de 24 et six de 8; l'*Egalité*, commandée par le citoyen Larmel, armée de deux canons de 24 et quatre de 8; *la liberté*, commandée par le citoyen Deriemeker, armée de deux canons de 24 et quatre de 28; l'*Argus*, commandé par le citoyen Crixs, armé de huit canons de 6; et *le Méfiant*, commandé par le citoyen Boudry, armé de six canons de 8.

NOUVELLES DES ARMÉES.

VALENCIENNES, *le 4 mai.*

Cette ville a encore deux portes de libres. L'ennemi a essayé en vain de s'emparer des hauteurs d'Anzin; il a été constamment et vivement repoussé. Cette ville est bien approvisionnée, et sa garnison est dans les meilleurs principes. Le camp de Sézanne devient chaque jour plus nombreux. Les déserteurs arrivent à chaque instant ici, et ils ne se passe pas de jours que nos postes sur l'extrême frontiere, n'y amenent des prisonniers. — L'abbaye des Prés à Douay, vient d'éprouver le même sort que celui de Marquette à Lille. Le feu s'y est manifesté hier matin, par la négligence, dit-on, des volontaires qui y étaient casernés, et a consumé ce magnifique monument. L'arsenal de cette ville expédie journellement pour les environs de Cambray des pieces d'artillerie des plus forts calibres, et des munitions en conséquence.

LILLE, *le 8 juin.*

Il paraît que l'ennemi veut nous attaquer sur cette partie de la frontiere; il tente à s'avancer sur notre territoire; mais il marche lentement, et toujours à l'abri des retranchemens qu'il éleve chemin faisant. Trente mille hommes nous cernent en ce moment, ils ont établi un camp entre Roubaix, Lannoy et Vatrelos, qui est, suivant le dire des déserteurs, de 6000 hollandais. Il y en a un autre sur la partie opposée de cette frontiere, non moins nombreux. Ces dispositions n'effraient pourtant point le général de division Lamarliere, ni nos braves légions sous ses ordres. Les retranchemens élevés de toutes parts, où l'ennemi pourrait nous inquiéter avec plus d'audace, approchent de leur perfection, et chaque poste est un fort, que, pour emporter, il faudra prendre d'assaut. Les déserteurs nous arrivent en grand nombre.

THIONVILLE, *le 6 juin.*

Une épidémie continue de ravager le pays de Luxembourg, il paraît qu'elle est très-meurtriere; mais les précautions ont

Digitized by Google

été si bien prises par le général Houchard, qu'il ne peut y avoir aucune communication entre cette province autrichienne et nos départemens limitrophes.

La division du général Laage, forte de 12 mille hommes, qui était campée à Forbach, est partie le 2 de ce mois, et se dirige sur Longwi, où elle doit arriver le 5 : 2,500 hommes de la garnison de Metz, qui sont partis aujourd'hui, vont se réunir à cette division. Ce mouvement paraît occasionné par celui des troupes autrichiennes, dont on dit qu'une colonne se porte sur la frontiere. Mais tout doit nous rassurer à cet égard. Les forces que l'ennemi pourrait détacher de sa grande armée vers Thionville et Longwi, ne sont pas assez considérables pour attaquer ces deux places.

NICE, *le* 28 *mai.*

Notre armée s'est réunie avec celle de Kellermann. Cette jonction a produit les meilleurs effets. La division qui est campée du côté de Saint-Martin d'Aost, et l'avant-garde de Kellermann s'emparerent hier de la ville de Saint-Steve et du fameux village de l'assiette. Nous avons gagné des hauteurs prodigieuses sans perdre presque personne : des poutres immenses, garnies de grosses roches, étaient encore prêtes pour rouler sur nous : nous nous en sommes emparés par les hauteurs. On a ensuite passé le défilé sans danger. Mille grenadiers ont traversé à la nage : ils ont trouvé dans l'Assiette, qu'on croyait inaccessible, plusieurs émigrés et prêtres réfractaires. Nous avons fait 200 prisonniers, pris 10 pieces de canons, 2000 fusils et 300 mulets à bât. Cet avantage peut avoir les suites les plus heureuses. On doit tout attendre de l'excellent esprit qui anime toute cette armée.

PERPIGNAN, *le* 2 *juin.*

Voici à-peu-près les dispositions des troupes espagnoles qui sont dans les environs : 9000 au camp de Boulan; environ 6000 autour de Bellegarde ; autant, à-peu-près, au camp d'Argelès, et 2000 entre Céret, Arles, Saint-Laurent, Palaldat, Prats-de-Mallo et autres cantonnemens.

Notre camp est de 15,000 hommes ; l'avant-garde est de 4000. Les ennemis paraissent avoir conçu des plans audacieux et vastes ; ils répandent leurs forces sur un grand cercle qui embrasse tout le district de Céret, et ils commencent à entamer celui de Perpignan. Leur camp de Boulan nous coupe toutes les grandes communications avec Bellegarde et le fort des Bains.

Le bombardement de Bellegarde est devenu un peu plus chaud qu'il ne l'était d'abord. Au-dehors quelques pans de

Digitized by Google

muraille se sont écroulés. Voici la situation de cette place qu'on doit regarder comme une clef de la République. Elle est située au-dessus du col de Pertuis, sur la frontiere de Catalogne, entre Céret et la Jonquière. Les Espagnols la prirent en 1674. Le maréchal de Schomberg la reprit l'année suivante. Après la paix de Nimegue en 1679, Louis XIV la fit fortifier. *Elle est aujourd'hui de la plus grande force.*

Le commandant Dubois-Brulé, ainsi que toute sa garnison, demeurent tonjouus inébranlables dans la généreuse résolution de s'ensevelir sous les ruines de la place.

L'armée d'Argelès a encore moins de succès. Les citoyens de Collioure, réunis à ceux de Bagnouls et une partie de la garnison, ont fait des sorties si fréquentes et si vigoureuses, ils ont si fort harcelé l'ennemi, qu'il a levé son camp de la Grange-de-Leclerc, et s'est replié sur le derriere d'Argelès, dans les Olivets de Camps.

On parle d'une flotte pour nous attaquer du côté de la mer : des voyageurs assurent que vingt vaisseaux de ligne ou frégates sont sortis de Carthagene; une partie de cette flotte doit, à une hauteur déterminée, se détacher avec deux régimens espagnols, pour se rendre en Amérique; le reste doit faire voile vers les côtes de la France méridionale.

Avant-hier, le camp de Boulan s'est répandu en gros détachement sur les campagnes qui avoisinent Thuir. Le bombardement de Bellegarde continue.

Extrait d'une lettre des commissaires envoyés à Perpignan, du 6 juin.

Le Fort-des-bains vient d'être pris avec sa garnison par les Espagnols, faute de vivres. Il nous faut promptement des troupes de ligne et de la cavalerie. L'ennemi est si nombreux que nous ne pouvons être que sur la défensive. Nous requerrons du secours par-tout.

BAYONNE, *le 7 juin.*

L'ennemi vient de forcer nos postes des montagnes. Nous avons perdu beaucoup de monde. Le général Lagenetiere est fait prisonnier.

Saint-Jean-pied-de-port va être assiégé. L'ennemi menace aussi Saint-Jean-d'Angely, et s'il s'empare de l'un de ces deux postes Bayonne sera assiégé.

Lettre du citoyen Vincent, ordonnateur de la marine au port de Bordeaux, au citoyen ministre de la marine.

Bordeaux, le 6 juin.

« Je vous rends compte de la rentrée dans notre riviere depuis

Digitized by Google

hier, du corsaire la *Citoyenne Française*, capitaine Dubedat, de 26 canons de 8 et de 12 en batteries, et des obusiers sur les gaillards, après un glorieux combat qu'il a soutenu le 13 de ce mois dernier, depuis six heures jusqu'à huit et demie du soir, contre une frégate anglaise de 40 canons, par la latitude de 42 degrés 24 minutes nord, de 15 degrés de longitude méridien de Paris. Le capitaine Dubedat a été tué dans le combat par un boulet qui l'a frappé dans la poitrine; le citoyen Rigal, son second, a pris le commandement; mais l'anglais ayant fait vent arriere, était désemparé de son beaupré et de son mât de mizaine, la *Citoyenne Française* le poursuivait; mais obligée de réparer toutes ses manœuvres hachées, elle a perdu l'ennemi de vue la nuit sans le retrouver le lendemain. Elle a eu 16 hommes de tués et 37 blessés. Elle doit mettre à terre 16 prisonniers anglais que je ferai mettre au château du Ha.

Les anglais avaient à bord beaucoup de troupes, nous leur avons tué beaucoup de monde; veuillez solliciter la reconnaissance nationale en faveur de l'épouse du capitaine Dubedat.

Digitized by Google

(N°. 99. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS

SAMEDI 22 JUIN, *l'an deuxieme de la République.*

PÉTITION

Des jeunes filles de Soncy, au citoyen Loménie-Brienne, évêque du département de l'Yonne.

SAGE Brienne, ô vous qui, de bon cœur,
Avez troqué, par prévoyance,
Les vains titres de monseigneur,
Et de grandeur et d'éminence
Contre celui d'évêque-citoyen,
Qu'à tous égards vous méritez si bien ;
Vous qui, bravant de l'évêque du Tibre
Les canons encloués et son courroux papal,
Avez su préférer au chapeau cardinal
Le fier bonnet de l'homme libre,
Agréez la pétition
Que vous présentent quelques filles,
Assez jeunes, assez gentilles
Pour mériter un peu d'attention.
A recevoir la confirmation
Notre pasteur avec soin nous prépare.
De nos plaisirs cruellement avare,
Ce rigoriste, en son humeur bizarre,
Jusques au jour du sacrement,
De la danse interdit le doux amusement.
Quel mal donc à danser ce froid censeur redoute ?
Ce plaisir innocent doit-il être interdit ?
Non, certes, et le saint-esprit,
Pour s'en fâcher, a trop d'esprit sans doute.
Quand le prophète-roi, dans un jour solemnel,
Transporta l'arche d'alliance ;
Alors dansant lui-même au milieu d'Israël,
David sanctifia le plaisir de la danse.
Franchement ne vaut-il pas mieux
Chanter, danser sous les yeux de nos meres ;
Qu'en secret aller deux à deux,

Digitized by Google

Le long des buissons épineux,
Cueillir les roses printanieres ?
L'herbe est hélas ! bien glissante au printems ;
Le sexe faible, et les bergers pressans :
Et sur ces rives bocageres,
De mille oiseaux les essaims amoureux
Offrent en ce moment aux fragiles bergeres
Des exemples bien dangereux.
Pour prévenir quelque fâcheuse histoire,
Rendez donc vîte un mandement,
Qui dans votre arrondissement,
Malgré ces gens à robe noire,
Permette au moins que l'on danse en tout tems,
Puisqu'aujourd'hui Bacchus défend de boire,
Et refuse aux humains ses aimables présens.
Oui, daignez à nos vœux pressans
Rendre au plutôt cette loi nécessaire.
Notre ménétrier jure et se désespere ;
Nos jeunes gens sont fort impatiens.
L'oisiveté des vices est la mere,
Et Belzébuth est, dit-on, bien malin ;
Vous le savez, non par expérience.
Enfin, monsieur l'évêque, enfin
Permettez-nous le plaisir de la danse,
Ou nous ne répondons de rien,
Et ce sera sur votre conscience.
Ce que faisant, vous ferez bien ;
Et désormais avec reconnaissance
Nous chanterons, au retour de la danse,
Vive, vive à jamais l'évêque-citoyen !

(*Par le citoyen* BENOIT-LAMOTHE.)

---

*Couplets chantés aux noces du C**, prêtre et ci-devant bénédictin.*

AIR : *Chantez, dansez, amusez-vous*, etc.

ALONS, messieurs, mariez-vous,
Profitez d'un si bel exemple ;
Mariez-vous, rien n'est si doux :
L'hymen vous offre enfin son temple.
Honneur au prêtre-citoyen
Qui fraie aux autres le chemin !

Digitized by Google

A cette marque parmi nous
Bon pasteur se fera connaître :
Celui qui sera pere, époux,
Doit passer pour le meilleur prêtre.
Honneur au prêtre-citoyen
Qui fraie aux autres le chemin !

Jesus l'a dit avec raison ;
Cette maxime est bien précise :
« Qui gouverne bien sa maison,
» Gouvernera bien mon église. »
Honneur, etc.

Électeurs, juges des vertus,
Songez aux prêtres qui sont peres,
Mais dont les enfans reconnus
Ne feront point rougir leurs meres.
Honneur, etc.

Allons, mes amis, réparons
Les pertes que cause la guerre.
Quand Mars dépeuple nos cantons,
Vénus doit repeupler la terre.
Honneur au prêtre-citoyen
Qui fraie aux autres le chemin !

Idem.

CHARADE.

DANS la gamme on voit mon premier.
C'est au milieu de mon dernier.
Qu'on entend sonner mon entier.

ÉNIGME.

VIT-ON jamais chose pareille ?
J'ai le talon près de l'oreille.
Tantôt blanc, tantôt gris, et le plus souvent noir.
La dépouille des morts forme tout mon avoir.

Digitized by Google

Mes flancs sont un cachot d'une noirceur extrême,
Où mon prisonnier vient s'enfermer de lui-même.
Je ne le quitte pas : avec lui tour à tour
Je vais à la campagne, à la ville, à la cour.
Je me prête à ses goûts; il marche sur ma trace;
Mais je trouve bien dur de le suivre à la chasse.
J'en reviens harassé : ce turbulent plaisir,
S'il revient trop souvent, me fait enfin périr.
Mais brisons là-dessus : il est tems de paraître.
Frappe du pied, lecteur, et tu vas me connaître.

LOGOGRIPHE.

Braves Français, vive la République !
C'est par moi seul qu'elle s'affermira.
Dans mes sept pieds on trouve une arme antique;
Ce que jamais fillette ne dira;
Une cruelle maladie,
Un instrument de chasse; un fruit du potager;
Du corps humain la plus noble partie;
Ce qui caché sous l'eau met la barque en danger;
Ce qu'on met au carcan; une couleur brillante;
L'emblême qui nous peint la fortune inconstante;
Une sorte de grains; un bien presbytéral,
Aujourd'hui bien national;
Un fil non lessivé; plus l'effet ordinaire
De l'orage sur la riviere;
Ce qui précede une grande maison;
Le cri de maint cochet; un adverbe; un pronom;
Un mot latin qu'on apprend en logique;
Pour lever les fardeaux une machine unique;
Le plus infect des végétaux;
Le plus riche des minéraux;
Ce qui fait peur à l'enfant et l'amuse;
Ce qui renferme des oiseaux;
Un abreuvoir pour les chevaux.
Je finis; tant de mots lassent enfin ma muse.

Par un Abonné.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 98.

Le mot de la Charade est *Sage-femme*; celui de l'Enigme est *Bonnet de nuit*; celui du Logogriphe est *Plaisir*, dans lequel on trouve *Paris*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Voyage en France, pendant les années 1787, 88, 89 *et* 90, *entrepris plus particulierement pour s'assurer de l'état de l'agriculture, des richesses, des ressources et de la prospérité de cette nation. Par Arthur Young, Ecuyer F. R. S.; membre de plusieurs Académies. Traduit de l'Anglais par F. S. avec des notes et observations, par M. de Casaux, et cartes géographiques de la navigation et du climat. 3 vol. in-8°., prix 13 liv. brochés et* 16 *liv.* 10 *sols franc de port, pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille.*

LE projet de parcourir en tout sens l'étendue de 27 mille lieues quarrées pour y observer tous les genres de culture et en rapporter des observations sur ce qu'on fait, sur ce qu'on ne fait pas et sur ce qu'on pourrait faire, demande une patience, un esprit de suite et une sorte de ténacité qui est bien dans le caractere anglais, et qui jusqu'ici nous a manqué. C'est aussi ce qui leur a fait perfectionner avec le tems tout ce qui concerne l'aisance, la commodité, l'utilité générale, tandis que nos progrès les plus marqués ne s'étendaient que sur des jouissances et des rafinemens qui n'étaient à la portée que du petit nombre. Long-tems en France on a tout fait pour les riches, parce que le peuple y était compté pour rien : en Angleterre il est compté pour beaucoup, et il serait bien tems qu'il en fût de même parmi nous. Hôpitaux, auberges, voitures publiques, chemins, places au spectacle, tout est encore à-peu-près dans ce même état d'imperfection grossiere qui fait voir qu'un peuple ne sait pas se procurer ce qu'il lui faut, ne sait pas s'assurer ces jouissances faciles et de tous les momens qui n'exigent pas les frais du luxe, mais seulement de l'ordre, de l'attention, de la propreté et une dépense fort médiocre en comparaison de tous les avantages qui en résulteraient. Je ne dis pas que nous puissions nous en occuper dès ce moment : nous avons autre chose à faire ; je veux dire seulement qu'il importe de savoir et de sentir que la liberté est bonne à tout, qu'il n'y a aucune espece de biens qu'elle ne doive effectuer, et que quand nous lui aurons bâti sa maison, il faudra songer à l'orner, à la rendre commode et agréable.

Il nous faudrait des hommes comme Arthur Young, amoureux du bien public, comme le sont les bons esprits, qui

Digitized by Google

savent que dans ce bien public se trouve leur bien particulier. C'est un excellent homme que cet Young, un vrai philantrope, passionné pour l'agriculture, la nourrice des états, la mere de tous les biens, et qu'un gouvernement sage doit rendre de plus en plus féconde. Young qui voyageait chez nous deux ans avant notre révolution, ne cesse de gémir dans son *journal* sur tous les fléaux qui désolaient ce beau pays, et particulierement sur tous les abus de la féodalité, aujourd'hui si heureusement détruits. Il détourne les yeux avec douleur de ces terreins immenses perdus en remises, en friches, en avenues, en garennes, etc. Mais il s'épanouit à la vue d'un champ de navets, d'artichauds, de pommes de terre, etc. Cependant sa passion pour l'économie rurale ne l'empêche pas de s'occuper des autres objets de l'administration publique, du commerce, de la répartition des impôts, etc. Il examine ce qu'était la France sous ces différens rapports, dans les voyages successifs qu'il entreprit pour la bien connaître, et il en trace un résumé qui prouve qu'un étranger qui a voulu voir par ses yeux peut apprendre bien des choses sur la France aux Français qui ne l'ont étudiée que dans leur cabinet.

Témoin de la révolution de 1789, il y prend cet intérêt que tout homme libre doit prendre à l'affranchissement d'une grande nation. Mais il faut bien pardonner à un Anglais de ne voir rien de plus beau dans le monde que le gouvernement de son pays : à mesure que nous nous en éloignons, le bon Young paraît se réfroidir un peu pour nous.

Il écrit d'ailleurs avec une simplicité, une candeur, une sorte de bonhommie pleine de bon sens, dont le caractere aimable n'est pas même effacé par tous les défauts de la traduction, qui fourmille de fautes de langage, de mauvaises constructions, d'anglicismes, et qui, vu le mérite intrinseque de l'ouvrage, devrait bien être remaniée par quelqu'un qui connaissant les deux langues, sût écrire dans la sienne.

La prédilection de l'auteur pour le gouvernement Anglais n'influe en rien sur l'examen détaillé du sol de la France, qui est le principal objet de son livre. Il en releve tous les avantages ; il admire la beauté des sites et des aspects dans plusieurs de nos provinces, et assure que cette espèce de voyageurs qui ne vante jamais que ce qui est à quelques milliers de lieues, ne trouverait rien au monde de si beau que certains cantons de la France, s'ils étaient au-delà des tropiques.

Il n'est pas à beaucoup près si content de nos auberges de route, et il n'a pas tout-à-fait tort. Il loue, il est vrai, les desserts, les vins, les liqueurs et même les lits ; ce qui ferait croire qu'ils sont bien mauvais en Angleterre. Voici ce qu'il

Digitized by Google

dit du reste : « Vous n'avez pas de salle à manger ; on vous » sert dans une chambre où il y a deux, trois ou quatre lits ; » des appartemens mal meublés ; les murs blanchis ou cou- » verts de différentes sortes de papiers dans la même cham- » bre, ou de tapisseries si vieilles que ce ne sont que des » nids à teigues ou à araignées, et les meubles sont si mau- » vais qu'un aubergiste Anglais en ferait du feu. Par-tout, » en guise de table, on met une planche sur des barres de » bois croisées, qui sont si bien arrangées qu'elles ne laissent » de place pour les jambes qu'aux extrémités : des chaises » de chêne avec des fonds de jonc, et un dossier perpendi- » culaire qui ôte toute idée de se reposer après la fatigue. » Les portes donnent de la musique en laissant entrer ; le » vent souffle par toutes les crevasses, et les gonds écorchent » les oreilles. Les fenêtres admettent la pluie avec le jour : » quand elles sont fermées, il n'est pas facile de les ouvrir, » et quand elles sont ouvertes, pas aisé de les fermer. Les » balais de laine ou autres et les brosses à frotter ne sont pas » dans le catalogue des articles nécessaires à une auberge « française. De sonnettes, il n'y en a pas ; il faut continuel- » lement s'égosiller pour appeller la fille, et quand elle » paraît, elle n'est ni propre, ni bien mise, ni jolie. La » cuisine est noire de fumée ; le maître est en général le cui- » sinier, et moins on voit de ses opérations, plus on est » dans le cas d'avoir appétit pour dîner ; mais cela n'est pas » particulier à la France. Abondance de casseroles et de meu- » bles de cuisine de cuivre, mais pas toujours bien étamés. » La maîtresse ne classe pas la politesse et les égards pour » ses convives au rang des qualités nécessaires pour son » commerce. »

Il faut avouer que ce tableau, loin d'être chargé, est encore fort adouci ; l'auteur pouvait y joindre bien des traits encore plus choquans, la mal-propreté dégoûtante de la vaisselle, du linge, des verres, des vases de toute espece, etc. Quelle en était la cause ! la misere et sur-tout la crainte des impôts : on en eût écrasé l'aubergiste, s'il avait eu dans sa maison un air de propreté qui eût supposé quelque aisance. La liberté doit remédier à tous ces maux : je dis la liberté, c'est-à-dire, l'ordre légal qui consacre le droit de propriété ; car si l'on passe du despotisme qui menaçait les propriétés par l'oppression, à l'anarchie qui les menace par le brigandage ; si, pour être bien logé, bien meublé, bien vêtu, on est *coupable* ou *suspect*, on n'a fait alors que changer de maux. Heureusement ce dernier est le pire de tous ; il est, de sa nature, intolérable, et c'est pour cela qu'il ne saurait durer.

« Dans un espace de douze lieues de pays, situé entre la » Garonne, la Dordogne et la Charente, et conséquemment » dans une des plus belles parties de la France pour trouver

Digitized by Google

„ des débouchés, la quantité de terres en friche que nous „ rencontrâmes est étonnante; c'est le trait dominant du ter- „ rein dans toute la route. La plupart de ces landes appar- „ tenaient au prince de Soubise, qui n'en voulut jamais ven- „ dre aucune partie. Ainsi toutes les fois que vous rencontrez „ un grand seigneur, même quand il possede des millions, „ vous êtes sûr de trouver des propriétés en friche.... Cher- „ chez le lieu de leur résidence, quelque part qu'il soit, et „ vous le trouverez probablement au milieu d'une forêt bien „ peuplée de daims, de sangliers et de loups. Ah ! si j'étais „ seulement pendant un jour législateur de France, je ferais „ bien danser tous ces grands seigneurs. „

Notre Anglais écrivait ceci en 1787 : il a dû avoir satisfaction depuis et au-delà; mais ce n'est pas le tout de rendre des terres à la culture ; il faut y attacher le cultivateur, et cela ne se peut faire qu'avec un bon gouvernement.

On ne sera pas étonné de l'indignation du voyageur sur ces usurpations féodales qui stérilisaient la terre; il n'y avait qu'un cri là-dessus chez tous les gens qui pensent : voici une observation beaucoup moins importante, mais qui surprendra un peu davantage : „ Il faut que je fasse une remarque sur „ cette nombreuse table d'hôte, parce qu'elle m'a souvent „ frappé : c'est la taciturnité des Français. Je m'attendais, en „ entrant dans le royaume, à avoir les oreilles constamment „ rebattues par la volubilité et la vivacité de cette nation, „ dont tant de personnes ont écrit, étant, je m'imagine, au „ coin du feu en Angleterre. A Montpellier, quoique je fusse „ une fois en compagnie de quinze personnes, dont quelques- „ unes étaient des dames, il me fut impossible de leur faire „ rompre leur inflexible silence autrement que par des mono- „ syllabes, et toute la compagnie avait plutôt l'air d'une „ assemblée de quakers que de la société mêlée d'une nation „ fameuse par sa loquacité. A Nismes aussi, quoiqu'il y ait „ à chaque repas une différente compagnie, c'est toujours la „ même chose ; aucun Français n'ouvre la bouche. Aujour- „ d'hui à dîner, désespérant de cette nation, et craignant „ de perdre l'usage d'une organe dont ils avaient si peu „ d'envie de se servir, je me mis à côté d'un Espagnol, et „ ayant été depuis si peu de tems dans son pays, je le „ trouvai prêt à converser, et assez communicatif; mais nous „ parlâmes plus à nous deux que trente autres. „

C'est peut-être la premiere fois qu'on s'est plaint si amérement de *la taciturnité* française. Il n'y a qu'heur et malheur : il faut que le bon Young ait tombé dans un mauvais jour, soit à Montpellier, soit à Nismes. Il m'est arrivé aussi quelquefois de dîner à table d'hôte, et autant que je m'en souviens, ce n'est pas du silence qu'on aurait pu se plaindre.

Digitized by Google

Autre remarque : « Je rencontrai aujourd'hui un exemple » d'ignorance chez un marchand Français, bien mis, qui me » surprit. Il m'avait étourdi d'une multitude de folles ques- » tions, et me demanda pour la troisieme ou quatrieme fois » de quel pays j'étais. Je lui répondis que j'étais Chinois. » — Combien y a-t-il d'ici à ce pays ? — Deux cents lieues, » répliquai-je. *Deux cents lieues ! diable ! c'est un grand chemin.* » L'autre jour un Français me demanda, lorsque je lui eus » dit que j'étais Anglais, si nous avions des arbres en Angle- » terre. Je lui répondis que nous en avions quelques-uns. » — Si nous avions des rivieres ? — Oh ! point du tout. — » *Ah ! ma foi, c'est bien triste.* Cette ignorance crasse, com- » parée aux connaissances si universellement répandues en » Angleterre, doit être attribuée, comme toute autre chose, » au gouvernement. »

J'admets la conséquence ; mais le bon Young n'a-t-il pas voulu s'égayer un peu malicieusement aux dépens de l'ignorance françoise ? Je conviens que graces à la mauvaise éducation, suite du dénuement absolu d'une classe très-nombreuse du peuple sous l'ancien régime, cette ignorance était grande : elle l'est malheureusement encore, et c'est la cause la plus générale de tous nos maux. Mais il y a un excès de stupidité qui par-tout est rare, et si notre voyageur s'est imaginé qu'il trouverait communément parmi nous des gens capables de demander *s'il y a des arbres et des rivieres en Angleterre*, il nous croit un peu plus bêtes que nous ne sommes.

A propos d'ignorance, cette traduction (dont je n'ai pas voulu d'ailleurs examiner le style) en offre un trait qui n'est pas commun. « La maniere de vivre qu'adoptent ici les né- » gocians est très-*luxurieuse* : leurs maisons et leurs établissemens » sont très-dispendieux ; ils donnent de grands repas, etc. » Il est clair que le traducteur a cru que *luxurieux* venait de *luxe*, quoiqu'il vienne de *luxure* ; ce qui est fort différent. Il s'en serait apperçu, pour peu qu'il se fût souvenu de son catéchisme et des commandemens de Dieu : *Luxurieux point ne seras.* Mademoiselle Luquet, la gouvernante du vieil abbé Terrasson, le voyant fort mal, et en danger de mort, crut devoir faire venir un confesseur, et d'autant plus que son maître passait pour être *entiché de philosophie.* Le prêtre fit quelques questions au malade qui s'y prêtait avec assez de complaisance, et même de gaieté, comme on va le voir. Il lui demanda entre autres choses s'il avait été *luxurieux.* — *Luxurieux ! ah ! c'est du plus loin qu'il me souvienne. Attendez : j'ai ici une bonne gouvernante qui me sert depuis assez long-tems, et qui pourra vous dire cela mieux que moi. Mademoiselle Luquet, ai-je été luxurieux ?* Cette petite histoire pourra peut-être apprendre au traducteur ce que signifie *luxurieux.*

Digitized by Google

ANNONCES.

Les Nuits d'Young, en vers français, avec le texte de Letourneur, et *Télémaque*, en vers français, avec le texte de Fénelon, notes et citations, poëmes, chacun de 24 chants, *in*-12, papier vélin, presse de Didot. On souscrit à Paris, chez J. E. Hardouin, auteur et éditeur, rue St. Antoine, n°. 64, vis-à-vis celle de Fourcy, à raison de 6 liv. par volume des Nuits, et de 8 liv. par volume de Télémaque. On les trouve encore à Paris, chez Girod et Tessier, rue de la Harpe, à côté de celle des Deux-Portes; chez Bailly, rue St. Honoré, barriere des Sergens; chez Royez, rue J. J. Rousseau, maison de Bullion, et quai des Augustins, n°. 52. Les deux premiers volumes de chaque ouvrage paraissent, à raison de six Nuits et de quatre chants de Télémaque par volume; ce qui formera 4 volumes des Nuits et 6 volumes du Télémaque.

Traité du tribunal de famille, contenant une instruction détaillée sur la compétence et les fonctions de ce tribunal, considéré sous ses divers rapports, suivie d'un formulaire de tous les actes et procédés d'instruction qui peuvent avoir lieu en ce tribunal dans toutes les affaires susceptibles d'y être décidées; terminée par plusieurs décisions des comités de constitution et conseil de justice. Par Guichard (3ème. édition), auteur du *Code municipal*. A Paris, chez Devaux, libraire, palais Egalité, n°. 181; et Guichard, quai des Théatins. 2 l. 10 s. pour Paris, et 3 liv. franc de port pour la province.

Œuvres philosophiques de M. Hemsterhuys, 2 vol. *in*-8°. A Paris, de l'imprimerie de Janssen, cloître St. Honoré, et se trouve chez Framard, commissionnaire en librairie, quai des Augustins, n°. 27.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 29 mai 1793.

L'IMPÉRATRICE de toutes les Russies, et qui voudrait l'être du monde entier, après avoir aggrandi ses domaines déja trop vastes pour être bien gouvernés, après y avoir joint la partie la plus importante de la malheureuse Pologne, une seconde fois démembrée par elle et par les descendans de ses premiers complices, s'occupe du soin de laisser une postérité qui puisse achever un jour d'exécuter tous les grands projets pour lesquels elle a ménagé des pierres d'attente, de compléter en un mot l'édifice d'une puissance colossale, et d'offrir au monde étonné le spectacle des glaces polaires et des riches et fécondes campagnes de la Turquie d'Europe, même de celles d'Asie, si l'on peut y parvenir, réunies sous le sceptre des maîtres d'un peuple encore presque sauvage, puisqu'à peine un siecle s'est écoulé depuis le tems où les Polonais et les Suédois attaquaient ou du moins repoussaient avec succès les entreprises de ce peuple alors ignoré dans l'Europe, qu'il fait trembler aujourd'hui pour sa liberté.

Suivant des lettres de Pétersbourg du 17 mai, la princesse de Badę doit faire le 21 de ce mois sa profession de foi solemnelle, en vertu de laquelle elle sera unie à l'église grecque. Immédiatement après cette *auguste* cérémonie on célébrera les fiançailles de la jeune princesse avec le fils aîné du grand-duc de Moscovie. — La bienfaitrice du ci-devant comte d'Artois, qu'elle a envoyé en Angleterre pour s'aboucher avec le cabinet britannique, et animer par sa présence les émigrés Français qui doivent seconder par des troubles intérieurs les attaques extérieures des puissances coalisées auxquelles elle va tâcher de prendre elle-même une part directe, a fait tenir à M. Dundas une riche tabatiere d'or ornée de son portrait : on l'estime 20,000 roubles. C'est le présent donné à l'occasion de la signature du nouveau traité de commerce. On avait dit que la défense d'introduire en Russie des matieres premieres et objets de fabrique de France pourrait bien être levée; mais c'était un bruit sans fondement, sur-tout d'après ce nouveau traité de commerce avec l'Angleterre; en effet, à l'exception des vins et de quelques autres articles de France, les Russes seront approvisionnés par les Anglais de tout ce que leur industrie, encore dans l'enfance, ou la stérilité de leur sol ne leur permet

Digitized by Google

pas de se procurer : ils en seront quittes pour le payer un peu plus cher. La haine de Catherine II contre tout ce qui tient à la France est trop prononcée pour qu'elle permette l'entrée des marchandises françaises avec lesquelles elle craindrait qu'on n'importât dans ses domaines, qu'elle veut continuer de gouverner despotiquement, le nouvel esprit dont la France est animée. Voici les termes positifs de l'ukase qui a paru. « Toutes les marchandises de France sont prohibées ; les marchandises manufacturées qui viennent de France, et qui peuvent aussi être fabriquées en d'autres endroits, doivent être munies d'une attestation qui date de quatre mois après la publication de cette ordonnance. Les marchandises glissées en fraude doivent être détruites, et celles qui ne peuvent l'être ne seront point vendues, mais seront rembarquées dans l'espace de 14 jours. Les navires qui sont partis de France depuis le 10 janvier ne pourront point décharger leurs marchandises, mais seront renvoyées des ports de la Russie. Il ne sera permis que jusqu'au 1er. janvier 1794 d'introduire des marchandises de soie, de laine et de coton, ainsi que des bijouteries et autres objets semblables. Mais aux frontieres, cette ukase sera en vigueur depuis le 1er. juin de cette année. Toutes les marchandises prohibées qui restent dans le pays seront timbrées de nouveau ; les magasins seront visités deux fois l'an. » — C'est d'après cette haine que l'impératrice envoie dans la Méditerranée une flotte qui doit avoir à bord 12,000 hommes de troupes de debarquement. Les trois divisions ont mis à la voile de Cronstadt le 17 mai ; elle est attendue à Copenhague, où, vu la neutralité et sur-tout la crainte d'un ennemi puissant, on ne pourra refuser de la recevoir ; on assure que les Anglais prennent ces troupes à leur solde : au reste, la France peut compter sur la neutralité du Danemarck, ainsi que sur celle de la Suede qui manifesteraient même, en cas qu'ils pussent se promettre de se voir appuyés, des sentimens encore plus favorables à la République.

La Russie toujours prête à devenir l'ennemie de la Porte Ottomane, n'a pas pu l'engager dans la ligue presque générale des rois. Ses démarches à cet égard auraient été suspectes ; elle s'est contentée de faire agir l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre ; car nous ne comptons pas l'Espagne, qui pourtant a pris quelque part dans ces intrigues malveillantes. Il est certain aujourd'hui que la Porte sentant combien elle doit redouter l'Autriche et la Russie lorsqu'elles se réunissent pour lui faire faire une démarche même avantageuse pour elle en apparence, puisque les arrieres-pensées des deux cours sont en derniere analyse d'en tirer parti, a su éviter le piege en déclarant officiellement qu'elle resterait neutre : ce qui lui ménage toujours la possibilité de renouer avec la France des liaisons qui ont duré si long-tems, et qui sont réciproquement si avantageuses aux deux états.

Digitized by Google

Voici la pièce où sont consignées ces dispositions pacifiques.

« Il est de notoriété publique que la sublime Porte Ottomane est amie des Français, et conséquemment à cette amitié, elle croit devoir manifester que son intention est de garder une parfaite neutralité dans la guerre qui vient de se déclarer entre la France, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et l'Allemagne; pour cet effet, elle veut renouveller les ordres qui ont été donnés dans les guerres précédentes, et qui ont été communiqués aux ministres respectifs des puissances belligérantes; il a été alors enjoint au capitan-pacha de veiller à ce que les négocians et les bâtimens qui naviguent dans les mers de l'Empire Ottoman, eussent à ne pas exercer des actes d'hostilité sous le canon des châteaux, dans les ports et les échelles, et à trois milles de distance en-dedans des côtes et parages; de s'adresser amicalement aux consuls respectifs pour contenir ceux qui voudraient contrevenir à ces dispositions; de rechercher et punir rigoureusement les sujets de la sublime Porte qui voudraient s'enrôler pour la course; de prendre garde qu'aucuns sujets de sa hautesse ne chargeassent point leurs effets et marchandises sur les bâtimens des puissances en guerre, sans être munis d'une piece des consuls respectifs; d'avoir soin que les commandans des vaisseaux de la sublime Porte, qui pourraient se trouver présens dans une action entre des vaisseaux des susdites cours, n'y prissent aucune part, et de ne point témoigner la moindre partialité, ni la moindre préférence entre les uns et les autres. La sublime Porte étant dans l'intention de suivre le même plan dans cette guerre, elle a adressé le même commandement au capitan-pacha; elle en a fait part amicalement au chef des Français, afin qu'il en informe en France à qui de droit, que les puissances belligérantes étant toutes des amies, elle prétend rester neutre dans cette guerre, et que voulant se conduire d'après les principes de la neutralité, la France doit également s'y conformer. Le chef donnera à la sublime Porte sa réponse à cette communication, pour être enregistrée dans les registres.»

Les états barbaresques, indépendans à la rigueur de la Porte Ottomane, sans laquelle ils peuvent faire à leur gré la paix ou la guerre, mais accoutumés à suivre l'impulsion donnée par le chef de leur croyance, vont suivre cet exemple, du moins si l'on en juge par la conduite du dey d'Alger. Il a reconnu la République Française, les traités ont été renouvellés; il a promis de respecter son passe-port, le consul de France a été agréé, et cela au milieu des nouvelles les plus sinistres pour la France qu'on répand journellement dans le pays.

Le sujet de cet écrit est que, l'an 1204, au commencement de la lune de Regieb, notre prédécesseur d'heureuse mémoire Mahoumet-pacha, a renouvellé les anciens traités d'amitié et de paix avec la France, et a promis d'en maintenir l'exécution sans y apporter aucune infraction: et actuellement le consul de

Digitized by Google

France nous ayant demandé que lesdits traités fussent renouvelles, au même titre que par le passé, avec la République de France, ce renouvellement vient d'être consigné ici ce jourd'hui 9e. de la lune de Chewal de l'année de l'Egire 1207, afin que dans l'occasion on puisse y avoir recours, et agir en conformité. Fait au commencement de la lune de Chewal, l'an 1207. *Signé* du sceau du dey accoutumé.

On mande de la capitale de l'empire turc, en date du 25 avril, que le capitan-pacha conduira incessamment une escadre dans l'Archipel, pour y faire respecter la neutralité, et l'on ajoute que de mémoire d'homme il n'y a fait aussi froid qu'actuellement. La disette dans tous les genres de vivres est très-grande et bien affligeante. Le pain est fort mauvais, et la rareté de la viande, du bois et du charbon telle que souvent l'on ne peut s'en procurer même à prix d'argent. Il n'y aura plus moyen de tirer des grains de la Pologne; mais l'on va profiter de la permission donnée par l'empereur de s'en fournir dans ses états. De plus, 15 vaisseaux vont rapporter des grains de Warna; d'ailleurs, on espere beaucoup cette année de la récolte que promet l'Egypte.

On apprend par les derniers avis de Stockholm le prochain départ du comte de Stackelberg, ambassadeur de Russie, qui a eu le 23 mai son audience solemnelle de congé, où il a mis beaucoup de magnificence. Le duc-régent et tous ceux qui aiment sincerement leur pays le voient partir avec plaisir. Ce prince compte rester au camp de Ladugar pendant le petit séjour que le roi son neveu doit faire au château de Haga, à la suite duquel ils entreprendront le voyage instructif prémédité dans les diverses provinces du royaume dont il est question déja depuis quelques mois. Les mesures de sûreté n'en souffriront en rien, et les moyens d'amélioration pourront y gagner beaucoup. Une partie de la flotille doit aller à Abo dans la Finlande, où elle est attendue incessamment. De plus, l'amirauté a désigné, pour la protection du commerce, l'armement de quatre frégates, dont une ira dans la Méditerranée. Outre la nouvelle forteresse frontiere, élevée à Likala en Finlande, on en bâtit encore une nouvelle à Warkan dans le Savolax. L'état recueille déja le fruit des sages dispositions du régent. La seule branche des péages maritimes a rendu, l'année derniere, un million et demi d'écus suédois.

Tandis que le frere de Gustave III rétablit, par son administration prudente, un pays que l'ambition et l'humeur trop belliqueuse du feu roi avait failli de perdre; tandis que d'un autre côté le Danemarck prospere sous une forme de gouvernement faite pour effrayer quand elle est en de mauvaises mains, puisque ce n'est rien moins que le despotisme absolu confié, il est vrai, au prince par le peuple pour se retirer de l'oppression où le tenait la noblesse, les satellites de l'im-

Digitized by Google

pératrice de Russie achevent de façonner la Pologne au joug de leur maitresse. Ils sont répandus dans tous les endroits où se tiennent les assemblées primaires pour l'élection des députés à la nouvelle diete que prépare le conseil permanent, dont le rétablissement a été notifié au corps diplomatique étranger par deux notes, l'une du comte Plater Castellan de Throck, président par *interim* du département des affaires étrangeres, et l'autre du prince Sulkouski devenu grand-chancelier, sans préjudice de l'administration en chef du département des affaires étrangeres, dont il a été aussi revêtu depuis. Un des premiers actes de la nouvelle confédération générale sous de pareils auspices a été de casser le décret lancé par la diete précédente contre le prince Poninski qu'elle a réintégré dans toutes ses dignités; que l'on juge d'après cela sur quels hommes tomberont les choix forcés par la présence des troupes Russes, ou même nagueres Polonaises: car déja deux généraux, 80 officiers de l'état-major, et 18,000 soldats tous dans les nouvelles acquisitions ont prêté le serment de fidélité à l'impératrice. Indépendamment de l'acquisition de cette armée, les Russes ont trouvés à Kaminieck 400 canons, une très-grande quantité de poudre, et des munitions de tout genre pour un an.

La cour de Vienne vient aussi de notifier ses demandes. Mais on ajoute qu'elle ne fera prendre possession des Waiwodies de Cracovie, de Sendomir et de Lublin que lorsque certains autres objets seront arrangés définitivement. Triste mais tranquille spectateur de ce qu'on fait chez lui, sans lui et même contre lui, le faible roi de Pologne, qui va bientôt n'être plus qu'un gros seigneur de paroisse, a quitté Grodno pour se rendre à Byalistock, terre appartenante à sa sœur.

Le roi de Prusse va, dit-on, jetter à Dantzick les fondemens d'une puissance navale qui se bornera pour le commencement à quelques galeres, chaloupes canonnieres et autres petits bâtimens.

De Francfort-sur-le-Mein, le 7 juin.

On écrit de Vienne que l'impératrice est sortie pour la premiere fois, après ses couches, le 20 du mois dernier. On a mis beaucoup de solemnité dans cette espece de fête; des illuminations, des acclamations universelles ont accueilli la cour impériale, qui doit être très-satisfaite des dispositions de ses sujets. Peut-être s'altéreront-elles un peu par le rétablissement de l'impôt du trentieme dénier sur les marchandises importées des états héréditaires dans la Hongrie; l'empereur Joseph l'avait supprimé; mais les circonstances impérieuses commandent d'y songer. On évalue son rapport annuel à 5 ou 600,000 florins. On craint aussi beaucoup qu'il ne faille bientôt revenir à la création d'un papier-monnaie pour subvenir aux frais de

Digitized by Google

la guerre. Dans ce cas, les dépréciateurs des assignats seront trop heureux que leurs billets sans hypotheque ne perdent pas plus que le papier de France.

L. M. accompagnées d'une petite suite, se sont rendues le 27 au château de Laxembourg. — Il s'est encore tenu ces jours derniers une grande conférence d'Etat, à laquelle l'empereur n'a point assisté de peur de gêner les opinions; le résultat lui a été envoyé sur-le-champ. — On assure que le cabinet britannique n'approuve pas les mesures qui ont été prises en Pologne; et l'on ajoute qu'il coopérera de toutes ses forces à faire attacher aux Pays-Bas la Flandre et le Hainaut Français.

Le décret de ratification impériale, concernant les mesures prises par la diete de Ratisbonne, rend compte de tous les efforts que fait l'empereur dans les circonstances actuelles; il y est dit que les troupes que S. M. I. a fait marcher pour combattre les Français, y compris celles qui sont en Italie, montent à 225,075 hommes. On peut se permettre quelques doutes sur l'exactitude de ce calcul. Il est pourtant vrai que l'Autriche met depuis quelque tems beaucoup d'activité dans ses mouvemens militaires, et qu'elle tâche de suppléer à cet égard à l'espece d'indolence de la Prusse, qui paraît avoir ralenti les siens. Suivant les mêmes lettres de Vienne, trois bataillons de grenadiers des régimens de Burger, St. Julien et Keating, sont partis d'ici le 24 pour se rendre aux environs de Mayence; deux compagnies de bombardiers ont pris la même route, sans compter deux bataillons de grenadiers, partis le 27 avec leurs bagages, mais pour les frontieres de la Baviere toujours convoitée par l'Autriche.

De plus on trouve les détails suivans dans des lettres de Nuremberg, en date du 27 mai, dont la gazette de notre ville a fait usage.

Un corps de 26,000 hommes d'infanterie et de 4000 de cavalerie, faisant partie de l'armée de réserve, est en marche pour les armées des Pays-Bas et du Rhin. Le bataillon des grenadiers de Walsch a passé près de cette ville le 25; il a été suivi hier par les bataillons des grenadiers d'Ulrich, de Shmoltz, d'Attenis et d'Ulm. Au commencement de juin arriveront les troupes suivantes: les carabiniers d'Albert, un bataillon d'infanterie de Fr. Kinsky, un détachement d'artillerie de 429 hommes et de 304 chevaux, un bataillon de Wenceslas Collorédo, deux bataillons de Kaunitz, un de Klebeck, deux d'Archiduc Charles, un de Jordis, un de Grand-Maître Teutonique, un de Charles Schroëder, de l'artillerie de réserve.

Les troupes suivantes passeront par la Souabe, savoir: les carabiniers d'Empereur, un bataillon d'Olivier-Wallis, un de Lascy, un de Huf, un de Mitrowsky, un d'Empereur et un de Manfredini.

Indépendamment de ces troupes, il passera encore par le cercle

Digitized by Google

cercle de Franconie les suivantes, savoir : les cuirassiers d'Archiduc François, un bataillon de Warasdins et un d'Esclavons; mais la marche de ces dernieres troupes n'est pas encore réglée.

Voici le rapport détaillé que les ennemis des Français donnent eux-mêmes de la surprise du camp Prussien à Marienborn :

Les Français avaient choisi la nuit du 30 au 31 mai, pour exécuter le projet hardi d'enlever les généraux du quartier-général de Marienborn (le général Kalkreuth, le prince Louis-Ferdinand de Prusse, le duc de Weimar, etc.), et de mettre le feu au camp prussien. Cinq à six mille hommes de la garnison de Mayence furent détachés pour cette entreprise, tandis qu'une canonnade terrible de Mayence répandait l'alarme dans tous les camps en-deçà et en-delà du Rhin. Des paysans avaient été commandés cette nuit, pour déblayer une partie des champs. Instruite de ces dispositions, et ayant su se procurer, par trahison, le cri de guerre des Prussiens, l'avant-garde des Français vint à minuit à Brezenheim, ayant leurs habits retournés, et portant des torches de paille et des fagots, enduits de poix et de soufre, passa tous les postes, se disant des paysans commandés pour le travail mentionné. Le greffier de Niedercolm les conduisait. Deux colonnes armées suivirent de près, et se dirent des troupes impériales; assertion que le cri de guerre qu'ils firent connaître confirmait. Ils arriverent ainsi dans le camp des cuirassiers de Weimar, des bataillons de Vegener et de Manstein, entrerent dans les tentes des officiers, en massacrant ou blessant tout ce qu'ils rencontraient, tant hommes que chevaux. De-là ils se rendirent à Marienborn, où ils ne causerent pas moins de perte. Leur cri, *vive la nation !* fit bientôt voir à qui l'on avait à faire. Les Prussiens furent bientôt sur pied, et le prince Louis-Ferdinand, qui leur était échappé avec grande peine, chercha à les couper, tandis qu'un détachement de hussards de Wurmser les repoussait vivement. L'ennemi fut enfin obligé de se retirer en grande hâte, sans avoir réussi dans ses desseins. Les Prussiens ont eu 5 officiers et 59 soldats de tués; plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvent l'aide-de-camp-général et le prince Louis, ainsi que 67 soldats, ont été blessés. Il y a 150 chevaux tant tués que pris. Le général Kalkreuth, le duc de Weimar, les généraux Manstein, Bosch et Wolframsdorf ont perdu presque tous leurs chevaux. Les Français ont laissé 300 morts et blessés sur la place, et on leur a fait prisonniers 2 officiers et 33 soldats. L'espion qui les avait conduits, ayant été pris, a été pendu dimanche. Il y a des soupçons que le ministre ou curé de Marienborn et le prévôt ont participé à la trahison; aussi le premier a-t-il été arrêté; celui-ci s'est mis en sûreté en prenant la fuite.

Digitized by Google

Nota. Une lettre de Hochheim ne parle point d'habits retournés, mais avoue bonnement que la négligence des postes avancés des Prussiens, et des espions intelligens, ont facilité l'entreprise des Français. Leur perte prétendue de 300 hommes est évidemment exagérée, celle des ennemis est dissimulée.

Il est arrivé sur le Rhin près d'Ectwied 25 bateaux hollandais, qui y ont conduit 12 pieces de canon de 24 livres de balle, 10 de 18, 14 obus de 18 et 8 mortiers; cette artillerie est destinée pour le siége de Mayence. — 8000 Palatins et Bavarois se sont aussi rendus à Oppenheim: ils occuperont la pointe du Rhin. L'électeur Palatin ne croit pourtant rien faire qui blesse la neutralité; il a même déclaré de nouveau que, comme souverain, il n'exercera jamais aucune hostilité contre la France, ni contre aucun autre voisin: mais il ajoute que, comme membre de l'Empire, il ne refusera pas de remplir ses devoirs constitutionnels. — On nous annonce de Fribourg, dans le Brisgaw, l'arrivée d'un grand nombre de pontons qui ont été transportés dans la vallée de Kirchzart. — Les troupes se renforcent aussi de ce côté: le corps d'armée sera porté à 36,000 hommes. On présume que le général Wurmser projette une entreprise sur la Haute-Alsace, afin d'opérer quelque changement dans l'armée Française du côté de Wissembourg. Le camp sera établi entre Pellingen sur le Rhin et Neubourg; on désire qu'on puisse retarder la formation de ce camp jusqu'après la récolte qui promet la plus grande abondance.

S'il faut en croire des lettres de Cologne, il y regne parmi les prisonniers Français une espece de maladie contagieuse, dont il périt de 15 à 20 hommes par jour; la chose est possible, mais on ne conçoit pas pourquoi cette maladie se concentre précisément dans les Français. Peut-être ne répand-on cette nouvelle que pour en contre-balancer une autre plus certaine, c'est qu'effectivement les Autrichiens perdent beaucoup de monde dans le Luxembourg, par une maladie que l'on attribue à la mauvaise qualité des vivres.

Quinze mille hommes de troupes Françaises sont entrées dans le duché de Deux-Ponts; ils y ont même pris Carlesberg, et s'y sont abondamment approvisionnés.

Provinces-Unies et Belgique.

On mande de Bruxelles, en date du 3 de ce mois, qu'un corps de 3000 hommes de troupes françaises est entré dans la principauté de Chimai. Cette incursion leur a valu plus de 100 charriots chargés de toute espece de munitions de bouche. Quelques malheureux bourgeois se sont fait tuer en voulant

Digitized by Google

prendre les armes pour résister à des forces trop supérieures. — On a encore vu passer par cette ville le 1er. et le 2 plusieurs trains d'artillerie composés de pieces de siége, de mortiers et d'obus, escortés par un corps de 5 à 6 cents canonniers venant de la Bohême. Il a également passé mille à douze cents hommes de divers régimens se rendant aux frontieres. La moitié de l'armée de réserve qui est en marche de l'autriche antérieure vient renforcer celle du prince de Cobourg. Son quartier général est actuellement à Sébourg et Jalain, celui du duc d'York à Famars, et celui du général Clairfait à Hasnon et Aubry; les Prussiens sont avec ce dernier général.

Dumourier va chercher un asyle en Angleterre. On ne croit pas que son caractere remuant et inquiet lui permette de s'y retirer dans l'intention d'y vivre comme un particulier obscur. Quelques personnes disent même déja qu'il doit se mettre à la tête de l'armée *royaliste et chrétienne* des contre-révolutionnaires de la Vendée; ses projets sont douteux, mais son départ ne l'est pas.

La légion d'émigrés Français formée en Angleterre dans le même but, et commandée par le comte de la Châtre, vient d'arriver à Ostende. Il paraît que le stathouder, qui s'est si bien trouvé d'employer des émigrés pour la défense de Maëstricht, en a engagé quelques-uns au service de la Hollande; car on a vu passer le 28 par Tournay la seconde compagnie, qui va rejoindre la premiere du côté d'Orchies. Le même jour est entré dans cette ville un convoi considerable de munitions de guerre: il y avait entr'autres 4 obus et un corps d'artilleurs Anglais, venant de Courtray et se rendant sous Valenciennes à l'armée de leur nation.

ITALIE ET SUISSE.

Des lettres de Milan parlent d'une fermentation sourde et continue dans cette ville; elles ajoutent qu'on arrête chaque jour des personnes de qualité. Mais tout cela mérite confirmation, ainsi que ce qu'on dit de Pavie où, s'il faut en croire les mêmes lettres, les signes de mécontentement ne sont pas équivoques. — Des nouvelles plus certaines, c'est qu'il y a à Milan un magasin de près de 50,000 sacs de blé qu'on doit transporter à Turin, où la disette est telle que le pain des soldats y manque quelquefois. On sait aussi que la désertion a beaucoup affaibli les régimens de Belgiojoso et de Caprara, campés en face de Saorgio. — Le roi de Sardaigne dont les finances sont épuisées, et chez qui circule un mauvais papier dans lequel personne n'a de confiance, voyant que les emprunts ne lui réussissaient pas, a pris le parti de mettre une

Digitized by Google

taxe de 4 liv. par an pour chaque vache, 24 sols pour chaque poule, 2 liv. pour chaque arbre de mûrier, et de 4 liv. de Piémont pour chaque 25e. livre pesant de coton.

Il prend à son service pour 15 ans deux régimens Suisses, qui sont levés dans les cantons de Glatis et de Lucerne et les terres du prince abbé de St. Gall. Les officiers qui les composeront ont presque tous servi en France. Voici les noms des principaux : Bachman, Bartes, Sartory, Zimmerman, etc.

On espere tirer grand parti des connaissances topographiques de ces messieurs. — Au reste la grande armée de Pavie que l'on fait actuellement manœuvrer ne consiste qu'en 8000 hommes, dont le quart de cavalerie. Il y a de plus 8000 Autrichiens déja réunis aux Piémontais sans compter quelques bataillons d'invalides parsemés dans les garnisons des places.

Les lettres de Gênes annoncent que dans la nuit du 18 au 19 mai, le *Pink* génois, faisant le service du courier d'Espagne avait vu sortir de Barcelone quatre vaisseaux de ligne et deux frégates qui portaient à toutes voiles vers une flotte composée de dix vaisseaux Anglais et de plusieurs Espagnols sortis de Cadix et de Cartagène, dont la réunion pouvait former une quarantaine de bâtimens ; on leur supposait l'intention d'aller porter des secours aux rebelles de l'île de Corse à la tête desquels est le fameux Paoli.

Depuis le démembrement de la Pologne et la prochaine invasion de la Bavière (car on envahira si l'on ne peut échanger,) les agens impériaux auprès de la Suisse, osent prendre précisément le ton qui en fit chasser autrefois les maîtres de leurs ancêtres. Ils ont prétendu depuis peu exiger des Bâlois la rénonciation au plus beau droit de l'immunité et de la souveraineté du territoire Helvétique. Ils voulaient que leurs villes fussent fermées aux déserteurs Autrichiens, et même qu'on les leur rendît. On assure que les fils d'un bailli, qui s'est laissé prendre dans un piege tendu par les Autrichiens à son innocente crédulité, a préféré de subir le tort de Régulus plutôt que de voir sa patrie entachée par une condescendance aussi humiliante, et par un atteinte à la neutralité aussi solemnellement promise à la France. Cette conduite honore les Suisses ; elle les montre fiers de leur liberté et dignes de la conserver.

ANGLETERRE. *De Londres, le 8 juin.*

Le comte Stadion, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'empereur, a eu le 29 mai son audience de congé, et le même jour le comte Stahremberg qui le remplace a remis ses lettres de créance au roi.

Digitized by Google

L'île de Tabago, fertile en sucre et en coton, a été prise par le major-général Cuyler sur les Français, auxquels les Anglais l'avaient cédée après la guerre d'Amérique. Le gouvernement vient d'en recevoir la nouvelle officielle. Le commandant trouvant les ouvrages français plus forts qu'il ne l'avait cru, et n'ayant pas les moyens suffisans pour entreprendre un siége, se détermina à tenter l'assaut qui fut donné de deux côtés en même-tems avec beaucoup de vigueur. La faible garnison Française se rendit prisonnière au bout de quelques heures; elle avait déja 15 hommes tués ou blessés; les assaillans n'ont perdu que trois hommes, mais on leur en a blessé 24, parmi lesquels deux officiers.

Un suicide assez extraordinaire vient d'avoir lieu. Le duc de Sicigniano, ambassadeur de Naples, à peine arrivé dans l'hôtel du sieur Grenier, dans Jermin's street, s'est fait sauter la cervelle d'un coup de pistolet : on ne soupçonne pas les causes de cet acte de désespoir, d'autant plus étonnant qu'il avait l'air d'être de sang-froid le quart-d'heure d'auparavant, et avait même commandé son dîner.

Le duc de Richmond, grand-maître de l'artillerie, chargé du commandement des troupes qui doivent se rassembler en campement, a choisi les environs de Tunbridge pour première station de ces troupes, auxquelles on se propose de faire changer plusieurs fois de place.

Le comte d'Artois n'est point venu à Londres; il est resté à Hull sous le nom supposé de Louis Vassal, et n'y a pas même pris terre : craignant que ses créanciers ne le fissent arrêter, comme ils en ont effectivement le droit, il s'est contenté d'envoyer à Londres l'évêque d'Arras, venu avec lui de Pétersbourg; en attendant, on assure qu'il fait à Hull des emplettes considérables en armes, et guette l'occasion de passer en Bretagne pour s'y mettre à la tête des royalistes.

Nous apprenons dans le moment même, que le général Valence vient d'arriver dans cette capitale, pour préparer les voies à Dumourier.

P. S. Les lettres de Vienne du 29 mai, c'est-à-dire les nouvelles les plus récentes que nous ayions de ce pays, annoncent que le cabinet autrichien vient d'expédier à Constantinople un courier porteur de dépêches d'une extrême importance.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE MALLARMÉ.

Séance du mardi , 11 juin.

Dans la séance de dimanche dernier, Guiomard avait demandé que le comité de salut public fît le rapport annoncé par Barrere sur les autorités constituées de Paris. L'Assemblée avait passé à l'ordre du jour. Le secrétaire n'en ayant pas fait mention dans le procès-verbal, Guiomard s'est plaint aujourd'hui de cette omission. Il a demandé que le fait fût rétabli, car, a-t-il dit, je suis obligé de rendre compte de ma conduite à mon département. — La Convention a passé à l'ordre du jour.

Les administrateurs du département de la Lozere ont rendu compte de ce qui s'est passé à Mendes, quand Charier y est arrivé à la tête des rebelles. Les marques d'incivisme qu'ont donné les habitans de cette ville, les désordres auxquels ils se sont livrés appellent sur eux la sévérité des lois. Les administrateurs demandent que cette ville coupable soit déclarée en état de rébellion, et que l'administration soit établie à Florac, où elle s'est transférée provisoirement.

L'Assemblée n'etant pas assez nombreuse, a renvoyé la discussion de cet objet à un autre moment.

Les administrateurs de la ville de Villefranche, département de l'Aveyron, écrivent que le recrutement s'est effectué avec ardeur et célérité. — Ceux de la ville de Vendôme se plaignent des excès commis par le troisieme bataillon de Paris qui a passé par cette ville. Ils donnent des éloges au bataillon du Nord qui s'est opposé de toutes ses forces à ces désordres. — Un membre a annoncé que le bataillon du Nord n'est pas le seul qui se soit bien montré; le sixieme bataillon de Paris et celui de l'Unité, ont rougi de l'erreur de leurs freres. — La lettre des administrateurs de Vendôme a été renvoyée au comité de salut public.

Lacroix a demandé la parole pour une motion d'ordre. « Plusieurs départemens, a-t-il dit, s'occupent en ce moment de prendre des mesures liberticides. Plusieurs de nos collegues provoquent eux-mêmes ces atteintes portées à la liberté. Déja plusieurs administrations de département, de communes et de districts, ont réuni les assemblées primaires; elles ont suspendu l'envoi des contributions dans le trésor public. Déja elles ne reconnaissent plus les décrets de la Convention, si la Convention elle-même. Déja, elles ont pris des mesures

Digitized by Google

tendantes à anéantir l'unité de la République. Plusieurs ont entrepris d'ouvrir une correspondance avec tous les départemens pour opérer une coalition. Je propose à la Convention de décréter qu'il sera fait un appel nominal de tous les membres de la Convention, pour connaître ceux qui sont allés conspirer dans leurs départemens. Je propose de décréter que ceux ci seront-déclarés déchus de leurs fonctions, et remplacé par leurs suppléans. Je demande qu'il soit défendu, sous peine de mort, aux corps administratifs de s'assembler, de délibérer, soit pour convoquer les assemblées primaires, soit pour suspendre l'envoi des décrets de la Convention. ,,

Fonfrede croyait interpréter les véritables sentimens de l'Assemblée, en pensant que tous ses membres voulaient sauver à la France les horreurs d'une guerre civile. Mais il disait que c'était plutôt avec une véritable distribution de la justice que par des mesures rigoureuses, qu'ils parviendraient à calmer la République. Il pensait que l'intention de l'Assemblée n'était pas d'enfermer quelques hommes, mais de les juger; de proscrire, mais d'entendre un rapport. Il proposait non d'interrompre la discussion de la constitution, mais d'entendre le rapport du comité de salut public *au petit ordre du jour*. Les départemens, disait Fonfrede, en apprenant que vous voulez punir les coupables, et innocenter ceux qui auront été calomniés, ne verront la Convention que sous l'emblême de la justice, et tous les mouvemens seront arrêtés.

,, On vous parle sans cesse, a répondu Thuriot, de l'arrestation des 32 députés. — On se plaint de ce que la Convention a porté un décret lorsqu'elle n'était pas libre; une preuve convaincante qu'elle était complettement libre, c'est qu'elle a excepté quelques individus de la liste qui lui avait été présentée par la commune de Paris. ,,

,, Je ne suis point alarmé des mouvemens qu'on paraît déterminer dans les départemens. J'assimile cette circonstance à celle du 10 août, où des administrations étaient entrées dans la conspiration de la cour des Tuileries, où des journalistes infâmes corrompaient l'esprit public par leurs diatribes, et trompaient le peuple. Nous verrons aujourd'hui ce qui arrivera alors. Ces perfides journalistes qui usurpaient la confiance de la nation en accréditant leurs calomnies par leur caractere de législateurs, perdront leur tête sur l'échafaud. ,,

,, Des administrations criminelles s'étaient coalisées pour former des directoires qui avaient pour objet d'enlever à la législature l'exercice de l'autorité que le peuple n'avait donné qu'à elle. Les administrés ouvrirent enfin les yeux, et dénoncerent les conspirateurs. Dans ce moment, les hommes qui combinent des projets aussi coupables sont encore plus perfides, puisqu'ils ourdissent dans le secret et sous le masque de l'hypocrisie leurs complots, dont le but est de plonger la

Digitized by Google

poignard dans le sein des patriotes. (*Un grand nombre de voix :* C'est vrai.) Citoyens, y a-t-il une autre autorité que la vôtre? (*Plusieurs membres :* Celle du peuple.) Sans doute; mais vous êtes la première des autorités constituées par le peuple. Mon idée est celle-ci : dans quelles mains réside l'exercice de l'autorité nationale? Consultez le code des lois, lisez dans le code de la raison. C'est à la Convention que le peuple a confié l'autorité souveraine : ouvrez le code pénal, vous y verrez que celui-là est puni de mort qui ose faire un acte de souveraineté. Des directoires de départemens se permettent de lever des contributions, de s'emparer des caisses nationales, de lever des armées, de les diriger à leur gré, n'attentent-ils pas à la souveraineté?

Thuriot a fini par demander qu'on allât aux voix sur les propositions de Lacroix. On a fermé la discussion. Plusieurs épreuves ont été faites. Après d'assez vifs débats, le renvoi aux comités de salut public a été décrété.

On s'est ensuite occupé de la constitution. Plusieurs articles ont été adoptés après une légère discussion. (*Voyez le dernier numéro.*)

Séance du mercredi, 12 juin.

On fait lecture d'une lettre de Brissot, datée de Moulins le 10 juin. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Une députation des corps administratifs de Versailles vient faire part à la Convention de leur réponse aux invitations qui leur ont été faites, par les départemens de l'Ile et Vilaine, du Morbihan et du Finistère, de se joindre sous leurs bannières. « Non, citoyens, ont-ils répondu, nous n'adopterons point vos mesures; nous les repoussons avec le sentiment d'une douleur profonde, et nous espérons que vous-mêmes, après une plus mûre réflexion, vous y renoncerez pour le salut de la patrie. — Que faites-vous? Vous voulez élever un autre centre de puissance? Vous voulez constituer deux assemblées représentatives? Comment espérez-vous les voir subsister sans voir aussi avec elles la guerre civile, sans détruire cette unité, cette indivisibilité de la République que vous avez jurée, et que vous voulez maintenir? — Non, vous n'exécuterez point ces criminels desseins; vous apprendrez que la Convention est libre et que l'arrestation de quelques-uns de ses membres ne détruit pas la majorité. Si ces membres sont innocens, laissez éclater leur innocence..... » La Convention a décrété la mention honorable, l'impression et l'envoi de cette adresse.

Le maire de Paris, à la tête de la municipalité, vient féliciter la Convention de la célérité de ses travaux sur la constitution, et lui présenter l'hommage de sa reconnoissance.

Le département de Paris vient soumettre à l'examen de l'Assemblée un arrêté qu'il a pris, dès que les nouveaux succès

Digitized by Google

des rebelles lui ont été connus. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Peniercs s'est plaint du silence du comité de salut public, sur les échecs que nous venons d'éprouver dans la Vendée. Barrere, après quelques débats, a pris la parole pour justifier le comité, qui ne s'est point amusé à faire la relation de nos revers, mais qui s'est occupé des moyens nécessaires pour les réparer. — Si nous avons essuyé des pertes dans la Vendée et sur les frontieres de Pyrénées, l'armée de la Moselle a remporté une victoire éclatante à Arlon. (*Voyez nouvelles des armées.*)

Les administrateurs du département de la Gironde écrivent de Bordeaux, en date du 8, qu'au milieu des troubles causés par les arrestations des députés, les citoyens de Bordeaux se porterent en foule à la demeure des représentans Ichon et Dartigoyte, qui se préparaient à partir pour Paris. Leur caractere fut respecté, et la municipalité prit tous les moyens pour que leur départ n'éprouvât aucun obstacle. Cependant on fut informé dans l'après-midi que leur départ avait éprouvé quelques difficultés; dès le soir les sections prirent une délibération sur cet objet. Sur vingt-cinq sections, vingt furent pour que le départ eût lieu, les autres décidèrent qu'elles suivraient le vœu de la majorité. Les administrateurs en rendant compte de ces faits, demandent à la Convention de leur donner la plus grande publicité, afin que la République connoisse les principes des habitans de Bordeaux. — La Convention a ordonné l'insertion de cette lettre au bulletin, et mention honorable de la conduite des citoyens de Bordeaux. — Barrere fait ensuite part à la Convention d'une lettre que le comité de salut public vient de recevoir de Lindet, représentant, où il annonce qu'à Lyon il n'y a pas de tendance à l'état contre-révolutionnaire : c'est à tort qu'on a voulu en accuser les citoyens de cette grande ville. Toutes les bouches y proclament l'unité et l'indivisibilité de la République.

La lecture de toutes ces dépêches achevée, Barrere a annoncé que les pouvoirs du comité finissaient, et il a proposé de les renouveller ou de les continuer. — La Convention a confirmé les pouvoirs du comité pour un mois, et a nommé, à la place de Lindet et Treilhard, les citoyens Saint-André et Gasparin.

On a continué la discussion sur la constitution.

Séance du jeudi, 13 juin.

D'après le rapport du comité d'instruction publique, la Convention a décrété qu'il sera ouvert un concours pour l'exécution des livres élémentaires qui doivent servir à l'instruction publique, et qu'il sera formé une commission pour juger de la priorité, et recueillir les extraits des meilleurs ouvrages en ce genre.

Une députation de la société populaire de Vernon vient

Digitized by Google

dénoncer un arrêté du département de l'Eure, qu'elle attribue aux instigations de Buzot et de plusieurs de ses complices qui sont actuellement à Evreux. Les pétitionnaires, après avoir juré que si jamais ils marchaient contre Paris, ce ne serait que pour y embrasser leurs freres, demandent la cassation des autorités constituées qui ont donné leur adhésion à l'arrêté qu'ils dénoncent, et que voici,

1°. L'assemblée déclare qu'elle est convaincue que la Convention nationale n'est pas libre.

2°. Il sera organisé, concurremment avec les citoyens des autres départemens, une force armée, pour marcher, en tout ou en partie, contre les factieux de Paris qui ont enchaîné la liberté de la Convention, et réduit au silence des bons citoyens.

3°. Cette force armée sera de 4000 hommes pour le département de l'Eure.

4°. Il sera établi une correspondance avec tous les départemens, pour les inviter à se joindre au département de l'Eure.

5°. Il sera envoyé une adresse à toutes les communes des départemens, pour demander leur adhésion aux mesures contenues dans le présent arrêté.

6°. Il sera envoyé des commissaires dans les départemens du Calvados, d'Eure et Loire, de Seine inférieure, et de l'Orne, pour concerter ensemble les mesures d'exécution.

7°. Il est ordonné aux municipalités d'arrêter ceux qui prêcheraient la doctrine de l'anarchie, le meurtre et le pillage.

Une députation du district d'Andely protesta aussi contre l'arrêté du même département. — Plusieurs membres demandaient le renvoi de ces dénonciations au comité de salut public. Lacroix a observé que cela était inutile, parce que les faits dénoncés n'avaient pas besoin de développemens et parlaient assez d'eux-mêmes. — Duroy dépeignait Buzot comme un ambitieux, un complice de Dumourier, et concluait au décret d'accusation. — La discussion a été interrompue par la lecture d'une dépêche du général Wimpfen qui annonce que l'administration du Calvados, pour se garantir la sûreté des membres de la députation de ce département, a mis en arrestation deux députés qui se trouvaient à Caen, Prieur et Romé.

Après de vifs débats, et sur les observations de Barrere et de Danton, la Convention a rendu les décrets suivans:

Premier décret.

La Convention nationale décrete d'accusation le citoyen Buzot, membre de la Convention nationale, retiré à Evreux, et renvoie au comité de salut public pour lui faire un rapport sur les autres députés qui sont réunis dans la même ville.

Digitized by Google

Second décret.

La Convention nationale décrete qu'il y a lieu à accusation contre les administrateurs et autres fonctionnaires publics du département du Calvados, qui ont signé l'ordre d'arrestation des représentans du peuple, envoyés près l'armée des côtes de Cherbourg. Il sera formé sans délai une commission composée des membres qui sont restés fideles à leurs devoirs, et n'ont pas signé l'arrêté du 9 juin, et en outre, d'un membre choisi dans chaque administration de district dudit département du Calvados.

Renvoie toutes les autres propositions au comité de salut public.

Troisieme décret.

La Convention nationale casse et annulle les arrêtés pris par l'administration du département de l'Eure, le 7 juin présent mois. Les membres de ce département qui ont concouru auxdits arrêtés, sont suspendus de leurs fonctions. Ils seront mis en état d'arrestation et traduits à la barre. Le siege de l'administration du département de l'Eure, fixé dans la ville d'Evreux, sera provisoirement transféré à Bernay. Il sera formé, sans délai dans cette ville, une commission composée des membres de l'administration, qui sont restés fideles à leurs devoirs, et en outre d'un membre de l'administration de chaque district de ce département, qui n'auront point concouru à cette délibération.

Quatrieme décret.

« La Convention nationale déclare que, dans les journées des 31 mai, 1er., 2 et 3 juin, le conseil général révolutionnaire de la commune et le peuple de Paris ont puissamment concouru à sauver la liberté, l'unité et l'indivisibilité de la République. »

On fait lecture d'une lettre qui donne des détails sur la prise de Saumur, et rend compte du devouement généreux d'un gendarme. Voyant le cheval de Bourbotte tué sous lui, et ce député pressé par les rébelles, il saute à bas du sien, et le lui donne en disant : « J'aime mieux être pris ou tué que de voir un représentant du peuple tomber entre les mains des brigands. — La Convention accorde une somme de 1200 liv. à ce brave citoyen, et le recommande au ministre de la guerre.

Barrere au nom du comité de salut public, fait nommer pour général de l'armée du Rhin, Houchard, pour ministre de la guerre, A. Beauharnais, et pour ministre des contributions publiques, Destournelles.

Digitized by Google

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Collot d'Herbois a été élu président. Les nouveaux secrétaires sont : Lacroix, de la Marne, Gossuin et Laloi.

Des députés du département de la Sarthe, menacés par les rebelles, demandent des armes et des munitions. Renvoyé au comité de salut public. — On renvoie au même comité une dénonciation faite par des citoyens du Jura, d'un arrêté de ce département, qui ordonne aux suppléans de se rendre à Bourges, et enjoint aux caisses de district de ne plus rien verser au trésor public, jusqu'à ce que les députés détenus soient mis en liberté, et déclare qu'il ne reconnaîtra point les décrets rendus depuis le 31 mai.

Sur la proposition de Lacroix, la Convention a décrété que les députés qui ont fui et se sont soustraits à l'arrestation prononcée contre eux, seront remplacés, et que leurs suppléans seront appellés à cet effet.

Sur la motion de Chabot, elle a ordonné l'élargissement des membres des sociétés populaires, arrêtés par les administrations inciviques, pour la seule cause de leurs opinions.

Séance du vendredi, 14 juin.

PRÉSIDENCE DE COLLOT-D'HERBOIS.

On fait lecture d'une lettre de l'armée d'Italie. (*Voyez les nouvelles des armées.*)

L'administration de police de Paris envoie l'état des prisonniers.

La commune d'Amiens dénonce à la Convention une déclaration des députés du département de la Somme. On fait lecture de cette déclaration, elle est ainsi conçue.

« Les événemens du 31 mai et du 1^er^. juin sont connus, la liberté de la Convention fut violée dans ces deux jours ; le 2 juin, sur-tout, fut un jour de deuil, ou plutôt dans ce jour déplorable il n'exista point de représentation nationale. Une force armée assiégeait le temple de la liberté, par ordre de la commune. Ces citoyens armés ne savaient pas pourquoi ils étaient sous les armes ; il ne fut permis à personne de sortir, pas même pour satisfaire aux besoins les plus pressans de la nature. »

« Ce fut sous la bayonnette et la bouche du canon que la Convention porta le décret d'arrestation contre 28 de ses membres. La commission des douze ne put obtenir la parole ; sans les entendre, ils furent jugés, cassés, arrêtés, incarcérés ; voilà comment une municipalité ambitieuse fit déclarer coupables nos représentans innocens. »

« Les soussignés doivent déclarer à la France entière qu'ils n'ont point pris part à la délibération, que le décret porté contre les députés détenus fut l'ouvrage de la force, et qu'enfin

Digitized by Google

s'ils restent à leur poste c'est pour y mourir pour la liberté. »

Les administrateurs de la Somme ont publié qu'ils adhéraient à cette délibération, et en ont ordonné l'impression ; la commune d'Amiens au contraire s'est empressée de protester contre, et le peuple, dit-elle, en a fait publiquement justice en la livrant aux flammes.

D'après le rapport de son comité de salut public, la Convention a décrété la suspension et la traduction à la barre des administrateurs de la Somme.

Les corps administratifs et judiciaires de Metz applaudissent à toutes les mesures prises par la Convention.

Le département de la Manche a juré de défendre la représentation nationale, et de faire exécuter ses décrets, s'en rapportant à la Convention sur le jugement des membres détenus. — L'Assemblée décrete que le département de la Manche a bien mérité de la patrie.

Un membre, au nom du comité de salut public, et d'après les mesures proposées par le département de Paris, fait adopter le projet de décret suivant : « 1°. Un corps de 1000 hommes, composé de canonniers, partira sous 24 heures de Paris, avec 48 pieces de canon, qui seront fournies par les 48 sections. 2°. Des canons seront tirés de l'arsenal et des fonderies pour les rendre aux sections. 3°. Des commissaires de la Convention se rendront à Orléans pour observer la marche des rebelles, et prendre les mesures les plus nécessaires. Les armes et munitions sur la route et dans les camps sont en réquisition. 4°. Il sera envoyé à la Convention un état journalier de toutes les réquisitions. 5°. Le ministre de la guerre rendra compte sous trois jours de l'état des manufactures de Paris, et sous huit jours de celles de la République. 6°. Toutes les manufactures de Paris sont converties en manufactures d'armes. 7°. Il sera nommé un commissaire pour surveiller les manufactures de Paris. 8°. Les corps administratifs feront exécuter en diligence le présent décret.

Boyer-Fonfrede annonce à l'Assemblée qu'il a reçu des citoyens de Bordeaux qui combattent les rebelles de la Vendée, une pétition dont il demande, à cause de son étendue, le renvoi au comité de salut public. « Ces braves volontaires, dit Fonfrede, se plaignent des vexations qu'on exerce contre eux. Ils se plaignent de ce qu'on les laisse manquer de munitions. En un mot, ils sont dans un état déplorable, et ils ne s'apperçoivent pas que l'on s'occupe de leur fournir ce dont ils ont besoin. — La Convention a décrété le renvoi de la pétition au comité de salut public.

On a repris la discussion sur la constitution.

Séance du samedi 15 juin.

On fait lecture d'une lettre du général Custines, datée de

Digitized by Google

Cambray le 14 juin. « Citoyens représentans, écrit Custines, mes talens militaires sont calomniés ; je laisse à la postérité et à l'Europe à les juger..... Dites à ces hommes soudoyés peut-être par les cabinets de St. James, de Vienne et de Berlin, qui cherchent à fatiguer ma constance et à me décider à abandonner la défense de ma patrie, qu'ils n'y réussiront jamais. Dites leur que par mes attentions et malgré tous les efforts de la calomnie, je saurai toujours mériter la confiance des vrais soldats républicains. Jamais je n'abandonnerai le poste que m'a confié la nation, que dans deux circonstances ; la premiere, lorsque les agens du conseil exécutif entraveront mes démarches, en mettant en péril l'armée qui m'est confiée ; la deuxieme, lorsqu'ayant perdu la confiance des représentans du peuple ou de l'armée, je ne pourrai plus en effet lui être utile. Mais toutes les furies vomies par l'enfer pour semer parmi nous la discorde, seraient-elles réunies pour exhaler sur moi seul les poisons de la calomnie, l'on ne me verra pas moins tranquille et serein, combattre avec une égale fermeté et leurs impostures et les ennemis de ma malheureuse patrie. »

Cette lettre a été renvoyée au comité de salut public.

Une députation d'une commune du département de la Creuze présente à la Convention le tableau des besoins qu'elle éprouve, ainsi que tout le département. Le commerce s'approvisionnait en grains ; mais la loi qui en ordonne la taxation a tari cette source de la prospérité de ces contrées stériles. L'inanition ravage les familles et répand de tous côtés la langueur et la mort. La députation sollicite le rapport d'une loi qui leur est si funeste. — Un membre propose, par amendement, qu'en laissant subsister cette loi pour les départemens fertiles ; elle soit modifiée en faveur de ceux que le commerce alimentait. — Sur la proposition de Thuriot, la Convention a décrété le renvoi au ministre de l'intérieur, qui, sous 24 heures, rendra compte des mesures qu'il aura prises pour approvisionner les départemens qui réclament.

Boyer-Fonfrede invite la Convention à étendre à chaque département une mesure adoptée par celui de la Gironde, en autorisant les municipalités à accorder une prime de 15 sols pour chaque boisseau de pomme de terre, recueilli sur leur territoire. L'examen de cette idée est renvoyée au comité d'agriculture.

Berthier, au nom du comité de salut public, a fait un rapport sur les faits imputés à Duchâtel, membre de la Convention. Il résulte de la déclaration de Choudieu et de Bourbotte, que Duchâtel a parcouru plusieurs départemens occupés alors par les rebelles, et qu'on a trouvé depuis, dans la poche d'un de leurs chefs, une lettre de ce député, qui prouve une intelligence avec nos ennemis. — La Convention porte le décret d'accusation contre Duchâtel.

On reprend la discussion sur la constitution.

Digitized by Google

Séance du dimanche 16 juin.

La société républicaine de Calais fait passer à la Convention l'expression de son vœu pour le maintien de la République une et indivisible.

Les administrateurs du district de Chaumont, convaincus que la France ne peut être heureuse que sous un gouvernement républicain, un et indivisible, adhèrent formellement à tout ce qui s'est passé à Paris dans la journée du 31 mai. « Un système de fédéralisme, disent-ils, avait été astucieusement combiné pour ramener les Français sous le joug du despotisme; ce plan avait été soutenu par l'éloquence perfide de quelques députés; mais les décrets du 2 juin ont étouffé tous ces projets liberticides. »

Un député extraordinaire de la Corrèze vient solliciter des encouragemens pour la manufacture de Tulles. Il remet ensuite un arrêté de son département, par lequel il a refusé d'adhérer à la fédération qui lui a été proposé, par les départemens de la Côte-d'or et de la Haute-Vienne. Les administrateurs de la Corrèze veulent l'unité de la République. Ce département a déja fourni de nombreux défenseurs; les contributions y sont religieusement payées; le pain y vaut 10 sous la livre; mais ni les intrigues des malveillans, ni les horreurs de la famine ne pourront leur faire violer leur serment de *vivre libres ou mourir*. — Mention honorable.

L'Assemblée a ratifié la convention faite entre Louis-François-Joseph Conti et le ci-devant roi, par laquelle le ci-devant prince, cede au ci-devant roi, ses biens moyennant une rente viagere; en conséquence, les biens de Louis-François-Joseph Conti, font partie des domaines nationaux, et ses créanciers, pour être liquidés, suivront la même marche que les autres créanciers de la République.

Une députation de la commune d'Auxerre, dépose sur le bureau plusieurs dons patriotiques; elle donne son adhésion aux décrets du 2 de ce mois, et félicite les représentans du peuple des mesures salutaires qu'ils ont prises pour chasser de leur sein, la discorde. — Mention honorable.

La Convention, après avoir entendu le comité de législation sur le mémoire du ministre de la justice, touchant le sort des prisonniers élargis à la suite des évenemens des 2 et 3 septembre dernier, a décrété que ceux qui ont été élargis ne pourront être poursuivis pour les mêmes faits qui auraient donné lieu à leur détention, et que ceux qui ont été arrêtés pour les mêmes faits, seront mis en liberté, à l'exception néanmoins des prévenus d'assassinat, de vol, de faux brevets de la nation, de fabrication de faux assignats et de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de l'état.

Gasparin, rapporteur du comité de salut public, a fait adopter le projet de décret suivant.

Digitized by Google

Art. Ier. Les François ou étrangers convaincus d'espionage dans les places fortes et dans les camps, seront condamnés à mort.

II. Ils seront jugés par une commission militaire formée, suivant la loi du...., contre les émigrés pris les armes à la main.

Le ministre de l'intérieur est venu présenter un tableau des secours, soit en grains, soit en argent, qui ont été fournis au département de la Creuse, depuis 15 mois. Il s'est plaint ensuite à la Convention de ce que, pour prix de son zele à chercher la vérité dans les mouvemens qui ont agité la République, on le poursuit depuis trois mois par les calomnies les plus absurdes. Il a cité les feuilles d'un journal qui a pour titre : *Tableau politique et littéraire de Paris*, où se trouve l'article suivant, daté de Caen : « *Nous avons arrêté un petit garçon lâché des bureaux du très-petit ministre Garat ; il a exhibé ses pouvoirs aux commissaires du Calvados ; il en résulte que sa mission était de préparer les esprits à recevoir bénignement, un dictateur ou quelque chose d'approchant.* » Un de mes commissaires, a ajouté Garat, a été en effet arrêté par la municipalité de Lisieux, et il y est détenu en prison. Il a annoncé de plus, que dans les départemens de la ci-devant Normandie et de la ci-devant Bretagne, on fait courir une lettre qui porte sa signature, et par laquelle on invite les corps administratifs à recevoir dans la République une dictature composée de Marat, de Danton, de Robespierre et de lui, Garat. Ce ministre a pris acte devant la Convention nationale et devant la nation de l'imposture et du faux de la lettre qui circule sous son nom dans plusieurs parties de la République. Il a donné ensuite des éclaircissemens sur la nature des instructions dont il a revêtu tous ses commissaires qui parcourent la République. L'objet de leur mission est de recueillir des notions exactes sur l'état de l'agriculture, du commerce, des manufactures et de la population dans les divers départemens ; d'étudier, d'observer par-tout les dispositions des esprits et des ames, et d'en rendre un compte fidele.

Robespierre a trouvé dans les plaintes du ministre une nouvelle preuve du système des contre-révolutionnaires qui qui veulent, à quelque prix que ce soit, fédéraliser les départemens. Sur sa motion, l'Assemblée a décrété que le comité de salut public présentera incessamment un rapport sur les dangers de la patrie, et les causes qui les ont amenés. — Fabre-d'Eglantine voulait qu'on attribuât au comité de surveillance le droit de déclarer un journal perfide, et de refuser à son auteur la sauve-garde de la loi. L'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

Les commissaires près l'armée des Alpes dénoncent un arrêté du département de l'Isere qui professe les mêmes principes que celui du Calvados.

Le

Digitized by Google

Le ministre de la justice écrit que les 32 sections de Marseille viennent, au mépris de la loi, de rétablir le tribunal populaire. Renvoyé au comité de salut public.

On a repris la discussion sur la constitution.

Séance du lundi 17 juin.

L'Assemblée a renvoyé au comité de salut public les détails que lui ont transmis Salicetti et Lacombe-Saint-Michel, commissaires envoyés dans le département de la Corse. Les patriotes sont obligés de livrer fréquemment des combats aux rebelles.

Le général Laage rend compte de la prise d'Arlon par les troupes de la République ; le général termine sa dépêche en sollicitant des récompenses pour ses braves freres d'armes. — Renvoyé au ministre de la guerre.

Le général en chef de l'armée d'Italie fait passer la relation de la victoire qu'il a remportée sur les Piémontais le 8 de ce mois.

On a procédé ensuite au second appel nominal, pour constater quels sont les membres qui ont abandonné leur poste. La liste des absens a été renvoyée au comité des inspecteurs de la salle où doivent se rendre les députés qui auront des observations à faire. — Sur la motion de Lacroix, la Convention a décrété en outre, que le ministre de la justice fera passer au même comité le tableau des députés qui ont été trouvés chez eux lors de l'arrestation, et qui y sont restés ; de ceux qui ont d'abord obéi au décret, et se sont évadés ensuite ; enfin, de ceux qui n'ont voulu aucunement s'y soumettre.

Marat qui s'était suspendu, annonce à l'Assemblée qu'il reprend ses fonctions.

Le comité de salut public a fait adopter deux projets de décret. L'un charge la commune de Moulins de faire transférer à Paris le député Brissot et son compagnon de voyage : l'autre porte que les procureurs-syndics du département de Rhône et Loire, du district et de la commune de Lyon, sont provisoirement suspendus, et mandés auprès de la Convention, et que les représentans du peuple, envoyés à Lyon, sont rappellés pour venir rendre compte de l'état actuel de cette ville.

Barrere, au nom du même comité, a communiqué à l'Assemblée les nouvelles qu'il a reçues d'Evreux : les citoyens de cette ville ont été indignés des faux rapports qu'on a faits à la Convention de la conduite du département de l'Eure. Ils n'ont jamais eu d'autre intention que de venir fraterniser avec les habitans de Paris ; mais ils s'opposent à la suspension des administrateurs qui jouissent de la confiance du peuple. — La Convention a décrété que le procureur-syndic de ce dépar-

Digitized by Google

tement sera mandé à la barre, pour y donner les renseignemens nécessaires.

Sur la proposition faite par Cambon, la Convention envoie les citoyens Treilhard et Latouche dans les départemens de Lot et Garonne, de la Gironde, etc., pour rallier tous les Français à la défense commune, et les engager à marcher vers la Vendée

On fait lecture d'une lettre adressée au ministre de la guerre, dans laquelle on rapporte un trait de bravoure d'un soldat du 50e. régiment qui fait partie du camp de Belveder, au milieu des Alpes. Dans une reconnaissance au point du jour, il fut surpris et arrêté par quatre ou cinq ennemis. Regardant comme une honte d'être fait prisonnier, il se débattit contre eux avec fureur, s'arracha de leurs mains, et pour n'y pas retomber il se précipita d'un rocher où se passait cette scene, accompagné dans sa chûte d'une grêle de pierres et de mousquetterie. Couvert de blessures, au lieu de fuir, il ne songe qu'à se venger. Il tire son coup de fusil, le recharge, et pendant plusieurs minutes soutient un combat si inégal, lorsque les nôtres accourent pour le dégager. On espere qu'aucune de ses blessures n'est mortelle. Cet homme intrépide et magnanime s'appelle Justin. — La Convention a chargé le ministre de pourvoir à l'avancement de ce brave soldat, et lui a accordé un secours provisoire de 600 liv.

On a repris la discussion sur la constitution.

Séance du lundi soir.

Des républicains Marseillais sont venus demander vengeance à la Convention des assassinats juridiques du tribunal populaire de Marseille. Thuriot a fait la motion de mettre hors de la loi tous les membres de ce tribunal, et de porter le décret d'accusation contre Barbaroux : cette derniere proposition vivement appuyée par la loi a été décrétée ; la premiere a été renvoyée au comité de sûreté générale, chargé de faire incessamment un rapport sur le tribunal populaire de Marseille.

La municipalité de Bernay proteste de son attachement à la Convention, et annonce qu'elle vient de faire arrêter un émissaire des administrateurs de l'Eurre, chargés de s'emparer de la caisse du district. — La Convention ordonne que cet émissaire sera traduit à Paris, et décrete que la municipalité de Bernay a bien mérité de la patrie.

Notice des deux séances subséquentes.

Mardi 18. La municipalité provisoire d'Orléans est définitivement maintenue. — Thorné, évêque de Bourges, et député extraordinaire du département du Cher, vient exprimer à la Convention l'adhésion la plus formelle à la révolution du 31 mai, ainsi qu'à tous les décrets rendus depuis cette

Digitized by Google

époque. Les ennemis de la patrie, dit-il, avaient choisi la ville de Bourges pour être le siége d'une nouvelle Convention nationale. Qu'avons-nous fait pour mériter cette horrible préférence ? etc.

Sur la proposition de Thuriot, la Convention décrete ; 1°. les lois qui font défense aux administrateurs et membres des conseils-généraux de district et de département de quitter leur poste sous les peines y portées, seront exécutées ; 2°. tout administrateur qui sortira du cercle de ses fonctions sera arrêté et ses papiers seront visités ; s'il y a des preuves qu'il ait des instructions ou pouvoir pour conférer avec les autres administrateurs, et machiner pour rompre l'unité et l'indivisibilité de la République. Il sera traduit sans délais à Paris, pour être, par la Convention, ordonné ce qu'il appartiendra ; 4°. s'il n'est porteur d'aucune instruction ou pouvoir, il en sera référé au comité de sûreté générale pour savoir s'il y a des renseignemens particuliers ; et il demeurera en état d'arrestation jusqu'à ce que ledit comité ait prononcé ; 5°. seront mis en état d'arrestation tous suppléans qui se rendraient à un point convenu, pour y former une réunion dont l'objet serait de servir la conjuration formée contre l'unité et l'indivisibilité de la représentation nationale ; 6°. il est enjoint au conseil exécutif, aux administrateurs de département et de district, aux municipalités et conseils des communes, aux tribunaux et juges de paix, de veiller à l'exécution du présent décret. Les bons citoyens sont même autorisés à faire lesdites arrestations, à la charge d'en référer aussi-tôt aux autorités constituées, et en même-tems à la Convention nationale.

Marat rappelle ses anciennes dénonciations contre Ligonier et Westermann. Il dénonce encore le général Menou, les commissaires envoyés dans la Vendée, et particulierement Carra. — Renvoyé au comité de salut public.

Du mercredi 19. Des députés extraordinaires de Rouen viennent réclamer des secours en grains : ils disent que le décret du 4 mai a occasionné dans le département de la Seine inférieure une disette alarmante. Avant la loi du 4 mai, les laboureurs et les bladiers apportaient des grains aux halles ; mais depuis la fixation du *maximum* elles sont absolument désertes. — Renvoyé au ministre de l'intérieur.

Un député du directoire du département de l'Oise proteste du dévouement entier de ses concitoyens à la Convention nationale, et de leur adhésion aux mesures prises par elle dans la journée du 2 juin.

Brival, au nom du comité de sûreté générale, a fait le rapport demandé sur le tribunal soi-disant populaire de Marseille. Ce tribunal, créé par le comité central de 32 sections de cette ville, a été réinstallé au mépris du décret qui ordonnait

Digitized by Google

sa suspension. Le rapporteur propose de casser ces deux autorités illégales, et de mettre hors de la loi ceux de leurs membres qui voudroient continuer les fonctions qu'ils se sont attribuées ; mais sur la motion de Lacroix le comité central et le tribunal sont cassés ; les membres du tribunal sont déclarés assassins ; ils sont mis hors de la loi, et tout citoyen a le droit de courir sus. Ceux qui ont favorisé l'établissement et reconnu la compétence dudit tribunal sont déclarés complices des actes illégaux qui en sont émanés.

On continue la discussion de la constitution sur les articles ajournés.

Suite de la Constitution.

CHAPITRE VI. *De la représentation nationale.*

Art. Ier. La population est la seule base de la représentation nationale.

II. Il y a un député en raison de 40,000 ames.

III. Chaque réunion de canton formant une population de 39 à 40,000 ames nommera immédiatement un député.

IV. La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

V. Chaque assemblée fait le dépouillement des suffrages, elle envoie un commissaire pour faire le recensement général qui se fait au lieu désigné comme le plus central.

VI. Si au premier recensement il n'y a pas majorité absolue, il est procédé à un nouvel appel, on vote seulement entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages, soit pour être balotté, soit pour être élu, le plus âgé a la préférence. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

VII. Tout Français exerçant les droits de citoyen, est éligible dans toute la République. Chaque député appartient à la nation entiere.

VIII. En cas de non-acceptation, de démission, de déchéance ou de mort d'un député, il est remplacé par les assemblées primaires qui l'ont nommé.

IX Le député qui a donné sa démission, ne peut quitter son poste qu'après l'admisson de son successeur.

X. Le peuple Français s'assemble tous les ans le 1er. mai pour les élections.

CHAPITRE VII. *Des assemblées électorales.*

Art. Ier. Il y aura des électeurs.

II. Il sera nommé dans les assemblées primaires, un électeur, à raison de 200 citoyens présens ou non à l'assemblée. Il en sera nommé deux depuis 301 jusqu'à 400, et 3 depuis 501 jusqu'à 600.

Digitized by Google

III. La tenue des assemblées électorales et le mode des élections sont les mêmes que les assemblées primaires.

CHAPITRE VIII. *Du corps législatif.*

Art. Ier. Le corps législatif est un, indivisible et permanent.

II. Sa session est d'un an.

III. L'Assemblée législative se réunit le 16 juillet.

IV. Elle ne peut se constituer si elle n'est composée au moins de la moitié des députés plus un.

V. Ces députés ne peuvent être recherchés, accusés, ni jugés en aucun tems pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du corps législatif.

VI. Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit; mais le mandat d'arrêt, ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec autorisation du corps législatif.

CHAPITRE IX. *De la tenue des séances.*

Art. Ier. Les séances de l'Assemblée nationale sont publiques, les procès-verbaux de ses séances sont imprimés.

II. Elle ne peut délibérer si elle n'est composée de 200 membres au moins.

III. La police lui appartient dans le lieu de ses séances et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

IV. Elle a le droit de censurer la conduite de ses membres. Elle ne peut leur refuser la parole dans l'ordre où ils l'ont réclamée. Elle délibere à la majorité. 50 membres ont le droit de réclamer l'appel nominal.

CHAPITRE X. *Des fonctions du corps législatif.*

Art. Ier. Le corps législatif propose des lois et rend des décrets.

II. Sont compris sous le nom général de loi, les actes du corps législatif, concernant la législation civile et criminelle, l'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la République, la déclaration de guerre, toute nouvelle distribution générale du territoire Français.

III. Sont designés sous le nom particulier de décret, les actes du corps législatif concernant l'établissement annuel des forces de terre et de mer; la permission ou la défense du passage des troupes étrangeres sur le territoire Français; l'introduction des forces navales étrangeres dans les ports de la République; les mesures de sûreté et de tranquillité générale; la distribution annuelle et momentanée des secours et travaux publics; les dépenses imprévues et extraordinaires; les ordres pour la fabrication des monnoies de toute espece; les mesures locales et particulieres à un département, à une commune, et à un genre de travaux; la défense du territoire,

Digitized by Google

la ratification des traités ; la nomination et la destitution des commandans en chef des armées ; les poursuites de la responsabilité des membres de conseil, des fonctionnaires publics ; la mise en jugement des prévenus de complots ou d'attentats contre la sûreté générale de la République ; les récompenses nationales ; tout changement partiel dans la distribution du territoire Français.

CHAPITRE XI. *De la formation de la loi.*

Art. Ier. Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

II. La discussion ne peut s'ouvrir, et les articles ne peuvent être provisoirement arrêtés que 15 jours après le rapport.

III. Le projet arrêté est imprimé et envoyé à toutes les communes de la République, sous ce titre : *Loi proposée.*

CHAPITRE XII. *De la promulgation des lois et des décrets.*

Art. Ier. Les lois, les décrets, et tous les actes publics sont intitulés ; *Au nom du peuple Français*, l'an..... de la République.

CHAPITRE XIII. *Du conseil exécutif.*

Art. Ier. Il sera formé un conseil exécutif de 24 membres.

II. L'assemblée électorale de chaque département nommera un candidat. Le corps législatif choisit, sur la liste générale, les membres du conseil.

III. Il est renouvellé par moitié à chaque législature dans le dernier mois de sa session.

IV. Le conseil exécutif est seul chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale. Il ne peut agir qu'en vertu des lois et des décrets du corps législatif. Il nomme hors de son sein les agens extérieurs de la République ; il négocie les traités, le corps législatif les ratifie.

V. Il nomme hors de son sein les agens en chef de l'administration de la République.

VI. Les législateurs déterminent le nombre et les fonctions des agens.

VII. Ces agens ne forment point un conseil. Ils sont séparés sans rapport immediat entr'eux, et n'exercent aucune autorité personnelle.

VIII. Les membres du conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le corps législatif. Le conseil est responsable de l'exécution des lois et des abus qu'il ne dénonce pas.

IX. Le conseil destitue et remplace les agens en chef à sa nomination. Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les tribunaux ordinaires.

CHAPITRE XIV. *Des relations du conseil exécusif avec le corps législatif.*

Art. Ier. Le conseil exécutif réside auprès du corps législa-

Digitized by Google

tif. Il a l'entrée dans le lieu des séances du corps législatif. Il y a une place séparée. Il est entendu toutes les fois qu'il a un compte à rendre. Le corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie, lorsqu'il le juge convenable.

Le chapitre XV, sur le grand-juré national, est ajourné et renvoyé de nouveau au comité de salut public.

Chapitre XVI. *Des corps administratifs.*

Art. 1er. Il y a dans chaque commune de la République une administration municipale, dans chaque district une administration intermédiaire, dans chaque département une administration centrale.

II. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de communes.

Les administrateurs de district et de département sont élus par les assemblées électorales.

III. Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractere de représentation.

Ils ne peuvent en aucun cas modifier les actes du corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

IV. Le corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les regles de leur subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

V. Les administrations sont renouvellées tous les ans par moitié.

VI. Leurs séances sont publiques.

(Le chapitre XVII de la justice civile est ajourné.)

Chapitre XVII. *De la justice civile.*

Art. 1er. Le code des lois civiles et criminelles sera uniforme pour toute la République.

II. Il y a des juges de paix chargés de concilier et de juger les parties sans fraix. Il sont élus par les citoyens dans les arrondissemens déterminés par la loi.

III. Ils sont élus tous les ans.

IV. Leur nombre et leur compétence sont déterminés par le corps législatif.

V. Dans les circonstances qui ne sont pas du ressort de la justice de paix, les citoyens s'adressent à des arbitres choisis par eux.

Chapitre XVIII. *De la justice criminelle.*

Art. 1er. En matiere criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés, ou décrétée par le corps législatif. Le fait est déclaré par un juré de jugement. La peine est appliquée par un tribunal criminel. L'instruction est publique. Les accusés ont des conseils choisis par eux ou nommés d'office.

Digitized by Google

Chapitre XIX. *Du tribunal de cassation.*

Art. Ier. Il y a, pour toute la République, un tribunal de cassation. Ce tribunal ne connaît point du fond des affaires; il prononce sur la violation des formes et sur les contraventions expresses à la loi.

Chapitre XX. *Des contributions publiques.*

Art. Ier. Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

Chapitre XXI. *De la trésorerie nationale.*

Art. Ier. La trésorerie nationale est le point central et indivisible de la comptabilité de la République.

II. Elle est administrée par des agens comptables nommés par le conseil exécutif. Ces agens sont surveillés par le corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

Chapitre XXII. *De la comptabilité.*

Les comptes des agens comptables de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics, sont rendus annuellement à des vérificateurs responsables nommés par le conseil exécutif. Ces vérificateurs sont surveillés par des commissaires nommés par le corps législatif hors de son sein, et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas.

Chapitre XXIII. *Des forces de la République.*

Art. Ier. La force générale de la République se compose du peuple entier.

II. La République entretient à sa solde, même en tems de paix, une force armée de terre et de mer.

III. Tous les Français sont soldats; ils sont exercés au maniement des armes.

IV. Il n'y a point de généralissime.

V. La différence des grades et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

VI. La force publique, employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

VII. La force publique, employée contre les ennemis du dehors, agit sous les ordres du conseil exécutif.

VIII. Nul corps armé ne peut délibérer.

Chapitre XXIV. *Des Conventions nationales.*

Art. Ier. Si dans la moitié des départemens plus un, le 10e. des assemblées primaires régulierement formées, demandent la révision de l'acte constitutionnel ou le changement de quelques

Digitized by Google

uns de ses articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la République, pour savoir s'il y a lieu à une Convention nationale.

II. La Convention est formée de la même maniere que les législateurs, et en réunit tous les pouvoirs.

III. Elles ne s'occupent relativement à la constitution, que des objets de leur Convention.

CHAPITRE XXV. *Des rapports de la République Française avec les nations étrangeres.*

Art. Ier. Le peuple Français se déclare l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

II. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

III. Il donne asyle aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté; il le refuse aux tyrans.

IV. Il ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

CHAPITRE XXVI. *De la garantie des droits.*

Art. Ier. La constitution garantit à tous les Français l'instruction commune, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les droits de l'homme.

II. La déclaration des droits et l'acte constitutionnel sont gravés sur des tables, au sein du corps législatif et sur les places publiques.

PARIS, *le 20 juin 1793.*

Les sections sont assemblées pour la nomination d'un commandant-général. On croit que la majorité des suffrages se réunira sur le citoyen Raffet, commandant du bataillon de la section de la Butte-des-Moulins.

Le comité de salut public qui tient ses séances dans le collége des Quatre-Nations a convoqué, le 17 de ce mois, les autorités constituées et les commissaires des 48 sections dans la salle des jacobins. Cette réunion des autorités a pour objet de délibérer sur les moyens de sauver la chose publique.

Il y a eu ces jours derniers beaucoup de foule aux portes des boulangers. On avait l'air de craindre de manquer de pain. Ces inquiétudes n'ont aucun fondement, puisqu'on a assuré au conseil-général de la commune que les approvisionnemens de Paris étaient faits pour plus de neuf mois. Il faut espérer

Digitized by Google

que la fermeté et la prudence des autorités constituées et la réunion des bons citoyens parviendront à éclairer le peuple et à dissiper les alarmes.

Plusieurs promotions ont eu lieu depuis peu dans le corps diplomatique. Le citoyen Noël est parti pour Venise, le citoyen Chauvelin va se rendre à Florence; le citoyen Grouvelle à Copenhague, et le citoyen Maret à Naples, tous en qualité de ministres plénipotentiaires de la République Française.

Monsieur, frere de Louis XVI, vient de publier une déclaration, par laquelle il annonce n'avoir pris le titre de régent que parce que la reine et la famille royale de France n'étant pas libres, il se trouvait seul dans le cas de pouvoir stipuler pour elle; mais qu'il était prêt à donner sa démission, et à s'en rapporter à ce qui serait statué suivant les lois et usages du royaume, par le congrès des puissances étrangeres.

COMMUNE. — *Conseil-général révolutionnaire.*

Henriot, commandant-général provisoire, a présenté sa démission. Le conseil a applaudi et arrêté qu'il continuerait son service jusqu'à ce que son successeur fût nommé. Les sections seront incessamment convoquées pour l'élection de son successeur.

Les commissaires envoyés dans les sections pour leur demander des canons, ont rendu compte de leur mission. Presque toutes les sections paraissent disposées à prêter leur canon pour l'armée qui combat les rebelles.

Chaumette a présenté, au conseil, un enfant qui a été acheté en Amérique. Cet enfant, a-t-il dit, est esclave, il ne doit point y en avoir sur la terre de la liberté. Le conseil l'a adopté, et lui a donné le nom d'Ogé, l'un des martyrs de la République en Amérique.

Une lettre du comité de salut public, établi à Autun, annonce que le conseil-général de la commune, et la société populaire de cette ville, ont applaudi aux événemens du 31 mai.

Les communes d'Auxerre, de Dijon, de Neuilli-sous-Clermont, de Saint-Cloud, témoignent les mêmes sentimens et protestent de leur inviolable attachement aux citoyens de Paris.

Le général de brigade Muller, adjoint du ministre de la guerre, écrit que les ordres ont été donnés pour qu'il soit délivré six mille fusils pour l'armée révolutionnaire qui doit

Digitized by Google

être formée à Paris, et six mille piques pour le service des sections.

Des commissaires des 48 sections viennent faire part d'une adresse à la Convention nationale contre la création d'une armée révolutionnaire dans la ville de Paris. — Une députation du club des cordeliers vient se plaindre de la démarche de ces commissaires. Elle engage le conseil, au nom du salut de la République, à s'opposer de tout son pouvoir au rapport du décret qui établit une force révolutionnaire. — Applaudissemens,

Un citoyen de la section du Temple rend compte d'une pétition qui a été faite sur les subsistances. Il demande s'il y a une commission établie pour cet important objet. Il dit que le peuple, fatigué de la cherté des denrées, est prêt à se soulever.... A ces mots, des murmures s'élevent dans le conseil, et l'orateur est improuvé.

Après la lecture d'une adresse à la Convention nationale, adoptée par plusieurs sections, relativement aux subsistances, le procureur de la commune a observé qu'elles etaient assurées jusqu'au mois de janvier prochain, et que dans le moment où la Convention s'occupait assidument de la constitution, il serait criminel d'interrompre ses travaux. Il a été arrêté que ces observations seraient imprimées et communiquées aux sections.

Dix-sept déserteurs dont 16 Autrichiens et un Hollandais prêtent serment de fidélité à la République Française. Le conseil les renvoie au ministre de la guerre pour être incorporés dans les troupes de la République.

Le conseil ordonne l'impression et l'affiche d'un arrêté du directoire du département, par lequel tous les armuriers, arquebusiers, charrons, etc. sont mis en état de requisition permanente, pour la confection et le prompt achèvement de tous les affuts, caissons, trains et charriots d'artillerie.

Le vice-président, Destournelles, annonce que la Convention nationale l'a nommé au ministere des contributions publiques. Il reconnait devoir cette place à la bienveillance et à l'estime que le conseil lui a témoignée. Il hésitait d'abord d'accepter; mais les conseils du citoyen maire l'y ont déterminé. Il demande s'il peut encore rester membre du conseil. « C'est le plus cher de ses vœux, et il s'honore de l'écharpe qui lui a été donnée le 10 août. »

Le conseil délibérant sur la demande de Destournelles, passe à l'ordre du jour motivé sur ce qu'aucune loi ne prononce l'incompatibilité entre les fonctions de notable de la commune et celles de ministre des contributions publiques.

Digitized by Google

TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Louis Beguiner, âgé de 36 ans, tapissier demeurant à Paris, lieu de sa naissance, a été condamné à mort sur la déclaration du jury, portant que ce particulier, enrôlé dans la 8e. compagnie de la section du Museum, pour aller combattre les révoltés de la Vendée, a cherché à débaucher plusieurs de ses camarades pour le service des contre-révolutionnaires. Le jugement a été exécuté le 11 à 9 heures du soir.

Le tribunal révolutionnaire a condamné à mort douze conspirateurs de la ci-devant Bretagne, savoir; Gabriel-François de Lamotte la Guiomarais, ci-devant gentilhomme breton; Marie-Jeanne Micault, femme Lamotte la Guiomarais; Elie-Alexandre-Victor Thebault, instituteur; Julien-Alain Picot-Limoëlan, ci-devant gentilhomme breton; Angélique-Françoise Desilles, femme de Jean Roland; Desclos de la Fauchais, ci-devant gentilhomme breton; Guillaume-Maurice Delaunay, ci-devant lieutenant de l'amirauté de St.-Malo; Félix-Victor Locquet de Grandville, ci-devant gentilhomme breton; Nicolas-Bernard Grout de Lamotte, ci-devant gentilhomme breton; Thérèse Limoëlan de Fougere; Jean-Baptiste-Georges Fontevieux; Louis-Anne Pontavice, ancien officier au ci-devant régiment d'Armagnac; Georges-Julien-Jean Vincent, interprête de la langue anglaise à St.-Malo, atteints et convaincus d'être les complices et agens de la conspiration de la ci-devant province de Bretagne, sous l'autorisation des freres du ci-devant roi, de laquelle le ci-devant marquis de la Rouerie était le chef. Ils ont été exécutés le 18 juin sur la place de la Révolution.

Le même tribunal a condamné à la déportation à la Guyanne française, les nommés Perrin, jardinier; et Lemasson, chirurgien: il a acquitté les nommés Amauri la Guiomarais, Casimir la Guiomarais, fils cadet; David, domestique; Taburer, médecin; Morel, chirurgien; la femme Desilles d'Allerai; la veuve Desilles Vivel; Thonectieaux, marchand; Micaula-Mainville, homme de loi; Lavigne; Dampierre; Lepetit, perruquier; Briot, pere et fils, de l'acte d'accusation porté contre eux; il a ordonné, en outre, qu'ils seraient mis dans 24 heures en liberté s'ils n'etaient pas retenus pour d'autres causes.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENS.

BOUCHES-DU-RHONE. *Marseille, le 5 juin.*

Le 3 de ce mois à 7 heures du soir, le club a été fermé;

Digitized by Google

les clefs en ont été remises au comité général des sections avec le poignard de Brutus. On y a trouvé 4 canons de 4 livres de balles, 2 tromblons, beaucoup de piques et 15 fusils. Les effets, bancs, chaises, tables et tribunes ont formé la charge de trois charettes. Un cortege nombreux, précédé de la musique militaire, a porté au comité général des sections cinq drapeaux pris sur les ennemis, que les corsaires avaient déposés dans ce temple de la liberté. Un grand nombre de membres du club dépose leur diplome aux sections, et plusieurs de ces diplomes sont portés dans la ville au bout des piques; enfin, il y eut illumination générale à l'occasion de cet événement extraordinaire, attribué en général à l'effet qu'a produit la nouvelle de la catastrophe de Lyon, du 29 mai. (*Extrait du courier d'Avignon.*)

Le tribunal populaire tant de fois suspendu, et tant de fois remis en activité, a été rétabli de nouveau.

Toulon, le 4 juin. Nous avons délivré tous les prisonniers renfermés par des actes arbitraires. L'exemple de Marseille nous a fortement encouragés. Notre cri de ralliement est, la République et des lois! (*Courier de l'Egalité.*)

ISERE. *De Grenoble, le 10 juin.*

A la nouvelle des évenemens qui se sont passés à Paris dans les premiers jours du mois, toutes les autorités constituées, tribunaux, juges, députés des sections, etc. se sont réunis. L'assemblée étant organisée tous les membres ont d'abord prêté individuellement et sans exception, le serment de maintenir la liberté et l'égalité, la stabilité et l'inviolabilité de la Convention nationale, l'unité et l'indivisibilité de la République, de résister à toute tyrannie et à tous genres d'oppression. Il a été ensuite proposé diverses mesures relatives aux circonstances, qui ont été mises à la discussion et suivi de l'arrêté ci-après.

Art. 1er. Toutes les communes du département sont invitées à se réunir en assemblées primaires par cantons, le dimanche 16 du présent mois de juin, et à prêter, avant aucune délibération; le même serment qui a été prêté à l'ouverture de la présente séance.

II. Chaque assemblée primaire nommera un député et l'investira de tous les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Grenoble, le jeudi 20 du présent mois de juin, se réunir avec les députés des autres assemblées primaires, y délibérer et prendre toutes les mesures de sûreté générale exigées par les circonstances.

III. Le procès-verbal de la présente séance sera imprimé, publié et affiché dans toutes les communes du département; il sera en outre adressé à la Convention nationale, aux 48 sections de Paris et à tous les départemens de la République.

Digitized by Google

CALVADOS. *De Caen le 8 juin.*

Toutes les sections assemblées ont arrêté de ne plus reconnaître les décrets qui émanaient de la Convention nationale, tant que la représentation serait incomplette. Le procès-verbal de ce qui s'est passé va être envoyé à tous les départemens. Gorsas et Henri Lariviere ont assisté à la séance du département. Les commissaires Prieur et Romme ont été arrêtés à Bayeux et transférés au château de cette ville.

CÔTE DU NORD. *De St. Brieuc le 8 juin.*

Pour délibérer sur les nouvelles reçues de Paris, les citoyens de la commune de St. Brieuc, chef-lieu du département, se sont assemblés extraordinairement le 7 de ce mois ; ils ont arrêté de nommer plusieurs députés, qui se joindront à Rennes aux députés des départemens voisins, et se rendront avec eux à Paris, pour y demander le respect de la représentation nationale et l'élargissement des députés détenus.

LOIRE INFÉRIEURE. *De Nantes le 8 juin.*

Les 18 sections ont rédigé une adresse à la Convention dans les mêmes principes. Elles déclarent expressément qu'elles ne reconnaîtront jamais pour lois de la République que celles qui auront été le résultat d'une discussion libre, et où tous les représentans auront pu manifester leur vœu.

SEINE INFÉRIEURE. *De Rouen le 17 juin.*

Adhérera-t-on aux arrêtés des départemens du Calvados, de l'Orne, de l'Eure et de l'Ile et Vilaine ? Tel a été l'objet soumis à la discussion de l'assemblée des administrateurs. Le procureur-général-syndic a soutenu que nulle portion du souverain n'avait le droit de rassembler une force armée et de la diriger contre telle ou telle ville, encore moins celui de détourner le cours des caisses publiques. Il a demandé qu'il fut rédigé une adresse dans laquelle on représenterait énergiquement aux délégués du peuple, combien ils se sont écartés des reglés étesnelles de la justice, et que cette adresse fut envoyée aux départemens voisins. — Les raisonnemens du procureur-général-sindic ont frappé, et l'administratioa s'en est référée à son avis.

Extrait d'une lettre de Rouen, du 16 juin.

Tout est fort tranquille dans cette ville prudente, Je viens de lire *le journal de navigation* ; j'ai compté onze bâtimens chargés de grains, particulierement de froment, entrés dans nos ports. Les négocians chez qui je lis ce journal me disent que presque tous les jours on en voit autant. Espérons donc, surtout avec la perspective d'une aussi belle récolte.

Digitized by Google

VENDÉE. Une lettre de Felix, commissaire national, datée de Tours le 14 juin, donne des détails particuliers sur la prise de Saumur. Il paraît que les rebelles ont avec eux beaucoup de troupes réglées. On fait monter leur nombre à 30 mille contre 8 mille des nôtres qui étaient assiégés dans Saumur. La ville a été prise en 4 heures de tems. Le fort s'est défendu pendant 18 heures. Chinon a été pris sans résistance. La terreur panique s'était communiqué jusqu'à Tours; déja les marchands fermaient leur boutiques et parlaient d'arborer le drapeau blanc, mais les commissaires ont fait une proclamation. Les peureux se sont enhardis; ils ont juré de vaincre ou de mourir.

Angers a été évacué le 11. Les patriotes Angevins, avec leurs papiers, leurs caisses et 22 pieces de canon, se sont rendus à Laval pour y trouver un asyle; cette ville éprouve une grande disette de grains. Les ennemis mettent en avant des gens mal armés et mal exercés. Derriere cet ordre fanatisé et mal équipé, ce sont de véritables troupes réglées, qui, lorsque ces malheureux ont essuyé le premier feu, donnent avec vigueur, presque sans risques, sur nos armées étonnées de cette apparition.

Talien écrit de Tours, que les généraux ont rassemblé tous les débris de l'armée, et tenté une attaque contre les rebelles. Les brigands, dit-il, ne pillent plus; on punit même sévérement ceux qui enlevent quelque chose: cette politique les rend plus dangereux. L'esprit public se pervertit de jour en jour; le défaut de subsistances vient encore augmenter nos inquiétudes.

Le général Santerre qu'on croyait égaré est revenu à Tours. Il a ramené quelques pieces d'artillerie. La plus grande force des rebelles est actuellement à Chinon; si elle se réunit à la colonne de Saumur pour nous attaquer, nous serons obligés de rétrograder; mais il y apparence que les rebelles se porteront sur Angers et Nantes, ensuite sur la Sarthe.

On n'a aucune connaissance officielle, ni du nombre de ces brigands, ni de leur chef, ni de leur relation, ni de leurs moyens d'existence au sein de la République.

NOUVELLES DES ARMÉES.

ARMÉE DES ALPES MARITIMES.

Lettre du général en chef de l'armée d'Italie, Brunet, au président de la Convention.

Au quartier-général de l'Escarene, le 11 juin.

« L'apparition de la Flotte espagnole avait répandu l'épouvante sur toutes nos côtes. Les Piémontais cherchaient

Digitized by Google

à augmenter cette terreur, et à ranimer le courage de leurs troupes, en annonçant que de leurs mouvemens combinés avec ceux de la flotte, nous serions bientôt chassés du ci-devant comté de Nice. J'ai cru qu'il était du bien de la chose publique, de rendre ce projet presqu'impossible, en m'emparant des sommets des montagnes qu'ils occupaient, et qui auraient pu leur faciliter de déboucher avec avantage sur l'armée de la République. En conséquence, malgré la force de l'assiette de leur différens camps, malgré les retranchemens dont il les avaient entouré, je les ai fait attaquer le 8 sur cinq points. La colonne de droite, conduite par le général Dumerbion, a forcé le camp du Col-de-Pérus; celle conduite par le général Mieskousky, celui de Liniere; celle du chef de bataillon Gardane, le poste du Moulinet; celle du chef de brigade d'Artoman, le camp servant d'avant-poste à celui de Fourchet. Si la colonne de gauche, aux ordres du chef de brigade Serrurier, avait pu s'emparer du fameux poste de Raons, les ennemis seraient actuellement en Piémont. J'espere que cela ne sera pas long-tems retardé. J'ai fait occuper hier le camp de Bronis, que les ennemis avaient abandonné, et où était leur quartier-général. Les différentes marches des troupes depuis cette occasion, m'ont empêché d'avoir les rapports particuliers, dont je ferai passer les détails que j'adresse au ministre. Nous avons perdu de braves officiers et soldats; deux de mes aides-de-camp ont été blessés. L'ennemi a perdu beaucoup de monde; nous avons pris 20 officiers, 500 soldats et deux pieces de canon.

Nous avons pris beaucoup d'effets de campement, les soldats en vont faire des pantalons. Nous sommes des sans-culottes de nom et d'effet, mais cela ne nuit ni au patriotisme ni au courage de nos braves freres. En général les officiers et soldats se sont conduits avec l'énergie et le courage de vrais républicains, et quels qu'ayent été les obstacles que présentaient les moyens de force combinés, avec l'avantage imposant des positions, rien n'a résisté à leur valeur et à leur intrépidité. »

Signé, BRUNET.

Des frontieres du Nord, le 11 juin.

Un Français, officier dans les troupes prussiennes, et qui a déserté avec un poste avancé qu'il commandait près Condé, a rapporté que cette ville était pressée de toutes parts; mais que les inondations de la place détruisaient souvent les ouvrages des assiégeans. — Maubeuge est également cerné par les Autrichiens. Mais cette place est pour long-tems approvisionnée, et défendue par une garnison nombreuse, qui a juré de s'ensevelir sous les ruines, avant de se rendre. Valenciennes est jusqu'ici d'autant moins pressée, que les ennemis ont besoin de disperser leurs forces sur plusieurs points.

Digitized by Google

(N°. 100. — 1793.)

MERCURE FRANÇAIS.

SAMEDI 29 JUIN, *l'an deuxieme de la République.*

POÉSIE.

Lettre au rédacteur de la partie littéraire.

PERMETTEZ-MOI de soumettre à votre jugement quatre traductions de six vers de Virgile assez connus, et tirés de ses *Géorgiques*.

Les deux premieres sont de deux Académiciens, Delille et Lefranc de Pompignan : les deux autres sont d'un jeune homme qui se mêle aussi de peindre, et d'un vieillard qui rime encore pour s'achever de peindre.

Si vous pensez que cela puisse amuser le lecteur autant que les énigmes, vous me ferez plaisir de supprimer celles du Mercure prochain, pour leur substituer ces divers essais de traduction. Je m'en repose autant sur votre goût que sur votre amitié.

AUGUSTIN XIMÉNEZ septuagénaire.

Réponse.

Je vous felicite, mon cher concitoyen, de faire encore des vers, avec vos soixante-dix ans, et par le temps qui court : les vôtres ne se sentent ni de l'un ni de l'autre ; cela me donne bonne opinion de votre tête et de votre santé. Cependant vous savez comme moi que vous n'avez pas fait une *traduction*, mais une imitation très-libre, une espece de paraphrase, où vous avez fait entrer toute l'histoire de Léandre, que Virgile n'avait fait qu'indiquer.

Les vers de votre jeune homme sont un peu faibles ; mais ils valent beaucoup mieux que ceux de Pompignan. *Faire naufrage à la nage* est sur-tout d'un ridicule rare. Comment le mot même (*naufragium*, *navifragium*) ne l'a-t-il pas averti qu'on ne pouvait *faire naufrage* que sur un navire ? Et qui jamais s'est avisé de dire qu'un homme qui se noie en nageant *a fait naufrage !* et ces expressions vagues et insignifiantes, son *triste sort* qui *lui présage la mort*, ne sont-elles pas de plates chevilles ? Remarquez que ses *Géorgiques* sont écrites ainsi presque d'un bout à l'autre. C'est pourtant cet ouvrage que le parti dévot

Digitized by Google

avait tant exalté avant qu'il parût. Il est impossible à un homme de goût d'en soutenir la lecture.

Pour en revenir au passage en question, il me semble que frere Delille seul a traduit ; il s'est tenu tout près de l'original, et ses vers sont bons. Je voudrais pourtant qu'il n'eût pas mis *le bruit des flots* et *le bruit des rochers* si près l'un de l'autre. Cette répétition en quatre vers est une petite négligence. Pourquoi n'a-t-il pas osé mettre *le cri des rochers*, *illisa reclamant æquora* ? Si Virgile fait *crier* les flots, ne pourrait-on pas faire *crier* les rochers avec d'autant plus de raison que le retentissement des vagues contre les rochers ressemble assez à des *cris*, ou, comme disaient encore les anciens, à une espece d'aboyement ? Je m'en rapporte à vous et aux bons juges.

Vraiment je me garderai bien de supprimer ni charade, ni énigme, ni logogriphe. Si vous ne vous souciez pas de tout cela, il y a nombre d'honnêtes gens qui en font leurs délices, et il ne faut mécontenter personne. Mais sans attenter à l'énigme, il est possible de trouver place pour votre quadrille poétique, etc.

Quid juvenis, magnum cui versat in ossibus ignem
Durus amor ? nempè abruptis turbata procellis
Cæcâ nocte natat serus freta : quem super ingens
Porta tonat cæli et scopulis illisa reclamant
Æquora ; nec miseri possunt revocare parentes,
Nec moritura super crudeli funere virgo.

Je vois un jeune amant, ô tendresse insensée !
Traverser à la nage une mer courroucée.
Sa mere en vain l'appelle : en vain son triste sort
De son amante en pleurs lui présage la mort.
En vain Jupiter tonne, il affronte l'orage,
Fend les flots, suit l'amour, l'implore, et fait naufrage.

Que n'ose un jeune amant qu'un feu brûlant dévore ?
L'insensé ! pour jouir de l'objet qu'il adore,
La nuit, au bruit des vents, aux lueurs de l'éclair,
Seul, traverse à la nage une orageuse mer.
Il n'entend ni les cieux qui grondent sur sa tête,
Ni le bruit des rochers battus par la tempête,
Ni ses tristes parens de douleur éperdus,
Ni son amante hélas ! qui meurt s'il ne vit plus.

Digitized by Google

Que n'ose un jeune amant, trompé par son courage?
Voyez-le affronter, seul, les vents, l'onde et l'orage.
Sa mere vainement cherche à le rappeller.
Jupiter tonne en vain; rien ne peut l'ébranler;
Il est sourd à la voix d'une amante éplorée
Qui cause son trépas, et meurt désespérée.

Mais que n'osera l'homme, en la fougue de l'âge,
Qui du joug de Vénus a fait l'apprentissage?
Voyez sur l'Hellespont, entre Abyde et Sestos,
Léandre à la merci des autans et des flots.
Il est sourd à la voix d'une mere expirante;
Il cherche le fanal qu'alluma son amante.

Ce fanal est éteint, rien ne peut l'arrêter,
Ni la mort, ni les pleurs que sa mort peut coûter.
Il lutte, en demandant aux dieux que la tempête
Attende son retour pour tomber sur sa tête.

CHARADE.

Lise, viens embellir ma modeste retraite
Pour vendredi je te prie à dîner; ....
Mais quoi! tu parais inquiete....
Ah! tu fais maigre; eh bien tu seras satisfaite,
Et pour cela je vais tout ordonner:
Tiens, voici ce que je projette;
Le potage dans mon premier;
Le plat d'entrée en mon entier;
Le plat de rot dans mon dernier;
Cette chère sera délicate et parfaite.

(*Par M. Ch. M. D. V.*)

ÉNIGME.

Lecteur, la France est mon climat.
Quoique je sois toujours en guerre,
Jamais personne sur la terre
Ne me vit dans aucun combat.

Digitized by Google

J'aime si fort la bonne chère
Que j'assiste à tous les repas !
Mais, lecteur, ne t'étonne pas
De me trouver dans la misere.
Je ne suis point dans les maisons,
Encore moins dans les familles.
Si je suis utile aux garçons,
Je suis bien inutile aux filles.
Si tu te plains de ton malheur,
Jeune amant, fais à la tristesse
Succéder la douce allégresse :
Je suis la fin de la douleur.
On ne peut sans moi faire rire...
Mais c'est assez te détourner :
Pourvu que tu saches bien lire,
Lecteur, tu peux me deviner

Par C. V.

LOGOGRIPHE.

ADMIRE, ami lecteur, l'inconstance du sort :
Ici de toutes parts je fais voler la mort ;
Là, bravant les rigueurs du tems et de la parque,
Je fais vivre mille ans le héros, le monarque.
Les six pieds qui forment mon nom
Peuvent souffrir mainte combinaison.
Retranche le second, et vois un solitaire,
Qui dans certains pays mene une vie austere.
Je t'offre encore un chiffre, un vêtement,
Un espace sur terre, ainsi qu'au firmament,
Un nombre, un patriarche, une illustre amazone.
Le nom latin d'un cruel empereur,
Qu'on vit à Rome sur le trône ;
Et ce métal puissant... Mais tu me tiens, lecteur.

Explic. des Charade, Enigme *et* Logogriphe *du* N°. 99.

Le mot de la Charade est *Minuit ;* celui de l'Enigme est *Soulier ;* celui du Logogriphe est *Courage*, où se trouvent *arc*, *âge*, *rage*, *cor*, *courge*, *cœur*, *roc*, *cou*, *rouge*, *roue*, *orge*, *cure*, *écru*, *crus*, *tour*, *gore*, *oor*, *ce*, *ergo*, *grue*, *rue*, *or*, *ogre*, *cage*, *ange*.

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

Politique de tous les cabinets de l'Europe, pendant les regnes de Louis XV et de Louis XVI : contenant des pieces authentiques sur la correspondance secrette du comte de Broglie ; un ouvrage dirigé par lui et exécuté par M. Favier ; plusieurs mémoires du comte de Vergennes, ministre des affaires étrangeres ; de M. Turgot, etc. Manuscrits trouvés dans le cabinet de Louis XVI. 2 vol. in-8°. ; prix 9 liv. 10 sols brochés, et 11 liv. 10 sols, franc de port, pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

CE ne sera pas une des particularités les moins remarquables de notre histoire, ni un des traits les moins curieux du singulier caractere de Louis XV, que cette commission secrette, confiée au comte de Broglie, pour entretenir une correspondance clandestine avec nos ambassadeurs ou envoyés dans les cours étrangères, dont le résultat était de procurer au roi des connaissances particulieres, indépendamment du travail que ses ministres faisaient avec lui, et de lui donner même les moyens de les surveiller et de les juger. Qui n'aurait cru que de pareilles mesures si bien concertées par ce prince et si long-tems soutenues étaient d'un homme qui voulait absolument tout voir par ses yeux, se décider par ses propres lumieres, et échapper à l'ascendant de ses ministres ? Point du tout : on voit, par les lettres même du correspondant secret de Louis XV, que les instructions qu'il donnait n'eurent presque jamais aucune influence sur les affaires et n'empêcherent pas les ministres de faire, suivant l'usage, tout ce qu'ils voulaient. Cette correspondance qui les inquiéta si long-tems, n'avait pour principe qu'une vaine et stérile curiosité, et Louis XV ne voulait savoir ce qui se passait dans les cabinets de l'Europe et dans le sien, que comme un oisif de Paris veut savoir les nouvelles de son quartier. Il y a plus : Louis s'était fait une telle habitude d'obéir à ses ministres et de craindre ceux qu'il avait faits ses maîtres, que quand ce mystere diplomatique fut enfin éventé par le duc d'Aiguillon, d'après les confidences d'une favorite qui était à portée de mettre la main par-tout, le roi n'osa pas avouer que tout se fît par ses ordres ; il sacrifia le comte de Broglie qui fut exilé comme un intrigant qui s'était permis des démarches illicites et suspectes, et il exigea en même-tems que celui qu'il punissait pour l'avoir servi, continuât à le servir de même et lui gardât le secret aux dépens de sa propre réputation. Il fit mettre à la Bastille les deux agens principaux du comte : l'un était ce Dumourier, de-

Digitized by Google

venu depuis si malheureusement célebre, pour avoir trahi sa patrie après avoir si glorieusement combattu pour elle; l'autre était Favier, qui avait beaucoup d'esprit et de connaissances; et qui reçut du roi quarante mille francs en dédommagement de sa détention à la Bastille. C'est au sujet de cet exil du comte de Broglie, que le duc de Choiseul, alors disgracié, et qui le soupçonnait non sans raison de vouloir être ministre, dit fort plaisamment que *M. de Broglie avait pris le ministere par la queue.*

Toute cette aventure qui éclata en 1773, était assez connue: l'ouvrage que l'on annonce ici en contient les preuves authentiques, déposées dans des lettres que le comte de Broglie écrivait du lieu de son exil au successeur de Louis XV, pour en obtenir des réparations et des récompenses. Les ministres du nouveau regne, chargés d'examiner ses papiers, rendirent témoignage à son innocence, et Broglie fut rappellé. Il mourut quelques années après, et il paraît que son opposition au système autrichien, l'une des bases de sa politique, aurait toujours été un obstacle à son avancement, le ministere public ou secret qui a toujours gouverné Louis XVI, étant encore plus dévoué à ce funeste système qu'on ne l'avait jamais été sous son prédécesseur.

Favier le combat victorieusement dans un mémoire fort étendu et très-bien raisonné, où il traite de la situation respective de la France et des autres puissances de l'Europe: il en offre le tableau sous tous les aspects, et s'attache sur-tout à montrer la supériorité que prend la maison d'Autriche et en général le nord de l'Europe, depuis le premier partage de la Pologne, et la dégradation de la France, réduite à cette époque (en 1774) à n'être plus qu'une puissance du quatrieme ordre. Il attribue cet avilissement à la mauvaise administration intérieure et extérieure, à une politique aussi fausse qu'abjecte qui avait fait négliger les alliances utiles pour en contracter de dangereuses et qui repoussait toutes les mesures convenables à la dignité d'une grande nation, pour retarder par faiblesse des efforts que tôt ou tard il faudrait faire par nécessité. Il ne dissimule rien de notre honteux asservissement aux demandes insidieuses du cabinet de Vienne, de notre lâche soumission aux injonctions menaçantes du cabinet de St. James. Il rappelle sans cesse les premiers principes de notre politique naturelle, qui a toujours consisté à garantir les libertés germaniques contre l'ambition impériale, à nous unir à la Prusse pour menacer l'Autriche, à la Suede et au Danemarck pour contenir la Russie, à la Hollande pour y balancer l'ascendant des Anglais, etc. En un mot cet ouvrage, rempli d'excellentes vues, peut encore être d'une grande utilité pour nous, quand nous nous serons mis en mesure de terminer, par une paix honorable, une guerre très-imprudemment provoquée contre des puissances

Digitized by Google

dont aucune (si l'on excepte l'Autriche) n'avait ni l'envie ni l'intérêt de nous combattre, et que nous avons pour ainsi dire pris à tâche d'armer contre nous, comme si la politique d'un peuple libre devait ressembler à l'esprit aventurier des conquérans despotes qui prodiguent le sang des hommes; comme si cette politique, qui ne doit être que la fermeté calme et intrépide d'une nation qui a proclamé son indépendance, avait rien de commun avec l'orgueil insensé qui proclame la guerre contre tous les rois, quand il faut se borner à n'en craindre aucun et à n'en pas avoir chez soi; comme si le bon sens ne prescrivait pas d'affermir sa propre liberté avant de songer à affranchir les autres; enfin comme si nous pouvions jamais donner à l'Europe cette liberté autrement que par l'exemple du bonheur; exemple qui eût été bien puissant, si nous eussions pu dire non pas seulement: regardez, nous sommes libres; mais sur-tout, regardez, nous sommes heureux.

Nous avons fait de cruelles fautes, parce que l'ostentation d'un charlatanisme mercenaire a pris la place de ce courage tranquille et désintéressé qui caractérisse les vrais républicains. Notre énergie et nos ressources peuvent encore réparer ces fautes; mais il est bien tems qu'une vaine exagération de paroles cesse de passer pour du patriotisme; il est bien tems que nous nous souvenions que, si la France seule est assez puissante pour résister à l'Europe, l'Etat le plus florissant peut se détruire lui-même; et nous devons prendre désormais pour devise ces vers d'Horace, qui sont d'un si grand sens:

Vis consili expers mole ruit suâ:
Vim temperatam Di quoque provehunt
In majus.

SPECTACLES.

THÉATRE DE LA NATION.

Ce théatre aux nouveautés qu'il donne joint aussi des pieces anciennes qu'il remet avec soin.

Il vient de donner *Zuma*, tragédie du citoyen Lefevre, et les *Fausses Confidences*, de Marivaux.

Zuma fut jouée avec succès, il y a 15 ou 16 ans, et l'on revoit aujourd'hui cette pièce avec le même plaisir.

C'est un tableau des mœurs sauvages et des mœurs espagnoles mises en opposition; et cette ressemblance avec Alzire n'empêche pas Zuma d'être applaudie. Il y a de l'intérêt, des situations dramatiques, des mouvemens passionnés, de la pompe dans le spectacle et dans le style qui pourtant tombe quelquefois dans l'emphase. Mademoiselle Raucourt rend avec beaucoup d'énergie le beau rôle de Zuma; l'habit qu'elle a choisi

Digitized by Google

a paru un peu trop riche pour une reine détrônée, et qui vit depuis 15 ans dans un bois, au fond d'une caverne. Elle aurait pu, à moins de frais, se faire un costume plus vrai, plus nouveau et plus pittoresque. Mais si son habit ne produit pas toute l'illusion qu'on en pourrait attendre, il n'ôte rien à la supériorité de son jeu.

On annonce *Dom Carlos*, tragédie du même auteur. C'est l'histoire du malheureux fils du cruel Philippe II, roi d'Espagne. Cette tragédie, faite et imprimée depuis long-tems n'avait pu être mise au théâtre sous l'ancien régime. La diplomatie s'était mêlée alors d'en empêcher la représentation, et la cour de Madrid *n'avait pas voulu qu'on la jouât.*

Les fausses confidences sont une des plus jolies pieces de Marivaux. C'est à-peu-près le même fonds que dans toutes ses comédies, c'est toujours une *surprise de l'amour.* On trouve pourtant dans celle-ci une intrigue assez piquante. Il n'y a que trop d'esprit dans la conduite et dans les détails de la piece; mais cet esprit, tout fin qu'il est, ne va point jusqu'au faux esprit dans lequel se sont jettés, depuis, les auteurs dramatiques qui ont travaillé dans ce genre. Marivaux a peint des nuances délicates, mais des nuances vraies; il a une maniere d'attacher, d'intéresser même qui lui appartient; et comme le disait de lui Voltaire, *il a connu tous les chemins du cœur, excepté la grande route.*

Cette piece est jouée avec un ensemble et une perfection qui ne laissent rien à desirer.

ANNONCE.

Lettres écrites de Barcelone, à un zélateur de la liberté qui voyage en Allemagne; ou *Voyage en Espagne*; ouvrage dans lequel on donne des détails, 1°. sur l'état dans lequel se trouvaient les frontieres d'Espagne en 1792; 2°. sur le sort des émigrés dans ce pays; avec des détails philosophiques sur les mœurs, usages et opinions des Espagnols, etc. etc. Seconde édition. Par le citoyen Chantreau, envoyé en commission secrette en 1792 par le ministre des affaires étrangeres, pour visiter les frontieres de l'Espagne, et s'assurer des dispositions des Catalans sur notre révolution: 1 vol. *in*-8°. Prix, 4 liv. 10 sols br. et 5 liv. 10 sols, franc de port, pour les départemens. A Paris, chez Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20.

ERRATA.

Dans le précédent numéro, page 341, il s'est glissé une faute à plusieurs exemplaires, dans l'annonce du Voyage en France: ligne 8, au lieu de 13 liv., *lisez* 15 liv.

MERCURE

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 5 juin 1793.

On mande de Varsovie que les diétines ou assemblées primaires pour l'élection des nonces à la diéte prochaine se sont tenues dans le plus grand calme, graces aux troupes Russes. Les nonces qui furent élus, ou plutôt désignés dans cette ville pour être nommés, sont les sieurs Klicki et Bielanski; ce dernier est échanson de la couronne. On procéda ensuite à la lecture des cahiers dressés par l'ambassadeur de Russie, qui fut entendue avec le même silence; et ils sont réputés être la volonté expresse des citoyens.

Ces cahiers portent en substance, 1°. le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine, dont la chûte en France est la cause de tous ses malheurs. 2°. Le respect pour la personne auguste de S. M. le roi de Pologne. 3°. Les plus grands ménagemens dans les moyens qui peuvent détourner ou diminuer les maux qui menacent la patrie. 4°. La plus grande économie du trésor public. 5°. La sûreté des individus et des propriétés.

M. de Kerczetnikow, nouveau gouverneur des provinces envahies par les Russes, vient de mourir très-regretté de ses créatures. Le prince Sapieha, chancelier de Lithuanie, forcé dans le tems d'accepter le maréchalat de la confédération de Targowitz, l'a suivi de près. — Le faible Stanislas qui n'a pas su résister à l'oppression lorsqu'il le fallait, et qu'il le pouvait, paraît vouloir le faire aujourd'hui lorsqu'il ne le faut peut-être pas, parce qu'il ne le peut plus; il est toujours à Bialistok très-décidé, dit-on, à refuser sa signature à l'acte de démembrement de la Pologne. On sent bien que cela n'arrêtera pas les cours co-partageantes; la forme ne les inquiette gueres puisqu'elles tiennent le fond. — On parle, mais ce bruit est encore douteux, d'une résistance qui embarrasserait un peu plus le roi de Prusse. S'il faut en croire des lettres de Dantzick, les habitans de la Grande-Pologne lui ont envoyé les quatre conditions suivantes, 1°. que leur roi doit être catholique romain; 2°. qu'il ne pourra faire ni loi, ni guerre, ni paix, ni lever des impôts sans le consentement des palatinats; 3°. qu'ils ne veulent d'autre dénomination que celle de Grande-Pologne; 4°. enfin, que leur ancienne constitution sera conservée sans y rien changer que de l'aveu des états. — Au reste, Dantzick, autrefois plus libre, plus république

Digitized by Google

que la Pologne dont elle n'était que l'alliée, n'est plus aujourd'hui qu'une ville municipale de Prusse. Son sénat dissous a été remplacé par un tribunal de police et de justice ordinaire, présidé par l'ancien résident de la cour de Berlin, et où quelques sénateurs démis ont eu la lâcheté d'accepter des places. On y va joindre une juridiction à peu près consulaire pour les discussions commerciales. Les nouveaux impôts excitent l'humeur des habitans : les formes despotiques du gouvernement militaire inspirent de l'indignation aux amis de la liberté ; mais ceux qui ne songent qu'à l'argent, et par malheur c'est le plus grand nombre dans une ville essentiellement commerçante, sont à peu près contens, parce que le bled de Pologne, dégagé des droits dont il était grevé, abonde dans ce port, et que la circulation reprend de l'activité. Frédéric-Guillaume n'a pas cru devoir encore prendre l'administration ni les revenus des domaines dantzicois. La Hollande en est créancière pour de fortes sommes dont ce prince ne veut point charger son trésor.

De Francfort-sur-le-Mein, le 14 juin.

La cour de Vienne, engagée dans une guerre infiniment dispendieuse, est obligée tous les jours de faire de nouvelles levées d'hommes et d'argent. Elle vient d'ordonner aux états héréditaires de lui fournir 18000 recrues, à prendre où l'on pourra, puisque les juifs eux-mêmes ne sont point exempts de la conscription militaire. Des troupes du Bannat sont arrivées dans la capitale ; elles en font la garde conjointement avec des soldats de milice, parce qu'il n'y reste plus de troupes de ligne, tous les grenadiers étant partis, et le reste des artilleurs devant partir incessamment à ce que disent les lettres de Vienne du 1er. de ce mois. Elles ajoutent qu'un rescrit impérial, promulgué tout récemment, enjoint aux tuteurs et curateurs, lorsque leurs pupilles le demanderont, de porter l'or et l'argent qui leur appartiennent à la monnoie, et d'en recevoir une obligation de quatre et demi pour cent d'intérêt. On a grand soin de faire sonner aussi bien haut la prétendue trouvaille du comte de Stampfer, directeur des exploitations métalliques, qui a rencontré tout à propos près de Chemnitz une nouvelle mine, les uns disent d'argent, les autres seulement de vif argent, mais très-abondante, et qui rendra prodigieusement.

C'est pourtant au milieu de cette pénurie réelle, et que l'on dissimule le mieux que l'on peut, ne pouvant pas la cacher, que l'empereur promet au pape de le garantir du ressentiment de la République Française, qui pourrait peut-être lui demander compte du sang du malheureux Basseville, assassiné dans la capitale du monde chrétien.

Le nonce avait remis, il y a quelque tems, au ministère une note relative aux circonstances actuelles ; le baron de

Digitized by Google

Thugut, directeur-général des affaires étrangeres, y a répondu par écrit le 13 de ce mois. Voici la substance de cette réponse ;

« L'empereur approuve la conduite ferme et noble du saint-pere dans les affaires de France ; le bon succès des armes de S. M. I. et de ses alliés a changé heureusement la face des affaires : l'arrivée prochaine sur les côtes d'Italie des escadres anglaise et espagnole, les mettra suffisamment à couvert de toute surprise de la part des Français ; le grand-duc de Toscane a pris, pour le cas où les Français demanderaient le passage par ses Etats, des dispositions analogues à la situation de ses Etats, et conciliables avec la faiblesse de ses moyens de défense ; enfin, l'empereur a arrêté les mesures nécessaires pour protéger l'Italie. »

L'empereur ne néglige rien pour inspirer à ses troupes tout le courage dont elles ont besoin, puisqu'il les envoie combattre les soldats de la liberté. Lors du passage des hussards de Tzeklers par la capitale, il s'est fait présenter tous ceux qui ont mérité, dans la derniere guerre contre les Turcs, la médaille d'or et d'argent, et leur a fait distribuer une gratification ; ils étaient au nombre de 19. Ce corps est envoyé à l'armée du maréchal de Cobourg. L'empereur doit s'y montrer lui-même avec le jeune archiduc, et compte l'animer beaucoup par sa présence. On assure qu'il abrégera le séjour qu'il s'était proposé de faire dans sa maison de plaisance de Laxembourg, pour réaliser incessamment ce projet. Mais avant de quitter le chef-lieu de ses Etats, il veut prendre toutes les précautions possibles contre les mouvemens populaires. Aussi mande-t-on de Ratisbonne que les ministres comitiaux ont tenu une conférence sur l'affaire des associations des étudians aux universités, et que celui de Bohême a proposé, au nom de sa cour, de défendre rigoureusement non seulement ces associations, mais aussi tous les ordres, fraternités et associations secrettes quelconques. On regarde ces associations comme très-dangereuses aux gouvernemens monarchiques ; le ministre de Brandebourg prendra sûrement *ad referendum* la proposition de son collegue de Bohême, et cela pour cause.

Le vice-chancelier de l'Empire prince de Collorédo a remis, au nom de son maître, à M. Duras, qui fait à Vienne les affaires de l'électeur Palatin, une note très-remarquable au sujet de la neutralité qu'il a observée jusqu'à présent. L'empereur reproche à l'électeur d'avoir séparé son intérêt privé de l'intérêt général, et cherché à établir sa sûreté particuliere sur une politique et des principes de neutralité contraires aux principes de l'Empire ; il trouve que l'offre que fait actuellement l'électeur de 3000 hommes de troupes prises de sa garnison de Manheim, et sous la condition de les donner pour le service de l'empereur, ne remplit point suffisamment ses obligations en qualité d'Etat de l'Empire, puisqu'au lieu du triple contingent auquel il est obligé, il se borne à donne

Digitized by Google

comme subside un corps de troupes qui n'est en aucune proportion avec l'étendue et la convenance de ses Etats. En cas de refus, le chef du corps germanique lui annonce qu'il serait forcé de présenter à la diete toute cette suite de demarches, pour en ordonner suivant les lois.

En général l'Autriche tient l'œil ouvert sur la cour de Munich ; elle vient de lui envoyer un M. Laval-Montmorenci, fraîchement arrivé de Petersbourg. Cet émissaire est chargé de lui annoncer la grande nouvelle qu'une escadre russe, destinée à agir contre la France, doit incessamment arriver avec 12,000 hommes de débarquement, et de lui faire sentir que le meilleur parti qu'elle ait à prendre, c'est de se joindre de bonne foi aux puissances coalisées pour aider à écraser la France, la seule puissance qui puisse pourtant la sauver. — Il paraît que l'activité des agens diplomatiques de la cour de Vienne commence à produire quelque effet. La ville de Cologne vient enfin de déclarer à la diete de Ratisbonne que, *vu le changement des circonstances*, elle abandonnait le système de neutralité qu'elle avait adopté d'abord.

Le roi de Prusse après avoir fait quelque séjour à Bodenheim, à deux lieues de Mayence, s'est rapproché dernierement de l'armée qui se trouve, tant du côté de Landau, que dans les Vosges entre Kaisers-Lautern et Deux-Ponts, en venant s'établir à Deidesheim (petite ville de l'évêché de Spire) entre Neustadt et Derkheim, et à mi-chemin de Landau à Worms.

Lors de la sortie des assiégés de Mayence sur le quartier général Prussien à Marienborn, le général en chef Kalkreuth et le prince Louis, fils cadet du roi, manquerent d'être faits prisonniers. — Celui-ci a reculé depuis de deux lieues ; il est cantonné avec un bataillon des gardes à Nackenheim. — On mande d'Openheim que les cadavres de plus de mille Autrichiens tués le 12 mai à l'attaque de Weissnau, par des batteries chargées à mitrailles, sont encore sans sépulture, et que leur odeur a forcé les assiégeans de se retirer du poste important de la plaine d'Heiligen-kreutz. Les Prussiens doivent être aussi incommodés de l'odeur cadavereuse des hommes et des chevaux tués à Marienborn, à moins qu'ils n'aient pris de grandes précautions. — On travaille sans relâche au camp autrichien que l'on établit entre Hambac et Zeiskammer ; mille paysans que l'on tire des environs de Bruchsal se relevent, pour les travaux, tous les trois jours ; on fait des fossés très-profonds que l'on couvre de branchages et de feuilles ; on n'épargne ni vignobles, ni champs remplis de bled ; on coupe des forêts entieres de l'autre côté du Rhin pour faire des retranchemens. Il ne se passe pas de jour qu'il n'arrive quelque affaire aux environs de Mayence. Les sorties des Français sont fréquentes, et moissonnent beaucoup de monde. On ne néglige rien pour les déloger de toutes les petites isles qu'ils occupent sur le Rhin ; on leur en a même repris quel-

Digitized by Google

ques-unes, mais il leur en reste toujours. Le 5 au soir, il y a eu une forte canonnade de ce côté-là; elle a duré toute la nuit; on ignore quel en a été le résultat. Au reste, s'il en faut croire des lettres de Manheim du 16, il y a dix-sept chevaux de poste d'arrêtés de Neustadt à Oppenheim, destinés pour le duc de Brunswick, parce que ce prince veut être présent au siege de Mayence qui doit commencer cette nuit.

Suivant les dernieres lettres de Vienne, datées du 10, on continue de faire aux armées des envois considérables de munitions de guerre et de bouche. Il est même question de renforcer les deux principales d'une levée qu'on porte à 60 mille hommes. Cela semblerait prouver que les pertes ont été beaucoup plus considérables qu'on n'en est convenu dans les rapports officiels, c'est-à-dire qu'on se serait permis quelquefois de mentir officiellement; ce qui ne serait pas après tout une chose bien extraordinaire. On ne compte apparemment pas beaucoup sur la bravoure des Juifs, puisqu'on a renoncé à les comprendre dans les recrues, comme il en avait été question d'abord, et que l'on se borne à leur demander de l'argent: l'armée actuellement sur pied en coûte beaucoup. La dépense monte, malgré toute l'économie possible, à près de 80 millions de florins par an, sans compter les frais de transport de l'artillerie de siége, ni les frais extraordinaires qu'entraîne le siége même d'une place.

Les Bosniaques se sont opposés de nouveau à la délimitation des frontieres autrichiennes de leur côté; ils ont attaqué, suivant la dépêche du général de Schlaun, l'escorte de la commission à la tête de laquelle il est, et ont tué un officier et quatre soldats. Le ministere est d'autant plut inquiet de cette affaire désagréable qui pourrait avoir des suites funestes, qu'il paraît que la Porte Ottomane commence à s'appercevoir combien les préventions que l'Autriche lui avait données contre les Français étaient mal fondées, puisqu'elle a permis au citoyen Descorches, qu'un pacha avait d'abord arrêté, de se rendre à Constantinople où il va déployer le caractere de ministre de la nation française.

PROVINCES-UNIES ET BELGIQUE.

Les états ont enfin accordé à l'empereur et les subsides arriérés et ceux qui viennent d'échoir. La mode des dons patriotiques s'introduit aussi dans la Belgique. Indépendamment des 1,200,000 florins donnés à l'empereur et du million au gouverneur-général, les comtes de Merode et de Launois ont fait chacun un sacrifice de 40,000 florins. Le duc d'Aremberg a porté le sien de 100,000, et l'abbé de Tongerloo n'en a pas donné moins de 400,000. On assure que ces sommes sont entrées déja pour la majeure partie dans la caisse du gouvernement, et que le reste suivra de près. Les opérations mili-

Digitized by Google

taires ne pourront qu'y gagner beaucoup d'activité. On écrit de Bruxelles, en date du 9 juin, que le général Ferraris, chargé de la conduite du siège de Valenciennes a fait sommer la ville de se rendre, et que comme il s'attendait à un refus, qui est effectivement la seule réponse qu'on lui ait faite, tout sera prêt pour commencer vivement l'attaque le 20 de ce mois. Ces mêmes lettres ajoutent : On travaille avec ardeur aux batteries. Une prodigieuse quantité de travailleurs arrivent sans cesse à l'armée. Avant hier six mille paysans couverts par un fort détachement et sous la direction d'habiles ingénieurs furent occupés à cet ouvrage. L'ennemi enveloppé de toute part voyoit ces travaux, et pouvant juger quel avantage nous en retirerions pour sa ruine, il se disposa de son mieux à troubler nos travailleurs. Les bombes et les boulets commencerent à pleuvoir, mais sans empêcher les travailleurs de continuer; quelques-uns pourtant furent, tués et nous n'eûmes que 21 hommes de morts, un capitaine de l'état-major et un porte drapeau du corps d'Hohenlohe blessés. L'ennemi tira de la forteresse plus de 500 coups; mais voyant que c'étoit en vain, et que fort peu de ses coups pouvoient atteindre les retranchemens, il tenta une sortie avec un corps de 8 à 9000 hommes, mais qui ne lui réussit pas.

On s'attend que le général Custines tentera de dégager Valenciennes en détachant une partie de l'armée de 80,000 hommes qu'il a rassemblée près de Cambray : quant à Condé, cette place tient toujours bon contre le général Clairfait qui la bloque. Les environs sont inondés au point de rendre assez difficile la construction des ouvrages nécessaires pour en faire le siége dans les formes.

Huit mille Hessois sont attendus d'un moment à l'autre à Bruxelles, ainsi qu'un renfort considérable de l'armée de réserve dont on a d'autant plus besoin qu'il a fallu dégarnir beaucoup l'armée principale pour la sûreté des Etats héréditaires. Au reste les puissances liguées s'observent réciproquement; il semble qu'elles craignent que les succès de la cause commune ne deviennent le profit d'une cause particuliere; il y a des germes de méfiance et de haine entre les Autrichiens et les Prussiens.

Quant aux troupes britanniques, leur quartier général est toujours à Tournay; elles y restent dans une sorte d'inaction; c'est assez la marche de l'Angleterre, habituée à annoncer beaucoup plus qu'elle ne fait, ne veut faire, et ne veut laisser faire. Cependant il ne laisse pas que d'arriver des troupes de cette nation à Ostende. La légion du comte de la Châtre y a débarqué déja depuis quelque tems, mais elle n'est que de 600 hommes; elle attend de nouveaux renforts d'émigrés Français pour être en état d'agir, et il en vient effectivement tous les jours quelques-uns d'Angleterre, et d'ailleurs.

On prétend que ce corps, lorsqu'il sera complet, joindra

Digitized by Google

l'armée du duc d'Yorck, au lieu d'aller grossir celle des rebelles de la Vendée, destination qu'on lui avait donnée d'abord.

Le général Dumourier a fait à Bruxelles un petit voyage qui n'a pas eu le succès dont il s'était flatté. On avait trouvé fort bon qu'il remît au ministre Autrichien les clefs de la ville de Liege; mais on a trouvé fort mauvais qu'il ait fait imprimer un écrit intitulé : *Lettre au président de la C. N.*, suivie d'une *adresse à la Nation Française*. Ces deux nouvelles productions ne parlant que de *liberté*, *égalité*, *souveraineté populaire*, le gouvernement en a fait défendre la publication, a même saisi tous les exemplaires, et ordonné à l'auteur de se retirer des Pays-Bas. Le politique mal venu s'est en effet embarqué à Ostende pour passer en Angleterre où il doit être.

La garnison entiere de Groningue a passé par Bois-le-Duc, et 20 hommes par compagnie de la garnison d'Utrecht avec les grenadiers Suisses de la Haye vont se mettre incessamment en marche pour les frontieres. La cour Statoudhérienne est si lasse de cette guerre, dont l'issue ni les suites ne peuvent se calculer, qu'elle ferait volontiers des sacrifices pour la finir. On assure même que Dumourier a pu obtenir des conditions très-favorables pour ceux des émigrés Hollandais que l'on désirerait voir rentrer dans le pays. On va jusqu'à dire qu'il est question d'un congrès pour la paix, et que s'il a lieu, c'est à la Haye qu'il se tiendra.

ANGLETERRE. *De Londres, le 13 juin.*

Il existe des troubles en Irlande, et ces troubles sont de nature à donner de l'inquiétude au cabinet de Saint-James. A peine eut-on connaissance dans cette île de l'ordre d'y former les milices que le feu de la révolte éclata par-tout. On déploya la force militaire, et les troupes de ligne se virent pendant plusieurs heures aux prises avec de simples paysans. Parmi les prisonniers faits sur eux se trouve un de leurs chefs, appartenant à une des familles les plus distinguées du pays, ce qui ferait volontiers croire que ces mouvemens populaires ont un but.

Les côtes de l'Ecosse sont infestées de corsaires français. Un d'eux fit derniérement une descente à Tobermurray, où il pilla la douane.

Les lettres reçues des colonies Anglaises sont remplies d'expressions de joye sur la complaisance du ministre de la marine française, qui, quand il s'entendrait avec Pitt, ne s'y prendrait pas mieux pour faciliter les conquêtes des colonies de la République, laissées par lui dans un état déplorable de faiblesse et de dénuement. — Les Français ne songent pas davantage à partager leur commerce; en voici la preuve dans la liste suivante, sur l'exactitude de laquelle on peut compter.

Extrait des listes du café de Lloyd's, des 4 et 7 juin 1793.

Les navires français *le Port-Louis*, *le Jeune-Eole* et *l'Emilie*

Digitized by Google

qui étaient à Tabago, sont tombés, ainsi que cette île, au pouvoir des Anglais. — Le 14 avril dernier, l'amiral *le Forey* était chargé de cette expédition. — La frégate anglaise *l'Alligator*, faisant route pour Halifax, a pris et conduit audit lieu un navire parti de la Martinique, et destiné pour Marseille, et *l'Aimable-Famille*, capitaine Levillain, parti de la Guadeloupe en destination pour le Havre. — *Le Doyn*, navire de guerre, arrivé à Portsmouth, a pris et envoyé dans un port d'Angleterre, un corsaire français de 20 canons et de 150 hommes d'équipage. Ce corsaire avait pris un navire américain parti de l'Inde, destiné pour Ostende. — Le corsaire *le Sans-Culotte*, de Nantes, armé de 16 canons, a été pris par la frégate *la Nymphe*, et envoyé à Portsmouth. — Un corsaire français de 18 canons et 168 hommes d'équipage, a été pris par une frégate espagnole, et envoyé à Alicante. — Le navire *les Trois-Freres*, parti de Saint-Domingue pour France, a été pris par le vaisseau de guerre espagnol *le Léandre*, qui l'a envoyé à Cadix. — Le navire *le Thoin*, parti de la Martinique pour Marseille, a été pris par les Espagnols et envoyé à Barcelone. — Le corsaire de Guernesey *la Résolution* a pris et envoyé à Guernesey le navire français *la Résolution*, parti de l'Orient et destiné pour Saint-Malo. — Le navire *la Notre-Dame de la Conception*, parti de Saint-Ubes et destiné pour Corck, pris par un corsaire français de 12 canons, a été repris avec ce corsaire par une frégate anglaise qui les a envoyés à Plimouth. — Le navire *l'Elisabeth*, de Jersey, allant à Newfouland, pris par un corsaire français, a été repris par *le Henri*, cutter de Guernesey.

P. S. Le 13 de mois, le général Meunier, commandant de Cassel, est mort de la blessure qu'il avait reçue au genou, à la sortie faite sur Biebrich et Mosbach. Il a fallu lui faire l'imputation, et cela ne l'a pas sauvé. Il a été enterré le lendemain au bruit de toute l'artillerie de Cassel et du fort du Rhin. Les généraux Prussiens lui avaient envoyé des médicamens, et divers rafraichissemens. On dit que pendant qu'il était allité il a envoyé un trompette pour demander qu'il ne fut point tiré sur Cassel, à condition que, de Cassel, on ne tirerait point non plus. Le motif de cette demande n'était pas aisé à trouver. Peut-être faudra-t-il l'expliquer par le rapport d'un déserteur, qui a assuré que presque tous les canons des retranchemens de Cassel avaient été conduits sur les remparts, et dans les ouvrages de Mayence.

Le 4, vers les dix heures du soir, la canonnade a été très-forte, les barques des Français se relevaient dans ce moment-là.

Nous apprenons dans ce moment que les Français qui ont été en possession d'Arlon, depuis le 9 jusqu'au 12, l'ont évacué ce jour-là. Ils y ont été forcés par un renfort autrichien, qui leur a tué beaucoup de monde, et les a poursuivis jusques sur leur territoire.

FRANCE.

Digitized by Google

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE COLLOT-D'HERBOIS.

Séance du mardi, 18 juin.

Douze conspirateurs de la ci-devant Bretagne ont été condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire. Collot-d'Herbois a pris la parole pour instruire l'Assemblée d'un fait qui lui est personnel, mais qui est relatif à ce jugement. Ce matin, deux particuliers se sont présentés chez lui pour l'intéresser, par des motifs d'humanité, en faveur des condamnés, et connaître de lui les moyens d'obtenir un sursis à leur exécution.

Il a représenté à ces deux citoyens, dont l'un lui est connu pour un ci-devant marquis de Landes, que s'ils lui parlaient comme membre de la Convention, il ne pouvait rien, et que son devoir lui rappellait, avant tout, le sang des patriotes qui coule dans la Vendée. — La Convention a ordonné que la déclaration de son président sera insérée dans le bulletin.

On annonce une lettre relative au sursis demandé pour les condamnés : l'Assemblée a passé à l'ordre du jour.

Une adresse des citoyens d'Orléans à la Convention, exprime leur adhésion aux mesures prises contre une partie de ses membres. Sur la proposition de Thuriot, l'Assemblée confirme définitivement la municipalité provisoire de cette ville.

Une députation des membres du département du Cher est venue protester contre les arrêtés de différens départemens qui ont désigné la ville de Bourges pour le point de réunion des suppléans. Ils ne reconnaissent d'autre Convention que celle qui siége à Paris, et ils la félicitent des mesures qu'elle vient de prendre.

Deux députés extraordinaires de la ville d'Arras, déclarent, au nom des citoyens de la commune de cette ville, que Dénoux, Personne, Maignan, Varlet et Thomas Payne, députés à la Convention par le département du Pas-de-Calais, ont perdu leur confiance.

Une députation de la commune de Vernon dénonce la conduite du district d'Evreux, qui menace de faire marcher des troupes contre les communes qui ont refusé d'adhérer aux arrêtés du département de l'Eure. « L'état où se trouve la » commune de Vernon est déplorable, ajoute l'orateur; nous » sommes menacés de la guerre civile; hâtez-vous de nous » donner des secours. La municipalité de Vernon est presque

Digitized by Google

„ entierement désorganisée ; plusieurs de ses membres ont „ déserté leur poste ; le conseil général de cette commune „ vient d'arrêter les fonds entre les mains du receveur du „ district, et d'en suspendre l'envoi au trésor national ; nous „ renouvellons ici le serment de rester fidèles à la Répu- „ blique et à la Convention nationale. „

Un administrateur du département de l'Eure déclare qu'il a signé les arrêtés de ce département, mais que sa signature lui avait été surprise, et qu'il la rétracte.

Sindet a observé que le département de l'Eure a attiré à Evreux un corps de dragons de la Manche qui paraît être totalement à la disposition des administrateurs contre-révolutionnaires.

Sur la motion de Thuriot la Convention a rendu le décret suivant.

Art. Ier. Les lois qui font défenses aux administrateurs et membres des conseils généraux de district et de département, de quitter leur poste, sous les peines y portées, seront exécutées.

II. Tout administrateur et membre du conseil de district et de département qui sortira du cercle dans lequel il a le droit d'exercer ses fonctions, sera arrêté, ses papiers visités.

III. S'il y a preuve qu'il ait des instructions ou pouvoirs pour conférer avec les autres administrations, et machiner pour rompre l'unité et l'indivisibilité de la République, il sera traduit sans délai à Paris, pour être par la Convention ordonné ce qu'il appartiendra.

IV. S'il n'est porteur d'aucunes instructions ou pouvoirs, il en sera référé au comité de sûreté générale pour savoir s'il y a des renseignemens particuliers, et demeurera en état d'arrestation jusqu'à ce que ledit comité ait prononcé.

V. Ne seront arrêtés les administrateurs et membres de conseil ou commissaires par eux envoyés, qui en conséquence de pouvoirs se rendront directement à la barre de la Convention nationale, ou qui, en exécution des délibérations, seront à la tête de bataillons en marche pour aller se joindre aux armées.

VI. Seront mis en état d'arrestation tous les suppléans qui se rendraient à un point convenu pour y former une réunion dont l'objet serait de servir la conjuration formée contre l'unité et l'indivisibilité de la représentation nationale.

VII. Enjoint au conseil exécutif, aux administrateurs de départemens et de districts, aux municipalités et conseils de communes, aux tribunaux et juges de paix de veiller à l'exécution du présent décret, autorise même tous les bons citoyens à faire lesdites arrestations, à la charge d'en référer aussi-tôt auxdites autorités constituées, et en même tems à la Convention nationale.

Marat renouvelle ses dénonciations contre les généraux et les

Digitized by Google

commissaires de la Convention dans la Vendée. Lacroix, de la Marne, veut que le général Wimpfen soit arrêté pour avoir souffert l'emprisonnement des commissaires de la Convention dans le château de Caen. Un autre membre demande que cette mesure soit étendue au commissaire Coustard. — Toutes ces propositions sont renvoyées au comité de salut public.

Le ministre de la justice a transmis à la Convention la liste des députés en état d'arrestation chez eux, de ceux partis depuis leur arrestation, et enfin de ceux dont l'absence n'a pas permis de mettre les mandats d'arrêt à exécution. La voici :

Députés mis en état d'arrestation chez eux.

Lanjuinais, Vergniaux, Gensonné, Lehardy, Guadet, Pétion, Boileau, Biroteau, Valazé, Gomaire, Bertrand, l'Hodiesniere, Gardien, Kervelégan, Mollevault.

Députés évadés après leur arrestation.

Bergoin, évadé du 6 au 7. Barbaroux, évadé du 10 au 11.

Députés qui n'ont pu être mis en état d'arrestation, n'étant plus dans leurs domiciles.

Lidon, Buzot, Lassource, Rabaut, Brissot, Salles, Chambon, Gorsas, Grangeneuve, Lesage, Vigée, Louvet, Henri Lariviere.

Mallarmé, rapporteur du comité des finances, a fait décréter que la caisse de l'extraordinaire verserait dans celle de la trésorerie nationale, pour les dépenses du mois dernier, la somme de 315,563,356 liv.

L'adjudant-général Sandos, écrit de Luçon le 15 de ce mois, que l'armée à ses ordres, composée seulement de sept cents hommes d'infanterie et de quarante cavaliers a tenté l'attaque du château d'Hermenonde, défendu par quatre mille rebelles et trois cents hommes de cavalerie.

Trois fois les rebelles ont voulu se ranger en bataille, et trois fois l'artillerie française a rompu leurs bataillons. Forcés de rentrer dans le château, ils y ont été assaillis, et contraints de l'abandonner aux patriotes, qui y ont trouvé 22 chevaux, 50 mulets, 40 à 50 bêtes à corne, une quantité assez considérable de grains et de fourrages qu'ils avaient pris à Fontenay-le-peuple, et trente soldats Français que les brigands avaient renfermés dans un cachot.

Les rebelles ont eu 12 hommes de tués et beaucoup de blessés ; les Français n'ont eu qu'un blessé. Le bataillon de la Charente s'est principalement distingué dans cette affaire.

Séance du mercredi 19 juin.

A l'ouverture de cette séance, Génissieux a observé que le procès-verbal de la séance du 18 n'avait pas fait mention d'un

Digitized by Google

décret qui ordonne que dorénavant tous les pensionnaires de la République seront payés dans les districts. L'Assemblée a ordonné l'insertion de ce décret.

Un membre, au nom du comité de la guerre a fait un rapport sur les faits qui ont donné lieu à l'arrestation du général Chazot. Il en résulte que toutes les imputations sont autant de calomnies. Le rapporteur proposait de déclarer qu'il n'y avait pas lieu à accusation contre Chazot, et d'autoriser le conseil exécutif à employer ce général; mais d'après les observations de Bréard, la Convention a décrété seulement qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre Chazot, et qu'il sera mis en liberté.

Une députation de la ville de Rouen présente une pétition tendante à obtenir des secours en argent et en grains. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Un membre du comité de liquidation a proposé un long projet de décret sur la liquidation et la réduction des pensions; la Convention a ajourné le projet de décret à quinzaine, et décrété ce qui suit: 1°. le comité est chargé de revoir son projet. 2°. Seront payées provisoirement les pensions qui n'excedent pas 3000 liv.; les pensions qui excedent cette somme seront payées jusqu'à concurrence de 3000 liv. 3°. Nul ne pourra toucher le paiement d'aucune pension sur le trésor public, s'il ne produit un certificat de civisme. Ce dernier article a été décrété sur la proposition de Roux-Fusillac; on lui a observé qu'un pareil décret exposait à mourir de faim une infinité de ci-devant religieux et religieuses infirmes qui ne pourront jamais obtenir de certificat de civisme. Qu'importe, a répondu Fusillac, que des contre-révolutionnaires existent. — L'article a été maintenu.

Les administrateurs du département de la Somme se présentent à la barre pour se justifier des inculpations qui leur ont été faites. (*Voyez la notice de cette séance dans le dernier numéro.*)

Brival a fait un rapport sur le tribunal populaire de Marseille, ainsi que sur le comité central des 32 sections de cette ville. (*Voyez* idem.) On fait lecture d'une lettre des administrateurs du département, en date du 7. Ils écrivent que, soumis à la loi, ils n'ont pas voulu adhérer à l'invitation qui leur a été faite par le comité central des 32 sections de Marseille, d'assister à la réinstallation du tribunal populaire, et que l'administration du district et la municipalité ont suivi son exemple.

Le ministre de la guerre annonce à la Convention, qu'une partie de la garnison de Briançon s'est emparé du poste et du village des Clavieres. L'ennemi a eu 3 hommes de tués, 2 ont été blessés et 6 prisonniers. Le reste a pris la fuite.

Séance extraordinaire du mercredi au soir.

Un officier municipal de la commune d'Aix vient dénoncer

Digitized by Google

ces manœuvres employées pour corrompre cette ville et l'engager à coopérer à ce qu'on appellait la révolution du midi. Il a indiqué le procureur de cette commune, nommé Jauffret, et le citoyen Bastier, notable, comme les principaux auteurs de cette conspiration. Enfin il a dénoncé une lettre adressée par Duprat jeune, Duperret, Barbaroux et Durand-Maillanne, à la commune d'Aix, dans laquelle il félicite les sections de cette ville sur leur retour à l'ordre. — Renvoyé au comité de sûreté générale.

Des députés de diverses communes du département de l'Eure sont venus protester contre les arrêtés de ce département. Celle de Bernay s'est particulièrement distinguée par son indignation contre la conduite du département; elle s'est plainte de ce que la commission départementale, dont un décret ordonne le rassemblement dans cette ville n'y est pas encore établi : « Citoyens, a ajouté l'orateur, Bernay est dans une situation alarmante; elle se trouve entre deux départemens qui sont en état de rébellion ouverte; peut-être le sang y est prêt à couler; car le département y envoie un détachement de 500 hommes qui doit diriger sa marche sur Paris. Cette force armée n'est pas alarmante par son nom, mais elle espère se grossir dans sa marche. — Renvoyé au comité de salut public.

Une députation de la légion germanique accuse ses nouveaux officiers d'avoir contribué à la déroute de la légion près de Saumur et demande justice contre ces traîtres. — Renvoyé au comité de sûreté générale.

Lamarliere écrit que la guerre de poste continue à se faire avec avantage.

L'ennemi ne cesse de nous harceler, quoique nous devrions le dégoûter de la préférence qu'il nous donne. — Beauharnois mande de son quartier-général de Weissembourg qu'il se croit plus propre à combattre la coalition des tyrans qu'à remplir les fonctions de ministre. En conséquence il prie l'Assemblée de recevoir sa démission. Je sais, ajoute-t-il, que le même décret qui m'accorde le ministere, me donne un successeur; mais l'honneur de servir son pays doit suffire à un républicain : d'ailleurs j'acquerrai, sous un chef plus âgé, l'expérience qui me manque.

On ordonne la mention honorable d'un arrêté par lequel la section de Bondy s'est décidée, dans le cas qu'une force armée marcherait contre Paris, à envoyer à sa rencontre un juge de paix tenant en main une branche d'olivier.

Séance du jeudi, 20 juin.

La séance est ouverte par la lecture d'une foule d'adresses d'adhésion aux mesures prises par la Convention nationale dans la journée du 31 mai. Une lettre de la société populaire du Mans, annonce qu'elle a rejetté avec horreur les propos-

Digitized by Google

tions des commissaires du département du Calvados. Elle porte en outre que des volontaires ayant remarqué qu'un des commissaires avait à son chapeau un cordon blanc et deux fleurs-de-lys, la société les avait fait mettre en état d'arrestation, mais que la commune les avait remis en liberté, vérification faite de leurs pouvoirs. Quelques membres ont paru douter de l'authenticité de ce fait, et l'Assemblée a chargé le ministre de l'intérieur de le vérifier.

Des membres des autorités constituées du district d'Andelys, département de l'Eure, avaient arrêté, conformément à la loi, le citoyen Fauvin, porteur d'ordre du département. Ils l'amènent à la barre, et déposent sur le bureau les pieces dont il était muni. Le prévenu s'est justifié; en attestant que le patriotisme seul l'avait amené dans la démarche qu'il a faite; qu'il était persuadé que la Convention n'était pas libre, mais qu'il appercevait en ce moment combien on l'avait trompé. — La Convention a renvoyé ce citoyen par-devant le comité de sûreté générale pour y être interrogé, et elle a décrété qu'il sera gardé à vue jusqu'au rapport du comité.

On a fait lecture d'une adresse des administrateurs du département du Nord à leurs concitoyens, tendante à les prémunir contre les piéges qui leur sont dressés, relativement à la journée du 31, journée glorieuse, disent-ils, puisqu'elle a fait taire toutes les passions, et qu'il en est résulté une constitution après laquelle la France soupirait depuis si long-tems.

Le département de la Marne a suivi l'exemple de celui du Calvados. Les citoyens de Sainte-Menehould improuvent formellement la conduite des administrateurs.

La majorité des sections de Paris est venue demander le rapport du décret qui établit une armée révolutionnaire. Les pétitionnaires ont démontré que ce décret est impolitique, injuste et dangereux. Il est impolitique, car il établit une différence entre les nouveaux soldats et les autres défenseurs de la patrie. Il est injuste; en ce qu'on leur accorde une paye plus forte qu'aux soldats qui composent les autres armées de la République. Enfin il est dangereux, parce qu'il tend à dégarnir les ateliers, sans aucune autre utilité que de former peut-être une armée prétorienne dont l'existence menacerait la liberté. — Renvoyé au comité de salut public.

Billaud-Varennes était chargé de faire un rapport du comité de sûreté générale sur la conduite du général Wempfen. Le comité de salut public a déclaré que ce rapport était inutile. Wempfen venant d'être rappelé par le conseil exécutif comme convaincu de complicité avec les administrateurs du Calvados. On a repris la discussion des articles additionnels à la constitution. Le comité a proposé de substituer au juri civil qu'on avait demandé, des arbitres publics qui termineraient sans frais toutes les contestations, qui ne seraient pas du ressort de la justice de paix, ou que les arbitres de choix n'auraient pas

Digitized by Google

décidées. Il a prouvé qu'autant que l'institution du jury était utile en matiere criminelle, autant elle serait funeste en matiere civile. Dans les premieres, le fait est toujours séparé d'une maniere très-distincte du droit; le jury peut aisément connaître le fait, et déclarer si l'accusé est le coupable. Dans les secondes, le fait et le droit sont intimement compliqués; il est impossible qu'une question à décider au civil se conçoive, se saisisse, sans réunir le fait et le droit. Au criminel, si la loi manque, quoique le délit soit constant, le coupable est absous. Au civil, si la loi n'a pas prévu le fait, il ne faut pas moins le décider et adjuger à l'une des parties le droit qu'elle réclame. Dorénavant nous dirons aux plaideurs : « Efforcez-vous de transiger, choisissez des arbitres, recourez avant tout à une médiation. Si vous ne pouvez vous entendre sur la médiation particuliere et volontaire, vous en trouverez une publique et sociale dans les juges de paix. — Si l'objet excede la compétence bornée dans les limites de laquelle les juges vous eussent jugés sur-le-champ, ils chercheront du moins à vous concilier; c'est le devoir sacré que la loi leur impose; ils y réussiront souvent, et par-là ils éteindront dans leur principe une multitude de procès ruineux. — Si cependant ils n'y parvenaient pas encore, alors dans un certain nombre d'hommes vertueux, élus par le peuple, ou au nom du peuple, vous en choisirez qui termineront vos débats. »

La Convention a décrété qu'il y aurait des arbitres publics, nommés par les assemblées électorales; le corps législatif reglera leur nombre et leur compétence. — Le comité annonce qu'il présentera son travail, en entier, dimanche.

Séance du vendredi, 21 juin.

On lit par extrait un grand nombre d'adresses d'adhésion aux événemens et aux décrets des 31 mai et 2 juin. Le ministre de l'intérieur éprouve beaucoup de difficultés pour la distribution des subsistances. Il observe qu'il est d'autant plus urgent de prendre à cet égard des mesures promptes, que la disette se fait déja sentir dans tous les départemens infertiles. — Renvoyé au comité d'agriculture. On a fait lecture d'une lettre de Marat à la Convention nationale; en voici l'extrait :

Paris, 21 juin l'an 2 de la République française.

« Une maladie inflammatoire, qui me retient dans mon lit, et dont je suis tourmenté depuis cinq mois, m'empêche de me rendre à mon poste; je prie le citoyen président de faire décréter que Charrier, ainsi que plusieurs autres patriotes, victimes de l'aristocratie à Lyon, soient traduits à la barre; je demande aussi que l'Assemblée étende au tribunal de Lyon les mesures dont elle vient de faire usage contre le tribunal populaire de Marseille.

Digitized by Google

Je desirerais aussi qu'on supprimât la permanence des sections, source des troubles qui sont survenus dans les grandes villes. Les aristocrates et les riches peuvent aller journellement à leurs sections; ils s'emparent des délibérations, tandis que le journalier, obligé de travailler pour vivre, se trouve exclu de ces assemblées. »

Renvoyée au comité de salut public.

Robert Lindet, de retour de Lyon, prévient l'Assemblée qu'il est impossible de faire un rapport sur l'état de cette ville avant que les citoyens, mandés à la barre, aient été entendus. Il assure que si la nouvelle autorité qui s'éleve à Lyon, tient les rênes de l'administration avec fermeté, il n'y a rien à craindre pour la liberté; en attendant, voici le projet de décret qu'il présente au nom du comité de salut public: « 1°. la Convention nationale met sous la sauve-garde de la loi et des autorités constituées, les citoyens arrêtés à Lyon dans les derniers troubles qui y ont eu lieu. 2°. Il sera sursis à toute instruction et poursuite commencée contre ces citoyens. — Ce projet de décret est adopté.

Une lettre du général Santerre annonce qu'il fait conduire à Paris le général Quétineau qui demande à être jugé. — La Convention décrete que ce général sera mis en état d'arrestation chez lui.

Les commissaires envoyés en l'isle de Corse écrivent que les rebelles, à la suite d'une révolte qui a eu lieu dans ce département, ont été totalement défaits. Ils font le plus grand éloge des troupes de la République, et particulierement du bataillon de l'Aveyron. Ils ajoutent des renseignements sur la moralité du parti contre-révolutionnaire, qui veut bien vivre et mourir français, mais auquel il faudrait, pour qu'il ne remuât point, des prêtres insermentés, des généralissimes et des écus à la place des assignats.

On fait lecture d'une lettre du citoyen Egalité à la Convention nationale : J'attendais patiemment, dit Egalité, ce que vous prononceriez à mon égard, d'après l'interrogatoire que j'ai subi. Mais, au moment où je me flattais de voir arriver cette décision, que la certitude de mon innocence me faisait desirer vivement, j'ai été resserré beaucoup plus, et puis transféré au fort Saint-Jean, où je suis depuis le 27 mai. » Egalité termine sa lettre en sollicitant, sinon sa liberté toute entiere, du moins la permission de communiquer avec les personnes qu'il desirerait, et la faculté de se promener et de prendre l'air.

Rhul, chargé de l'examen de la correspondance de Philippe d'Orléans, a demandé que l'Assemblée fixât un jour pour entendre le rapport que cette commission est chargée de lui faire sur cet objet. Il a assure que la prétendue faction d'Orléans est absolument imaginaire. La Convention entendra ce rapport mardi prochain.

Digitized by Google

La société populaire de Metz offre de fournir, sans dégarnir cette place, des forces imposantes pour marcher dans la Vendée. — Toutes les autorités constituées du département de la Côte d'Or adhèrent aux mesures prises par la Convention, et la félicitent sur son travail constitutionnel.

Sur la présentation du comité de salut public, la Convention nomme pour ministre de la guerre le citoyen Alexandre, commissaire à l'armée des Alpes, et pour ministre des affaires étrangères, le citoyen Desforges, adjoint du ministre de la guerre.

Un membre ayant dénoncé l'abus des griffes pour les certificats de non-émigration délivrés au département de Paris, l'Assemblée renvoie au comité de sûreté générale pour vérifier les faits, et défend aux autorités constituées de se servir de griffes.

Séance du samedi 22 juin.

On a donné lecture de plusieurs adresses de sociétés populaires, les unes adhèrent à la révolution du 31 mai; les autres s'élèvent contre cette même révolution et demandent la révision de tous les décrets rendus depuis cette époque. — A Amiens, les citoyens mécontens de la composition de l'état-major et des officiers de la garde nationale, les ont cassés et en ont nommé d'autres. Ces officiers sont venus se plaindre au comité de sûreté générale qui a fait annuller ces élections et maintenir celles faites depuis un an.

On a fait lecture d'un arrêté du conseil-général de la commune de Landrecy sur les dépêches du ci-devant Monsieur.

Extrait de la séance publique du conseil-général de la commune de Landrecy, le 17 juin.

Le procureur de la commune a donné communication au conseil d'une lettre à lui adressée d'Aix-la-Chapelle, contenant la déclaration du ci-devant Louis-Stanislas-Xavier Capet, datée de Hamm en Westphalie, du 28 janvier dernier, par laquelle il a l'impudence de se dire régent de Louis-Charles, qu'il a l'audace d'instituer roi de France et de Navarre, depuis la mort du ci-devant roi, et des lettres-patentes datées du même lieu et du même jour, par lesquelles ce soi-disant régent de France nomme son fugitif de frere Charles-Philippe Capet, pour lieutenant-général du royaume. Le conseil-général, ouï le procureur de la commune et ses conclusions, déclare à l'unanimité, que ne reconnaissant point de régent en France, ni de lieutenant-général du royaume, ayant de tout cœur adopté le gouvernement républicain, qui seul peut convenir à des hommes libres, jure de nouveau d'exterminer tous les tyrans, et de mourir plutôt mille fois que de souffrir qu'aucune autorité s'élève au-dessus de la loi; qu'il ne reconnaîtra jamais pour souverain que la généralité du peuple, et qu'il

Digitized by Google

poignarders tout intrigant ou tyran qui voudra l'usurper ; arrête aussi, d'après les conclusions dudit procureur de la commune, que pour prouver combien le conseil méprise ces deux pieces et leur auteur, qu'elles seront sur-le-champ lacérées et brûlées pour être leurs cendres jettées au vent : le conseil a de plus arrêté que copie de cette déclaration sera envoyée à la Convention nationale et aux commissaires du département du Nord dans cette ville.

Des députés extraordinaires de Nantes viennent exposer les dangers qui menacent cette ville. Déja les rebelles lui ont enlevé deux communications ; peut-être en ce moment ne lui en reste-t-il plus aucune, et ce malheur, s'il a lieu, doit entraîner la perte de toute la Bretagne. Les députés assurent cependant que les Nantois se préparent à une vigoureuse résistance ; que tous les habitans, hommes, femmes et enfans travaillent à faire des retranchemens ; mais que cette malheureuse ville est abandonnée à elle-même, malgré les secours qu'on ne cesse de lui promettre, et que les ennemis qui la pressent sont au nombre de 70 mille. « Dans ce péril extrême, » a dit l'orateur de la députation, les administrateurs, la » société populaire, et tous les citoyens en général nous ont » envoyés pour vous demander des secours. Ce n'est plus le » tems des moyens ordinaires. Il faut que le tocsin de la » liberté sonne dans toute la République ; il faut que la France » se leve toute entiere pour écraser les brigands. »

Une lettre de Constard, commissaire de la Convention, confirme ces détails, et en ajoute de plus affligeans encore.

Une foule de propositions se succedent rapidement. Laporte veut que le comité de salut public soit tenu de fixer l'heure à laquelle le tocsin sera sonné dans toute la République, contre les rebelles de la Vendée.

Legendre fait la motion d'envoyer des patriotes dans tous les départemens pour en donner le signal.

Thuriot s'oppose à ces mesures extrêmes ; enfin, Barrere observe que le comité de salut public a pris tous les moyens efficaces pour repousser les rebelles. Il fait lecture d'une lettre de Choudieu, commissaire à l'armée de Biron, datée de Tours le 18 juin, dont voici l'extrait : « J'arrive à Niort ; le général » Biron est ici au milieu d'une armée nombreuse, plein de » desir de se mesurer avec les rebelles : elle est d'environ » 25 mille hommes. On peut compter sur 16 mille hommes » d'excellentes troupes ; le reste est composé de peres de » familles et de gardes nationales en réquisition. Il y a en » outre aux Sables 10 mille hommes de troupes bien disci- » plinées, sous les ordres du général Boulard. En réunissant » ces deux corps, on pourra aisément former une armée » agissante sans dégarnir les côtes. — Dans quatre jours tout » est en ordre, et on se dispose à partir de Niort. — Nous » organisons à Tours une armée qui sera au moins de 25,000

Digitized by Google

» hommes. Elle se compose de ce qui arrive de Paris et des » débris de l'armée de Saumur. »

Barrere ajoute qu'avec cette armée et les secours offerts par la commune de Metz, on doit espérer de triompher des rebelles; enfin, après s'être élevé contre l'abus du trop grand nombre de commissaires dans cette armée, et les dangers plus grands encore de la désertion; il fait adopter les mesures suivantes :

1°. Le nombre des commissaires dans les armées contre les rebelles sera réduit à 10. 2°. Tout homme servant dans les armées contre les rebelles, qui, arrêté par eux, en recevra un passe-port, et s'en prévaudra pour retourner dans ses foyers, sera déclaré lâche déserteur de la liberté, et privé pendant dix ans du droit de citoyen. 3°. Tout homme qui quittera les armées de la République sans congé sera regardé comme déserteur, et puni comme tel. 4°. Tout homme saisi d'un passe-port des rebelles, constatant qu'il a prêté serment à Louis XVII, sera livré au tribunal révolutionnaire. 5°. Toute municipalité qui recélera un déserteur, sera déclaré coupable de connivence.

Les commissaires conservés dans les armées de la Vendée, sont : Choudieu, Richard, Goupilleau de Fonteuai, Bourdon de l'Oise, Bourbotte, Thuraut, Dameron, Gaudin, Anguis, Tallien.

Barrere fait encore décréter, au nom du comité de salut public, 1°, que le général Houchard restera à l'armée de la Moselle, et Beauharnais à celle du Rhin; 2°. qu'il se rendra un commissaire à Tulles et un autre à Moulins, pour y hâter la fabrication des armes; 3°. qu'il sera mis un embargo sur tous les navires de commerce et les corsaires, jusqu'à l'entier armement et équipement des vaisseaux de la République. La frégate la *Citoyenne-française* de Bordeaux est exceptée de cette loi, en raison des frais de son équipement.

On demandait la même exception pour toutes les frégates de 24 canons. Cette proposition a été renvoyée au comité de salut public pour être concertée avec le ministre de la marine.

On a fait lecture d'une lettre des corps administratifs d'Arras. Ils ont fait arrêter le citoyen Maignet député, parce qu'il n'était point muni d'un congé. Ils demandent à l'Assemblée de prononcer sur cette arrestation. — La Convention passe à l'ordre du jour motivé sur le décret portant qu'elle regarde les députés qui n'ont répondu à aucun des appels nominaux, comme ayant donné leur démission. Elle charge son comité des inspecteurs d'appeller le suppléant du citoyen Maignet.

La Convention a ajourné de nouveau la discussion sur l'emprunt forcé, après avoir décrété comme bases, 1°. que cet emprunt ne tombera que sur le revenu, et non sur le capital;

Digitized by Google

3°. que les gens mariés, dont le revenu n'excede pas 10,000 l. en seront exempts, ainsi que les célibataires dont le revenu n'excede pas 6000 liv.

La Convention confirme la nomination faite par son comité de salut public, de Beauharnais, pour commander en chef l'armée du Rhin; de Houchard, pour le commandement de celle de la Moselle. Elle rapporte le décret qui avait nommé Alexandre ministre de la guerre, sur l'observation que ce citoyen était encore agent de change au 10 août.

Ramel, au nom du comité de salut public, propose l'établissement d'une commission paternelle, pour juger les citoyens suspects mis en état d'arrestation, prolonger leur détention ou ordonner leur déportation, suivant l'urgence. Son projet est écarté par la question préalable.

Le comité de sûreté générale, d'après un nouvel examen de la conduite du citoyen Maulde, ex-ambassadeur en Hollande, fait décréter qu'il n'y a lieu à aucune inculpation contre ce citoyen, et qu'il sera mis sur-le-champ en liberté.

Séance du dimanche 23 juin.

Les commissaires à Metz adressent à la Convention de nouveaux détails sur l'affaire d'Arlon. L'on avait projetté dans le Nord une attaque, pour le succès de laquelle on avait cru devoir faire une diversion dans l'armée de la Moselle. Le général Houchard, qui voulut bien seconder le mouvement du Nord, chercha à rendre le sien utile en se portant sur Arlon, pour y brûler les magasins qui y étaient. Au jour convenu 12,000 hommes se porterent sur Arlon, dans la confiance que les armées du Nord et des Ardennes agiraient en même-tems; mais l'arrivée du nouveau général dans le Nord avait changé tout ce projet. Ce changement aurait pu devenir funeste aux troupes de Laage; mais leur courage surmonta tous les obstacles, et notre victoire tient réellement du prodige. Tous les bataillons remplirent leur devoir avec toute l'énergie de vrais républicains.

Les commissaires rendent sur-tout hommage à l'intrépidité des carabiniers. Ils citent un trait d'humanité qui mérite d'être conservé. Un carabinier dont ils n'ont pu découvrir le nom, quelques recherches qu'ils aient faites, se trouvait griévement blessé et attendait du secours. Non loin de lui se trouvait un malheureux Autrichien, dont l'état déplorable avait excité l'intérêt du carabinier, et lui avait fait oublier ses propres blessures; un chirurgien se présente et dirige ses pas vers le carabinier. « Accourez donc, mon ami, lui dit ce brave homme, il y a long-tems que je vous attends. » Le chirurgien allait voir sa blessure; « ce n'est pas à moi, lui dit ce carabinier, que vos premiers soins sont dus; voyez ce malheureux, il est encore plus griévement blessé que moi: c'est

Digitized by Google

un Autrichien, mon ennemi, il est vrai, mais il est homme, il suffit.

La garde nationale de Moulins, qui vient d'amener Brissot à Paris, est admise à la barre. Elle félicite la Convention de son travail constitutionnel, et demande des secours en subsistance pour la ville de Moulins.

On a réclamé pour tous les membres mis en état d'arrestation la même faveur dont jouissent quelques-uns d'entre eux, de sortir avec leur gendarme. Non, a dit Legendre, des hommes soupçonnés de conspiration contre l'Etat ne doivent pas obtenir la faculté de renouveller leurs intrigues. Je demande qu'ils soient au contraire gardés par deux gendarmes, et qu'ils ne puissent communiquer avec personne. — En ce cas, a-t-on répondu, faites donc le rapport sur les détenus.

Thuriot a accusé les députés qui se sont évadés d'avoir été provoquer la guerre civile. Les uns, a-t-il dit, se sont évadés par des escaliers dérobés, par des fenêtres; les autres enfin en trompant la confiance que leur avaient accordée leurs gardes. — Chabot pense que les mesures proposées sont d'autant plus instantes que le comité de surveillance vient d'arrêter des dépêches de Gensonné, dont le but était d'allumer la guerre civile dans le département de la Gironde. Enfin, un membre a accusé Brissot d'être parvenu, à l'aide d'un administrateur de Moulins, à corrompre une partie du département de l'Allier. Il a demandé le décret d'accusation contre Brissot.

Toutes ces propositions ont été décrétées. L'Assemblée entend la lecture de la nouvelle rédaction de la déclaration des droits de l'homme; elle est acceptée au milieu des applaudissemens. Le département de Paris, la municipalité, les tribunaux civils et criminels, accompagnés d'un grand nombre de citoyens représentent à la barre pour remercier l'Assemblée de la constitution républicaine qu'elle vient de donner au peuple. Plusieurs discours ont été tour à tour prononcés par les orateurs des pouvoirs constitués et ceux des sociétés populaires. Après des applaudissemens redoublés, la Convention en excite encore de nouveaux, en décrétant sur la motion de Billaud-Varennes, l'abolition de la loi martiale.

Une foule innombrable de citoyens défile au milieu de ces applaudissemens. Le cortége se rend au champ de la fédération, pour y resserrer sur l'autel de la patrie les liens de fraternité qui doivent assurer à jamais le triomphe de la liberté et de l'égalité.

Séance du lundi 24 juin.

On fait lecture de plusieurs adresses d'adhésion aux mesures prises par la Convention. Treize communes du département de l'Orne protestent contre les arrêtés de ce département malgré les mesures de rigueur qu'il menace d'employer, elles demandent à la Convention de leur envoyer des secours.

Digitized by Google

L'Assemblée ordonne la mention honorable et le renvoi de la pétition au ministre de l'intérieur ; elle décrete, sur la motion de Thuriot, que le comité de salut public, de concert avec le conseil exécutif, prendra toutes les mesures pour donner force à la loi dans la ville d'Evreux. La Convention casse le tribunal criminel du département de l'Eure et le tribunal de district d'Evreux, qui ont adhéré aux arrêtés du département, et charge le comité de législation de pourvoir au renouvellement de ces administrations.

Un citoyen de Toulouse vient, au nom de la société populaire de cette ville, dénoncer toutes les administrations du département qu'il représente en état de contre-révolution déclarée. Elles ont fait arrêter comme anarchistes et comme suspects, les patriotes les plus saillans. Des commissaires de cette ville sont allés dans tous les départemens du Midi pour en presser la coalition.

Bodeau, l'un des commissaires de la Convention à Toulouse, a fait ensuite lecture de plusieurs pieces qui prouvent que dans cette ville l'autorité de la Convention est méconnue, et que l'on proteste contre tous les décrets. La Convention a rendu les décrets suivans : 1°. elle suspend plusieurs fonctionnaires publics de la ville de Toulouse, et les mande à la barre. 2°. Tous les citoyens incarcérés dans l'étendue du département des Bouches-du-Rhône sont mis sous la sauve-garde de la loi et des bons citoyens, et les personnes qui les ont fait arrêter en demeureront responsables. 3°. Les citoyens Bazire et Rovere se rendront dans ce département pour y réunir les esprits, et maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République. 4°. Le comité de divisions fera un rapport sur les moyens d'établir une administration de département à Avignon.

L'Assemblée a décrété l'insertion au bulletin d'une adresse des administrateurs de Saône et Loire, qui contient la rétractation formelle d'un arrêté pris, le 30 mai dernier, par les mêmes administrateurs, en improbation des décrets de la Convention.

Le comité de sûreté générale instruit l'Assemblée de la fuite de Pétion, Guadet, Lanjuinais, et accuse Mazuyer d'avoir favorisé l'évasion de Pétion. Sur la proposition du comité, la Convention décrete que les membres arrêtés seront transférés dans une maison nationale désignée par le ministre de l'intérieur, qu'ils y seront gardés à vue, et privés de toute communication ; que le citoyen Mazuyer sera pareillement arrêté, et que le scellé sera mis sur ses papiers.

Ducos observait que ce décret était injuste à l'égard de ceux qui ne se sont pas évadés, parce qu'ils n'en ont pas eu la volonté, quoiqu'ils en eussent la possibilité. Il demandait que, pour l'honneur de la Convention, le rapport du comité sur tous les députés détenus fût fait incessamment. Boyer-Fonfrede

Digitized by Google

voulait proposer un amendement : sa voix s'est perdue dans le tumulte.

Hérault Sechelles est monté à la tribune pour présenter les derniers articles de la constitution. La rédaction de l'acte constitutionnel a été adoptée au milieu des applaudissemens, et cette nouvelle a été annoncée au bruit du canon.

PARIS, *le 27 juin 1793.*

COMMUNE, CONSEIL GÉNÉRAL RÉVOLUTIONNAIRE, *19 juin.*

Les conseils généraux du département du Nord, du district et de la commune de Douay ont fait passer au conseil plusieurs exemplaires d'une adresse par laquelle ils adherent aux mesures prises le 31 mai, et déclarent qu'ils sont prêts à mourir pour soutenir l'indivisibilité de la République, *qui n'a d'autre centre que la majorité de la Convention.*

On a donné lecture d'une lettre de la Chevardiere, datée de Tours; il annonce que les brigands ont évacué Chinon le même jour qu'ils s'en étaient rendus maîtres, et ajoute qu'ils se portent sur Angers, mais que par l'arrivée des volontaires et le bon esprit de l'armée on espere les réduire avant peu. Les rébelles ne respectent pas plus les aristocrates que les patriotes; ils pillent tout.

Du 20 juin. Le conseil-général arrête que le département sera invité à engager les communes environnantes et les corps constitués à se reunir, dimanche prochain, à l'effet de se transporter à la Convention nationale avec les 48 sections et les sociétés populaires, pour la féliciter d'avoir enfin achevé une constitution véritablement républicaine qui assurera la paix et la félicité publique, et ensuite se rendre au champ de la fédération pour jurer de maintenir l'égalité, la liberté, la sûreté des personnes et des propriétés, l'unité de la république et le maintien des droits imprescriptibles de l'homme.

Du 21 juin. Une députation de la société des *citoyennes révolutionnaires* demande à être admise dans le cortége qui doit se rassembler, dimanche, pour aller féliciter la Convention, et de-là au champ de la Fédération. Les plus vifs applaudissemens des tribunes ont applaudi à cette félicitation.

La section de l'Homme armé fait part au conseil d'un arrêté par lequel elle déclare qu'en considération du prix excessif de la viande, elle s'impose un *carême civique.*

Digitized by Google

Du 22 juin. Une députation de la section des Lombards communique au conseil-général les réclamations de cette section, sur l'expression *féliciter* qui se trouve dans l'adresse qui doit être présentée à la Convention; elle trouve cette expression peu républicaine, elle ne croit pas qu'on doive féliciter la Convention sur l'achevement d'une constitution qui n'est pas encore reconnue et qu'on ne peut juger.

On a observé à la députation que cette démarche avait pour but de détruire les calomnies dirigées contre la *Montagne;* on a encore donné d'autres détails sur cet objet, après quoi le conseil a invité la députation aux honneurs de la séance.

Sur la demande de l'administration des subsistances, le conseil-général a arrêté que chaque section fera, dans le délai de 24 heures, un recensement exact des farines qui se trouvent chez les boulangers, afin d'en faire délivrer à ceux qui n'auraient pas la quantité nécessaire à la consommation de chaque jour.

Du 24 juin. Deux membres de la Convention, Legendre et David, se sont présentés au conseil-général comme pétitionnaires; ils ont fait le tableau des avantages que les Français doivent retirer de la nouvelle constitution.....; de cette constitution fondée sur les bases inébranlables de la liberté, de l'égalité..... Ils ont demandé qu'en mémoire de son achevement, tous les citoyens de Paris fussent invités à illuminer le soir la façade de leurs maisons. Cette proposition est convertie en motion et adoptée à l'unanimité.

La section de Montmartre, à l'instar de celle de l'Homme armé, s'impose un *carême civique* de six semaines. Elle a invité le conseil-général à prendre des mesures pour empêcher la hausse du prix des légumes.

Un commissaire de la section de Molière et Lafontaine a fait part d'un événement malheureux, arrivé sur le boulevard. Une petite fille a été blessée à l'œil par une des piques de fer qui sont à l'extérieur des jardins. Sur le requisitoire du procureur de la commune, le conseil-général a arrêté que tous les propriétaires de jardins ou maisons feront enlever les grillages à pique, qui blessent journellement les passans, et qui forment une espece de démarcation entre leurs maisons et celles des autres citoyens.

La section de Bon-Conseil demandait si les passe-ports ne devraient pas être suspendus, vu les dangers de la patrie. Le conseil a passé à l'ordre du jour, motivé sur la loi qui les autorise et sur la faculté qu'ont les sections de faire toutes les recherches possibles pour s'assurer de la validité des motifs de ceux qui sollicitent des passe-ports.

La section des Arcis est venue communiquer l'arrêté suivant: « l'assemblée générale, après avoir entendu la lecture d'une lettre, adressée au citoyen Phalpin, juge de paix de cette section,

Digitized by Google

section, écrite par le maire de Painpon, datée de Rennes le 18 juin, de laquelle il résulte que tous les départemens de la ci-devant province de Bretagne et 20 autres doivent se réunir à Rennes le 30 du courant, pour aviser aux moyens de sauver la chose publique, selon eux, en marchant sur Paris; L'assemblée arrête que le conseil-général sera invité à nommer de bons patriotes pour commissaires, à l'effet d'aller tirer de l'erreur tous nos frères rassemblés à Rennes, et de faire donner à ces commissaires une commission signée du pouvoir exécutif.

Toutes les autorités constituées de Paris, les districts de Saint-Denis et du Bourg-l'Egalité, se sont assemblés lundi 24, à neuf heures du matin, sur la place de la maison commune, d'où ils sont partis pour aller féliciter la Convention sur l'achèvement de la constitution, précédés de la statue de la liberté. Ces citoyens, accompagnés d'une foule innombrable du peuple, se sont ensuite rendus au champ de la Fédération, pour resserrer sur l'autel de la patrie les liens d'union et de fraternité, qui assureront à jamais le triomphe de la liberté, de l'égalité et de l'indivisibilité de la République.

Les douze personnes acquittées par le tribunal révolutionnaire dans le procès des Bretons, ont été renfermées à Sainte-Pélagie par ordre du comité de salut public. Il a paru craindre qu'elles ne songeassent à se porter parmi les rebelles de la Vendée pour y enflammer la vengeance.

Brissot, traduit de Moulins à Paris, vient d'être transféré de la Mairie à la prison de l'Abbaye, par ordre de l'administration de police, et conformément au décret rendu par la Convention.

La citoyenne Roland a été acquittée, le 24, en vertu d'un arrêté du département de police; en conséquence elle revenait à son domicile, lorsqu'on lui a signifié un nouvel ordre du même département, qui la transfère à Sainte-Pélagie.

Boyet, l'un des plus fameux banquiers de cette ville, a été mis en état d'arrestation. On a mis les scellés sur ses papiers. S'il faut en croire des bruits publics, ce banquier était l'agent des puissances coalisées contre la France.

On assure que Marie-Antoinette et son fils descendent au jardin depuis trois jours, qu'ils y jouissent de la promenade et d'une sorte d'aisance qu'ils ne connaissaient plus depuis neuf mois; on accorde à l'enfant tous les joujoux qu'il demande, et il paraît jouir d'une bonne santé.

Dans la nuit de samedi à dimanche 23, les ornemens et les vases sacrés de cinq églises ont été volés. La perte est sur-

Digitized by Google

out considérable à Saint-Séverin. On n'a jusqu'ici aucun renseignement sur ce vol qui paraît avoir été concerté, puisqu'il a eu lieu en plusieurs endroits, presqu'au même instant.

NOUVELLES DES DÉPARTEMENS.

BOUCHES-DU-RHÔNE. *Marseille, le 12 juin.* (*Extrait du courier d'Avignon*). Le tribunal populaire de cette ville a été réinstallé d'après une délibération du comité général des sections. On a mis beaucoup de pompe à cette cérémonie, et deux députés de chaque section y ont assisté; mais les corps administratifs ne s'y sont pas trouvés. Le tribunal populaire tient ses séances dans l'église des Accoules vis-à-vis le Palais. Il interrogea hier plusieurs prisonniers, parmi lesquels était Ricord, administrateur du directoire du département.

Les sections ont délibéré de regarder comme non avenus les décrets de la Convention depuis le 29 mai. Un courier extraordinaire va être expédié à Paris, pour inviter les députés du département des Bouches-du-Rhône a se retirer, et pour rappeller les 32 députés des sections de Marseille auprès de la Convention.

Cette ville vient de publier un manifeste intitulé : *Marseille aux républicains Français* par lequel elle se déclare dans un état légal de résistance à l'oppression. Elle invite tout homme en état de porter les armes au nom de l'intérêt général et de l'humanité à venir renforcer la digue qu'elle va opposer au torrent dévastateur de l'anarchie. Elle annonce que sur les drapeaux de cette armée, les soldats de la patrie liront le complément de toute bonne loi : *République une et indivisible*, *respect aux personnes et aux propriétés*. Elle appelle à Dieu et à ses armes des attentats commis envers l'intégralité de la représentation nationale, des atteintes portées à la liberté individuelle de ses députés extraordinaires, des complots liberticides dont un miracle de la providence l'a preservée, et dont Marseille poursuit les complices qui s'étaient chargés de cette horrible exécution dans ses murs.

Cette pièce est datée du 12 juin et signée. PELOUX, *président*, CASTELLANNET *et* PINATEL, *secrétaires*.

Le 16, tous les corps administratifs ont prêté le serment exprimé dans ce manifeste.

GIRONDE. *Bordeaux, le 12 juin.* Le 9 de ce mois toutes les autorités constituées de Bordeaux, assemblées au département se sont constituées en *commission populaire de salut public*, qui a déclaré qu'elle était permauente, et qu'elle ne cesserait ses fonctions qu'après qu'elle aurait, de concert avec

Digitized by Google

les agens du peuple des autres départemens, mis la liberté hors de tous périls, en la rétablissant dans la Convention nationale. Toutes les sections lui ont envoyé presqu'au même moment des adresses pour lui annoncer que le peuple se déclarait en insurrection, qu'il reprenait ses droits, et en confiait l'exercice aux membres des divers corps administratifs et judiciaires réunis en assemblées générales. Voici les principales dispositions d'un arrêté pris par cette commission : « Elle s'abstiendra de prendre des mesures partielles qui l'isolent d'aucune partie de la République ; elle procédera de suite à l'organisation d'une force départementale qui concourra, avec celles que les autres départemens seront invités à lever, au rétablissement de la liberté et de la majesté de la représentation nationale.

» Il sera envoyé des commissaires dans tous les départemens pour leur donner connaissance des dispositions républicaines des habitans de la Gironde, de leur vœu pour la conservation de l'union entre tous les citoyens Français, l'unité d'action pour la défense de la liberté et de l'intégrité de la République. »

ISERE. *Grenoble.* Les députés de la Convention nationale à l'armée des Alpes, instruits de l'arrêté des autorités constituées du département de l'Isere, ont publié une proclamation pour empêcher la convention des assemblées primaires ; cependant Grenoble a donné son adhésion à l'arrêté des autorités constituées.

NOUVELLES DES ARMÉES.

VENDÉE. *Extrait d'une lettre du comité de correspondance du département d'Indre et Loire.*

Tours le 21 juin. « Les feuilles périodiques sont peu d'accord sur la position actuelle des armées patriotes et de celle des brigands. Voici cette position dans la plus grande exactitude : »

« L'armée de Niort est toujours dans cet endroit, à moins qu'elle ne se soit mise en mouvement depuis hier matin. Ses avant-postes sont souvent inquiétés par des patrouilles ennemies ; mais Sandos les repousse de tems-en-tems, et le 14, ses troupes, en cantonnement à Luçon, ayant surpris une grande-garde composée de 100 hommes, qui avaient à leur tête un prêtre réfractaire, plusieurs ont été tués, d'autres ont été faits prisonniers ; depuis la déroute de Saumur, l'armée de Doué et celle d'Angers sont venues rejoindre le quartier-général à Tours, et il arrive journellement de nouvelles forces,

Digitized by Google

Pendis que notre armée s'organise, que la subordination s'établit dans les camps, qu'une commission militaire se dispose à punir les lâches, les traîtres et les désorganisateurs, nous travaillons à ranimer l'esprit public, abattu par les derniers événemens de Doué et de Saumur. Aujourd'hui nous sommes dans un tel état de défense que les rebelles n'oseraient nous attaquer. Chinon, Bourgueil et Landes, sont les seules villes de notre département qui aient été souillées par leur présence. Si les rebelles n'ont pas laissé à Saumur une garnison considérable, ne doit-on pas en conclure que leur but est moins de conquérir les villes et de dominer l'esprit des habitans, que de s'approprier les provisions de toute espece et de recruter des royalistes, pour gagner en force un port de mer, ou dans le cas où ils ne pourraient y réussir, se porter sur Paris? La ville de Tours doit fixer en ce moment les vœux de la République entière. Si l'armée qui y existe est vaincue, si Tours est au pouvoir des brigands, rien ne peut s'opposer au torrent; bientôt Blois et Orléans seront leur proye. »

Détails sur les rebelles.

On a très-peu de renseignemens sur l'armée des rebelles. En voici quelques-uns que nous recueillons de diverses relations. Ils paraissent avoir ce caractere silencieux, ce recueillement sombre qui appartient aux fanatiques, une obéissance aveugle pour leurs chefs. Ils portent presque tous de longues jacquettes blanches d'une grosse étoffe, nouées par le milieu d'une ceinture blanche aussi, avec point ou très-peu de paremens et de revers. Ils ont tous au chapeau une pleine blanche.

Les chefs ont des panaches qui les font reconnaître; ils ne sont pas distingués par l'habit des plus simples soldats; mais ils portent leur décoration sous leur jacquette. Il y a un officier-général à cordon rouge. Tous portent autour du col, en sautoir, un chapelet à gros grains.

Il y en a qui n'ont que des fourches et des bâtons ferrés; mais un très-grand nombre aussi a de bons fusils et de longues bayonnettes, peu de sabres; mais presque tous ont à la ceinture un ou plusieurs pistolets.

Quand ils prennent quelques-uns de nos soldats, ils feignent d'abord de les bien traiter, pour tâcher de les séduire. On prend leurs noms, leur signalement; on leur demande s'ils veulent se joindre aux rebelles ou retourner parmi les patriotes. On renvoie ceux qui consentent à jurer de ne point porter les armes contre Louis XVII, ni contre la religion catholique, ni contre l'armée dite *chrétienne*; mais on les maltraite beaucoup, on leur donne acte de leur ridicule serment avec un passe-port, et on les fait reconduire à une certaine distance, après leur avoir coupé sur la tête, à peu près en

Digitized by Google

forme de tonsure, quelques touffes de cheveux, sans doute pour les reconnaître.

On ne dit pas ce qu'ils font de ceux qui sont assez lâches pour consentir à servir parmi eux.

Les chefs paraissent avoir des espions par-tout, et être bien instruits de ce qui se passe chez nous. Delà, beaucoup de ruses de guerre qui leur réussissent. Il regne parmi eux le plus grand concert.

Ils affectent d'abord une hypocrite modération à l'égard des villes qui leur proposent de se rendre sans résistance; mais quand ils en sont maîtres, il paraît qu'ils se livrent à tous les excès, qu'ils pillent, qu'ils égorgent les aristocrates comme les patriotes.

Pour achever ce tableau, nous joignons ici une proclamation des chefs des rebelles à leur armée. Cette piece est tirée *des nouvelles politiques nationales, etc.* La voici :

« Nous, commandans-généraux des armées catholiques et royales, arrêtons ce qui suit, dont nous ordonnons que la lecture soit faite dans toutes les paroisses, ne pouvant pas douter que l'intention de sa majesté très-chrétienne, Louis XVII, roi de France, ne soit de récompenser, conformément à leur mérite, ses braves et fideles sujets qui se dévouent pour sa cause et celle de la religion catholique.

» Nous ordonnons aux conseils provisoires établis dans les différentes paroisses, de pourvoir à la subsistance des femmes et enfans de ceux qui combattent pour la plus juste des causes, et qui ont besoin de secours; ils donneront un reçu des bleds qu'ils emploieront à cet effet, et en enverront un double, avec les pieces justificatives qui les ont décidés à accorder ces secours, au conseil supérieur établi en ce moment à Saint-Laurent-sur-Sevres, afin qu'il ordonne le paiement des bleds: les conseils des paroisses correspondront avec le conseil supérieur pour leurs opérations, et obéiront aux ordres qu'ils en recevront.

« Comme l'intention de sa majesté très-chrétienne n'est pas de faire participer aux récompenses destinées à ceux qui se sacrifient pour sa cause, les personnes lâches et indifférentes qui ne contribuent en rien aux efforts que font les autres pour rétablir la sainte religion et la monarchie, les commandans-généraux se feront représenter une liste du nombre des habitans de chaque paroisse qui marchent, non pour un ou deux jours en passant, mais continuellement: d'après cette liste, et le nom de ceux qui la composent, ils jugeront de la bonne volonté des habitans des différentes paroisses; et les familles qui seront reconnues être de mauvaise volonté, et ne pas se vouer avec le même zele que les autres au soutien de la bonne cause, seront assujettis sur-le-champ au paiement des impositions de 1792, parce qu'il n'est pas juste que ceux qui ne partagent pas les dangers partagent

Digitized by Google

leurs récompenses : dans le cas même où il y aurait des habitans d'une mauvaise volonté bien reconnue, et qui détourneraient les autres de servir le roi, leurs impositions seront augmentées progressivement.

» Voulant aussi, autant qu'il dépendra de nous, rétablir la religion catholique et la rendre florissante, nous invitons messieurs les curés et vicaires en place, qui n'ont pas les pouvoirs généraux de leurs évêques légitimes, de s'adresser dans le courant de la semaine qui commence demain, 2 juin, à monseigneur l'évêque d'Agra, vicaire apostolique, résident à Saint-Laurent-sur-Sèvres, afin qu'il règle leur conduite; et nous ordonnons que ceux qui n'auront pas dimanche 9 juin une attestation de monseigneur pour n'être pas inquiétés, soient arrêtés par les conseils des paroisses, et conduits en prison à Châtillon; nous ordonnons également que tous les biens ecclésiastiques, connus sous le nom de biens nationaux, et qui ont été achetés par des particuliers, soient administrés par les conseils des paroisses, qui recevront les prix de ferme, et en rendront compte au conseil supérieur, dont monseigneur l'évêque d'Agra est membre.

A Clisson, ce 1er. juin 1793. *Signés*, l'Escure, le chevalier de Marsange de la ville de Baugé.

» Déportons les commandans généraux; il est enjoint aux chefs et à tous les soldats catholiques de la paroisse de Saint-Aubin-le-Clan, de se trouver en armes samedi au soir 1er. juin, sans faute, à Bressuire, lieu fixé pour le rassemblement général des paroisses du Poitou. Ce jeudi 30 mai 1793.

Signés, l'Escure et Desessarts.

Les passe-ports donnés aux prisonniers faits par les rebelles sont signés par Bernard de Marigni, qui s'intitule un des commandans des armées catholiques et royales. Quelques personnes revenues avec ces passe-ports, et après avoir prêté serment de ne jamais combattre contre le prétendu roi Louis XVII, ont été arrêtées.

On lit, dans la feuille que nous venons de citer, que les seuls Marigny, connus dans nos armées avant la révolution, étaient le capitaine de vaisseau, qui depuis a commandé à Brest, et son frère, lieutenant-colonel d'un régiment de dragons. Ce dernier est mort. Le marin est retiré dans une petite ville non loin de Paris, avec sa famille, et il s'est toujours montré trop bon patriote pour se mêler parmi des rebelles. On ignore donc quel peut être ce Marigny qui signe les passe-ports de Saumur.

Armée du Nord.

Lille, 20 *juin*. Le général en chef Custines, est arrivé ici hier, vers les trois heures après midi. Le général de division Lamarlière est aussitôt allé le visiter, et après une courte

Digitized by Google

conversation, il a accompagné le général en chef au district et à la municipalité, où il a beaucoup loué le bon esprit des Lillois, l'ordre et la paix constante qui regnent dans une ville qui est presqu'au milieu des camps des ennemis. Il a prodigué des éloges très-flatteurs et justement mérités au général de division Lamarliere, sur sa prudence, sur l'excellente discipline qu'il est parvenu, par ses soins assidus, à établir dans son armée, et sur les bons principes dont elle est nourrie. Le général Custines est ensuite allé visiter le camp de la Magdelaine, toujours accompagné du général Larmaliere. Par-tout où il a passé, une foule de citoyens se trouvaient sur ses pas, et faisaient retentir l'air des cris de *vive Custines*, *vive la République*; ce général toujours accompagné du général de division Lamarliere a visité la citadelle, les fortifications, les magasins et les hôpitaux militaires. Il a été très-satisfait du bon état de la place. Il a ensuite parcouru les avant-postes les plus importans tel que celui du Pont-à-Marcq, qui est presque à la portée du canon de l'ennemi. Aujourd'hui il visitera ceux du Quesnoy, du Pont-Rouge, d'Armentieres, et enfin ceux établis sur les bords de la Lys, et il partira ensuite pour Aire; où il se propose d'aller coucher, et d'où il se rendra à Dunkerque. Il aurait bien desiré d'être accompagné dans cette tournée, par le général de division Lamarliere; mais la présence de ce chef est trop nécessaire dans toute l'étendue de son commandement, où il a à se défendre journellement contre 300,000 satellites, toujours prêts à attaquer ses avant-postes, pour se rendre au vœu du général en chef.

Chaque jour, on nous amene 20 à 25 déserteurs. Ces petites victoires, qui ne font pas couler de sang, sont dues à un avis traduit en allemand et en hollandais, que le général Lamarliere a eu soin de faire semer par ses patrouilles et ses avant-postes sur les chemins où l'on présume que les ennemis s'avanceront.

Lettre du général Custines au président de la Convention nationale

Aire, le 23 juin.

« Je lis dans les papiers publiés que le général Ferrières a chargé un envoyé de sa part, de présenter à la Convention une plainte contre mon impéritie et mon incivisme. Je suis loin de refuser le défi qu'il me porte; car moi je l'accuse de n'avoir point exécuté nos ordres dans la journée du 17 mai. Je demande décidément le conseil de guerre qu'il sollicite, et la Convention nationale est trop juste pour me le refuser. D'ailleurs, elle doit un exemple, et si c'est sur moi qu'il doit porter, j'offre ma tête; mais si Ferrieres n'a pas suivi les ennemis, s'il n'a pas tourné leur flanc gauche, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre, et qu'il le pouvait, s'il s'est arrêté à l'entrée du bois

Digitized by Google

d'Ettenheim, c'est lui qui doit payer de la sienne. Je le répète, il a beau m'accuser d'impéritie, il n'est que peu d'individus dans l'armée qui doutent de la sienne ; et quelques citoyens dans la République veulent bien ne pas croire encore à la mienne, non plus qu'à ma prétendue trahison. Il est tems enfin de me défaire d'un de ces frélons qui bourdonne à mes oreilles, et me distrait pour le chasser, quand je voudrais n'employer mon tems qu'à m'occuper de la maniere de servir le plus utilement ma patrie. Je demande avec instance un conseil de guerre. »

P. S. J'ai l'honneur de rendre compte à la Convention nationale que le général Leveneur a repoussé les postes de nos ennemis sur l'Escaillon, par un détachement des flancqueurs de droite, dans la nuit du 20 au 21, et qu'en cette occasion les troupes de la République ont fait quelques prisonniers. Le général Lamarliere en a fait autant en avant de la Deuille. Nos détachemens ont tué 46 hommes aux ennemis, et fait 16 prisonniers.

Quelques lettres de Bruxelles, recueillies dans les journaux allemands, annoncent que Condé continue à se défendre, et soutient avec vigueur le feu des ennemis. Le commandant prussien le 6 d'un vent favorable pour faire monter un ballon ; mais celui-ci parvenu à une certaine hauteur le vent changea, et au lieu de tomber sur le territoire français il descendit dans le voisinage de Valenciennes sur celui de l'armée autrichienne. Il y avait une petite boëte attachée, avec une inscription portant, que celui qui la trouverait est prié de faire parvenir à leurs adresses les lettres y contenues. Ces lettres étaient adressées au général en chef de l'armée française, aux commissaires de la Convention nationale, etc. Les personnes qui trouverent ces dépêches les porterent au prince de Cobourg. On en ignore le contenu.

On assure que Custines est venu à Paris *incognito*, qu'il s'est concerté avec le comité de salut public, à la porte duquel sa chaise de poste l'attendait, et qu'il n'en a sorti que pour retourner à l'armée.

ARMÉE DE LA MOSELLE. *Metz le 20 juin.*

Les différens détachemens de cette armée qui ont combattu avec tant de gloire à Arlon, ont rejoint leur cantonnement respectif. Nous devons à nos lecteurs la relation de cette éclatante victoire, que nous ne pûmes qu'annoncer dans le précédent numéro.

Le 7 de ce mois, un corps de 12,000 hommes se mit en marche sous les ordres du général Laage. Il prit sa direction

Digitized by Google

sur Arlon, du côté de Luxembourg; l'avant-garde étoit commandée par le général Tolosan : un détachement de la garnison de Longwi s'empara en même-tems d'un poste en avant de cette place, pour favoriser la retraite en cas de besoin. Après plusieurs actions assez chaudes et dans lesquelles nous avons eu constamment l'avantage, l'attaque d'Arlon eut lieu le 9. Le combat commença à midi et dura jusqu'à 8 heures du soir. Les ennemis étaient campés sur la haute montagne d'Arlon, défendue par 40 pieces de canon. Malgré cette position, qui paraissait imprenable, les Français, développant leur intrépidité ordinaire, forcerent avec la bayonnette les retranchemens ennemis, et les emporterent de vive force. Les Autrichiens ne dûrent leur salut qu'à une fuite précipitée sur Luxembourg. (*Voyez de plus amples détails de cette belle journée dans la séance du 23.*)

A leur retour nos braves guerriers ont été accueillis avec les expressions de l'admiration et de la joye la plus vive, par-tout où ils ont passé. A Thionville, les corps administratifs et judiciaires, réunis à la garnison, ont été au-devant de l'armée. Vingt jeunes citoyennes, habillées de blanc, ayant une ceinture tricolore et des guirlandes de fleurs sur la tête, ont présenté au général Laage une couronne civique, surmontée du bonnet de la liberté. Ce général a répondu avec autant de sensibilité que de modestie aux complimens qui lui ont été adressés. Il a fait le plus grand éloge des soldats. L'après-dîné il y a eu bal public à l'hôtel commun.

Armée des Alpes Maritimes.

Nice, 14 *juin*. Nos succès de ce côté nous consolent un peu des mauvaises nouvelles que nous recevons des autres parties de la France. Après avoir emporté cinq camps placés sur des sommets qui paraissaient inaccessibles, nous avons commencé à bombarder Saorgio.

Jamais victoire ne fut plus brillante. Elle coûte aux ennemis 5,000 hommes tant tués que blessés et faits prisonniers. Il est impossible de raconter tous les traits d'héroïsme qui ont signalé les Français. L'adjudant-général Costin fut tué à côté du général Brunet. Il dit en expirant :

Je meurs content, puisque nous avons vaincu. Chabrand, adjoint à l'état-major de l'armée, a été plus heureux : il a cent fois affronté la mort; ses exhortations, son exemple ont singulièrement secondé les dispositions du général. Nous avons eu 200 tués et autant de blessés. Ce n'est rien en comparaison de la perte de l'ennemi.

Le général ennemi écumait de rage; il jurait en italien : « Vous êtes tous des f.... lâches. Voyez les Français : avec 2000 des leurs, je serais invincible. » Il ignorait que ce sont là les prodiges de la liberté.

Digitized by Google

Armée des Pyrénées Orientales.

On écrit de Perpignan que la brave garnison de Bellegarde tient toujours, malgré le feu continuel des bombes. On ne craint pour elle que la famine ; s'il peut y entrer des vivres, la forteresse est sauvée : aussi essaie-t-on tous les jours de faire avancer des convois ; mais la vigilance des Espagnols a été jusqu'ici infatigable.

La garnison du fort des Bains a fait durer le peu de vivres qu'elle avait pendant 55 jours : ce n'est que le 57e. qu'elle a capitulé, après avoir été 48 heures sans manger.

Les Espagnols ont deux généraux qui ne sont pas sans mérite ; c'est don Ricardos qui commande en chef leur armée de Catalogne. Celui qui commande l'armée de Navarre s'appelle don Ventura Caro.

Les Espagnols ont pris Fourques, à trois lieues de Perpignan. Ils y ont rétabli l'ancien régime dans toutes ses formes.

Isle de Corse.

Bastia. L'administration du département est coalisée avec Paoli à qui les Corses conservent encore une sorte de respect religieux. On a d'abord cherché à semer des défiances sur les commissaires de la Convention, Lacombe-Saint-Michel et Sallicetti. Ces commissaires trouvant leur marche semée d'entraves de la part des administrateurs du département les ont suspendus. Ce département est accusé d'avoir soustrait à la République 570,000 liv., et de s'être emparé, au mépris des ordres des commissaires, des fonds sacrés destinés à payer les nourrices des enfans-trouvés, et le salaire du clergé.

Les commissaires, après avoir usé de la patience due à des citoyens qu'ils ne croyaient qu'égarés, se sont assurés des places de Bastia, Saint-Florent et Calvi ; quant à Ajaccio, cette ville était en révolte ouverte, les gabarres la *Lamproye* et l'*Aurore* y étaient retenues par la force : les commissaires ont pris le parti d'arriver par mer dans le voisinage avec la force armée ; ils ont pris une position forte, afin d'offrir aux troupes du continent un point de réunion.

A la tour de *Capitello* s'est engagé, le 1er. juin, un combat entre 900 républicains français, soutenus de 4 pieces de canon, et 1100 rebelles. Ceux ci ont été mis en fuite. Lacombe-Saint-Michel, qui a 30 ans de service, et Sallicetti son collegue, ont dirigé eux-mêmes l'action. Ils se sont repliés ensuite sur les autres villes pour les mettre en état de défense contre les rebelles et contre les Anglais, si ceux-ci voulaient tenter une descente.

Le 3 juin, 2000 rebelles, sous les ordres de Leonety, ex-législateur, et neveu de Paoli, ont attaqué Calvi. Il n'a

Digitized by Google

fallu que faire sortir sur eux 800 hommes pour les disperser. Le premier bataillon de l'Aveiron, qui n'avait jamais vu le feu, et qui débarquait, a montré bravoure et intrépidité. Les rebelles ont laissé 40 des leurs sur la place. Ils ont été sur-tout fort maltraités par le feu de la frégate la *Prosélite*. Les soldats de la liberté n'ont eu que quatre blessés.

On lit dans le courier d'Avignon qu'un brigantin français, chassé par deux frégates espagnoles, a voulu se réfugier à Ajaccio; mais le canon de la place l'a obligé de se retirer. Il a vu sur toutes les côtes de l'isle flotter le pavillon Corse, la ville de Bastia seule exceptée. Cette ville renferme dans son sein les députés de la Convention.

Lettre des commissaires du peuple Français, députés en Corse, à la Convention nationale.

Calvi, le 4 juin.

« Nous vous avons écrit hier à la rade d'Ajaccio, par la voie du bricq *le Léopard*. Nous ne vous répéterons pas aujourd'hui les détails que cette lettre contient, imaginant qu'elle vous sera parvenue exactement. Nous vous apprenons que nous sommes instruits des résultats de la consulte qui a eu lieu à Corte le 26 du mois dernier. Les membres très-illégaux qui l'ont tenue ont déclaré le général Paoli généralissime, ont déclaré qu'ils voulaient être Français, ont rappellé trois députés, ont recrée les quatre.

» Les bataillons de volontaires réformés par la Convention ont proclamé quelques proscriptions, etc. etc. Ainsi donc des factieux qui osent se constituer eux-mêmes les représentans de la Corse, veulent bien être Français, mais à condition qu'ils auront un généralissime, mais à condition qu'ils ne recevront pas d'assignats, mais à condition qu'ils auront leurs prêtres réfractaires. Ils osent citer le nom de la loi, tandis qu'ils viennent ravager et incendier les propriétés, tandis qu'ils ont volé 570,000 liv. à la nation en coupons d'assignats, vol qu'on échange en donnant 5 liv. de coupons pour 20 sols de numéraire. Ils osent dire qu'ils sont Français, lorsqu'ils pillent ou laissent piller sous leurs yeux les magasins de Corte, lorsqu'on a pillé les magasins de l'isle Rousle et d'Ajaccio!

» Si le département de la Corse n'était pas un pays inaccessible, c'est à Corte même, et à coups de canon, que nous aurions répondu à tant d'absurdités. Déja depuis quelques jours, c'est de cette maniere que nous communiquons ensemble. Hier, environ 2000 hommes, commandés par Léonetti, sont venus attaquer Calvi, ils s'étaient emparés des hauteurs, et de toutes les pierres, à l'abri desquelles le Corse combat avec avantage. Le 2 au soir, on envoya au couvent des capucins une compagnie d'infanterie légere; elle fut entourée par plus

Digitized by Google

de 1000 hommes : elle se défendit avec beaucoup d'opiniâtreté ; enfin, hier matin au point du jour, l'on a fait débarquer le premier bataillon de l'Aveyron qui était arrivé la veille. On les a attaqués sur trois colonnes, l'une a été directement pour dégager les capucins, la seconde à gagner les hauteurs, et la troisième a cherché à leur couper la retraite : alors s'est engagé un combat opiniâtre, presque d'homme à homme, et de pierre à pierre, qui a duré 12 heures. Les rebelles ont éprouvé la déroute la plus complette. Deux pièces de canon à la rostingue les ont fort incommodés, et plus encore l'artillerie de la frégate *la Prosélite*, qui a fait un feu d'enfer sur eux, qui a semé l'épouvante en leur envoyant des boulets à 4 et 500 toises dans la plaine.

» Le deuxième bataillon des Bouches-du-Rhône, dont le lieutenant-colonel Sineth ne s'est pas séparé un instant, les soldats et officiers du 26e. régiment, les volontaires, c'était à qui se jetterait avec plus de vivacité sur les rebelles. Des volontaires ont entendu l'ex-législateur Leonetti, neveu de Paoly, qui dans le combat n'a paru que de loin, crier aux Français : *Scélérats, vous payerez cher le sang de votre roi*. Cependant il a eu la prudence de s'en tenir à l'apostrophe, et de ne participer en rien au combat. Il paraît que cet événement a un peu abattu le caquet des rebelles, car tous les soirs les montagnes retentissaient de cris de joie ; mais aujourd'hui regne le plus grand calme. »

NOUVELLES MARITIMES.

La flotte aux ordres du vice-amiral Morand de Galles, est composée de 22 vaisseaux de ligne et d'un nombre proportionné de frégates : il est parti de Brest avec cette force imposante et à une hauteur fixée, 12 vaisseaux de cette escadre, avec quelques frégates, seront expédiés pour l'Inde sous le commandement du contre-amiral Kerguelen, et le vice-amiral Morand de Galles fera route pour les Antilles avec le reste de la flotte. Les matelots ont prêté le serment entre les mains des autorités constituées, et sont dans les meilleures dispositions de combattre les ennemis de la République. On vient de mettre à l'eau à Brest le vaisseau *le Sans-Pareil*, de 74 canons, et aussi-tôt il est entré dans le bassin pour être doublé en cuivre.

Le corsaire *le Tigre* a amené dans ce port trois prises considérables, toutes sont anglaises ; elles étaient destinées pour les côtes du Poitou.

Le corsaire *la Petite-Victoire* a pris et amené dans le port de Dunkerque deux navires anglais, chargés de fer, de suif et de charbons de terre.

Digitized by Google

Copie de la lettre du citoyen J. Pinon, capitaine du corsaire le Duguay-Trouin, *de Saint-Malo.*

De Morlaix, le 8 juin.

CITOYEN MINISTRE,

« J'ai l'honneur de vous prévenir que le corsaire *le Duguay-Trouin*, de Saint-Malo, ayant 24 canons en batterie et 200 hommes d'équipage, étant en croisière le 1er. mai par la latitude 49 degrés 50 min. nord, et 13 degrés de longitude occidentale, méridien de Paris, a amariné un navire anglais venant de Bombay, allant à Londres, chargé de coton, ayant d'équipage 42 hommes; ledit navire a trois ponts; nous sommes entrés à Morlaix le 3 de mois; le capitaine du *Duguay-Trouin* étant malade, a été obligé de laisser le commandement le 7 au matin. Le capitaine Anglais, dans une conversation, m'a parlé du citoyen la Peyrouse; j'ai fait aussitôt venir un interprète, ne sachant pas la langue suffisamment pour m'expliquer sur ce sujet si intéressant. »

» Ce capitaine a dit que le 30 décembre 1791, étant par la latitude de 9 degrés sud et 189 degrés de longitude méridien de Londres, a eu connaissance d'un navire naufragé sur la côte de New-Georgia, mer orientale, venant de Jaqueson, allant à Bombay, et voulant aller par la passe de l'Est; ce capitaine m'a dit que ce ne pouvait être qu'un Français, et déclare qu'il n'y a point été d'autre navire ni frégate sur ce continent, que deux frégates anglaises qui sont arrivées en Angleterre et lui qui y a passé; qu'il croit que c'est la frégate *la Boussole* ou *l'Astrolabe*; il ajoute de plus qu'il n'en a pas le moindre doute. Je possede un plan qu'il a tracé de ce continent, et les observations qu'il a faites tant en latitude qu'en longitude. Le cap d'Exception ou cap Trompeur, fait l'entrée de la baie où est, m'a-t-il dit, le naufragé. Sur sa déposition, je l'ai conduit au bureau de surveillance, où il a fait une déposition plus circonstanciée. J'ai l'honneur de vous prévenir, citoyen ministre, que je ne suis ici que de relâche, je vais à Saint-Malo au premier tems favorable pour me réparer; dans le laps de tems que nous avons été en croisière, nous avons visité divers navires sous pavillon américain, chargés pour l'Angleterre, et cela au nombre de cinq à six navires, et essuyé plusieurs chasses de frégates. »

Notice des séances subséquentes de la Convention du mardi et du mercredi.

Du mardi 25. Le rapporteur du comité d'instruction publique, après avoir annoncé à la Convention qu'il lui sera pré-

Digitized by Google

senté incessamment un plan complet d'éducation nationale, lui soumet un projet de décret qui fixe la maniere dont s'opérera la réunion du 10 août.

Les administrateurs de la Seine inférieure viennent déposer dans le sein de l'Assemblée les inquiétudes que leur donne le défaut de subsistances; l'Assemblée a chargé son comité d'agriculture de réviser la loi du 24 mai, qui fixe le *maximum* du prix des grains, et de lui faire un rapport sur cet objet.

Les administrateurs du département d'Eure et Loire viennent témoigner à l'Assemblée leurs inquiétudes sur l'approche de l'armée des rebelles. D'Angers ils se sont portés à la Flêche, dont ils se sont emparés sans coup férir, et peut-être en ce moment la ville du Mans est-elle en leur pouvoir. Il est instant, disent-ils, de s'opposer à leur entrée dans les plaines fertiles de la Beauce, dont les riches productions seraient bientôt la proie de ces brigands. — Richard, l'un des commissaires à l'armée de la Vendée, d'où il arrive, combat l'assertion des pétitionnaires, et pense que la Flêche ne peut être en leur pouvoir.

Les administrateurs produisent une lettre de la Ferté près la Flêche, qui porte que les rebelles se sont emparé de cette ville et y ont arboré le drapeau blanc. — Tallien soutient que les rebelles sont en horreur par les pillages qu'ils exercent, qu'ils se divisent, et que les mesures bien concertées qu'on va prendre ne sauraient manquer de les écraser. — La Convention décrete le renvoi de la pétition au comité de salut public.

Mardi soir. Plusieurs sections sont venues demander la taxe des denrées de premiere nécessité. Une pétition de la section des Gravilliers, qui avait le même objet, mais dans laquelle on reprochait à la nouvelle constitution de ne contenir aucune disposition contre le monopole, l'agiotage et la vente du numéraire, a excité la plus vive indignation.

Drouet instruit l'Assemblée que le département du Calvados a fait arrêter 80 chevaux destinés pour l'artillerie; il annonce ensuite que Vergniaux s'est évadé après avoir enivré ses gardes; il demande que tous les députés mis en état d'arrestation, soient transférés à l'Abbaye. — Robespierre demande le rapport du décret qui renvoie à demain la discussion sur l'affaire des détenus, et que la Convention s'occupe des moyens de sauver la chose publique. — Saint-André appuie cette proposition. — Levasseur annonce que les détenus ne s'évadent que parce qu'ils craignent l'arrivée du contre-révolutionnaire Charrier qui doit découvrir de grands complots. — La Convention décrete la proposition de Robespierre.

Digitized by Google

Mercredi 26. On fait lecture d'une lettre du général Biron.

Lettre du général Biron au ministre de la guerre.

Niort, le 22 juin.

« J'ai eu l'honneur de vous rendre compte dans ma lettre d'hier, que j'avais envoyé un fort détachement aux ordres du général de division Chalbos, et du général de brigade Salomon, pour s'emparer de Busseau, poste assez important des brigands. On leur a tué plus de 200 hommes, et fait environ 20 prisonniers. Nous n'avons perdu personne. Les troupes de la République ont marqué la plus grande ardeur. Je serais content de cette journée, si le plus grand désordre n'avait régné dans la retraite. Une colonne de six bataillons tenait plus de 4 lieues de pays. Une telle maniere de marcher est le plus grand danger que l'on puisse courir. J'ai fortement recommandé aux officiers de tout grade beaucoup plus de vigilance et de fermeté. Il en est cependant un assez grand nombre à qui je dois la justice de dire qu'ils ont fait tout ce qui dépendait d'eux. J'espere être bientôt en état de vous rendre les comptes les plus satisfaisans. »

Barrere annonce à l'Assemblée que Wimpfen vient de suivre les traces de Dumourier et de Lafayette. Voici comment il a accusé la réception des décrets contre les administrateurs du Calvados. « Reçu les décrets sur les évenemens de Caen plus forts que les ministres. » Il dit dans une autre lettre, « Si l'on ne rapporte les décrets contre les administrateurs du Calvados, je ne peux faire le voyage de Paris qu'à la tête de 60,000 hommes. » — Sur la proposition du comité, la Convention destitue le général Wimpfen, le décrete d'accusation, et défend à tous officiers civils et militaires, d'obéir à ses ordres.

Carpentier informe l'Assemblée que plusieurs administrateurs du département de la Manche ont pris des arrêtés semblables à ceux du Calvados; qu'ils ont tenté de faire arrêter nos commissaires, et qu'il se forme une fermentation terrible dans ce département.

Sur le rapport du comité de salut public, il a été décrété que les administrateurs qui ont pris des arrêtés tendant à armer les citoyens, les uns contre les autres, seraient tenus de les retracer, sous peine d'être déclarés traîtres à la patrie et poursuivis comme tels.

Une députation du département de Paris vient solliciter l'Assemblée de mettre hors de la loi ceux des membres détenus qui se sont évadés, de fixer le prix des denrées, et d'établir des ateliers. — Ces demandes sont renvoyées au comité de salut public.

Digitized by Google

Lettre de Dubois-Dubai, représentant du peuple auprès des armées du Nord; Maubeuge, le 22 juin.

Citoyens, mes collègues,

J'ai le plaisir de vous annoncer que le citoyen Berelun vient d'exécuter, avec le plus grand succès, une expédition assez importante, à la tête de la brave garnison de cette place. Un détachement composé de gardes nationaux, de chasseurs et de soldats du douzième régiment, a surpris un poste défendu par cinq cents hussards ennemis; dans un instant le poste a été enlevé, et l'ennemi a pris la fuite. Nous lui avons pris toutes ses armes et tous ses bagages; un officier a poursuivi deux hussards pendant une lieue: il en a tué un, le deuxième lui est échappé, en laissant son cheval à son vainqueur.

COMMUNE DE PARIS, *du 26 juin.*

Sur 9531 votans pour la nomination du commandant général provisoire de la garde nationale parisienne, Raffet, commandant de la section de la Butte-des-Moulins, a obtenu 4958 suffrages, et Henriot, commandant de la section des Sans-Culottes, 4573.

Le corps municipal indiquera le jour où se fera le ballotage entre lesdits citoyens.

Suivant une lettre des citoyens Lachevardière et Momoro, commissaires envoyés par le département de Paris dans celui de la Vendée, les rebelles ont évacué Saumur, et se sont retirés sur Cholet et Mortagne; ces commissaires attribuent la prise de Saumur au défaut d'organisation des volontaires; ils invitent à surveiller plusieurs individus qui s'étant coupés les cheveux, se sont fait croire qu'ils étaient prisonniers des rebelles.

Sur le réquisitoire de Hébert, second substitut du procureur, le conseil a arrêté hier, qu'il serait fait une adresse à la Convention, pour l'inviter à rédiger une instruction aux citoyens de la République, afin de les éclairer sur l'acte constitutionnel, et empêcher par ce moyen les intrigues de la malveillance.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Mai 1793.*

EFFETS NAT.	LUNDI 27.	MARDI. 28.	MERC. 29.	JEUDI 30.	VEND. 31.	SAM. 1.
Actions des Ind. 2500 l.		2100. 10.				
Portions de 1600 l.		1280				
Idem, de 100 liv.		85				
Emprunt d'oct. 500 liv.		415				
Id. déc. 1782, Quit. fin.		2. p.				
Id. 125 mil. déc. 1784.		4 $\frac{5}{8}$ 4. b.				
Id. 80 millions. avec bull.						
Id. sans bulletin.		au pair. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ b.				
Id. sorti en viager.		au pair				
Bulletins.		71 $\frac{1}{2}$				
Quit. des Eaux de Paris.		340				
Emp. 80 ms. d'août 1789.		3. 3 $\frac{1}{2}$. 4. 3 $\frac{2}{8}$. p.				
Assur. contre les incend.						
Idem, à vie.		425				
CONTRATS.						
1re. classe à 5 pour $\frac{0}{0}$		83 $\frac{1}{2}$				
2e. *id.* à 5 p. $\frac{0}{0}$ suj. au 15e.		74 $\frac{1}{2}$				
3e. *id.* à 5 p. $\frac{0}{0}$ suj. au 10e.		71 $\frac{1}{2}$				

CHANGES.

Amsterdam
Hambourg.
Londres.
Madrid.
Cadix.
Gênes.
Livourne.
Lyon, *paiement de*

Payeurs.
année 1792.
Lettre M.

Digitized by Google

AVIS.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, etc. C'est au citoyen GUTH, *seul Directeur du Mercure, hôtel de Thou, rue des Poitevins, et non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importunes pourraient rester au rebut.*

Les personnes qui enverront au citoyen GUTH *des effets sur Paris, pour acquit de leur Abbonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.*

Le prix de l'Abonnement est de trente-six livres *franc de port pour les Départemens et pour Paris. Il faut affranchir le port de l'argent et de la lettre, et joindre à cette derniere le reçu du Directeur des Postes. On souscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au Citoyen* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure. L'Abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entiere et pour six mois.*

Messieurs les Souscripteurs du mois d'Avril sont priés de renouveller de bonne heure leur Abonnement, afin qu'on ait le tems d'imprimer leurs adresses, et qu'ils n'éprouvent aucun retard dans l'expédition. Ils voudront bien donner aussi leurs noms et qualités d'une écriture lisible; ou joindre à leur lettre une des adresses imprimées qui enveloppent le Mercure.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google